Investir dans les populations rurales

Conseil d'administration

États-Unis du Mexique

Programme d'options stratégiques pour le pays

2026-2031

Cote du document: EB 2026/OR/1

Date: 12 mars 2026

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: EXAMEN

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à examiner le programme d'options stratégiques pour les États-Unis du Mexique (2026-2031).

Questions techniques:

Rocío Medina Bolívar
Directrice régionale
Amérique latine et Caraïbes
courriel: r.medinabolivar@ifad.org

Daniel Anavitarte
Directeur de pays
Amérique latine et Caraïbes
courriel: d.anavitarte@ifad.org

Table des matières

Carte des zones d'intervention du FIDA dans le pays **iii**

Résumé **iv**

I. Contexte du pays **1**

A. Contexte socioéconomique 1
B. Cadre d'évaluation 2
C. Systèmes alimentaires, agriculture et secteur rural 3

II. Engagement du FIDA: bilan de l'expérience **5**

A. Résultats du précédent COSOP 5
B. Enseignements tirés du précédent COSOP et d'autres sources 6

III. Stratégie pour un programme de pays porteur de transformation **7**

A. Théorie du changement du COSOP 7
B. Objectif général et objectifs stratégiques du COSOP 8
C. Groupe cible et stratégie de ciblage 11

IV. Interventions du FIDA **11**

A. Instruments de financement 11
B. Contribution à l'élaboration des politiques au niveau du pays 11
C. Renforcement des institutions 11
D. Innovations 12
E. Technologies de l'information et des communications au service du développement 12
F. Gestion des connaissances 12
G. Partenariats stratégiques et coopération Sud-Sud et triangulaire 13

V. Exécution du COSOP **14**

A. Volume et sources des investissements 14
B. Ressources à l'appui d'autres activités 15
C. Transparence 15
D. Gestion du programme de pays 16
E. Suivi-évaluation 16

VI. Participation du groupe cible **16**

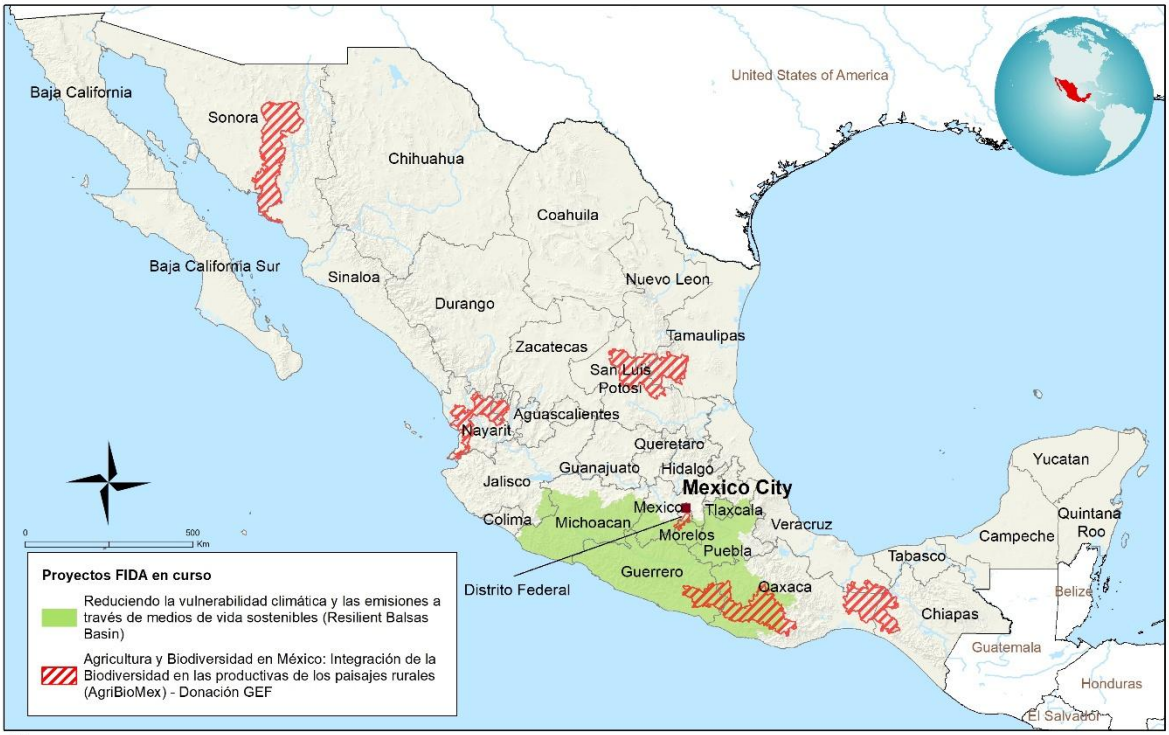
VII. Gestion des risques **16**

Appendices

I. Results management framework
II. Key files
III. Transition projections
IV. SECAP background study
V. Agreement at completion point
VI. COSOP preparation process
VII. South-South and Triangular Cooperation Strategy
VIII. Financial management issues summary
IX. Procurement risk matrix (not applicable)
X. Integrated country risk matrix
XI. Private sector engagement opportunities
XII. Opportunities in technology for development
XIII. Dialogue with Indigenous Peoples
XIV. Technical note on remittances to Mexico

Équipe d'exécution du COSOP	
Directrice régionale:	Rocío Medina Bolívar
Directeur de pays:	Daniel Anavitarte
Économiste régionale:	Paula Zuleta
Spécialiste technique:	Fallon Casper
Spécialiste climat et environnement:	Oliver Page
Responsable des finances:	Johanna Herremans

Carte des zones d'intervention du FIDA dans le pays



FIDA

Les appellations employées et la présentation des données n'expriment aucune position particulière du FIDA quant au tracé des frontières ou limites ni aux autorités concernées.

Carte établie par le FIDA I 09/09/2025

Résumé

1. Le programme d'options stratégiques pour les États-Unis du Mexique (2026-2031), ou COSOP, a été élaboré conjointement par le FIDA et le Gouvernement mexicain dans le cadre d'un processus de consultation inclusif, dans le respect du Plan national de développement 2025-2030 du pays et de ses politiques sectorielles.

2. Le Mexique est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure où le revenu national brut par habitant est de 12 800 USD. Pour la troisième année consécutive, il se situe au-dessus du seuil de revenu déclenchant un examen de reclassement. Une stabilité économique est prévue pendant toute la période couverte par le présent COSOP. La croissance du produit intérieur brut devrait être stable, à 1,5%; la dette publique, les notes de crédit et l'accès aux marchés extérieurs ne devraient pas varier non plus.

3. Cependant, le Mexique connaît depuis longtemps des difficultés structurelles en matière de développement. Le taux de pauvreté reste plus élevé dans les zones rurales (45,8%) que dans les zones urbaines (25%), dépassant 50% dans au moins trois États du sud-est. Des inégalités marquées persistent, les indicateurs de développement s'avérant systématiquement inférieurs chez les femmes et les peuples autochtones. La fragmentation de la production observée chez les petits exploitants, leur faible intégration aux filières, leur adoption limitée des technologies, leur accès restreint au financement et à l'assurance, ainsi que leur forte vulnérabilité face aux changements climatiques, pèsent sur les moyens d'existence et la souveraineté alimentaire en milieu rural.

4. **L'objectif du COSOP** est d'approfondir et de renforcer les initiatives visant à favoriser la souveraineté alimentaire, la résilience et l'inclusion sociale, économique et financière des communautés rurales vulnérables dans les États du sud du Mexique.

5. Aligné sur la Politique du FIDA en matière de reclassement, le COSOP est axé sur une intensification des actions destinées à combler les lacunes persistantes du pays en matière de développement. Il vise notamment à: i) renforcer les institutions rurales essentielles et se coordonner avec elles; ii) promouvoir l'innovation en favorisant l'adoption de technologies – en particulier des solutions numériques destinées à améliorer l'accès aux marchés et l'inclusion financière – tout en contribuant à préparer l'écosystème à attirer des investissements du secteur privé; iii) agir en faveur des biens publics mondiaux, notamment par la restauration des sols dégradés, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la préservation de la biodiversité agricole; iv) transposer à plus grande échelle les initiatives susceptibles d'être reproduites grâce à la coopération Sud-Sud et triangulaire.

6. Le COSOP vise trois objectifs stratégiques:

   a) **Objectif stratégique n° 1.** Améliorer les capacités de production et l'accès aux marchés des petits et moyens producteurs ruraux dans les filières prioritaires au moyen de solutions numériques, d'une assistance technique et d'investissements ciblés contribuant à la préparation de l'écosystème.

   b) **Objectif stratégique n° 2.** Promouvoir la résilience des producteurs ruraux et des écosystèmes naturels en restaurant les sols dégradés et en adoptant des technologies climato-compatibles dans des cadres de gouvernance territoriale renforcés.

   c) **Objectif stratégique n° 3.** Renforcer l'inclusion sociale et économique des femmes et des peuples autochtones et accroître leurs capacités financières, par les moyens suivants: mise à disposition de produits financiers différenciés, éducation financière, modalités innovantes d'envois de fonds et reconnaissance de la valeur des savoirs ancestraux et des services à la personne.

7. Pour atteindre ces objectifs stratégiques, le FIDA s'appuiera sur l'évaluation de la stratégie et du programme de pays conduite en 2025 pour améliorer la coordination entre les institutions rurales essentielles, soutenir la production de données factuelles, accessibles et utilisables, et proposer des solutions de financement innovantes. Le COSOP mettra l'accent sur les populations rurales pauvres des États du sud, en particulier les femmes, les jeunes, les Afro-Mexicains et les peuples autochtones.

8. Dans le cadre du COSOP, des possibilités de financement complémentaire seront recherchées, sous forme d'investissements souverains ou non souverains, notamment auprès de fonds pour le climat et l'environnement. Il sera essentiel de nouer des partenariats solides avec les pouvoirs publics, les banques publiques de développement, la société civile, le milieu universitaire et les institutions financières internationales pour atteindre les objectifs de ce programme. L'approche du FIDA s'appuiera amplement sur la technologie et les solutions numériques; le Mexique participera à la coopération Sud-Sud et triangulaire, à la fois comme fournisseur et comme bénéficiaire de solutions de développement rural. À court terme, les programmes financés par le FIDA contribueront à préparer l'écosystème à une mobilisation du secteur privé, l'objectif à moyen terme étant de catalyser les financements de ce secteur grâce à des instruments innovants.

9. Un cadre d'évaluation élaboré en collaboration avec des homologues des pouvoirs publics est présenté à l'appendice III (transition projections). Trois indicateurs clés seront relevés à l'achèvement du COSOP: i) le maintien de la note de crédit BBB pour le pays, gage de sa capacité d'accès aux marchés financiers;
ii) une performance du secteur rural, évaluée globalement, passant de 4,2 à 4,6;
iii) une amélioration des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable concernant la pauvreté, l'insécurité alimentaire, l'emploi des femmes et la répartition des revenus. Ces critères seront évalués régulièrement, en particulier à mi-parcours et à l'achèvement, pour éclairer la concertation entre le FIDA et les pouvoirs publics sur l'état de préparation du pays à un retrait progressif des financements du FIDA.

I. Contexte du pays

A. Contexte socioéconomique

1. **L'économie des États-Unis du Mexique occupe la deuxième place dans la région Amérique latine et Caraïbes,** avec un produit intérieur brut (PIB) de 3 400 milliards d'USD[1] pour une population de 129 millions d'habitants[2].

2. Son économie ayant connu une croissance régulière ces deux dernières décennies, **le Mexique est classé parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure[3]**. **Toutefois, sa performance est inférieure à celle des pays comparables et des économies avancées.** Après une contraction de l'économie de 8,3% en 2020 sous l'effet de la pandémie, la croissance du pays s'est élevée à 6,0% en 2021 et s'est stabilisée à 1,5% en 2024. En ce qui concerne le produit intérieur brut par habitant, le Mexique a enregistré une certaine augmentation, mais n'a pas suivi le rythme de pays comme la Chine et l'Argentine, restant en deçà de la moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Ce retard résulte d'une lenteur dans la croissance de la productivité et d'un manque d'investissements dans le capital humain et les infrastructures rurales, situation qui reflète un besoin urgent de réformes structurelles pour promouvoir la diversification et l'équité territoriale.

3. **Le Mexique continue à accéder à des financements sur les marchés nationaux et internationaux, mais son économie est de plus en plus exposée à des menaces extérieures.** Le niveau de liquidité stable affiché par le pays lui permet d'accéder à des financements même si, sur le plan budgétaire, sa marge de manœuvre est limitée. Les nouvelles politiques commerciales menées par les États-Unis d'Amérique sont susceptibles de réduire la compétitivité des exportations mexicaines et de peser sur les investissements potentiels dans le pays[4].

4. **Bien que classé parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, le Mexique présente des disparités territoriales et sociales profondément enracinées, notamment dans la région Sud.** Même si la pauvreté multidimensionnelle est passée de 43,2% en 2016 à 29,8% en 2024, valeur la plus faible jamais enregistrée au Mexique, le taux de pauvreté rurale était de 45,8% cette dernière année, contre 25% dans les zones urbaines, et la pauvreté était en moyenne de 42,2% dans les États du sud et dépassait 50% dans trois États[5].

5. **Des inégalités persistantes entre hommes et femmes et des taux de privation supérieurs dans les populations autochtones traduisent des inégalités structurelles.** En 2025, le taux moyen de participation économique des femmes était inférieur de 30 points de pourcentage à celui des hommes[6]. En prenant en compte le travail rémunéré et le travail domestique non rémunéré, le nombre d'heures travaillées est 1,3 fois plus élevé chez les femmes que chez les hommes[7], reflet de leur double charge de travail[8]. En 2024, dans les zones rurales, **37% des locutrices d'une langue autochtone** vivaient dans une pauvreté extrême, contre seulement **2,3% des hommes ne parlant pas l'une de ces langues**[9].

---

[1] Fonds monétaire international. 2025.
[2] Enquête nationale sur la dynamique démographique (ENADID). 2023.
[3] Banque mondiale. 2025.
[4] Bureau du Représentant au commerce des États-Unis d'Amérique (USTR). 2024.
[5] Institut national de statistiques et de géographie (INEGI). 2025.
[6] INEGI. 2025.
[7] Conseil national d'évaluation de la politique de développement social (CONEVAL). 2023.
[8] CONEVAL. 2022.
[9] INEGI. 2025.

6. **Le budget fédéral obéit au principe de non-additionnalité**[10]**.** Ainsi, les prêts extérieurs ne sont pas pris en compte dans le budget mis à disposition, mais sont considérés comme des sources de financement dans les plafonds approuvés par le Congrès. De plus, à des fins de viabilité budgétaire et de transparence dans la gestion de la dette publique, la loi fédérale sur le budget et la responsabilité budgétaire limite l'utilisation de ces ressources au recrutement de personnel et à l'achat de biens. Il en résulte que les institutions publiques sont moins enclines à solliciter des prêts auprès d'institutions financières internationales.

Tableau 1
Informations clés

Indicateur	*Données*	*Année*
Revenu national brut par habitant	12 800 USD	2024
Croissance du PIB	1,5%	2024
Dette publique (en % du PIB)	51,3%	2024
Ratio du service de la dette	3,4%	2024
Taux d'inflation (%)	4,2	2024
Population	129,5 millions	2023
Population féminine	51,7%	2023
Population jeune	31 millions	2023
Taux de chômage	2,4%	2024
Indice de vulnérabilité utilisé par le FIDA	1,20	2024
Indice de fragilité	69,0	2024
Indice de gestion des risques (INFORM)	4,9	2025

B. Cadre d'évaluation

7. Le PIB par habitant du Mexique (12 800 USD) a dépassé le seuil déclenchant un examen de reclassement fixé par la Banque mondiale (7 895 USD en 2024) trois années de suite. En application de la Politique du FIDA en matière de reclassement approuvée par les États membres en 2021, le présent programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) doit tenir compte de cet état de fait.
Le tableau 2 présente le cadre d'évaluation destiné à éclairer les débats pour décider si le Mexique a besoin de continuer à accéder aux financements du FIDA après l'achèvement du présent COSOP.

8. Le cadre d'évaluation se fonde sur: i) la capacité du pays à accéder aux marchés de capitaux extérieurs; ii) la capacité du pays à mettre en œuvre des politiques de développement durable; iii) les progrès du pays en matière de réalisation des objectifs de développement durable. Pour plus d'informations sur chaque indicateur, voir l'appendice III. Les valeurs des indicateurs seront régulièrement examinées par le FIDA et les autorités mexicaines.

[10] Loi fédérale sur le budget et la responsabilité budgétaire, article 17, section V. *Diario Oficial de la Federación*, 30 mars 2006. Dernier amendement publié le 16 juillet 2025.

Tableau 2
Cadre d'évaluation du COSOP

			À la conception	*À mi-parcours*	*À l'achèvement*
Critères d'évaluation	*Indicateur*	*2018*	*2025**	*2028*	*2031*
Possibilité d'accéder à des capitaux externes à l'appui du développement	Note de crédit du pays	***BBB***	***BBB***	***BBB***	***BBB***
Institutions ou politiques favorisant un développement rural durable	Évaluation de la performance du secteur rural	4,3	4,2	4,4	4,6
	Politiques/cadres (1.1)	4,4	4,4	4,5	4,7
	Politiques nationales de lutte contre les changements climatiques (3.2)	4,1	4,2	4,6	4,7
	Accessibilité et utilisation des services financiers ruraux (4.1)	4,2	4,1	4,4	4,6
Progrès au regard des objectifs de développement durable					
Objectif de développement durable nº 1: Pas de pauvreté	Personnes en situation de pauvreté (8,30 USD par jour ou moins, en parité de pouvoir d'achat de 2021)	35%	27%	24,9%	23,7%
	Extrême pauvreté, région Sud	21,1%	17,5%	16,9%	16,6%
Objectif de développement durable nº 2: Faim zéro	Prévalence de l'insécurité alimentaire	23,8%	18,2%	14,7%	13,3%
Objectif de développement durable nº 5: Égalité entre les sexes	Participation des femmes au marché du travail	47%	50,5%	54,8%	56,7%
Objectif de développement durable nº 10: Inégalités réduites	Part des revenus des 40% les plus pauvres de la population	18%	18,5%	18,8%	19,2%

* Données de 2024, à l'exception des informations relatives à la note de crédit.

C. Systèmes alimentaires, agriculture et secteur rural

9. **Le secteur primaire représente une part conséquente du PIB du Mexique et emploie une grande partie de la population.** En 2024, les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la foresterie et de la pêche représentaient 3,8% du PIB du Mexique, contre 6,3% en moyenne pour les pays de la région Amérique latine et Caraïbes et 1,4% pour les pays de l'OCDE[11]. Ils emploient 10,6% de la population active, dont 85% sont des hommes[12].

10. **Le Mexique est tributaire d'importations pour couvrir ses besoins en denrées alimentaires de base, reflet des lacunes à combler pour atteindre l'autosuffisance et la souveraineté alimentaires.** En 2024, le Mexique a augmenté ses importations de denrées alimentaires de base. Comparativement à 2023, les importations de haricots et de blé ont augmenté respectivement de 131% et de 11,5% pour répondre aux besoins de consommation intérieure et pallier les pertes de production intérieure enregistrées[13].

[11] Banque mondiale. 2024.
[12] Enquête nationale sur l'occupation et l'emploi (ENOE). 2024.
[13] État mexicain. 2025.

Difficultés et perspectives

11. **Les systèmes alimentaires du pays, en particulier dans les États du sud, font face à des difficultés qui pèsent sur la productivité, sur l'accès aux marchés, sur les financements et sur la durabilité:**

a) **La production très fragmentée limite la productivité.** Cinquante-six pour cent des unités de production agricole font deux hectares ou moins, et 81%, cinq hectares ou moins. Beaucoup de ces unités sont également caractérisées par un accès insuffisant à des technologies modernes (notamment en ce qui concerne les systèmes d'irrigation), à des semences améliorées et à une assurance contre les risques climatiques. Dans le sud du pays, jusqu'à 36% des producteurs n'ont pas accès à des services de transport et manquent de capacités numériques et commerciales, ce qui pèse encore davantage sur leur compétitivité.

b) **L'intégration aux filières des petits et moyens producteurs ruraux est très insuffisante.** Cela se traduit par une forte dépendance à l'intermédiation commerciale, qui touche 29% des producteurs de maïs, 58% des producteurs de haricots et 76% des producteurs de café[14]. Cette situation est encore aggravée par une fragmentation de la production, un manque de formation et de capacités commerciales, ainsi qu'une adoption insuffisante d'outils numériques (notamment, de solutions de traçabilité), une infrastructure de stockage et de transport inadéquate et une absence de mécanismes de gestion des risques.

c) **L'accès à des financements à des fins de production et de génération de revenus, notamment sous la forme d'envois de fonds, reste limité dans les zones rurales.** En tant que destinataire d'envois de fonds, le Mexique se classe deuxième des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire. Cependant, aucune réglementation spécifique n'incite à utiliser ces fonds pour générer des revenus. De plus, le recensement de 2022 mené par l'Institut national de statistiques et de géographie (INEGI) a révélé que seulement 4,2% des petits exploitants pouvaient accéder au crédit et que seulement 0,7% étaient assurés. Ces entraves pèsent sur de nombreux producteurs dans les États du sud.

d) **L'agriculture mexicaine est de plus en plus exposée aux changements climatiques.** Soixante pour cent des districts du pays, essentiellement dans les régions Nord-Est et Sud-Est, présentent un niveau élevé ou très élevé de vulnérabilité climatique. De plus, l'exploitation de 74% des terres agricoles est tributaire de précipitations saisonnières, ce qui expose le secteur à des pertes régulières dues aux variations climatiques[15]. Par ailleurs, d'autres problèmes sont à noter: la nécessité de freiner l'extension des terres agricoles, la déforestation liée à l'agriculture, les émissions de gaz à effet de serre dues à l'élevage et l'utilisation de pesticides particulièrement dangereux.

12. Malgré ces difficultés, **le Mexique continue à améliorer sa sécurité alimentaire**. En 2024, la proportion de Mexicains n'ayant pas accès à des aliments nutritifs et de bonne qualité était de seulement 14,4%, reflet d'une amélioration sensible par rapport aux 22,5% enregistrés en 2020[16].

[14] INEGI. 2023.
[15] Service d'information pour le secteur agroalimentaire et la pêche (SIAP). 2024.
[16] INEGI. 2025.

13. **La riche biodiversité agricole du Mexique (le pays compte 200 centres d'origine pour des cultures essentielles) et ses importantes ressources forestières recèlent un fort potentiel pour améliorer l'autosuffisance alimentaire, assurer une production durable et augmenter les revenus ruraux.** Des écosystèmes sains sont essentiels à une alimentation nutritive et de bonne qualité. Les activités liées à la forêt, qui couvre 70% de la surface terrestre du pays, sont une source de valeur significative, la production de bois d'œuvre et de produits non ligneux s'élevant en moyenne à 3,8 milliards d'USD par an.

Contexte institutionnel et cadre de l'action publique

14. **Au Mexique, le Plan national de développement 2025-2030 et les différentes politiques sectorielles sont les principales composantes du cadre de l'action publique. Il s'agit de lutter contre les difficultés structurelles du pays** par des politiques publiques de grande ampleur visant à réduire les inégalités, à promouvoir une prospérité partagée et à assurer le bien-être de la population tout en accordant une priorité particulière aux groupes et aux territoires historiquement marginalisés.

15. **Le Plan México est la stratégie publique globale adoptée par le pays pour transformer l'économie nationale** en mobilisant des investissements publics et privés à des fins environnementales, sociales et de gouvernance.

16. **La Stratégie de mobilisation de financements durables et la Taxonomie de la finance durable du Mexique sont des outils clés** pour attirer les ressources nécessaires à la réalisation des objectifs de développement durable d'ici à 2030.

17. **Le Mexique continue à renforcer la politique d'autosuffisance et de souveraineté alimentaires définie dans le Plan national de développement 2025-2030 en portant une attention particulière aux filières** et en intégrant des programmes comme l'initiative intitulée *Cosechando Soberanía y Alimentación para el Bienestar* (récolter la souveraineté et l'alimentation à des fins de bien-être).

18. **La troisième contribution déterminée au niveau national du Mexique est un engagement à atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050.** À ce titre, des processus clés ont été amorcés relativement à la politique d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets et à la stratégie de financement associée. Parfaitement aligné avec cette action, le COSOP appuiera la stratégie et le plan d'action nationaux sur la biodiversité en vigueur.

19. Par ailleurs, le COSOP est en phase avec le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable établi pour le Mexique pour 2026-2031.

II. Engagement du FIDA: bilan de l'expérience

A. Résultats du précédent COSOP

20. L'examen à l'achèvement du COSOP et l'évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP) présentent des analyses pertinentes des résultats obtenus par le FIDA au Mexique entre 2018 et 2024. Les projets mis en œuvre durant cette période ont directement atteint 114 597 personnes en situation de vulnérabilité.

21. **Les objectifs du COSOP 2019-2024 respectaient les priorités publiques nationales, reflet d'une adéquation entre les interventions du FIDA et les besoins et difficultés du Mexique.** Le FIDA a démontré sa capacité à s'adapter à un environnement mouvant, soumis aux effets de la pandémie et à des changements d'approche dans les politiques publiques et l'allocation des budgets. Par ailleurs, le COSOP a contribué à la coordination territoriale à des fins d'efficacité des investissements.

22. **Le FIDA a joué un rôle clé dans la mobilisation des ressources internationales en faveur de projets à finalité climatique et environnementale.** Les prêts étant soumis au principe de non-additionnalité, les pouvoirs publics se sont tournés vers les ressources n'appelant pas de remboursement issues du Fonds vert pour le climat et du Fonds pour l'environnement mondial comme solution de financement complémentaire de prédilection.

23. Dans l'ESPP, le constat suivant a été fait: en ce qui concerne les investissements ciblant les femmes et les peuples autochtones dans le cadre des projets, l'approche employée n'était ni institutionnalisée ni explicite, ce qui a fait obstacle à l'adoption de stratégies différenciées pour soutenir ces groupes.

24. **L'ESPP a aussi mis en évidence une gestion des connaissances insuffisante et un manque de données factuelles en matière de résultats et d'impact, ainsi qu'une absence d'initiatives de coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST),** notamment en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques et la gestion des ressources naturelles.

B. Enseignements tirés du précédent COSOP et d'autres sources

25. **Compte tenu du niveau de développement du Mexique et de sa gestion des financements extérieurs, le FIDA doit repenser sa proposition de valeur en se positionnant plus comme un assembleur de financements pour le développement.** Les futures interventions du Fonds dans le pays devront être axées sur la mobilisation de ressources ne nécessitant pas de remboursement auprès de fonds pour le climat et l'environnement pour garantir l'additionnalité budgétaire, sur la fourniture d'un appui technique spécialisé (notamment pour permettre l'accès aux nouvelles technologies et à l'innovation), et sur l'instauration d'un environnement favorable à la mobilisation du secteur privé. Dans l'ESPP, il a aussi été recommandé de développer la CSST, de renforcer la gestion des connaissances, de produire plus de données factuelles et de nouer des partenariats.

26. **Le FIDA gagne en impact en prolongeant son action dans certains territoires.** Le Fonds a acquis des connaissances de terrain dans des territoires comme les États du sud du pays, c'est pourquoi il convient de poursuivre ces investissements lors des prochains cycles de financement pour lutter contre la pauvreté et les inégalités persistantes.

27. **La complexité croissante des projets de lutte contre la pauvreté en milieu rural appelle un renforcement des capacités techniques et financières des institutions rurales.** Le FIDA dispose des outils et des capacités lui permettant de jouer un rôle stratégique de facilitateur en matière de concertation et de coordination, au profit de la gouvernance locale et de la coordination entre institutions. Il peut également contribuer à développer les capacités des institutions publiques en gestion des ressources issues de fonds verticaux.

28. **Il est essentiel d'adopter des mécanismes de mise en œuvre souples, fondés sur les systèmes nationaux, pour maintenir la compétitivité du FIDA au Mexique,** en particulier en matière fiduciaire et dans la passation des marchés. Une coopération avec la Banque interaméricaine de développement et la Banque mondiale, pour normaliser les rapports financiers et les modalités d'audit, assurerait un gain d'efficacité supplémentaire. L'objectif est de renforcer l'appui technique fourni et de normaliser les procédures tout en permettant une supervision à distance pour valider les investissements ruraux dans des zones isolées.

III. Stratégie pour un programme de pays porteur de transformation

29. Conformément à la Politique du FIDA en matière de reclassement, **l'objectif du COSOP est d'approfondir et de renforcer les initiatives du FIDA au Mexique** en vue d'intensifier l'action menée pour combler les insuffisances de développement persistantes, en particulier dans les domaines considérés comme prioritaires dans le cadre de cette politique: i) le renforcement des institutions rurales essentielles, comme le Ministère de l'agriculture, et la coordination avec celles-ci; ii) l'innovation, par une amélioration de l'accès à des technologies et une promotion de leur adoption, ainsi qu'une préparation de l'écosystème à des investissements du secteur privé; iii) l'action en faveur des biens publics mondiaux, notamment par la restauration des sols dégradés, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la préservation de la biodiversité agricole;
iv) la transposition à plus grande échelle des actions susceptibles d'être reproduites grâce au double rôle (destinataire et fournisseur) joué par le Mexique dans la CSST.

Tableau 3
Comparaison des COSOP

	2020-2025	2026-2031
Objectif principal	• Développer les programmes, le cas échéant à plus grande échelle	• Renforcer l'action dans des territoires spécifiques
Domaines prioritaires	• Sécurité alimentaire et nutritionnelle • Productivité et capacités organisationnelles • Passage de la protection sociale à l'inclusion productive • Adaptation aux changements climatiques et atténuation de leurs effets	• Accès aux marchés et aux financements permis par la technologie et préparation de l'écosystème à des investissements du secteur privé • Résilience des producteurs et des écosystèmes • Action en faveur des biens publics mondiaux • Production de données factuelles, gestion des connaissances, partenariats
Innovation	• Approches en matière d'intervention territoriale et concertation sur les politiques	• Technologies de l'information et des communications, solutions numériques, cadres de financement et mobilisation du secteur privé
CSST	• Développement des territoires et renforcement des capacités	• Rôle double (fournisseur et bénéficiaire) • Mise en place de structures pertinentes pour favoriser l'accès aux marchés et l'inclusion des femmes et des peuples autochtones

A. Théorie du changement du COSOP

30. Comme indiqué précédemment, **le Mexique fait face à des difficultés liées à une faible productivité agricole, à une dépendance aux importations pour les céréales de base, à une fragmentation des unités de production, à une forte dépendance à l'intermédiation commerciale et à une adoption insuffisante des technologies,** facteurs aggravés par une vulnérabilité face aux changements climatiques. À ces limitations s'ajoute un accès restreint aux services financiers, en particulier pour les petits exploitants, les femmes et les peuples autochtones, ainsi que des obstacles institutionnels liés au manque de coordination entre secteurs et au principe de non-additionnalité appliqué aux financements extérieurs.

31. **L'approche proposée dans le COSOP se décline en trois stratégies interdépendantes:** i) accroître la productivité, augmenter le volume d'activité et faciliter l'accès aux marchés des petits et moyens producteurs, en améliorant la valeur économique et environnementale de biens publics mondiaux comme la biodiversité agricole, et en promouvant l'adoption de technologies, l'innovation et

les accords de vente directe; ii) renforcer la résilience des producteurs et des écosystèmes naturels tout en agissant en faveur de biens publics mondiaux, notamment par la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la lutte contre la dégradation des sols, grâce à des investissements destinés à la production, la restauration et la préservation, en mettant l'accent sur les territoires; renforcer la gouvernance locale; promouvoir l'adoption de pratiques climato-compatibles; iii) soutenir l'autonomisation des femmes et des peuples autochtones par des interventions différenciées, au moyen d'instruments économiques et financiers spécifiques, d'un renforcement des capacités ainsi que d'un soutien à l'élaboration de politiques et au partage d'expériences fructueuses.

32. Les stratégies i) et ii) se renforceront mutuellement sous l'effet de l'interaction étroite entre une productivité agricole constante et les actions de restauration des sols dégradés, de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de renforcement de la résilience des petits exploitants face aux chocs. Dans le cadre de la stratégie iii), les actions entreprises au titre des stratégies i) et ii) pourront être contextualisées et différenciées pour inclure les femmes et les peuples autochtones grâce à des activités visant spécifiquement l'inclusion de ces groupes.

33. **Ces stratégies seront assorties d'un renforcement des institutions rurales,** notamment en ce qui concerne leurs moyens de coordination et leurs capacités. Dans ce cadre, les initiatives relevant de la CSST peuvent jouer un rôle clé pour combler les lacunes en gestion des connaissances, pour garantir la production continue de données factuelles, accessibles et utilisables pour éclairer la prise de décisions, et pour proposer des solutions de financement innovantes, permettant de mobiliser des ressources complémentaires tout en respectant la règle de non-additionnalité budgétaire du pays.

34. **SI** les petits et moyens producteurs, en particulier les femmes et les peuples autochtones, bénéficient d'une assistance technique sur mesure, nouent des partenariats, accèdent au financement et à des outils innovants pour améliorer leur productivité, ont accès aux marchés et améliorent leur capacité à s'adapter aux risques, et **SI** l'ensemble de ces mesures est appuyé par des institutions rurales agissant de manière coordonnée, accédant à un financement complémentaire octroyé sur la base de données factuelles et bénéficiant d'une gestion des connaissances adéquate, **ALORS** les communautés rurales les plus vulnérables pourront améliorer leur souveraineté alimentaire ainsi que leur résilience, et gagneront en inclusion sociale, économique et financière.

35. Les **hypothèses sur lesquelles repose la théorie du changement** sont une stabilité macroéconomique et sociale maintenue dans le pays et une ouverture des pouvoirs publics au financement extérieur.

B. Objectif général et objectifs stratégiques du COSOP

36. L'objectif du COSOP est **d'approfondir et de renforcer les initiatives visant à favoriser la souveraineté alimentaire, la résilience et l'inclusion sociale, économique et financière des communautés rurales vulnérables dans les États du sud du Mexique.**

37. Le COSOP vise trois objectifs stratégiques.

38. **Objectif stratégique n° 1. Améliorer les capacités de production et l'accès aux marchés des petits et moyens producteurs ruraux dans les filières prioritaires.** Le FIDA contribuera au développement de dispositifs d'assistance technique, comme des fermes-écoles, en promouvant l'adoption de technologies et de solutions numériques à des fins de productivité, de durabilité, de valeur ajoutée et de qualité des produits, dans l'objectif de favoriser la biodiversité agricole et d'améliorer l'accès aux marchés et au financement. Des actions destinées à préparer l'écosystème à la mobilisation du secteur privé seront également soutenues, en vue de raccourcir les chaînes d'approvisionnement et d'établir des

accords de vente directe avec des entreprises faisant office de référence, dans la mesure du possible, tout en garantissant qualité, traçabilité et équité des prix. La CSST permettra des échanges avec des pays dont les systèmes de commercialisation sont fructueux.

39. **Objectif stratégique nº 2. Promouvoir la résilience des producteurs ruraux et des écosystèmes naturels.** Le COSOP contribuera à améliorer la résilience climatique des systèmes de production et les ressources naturelles sur lesquels reposent les services écosystémiques, au moyen d'une agriculture durable et de pratiques agroforestières axées sur la préservation et la restauration des terres et de la biodiversité ainsi que sur la durabilité des systèmes alimentaires. De plus, des investissements productifs contribueront à une diversification des revenus, à une réduction des émissions de gaz à effet de serre et à une restauration des sols dégradés. Une attention particulière sera portée à l'adoption de pratiques, de technologies et de systèmes d'information climato-compatibles. En collaboration avec les institutions publiques, privées et autochtones, le COSOP vise à renforcer la gouvernance locale des territoires dans la prise de décisions en matière d'investissements, à élaborer des supports de connaissance, à produire des données factuelles et à permettre des échanges relevant de la CSST.

40. **Objectif stratégique nº 3. Renforcer l'inclusion sociale et économique des femmes et des peuples autochtones et accroître leurs capacités financières.** L'un des objectifs du COSOP est de renforcer la capacité des femmes et des peuples autochtones à participer aux filières agricoles, forestières et agroforestières, et à créer des entreprises durables dans des secteurs comme l'artisanat et l'écotourisme. Des partenariats seront noués pour soutenir la mise à disposition de produits et de services financiers différenciés et pour dispenser une éducation financière, en s'appuyant sur des technologies et des méthodes innovantes comme les sciences comportementales, notamment pour promouvoir l'utilisation des envois de fonds à des fins de génération de revenus. Il s'agira aussi d'orienter les politiques publiques et d'entreprendre des actions dans le cadre de la CSST pour faire reconnaître la valeur des services à la personne dans les zones rurales et promouvoir leur financement, et pour sensibiliser à l'importance du consentement libre, préalable et éclairé et des savoirs ancestraux.

41. **Les trois objectifs stratégiques seront étayés par des actions de promotion de biens publics mondiaux**, comme la préservation de la biodiversité agricole (objectif stratégique nº 1), la réduction des émissions de gaz à effet de serre (objectif stratégique nº 2), la restauration de sols dégradés (objectif stratégique nº 2) et la promotion des savoirs traditionnels et ancestraux (objectif stratégique nº 3).

Pérennisation

42. Dans le cadre du COSOP, la pérennisation résultera de partenariats renforcés avec des acteurs clés du secteur public et du développement, ainsi que de nouvelles collaborations avec le secteur privé et la société civile, qui contribueront à la réduction des inégalités. Des données factuelles produites à partir d'indicateurs et de connaissances acquises permettront de suivre les progrès réalisés, de détecter les lacunes et d'éclairer les décisions en matière de politiques publiques.

Reproduction à plus grande échelle

43. L'un des objectifs du COSOP sera la reproduction à plus grande échelle d'innovations issues des programmes financés par le FIDA, en particulier des méthodologies destinées à renforcer la gouvernance locale, la coordination entre institutions et l'adoption de technologies dans le cadre de programmes financés par les pouvoirs publics, les banques de développement et le secteur privé. La CSST sera un outil stratégique pour tirer parti d'expériences de développement en milieu rural au Mexique tout en permettant un accès à des solutions fructueuses issues du monde entier.

Tableau 4
Objectifs stratégiques du COSOP

Principale priorité de développement	*Institutions concernées*	*Enjeux de réforme des politiques publiques*	*Interventions proposées*
Objectif stratégique nº 1	Ministère de l'agriculture Ministère de l'environnement et des ressources naturelles (SEMARNAT) Nacional Financiera (NAFIN) Institut national de recherche en foresterie, en agriculture et en élevage (INIFAP) Fonds fiduciaire pour le développement rural (FIRA) Agence mexicaine de coopération internationale pour le développement (AMEXCID) Organismes des Nations Unies Centre international d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT) Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) Institutions financières diverses Secteur privé	• Absence d'espaces permettant la coordination entre institutions • Manque d'infrastructures, de formation, d'accès aux informations et aux services nécessaires à la vente directe sur les marchés locaux • Budget public insuffisant et manque de personnel spécialisé • Cadres réglementaires limitant la souplesse des opérations en cas de financement nécessitant un remboursement • Politiques d'inclusion financière peu axées sur les zones rurales	• Projet Agriculture et biodiversité au Mexique (AgribioMex) • Financement de l'action climatique pour les filières café et cacao • Collaboration avec le FIRA et des intermédiaires financiers pour promouvoir l'accès au financement. • Partenariats à des fins de gestion des connaissances • Tables rondes avec le secteur privé et les porteurs potentiels d'opérations non souveraines • Usage de la CSST pour partager des expériences de commercialisation réussies
Objectif stratégique nº 2	Commission nationale des forêts (CONAFOR) SEMARNAT Ministère de l'agriculture FIRA Bureau de la Présidence NAFIN AMEXCID Organismes des Nations Unies Secteur privé	• Manque de continuité dans les politiques agroforestières • Mécanismes de coordination et de concertation entre institutions peu structurés à l'échelle des territoires • Production de données factuelles insuffisante en matière de résultats environnementaux et climatiques et d'impact	• Projet pour la résilience du bassin versant du Balsas • Projet AgribioMex • Opérations entreprises au titre de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13) • Collaboration avec le FIRA pour promouvoir les intrants biologiques • Partenariats avec des centres de gestion des connaissances pour produire des données factuelles • Usage de la CSST pour échanger des expériences fructueuses
Objectif stratégique nº 3	Ministère des femmes Institut national des peuples autochtones (INPI) Ministère de l'agriculture CONAFOR Bureau de la Présidence AMEXCID Ministère des finances et du crédit public (SHCP) Gouvernements infranationaux FIRA Institution financière pour le bien-être (FINABIEN) Réseau des peuples autochtones Slow Food Institutions financières Secteur privé	• Connaissances non spécialisées des outils accessibles aux femmes rurales • Renforcement nécessaire des institutions publiques chargées des questions relatives aux peuples autochtones et aux femmes • Ouverture au secteur privé et au secteur social de l'économie	• Projet pour la résilience du bassin versant du Balsas • Opérations au titre de FIDA13 • Don de Slow Food • Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones (IPAF) • Concertation sur les politiques • Éducation financière par le biais de start-ups • Usage de la CSST pour échanger des expériences fructueuses

C. Groupe cible et stratégie de ciblage

44. Le FIDA ciblera les populations rurales pauvres des États du sud et du sud-est, en particulier les femmes, les jeunes, les Afro-Mexicains et les peuples autochtones. Tirant parti de l'expérience et de l'avantage comparatif du FIDA, le COSOP donnera priorité aux petits et moyens producteurs participant à des programmes d'appui à la production soutenus par les pouvoirs publics et capables de s'intégrer aux filières[17].

45. La stratégie de ciblage du COSOP comprendra des méthodes fondées sur l'autosélection et sur la sélection directe. L'approche adoptée, intégrée, sera basée sur des critères sociaux, sur la sécurité alimentaire et sur la vulnérabilité face aux changements climatiques; elle prendra en compte le domaine d'intervention actuel ainsi que les priorités définies dans le Plan national de développement, le Plan México et diverses politiques sectorielles. Elle s'appuiera sur des méthodes et des consultations participatives pour garantir que les besoins et les priorités des groupes cibles soient couverts par les solutions proposées.

IV. Interventions du FIDA

A. Instruments de financement

46. Le financement du FIDA sera établi dans le respect de ses politiques internes, conformément au cadre de transition et aux modalités du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE). Le COSOP reposera sur des financements ne nécessitant pas de remboursement destinés à l'action climatique, à la préservation de l'environnement et à d'autres domaines thématiques, utilisés pour appuyer une demande au titre du MARE, et sur la promotion de structures de financement mixte impliquant le secteur privé à moyen terme, potentiellement soutenues par des opérations non souveraines du FIDA.

B. Contribution à l'élaboration des politiques au niveau du pays

47. Dans le cadre du COSOP, une contribution à l'élaboration des politiques au niveau national est envisagée, sous la forme suivante: i) établissement de partenariats avec des entités publiques et privées et avec des universités pour produire des données factuelles et gérer les connaissances, notamment sur des questions clés comme le secteur des services à la personne et l'inclusion financière; ii) renforcement des capacités de certains agents de la fonction publique et amélioration de la coordination territoriale pour améliorer le ciblage, suivre les réalisations, gérer les ressources issues de fonds verticaux et combler les lacunes en matière d'accès aux connaissances et aux services.

C. Renforcement des institutions

48. Pour travailler aux côtés des institutions rurales au Mexique, le FIDA peut s'appuyer sur trois approches complémentaires: i) renforcer l'évaluation et la systématisation des résultats et la production de données factuelles pour éclairer les politiques publiques; ii) soutenir le renforcement des capacités de fonctionnaires appartenant à des organismes publics sélectionnés en vue de promouvoir l'élaboration de stratégies différenciées, de gérer les financements externes (en particulier ceux issus de fonds pour le climat) et de fournir un appui technique; iii) promouvoir les liens entre institutions et les mécanismes d'échange régionaux pour partager les meilleures pratiques et tirer parti des expériences vécues à l'échelle internationale.

[17] Selon la définition adoptée par le Ministère de l'agriculture dans le cadre du programme *Producción para el Bienestar* (production pour le bien-être), les petits producteurs sont ceux qui exploitent des parcelles (cultures pluviales ou irriguées) de moins de cinq hectares, et les producteurs moyens, des parcelles de cultures pluviales allant jusqu'à vingt hectares. Pratiquant une agriculture familiale et vendant sur les marchés locaux, ils font partie des populations à inclure au sens de la politique de ciblage du FIDA.

D. Innovations

49. L'innovation est un pilier central du COSOP. En la matière, les travaux porteront sur trois axes clés: i) améliorer les compétences numériques des petits exploitants soutenus par le FIDA pour les aider à produire et commercialiser leurs produits, à accéder à des informations et à renforcer leurs capacités, en employant par exemple des modèles prédictifs fondés sur l'intelligence artificielle, des systèmes de suivi pour l'agriculture de précision, des mécanismes de traçabilité numérique et des fonctionnalités d'identification numérique reposant sur la chaîne de blocs; ii) élaborer des cadres et des instruments de financement innovants, notamment au moyen de guichets de financement pour des fonds verticaux, souverains ou non souverains; iii) adopter des approches innovantes, s'appuyant par exemple sur les sciences comportementales, pour aider à développer des produits pertinents, différenciés et contextualisés pour les femmes et les peuples autochtones. Un accent particulier sera mis sur la prise en compte des savoirs traditionnels des peuples autochtones dans les processus d'innovation.

E. Technologies de l'information et des communications au service du développement

50. Grâce à des partenariats stratégiques, le FIDA mettra en œuvre des solutions fondées sur les technologies de l'information et des communications au service du développement pour renforcer les compétences numériques des groupes cibles, en particulier parmi les petits exploitants, les femmes et les peuples autochtones. Ces solutions seront conçues pour permettre l'accès à des technologies, à des instruments financiers, à des intrants, à des services de vulgarisation en ligne, à des systèmes de prévision climatique et d'alerte précoce, à des marchés, au commerce électronique ainsi qu'au suivi-évaluation des projets (voir l'appendice XII). Lorsque le contexte s'y prêtera, ces solutions seront mises en œuvre dans le cadre de projets financés par le FIDA, en collaboration avec des institutions clés.

51. Pour mener à bien ces actions, le COSOP associera des initiatives pilotes innovantes, des formations en ligne et des campagnes de communication par voie numérique, et tissera des liens entre les projets et les politiques nationales de transition numérique en milieu rural, les incubateurs locaux et les centres spécialisés dans l'innovation. Des partenariats stratégiques seront noués avec des prestataires de services informatiques internationaux, des entreprises spécialisées en technologie financière et en agriculture numérique au niveau national et régional, ainsi que des partenaires de développement travaillant sur les infrastructures numériques rurales.

F. Gestion des connaissances

52. La stratégie de gestion des connaissances adoptée dans le cadre du COSOP sera établie à partir des recommandations de l'ESPP et axée sur la production de données factuelles accessibles et utilisables. Il s'agira d'exploiter et de promouvoir les meilleures pratiques et de tirer parti des informations et des données résultant de la mise en œuvre et du suivi-évaluation des projets. Ces initiatives contribueront à l'efficience et à l'efficacité des actions menées durant la période couverte par le COSOP, à la qualité et à la pertinence des politiques et des programmes de développement public rural au Mexique, ainsi qu'à leur reproductibilité à plus grande échelle par d'autres acteurs de la coopération internationale.

G. Partenariats stratégiques et coopération Sud-Sud et triangulaire

Pouvoirs publics et société civile

53. Le Ministère des finances et du crédit public, le Bureau de la Présidence, le Ministère des affaires étrangères et l'Agence mexicaine de coopération internationale pour le développement ont participé à la phase de conception du COSOP en tant que partenaires stratégiques du FIDA, et le Fonds entend continuer à travailler avec ces institutions pour la réalisation des objectifs fixés.
La collaboration avec le Ministère de l'agriculture permettra la mise au point d'innovations visant à améliorer la productivité et la commercialisation dans les filières alimentaires prioritaires. En complément de ces initiatives, le partenariat avec le Fonds fiduciaire pour le développement rural (FIRA) de la Banque mexicaine de développement permettra l'élaboration de nouveaux produits financiers destinés à améliorer l'accès à l'innovation.

54. Le FIDA travaillera en étroite collaboration avec des institutions environnementales nationales, en particulier le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles et la Commission nationale des forêts, et contribuera aux actions entreprises dans le cadre de la contribution déterminée au niveau national, de l'adaptation aux changements climatiques et de la réduction de la déforestation.
La collaboration avec le Ministère des femmes, l'Institution financière pour le bien-être (FINABIEN) et l'Institut national des peuples autochtones sera essentielle à la réalisation de l'objectif stratégique n° 3.

55. Le FIDA collaborera également avec la société civile par l'intermédiaire des systèmes *ejidal* (regroupements de terres communales) ainsi qu'avec les gouvernements infranationaux et les organisations communautaires locales, dans les différents territoires d'intervention. En partenariat avec les organisations forestières, les groupements *ejido* et les organisations de producteurs, le Fonds renforcera la concertation entre les organismes de coordination des organisations communautaires et les autorités locales et fédérales.

Acteurs du développement

56. Le FIDA collaborera en priorité avec la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement à des fins d'impact, de visibilité et de contribution à l'élaboration de politiques dans une sélection de domaines, comme l'accès aux marchés et l'inclusion financière.

57. Le Fonds renforcera sa collaboration avec le Bureau de la Coordonnatrice résidente des Nations Unies en participant à des groupes thématiques et à des groupes de résultats alignés sur le portefeuille relevant du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable du Mexique 2026-2031.

58. Le FIDA cherchera également à nouer des partenariats avec des universités et des centres de gestion des connaissances à des fins de production de données factuelles et de gestion des connaissances.

Secteur privé

59. Dans le cadre du COSOP, il est proposé de mobiliser le secteur privé par une approche adaptée, en temps opportun (voir l'appendice XI). **À court terme, il s'agira pour le FIDA d'établir des écosystèmes ruraux spécifiques en recensant et en regroupant les acteurs publics et privés concernés et en tenant compte des besoins du marché**. Pour ce faire, il tissera des partenariats avec des institutions locales spécialisées dans la préparation des écosystèmes et participera à des tables rondes avec le secteur privé.

60. Dans les années qui suivront, **il est prévu de soutenir les microentreprises et petites et moyennes entreprises, les femmes et les jeunes dans le cadre de programmes souverains financés par le FIDA, grâce à des accords directs avec des entreprises faisant office de référence, des institutions financières et des acteurs technologiques.** Dans les filières prioritaires des États du sud du Mexique (café, cacao, miel et foresterie, notamment), le FIDA sera en mesure de promouvoir des processus d'agrégation, de certification, de traçabilité et de transition numérique, gage d'une intégration accrue des petits exploitants aux marchés nationaux et internationaux.

61. **À moyen terme, le FIDA jouera un rôle de catalyseur d'investissements privés grâce à des instruments de financement innovants,** action potentiellement étayée par des opérations non souveraines du Fonds et par un accès aux guichets de financement du secteur privé des fonds pour le climat et l'environnement. Des actions seront entreprises pour investir dans des fonds à impact locaux ciblant les microentreprises et petites et moyennes entreprises dans certaines filières ou mettant l'accent sur les femmes et les peuples autochtones.

Coopération Sud-Sud et triangulaire

62. La CSST jouera un rôle clé en tant qu'outil stratégique double: elle permettra de tirer parti de l'expérience du Mexique en développement rural et de lui donner accès à des solutions fructueuses issues du monde entier, gage d'une maximisation de l'impact des futures initiatives entreprises dans le cadre de la coopération avec le FIDA.

63. Priorité sera donnée aux activités d'échange de connaissances et au partage des meilleures pratiques de développement rural avec les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, après une analyse des demandes reçues au moyen du mécanisme de coordination décrit à l'appendice VII. Les activités relevant de la CSST prendront la forme d'échanges techniques et d'une concertation sur les politiques concernant le renforcement des capacités institutionnelles, le développement inclusif et le transfert de technologies et de solutions fondées sur des données factuelles alignées avec le périmètre du COSOP.

V. Exécution du COSOP

A. Volume et sources des investissements

64. Les ressources allouées au titre de FIDA13 ont déjà été arrêtées, et celles relevant de la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA14) seront soumises à des procédures internes et à une approbation ultérieure par le Conseil d'administration. Un cofinancement est attendu de la part de fonds pour le climat ou l'environnement, d'organisations financières internationales, de l'État mexicain, du secteur privé, d'organismes financiers et des participants aux projets.

Tableau 5
Projets en cours ou prévus: financements du FIDA et cofinancements
(en millions d'USD)

				Cofinancement		
	Financement du FIDA	*Source (MARE)*	*Critères de sélection (COSOP)*	*National*	*International*	*Ratio de cofinancement*
En cours						
Projet pour la résilience du bassin versant du Balsas	38,4		Politiques-institutions, innovations, biens publics mondiaux, gestion des connaissances à des fins de changement d'échelle	13,3*	39,5**	
Prévus						
Opérations au titre de FIDA13		45	Politiques-institutions, innovations, biens publics mondiaux, gestion des connaissances à des fins de changement d'échelle	20 (à confirmer)	20 (à confirmer)	
Opérations au titre de FIDA14		35 (à confirmer)	Politiques-institutions, innovations, biens publics mondiaux, gestion des connaissances à des fins de changement d'échelle	À confirmer	À confirmer	
Total	**38,4**	**45**		**33,3**	**59,5**	**1:1,11**

* Pouvoirs publics du Mexique, bénéficiaires directs

** Fonds vert pour le climat

B. Ressources à l'appui de nouvelles activités

65. Dans le cadre du COSOP, la capacité du FIDA à poursuivre son action d'assembleur de financements du développement sera essentielle, notamment pour mobiliser au profit du Mexique des ressources issues de fonds pour le climat et l'environnement. Par exemple, le projet AgribioMex, initiative en cours financée par un don de 9 millions d'USD du Fonds pour l'environnement mondial, mise en œuvre par le FIDA et exécutée par le Ministère de l'agriculture, contribuera nettement aux objectifs du COSOP en matière de valorisation de la biodiversité agricole et d'accès aux marchés. Il s'agit du premier projet financé par le Fonds pour l'environnement mondial directement exécuté par le Ministère de l'agriculture. La mobilisation de ressources pour des activités relevant de la CSST, de la gestion des connaissances ou de l'innovation sera également recherchée.

C. Transparence

66. En matière d'information financière, le COSOP respectera les modalités de gestion, d'audit et de communication des données établies par les pouvoirs publics et par le FIDA afin de garantir que les processus de passation des marchés soient menés de manière conforme, en respectant la loi mexicaine sur les marchés publics, la location et les services[18] et la loi sur les travaux publics et les services connexes, ainsi que les directives pour la passation des marchés relatifs aux projets du FIDA et les dispositions applicables des Conditions générales applicables au financement du développement agricole du FIDA et de leurs amendements. La conformité à la loi générale mexicaine sur la transparence et l'accès aux informations publiques[19] garantira transparence et reddition de comptes.

[18] Chambre des députés du Congrès de l'Union du Mexique. 2023.
[19] *Ibid*.

D. Gestion du programme de pays

67. Le Directeur ou la Directrice de pays, dont le poste sera basé au bureau régional du FIDA au Panama, sera responsable de la gestion du COSOP avec l'appui de spécialistes thématiques et de consultants nationaux et internationaux, y compris pour assurer la liaison avec le pays. L'équipe du FIDA conduira des missions annuelles de supervision et fournira un appui technique, financier, juridique et en matière de passation de marchés tout au long du cycle de mise en œuvre du COSOP.

E. Suivi-évaluation

68. Le Cadre de gestion des résultats sera utilisé pour suivre et évaluer l'avancement et les réalisations dans le cadre du COSOP (voir l'appendice I). Ce cadre intègre la théorie du changement au niveau de l'objectif, de l'effet direct stratégique et du produit. Le suivi des résultats sera fondé sur des indicateurs pertinents. Certains permettront une évaluation différenciée des résultats pour les femmes et les peuples autochtones; d'autres, propres aux projets, permettront de suivre les pratiques de restauration et de préservation de la biodiversité et leur impact sur la réduction des émissions, conformément aux recommandations énoncées dans l'ESPP.

69. Des examens annuels du COSOP seront conduits, ainsi qu'un examen à mi-parcours (examen des résultats du COSOP) et une évaluation finale (rapport d'achèvement du COSOP).

VI. Participation du groupe cible

70. Le COSOP a été conçu à partir de consultations avec les parties prenantes du secteur public et d'autres acteurs stratégiques (voir l'appendice VI). Ces échanges ont été conduits selon une approche inclusive et culturellement représentative et pertinente afin que les femmes et les représentants des peuples autochtones (impliqués dans le Forum des peuples autochtones du FIDA, le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones et le Projet pour la résilience du bassin versant du Balsas) puissent exprimer leurs priorités, leurs besoins et leurs attentes relativement aux piliers stratégiques du COSOP (voir l'appendice XIII). Le COSOP favorisera une approche participative, donnant la parole aux participants aux projets par le biais de plateformes de concertation territoriales, de consultations en phase de conception, d'une participation au suivi-évaluation et d'un accès à des mécanismes de dépôt de plainte et de réponse aux doléances.

VII. Gestion des risques

71. Le COSOP présente un risque substantiel en raison de la vulnérabilité de certains écosystèmes face aux changements climatiques; il sera atténué par les projets en cours axés sur des investissements en faveur de la résilience. Certains domaines sont aussi exposés à des risques en matière de sécurité, susceptibles de peser sur l'efficacité des investissements et de l'appui à la mise en œuvre fourni par le FIDA ainsi que sur les responsabilités fiduciaires en matière de budgétisation, de gestion administrative et de passation de marchés. Ces risques seront atténués grâce à la promotion d'instruments reposant sur des systèmes d'information géographiques, de partenariats locaux solides, de dispositifs de supervision à distance et de mécanismes de contrôle spécifiques.

Results management framework

Armonización de las estrategias en el país	**Resultados conexos de los ODS y el Marco de Cooperación de las Naciones Unidas para el Desarrollo Sostenible (MCNUDS)**	**Principales resultados del COSOP**			
		Objetivos estratégicos	**Actividades crediticias y no crediticias para el periodo del COSOP**	**Indicadores de efectos directos (incluidas metas)***	**Indicadores de producto (incluidas metas)***
El Plan Nacional de Desarrollo 2025-2030 de México pretende en su objetivo más general "Consolidar la transformación del país bajo un modelo de desarrollo con bienestar, justicia social y sustentabilidad". Los objetivos estratégicos del COSOP 2026-2031 están alineados al PND en los siguientes objetivos específicos (OE) y estrategias (E):	*ODS1, ODS2, ODS5, ODS9, ODS 13, ODS15, ODS16*	Meta del COSOP: Reforzar y consolidar iniciativas para el fortalecimiento de la soberanía alimentaria, resiliencia e inclusión social, económica y financiera de las comunidades rurales más vulnerables.	Actividades crediticias En implementación: •Cuenca Balsas (US$ 38.4M + FVC: US$ 39.5M, incluye 19.5 M de donación). Actividades no crediticias • AgriBioMex (GEF US$ 9.97M de donación). • Intercambio de experiencias y de Cooperación Sur-Sur y Triangular (CSSCT) • Productos de gestión del conocimiento e incidencia en política	***Alcance Cuenca Balsas*** • 79,685 beneficiarios directos ***Alcance Agribiomex*** • 12,418 beneficiarios directos	

1.Gobernanza con justicia y participación ciudadana OE1.7/ E1.7.8. **2.Desarrollo con bienestar y humanismo** OE2.1 / E2.1.6 OE 2.2 / E2.2.3, 2.10, 2.10.4 **3.Economía moral y trabajo** OE3.2/ E3.2.8 OE3.4 / E3.4.1, 4.2 OE3.6 / E3.6.1 OE3.10 / E3.10.3 **4.Desarrollo sustentable** OE4.3 /E 4.3.1 OE4.5 / E4.5.3, 4.5.9, 4.5.10 El COSOP se alinea a dos de los tres ejes transversales del PND 2025-2030: ET1. Igualdad sustantiva y derechos de las mujeres Objetivo T1.1/ Estrategia T1.1.4 Objetivo T1.3 / Estrategia T1.3.2 ET3. Derechos de	**Efecto directo 5.** Al 2031, el Estado mexicano, en los tres órdenes de gobierno habrá reducido la pobreza y las desigualdades en el acceso a oportunidades y a servicios inclusivos y de calidad de educación, salud, alimentación nutritiva, vivienda adecuada y cultura. *Indicadores de los ODS 1 (1.1.2.a) y ODS 2 (2.1.2).* **Efecto directo 8.** Al 2031, el Estado mexicano, en los tres órdenes de gobierno, habrá incrementado el valor agregado de los sistemas de producción nacionales agroalimentarios e industriales de manera sostenible y resiliente, con una mayor inversión y en un entorno empresarial y de servicios inclusivos en todo el territorio. *Indicadores de los*	**SO 1.** Mejorar capacidades de producción y acceso a mercados de pequeños y medianos productores rurales en cadenas de valor prioritarias.	En implementación: Actividades crediticias En implementación: •Cuenca Balsas (US$ 38.4M + FVC: US$ 39.5M, incluye 19.5 M de donación). Actividades no crediticias •AgriBioMex (GEF US$ 9.97M de donación). • Fondo para la Asistencia a Pueblos Indígenas (IPAF) •Slow Food (USD$250,000- donación regional de los cuales USD$ 84,000 corresponden a México) Indicativas: •Financiamiento FIDA 13 (US$45M) •Financiamiento climático para cadena de café y cacao •Alianzas potenciales con instituciones públicas y el sector privado.	**Resultado 1.1 Productividad de cadenas de valor prioritarias a nivel de mercados locales mejorada.** 31,874 beneficiarios que señalan haber logrado un aumento en la producción (CI1.2.4) 7,968 beneficiarios que reportan un aumento de ingresos a partir de las cadenas de valor apoyadas. **Resultado 1.2 Acceso incrementado a mercados locales para pequeños y medianos productores mediante su vinculación con grupos productivos.** 120 organizaciones de productores con acceso a nuevos compradores responsables. 120 organizaciones de productores con cambios positivos en las condiciones del mercado de sus productos agrícolas sostenibles. Organizaciones de productores rurales que han celebrado asociaciones/acuerdos formales o contratos con entidades públicas o privadas (2.2.3) 4,500 miembros de organizaciones de productores que señalan un	7,500 miembros de organizaciones de productores rurales apoyadas (CI 2.1.3) 31,228 personas capacitadas en prácticas y/o tecnologías de producción (CI 1.1.4) 750 personas capacitadas en actividades generadoras de ingresos o gestión empresarial (CI 2.1.2) 120 planes de negocios para organizaciones de productores para apoyar el acceso a diferentes mercados y prácticas comerciales responsables. Al menos 1 intercambio de experiencias y buenas prácticas con países que presenten esquemas exitosos de comercialización (CSSyT)

las comunidades indígenas y afromexicanas. Objetivo T3.5 / Estrategia T3.5.1 Objetivo T3.6 /Estrategia T3.6.2 El COSOP también se alinea con el Plan México, el Programa Sectorial de Medio Ambiente y Recursos Naturales 2025-2030 y el el Programa Sectorial de Agricultura y Desarrollo Rural 2025-2030.	*ODS 9 (9.3.1 y 9.3.2).*		•Intercambios mediante CSSyT	aumento de las ventas (CI 2.2.5). **Resultado 1.3 Soluciones y tecnologías digitales para la producción adoptadas** Al menos 1 solución o tecnología digital para la producción adoptada en escuelas de campo, ejidos o comunidades forestales.	

	Efecto directo 9. Al 2031, las instituciones, sectores estratégicos, poblaciones y comunidades en México son más resilientes para afrontar efectivamente el cambio climático, la crisis hídrica, y los riesgos ambientales y naturales. *Indicadores de los ODS 1 (1.5.4) y ODS 2 (2.4.1).* **Efecto directo 10.** Al 2031, el Estado mexicano habrá avanzado hacia un modelo de desarrollo que emplea sosteniblemente los recursos, restaura los ecosistemas y sus servicios, al tiempo que gestiona y conserva la biodiversidad, priorizando una transición energética justa e inclusiva, así como un sistema agroalimentario	**SO 2.** Promover la resiliencia de pequeños y medianos productores rurales y de los ecosistemas.	Actividades crediticias En implementación: •Cuenca Balsas (US$ 38.4M + FVC: US$ 39.5M, incluye 19.5 M de donación). Actividades no crediticias En implementación: •AgriBioMex (GEF US$ 9.97M de donación). Indicativos: •Asistencia Técnica a FIRA para la promoción de bioinsumos. •Intercambios mediante CSSyT	**Resultado 2.1 Prácticas adaptativas, tecnologías y sistemas agrícolas y agroforestales sostenibles adoptados.** Bien Público Global: 889,106 hectáreas de áreas de paisaje bajo prácticas sostenibles para mejorar la biodiversidad y el uso de tierras agrícolas (CI GEF4). Bien Público Global: 340,000 hectáreas dentro de las Cuencas, Subcuencas y Territorios priorizados donde se implementan medidas de adaptación basada en ecosistemas (EbA). 17,220 beneficiarios cubiertos por sistemas de alerta temprana nuevos o mejorados 1.8 millones de productores, habitantes y autoridades cuentan con información climática oportuna y relevante para la gestión de riesgos climáticos y la prevención de desastres. **Resultado 2.2 Emisiones de gases de efecto invernadero (GEI) reducidas a partir de prácticas de conservación y restauración.** Bien Público Global: 1.6 millones de toneladas de emisiones de gases de efecto invernadero (tCO2e) evitadas	150 grupos que reciben apoyo para gestionar de manera sostenible los recursos naturales y los riesgos relacionados con el clima (CI 3.1.1) 508 personas incorporadas a brigadas y servicios de extensión que refuerzan la capacidad local para mejorar la adaptación al cambio climático, la resiliencia y la inclusión. 1000 extensionistas rurales/promotores capacitados 30% de comunidades indígenas cuyas tierras se gestionan con criterios/aspectos/enfoques de resiliencia. 3 sistemas nacionales relacionados con incendios y enfermedades forestales y MRV mejorados para proporcionar información más fiable y oportuna. 6 planes de uso sostenible de tierras agrícolas y biodiversidad por paisaje diseñado, validado e implementado. 6 programas de capacitación sobre el uso sostenible del suelo agrícola y la

	sostenible y resiliente. *Indicadores de los ODS 15 (15.1.1).*			y/o secuestradas (CI 3.2.1). Bien Público Global: 324, 478 hectáreas de zonas de recursos naturales sometidas a prácticas de gestión mejoradas con bajas emisiones y/o resilientes al clima (GCF-Core 4). Bien Público Global: -754,241 toneladas métricas de emisiones de GEI mitigadas directas (CI GEF6). 63,000 hectáreas de tierra en procesos de restauración (CI-GEF3) **Resultado 2.3 Gobernanza local y vinculación con instituciones fortalecida.** 2 programas públicos del sector agrícola que incluyen criterios de uso sostenible de la biodiversidad y la tierra. 15,937 hogares que declaran que pueden influir en la toma de decisiones de las autoridades locales y de los proveedores de servicios apoyados (SF.2.2). 2 leyes, reglamentos, políticas o estrategias existentes o propuestas a los encargados de formular políticas para su aprobación, ratificación o modificación (política 3)	biodiversidad con perspectiva de paisaje rural.

	Efecto directo 5. Al 2031, el Estado mexicano, en los tres órdenes de gobierno habrá reducido la pobreza y las desigualdades en el acceso a oportunidades y a servicios inclusivos y de calidad de educación, salud, alimentación nutritiva, vivienda adecuada y cultura. Indicadores de los ODS 1 (1.1.2.a) **Efecto directo 6.** Al 2031, las mujeres, las adolescentes y las niñas en su diversidad tienen mayor acceso a oportunidades sociales, económicas y políticas, y a entornos seguros y libres de violencia y discriminación por razones de género. Indicadores de los ODS 5 (5.a.1.1 y 5.a.1b)	**SO 3.** Fortalecer la inclusión financiera, social y económica de mujeres y población indígena.	En implementación: Actividades crediticias En implementación: •Cuenca Balsas (US$ 38.4M + FVC: US$ 39.5M, incluye 19.5 M de donación). Actividades no crediticias •AgriBioMex (GEF US$ 9.97M de donación). • Fondo para la Asistencia a Pueblos Indígenas (IPAF). Indicativas: Acciones colaborativas y vinculación con instituciones clave para la inclusión social y económica de mujeres y pueblos indígenas.	**Resultado 3.1 Acceso y uso ampliado a servicios financieros diferenciados para mujeres y población indígena.** 10,543 mujeres con acceso a servicios financieros. 12,794 indígenas con acceso a servicios financieros. **Resultado 3.2 Participación de mujeres y población indígena en cadenas productivas, mercados y emprendimientos sostenibles incrementada.** 2700 miembros indígenas de organizaciones de productores rurales que señalan un aumento de ventas (CI 2.2.5) 1800 mujeres miembros de organizaciones de productores rurales que señalan un aumento de ventas (CI 2.2.5 30,529 mujeres que adoptan opciones mejoradas y/o nuevas de medios de vida resilientes al clima (FVC Suplemento 2.1) 13,945 mujeres, incluyendo indígenas, que presentan una mejora de empoderamiento (IE2.1)	1 estrategia para la inclusión financiera de mujeres y población indígena que promueva su educación financiera y acceso físico y digital a servicios financieros. 1 estrategia integral de empoderamiento económico de las mujeres que revalorice la economía de cuidados en áreas rurales. 10 tecnologías y prácticas laborales que reducen la carga de trabajo de las mujeres. 12,491 mujeres y 18,737 indígenas capacitados en prácticas y/o tecnologías de producción (CI 1.1.4) 17, 572 mujeres y 21,324 indígenas capacitados en servicios financieros. 20 organizaciones de productores rurales encabezadas por mujeres y 25 organizaciones indígenas apoyadas (CI 2.1.3)

	Efecto directo 3. Al 2031, El Estado mexicano, en los tres órdenes de gobierno, habrá ampliado el espacio cívico para el ejercicio efectivo de los derechos individuales y colectivos, la participación ciudadana, la deliberación pública, la defensa de los derechos humanos, la libertad de expresión y el acceso a la información, con transparencia, rendición de cuentas, y mecanismos inclusivos y eficientes. Indicadores de los ODS 16 (16.7.2)	**Tema transversal 1.** Fortalecimiento de las instituciones rurales, en particular en sus capacidades e instrumentos de coordinación, la continua generación, acceso y uso de evidencia para la toma de decisiones.	En implementación: Actividades crediticias En implementación: •Cuenca Balsas (US$ 38.4M + FVC: US$ 39.5M, incluye 19.5 M de donación). Actividades no crediticias •AgriBioMex (GEF US$ 9.97M de donación). •Slow Food (USD$250,000- donación regional de los cuales USD$ 84,000 corresponden a México). Indicativas: Alianzas con instituciones públicas, privadas, y de gestión del conocimiento.	*Articulación y fortalecimiento de capacidades:* Al menos 2 instituciones públicas responsables de políticas y programas rurales han fortalecido su articulación con otros actores públicos, privados o de organización social. Al menos 2 instituciones rurales beneficiada con el fortalecimiento de capacidades de sus servidores públicos, los intercambios de experiencias y los productos de conocimiento. *Acceso y uso de evidencia:* 2 líneas base y 2 evaluaciones de proyectos para la gestión orientada a resultados y la toma de decisiones 2 instituciones con sistemas de información y datos fortalecidos (SyE, MRV y Salvaguardas) para la generación de mejores evidencias sobre resultados ambientales y sociales.	60% de servidores públicos entrevistados consideran que las actividades de los Proyectos de FIDA contribuyen a mejorar, innovar e incluir enfoques integrales en políticas públicas, estrategias o programas rurales. 5 productos de conocimiento relevantes para la sistematización del aprendizaje y las buenas prácticas de los proyectos. 1 esquema de capacitación de funcionarios públicos. 1 esquema de CSSyT (intercambio, capacitación o visita) para funcionarios públicos o productores.

	LET2. Apoyo al fortalecimiento de capacidades nacionales, estatales y locales para promover la financiación de los ODS, mediante la mejora de la sostenibilidad fiscal, la inversión y calidad del gasto público social, presupuestos con perspectiva de género, la implementación de una política fiscal distributiva, así como la creación de instrumentos de financiamiento inclusivos, sostenibles, resilientes y verdes.	**Tema transversal 2.** Arquitecturas de financiamiento innovadoras para habilitar de recursos a las entidades ejecutoras y que fortalezcan la colaboración con el sector privado y otros actores estratégicos.		US$29.47 millones de financiamiento climático movilizados.	1 mecanismo de financiamiento innovador que fortalezcan la colaboración de instituciones ejecutoras o productores con el sector privado. 1 instrumento financiero adaptado a los ciclos productivos.
* Los indicadores se desagregan por sexo, jóvenes, población indígena y otras categorías cuando se recopila información diferenciada para estas poblaciones. Particularmente los indicadores corporativos se reportarán con base en sus desagregaciones obligatorias. Las metas se establecen para la mayoría de los indicadores, salvo cuando no es posible determinarlas a priori.					

Key files

Expediente principal 1: Cuestiones relativas a la pobreza rural y el sector agrícola

Esferas prioritarias	*Grupo afectado*	*Principales dificultades*	*Medidas necesarias*
Autosuficiencia y soberanía alimentaria	Pequeños y medianos productores rurales Mujeres rurales Pueblos indígenas	• **Alta dependencia de importaciones de alimentos básicos**, particularmente de maíz amarillo, donde México es el principal importador mundial con 22 millones de toneladas (FAO, *Food Outlook*, junio 2025) • **Desigualdad en el acceso a recursos productivos**, limitando la competitividad y la inclusión de pequeños productores • **Insuficiente inversión en infraestructura rural**, lo que restringe la productividad y el acceso a mercados • **Vulnerabilidad ante impactos climáticos y shocks de precios**, que afectan la producción de alimentos básicos como maíz, frijol, trigo, arroz y leche • **Pequeños productores no organizados** enfrentan mayores limitaciones en infraestructura, insumos, asistencia técnica, crédito, seguros y condiciones de comercialización • **Degradación de suelos y estrés hídrico creciente**, especialmente en la agricultura de temporal 84% de las Unidades de Producción Agropecuaria son de temporal, cosechan solamente el 78% de la superficie que siembran, en gran parte debido a shocks climáticos • **Riesgos en la sostenibilidad ambiental y social de las exportaciones agrícolas**, debido a deforestación, baja eficiencia en el uso del agua, uso inadecuado de insumos y precarias condiciones laborales de cerca de tres millones de jornaleros agrícolas.	**Fortalecimiento de sistemas agroalimentarios locales:** • **Incrementar la productividad agropecuaria y pesquera** de manera sostenible e inclusiva, mediante fomento productivo, inclusión financiera, asistencia técnica, acceso a insumos mejorados, mayor certidumbre de precios y mercados para pequeñas y medianas unidades de producción • **Vincular la producción sostenible con mercados locales**, impulsando certificaciones de calidad y esquemas de valor agregado • **Fomentar emprendimiento y liderazgo rural**, con enfoque en mujeres y Pueblos Indígenas • **Ampliar el acceso a tecnologías digitales** para mejorar información climática y de precios, fortaleciendo la toma de decisiones comunitarias y territoriales **Apoyo integral incluyendo capacitación, financiamiento, acceso a mercados y seguridad social rural:** • **Implementar una estrategia de gestión de riesgos** para la agricultura familiar, priorizando a pequeños y medianos productores, mujeres y Pueblos Indígenas, que incluya seguros agrícolas, prácticas agroecológicas, gestión del agua, digitalización de la asistencia técnica, incentivos al ahorro, insumos de calidad, riego inteligente y diversificación de semillas. • **Fortalecer el sector agroexportador** con un uso responsable de los recursos naturales, mayor equidad social y provisión de bienes públicos (sanidad e inocuidad, información climática y de mercados, defensa comercial, y plataformas *agritech* y *fintech*). **Incorporación de soluciones innovadoras que hagan uso del conocimiento científico y la tecnología para reducir brechas de desigualdad:** • **Incremento de la producción sostenible** con semillas mejoradas y nativas, bioinsumos y tecnologías adaptadas al cambio climático, enfocadas en alimentos básicos como maíz, frijol, arroz, trigo y leche.

			• **Articulación de saberes tradicionales y científicos** a través de Escuelas de Campo, redes de innovación y formación técnica, mejorando la toma de decisiones y la eficiencia productiva. • **Gestión eficiente del agua y recursos naturales,** mediante medición de huella hídrica, optimización de sistemas de riego y adopción de prácticas agroecológicas. • **Cumplimiento de estándares sanitarios e inocuidad,** facilitando el acceso a mercados nacionales e internacionales. • **Generación de información estratégica** con tecnologías geoespaciales, observación remota y sistemas integrados, que permiten anticipar riesgos y diseñar políticas públicas basadas en evidencia.
Inclusión financiera	Pequeños y medianos productores rurales Mujeres rurales Pueblos indígenas	La cobertura de servicios financieros a la producción agropecuaria es muy limitada, solamente el 6.1% de las Unidades de Producción Agropecuaria tiene acceso al crédito, y apenas el 1.9% tiene seguros a la producción. En el caso de los pequeños productores la situación es más grave, solamente el 4.2% y 0.7% tienen acceso al crédito y seguro, respectivamente. Por el lado de la oferta de servicios financieros: • **Asimetrías de información** que distorsionan la percepción de riesgo de los intermediarios financieros (IF), limitando la oferta y encareciendo los servicios • **Altos costos de transacción** para atender poblaciones rurales dispersas y supervisar créditos en campo • **Cobertura desigual a nivel regional**, con fuertes contrastes en disponibilidad de servicios y analfabetismo digital • **Fallas regulatorias en las Sociedades Cooperativas de Ahorro y Préstamo (SOCAPs)**, que restringen el alcance de productos y servicios financieros, pese a ser las entidades con mayor presencia en zonas rurales Por el lado de la demanda de servicios financieros: • **Baja educación financiera, digital y empresarial**, que limita el uso efectivo de los servicios • **Alta vulnerabilidad de pequeños productores** frente a desastres naturales y volatilidad de precios • **Brechas de género, etnia y edad** en el acceso a servicios financieros • **Restricciones para cumplir requisitos de crédito**, como garantías, comprobación de ingresos o estructuración de proyectos productivos	• Ampliar la inclusión financiera de pequeños y medianos productores rurales, mujeres y Pueblos Indígenas con una estrategia integral que atienda restricciones de oferta y demanda de servicios • Incorporar actores privados y de la economía social que aporten innovaciones digitales y modelos paramétricos de crédito y seguros, incluyendo *Fintech* accesibles • Fortalecer la asistencia técnica para pequeños y medianos productores, mujeres y Pueblos Indígenas en estructuración e implementación de proyectos productivos • Impulsar una estrategia de fortalecimiento de la banca social con regulación diferenciada y mayor movilización del ahorro en SOCAPs • Mejorar capacidades de Intermediarios Financieros No Bancarios en proyectos rurales, digitalización y verificación en campo, integrando Sociedades Financieras Populares (SOFIPOs), Sociedad Financiera Comunitaria (SOFINCOs) y Uniones de Crédito • Expandir esquemas de garantías (FONAGA, FONAFOR) y gestión de riesgos climáticos, productivos y de precios para inducir más financiamiento al agro
Inclusión económica	Mujeres Pueblos Indígenas	• **Acceso limitado a recursos productivos:** Las mujeres rurales e indígenas enfrentan barreras para acceder y controlar tierra, créditos, insumos y servicios, lo que limita	• Ampliar la inclusión financiera de pequeños y medianos productores rurales, mujeres y Pueblos Indígenas, con una estrategia integral que atienda restricciones de oferta y demanda de servicios

		su participación en actividades productivas y la generación de ingresos. • **Migración y derechos sobre la tierra:** Cuando los hombres migran, las mujeres asumen el trabajo agrícola, pero al no ser reconocidas como propietarias, tienen dificultades para recibir subsidios, financiamiento y equipamiento. • **Desigualdad en la remuneración:** Aunque las mujeres trabajan en promedio más horas semanales que los hombres, la mayor parte de su trabajo no es remunerado, lo que refuerza su exclusión económica. • **Acceso desigual a tecnologías y capacitación**: Además del analfabetismo digital, existen limitaciones para acceder a innovación tecnológica, capacitación técnica y extensionismo rural, lo que reduce productividad y competitividad. • **Baja participación en cadenas de valor y mercados**: La producción de mujeres y comunidades indígenas suele concentrarse en autoconsumo o mercados locales con baja rentabilidad, con barreras para insertarse en cadenas agroalimentarias más rentables. • **Vulnerabilidad al cambio climático**: Los territorios indígenas y rurales enfrentan mayor exposición a sequías, inundaciones y degradación ambiental, lo que reduce ingresos agrícolas y aumenta costos de adaptación. • **Desigualdad en empleo rural no agrícola**: En actividades como comercio, manufacturas o servicios rurales, las mujeres e indígenas suelen insertarse en ocupaciones informales, precarias y con menores ingresos.	• Incorporar actores privados y de la economía social que aporten innovaciones digitales y modelos paramétricos de crédito y seguros, incluyendo Fintech accesibles • Fortalecer la asistencia técnica para pequeños y medianos productores, mujeres y Pueblos Indígenas en estructuración e implementación de proyectos productivos • Impulsar una estrategia de fortalecimiento de la banca social con regulación diferenciada y mayor movilización del ahorro en SOCAPs • Mejorar capacidades de Intermediarios Financieros No Bancarios en proyectos rurales, digitalización y verificación en campo, integrando Sociedades Financieras Populares (SOFIPOs), Sociedad Financiera Comunitaria (SOFINCOs) y Uniones de Crédito • Expandir esquemas de garantías (FONAGA, FONAFOR) y gestión de riesgos climáticos, productivos y de precios para inducir más financiamiento al sector agropecuario
Inclusión social	Mujeres Pueblos indígenas	• **Exclusión en la toma de decisiones**: La falta de titularidad de la tierra reduce la participación de las mujeres en procesos comunitarios de decisión que afectan su vida y la de sus familias. • **Doble carga de trabajo:** Los roles de género asignan a las mujeres las tareas domésticas y de cuidado, además de las productivas, limitando sus oportunidades de desarrollo social y comunitario. • **Brechas educativas, lingüísticas y digitales**: En comunidades indígenas persisten mayores niveles de rezago educativo y barreras en el acceso a servicios públicos y digitales por la falta de atención en lengua originaria. • **Acceso limitado a salud y protección social**: Las mujeres rurales, especialmente indígenas, tienen menor cobertura en servicios de salud, seguridad social y cuidados materno-infantiles, lo que incrementa su vulnerabilidad.	• Fortalecer las capacidades de liderazgo comunitario de los pueblos indígenas y de las mujeres, en el ejercicio de sus derechos y su desarrollo integral. • Apoyar procesos de planeación participativa, asegurando que las estrategias locales cuenten con la validación de Asambleas Comunitarias. • Contribuir a la implementación de Planes de Justicia y Desarrollo Integral, mediante financiamiento y asistencia técnica en comunidades indígenas. • Respaldar promotorías comunitarias en derechos indígenas, derechos de las mujeres, lengua, cultura, medicina tradicional y medioambiente. • Invertir en proyectos de acceso a servicios básicos e infraestructura comunitaria (salud, educación bilingüe, agua, transporte y conectividad).

		• **Violencia de género y discriminación**: Las mujeres indígenas enfrentan discriminación múltiple (por género, etnia y condición socioeconómica), lo que restringe su participación plena en espacios comunitarios y políticos. • **Deficiencia en infraestructura básica**: Carencias en agua potable, transporte, energía eléctrica y conectividad limitan la integración social y reducen las oportunidades de movilidad y desarrollo comunitario. • **Escasa representación política y comunitaria**: Aun cuando las mujeres asumen roles productivos y comunitarios, su participación formal en cargos de autoridad o representación suele ser mínima.	• Desarrollar estrategias para prevenir violencia y discriminación múltiple, fomentando entornos seguros e inclusivos para mujeres e indígenas.
Sostenibilidad ambiental de la producción agroalimentaria, pesquera y acuícola	Pequeños y medianos productores rurales Mujeres rurales Pueblos indígenas	• Sequías recurrentes afectan las principales regiones productoras (noroeste, noreste, centro y Bajío) • Ineficiencia en sistemas de riego: pérdidas de hasta 40%, con baja adopción de tecnologías hídricas • Sobreexplotación de acuíferos y presas por debajo de promedios históricos • Costos ambientales del agotamiento de agua y degradación de suelo equivalen al 4.2% del PIB • Pérdida forestal anual de 207 mil hectáreas, principalmente por expansión agropecuaria • Gobernanza débil en cuencas y microcuencas, con baja participación comunitaria • Escasa transversalización del enfoque climático en políticas y cadenas de valor • Financiamiento verde y uso de herramientas de gestión de riesgos climáticos siguen siendo limitados	• Fortalecer gobernanza territorial y coordinación institucional en cuencas • Impulsar adaptación climática local con conservación de recursos naturales • Apoyar a productores vulnerables con inversiones, tecnologías y financiamiento inclusivo • Fomentar sistemas agroforestales innovadores para producción sostenible • Articular programas públicos para mejorar servicios, insumos y bioinsumos • Optimizar gestión del agua mediante coordinación AGRICULTURA–CONAGUA • Promover desarrollo rural sostenible con inclusión productiva y seguridad alimentaria
Comercialización de pequeños productores rurales no organizados	Pequeños productores rurales Mujeres rurales Pueblos indígenas	• Escala reducida y dispersión geográfica de las unidades productivas (56% son de pequeña escala), lo que limita su integración en redes de comercialización • Alta dependencia de intermediarios, con precios impuestos al productor; en café 76% de la producción se vende a intermediarios, frijol 58%, maíz blanco 29%, arroz 11% y trigo 10% • Bajo nivel de organización económica, falta de infraestructura de acopio y transporte limitado • Canal público de compras (SEGALMEX) con alcance marginal: frijol 17%, maíz blanco 6%, arroz 6%, trigo 5%, café menos del 1% • Déficit de infraestructura de almacenamiento en el sur-sureste, con capacidad de 1.8 millones de toneladas frente a una producción de 2.8 millones de toneladas de maíz blanco • Restricciones graves en transporte, capacitación y alfabetización digital	• Fomentar asociatividad y venta directa mediante economía social, contratos con empresas ancla y centros de acopio comunitarios • Implementar sistemas logísticos compartidos para transporte y distribución local • Capacitar en mejora de calidad, trazabilidad y certificaciones para fortalecer competitividad • Promover alfabetización digital y uso de aplicaciones para venta directa y gestión comercial • Facilitar acceso a marketplaces para transparentar precios y origen de productos • Impulsar organizaciones de productores para mejorar productividad, acceso a mercados e insumos • Promover pequeña y mediana agricultura por contrato y desarrollo de proveedores con agroindustrias • Estimular el intercambio de conocimientos y uso colectivo de activos productivos

		• Vulnerabilidad comercial ante crisis como la pandemia, con 40.8% de productores afectados por baja de precios o ventas • Escasa formación en mejora de calidad y gestión comercial	

Expediente principal 2: Definición del grupo objetivo Cuestiones prioritarias y posibles respuestas (véanse los capítulos I.C y III.C)

Tipo de grupo	*Nivel y causas de la pobreza*	*Medidas paliativas*	*Necesidades prioritarias*	*Respuesta del COSOP*
Pequeños y medianos productores rurales	• En 2024, 38.5 millones de personas (29.6% de la población) estaban en pobreza multidimensional; Chiapas (66%), Guerrero (58.1%), Oaxaca (51.6%), Veracruz (44.5%) y Puebla (43.4%) presentaron los mayores porcentajes • En zonas rurales, la pobreza multidimensional alcanzó 45.8% (13 millones de personas), frente a 25% en zonas urbanas (25.5 millones) • Las carencias sociales aumentaron de 29.4% en 2022 a 32.2% en 2024 (41.9 millones de personas) • En 2024, 14.4% de la población presentó carencia por acceso a alimentación nutritiva; 12.6 millones en zonas urbanas y 6.1 millones en rurales • La inflación alimentaria supera la inflación general, afectando a productores por el alza en insumos y a hogares por el gasto en alimentación • En 2022, 4.6 millones de UPA; 56% eran pequeños productores con hasta 2 ha sembradas, y 15.4% medianos con hasta 5 ha • El 73.2% de la superficie sembrada fue de temporal; solo 13.3% de las UPA con hasta 2 ha tenían acceso a riego, frente a 37.5% en UPA con más de 20 ha • Principales obstáculos productivos: altos costos de insumos (88%), pérdida de fertilidad (30%), intermediación (11%), transporte (24%), almacenamiento (10%), baja de precios o ventas (39%)	• Fortalecer UPA pequeñas y medianas con organización local, infraestructura, incentivos, crédito preferencial, precios remunerativos, gestión de riesgos e inversión en investigación y asistencia técnica • Impulsar modelos de producción sustentable con enfoque en competitividad y rentabilidad • Desarrollar estrategias de comercialización para pequeños productores no organizados, priorizando regiones y cadenas clave para la soberanía alimentaria	• Elevar producción y productividad en cadenas estratégicas: maíz blanco, frijol, leche, arroz y trigo • Lograr sinergia entre programas federales: AGRICULTURA, Bienestar, SEMARNAT, CONAGUA y CONAFOR • Articular asistencia técnica entre Producción para el Bienestar y Sembrando Vida • Ampliar inclusión financiera con productos adecuados y accesibles para pequeños productores • Mejorar resiliencia en sistemas agrícolas y agroforestales	• En línea con los objetivos estratégicos 1 y 2 • Impulsar alianzas público-privadas para provisión de insumos y servicios clave • Incorporar tecnología y soluciones digitales para transformar producción y comercialización: IA predictiva, monitoreo de precisión, trazabilidad con *blockchain*, comercio electrónico, capacitación virtual • Adoptar prácticas y sistemas climáticamente inteligentes: acceso a tecnología, servicios financieros, extensión virtual, alertas tempranas y mercados digitales • Aprovechar plataformas del FIDA para contribuir a prioridades nacionales: • Plataforma de bancos públicos de desarrollo • Red Fidamerica-LAC para gestión de conocimiento • Plataforma Innovatech para soluciones Fintech en agricultura • Plataforma PARM para gestión de riesgos agrícolas

Mujeres rurales	• En México hay 66.7 millones de mujeres; 21.2% (14.1 millones) viven en localidades rurales • 2.3 millones son hablantes de lenguas indígenas; 8.1 millones viven en situación de pobreza • De 4.6 millones de UPA, 876 mil (19%) están a cargo de mujeres; solo 5% accede a crédito, 1.7% a seguros, y 6.5% recibe asistencia técnica • 58% de las UPA de mujeres enfrentaron pérdidas por factores climáticos o biológicos; solo 1.46% recibió apoyo económico por siniestros • 37.8% de las mujeres productoras recibieron apoyo de programas federales; Producción para el Bienestar cubre al 72% de ellas	• Desarrollar una estrategia integral de empoderamiento económico: capacidades técnicas, acceso a tierra y activos, inclusión financiera, economía de cuidados y acompañamiento técnico • Incluir formulación de planes de negocio, puesta en marcha de emprendimientos y comercialización	• Garantizar certeza jurídica en la tenencia de la tierra para mujeres rurales • Facilitar acceso a programas de apoyo, simplificando la oferta y alineando incentivos • Promover inclusión productiva en cadenas agroalimentarias con empleo digno • Diversificar fuentes de ingreso para mujeres rurales • Cerrar brechas de género en propiedad y control de medios de producción • Diseñar una estrategia diferenciada de inclusión financiera: educación, acceso físico y digital, productos ajustados al perfil de mujeres, costos accesibles y gestión de riesgos	• En línea con el objetivo estratégico 3 • Fortalecer la inclusión financiera, social y económica de mujeres y Pueblos Indígenas • Maximizar oportunidades para la inclusión productiva de mujeres rurales • Fortalecer institucionalidad con enfoque integral: pobreza, producción, comercialización, cambio climático, género e interculturalidad • Desarrollar iniciativas diferenciadas para acceso y uso de herramientas económicas y financieras, incorporando ciencias del comportamiento para mejorar diseño y efectividad

Pueblos Indígenas	• La población indígena está presente en 64,172 localidades, 2,417 municipios y todas las entidades federativas; ocho estados concentran el 75%: Oaxaca, Chiapas, Veracruz, México, Puebla, Yucatán, Guerrero e Hidalgo • Más del 50% de la población indígena vive en pobreza multidimensional; entre monolingües, la cifra alcanza 87%, y 60% está en pobreza extrema • El 47.1% de la población indígena ocupada gana menos de dos salarios mínimos; 11.9% no recibe ingresos • Mujeres indígenas se concentran en el sector terciario (72.2%), mientras que los hombres en el agropecuario (40.6%) • 46% de los productores agropecuarios se identifican como indígenas; en el sur-sureste, la proporción supera el 50% • Los territorios indígenas concentran gran parte de la biodiversidad, el patrimonio hídrico (23.3% del agua del país) y la propiedad social (4,786 ejidos, 1,258 comunidades agrarias, 304 mil unidades de pequeña propiedad) • Mujeres indígenas dedican en promedio 40 horas semanales a cuidados no remunerados, frente a 19.6 horas de los hombres • La participación laboral indígena es del 43.9%, 6.4 puntos por debajo de la media nacional; en mujeres indígenas es de 23.5%, 42.2 puntos menos que los hombres (65.7%)	• Fortalecer capacidades de pueblos indígenas en el ejercicio de sus derechos y desarrollo integral • Apoyar proyectos de economías indígenas, turismo de naturaleza, adaptación al cambio climático, patrimonio cultural, medicina tradicional y comunicación indígena • Impulsar comercialización de productos y servicios indígenas, y acceso a crédito para comunidades y empresas • Promover promotorías comunitarias en derechos, cultura, lengua, medioambiente y economía indígena	• Priorizar acciones que Priorizar acciones validadas por Asambleas Comunitarias mediante planeación participativa • Continuar con Planes de Justicia y Desarrollo Integral • Fortalecer autosuficiencia alimentaria con producción de hortalizas, maíz, aves de traspatio y especies menores • Consolidar cadenas de valor en comunidades con experiencia colectiva: miel, café, cacao, acuicultura, ganadería, maderables, horticultura ornamental • Diseñar una estrategia específica de inclusión financiera para comunidades indígenas	• En línea con el objetivo estratégico 3 • Fortalecer la inclusión financiera, social y económica de mujeres y pueblos indígenas para mejorar medios de vida y autonomía • Reconocer y valorar las contribuciones indígenas al desarrollo sostenible del país

Expediente principal 3: Matriz de organización (análisis de las debilidades, amenazas, fortalezas y oportunidades) (véanse los capítulos I.C, III.B, IV.B, C, G)

Organización Grado de importancia de Asociación: - Clave (alta) - Relevante (media) - Opcional (baja)	*Fortalezas*	*Debilidades*	*Oportunidades/Amenazas*	*Comentarios*
Factores catalizadores				
Agricultura Clave	• Alineación del Programa Sectorial 2025–2030 con el PND y los ODS, especialmente el ODS 2 (Hambre Cero) • Liderazgo con enfoque inclusivo hacia poblaciones rurales y visión de agricultura como eje del desarrollo sostenible • Política sectorial integrada: producción, comercialización, justicia y sostenibilidad • Coordinación con el sector privado para inversiones, logística y comercio justo • Área institucional dedicada a movilización de financiamiento climático • Enfoque centrado en pequeños productores, mujeres y Pueblos Indígenas • Reconocimiento del valor de la investigación científica y tradicional para la innovación y política pública • Impulso a la figura jurídica colectiva de jornaleros agrícolas para acceso legal a apoyos y proyectos • Red institucional sólida: SENASICA, INIFAP, COLPOS, IMIPAS, UACh, SNICS, CONAPESCA	• Espacio presupuestal limitado para innovación y escalamiento de prácticas agroecológicas • Baja inversión estatal y programas poco transformadores • Falta de instrumentos para gestión integral de riesgos productivos y comerciales • Ausencia de incentivos para uso eficiente y sostenible del agua; sobreexplotación de acuíferos • Compras públicas con alcance reducido para pequeños productores no organizados • Infraestructura y servicios insuficientes para venta directa (ferias, mercados, plataformas digitales) • Débil organización y poder de negociación de productores rurales • Desigualdad en acceso a información sobre precios y calidad • Coordinación interna en consolidación, dificultando integración de enfoques ambientales y agrícolas • Capacitación insuficiente para pequeños productores	• **O:** Fortalecer articulación territorial mediante espacios de diálogo multi-actor • **O:** Informar políticas que vinculen producción sostenible e inclusión social en zonas rurales • **O:** Integrar pequeños productores en cadenas de valor desde lo colectivo, reconociendo saberes y estructuras comunitarias • **O:** Utilizar Escuelas de Campo como espacios de integración de conocimientos para inclusión social, económica y financiera • **O:** Promover gobernanza de la tierra para mujeres rurales como vía de empoderamiento y sostenibilidad • **O:** Fortalecer la política de autosuficiencia alimentaria a través de programas como Producción para el Bienestar y/o Fertilizantes para el Bienestar • **O:** Mejorar productividad mediante arquitectura financiera y acceso a seguros, con apoyo de banca de desarrollo • **O:** Fomentar comercio justo con acuerdos directos y esquemas de acopio de programas de bienestar	

	• Programas de abasto (Alimentación para el Bienestar, DICONSA, LICONSA) con doble propósito: precios justos y cobertura en 22,429 localidades, 14,468 con presencia indígena	• Instrumentos financieros dispersos y poco accesibles para pequeños productores • Baja articulación con saberes campesinos; menos del 5% accede regularmente a asistencia técnica, solo 6.7% recibe acompañamiento técnico (INEGI, 2022)	• **A**: Inestabilidad política internacional que afecte cadenas de valor prioritarias • **A:** Experiencias previas poco satisfactorias en alianzas público-privadas; necesidad de mecanismos adecuados • **A:** Cambios en liderazgo institucional que afecten compromisos y visión de desarrollo sostenible	
SEMARNAT Clave	• Enfoque en desarrollo sostenible con eje en agroecología, crecimiento económico y reducción de desigualdades • Voluntad política y coordinación con Agricultura para integrar producción, conservación y restauración de ecosistemas agroforestales • Alineación de metas nacionales con compromisos internacionales (Acuerdo de París, Montreal, etc.) • Mecanismos para mejorar coordinación interna y alianzas con actores estratégicos	• Recursos públicos insuficientes para cumplir metas ambientales • Déficit de personal técnico especializado para atender temas prioritarios • Ausencia de área especializada en pueblos indígenas • Falta de estrategia integral de financiamiento con compensaciones ambientales para restauración de ecosistemas	• **O:** Horizonte 2030 como marco para cumplir compromisos internacionales y fortalecer colaboración interinstitucional • **O:** Apertura al financiamiento combinado y sinergias con sector privado para cumplir metas ambientales • **O**: Digitalización de trámites abre espacio para innovación y desarrollo de aplicativos digitales • **O:** Rol articulador entre INECC, CONAFOR y DGFSSOE para alinear acciones en ecosistemas agroforestales • **O:** Compartir buenas prácticas para fortalecer resiliencia climática de Pueblos Indígenas desde experiencias de FIDA y CONAFOR • **A:** Cambios en liderazgo de alto nivel que afecten compromisos, visión de sostenibilidad o coordinación interinstitucional	
CONAFOR *Clave*	• Autonomía técnica y financiera para implementar proyectos • Amplia experiencia en producción, conservación y restauración de ecosistemas forestales y agroforestales • Modelos de participación comunitaria y articulación con el Consejo Nacional Forestal	• Falta de continuidad en políticas forestales • Capacidad institucional limitada para alinear la política agropecuaria con la sostenibilidad forestal • Presupuesto insuficiente para sostener mecanismos de diálogo y coordinación territorial a mediano y largo plazo	• **O**: Plataforma en Cuenca Balsas para atender a mujeres rurales y Pueblos Indígenas y Afrodescendientes con estrategias diferenciadas y potencial de escalamiento • **O:** Impulsar coordinación interinstitucional entre dependencias federales y gobiernos locales para manejo integrado de cuencas	

	• Trabajo directo con poblaciones rurales para gestión sostenible de recursos forestales • Desarrollo de Empresas Forestales Comunitarias que integran toda la cadena de valor de productos maderables y no maderables • Estrategias específicas para el desarrollo forestal en diversos ecosistemas • Incidencia en políticas públicas mediante programas de incentivos para manejo forestal sustentable • Equipo técnico con memoria institucional del trabajo conjunto CONAFOR–FIDA • Estrategia de género operativa a través de la Unidad de Vinculación y Género		• **O**: Explorar financiamiento privado con fondos verdes para transformar medios de vida rurales • **A:** Cambios en liderazgo que alteren la visión sobre gestión sostenible de recursos forestales o afecten la coordinación estratégica existente	
FINABIEN Relevante	• Respaldo institucional del Gobierno Federal. Organismo público descentralizado con mandato claro de inclusión financiera y apoyo a población vulnerable. • Amplia cobertura territorial. Más de 1,700 sucursales heredadas de TELECOMM, con presencia en zonas rurales y localidades donde la banca comercial no opera. • Rol estratégico en remesas. Instrumento prioritario del Gobierno para reducir costos de envío de remesas y formalizar flujos hacia el sistema financiero. • Acceso a infraestructura pública y programas sociales. Potencial para articularse con transferencias sociales, pagos gubernamentales y programas de desarrollo territorial.	• Capacidades limitadas como intermediario financiero pleno. No opera como banco comercial ni de desarrollo tradicional; oferta de crédito productivo aún limitada. • Gobernanza y sostenibilidad financiera. Alta dependencia de decisiones presupuestarias y prioridades políticas del gobierno en turno. • Brechas operativas y tecnológicas. Heterogeneidad en calidad de servicio entre sucursales; retos en experiencia digital del usuario.	• **O:** Alta brecha de inclusión financiera rural. Especialmente en mujeres rurales, pueblos indígenas, pequeños productores y receptores de remesas. • **O:** Formalización del ahorro y remesas productivas. Convertir remesas en ahorro, microinversión productiva o seguros básicos. • **O:** Sinergias con programas territoriales y estatales. Articulación con OPDs estatales, FIRA, y programas de desarrollo regional. • **A:** Cambios políticos y de prioridades sexenales. Riesgo de redefinición de mandato, presupuesto o incluso estructura institucional. • **A:** Presión fiscal y presupuestaria Contextos de ajuste fiscal. pueden afectar expansión y calidad de servicios.	

Secretaría de Mujeres Opcional	• Elevación institucional histórica para coordinar políticas públicas nacionales con enfoque de igualdad de género • Enfoque integral y transversal que incluye el Sistema Nacional de Cuidados • Prioridad en el reconocimiento de derechos agrarios para al menos 150 mil mujeres	• Recursos humanos y financieros insuficientes para cumplir metas • Institucionalización y capacidad operativa aún en fase inicial • Conocimiento limitado sobre herramientas disponibles para mujeres rurales	• **O**: Utilizar la Red de Tejedoras de la Patria para incluir mujeres rurales vinculadas a proyectos FIDA y canalizar apoyos en territorios prioritarios • **A:** Riesgo de duplicidad o conflicto de competencias con INMUJERES, institutos estatales y secretarías locales	
INPI Opcional	• Modelo participativo de Planes de Justicia y Desarrollo Integral con enfoque territorial • Catalizador de la autodeterminación indígena mediante asignación directa de recursos del Fondo de Infraestructura Social, gestionados por las comunidades	• Limitaciones presupuestales y de personal técnico • Capacidad operativa limitada frente a la amplitud y diversidad de su mandato • Rol técnico especializado con voz relevante, pero capacidad política acotada	• **O:** Aliado estratégico para ejercer el rol de interlocutor técnico-político entre Pueblos Indígenas e instancias federales (SHCP, AGRICULTURA, SEMARNAT, CONAFOR, entre otras) • **A:** Fragilidad institucional ante cambios políticos	
Oficina de Presidencia Clave	• Dirección estratégica clave para canalizar recursos y coordinar actores en el desarrollo rural • Estrategia rural basada en cuatro pilares: soberanía alimentaria, derechos indígenas, agroecología y empoderamiento de mujeres, con enfoque integral en pequeños productores	• Restricciones presupuestales	• **O:** Aplicar aprendizajes del enfoque de cuenca en el proyecto Cuenca Balsas para diseñar estrategias diferenciadas para mujeres y Pueblos Indígenas y Afrodescendientes • **A:** Contradicciones entre metas sociales ambiciosas y bajo crecimiento económico que afectan la sostenibilidad de políticas contra la pobreza • **A:** Cambios en prioridades políticas o conflictos emergentes que desvíen el foco de la pobreza rural y comprometan la continuidad de programas estructurales	
SHCP Clave	• Articulación de información y coordinación de necesidades de financiamiento público en protección social y desarrollo resiliente • Apertura para implementar financiamiento combinado, con uso de taxonomía sostenible	• Ausencia de mecanismos claros para orientar financiamiento combinado o innovador; obstáculos legales, normativos y de gobernanza • Capacidades técnicas limitadas en ámbitos locales para implementar y monitorear	• **O:** Sistematizar datos sobre pequeños y medianos productores para mejorar el uso de la taxonomía sostenible • **A**: Obstáculos normativos y falta de mecanismos claros pueden limitar la articulación efectiva de fondos globales, públicos y privados, afectando el	

	para orientar gasto público e inversión privada	programas con enfoque territorial e inclusión financiera • Plataformas de financiamiento rural no adaptadas a la diversidad cultural y lingüística de los Pueblos Indígenas	despliegue de financiamiento innovador en territorios rurales	
SRE *Clave*	• Articulación de temas y actores estratégicos para cumplir compromisos internacionales, con enfoque del ámbito local al global • Poder de convocatoria de la Dirección de Temas Globales para coordinar actores en desarrollo sostenible, igualdad de género y mujeres indígenas • Impulso al multilateralismo como vía para el desarrollo sostenible y la acción climática	• Personal técnico especializado insuficiente para dar seguimiento a todos los temas prioritarios	• **O:** Horizonte 2030 como marco para fortalecer el rol de SRE y la coordinación interinstitucional en compromisos internacionales • **O:** Apertura al financiamiento combinado y alianzas estratégicas con el sector privado para mejorar condiciones en zonas rurales • **A:** Cambios en liderazgo de alto nivel que afecten compromisos, visión de sostenibilidad o coordinación entre actores clave	
AMEXCID *Relevante*	• Articulación de actores estratégicos en cooperación sur-sur y triangular (CSSyT), con enfoque en seguridad alimentaria, inclusión indígena e innovación tecnológica • Alta alineación con el PND y programas emblemáticos como Sembrando Vida y Jóvenes Construyendo el Futuro, que permiten profundizar la cooperación en territorios específicos	• Limitaciones presupuestales y de personal técnico • Capacidad operativa limitada frente a la amplitud de su mandato • Escasa articulación con sector privado y actores financieros, por enfoque histórico en gobiernos y organismos internacionales	• **O:** Sistematizar el portafolio FIDA México para construir una estrategia sólida de gestión del conocimiento • **O:** Fortalecer capacidades institucionales rurales mediante acciones de CSSyT para liderar diálogos con actores públicos y privados • **O:** Aprovechar la dualidad de México como proveedor y receptor de conocimiento para expandir la CSSyT • **O:** Establecer un mecanismo de coordinación AMEXCID–FIDA para compartir oportunidades y definir un plan de trabajo conjunto • **A:** Cambios en liderazgo de alto nivel que afecten compromisos, visión de desarrollo sostenible o coordinación interinstitucional	
Proveedores de servicios				
FIRA *Relevante*	• Alianzas estratégicas para reducir brechas en acceso a tecnología e información,	• Dependencia de recursos públicos para cubrir necesidades	• **O:** Sinergias con AGRICULTURA para fortalecer capacitación mediante escuelas de campo,	

	incluyendo clientes con perfil de riesgo bajo • Instrumentos financieros innovadores en sustentabilidad e inclusión (bono sustentable y bono de género, referentes internacionales) • Desarrollo de proveedores mediante apoyo técnico para fortalecer cadenas de valor y vincular pequeños productores con agroindustrias • Experiencia en financiamiento de segundo piso con inclusión de intermediarios no bancarios en zonas de difícil acceso • Centros Regionales de Desarrollo Tecnológico que promueven capacitación y adopción de nuevas tecnologías • Padrón de técnicos externos que brindan acompañamiento y catalizan innovación	de asistencia técnica de pequeños productores	incluyendo contenidos en lenguas indígenas • **O:** Aprovechar buenas prácticas de AGRITECH para conectar oferta y demanda en mercados digitales • **O:** Escalar el modelo de desarrollo de proveedores en alianza con sector privado e instituciones rurales • **O:** Diseñar un bono temático de biodiversidad para restauración de suelos degradados • **A:** Distorsión de tasas de interés por subsidios gubernamentales, que puede afectar competencia financiera y generar vulnerabilidad si los apoyos se reducen	
NAFIN *Relevante*	• Fondo Sostenible: único agente financiero que trabaja con unidades ejecutoras en medio ambiente • Instrumentos de capacitación en lenguas indígenas • Alianzas con bancos comerciales, cooperativas y fondos de desarrollo • Capacidad para integrar programas con asistencia técnica y capacitación	• Marcos regulatorios y procesos burocráticos que limitan agilidad en la operación • Marcos regulatorios y burocracia limitan agilidad operativa • Dificultades para homologar criterios con fondos internacionales (FVC, FIDA) • Falta de instrumentos adaptados a la diversidad de necesidades rurales • Capacidad técnica aún en consolidación para gestión integral de proyectos rurales	• **O:** Fortalecer capacidades institucionales para mejorar adquisiciones y aplicar innovaciones tecnológicas de FIDA • **O:** Expandir instrumentos financieros especializados en agroindustria, en alianza con FIRA • **O:** Canalizar inversiones hacia intermediarios financieros que atiendan al sector rural • **O:** Facilitar interacción con especialistas en CSSyT • **O:** Integrar financiamiento con iniciativas de innovación tecnológica • **O:** Usar datos y sistemas de monitoreo para mejorar eficiencia y focalización • **A:** Cambios regulatorios o políticos que afecten esquemas de apoyo financiero	

INIFAP *Opcional*	• Capacidad técnica y experiencia en transferencia tecnológica al sector alimentario • Conexión con institutos de investigación y universidades para innovación agrícola y agroforestal • Programas de capacitación y asistencia técnica directa a productores • Acceso a datos e investigaciones sobre cultivos prioritarios	• Cobertura limitada en zonas rurales de difícil acceso • Recursos financieros y humanos insuficientes frente a la demanda nacional • Baja adopción tecnológica por falta de acompañamiento post-capacitación • Sistemas de monitoreo poco integrados para medir impacto en productividad	• **O:** Vincular escuelas de campo con INIFAP para fortalecer productividad e innovación tecnológica • **O:** Responder a la creciente demanda de alimentos y reducir dependencia de importaciones • **O:** Liderazgo técnico alineado con prioridades de AGRICULTURA y conocimiento del impacto de FIDA • **O:** Alianzas con sector privado para facilitar transferencia tecnológica en cadenas productivas • **O:** Avances en digitalización para cerrar brechas de información geoespacial en manejo de cultivos • **A:** Resistencia al cambio tecnológico en el sector y entre productores tradicionales • **A:** Limitaciones de infraestructura y logística que dificultan mejoras productivas	
Fintech *Relevante*	• Ecosistema dinámico con 803 Fintech locales en 2024 (vs 512 en 2021), y crecimiento anual de ingresos del 22% • Alta escalabilidad como prioridad estratégica del sector • Coexistencia con 301 Fintech extranjeras, lo que fortalece la competencia y diversidad • Pagos y remesas destacan por su rápido crecimiento; préstamos lideran en número de proyectos e ingresos medios • Digitalización de PyMEs impulsa soluciones de gestión financiera e inteligencia de negocios • 75% de las Fintech mexicanas ya colaboran con instituciones financieras tradicionales	• Principales desafíos: adquisición y retención de clientes, escalabilidad local, eficiencia operativa y acceso a financiamiento • Industria aún en proceso de consolidación, con limitaciones estructurales • Regulación insuficiente para cubrir la diversidad de servicios y segmentos • Escasa vinculación con intermediarios financieros no bancarios, como las SOCAPs	• **O:** Expansión en pagos, remesas, préstamos, gestión financiera de PyMEs e infraestructura bancaria • **O:** Desarrollo de productos financieros para migrantes • **O:** Actualización de la Ley Fintech (2018) para incorporar nuevas funcionalidades • **O:** Articulación con intermediarios no bancarios en zonas rurales; potencial sinergia con CONCAMEX • **O:** Vinculación con Plan México para ampliar el acceso de PyMEs al crédito	

Comités Nacionales Sistema Producto (CSP) en cada una de estas cadenas prioritarias *Opcional*	• Órgano de coordinación y representación de todos los eslabones de las cadenas agroalimentarias, regulado por la Ley de Desarrollo Rural Sustentable • Elaboran Planes Rectores con metas, estrategias y proyectos para mejorar competitividad, productividad y sostenibilidad • Existen también Comités Estatales Sistema Producto en las entidades federativas • Forman parte de la política pública para organizar y fortalecer las cadenas agroalimentarias	• Retos en organización, gobernanza y sostenibilidad financiera • Incidencia en políticas públicas depende del clima político institucional • Financiamiento tradicionalmente basado en subsidios gubernamentales • Planes Rectores priorizaban bienes privados, con escasa atención a bienes públicos	• **O:** Recuperar funcionalidad como mecanismo de coordinación y cooperación entre eslabones de la cadena • **O:** Fortalecer institucionalidad y representatividad como interlocutor en política agroalimentaria • **O:** Desarrollar capacidades para la gestión integral de cadenas agroalimentarias • **A:** Captura de los CSP por actores con mayor peso económico en la cadena de valor	

Expediente principal 4: Potencial de las asociaciones estratégicas

(véanse los capítulos IV.B, G, V.A)

Objetivo de asociación	***Asociado***	***Tipo de asociación (grado intensidad)*** *Clave (alto)* *Relevante (medio)* *Opcional (bajo)*	***Tipo de proyecto o justificación de la asociación***	***Cobertura del proyecto/programa***	***Situación***	***Resultados que se esperan de la asociación***
Compartir experiencias y conocimiento	*Banco Mundial*	*Clave*	• Acceso a experiencias de proyectos de gran escala en temática forestal, promoción de bioinsumos e inclusión financiera, entre otros	• *PROFOEM: Proyecto de Fortalecimiento Empresarial en Paisajes Productivos Forestales* • *Linea de crédito a FIRA para Cosechando Soberanía* • *Estudio sobre el mercado de bioinsumos en Mexico.*	*En implementación*	• *Mejora de diseños e implementación de proyectos FIDA* • *Sinergias y alianzas en territorios y para poblaciones específicas*
	BID, BID-Invest, BID LAB	*Clave*	• Acceso a experiencias de proyectos de gran escala en economía del cuidado, nutrición y comercialización de cadenas de valor. • Desarrollo de "pipeline" y construcción de ecosistemas	• *Cooperación Técnica con AGRICULTURA para mejora comercialización* • *Fondo de impacto "Regenera Ventures"*	*En implementación*	• *Sinergia con asistencia técnica en temáticas de acceso a mercado y soluciones digitales.* • *Adquirir conocimiento y contactos para oportunidades de inversión no soberanas*

	FAO-AGRICULTURA	Clave	• Acceso a fondos climáticos en alianza con FAO y la Secretaría de Agricultura • Apoyo al Gobierno de México para la adaptación de los pequeños productores a las sequías y plagas en cadenas emblemáticas	• Proyecto para la adaptación al cambio climático de pequeños productores de café y cacao de los estados de Guerrero, Oaxaca, Puebla, Veracruz y Tabasco • Desarrollo de seguros catastróficos	Formulación	• Colaboración en asistencia técnica a pequeños productores, con enfoque a mujeres y Pueblos Indígenas y Afrodescendientes
	IFC	*Relevante*	• *Upstream* en agronegocios, empresas de biológicos, seguros • Identificar, reconocer y potenciar proyectos tecnológicos innovadores para mayor producción sustentable en unidades de producción agropecuaria, forestales y pesqueras •	• Cartera de IFC • Proyectos de startups en etapa de implementación, • Incorporar a los pequeños productores agropecuarios y forestales en el uso de los bonos de carbono	Potencial	• Vinculación de pequeños y medianos productores para la adopción de soluciones tecnológicas innovadoras a través de a los startups • Utilización de sinergias en temas de innovación como vía para mejorar el encadenamiento de pequeños y medianos productores en la producción de alimentos prioritarios • Esfuerzos focalizados en ampliar las oportunidades de financiamiento para pequeños productores identificando mecanismos para facilitar su participación en mercados de carbono

	AMEXCID	Relevante	• CSSyT – intercambio de soluciones para la mejora de productividad y servicios financieros digitales • CSSyT Desplazados climáticos	• Valorar la pertinencia de algunos países en la región de América Latina y el Caribe, África, y Asia y el Pacífico (asistencia técnica e inversiones en marcha y futuras)	Potencial	• Priorización de enfoques innovadores para priorizar colaboración para reduccir la brecha de acceso a recursos productivos, a través del uso de tecnología (sistemas climáticos inteligentes), entre otros
	Universidades y Centros de Conocimiento	Relevante	• Promover la generación, acceso y uso de evidencia y conocimiento	• Dentro de los programas en implementación financiados por FIDA	Potencial	• Esfuerzos consolidados para generar productos de conocimiento pertinentes para política pública y mejora de la gestión interna que resulten de documentar intervenciones de FIDA • Consolidación de documentación estudios y evaluaciones sobre resultados de intervenciones financiadas por el FIDA
Cofinanciamiento	Fondo Verde para el Clima	Clave	• Proyecto Cuenca Balsas	• Estados Guerrero, Jalisco, Morelos, Michoacán, Oaxaca, Puebla, Tlaxcala y Estado de México	En implementación	• Utilización de fondos ya otorgados para la diversificación de financiamiento e incorporación de fuentes de financiamiento combinado para ampliar el apoyo poblaciones objetivo
	Fondo Adaptación	Clave	• Incorporación de enfoques integrales de gestión de los recursos naturales que atraigan	• Territorios prioritarios identificados en el COSOP	En formulación	• Cofinanciamiento de etapas iniciales de procesos transformativos en

			otros actores para cofinanciar emprendimientos			la producción de café y cacao que consoliden procesos y mejoren cumplimiento de requisitos para hacerlos elegibles en los ecosistemas de financiamiento existentes para poblaciones rurales
	Fondo Mundial para el Medio Ambiente	Clave	• Proyecto AGRIBIOMEX • Promoción y consolidación de prácticas agro-productivas innovadoras que integren conservación de la biodiversidad, manejo sostenible de recursos naturales y resiliencia climática • Fortalecimiento de cadenas de valor sostenibles para facilitar el cumplimiento de estándares ambientales y de mercado	• Noroeste – Sonora; Pacífico Norte – Jalisco y Nayarit; Noreste – San Luis Potosí, Tamaulipas y Nuevo León; Centro – Estado de México, Morelos y Ciudad de México; Pacífico Sur – Guerrero y Oaxaca; y, Sureste – Chiapas, Oaxaca y Veracruz	En implementación	• A través de la capacitación técnica de beneficiarios, incremento en la elegibilidad de proyectos liderados por poblaciones rurales dentro de los ecosistemas de financiamiento verde, potenciando su acceso a inversiones del sector privado y escalando impactos en conservación y desarrollo rural
	Multilaterales (BM, BID) y cooperaciones bilaterales	Clave	• Posibilidad de generar impacto a mayor escala.	• Territorios prioritarios identificados en el COSOP	Potencial	• Cofinanciamiento de grandes proyectos de inversión y/o esquemas innovadores de financiamiento a través de instrumentos de préstamos basados en resultados y/o en políticas.
	Sector Privado	Clave	• Impulsar la cofinanciación de etapas iniciales de procesos agregadores y/o innovadores en cadenas de valor prioritarias, facilitando su consolidación y el cumplimiento de estándares	• Territorios prioritarios identificados en el COSOP	Potencial	• Plataformas facilitadas para que tanto pequeños y medianos productores como empresas "ancla" puedan ampliación

			técnicos, productivos y de sostenibilidad • Acciones de profesionalización y agregación de valor para incrementar la participación de MIPYMES, Jóvenes y mujeres			de oportunidades de inversión y acceso a mercados locales • Estrategias diferenciadas para la identificación y consolidación de alianzas inclusivas con actores privados, que mejoren el acceso a mercados, empleo, tecnología, financiamiento y servicios
Capacitación	CONAFOR/ AGRICULTURA	Clave	• Desarrollo de capacidades técnico-productivas y de gestión económica en pequeños y medianos productores en cadenas prioritarias • Plataforma de asistencia técnica integral, que aproveche la experiencia de Escuelas de Campo (Producción para el Bienestar) y de Comunidades de Aprendizaje Campesino (Sembrando Vida)	• Territorios prioritarios identificados en el COSOP	Potencial	• Capacidades selectas técnico-productivas de población objetivo y funcionarios públicos mejoradas, que eventualmente pudieran resultar en mejoras en la productividad de cadenas prioritarias
	FIRA	Relevante	• Temas asociados a la transformación de procesos para mejorar la productividad en cadenas de valor prioritarias a través de escuelas de campo	• Territorios prioritarios identificados en el COSOP	Potencial	• Adopción de enfoques innovadores pertinentes en la reducción de la brecha de acceso a recursos productivos
	AMEXCID	Relevante	• Fortalecimiento de capacidades en instituciones rurales prioritarias a través de acciones CSSyT para que participen y lideren eficazmente programas y políticas de desarrollo rural • Comunidades de Aprendizaje Campesino (Sembrando Vida)	• Valorar la pertinencia de algunos países en la región de América Latina y el Caribe, África, y Asia y el Pacífico (asistencia técnica e inversiones en marcha y futuras)	Potencial	• Reducción de brechas de conocimiento y capacitación reducidas para poblaciones rurales con enfoque en mujeres y Pueblos Indígenas y Afrodescendientes

	NAFIN	Opcional	• Diseminar cursos de capacitación en lenguas originarias ya existentes • Revisión y mejoramiento de capacitaciones con enfoque en mujeres rurales indígenas	• Comunidades indígenas dentro de proyectos en implementación	Potencial	• Reducción en brechas de conocimiento alfabetismo digital aumentado, autonomía económica y social mejorada en poblaciones identificadas en territorios con intervenciones FIDA existentes
	INIFAP	Opcional	• Impulsar escuelas de campo para pequeños productores en temas de interés estratégico definidos por la Secretaría de Agricultura • Promover la transformación de procesos productivos en cadenas de valor prioritarias, a través de formación práctica en escuelas de campo orientadas a mejorar productividad y competitividad	• Territorios prioritarios identificados en el COSOP	Potencial	• Reducción en brecha de conocimiento de pequeños productores, mujeres y Pueblos Indígenas y Afrodescendientes en poblaciones identificadas dentro de territorios con intervenciones FIDA existentes • • Fortalecimiento de la sinergia entre Centros de Investigación Regional del INIFAP y otros centros para llevar la investigación de frontera a los pequeños y medianos productores que están situados dentro de territorios con intervenciones FIDA existentes

Colaboración en el ámbito de las políticas a nivel nacional	IICA CIMMYT	Relevante	• Impulsar sistemas agroalimentarios sostenibles y resilientes mediante un mejor diseño de políticas públicas, sistemas de gobernanza inclusivos e innovaciones digitales • Sistemas agroalimentarios y la adaptación al cambio climático desde el enfoque territorial, articulando a un conjunto de actores, instituciones y organizaciones de la sociedad civil de diferentes niveles en torno a innovaciones sociales, institucionales y productivas	• Estados de AGRIBIOMEX: Noroeste – Sonora; Pacífico Norte – Jalisco y Nayarit; Noreste – San Luis Potosí, Tamaulipas y Nuevo León; Centro – Estado de México, Morelos y Ciudad de México; Pacífico Sur – Guerrero y Oaxaca; y, Sureste – Chiapas, Oaxaca y Veracruz	Potencial	Capacidades técnicas mejoradas para gestionar: • Sistemas agroalimentarios dinámicos resilientes ante la crisis climática • Sistemas agroalimentarios sostenibles en la producción y comercialización de alimentos • Sistemas agroalimentarios efectivos en promover dietas saludables
Fortalecer la red de intermediarios financieros no bancarios en el medio rural	CONCAMEX	Relevante	• Las SOCAPs son clave para ampliar la inclusión financiera de pequeños productores en regiones de difícil acceso y mayores costos para la banca comercial • Hay un potencial importante para incluir más SOCAPs en la red de intermediarios financieros operada por FIRA • Se requiere ampliar las áreas de atención de las SOCAPs para incluir servicios financieros para PyMEs en procesos de transformación y comercialización • Es necesario fortalecer el desarrollo de capacidades en las SOCAPs en temas de digitalización para acercar sus servicios a los socios	• Focalización en SOCAPs que operan en el Sur Sureste del país. • Escalamiento de buenas prácticas en SOCAPs que ya operan como intermediarios financieros en la red de FIRA. • Sistematización de la experiencia de las SOCAPs que van a operar créditos en el Programa Cosechando Soberanía (SADER-FIRA) • Ampliar la sinergia entre los productos y servicios financieros de las SOCAPs con el sector de seguros agrícolas (Fondos de Auto aseguramiento, AGROASEMEX y aseguradoras privadas)	Potencial	Estrategias ajustadas a las necesidades de poblaciones objetivo de FIDA para: • Ampliar la inclusión financiera de los pequeños productores, con énfasis en mujeres e indígenas • Abrir oportunidades a la participación de las SOCAPs en el financiamiento a la agroindustria y comercialización de PyMEs • Ofrecer servicios de cobertura y costo apropiado al perfil y necesidades de los pequeños productores • Facilitar el financiamiento para actividades no agrícolas

						(artesanías, panaderías, carpintería, plomería)
	AMEXCID	Relevante	• Proyectos piloto conjuntos • Diálogos de política temáticos • Asistencia técnica recíproca	• Valorar la pertinencia de algunos países en la región de América Latina y el Caribe, Asia y el Pacífico	Potencial	• Implementación colaborativa de iniciativas innovadoras para probar y adaptar productos financieros • Intercambio de expertos

Transition projections[20]

Tabla de Contenidos

1. Introducción a las proyecciones de transición para México 34
2. Contexto macroeconómico y social 34
Panorama general de la economía 34
Proyecciones de Crecimiento Económico para México: 2025–2031 41
3. Criterio Uno: Acceso a capital externo para el desarrollo tasas razonables 43
4. Criterio Dos: Evaluación del Desempeño Rural Sostenible (RSPA) 46
Retos del sector agrícola y climático 47
RSPA 1.1: Políticas y marcos para el desarrollo rural 48
RSPA 3.2: Políticas sobre el cambio climático 51
RSPA 4.1. Acceso y uso de los servicios financieros rurales..... 54
5. Criterio Tres: Avance de los ODS – incidencia de pobreza, desigualdad, desigualdad de género, hambre 57
Distribución regional de pobreza, ingreso y vulnerabilidad 61
6. Apéndice: cuadros y gráficas de soporte 74
Referencias 84

[20] Apéndice desarrollado con el apoyo del Tecnológico de Monterrey.

Introducción a las proyecciones de transición para México

La transición de México dentro del marco estratégico del FIDA hacia la graduación del financiamiento concesional requiere una evaluación integral basada en la resiliencia económica, el desempeño en el desarrollo rural y la inclusión social. Este apéndice ofrece la base analítica para evaluar la transición de México durante el periodo COSOP 2026–2031, organizada en torno a los tres criterios de graduación del FIDA: (1) Acceso a los mercados internacionales de capital; (2) Desempeño institucional y de políticas para fomentar un desarrollo rural sostenible e inclusivo, y (3) Progreso hacia los Objetivos de Desarrollo Sostenible (ODS).

Contexto macroeconómico y social

Panorama general de la economía

Entre 2010 y 2017, la economía mexicana experimentó una expansión moderada, con tasas de crecimiento del PIB que pasaron de 5.0% en 2010 a 1.8% en 2017. La inflación se mantuvo en niveles relativamente estables, aunque repuntó a 6.8% en 2017, mientras que las tasas de interés comenzaron a subir tras años de niveles bajos. El tipo de cambio se depreció de 12.6 a 18.9 pesos por dólar en el periodo, lo que reflejó presiones externas. La inversión extranjera directa se mantuvo entre 2.1% y 3.6% del PIB, mientras que las remesas registraron un ligero incremento, de 2.1% a 2.8% del PIB. Asimismo, el precio de la mezcla mexicana descendió de niveles superiores a 100 dólares por barril a menos de 50.

Entre 2018 y 2024, México experimentó fuertes fluctuaciones macroeconómicas. La economía se contrajo -8.3% en 2020 debido al COVID-19, pero se recuperó con un crecimiento de 6.0% en 2021 y se estabilizó en 1.5% en 2024. Entre 2000 y 2024, el Producto Interno Bruto (PIB) per cápita de México en precios constantes mostró un crecimiento moderado pero desigual, reflejando una mayor volatilidad económica y choques externos. La inflación alcanzó un máximo de 7.8% en 2022 antes de disminuir a 4.2% en 2024. Las tasas de interés promedio aumentaron a 10.7%, y las remesas alcanzaron el 3.1% del PIB. Sin embargo, la inversión extranjera directa cayó al 2.0% del PIB, y el espacio fiscal se redujo drásticamente, con requerimientos financieros del sector público (RFSP)[21] del 5.7% del PIB y una deuda pública del 51.4% del PIB[22] (Cuadro 1 y figuras 1 y 2).

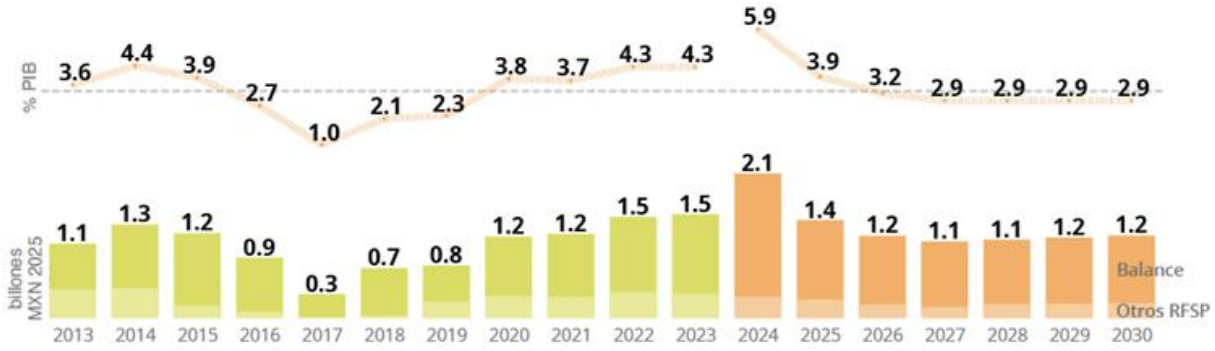
[21] Medida más amplia del déficit fiscal.
[22] Análisis del paquete económico 2024 en CIEP (2024); Banco de indicadores en INEGI (s.f.).

Cuadro 1: Indicadores Macroeconómicos (2018-2024)

Indicador	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
PIB (Variación real anual)	5.0	3.5	3.5	0.8	2.5	2.7	1.8	1.8	2.0	-0.4	-8.3	6.0	3.7	3.3	1.5
INB (variación real anual)	3.5	2.0	2.2	-0.4	1.3	1.6	0.8	0.9	1.0	-1.3	-9.1	5.3	2.9	2.3	-
Balanza comercial total (Millones USD)	-4,681	3,009	1,409	-1,195	-3,071	-14,698	-13,134	-10,961	-13,590	5,362	34,185	-10,754	-26,917	5,470	-8,212
Inversión extranjera directa (% del PIB)	2.5	2.1	1.7	3.6	2.2	3.0	2.8	2.8	2.7	2.7	2.5	2.5	2.5	2.0	2.0
Ingresos por remesas (% del PIB)	2.1	2.0	1.9	1.8	1.9	2.2	2.6	2.8	2.7	2.8	3.7	4.0	4.0	3.5	3.1
Inflación (índice de precios)	4.4	3.8	3.6	4.0	4.0	2.1	3.4	6.8	4.8	2.8	3.1	7.4	7.8	4.7	4.2
Tasa de interés promedio (CETES 28 días)	4.4	4.2	4.2	3.7	3.0	2.9	4.7	6.7	7.6	7.8	5.3	4.4	7.7	11.1	10.7
Tipo de cambio (promedio, pesos por USD)	12.6	12.4	13.2	12.7	13.3	15.8	18.7	18.9	19.2	19.3	21.5	20.3	20.1	17.8	18.3
Mezcla Mexicana del Petróleo (precio promedio, USD por barril)	72.1	101.0	101.8	98.5	86.0	43.3	35.7	46.7	45.7	55.7	35	65	90.6	71.1	70.3

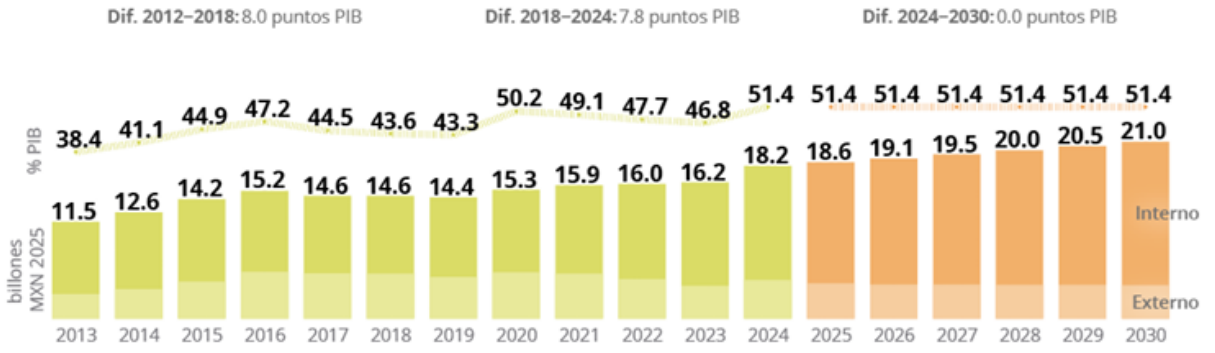
Fuente: Elaboración propia, con datos de BANXICO (s.f.), SHCP (s.f.), CIEP (2024), INEGI (2024b), INEGI (s.f.-a), SE (s.f.) y SHCP (2025b).

Figura 1: Requerimientos financieros del Sector Público) (MXN pesos y % del PIB)



Fuente: Elaboración propia con información del SHCP (2025a).

Figura 2: Saldo Histórico de Requerimientos Financieros del Sector Público (MXN pesos y% del PIB)

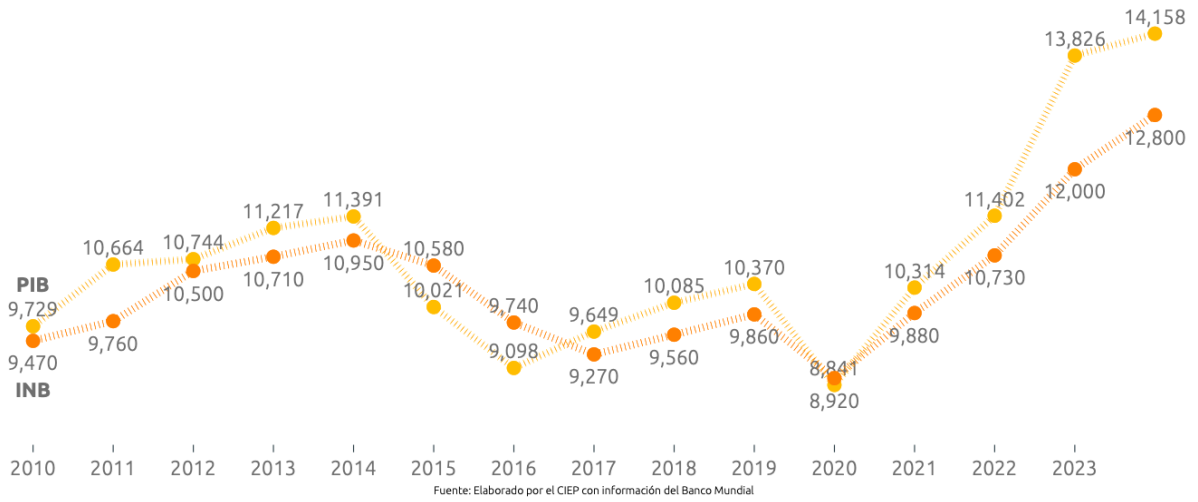


Fuente: Elaboración propia con información del SHCP (2024b).

Entre 2010 y 2024, el INB y el PIB per cápita de México mostraron trayectorias similares (ver figura 3). En la mayoría de los años, el PIB superó al INB, lo que

indica una salida neta de rentas del país. Esta diferencia fue más marcada en 2014, donde el PIB fue 441 dólares mayor que el INB. Sin embargo, en 2020, el INB superó ligeramente al PIB, lo que podría estar relacionado con una caída en los flujos de salida debido a la crisis por COVID. A partir de 2021, ambos indicadores retomaron un crecimiento, con una diferencia a favor del PIB: en 2024, el PIB alcanzó 14,158 dólares, mientras que el INB 12,800 dólares. En términos nominales, el INB per cápita creció 45.5% en el periodo de análisis, mientras que el PIB per cápita aumentó 35.1%. Este crecimiento fue interrumpido en 2020 con la pandemia de COVID-19, cuando el PIB per cápita cayó bruscamente debido a una contracción del 8.3% del PIB real. La recuperación ha sido gradual y limitada por la inflación, la baja inversión y la persistente informalidad en el mercado laboral. Las limitaciones estructurales como la desigualdad de ingresos y las disparidades regionales han amortiguado aún más las ganancias per cápita en la economía rural[23].

Figura 3: Producto Interno bruto (PIB) e Ingreso Nacional Bruto (INB) (USD Per cápita)



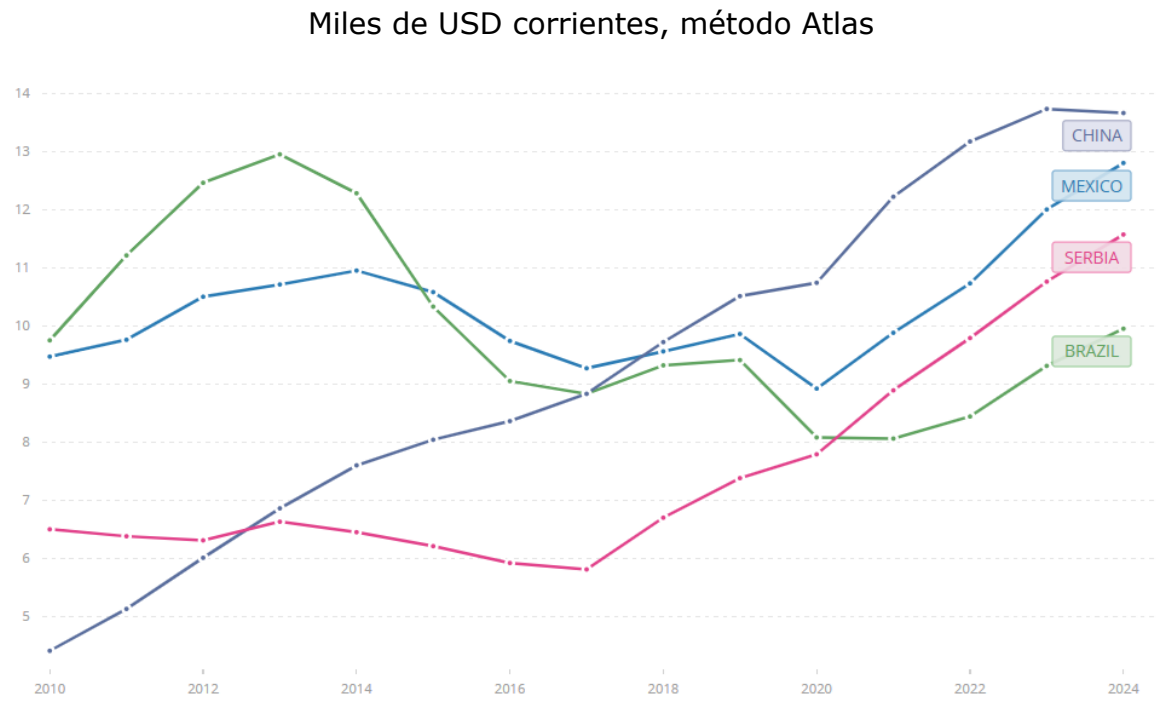
Nota: PIB en dólares corrientes – línea amarilla; INB dólares corrientes método Atlas – línea naranja
Fuente: Elaboración propia con información del Banco Mundial (2024b).

En comparación con países pares, México se encuentra rezagado respecto a otras economías de ingreso medio-alto[24] en América Latina y el mundo. Por ejemplo, el INB per cápita de China alcanzó más de 13,660 USD en 2024, incluso Argentina, a pesar de sus propios desafíos económicos, mantuvo un ingreso per cápita superior. Aunque México tiene una performance mejor que otros países de ingresos medios altos como Serbia y Brasil, el lento crecimiento de la productividad en México y la limitada inversión pública en capital humano e infraestructura rural han contribuido a esta brecha (World Bank, 2023a). Además, el INB per cápita de México permanece muy por debajo del promedio de la OCDE

[23] Banco Mundial, Indicadores del Desarrollo Mundial (WDI), PIB per cápita de Banco Mundial (s.f.).
[24] Clasificación de países del Banco Mundial por nivel de ingreso.

y lejos de una convergencia con los referentes de ingresos altos, lo que subraya la necesidad de reformas estructurales que mejoren la equidad territorial y la diversificación económica (OCDE, 2024).

Figura 4: Ingreso Nacional Bruto (INB) per cápita. Países de renta media alta seleccionados



Fuente: Elaboración propia con información del Banco Mundial (2024b)

A pesar de su clasificación como país de ingreso medio-alto, México presenta disparidades territoriales y sociales profundamente arraigadas. Alrededor del 21% de la población vive en zonas rurales, concentradas en estados del sur con altas tasas de pobreza y producción agrícola de bajo valor agregado. En 2024, el 11.1% de las personas ocupadas trabajaban en los sectores de agricultura, silvicultura y pesca, pero la participación de este sector en el PIB se mantuvo baja, alrededor del 3.8%. La pobreza rural sigue siendo desproporcionadamente alta en regiones como Chiapas, Oaxaca, Guerrero y Veracruz.

A nivel subnacional, la economía varía considerablemente. Según el informe 2023 del INEGI sobre el Producto Interno Bruto por Entidad Federativa (PIBE), el PIB nacional de México registró un crecimiento real anual de 3.3% en comparación con 2022. Este crecimiento fue generalizado, con 30 de 32 entidades registrando aumentos. Las expansiones más significativas se observaron en Quintana Roo (13.2%), San Luis Potosí (8.0%), Oaxaca (7.6%), Campeche (7.5%) y Aguascalientes (6.2%). El crecimiento de estas entidades fue impulsado por sectores como el turismo, la manufactura y la energía. Por el contrario, Coahuila y Tamaulipas experimentaron ligeras contracciones de 0.7% y 0.1%, respectivamente.

El informe también destaca la distribución de actividades económicas en el país. Las actividades primarias, como la agricultura, silvicultura, pesca y caza, representaron una porción menor del PIB, con un valor total de 61,133 millones de USD. Las actividades secundarias, que incluyen la industria manufacturera y la construcción, y las terciarias, como los servicios, mostraron contribuciones variables según la entidad. Por ejemplo, estados como Sonora y Ciudad de México tuvieron aportaciones significativas de los sectores industrial y de servicios, respectivamente. En conjunto, los datos subrayan el paisaje económico diverso de México, con fortalezas regionales que influyen en el crecimiento económico nacional (INEGI, 2023c).

Los niveles de PIB per cápita entre las 32 entidades federativas de México revelan marcadas disparidades regionales, reflejo de desigualdades estructurales de larga data en el desarrollo económico. Según los datos del INEGI de 2023, Campeche registró el PIB per cápita más alto con 27,000 USD, principalmente debido a las actividades de extracción de petróleo. Ciudad de México le siguió con 21,000 USD, apoyada por su concentración de servicios financieros, comercio de alto valor y administración gubernamental. Nuevo León también destacó con 16,000 USD, sustentado por una sólida base industrial. Estos estados superan ampliamente el promedio nacional, destacando su integración en sectores de alta productividad. En contraste, los estados del sur —Chiapas (3,200 USD), Oaxaca (5,300 USD) y Guerrero (4,350 USD)— se ubicaron en los últimos lugares. Estas regiones enfrentan barreras persistentes al desarrollo, incluyendo infraestructura limitada, baja inversión y altos niveles de pobreza. La brecha entre los estados más ricos y los más pobres en términos per cápita supera un factor de 6, lo que subraya la necesidad urgente de políticas de equidad territorial. Esta divergencia en la producción económica por persona también refleja desigualdades más amplias en el acceso a servicios, empleo e inversión pública en todo México.

Figura 5: PIB per cápita ($ mexicanos), por entidad federativa (2022)

Fuente: Elaboración propia con información de INEGI (s.f.-b).

A nivel global, el entorno macroeconómico sigue siendo incierto y desafiante para economías emergentes como México. La alta inflación ha desencadenado políticas monetarias restrictivas en economías avanzadas, elevando las tasas de interés globales y encareciendo el capital. Simultáneamente, la inestabilidad geopolítica—especialmente en mercados energéticos y comercio internacional—ha incrementado la aversión al riesgo y frenado la inversión. Para México, que depende en gran medida de las exportaciones a Estados Unidos y de las remesas, estas vulnerabilidades externas restringen su margen de acción en política económica. Aunque México conserva acceso a mercados internacionales de capital con calificaciones de grado de inversión, el panorama fiscal se ve presionado por un gasto rígido y una menguante reserva fiscal, dificultando el uso de medidas contracíclicas para estimular el crecimiento.

México está experimentando una profunda transformación demográfica caracterizada por un menor crecimiento poblacional, un envejecimiento acelerado y patrones complejos de migración interna e internacional. En 2023, la población de México alcanzó los 129.5 millones de personas, compuesta por un 51.7% de mujeres y un 48.3% de hombres (INEGI, 2023b). La tasa general de crecimiento demográfico ha disminuido (0.9% en 2023), impulsada por la reducción de la fecundidad y el aumento de la esperanza de vida. La tasa de fecundidad descendió a 1.60 hijos por mujer en 2023 (de 2.15 en 2015), muy por debajo del nivel de reemplazo de 2.1. Esta caída es más pronunciada en áreas urbanas y entre

mujeres con niveles educativos más altos. Por ejemplo, las Mujeres urbanas tuvieron una tasa de fecundidad de 1.44, frente a 2.13 en zonas rurales. La proporción de personas menores de 15 años disminuyó del 25.3% en 2018 al 22.7% en 2023, mientras que la población de 60 años o más aumentó del 12.3% al 14.7% (López, A. y Jiménez, L., 2024).

Este cambio demográfico no es uniforme en todo el país. Entidades como Ciudad de México, Colima, Sonora y Veracruz están entrando rápidamente en etapas avanzadas de envejecimiento, con más del 20% de su población estimada como adulta mayor para 2030. En contraste, Chiapas, Quintana Roo y Baja California Sur aún se encuentran en etapas tempranas de transición demográfica debido a su mayor fecundidad y estructuras etarias más jóvenes.

La migración continúa siendo una fuerza demográfica importante en México. Entre 2018 y 2023, aproximadamente 1.2 millones de personas emigraron del país, un incremento del 60% en comparación con el quinquenio anterior. De estos migrantes, el 78.5% eran hombres y el 50.6% tenían entre 15 y 29 años, lo que sugiere que la movilidad laboral sigue siendo un motor clave de la emigración (INEGI, 2023b).

Las remesas representan un pilar económico para México, pues en 2024 alcanzaron los 65 mil millones de dólares, equivalentes al 4% del PIB nacional, con un peso aún mayor en entidades con altos niveles de pobreza como Michoacán y Guerrero, donde representan hasta el 16% del PIB local. México es hoy el segundo país que más remesas recibe en el mundo, solo detrás de India, y el primero en América Latina, con 95% de los flujos provenientes de Estados Unidos, sobre todo de California y Texas. Estos recursos contribuyen a 4.5 millones de hogares, principalmente en zonas rurales, y han crecido de manera constante en las últimas dos décadas, aunque en abril de 2025 se registró una caída del 12% interanual, la mayor desde 2012, atribuida al envejecimiento de los migrantes, la reducción de nuevos flujos migratorios irregulares y la incertidumbre económica en EE.UU.

El ecosistema de las remesas en México es uno de los más regulados de la región, con costos de envío entre los más bajos en América Latina (4.8% en promedio por 200 dólares enviados). La mayoría de los pagos se realiza en efectivo a través de bancos, empresas de transferencia, tiendas y supermercados como Elektra, Oxxo y Walmart, aunque hay un proceso de digitalización en marcha, con mayor uso de transferencias electrónicas y la entrada de empresas fintech y de criptomonedas como Bitso. Sin embargo, la inclusión financiera sigue siendo limitada: solo 53% de los adultos tiene una cuenta formal y el acceso al crédito bancario es bajo, lo que mantiene al efectivo como el principal medio de pago.

En este contexto, el principal reto es sostener el flujo de remesas frente a cambios regulatorios y fiscales, como el nuevo impuesto de 1% en Estados Unidos que entrará en vigor en 2026 y podría reducir en 6% los envíos a México. Para mitigar los riesgos y potenciar los beneficios de estas transferencias, se recomienda fortalecer la regulación y la transparencia del mercado, ampliar el acceso a servicios financieros formales, impulsar la digitalización y la educación financiera, y promover el ahorro y la inversión de los receptores en proyectos productivos.

De esta forma, las remesas pueden convertirse no solo en un apoyo para el consumo inmediato, sino en una herramienta para impulsar el desarrollo, reducir desigualdades y aumentar la resiliencia económica del país (Financing Facility for Remittances (FFR), PMI, 2025).

Proyecciones de Crecimiento Económico para México: 2025–2031

Las proyecciones de crecimiento económico para México hacia 2030 están marcadas por una serie de desafíos estructurales y coyunturales. La Secretaría de Hacienda espera que el PIB crezca entre 1.5% y 2.5% en 2026, apoyado por el consumo interno, la inversión en infraestructura y los efectos esperados del Plan México. Esta estrategia gubernamental busca aprovechar el fenómeno de la relocalización industrial (nearshoring[25]) para dinamizar sectores como manufactura avanzada y energía limpia. Sin embargo, la agencia Fitch Ratings anticipa una contracción económica de -0.4% en 2025, mientras que el Banco Mundial ajustó a la baja su estimación para México y ahora prevé un crecimiento de apenas 0.2% para 2025 y 1.1% para 2026, reflejando las tensiones comerciales, la desaceleración de EE.UU. y la débil demanda interna. Este es uno de los pronósticos más conservadores entre las instituciones internacionales y pone en evidencia la fragilidad de la recuperación mexicana. Por otro lado, el Fondo Monetario Internacional estima una contracción económica de -0.3% para 2025 y 1.4% de crecimiento para 2026 (Cuadro 3).

Cuadro 2: Empleo agrícola y desigualdad en entidades federativas en México

[25] la estrategia por medio de la cual una empresa reubica sus procesos comerciales o productivos en países que se encuentran más cercanos a su principal mercado y que le generan costos más bajos (Gaceta UNAM, 2023).

Entidad federativa	Población empleada en el sector agrícola (2023)	Participación de la entidad federativa en el PIB agrícola (2023)	Coeficiente de Gini
Aguascalientes	23,905	1.5	0.43
Baja California	62,336	2.8	0.38
Baja California Sur	25,039	0.8	0.41
Campeche	76,382	0.9	0.44
Coahuila	36,762	2.1	0.39
Colima	42,451	1.1	0.38
Chiapas	689,602	2.7	0.47
Chihuahua	138,662	6.9	0.44
Ciudad de México	32,100	0.1	0.46
Durango	109,339	3.1	0.39
Guanajuato	272,411	5.6	0.37
Guerrero	472,609	1.9	0.45
Hidalgo	214,607	1.4	0.39
Jalisco	371,539	14.2	0.37
México	306,442	3.2	0.38
Michoacán	522,420	10.5	0.43
Morelos	83,388	1.0	0.41
Nayarit	100,404	1.4	0.44
Nuevo León	59,915	1.1	0.40
Oaxaca	569,594	2.2	0.45
Puebla	482,847	3.7	0.40
Querétaro	58,888	1.6	0.39
Quintana Roo	48,348	0.4	0.41
San Luis Potosí	158,036	2.8	0.41
Sinaloa	210,637	6.2	0.39
Sonora	137,822	6.5	0.41
Tabasco	150,921	1.0	0.42
Tamaulipas	97,134	2.3	0.39
Tlaxcala	73,518	0.5	0.34
Veracruz	732,844	6.9	0.43
Yucatán	103,779	1.4	0.42
Zacatecas	134,921	2.1	0.41
Nacional	6,599,602		0.43

Fuente: Elaboración propia con información de INEGI (s.f.-b), INEGI (2024a) y CONEVAL (2022).

Cuadro 3: Proyecciones de crecimiento para México

Institución	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Secretaría de Hacienda y Crédito Público	1.5	1.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5
Banco Mundial (BM)	0.2	1.1	1.8				
Fondo Monetario Internacional (FMI)	-0.3	1.4					

Fuente: Elaboración propia con información de SHCP (2024a), Banco Mundial (2025) y International Monetary Fund (2025)

Criterio Uno: Acceso a capital externo para el desarrollo a tasas razonables

Durante 2024, la economía mexicana mostró signos de moderación en su ritmo de crecimiento. El PIB creció 1.5% respecto a 2023, con expansiones en los sectores terciario y primario. La inversión fija bruta aumentó 0.7% respecto al trimestre anterior, impulsada principalmente por la maquinaria y equipo, aunque la construcción mostró una contracción ligera (CEFP, s.f.). El sector externo mostró un comportamiento positivo. Las exportaciones totales se expandieron 2.7% y las manufactureras crecieron 3.6%. Sin embargo, las importaciones de bienes de capital cayeron 3.1%, lo cual puede sugerir una desaceleración de la inversión en capacidad productiva (CEFP, 2024). Además, el informe del Banco Mundial de abril 2024 subraya que México ha mantenido una resiliencia relativa frente al enfriamiento global gracias a sus lazos comerciales con EE.UU. y la estabilidad de su tipo de cambio (Banco Mundial, 2024a).

En 2023, la Secretaría de Hacienda publicó la Taxonomía Sostenible, la cual consiste en un sistema de clasificación que permite identificar y definir qué actividades económicas, proyectos o activos pueden considerarse sostenibles, es decir, aquellos que generan impactos ambientales y sociales positivos con base en criterios claros y verificables. Su propósito es ofrecer un marco común y confiable para orientar las decisiones de inversión y financiamiento, evitando la ambigüedad en torno a qué es “verde” o “sostenible” y reduciendo los riesgos de prácticas de simulación como el greenwashing. Al contar con una taxonomía, tanto empresas como instituciones financieras y gobiernos disponen de una herramienta para dirigir capital hacia actividades que contribuyan efectivamente al desarrollo sostenible (Secretaría de Hacienda y Crédito Público, 2023).

En este contexto, la Taxonomía Sostenible de México aporta certeza, transparencia y estandarización a los mercados financieros, generando confianza en inversionistas internacionales al garantizar comparabilidad con otros marcos internacionales, como la taxonomía de la Unión Europea. Esto fortalece la

movilización de capital privado y público hacia proyectos sostenibles, ampliando las fuentes de financiamiento disponibles. Para empresas y gobiernos, utilizar esta herramienta abre la puerta al acceso de bonos verdes, sociales o sostenibles, préstamos temáticos y créditos verdes, en mejores condiciones financieras, dado el creciente apetito global por activos responsables (Secretaría de Hacienda y Crédito Público, 2023).

Además, al producir información estandarizada sobre flujos de financiamiento sostenible, la taxonomía facilita el diseño de políticas públicas y estrategias financieras que aumentan la competitividad del país en los mercados de capital. En consecuencia, México refuerza su credibilidad como emisor de deuda sostenible, lo que le permite negociar tasas de interés más bajas y plazos más favorables, ya que los inversionistas externos perciben menor riesgo al invertir en un entorno con reglas claras y métricas verificables. En conjunto, la taxonomía se convierte en un mecanismo estratégico para abaratar y diversificar el acceso a financiamiento externo, alineando al país con las expectativas de los mercados financieros globales y consolidando su liderazgo en la transición hacia un modelo económico sostenible (Secretaría de Hacienda y Crédito Público, 2023).

El manejo de las reservas internacionales y la estrategia de cobertura petrolera mantuvieron la estabilidad del portafolio de deuda externa. La deuda externa del gobierno federal representó el 16.2% del total de la deuda federal en 2024, y se estima que descenderá a 15.3% en 2025 (SHCP, 2024b). Este esfuerzo contribuye a reducir riesgos cambiarios y mitigar la volatilidad externa. Según el FMI (2024), México se mantiene por debajo del umbral de riesgo en relación a reservas internacionales y deuda externa, reforzando su credibilidad en mercados internacionales.

En 2025, el Plan Anual de Financiamiento (PAF) aprobado contempla un endeudamiento neto de hasta 1.58 billones de pesos y 15.5 mil millones de dólares. El Saldo Histórico de los Requerimientos Financieros del Sector Público (SHRFSP) se mantendrá en 51.4% del PIB, nivel comparable con economías emergentes (CEFP, s.f.). Sin embargo, en 2024 cerró con un déficit de 5.7% del PIB, el más alto en los últimos 20 años, medido por los Requerimientos Financieros del Sector Público (RFSP). Debido a ello, para 2025 en adelante, se proyecta una consolidación fiscal gradual, pero con menor espacio fiscal para garantizar derechos como la salud y la educación, si se mantiene la distribución del gasto actual que se concentra en pago de deuda y pensiones (CIEP, 2025). En línea con esta perspectiva, la OCDE advierte que la política fiscal mexicana debe ampliar su base recaudatoria para sostener el gasto público estructural sin deteriorar la sostenibilidad (OCDE, 2024).
Por otro lado, durante los primeros tres trimestres de 2024, la Inversión Extranjera Directa (IED) ascendió a 35,737.5 millones de dólares, 8.5% más que en 2023. El 86% de este monto provino de reinversión de utilidades, lo cual refleja confianza empresarial en el país, pero los niveles de nueva inversión no son los esperados. Las manufacturas concentraron el 54.3% de la IED, seguidas por servicios financieros y minería (CEFP, 2024). Estados Unidos, Japón y Alemania lideraron como principales países inversores. Ciudad de México, Estado de México y Baja

California fueron los destinos principales. Asimismo, la Conferencia de las Naciones Unidas sobre Comercio y Desarrollo (UNCTAD) destaca que México es uno de los tres principales receptores de IED en América Latina, gracias a su infraestructura logística y acuerdos comerciales como el TEC (UNCTAD, 2024).

La economía mexicana enfrenta una coyuntura que demanda un balance entre estabilidad fiscal, impulso productivo y equidad social. El crecimiento agropecuario y la IED ofrecen oportunidades, pero es necesario fortalecer la inclusión financiera, especialmente en zonas rurales. El reto para 2025 será consolidar una senda de crecimiento inclusivo y fiscalmente sostenible, con políticas públicas que respondan a las desigualdades estructurales y las exigencias de una transición verde y equitativa.

La economía mexicana enfrenta en 2025 un entorno de creciente vulnerabilidad, condicionado por amenazas externas como el regreso del proteccionismo comercial en Estados Unidos y riesgos internos relacionados con la incertidumbre macroeconómica y fiscal. En particular, las propuestas de la administración de Donald Trump para imponer aranceles generalizados reavivan temores sobre una posible recesión en México, como advierten tanto Moody's como Fitch Ratings. Las medidas propuestas incluyen aranceles a México y Canadá, además de tarifas más altas para China.

México es especialmente vulnerable a esta dinámica ya que el 83% de las exportaciones mexicanas están dirigidas al mercado estadounidense, lo que representa cerca del 30% del PIB nacional. Estas cifras ilustran una alta dependencia que convierte a la economía mexicana en una de las más expuestas al retorno del proteccionismo estadounidense. Sectores clave como el automotriz, el energético, el agroindustrial y el manufacturero están directamente amenazados. Los aranceles no solo encarecerían los bienes mexicanos en EE.UU., reduciendo su competitividad, sino que desincentivarían nuevas inversiones en el país, afectando empleo, recaudación y dinamismo productivo (IMCO, 2025).

A lo anterior se suman tensiones financieras internas. Moody's ha advertido que los aranceles pueden deteriorar las finanzas públicas mexicanas porque podría haber una rebaja en la calificación crediticia soberana. Fitch, por su parte, prevé una posible recesión en 2025 si México no logra diversificar sus vínculos comerciales y reducir su exposición al mercado estadounidense. El debilitamiento del espacio fiscal mexicano, con crecientes rigideces en el gasto y una limitada capacidad de respuesta contracíclica, reduce los márgenes de maniobra ante choques externos. Además, la incertidumbre regulatoria y jurídica, así como la inseguridad pública, siguen afectando las decisiones de inversión en sectores estratégicos.

En 2025, la calificación crediticia de México por parte de SyP Global Ratings se mantiene en BBB en moneda extranjera y BBB+ en moneda local, con perspectiva estable. Esto significa que México es considerado como un país con una capacidad adecuada para cumplir con sus obligaciones financieras, aunque con una mayor vulnerabilidad ante eventos adversos en comparación con países con calificaciones

más altas. Es importante mencionar que, aunque la perspectiva es estable, las calificaciones crediticias pueden verse afectadas por diversos factores económicos y políticos, tanto a nivel nacional como internacional. Por lo tanto, es crucial monitorear de cerca la evolución de la situación económica de México y cualquier cambio en las políticas que puedan influir en su calificación crediticia. Asimismo, Fitch Ratings mantiene la calificación crediticia de México en BBB- con perspectiva estable. Esto significa que Fitch considera que México tiene una capacidad moderada para cumplir con sus obligaciones financieras, y la perspectiva estable indica que no se esperan cambios importantes en la calificación en el futuro cercano, al menos que ocurran eventos significativos en la economía o finanzas del país.

Bajo un escenario base de prudencia macrofiscal continua y continuidad en las políticas públicas, se espera que México mantenga su calificación de grado de inversión (BBB-/BBB) hasta 2031. Sin embargo, la rigidez fiscal, el bajo crecimiento económico y posibles choques externos podrían ejercer presiones a la baja sobre las calificaciones crediticias más allá del mediano plazo.

Cuadro 4: Capacidad para acceder a capital externo

Criterio	Indicador	COSOP anterior 2018-2024	Línea base	Medio término (2028)	Terminación (2031)
Capacidad para acceder a capital externo	Calificación de crédito				
	SyP	BBB	BBB	BBB	BBB

Fuente: Elaboración propia con información de F. Ratings (2025) y S. G. Ratings (2024)

Criterio Dos: Evaluación del Desempeño Rural Sostenible (RSPA)

Para evaluar el progreso de México en el establecimiento y mantenimiento de instituciones y políticas clave para un desarrollo rural socioeconómico sostenible y equitativo durante la implementación del COSOP, el FIDA utiliza su herramienta de Evaluación del Desempeño Rural Sostenible (RSPA, por sus siglas en inglés), que mide la calidad de

las políticas e instituciones de desarrollo rural y transformación rural que favorecen a la población pobre. Para esta evaluación se utiliza la última versión de la RSPA (FIDA13), disponible en 2024. La metodología de la RSPA está diseñada para medir la capacidad de respuesta de las políticas de un país a las necesidades de la población rural pobre mediante un cuestionario organizado en torno a seis grupos temáticos e indicadores básicos. El objetivo de esta sección es evaluar la evolución de la RSPA durante los próximos seis años.

La discusión sobre el avance de las políticas e instituciones en beneficio de las zonas y la población rural en México se enmarca en los siguientes tres grupos de indicadores del RSPA:

1. Políticas y marcos para el desarrollo rural, que evalúan si existen políticas y marcos establecidos para el desarrollo rural y la reducción de la pobreza rural. Corresponde al clúster 1.1 de RSPA.
2. Políticas nacionales de cambio climático, que evalúan en qué medida el gobierno cuenta con una estrategia o política nacional de cambio climático, y si se están explorando medidas costo-efectivas para abordar los riesgos relacionados con el clima. Este indicador corresponde al clúster 3.2 de RSPA.
3. Acceso y uso de servicios financieros rurales, que evalúa el acceso a los servicios financieros rurales y la prioridad de la inclusión financiera. Este indicador corresponde al clúster 4.1 de RSPA.

Utilizando una metodología estandarizada, la herramienta RSPA desglosa cada pregunta en indicadores cualitativos y cuantitativos medibles, los cuales sirven como base para calcular una puntuación agregada del RSPA. Los indicadores cuantitativos miden el desempeño de las políticas, mientras que los indicadores cualitativos evalúan la eficacia del marco político. Cada pregunta del RSPA utiliza una combinación de ambos tipos de indicadores. Las puntuaciones del RSPA, calificadas en una escala del 1 al 6, pueden compararse con las de otros países.

La calificación general en 2018 y 2021 fue 4.3, mientras que en 2024 se ubicó en 4.2. Se espera que para los siguientes años se mantenga en ascenso hasta llegar en 2031 a 4.6, lo anterior debido a la estabilidad en las políticas públicas relacionadas con los tres indicadores analizados en este apartado y que se explican a continuación. Cabe mencionar que las proyecciones se hacen considerando que todo se mantiene constante[26] entre 2024 y 2031.

Retos del sector agrícola y climático

El PIB del sector agrícola, silvícola y pesquero, con información del INEGI, presentó un aumento del 21.8% entre 2018 y 2024. Por su parte, la participación del sector como porcentaje del PIB mostró una trayectoria similar: aumentó de forma gradual de 3.3% en 2018 a 3.8% en 2024. Se anexa una gráfica para mejor referencia. En 2023, la producción agropecuaria y pesquera de México alcanzó los 299 millones de toneladas, manteniéndose prácticamente al mismo nivel que el año anterior, con una ligera disminución del 0.3%. Esta estabilidad se logró a pesar de las condiciones de sequía que afectaron a gran parte del territorio nacional. Se estima que para 2024, la producción total disminuyó un 1.9%, situándose en 293.2 millones de toneladas, debido a las condiciones climáticas adversas, menores superficies sembradas, mayor siniestralidad y escasas lluvias.

El sector agrícola mexicano enfrenta múltiples retos estructurales y coyunturales que comprometen su productividad y sostenibilidad. Durante 2023 y 2024, la producción agrícola nacional experimentó importantes contracciones, especialmente en cultivos como el trigo y el frijol, debido a sequías generalizadas que afectaron más del 60% del territorio nacional (FIRA - Dirección de Investigación y Evaluación Económica y Sectorial, 2025). Por ejemplo, la

[26] ceteris paribus.

producción de trigo disminuyó un 25%, y la de frijol tuvo una reducción similar, afectando directamente la disponibilidad de estos granos básicos.

Uno de los principales desafíos es la vulnerabilidad climática. Según la Organización Meteorológica Mundial (OMM), 2024 fue el año más cálido registrado a nivel global, con temperaturas que superaron en más de 1.5°C los niveles preindustriales (World Meteorological Organization, 2024). Este aumento térmico, combinado con fenómenos como El Niño y La Niña, ha intensificado la variabilidad en las precipitaciones y ha alterado los calendarios agrícolas tradicionales (FIRA - Dirección de Investigación y Evaluación Económica y Sectorial, 2025).

Otro problema relevante es la fragmentación de la producción. La mayoría de las unidades productivas agrícolas son pequeñas y carecen de acceso a tecnologías modernas, como sistemas de riego tecnificado, semillas mejoradas o coberturas climáticas. Más del 70% de la producción depende de condiciones de temporal, lo que expone al sector a pérdidas recurrentes por variaciones del clima (SIAP - Servicio de Información Agroalimentaria y Pesquera, 2024).

La dependencia de importaciones también representa un reto estructural. En 2024, México incrementó sus importaciones de sorgo en un 66.7% y de trigo en casi 10% respecto al año anterior, con el fin de satisfacer el consumo interno y compensar las pérdidas productivas nacionales (FIRA - Dirección de Investigación y Evaluación Económica y Sectorial, 2025). Esto genera una creciente vulnerabilidad frente a choques externos, como conflictos geopolíticos o disrupciones logísticas internacionales.

Además, la volatilidad de precios y la insuficiente articulación entre productores y mercados dificultan la planificación productiva. En 2024, el precio de la soya cayó un 24.6% a nivel internacional, mientras que en México se redujo casi 18% FIRA - Dirección de Investigación y Evaluación Económica y Sectorial (2025). Sin embargo, estos descensos no siempre se reflejan en menores costos para los consumidores, debido a la ineficiencia en las cadenas de distribución.

Asimismo, la degradación ambiental y el agotamiento de los suelos agrícolas amenazan la capacidad productiva a largo plazo. Según la FAO, más del 60% de los suelos mexicanos presentan alguna forma de degradación, principalmente por erosión y uso inadecuado de agroquímicos (FAO, 2022).

RSPA 1.1: Políticas y marcos para el desarrollo rural

Esta sección evalúa las políticas generales y el marco para el desarrollo rural y la reducción de la pobreza rural. Se utilizan seis indicadores para evaluar el compromiso y el éxito del gobierno en la promoción e implementación de estrategias para impulsar la inversión en la población rural pobre.

El país cuenta con el Plan Nacional de Desarrollo 2025–2030 (PND) publicado en 2025 que representa la hoja de ruta del Gobierno de México para promover un desarrollo integral con crecimiento económico, bienestar social, equidad, justicia, y sustentabilidad. La visión del plan se articula en torno a siete ejes[27] con el

[27] Democracia, Justicia y Gobernabilidad; Economía Inclusiva y Productiva; Bienestar Integral y Universal; Medio Ambiente Sano y Justo; Territorio Incluyente y Seguro; Igualdad Sustantiva y No Discriminación; Gobierno Transformador y Cercano.

objetivo de hacer un cambio estructural que garantice derechos sociales universales, fortalezca la democracia y promueva una cultura de paz y dignidad para todas y todos. Incluye el Plan México que es una estrategia emblemática dentro del PND orientada a impulsar un modelo económico nacional equitativo, sustentable y soberano, mediante una fuerte colaboración entre el Gobierno de México y el sector privado. Su propósito es fortalecer el mercado interno, reducir la dependencia de importaciones innecesarias, y convertir al país en una de las diez economías más grandes del mundo (Gobierno de México, 2025b).

El desarrollo rural se aborda con una perspectiva integral que combina justicia social, soberanía alimentaria y sustentabilidad. El PND propone una serie de estrategias concretas que incluyen seguridad social para jornaleros agrícolas y trabajadores de la pesca; apoyo directo a pequeños y medianos productores, en particular de maíz, frijol y arroz; la creación de una empresa nacional de semillas y del programa Cosechando Soberanía; la transformación de DICONSA y LICONSA en Alimentación para el Bienestar, con el objetivo de garantizar precios justos, comercio digno y el abastecimiento alimentario para más de 22 millones de familias; fomento al uso de fertilizantes gratuitos, impulso al cultivo tradicional; prohibición de semillas genéticamente modificadas y la creación de un nuevo programa para el Bienestar: Cosechando Soberanía.

Programa Sectorial de Agricultura y Desarrollo Rural 2025-2030

Este Programa busca consolidar la soberanía y autosuficiencia alimentaria mediante el impulso a la producción agropecuaria, pesquera y acuícola y se constituye como una mejora del pasado Programa sectorial por lo que se prevé una mejora en calificación del RSPA hacia futuro mientras se vaya implementando.

El Programa se articula en torno a cuatro objetivos estratégicos: fortalecer la producción nacional, mejorar el bienestar de productores, aumentar la sostenibilidad frente al cambio climático y optimizar el uso del agua en las actividades agroalimentarias. El programa enfatiza el papel del Estado como garante del desarrollo rural sustentable, bajo principios de inclusión social, justicia territorial y sostenibilidad. Asimismo, establece la coordinación interinstitucional para la aplicación de políticas públicas con enfoque territorial, centradas en los productores de pequeña y mediana escala. Este modelo sustituye los esquemas asistencialistas por políticas productivas con visión de largo plazo.

El Programa tiene una visión integral del desarrollo del sistema agroalimentario, no solo plantea el impulso a una mayor producción en cadenas estratégicas para la autosuficiencia y soberanía alimentaria del país, también reconoce y promueve la importancia de las exportaciones agroalimentarias como motor de desarrollo regional y de generación de ingresos, para ello se propone impulsar exportaciones sostenibles, libres de deforestación y con valor agregado.

Entre los instrumentos que se propone movilizar están el fortalecimiento de los bienes públicos, como los servicios de sanidad e inocuidad agroalimentaria,

servicios de información climática y de mercados, impulso a la investigación y desarrollo tecnológico con estrategias que atiendan las prioridades y necesidades del sector productivo.

La inclusión financiera es un área de elevada prioridad sectorial, el fortalecimiento de la base productiva se apoyará con un mayor acceso al crédito, seguros e instrumentos de administración de riesgos de mercado, el nuevo programa Cosechando Soberanía se propone la integración de los servicios financieros con asistencia técnica y esquemas de comercialización más justos para los pequeños y medianos productores.

El PND 2025-2030 no incluye una estrategia específica para el sector rural no agrícola, ya que se desarrollarán en los planes sectoriales. Dentro del texto se encuentran algunas acciones aisladas relacionadas como consolidar el Consejo Nacional para el Desarrollo Regional y la Relocalización; implementar programas como Balsas-Pacífico Sur, para comunidades rurales en situación de pobreza en Michoacán, Guerrero, Oaxaca y Edomex, con una visión territorial integral; recuperación de la memoria histórica, creación de una República cultural y lectora y revalorización de las costumbres y tradiciones de los pueblos, lo cual favorece actividades culturales y turísticas rurales; promoción de economía circular; créditos a la palabra para mujeres indígenas artesanas; y el establecimiento de un Sistema Nacional de Cuidados, con participación comunitaria.

Sin embargo, se espera un alto impulso al sector rural no agrícola en los siguientes años. En particular, el Plan México, derivado del PND 2025-2030, entre sus líneas de acción se plantea promover polos de desarrollo y de bienestar a partir de vocaciones regionales y promover la relocalización. En la región Sur Sureste se incluyen localizaciones a lo largo del Corredor Transístmico, y también en los estados de Tabasco, Chiapas, Campeche, Quintana Roo y Yucatán, se tienen identificados 16 sectores estratégicos en los que podrían generarse oportunidades de empleo en localidades rurales.

Otra posibilidad de desarrollo en la economía rural no agrícola está en la diversificación productiva en programas dirigidos a los pueblos indígenas y afromexicanos, por ejemplo en turismo rural y artesanías impulsadas en el Programa para el Bienestar Integral de los Pueblos Indígenas (PROBIPI), que prioriza obras de infraestructura básica, caminos y proyectos productivos.

En 2024, el porcentaje de personas en pobreza multidimensional rural en México fue del 45.8%, mientras que en 2018 fue 57.7%. Adicionalmente, la proporción de personas en pobreza extrema en zonas rurales es 13.9% (INEGI, 2025b).

Con base en la información presentada, el puntaje del indicador 1.1 aumentaría a 4.7 para 2031 (ver cuadro 5), promovido por un marco de políticas sólidas y una visión estratégica clara a través del PND 2025–2030 y el Plan Mexico, que incorporan un enfoque integral de desarrollo rural y reducción de la pobreza en general y en zonas rurales. En particular, el desarrollo e implementación de

planes sectoriales que abordan la temática rural fuera del sector agrícola y el esperado mayor valor agregado de la agricultura hacia el 2031.

RSPA 3.2: Políticas sobre el cambio climático.

México ha sido responsable del 1.4% de las emisiones globales de gases de efecto invernadero (GEI), lo que lo posiciona como el segundo mayor emisor de América Latina, solo por detrás de Brasil (Ramírez y Ng, 2024). En 2021, sus emisiones brutas alcanzaron los 714 millones de toneladas de CO equivalente (tCOe), con un incremento del 42.9% en comparación con los niveles de 1990. La fuente principal de GEI en México es el dióxido de carbono (CO), que representa el 63.9% del total. Estas emisiones provienen principalmente de la quema de combustibles fósiles para la generación de electricidad y calor (36.7%), el transporte (32.0%) y la industria manufacturera (9.6%) (Ramírez y Ng, 2024).

A pesar de que las emisiones disminuyeron un 5.6% durante 2020 como consecuencia de la pandemia por COVID-19, la reapertura económica revirtió parcialmente esta tendencia. Si bien se ha observado una estabilización desde el pico en 2016, aún no es concluyente que México esté transitando hacia una verdadera reducción estructural de sus emisiones Ramírez y Ng (2024). Paralelamente, el contexto internacional advierte sobre la urgencia climática. La Organización Meteorológica Mundial reportó que 2024 está en camino de ser el año más cálido jamás registrado. El periodo de junio 2023 a mayo 2024 ya los 1.5C sobre niveles preindustriales, aumentando a 51% la probabilidad de que este umbral se cruce de forma persistente antes de 2029 (Mundial, 2024). Aunque México ha actualizado sus compromisos climáticos a una meta de reducción de 35% de GEI para 2030, el uso continuo de combustibles fósiles en su matriz energética limita el avance hacia una transición sustentable Ramírez y Ng (2024).

Este grupo de indicadores intenta captar en qué medida el gobierno cuenta con una estrategia para hacer frente a la vulnerabilidad climática y si dicha estrategia ha sido integrada en los procesos de planificación sectorial dentro de la planificación pública.

La Estrategia Nacional de Cambio Climático 2025 (ENCC)(SEMARNAT, 2025) representa una actualización integral de la política climática de México con una visión de mediano y largo plazo hacia los años 2030, 2040 y 2060. Su estructura contempla tres componentes fundamentales: adaptación, mitigación y política climática transversal. Esta estrategia busca fortalecer la resiliencia de comunidades y ecosistemas frente a los impactos climáticos, mientras orienta al país hacia una economía baja en emisiones. La ENCC incorpora una visión de justicia climática y social, priorizando a los grupos en situación de vulnerabilidad como pueblos indígenas, comunidades afromexicanas, mujeres, personas mayores y migrantes, integrando principios de equidad, derechos humanos y sustentabilidad.

La ENCC sí incluye acciones de adaptación al cambio climático, las cuales están detalladas en un componente específico que organiza las medidas en cinco ejes estratégicos. Estas acciones buscan reducir la vulnerabilidad de la población y los

sistemas naturales mediante enfoques participativos y basados en evidencia. Se reconoce que la adaptación es un proceso cíclico y multidimensional que debe ser guiado por análisis de riesgo, conocimiento local y monitoreo continuo. Además, incorpora enfoques como la Adaptación basada en Ecosistemas, en Comunidades y en la Reducción del Riesgo de Desastres, lo que permite una atención integral y contextualizada a los impactos del cambio climático.

En relación con la agricultura, la ENCC presenta un eje estratégico enfocado en sistemas alimentarios sustentables que incluye acciones de adaptación explícitas para este sector. La estrategia promueve la agroecología como vía principal para reducir la vulnerabilidad del sistema alimentario, fomentar prácticas regenerativas, recuperar conocimientos ancestrales y garantizar la seguridad alimentaria. También impulsa el fortalecimiento de capacidades técnicas, la reconversión productiva y la creación de mercados alternativos solidarios. Estas acciones están dirigidas a proteger la biodiversidad agrícola, el uso sostenible del suelo y del agua, y a brindar soluciones sostenibles adaptadas a contextos locales y culturales diversos.

Respecto a los recursos naturales como el agua, los bosques y otros ecosistemas, la estrategia incluye medidas claras y robustas dentro de los ejes de ecosistemas y biodiversidad, así como de gestión hidrológica. Se propone conservar y restaurar ecosistemas críticos como manglares, humedales, selvas y arrecifes, incorporando conocimientos bioculturales y soluciones basadas en la naturaleza. Para el agua, se plantean políticas públicas que garanticen su acceso, manejo eficiente y equitativo, y se impulsan acciones para la rehabilitación de cuencas, acuíferos y cuerpos de agua. Estas acciones buscan asegurar la disponibilidad de recursos hídricos y fortalecer la resiliencia ecológica y social ante el cambio climático.

Con base en el Climate Risk Index 2025 de Germanwatch, México enfrentó durante 2022 condiciones climáticas extremas que reflejan los impactos crecientes del cambio climático global. En particular, el país fue severamente afectado por olas de calor prolongadas que, según se reporta, ocasionaron numerosas muertes y graves afectaciones a la salud pública y los ecosistemas. La temperatura alcanzó niveles récord, con impactos significativos en la productividad agrícola y en la disponibilidad de agua. Además, se documentaron efectos indirectos como incendios forestales y deterioro en la infraestructura urbana. Este tipo de eventos, anteriormente considerados extremos, se están convirtiendo en una nueva normalidad, alimentada por el calentamiento global. El informe también advierte que, aunque México no figura entre los 10 países más afectados en el ranking de 2022, su exposición geográfica y vulnerabilidad socioeconómica lo colocan en una trayectoria de riesgo creciente ante fenómenos climáticos extremos. Esto subraya la urgencia de fortalecer la adaptación y la resiliencia a nivel nacional (Adil y cols., 2025).

El bajo puntaje de vulnerabilidad y el bajo puntaje de preparación de México lo ubican en el cuadrante inferior izquierdo de la Matriz ND-GAIN. En comparación con otros países, sus vulnerabilidades actuales son manejables, pero mejorar su preparación le ayudará a adaptarse mejor a los desafíos futuros. México es el país

número 130 en cuanto a vulnerabilidad y el número 117 en cuanto a preparación. Además, ha empeorado su posición respecto a los 187 países. En 2012 ocupaba la posición 39, mientras que en 2022 se ubicó en el lugar 87.

La Estrategia Nacional de Cambio Climático (ENCC) considera explícitamente los riesgos que enfrentan las poblaciones rurales pobres ante el cambio climático. Reconoce que fenómenos como sequías, inundaciones, ciclones y olas de calor afectan de manera desproporcionada a los más vulnerables, aumentando la pobreza, reduciendo ingresos, deteriorando viviendas y desplazando comunidades. Se prioriza la atención a pueblos indígenas, comunidades locales, mujeres, adultos mayores y personas con discapacidad. La estrategia promueve sistemas de alerta temprana, infraestructura adaptativa, seguridad alimentaria sostenible y políticas con enfoque de derechos humanos, equidad de género e interseccionalidad para reducir la vulnerabilidad y aumentar la resiliencia.

En México, las emisiones agrícolas representan una fracción significativa de los gases de efecto invernadero, especialmente a través del metano y el óxido nitroso. En 2021, el 52.5% de las emisiones de metano provinieron de la ganadería, en particular de la fermentación entérica de rumiantes y del manejo de estiércol. Además, el 47.9% de las emisiones de óxido nitroso se originaron en suelos agrícolas gestionados, principalmente por el uso de fertilizantes sintéticos y residuos agrícolas. Considerar estas actividades agropecuarias, altamente intensivas en emisiones, es fundamental para los esfuerzos de mitigación, especialmente mediante sustitución con prácticas de agricultura sustentable y mejor manejo de residuos orgánicos (Ramírez y Ng, 2024).

México ha demostrado un compromiso constante con sus obligaciones internacionales de reporte climático al presentar múltiples Informes Bienales de Actualización (IBA) e Informes de Inventario Nacional (IIN) ante la UNFCCC en abril de 2024. Antes de sus presentaciones más recientes, México también presentó un Informe de Inventario Nacional (IIN) en 2022, el cual incluía inventarios detallados de gases de efecto invernadero y describía el progreso de sus acciones de mitigación. La primera Contribución Determinada a Nivel Nacional (NDC) actualizada de México, presentada en diciembre de 2020, establece el nuevo objetivo del país para 2030, basado en el impacto modelado de estas políticas y estrategias, y está alineado con su meta de emisiones netas cero. Además, México presentó una actualización a su NDC en 2022 y otra en 2025.

En este caso, el puntaje aumentó de 4.1 en 2018 a 4.2 en 2024 gracias a la presentación, por parte de la Secretaría de Medio Ambiente, de la Estrategia Nacional de Cambio Cli- mático con una visión de mediano y largo plazo. Este instrumento refleja un compromiso más sólido y estructurado del país para enfrentar la crisis climática, al integrar enfoques transversales de mitigación, adaptación, justicia social y protección de ecosistemas. Adicionalmente, el cumplimiento sistemático de las obligaciones internacionales de reporte ante la UNFCCC, así como la actualización de la Contribución Nacional Determinada (NDC) (versión 3.0), refuerzan la credibilidad de los esfuerzos del gobierno. Hacia 2031 se espera aumentos considerables en el financiamiento para la adaptación al

cambio climático basado en lo descrito líneas arriba y al mayor uso de herramientas como la Taxonomía Sostenible desarrollada por la SHCP descrita en el criterio 1, así como la inclusión explícita de los riesgos que presenta el cambio climático a hogares rurales en estrategias nacionales que podrán llevar la proyección al valor de 4.7. (ver Cuadro 5).

RSPA 4.1. Acceso y uso de los servicios financieros rurales

Sector Agropecuario, de acuerdo con datos de la FAO, representa una fracción significativa del PIB primario y ha mostrado un crecimiento sostenido. La producción agropecuaria y pesquera creció 5.1% anual en promedio en la última década, aportando a la seguridad alimentaria, empleo y balanza comercial. No obstante, el acceso a crédito sigue siendo un cuello de botella, dado que la banca comercial percibe al sector como riesgoso. Esto subraya la necesidad de fortalecer el financiamiento a través de la banca de desarrollo del país.

Asimismo, es necesario un modelo de desarrollo territorialmente equilibrado y resiliente para las diferentes poblaciones en vulnerabilidad. Las mujeres rurales, por ejemplo, enfrentan barreras estructurales para el acceso al financiamiento y la participación productiva, a pesar de su contribución clave a la agricultura y economía local.
El financiamiento al sector agrícola en México está liderado por los Fideicomisos Instituidos en Relación con la Agricultura (FIRA), que funcionan como banca de segundo piso a través de intermediarios financieros. Aunque existen múltiples instituciones involucradas, como la banca de desarrollo y comercial, el acceso al crédito sigue siendo limitado, especialmente para pequeños productores sin garantías. Si bien la formalización de productores ha avanzado con el Padrón de Productores Agrícolas y mejoras en los sistemas de riesgo crediticio, aún persiste una brecha significativa de financiamiento (FIRA - Dirección de Investigación y Evaluación Económica y Sectorial, 2025).

Es por ello que esta administración lanzó el programa Cosechando Soberanía en abril de 2025 como parte de la estrategia del Plan México. Este programa busca fortalecer la soberanía y autosuficiencia alimentaria mediante una política agrícola integral orientado a pequeños y medianos productores —especialmente de maíz, frijol, leche, café, arroz y pesca— y ofrece créditos accesibles de hasta 1.3 millones de pesos con tasas preferenciales limitadas al 8.5%, acompañados por seguros agropecuarios ante riesgos climáticos o plagas y garantías de precio mínimo. Además, promueve la comercialización justa eliminando intermediarios e integrando la agregación de valor a través de entidades como "Alimentación para el Bienestar" (antes Diconsa), que transformará productos como café, cacao y miel para su venta directa en las Tiendas del Bienestar (Gobierno de México, 2025a).

En México, las Sociedades Financieras de Objeto Múltiple (SOFOMES) y las Sociedades Cooperativas de Ahorro y Préstamo (SOCAP) representan dos pilares fundamentales para la inclusión financiera fuera del sistema bancario tradicional. Las SOFOMES son sociedades anónimas que se especializan en otorgar crédito, arrendamiento financiero y factoraje, divididas en entidades reguladas (E.R.) y no

reguladas (E.N.R.), dependiendo de su relación con instituciones financieras y su actividad en mercados de valores. Aunque no están autorizadas a captar ahorro del público, han sido clave para atender a pequeñas y medianas empresas y personas con acceso limitado al crédito bancario convencional (Comisión Nacional Bancaria y de Valores, 2025). Por otro lado, las SOCAP son cooperativas sin fines de lucro autorizadas para captar ahorro y otorgar préstamos entre sus socios, especialmente en comunidades rurales y marginadas. A diferencia de las SOFOMES, sí cuentan con un fondo de protección para el ahorro y ofrecen una gama más amplia de productos financieros, como cuentas de ahorro, microseguros y créditos hipotecarios. Su modelo solidario y de propiedad compartida las convierte en una opción segura y accesible para sectores históricamente desatendidos (Comisión Nacional para la Protección y Defensa de los Usuarios de Servicios Financieros, 2025).

Ambas figuras cumplen roles complementarios: las SOFOMES destacan por su flexibilidad operativa y dinamismo en financiamiento, mientras que las SOCAP fortalecen el ahorro comunitario y la estabilidad financiera local. En conjunto, contribuyen a un ecosistema financiero más diverso, resiliente e incluyente, particularmente en un contexto donde la banca tradicional aún presenta barreras de acceso para millones de mexicanos (Capital, 2025).

En los últimos años, el crédito dirigido al sector ha crecido principalmente a través de esquemas de corto plazo para adquisición de insumos, siembra y cosecha. FIRA canalizó cerca de 180 mil millones de pesos en créditos durante 2023, con un portafolio altamente concentrado en actividades de baja inversión estructural. Sin embargo, la falta de garantías, la informalidad en la tenencia de la tierra y los altos costos administrativos han limitado la expansión del crédito de largo plazo (FIRA - Dirección de Investigación y Evaluación Económica y Sectorial, 2025).

Los préstamos al sector agropecuario representan alrededor del 5.4% de la cartera bancaria total, cifra que es proporcional a su participación en el PIB nacional. Aunque el índice de morosidad se mantiene bajo en comparación con otros sectores, persisten barreras estructurales para la inclusión financiera. Se estima que menos del 30% de los productores accede al financiamiento formal.

El modelo de financiamiento aún depende fuertemente de subsidios gubernamentales, garantías líquidas y apoyos indirectos, como los programas de precios de garantía. A pesar de los avances en políticas públicas, el sector agrícola continúa enfrentando retos para acceder a financiamiento suficiente, oportuno y adecuado para impulsar su transformación productiva (CEFP, s.f.). En este sentido, México es signatario de la Declaración Maya de acuerdo con la Alliance for Financial Inclusion (AFI). La Comisión Nacional Bancaria y de Valores es el representante desde 2009, institución que envía los informes correspondientes para mostrar los avances en los compromisos adquiridos en dicha declaración.

La inclusión financiera en México ha avanzado significativamente en los últimos años, especialmente en cuanto al acceso a productos financieros básicos y el uso de medios digitales. Sin embargo, persisten brechas relevantes que limitan el

acceso equitativo y el uso efectivo del sistema financiero por parte de amplios sectores de la población. Según la Encuesta Nacional de Inclusión Financiera (ENIF) 2024, el 77% de la población adulta (18 a 70 años) en México tiene al menos un producto financiero formal, como cuentas de captación, crédito, seguros o Afore. Esta cifra representa un aumento de 9 puntos porcentuales respecto a 2021, cuando el nivel de inclusión era del 68%. A pesar de este avance, las brechas de género, educativas y geográficas persisten. Por ejemplo, el porcentaje de mujeres con al menos un producto financiero pasó del 62% en 2021 al 73% en 2024, mientras que el de los hombres aumentó del 74% al 81%. Aunque la brecha se redujo, todavía existe una diferencia de 8 puntos porcentuales. Otro ejemplo es el caso de la población rural, donde solo el 66% tiene productos financieros frente al 82% en zonas urbanas. Además, la inclusión aumenta con el nivel educativo: 60% para quienes solo tienen primaria, y 93% para quienes tienen educación superior.

En cuanto al tipo de productos, el más común es la cuenta de captación (63% en 2024), seguida por crédito, seguros y cuentas para el retiro. El ahorro formal aumentó del 21% en 2021 al 30% en 2024, aunque el ahorro informal (tandas, guardar dinero en casa) sigue siendo más común (58%) (CNBV, 2024).

La Política Nacional de Inclusión Financiera 2020–2024 (PNIF) define una estrategia integral con seis objetivos: Facilitar el acceso a productos y servicios financieros para personas y MIPYMES; incrementar el uso de pagos digitales, como transferencias, Co- Di y terminales punto de venta; fortalecer la infraestructura financiera, física y digital; impulsar la educación y competencias financiero-económicas de la población; mejorar los mecanismos de protección y acceso a información para usuarios; y promover la inclusión de poblaciones vulnerables como mujeres, adultos mayores, indígenas y personas en zonas rurales. Además, se establece una estrategia transversal basada en la generación y uso de datos para identificar barreras y evaluar políticas públicas (CONAIF, 2020). Sin embargo, México (2024) destaca que la baja interoperabilidad entre instituciones financieras limita la competencia. El 90% de las transacciones en zonas rurales aún se hacen en efectivo, ya que existe desconfianza hacia las instituciones financieras y baja alfabetización digital.

El país está llevando a cabo una estrategia de digitalización a través de la Agencia de Transformación Digital y Telecomunicaciones, cuyo objetivo es construir un modelo de autonomía tecnológica, unificando capacidades, generando ahorros públicos y utilidad pública. Con la visión de que la tecnología pública sirve para que las personas accedan con mayor facilidad a sus derechos Agencia de Transformación Digital y Telecomunicaciones (s.f.). Con esto en el radar, el ecosistema de startups y fintechs que se viene desarrollando en México encontrará una ruta habilitadora en los siguientes años que se espera haga que los servicios financieros logren alcanzar a más personas en el país.

La proyección de un aumento en la calificación de 4.1 a 4.6 en 2031 se justifica por la combinación de avances graduales en la inclusión financiera rural y el fortalecimiento de instrumentos de apoyo al sector agropecuario, pese a que

persisten retos estructurales (Ver cuadro 5). El crecimiento sostenido de la producción agropecuaria y pesquera, junto con la implementación de programas como Cosechando Soberanía y la expansión de mecanismos de financiamiento a través de FIRA, SOFOMES y SOCAP, muestran un compromiso creciente con la soberanía alimentaria y la diversificación de fuentes de crédito. Además, las mejoras en los niveles de inclusión financiera —reflejadas en el aumento de acceso a productos formales, la reducción de brechas de género y el impulso de la digitalización— contribuyen a un ecosistema más incluyente y resiliente. Sin embargo, la persistencia de barreras de acceso al crédito de largo plazo, la alta dependencia de subsidios y la limitada penetración de servicios financieros en zonas rurales mantienen la calificación en un rango moderado. Por ello, la proyección hacia 2031 refleja una mejora contenida, que reconoce los avances en políticas y mecanismos de financiamiento, pero también la necesidad de superar obstáculos estructurales para lograr un desarrollo más equitativo y sostenible del sector.

Cuadro 5: RSPA: Posibles proyecciones para México

			Fase de diseño	*Medio término*	*Terminación*
Criterio	*Indicador*	2018	2024	2028	2031
Instituciones y políticas para desarrollo rural sostenible	Calificación general RSPA	4.3	4.2	4.4	4.6
	Políticas y marcos 1.1	4.4	4.4	4.5	4.7
	Políticas de cambio climático 3.2	4.1	4.2	4.6	4.7
	Servicios financieros rurales 4.1	4.2	4.1	4.4	4.6

Fuente: Elaboración propia con información de Gobierno de México (2025b) y CONEVAL (2021)

Criterio Tres: Avance de los ODS – incidencia de pobreza, desigualdad, desigualdad de género, hambre

La implementación de los ODS en México muestra un compromiso estructurado y con algunos avances medibles. En 2023, el país alcanzó una tasa de cumplimiento del 69.7% con respecto a las metas de los ODS, según el Informe de Desarrollo Sostenible de la ONU. Entre los logros destacables se encuentran el ODS 1 (Fin de la pobreza), con una disminución de la pobreza multidimensional del 41.9% en 2018 al 36.3% en 2022, y el ODS 10 (Reducción de desigualdades), con una mejora del coeficiente de Gini de 0.486 (2016) a 0.431 (2022). Estos logros fueron respaldados por aumentos históricos en el gasto social público, un incremento del 110% en el valor real del salario mínimo, y programas como Sembrando Vida y Jóvenes Construyendo el Futuro, que abordan el desarrollo rural, el empleo juvenil y la resiliencia ambiental. No obstante, persisten desafíos en metas relacionadas con la seguridad alimentaria (ODS 2), sostenibilidad ambiental (ODS 13 y 15) y fortaleza institucional (ODS 16). Las desigualdades estructurales entre los estados del centro-norte y del sur, así como las brechas de género en participación laboral y trabajo no remunerado, siguen limitando el cumplimiento del ODS 5 (Igualdad de género). México ha respondido

alineando el presupuesto federal con los ODS—vinculando el 83.8% de los programas sociales con al menos un ODS—y promoviendo la apropiación local de la agenda, con 13 gobiernos subnacionales que presentaron sus propios informes de ODS ante la ONU. Estos esfuerzos combinados demuestran un fuerte compromiso político y social, aunque se requieren medidas intensificadas para alcanzar todas las metas hacia 2030 (Secretaría de Economía, 2024).

Tendencias recientes y proyectadas hacia el cumplimiento del ODS 1 "Fin de la pobreza"

La pobreza en México responde a múltiples factores interrelacionados que actúan tanto a nivel individual como estructural. A nivel del hogar, variables como el bajo nivel educativo, la jefatura femenina, el uso de lengua indígena y el tamaño del hogar tienen una influencia significativa sobre la probabilidad de ser pobre. Estudios basados en la ENIGH y modelos probit confirman que estos factores aumentan la vulnerabilidad, particularmente en el caso de hogares rurales o indígenas, donde se concentran los rezagos en servicios básicos y empleos de baja calidad (Garza-Rodríguez y cols., 2021) (Universidad Nacional Autónoma de México, 2022). Además, los hogares con jefatura femenina enfrentan desigualdades persistentes en ingresos y acceso a oportunidades económicas, lo que se traduce en una mayor incidencia de pobreza por ingresos.

A nivel regional, el contexto territorial también influye de manera determinante. Análisis multinivel demuestran que los hogares ubicados en estados con mayores tasas de desempleo o niveles históricos de pobreza tienen mayor riesgo de ser pobres, independientemente de sus características individuales (Universidad de Monterrey, 2023). Este efecto se ve reforzado por la desigualdad en el acceso a infraestructura pública, como salud, educación y transporte, especialmente en estados del sur del país. La persistente brecha urbano-rural sigue siendo un factor clave, ya que en las zonas rurales la pobreza se ha mantenido estancada e incluso ha crecido, a pesar de las mejoras nacionales recientes (CONEVAL, 2024).

Por último, existen factores estructurales como el racismo, el clasismo y el machismo que actúan como mecanismos de exclusión social y limitan la movilidad económica de grupos históricamente discriminados. Reportes como El País (2025) muestran cómo el color de piel, el origen étnico y el género impactan directamente las oportunidades laborales, salarios y acceso a activos. La pobreza en México es un fenómeno complejo y multidimensional, moldeado por desigualdades estructurales históricas, disparidades regionales y dinámicas socioeconómicas cambiantes. Tradicionalmente medida por umbrales de ingreso, la pobreza en México también se evalúa oficialmente mediante un enfoque multidimensional que incluye carencias en salud, educación, vivienda, acceso a servicios sociales y seguridad alimentaria. El Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social (CONEVAL) era el organismo responsable de estas mediciones, el cual fue eliminado en 2024. CONEVAL elaboraba estimaciones bienales de pobreza con base en la Encuesta Nacional de Ingresos y Gastos de los Hogares (ENIGH). De ahora en adelante, el INEGI llevará a cabo las actividades de medición de pobreza y de evaluación de la política social.

Durante las últimas dos décadas, México ha experimentado fluctuaciones en las tasas de pobreza influenciadas por la volatilidad macroeconómica, crisis financieras globales, cambios de política y variaciones demográficas. Según CONEVAL, la tasa de pobreza nacional fue del 43.2% en 2016, disminuyó ligeramente al 41.9% en 2018, aumentó al 43.9% en 2020 debido a la pandemia de COVID-19, descendió al 36.3% en 2022 y a 29.6% en 2024, equivalente a aproximadamente 38.5 millones de personas (INEGI, 2025b). Esta caída, considerada la más significativa desde que se mide la pobreza multidimensional, se debió principalmente al aumento en los ingresos laborales y a mejoras en algunas carencias sociales, como el acceso a seguridad social y a una alimentación adecuada Teruel y cols. (2024).

Uno de los factores más influyentes en esta mejora fue el incremento del salario mínimo, que se duplicó en términos reales durante el sexenio de 2018 a 2024. Este aumento benefició especialmente a los hogares de menores ingresos, que vieron crecer sus ingresos laborales en un 29%. Además, se aprobaron reformas laborales importantes, como la regulación del outsourcing, que mejoraron las condiciones de empleo formal. Aunque este crecimiento fue generalizado, los beneficios se concentraron más en los estratos bajos y en el 1% más rico, que también incrementó sus ingresos un 29%, lo que revela una desigualdad persistente Teruel y cols. (2024).

Otro componente relevante fue el aumento en las transferencias gubernamentales, particularmente en las pensiones no contributivas, que crecieron 585%. Sin embargo, su impacto en la reducción de la pobreza fue más limitado de lo esperado, ya que muchos de estos programas se distribuyeron de forma universal y no se enfocaron en la población más pobre. De hecho, solo el 37% de las personas en pobreza extrema reportaron recibir algún tipo de ayuda estatal, lo que subraya la necesidad de mejorar la focalización de la política social Molina y cols. (2025).

La pobreza extrema también mostró una tendencia fluctuante: aumentó de 7.0% en 2018 a 8.5% en 2020, para luego disminuir levemente a 7.1% en 2022 y a 5.3% en 2024. Esto implica que en 2024, 7 millones de personas vivían con ingresos insuficientes para adquirir una canasta básica alimentaria y enfrentaban al menos tres carencias sociales.

El Banco Mundial aplica una línea internacional de pobreza de 8.30 USD diarios (PPP, 2021), más estricta que la línea nacional de pobreza. Según el informe 2024 sobre Pobreza y Equidad del Banco, la proporción de población mexicana por debajo de esta línea disminuyó durante los periodos 2000–2006 y 2016–2022, mientras que se estancó entre 2008 y 2014. En todos los periodos, el crecimiento del ingreso entre los hogares más pobres fue clave para la reducción de la pobreza. Sin embargo, este crecimiento ha sido modesto, ya que el PIB per cápita de México ha promediado un crecimiento inferior al 1.5% en las últimas dos décadas (World Bank, 2023b).

A pesar de los avances en la reducción de la pobreza por ingresos, la desigualdad sigue siendo elevada. Los residentes rurales, los niños y las personas que trabajan en el sector agrícola o en la economía informal presentan tasas de pobreza dos a

tres veces mayores que los individuos urbanos, con educación o empleados formalmente. Esta brecha persistente subraya la importancia de abordar factores estructurales más allá de las transferencias monetarias CONEVAL (2021). Bajo el supuesto de que las variables macroeconómicas como inflación y tasa de interés se mantienen estables y a niveles relativamente bajos, utilizamos la elasticidad entre crecimiento económico y pobreza estimada por Campos V. y Monroy G.F. (2016) entre 2000 y 2012 para calcular de manera general los niveles de pobreza para 2028 y 2031 (ver cuadro 6).

Dadas las persistentes desigualdades regionales y estructurales —particularmente en los estados del sur—, estas proyecciones parecen alcanzables bajo un escenario central; sin embargo, deben interpretarse como condicionadas a un crecimiento sostenido, inversiones regionales focalizadas y la consolidación del marco de políticas sociales alineado con los ODS.

Como se mencionó previamente, las reducciones de pobreza en los últimos siete años se han dado por cuestiones externas al crecimiento económico como el aumento al salario mínimo y las transferencias monetarias del gobierno. Sin embargo, no podríamos hacer proyecciones con base en estas políticas que parecen haber alcanzado su límite hacia el futuro. Es decir, será muy difícil seguir aumentando el salario mínimo y no hay espacio fiscal para aumentos significativos en las transferencias. Es por esta razón que las elasticidades estimadas por Campos V. y Monroy G.F. (2016) siguen vigentes. Además, es la única fuente con estimaciones de elasticidad a nivel entidad federativa.

Cuadro 6: ODS1 Poner fin a la pobreza: Indicadores y metas

Criterio de graduación	Indicador	COSOP anterior	Línea base		Medio término	Terminación
Progreso hace los ODS		2018	2024	2025	2028	2031
ODS 1 Poner fin a la pobreza	Porcentaje de personas en pobreza (8.30 USD por día (PPP, 2021)[8])	35.0	27	26.6	24.9	23.7
	Porcentaje de personas en pobreza extrema	7.0	5.3	5.3	4.9	4.5

Fuente: Elaboración propia con información de Banco Mundial (2024b), Campos V. y Monroy G.F. (2016) y INEGI (2025b).

Se debe tomar en cuenta que las elasticidades entre entidades federativas son diferentes. Sólo nueve estados presentan una elasticidad mayor a 1, lo que indica una reducción de pobreza más que proporcional respecto al crecimiento. Doce entidades muestran una elasticidad igual a 1 (proporcional), mientras que otras diez registran una elasticidad menor a 1. En seis estados (como Chiapas y Michoacán), no se encontró una relación estadísticamente significativa entre crecimiento y reducción de la pobreza. Las proyecciones para pobreza multidimensional por regiones del país se observan en el Cuadro 7.

Distribución regional de pobreza, ingreso y vulnerabilidad

Las cinco entidades con mayores niveles de pobreza multidimensional en 2024 fueron Chiapas (66.0%), Guerrero (58.1%), Oaxaca (51.6%), Veracruz (44.5%) y Puebla (43.3%). Estas entidades se ubican principalmente en el sur del país, una región históricamente rezagada en infraestructura, acceso a servicios básicos y oportunidades laborales. En contraste, las entidades con menor incidencia de pobreza se encuentran en el norte y noroeste del país con porcentajes menores al 15%, lo que refleja el mayor dinamismo económico de esta región.

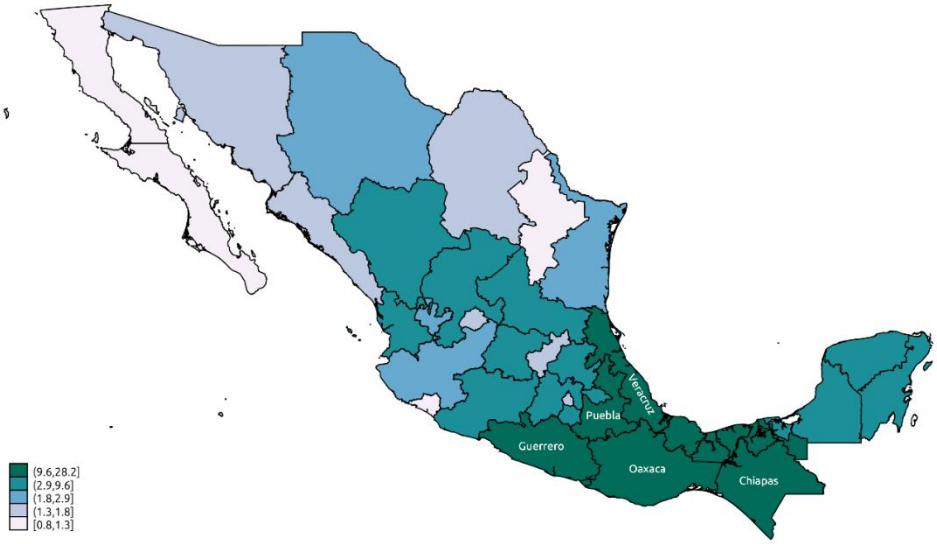
Asimismo, la pobreza extrema se redujo a 5.3% de 2018 a 2024; en términos absolutos se redujo de 8.7 a 7 millones. La pobreza extrema, definida como la situación en la que una persona presenta al menos tres carencias sociales y un ingreso inferior al valor de la canasta alimentaria, refleja los niveles más severos de privación y exclusión social INEGI (2025b).

A nivel estatal, las disparidades son significativas. En 2022, Chiapas encabezó la lista con una alarmante tasa de 27.1% de su población en pobreza extrema, seguido por Guerrero (21.3%), Oaxaca (16.3%), Veracruz (8.8%) y Puebla (7.3%). Estas entidades comparten una combinación de factores estructurales como alta dispersión rural, baja cobertura educativa, limitada infraestructura sanitaria y carencias crónicas en seguridad social INEGI (2025b).

Cabe destacar que, aunque algunas entidades lograron reducir el número de personas en pobreza extrema, la intensidad de las carencias aumentó. Para la población con ingreso inferior al valor de la canasta alimentaria, el número promedio de carencias sociales aumentó de 3.6 a 3.8 entre 2018 y 2024. Esto sugiere que, si bien hay menos personas en situación de pobreza extrema en algunos lugares, quienes permanecen en ella enfrentan condiciones más graves y multidimensionales de exclusión (INEGI, 2025b).

La persistencia de altos niveles de pobreza extrema en el sur del país señala la necesidad de estrategias específicas que combinen políticas de desarrollo regional con una inversión decidida en salud, educación, vivienda digna y acceso a ingresos estables. Adicionalmente, se requiere fortalecer el enfoque territorial de los programas sociales y mejorar los sistemas de información para identificar con precisión a las poblaciones en mayor riesgo.

Figura 6: Porcentaje de personas en situación de pobreza extrema (2024)



Fuente: Elaboración propia con datos de INEGI (s.f.-b).

Cuadro 7[28]: ODS1 Poner fin a la pobreza: Indicadores y proyecciones (por regiones)

Criterio	Porcentaje de personas en pobreza extrema	COSOP anterior	Línea base		Medio término	Terminación
		2018	2024	2025	2028	2031
ODS 1 Poner fin a la pobreza	Capital	3.2	2.8	2.8	2.6	2.5
	Centro	6.2	5.6	5.5	5.2	4.9
	Centro-Norte	3.1	2.7	2.7	2.5	2.4
	Golfo	9.6	5.5	5.4	5.1	4.8
	Norte	1.9	1.2	1.2	1.1	1.1
	Pacífico	2.6	1.7	1.7	1.6	1.5
	Sur	21.1	17.5	17.4	16.9	16.6

Fuente: Elaboración propia con información de Campos V. y Monroy G.F. (2016), CONEVAL (2022) y INEGI (2025b)

La proyección de la pobreza se fundamenta en el concepto de elasticidad crecimiento–pobreza, definida como el cambio porcentual en la incidencia de la pobreza asociado a un cambio porcentual en el producto interno bruto (PIB):

$$\varepsilon = \frac{\%\Delta\, Pobreza}{\%\Delta\, PIB} \qquad (1)$$

[28] Capital: Ciudad de México y Estado de México
Centro: Hidalgo, Morelos, Puebla y Tlaxcala
Centro-Norte: Aguascalientes, Durango, Guanajuato, Querétaro, San Luis Potosí, Zacatecas
Golfo: Campeche, Quintana Roo, Tabasco, Veracruz, Yucatán
Norte: Baja California, Coahuila, Chihuahua, Nuevo León, Sonora, Tamaulipas
Pacífico: Baja California Sur, Colima, Jalisco, Nayarit, Sinaloa
Sur: Chiapas, Guerrero, Michoacán y Oaxaca.

La evidencia empírica para México indica que dicha elasticidad es negativa y cercana a la unidad en promedio nacional, aunque presenta heterogeneidad regional y depende de condiciones estructurales como la desigualdad inicial, el grado de formalidad laboral y el nivel de desarrollo económico (ver Apéndice para más detalles y los valores de la elasticidad para cada estado).

La proyección parte del nivel observado de pobreza en el año 2024, denotado como P2024, y de las tasas anuales proyectadas de crecimiento del PIB, gt, para cada año t = 2025, . . . , 2031.

Para cada año, el cambio porcentual en la pobreza se calcula como:

$$\%\Delta P_t = \varepsilon * g_t \qquad (2)$$

El nivel de pobreza se actualiza de manera recursiva conforme a la siguiente expresión:

$$P_t = P_{t-1} * (1 + \varepsilon * g_t) \qquad (3)$$

Este procedimiento asume que el crecimiento económico constituye el principal determinante macroeconómico de la reducción de la pobreza, y que la elasticidad seleccionada resume los mecanismos de transmisión del crecimiento hacia los ingresos de los hogares en situación de pobreza.

La metodología adopta un enfoque dinámico y acumulativo, en el cual la elasticidad crecimiento–pobreza se aplica de forma anual a las tasas de crecimiento proyectadas, evitando el uso de promedios de largo plazo.

Este enfoque permite capturar el efecto compuesto del crecimiento sostenido a lo largo del tiempo y refleja que reducciones significativas de la pobreza requieren trayectorias persistentes de crecimiento económico, más que episodios aislados. Esto es de mayor relevancia para niveles de pobreza persistentes (como el Sur de México) que requieren largos periodos de crecimiento sostenido y políticas focalizadas para evidenciar reducciones.

ODS 2: Poner fin al hambre, lograr la seguridad alimentaria y la mejora de la nutrición, y promover la agricultura sostenible

La seguridad alimentaria sigue siendo un desafío importante en México. Según la FAO, una población está en condición de seguridad alimentaria cuando todas

las personas, en todo momento, tienen acceso físico, social y económico a alimentos seguros, nutritivos y suficientes para llevar una vida activa y saludable. Sin embargo, esta meta dista de alcanzarse en muchas regiones del mundo, particularmente en América Latina, donde confluyen crisis económicas, desigualdades estructurales, degradación ambiental y cambios climáticos.

La evolución de la seguridad alimentaria en México durante el último sexenio muestra una combinación alentadora de logros en reducción del hambre y mejoras sostenidas en el acceso generalizado a los alimentos, aunque persisten desafíos estructurales que limitan la plena garantía del derecho a la alimentación (FAO y cols., 2025). Dos indicadores clave permiten dimensionar esta situación de forma comparativa: la prevalencia de la subalimentación y la prevalencia de la inseguridad alimentaria moderada o grave, ambos monitoreados por la FAO bajo el marco del Objetivo de Desarrollo Sostenible 2.

En lo que respecta a la prevalencia de la subalimentación —es decir, el porcentaje de personas cuya ingesta calórica habitual no alcanza los requerimientos mínimos para una vida activa y saludable— México ha mantenido una trayectoria descendente clara, ubicándose sistemáticamente por debajo del promedio regional de América Latina y el Caribe. En 2018, la subalimentación en México era de 3.4%, y para 2023 había descendido a 2.4%, manteniéndose en ese nivel por segundo año consecutivo. En contraste, la región latinoamericana presentó cifras más elevadas en todo el periodo comparable: en 2018 la subalimentación en América Latina y el Caribe fue de 5.7%, y aunque también ha disminuido, en 2023 seguía en 5.3%, más del doble que el valor nacional mexicano (FAO y cols., 2025) (FAO, 2024a).

El segundo indicador, la prevalencia de inseguridad alimentaria moderada o grave, permite captar otro tipo de privación alimentaria: aquella que no necesariamente implica hambre calórica, pero sí inseguridad en el acceso físico o económico a alimentos de calidad, variedad y regularidad suficiente. Aquí también se observa una tendencia favorable. En México, la proporción de la población que reporta haber experimentado alguna forma de inseguridad alimentaria moderada o grave pasó de 23.8% en 2018 a 19.3% en 2023, una reducción de más de cuatro puntos porcentuales. Esta mejora es particularmente notable si se considera que el punto más alto se registró en 2020, con 25.5%, coincidiendo con los efectos económicos más duros de la pandemia de COVID-19. Desde entonces, la recuperación ha sido sostenida (FAO, 2024a).

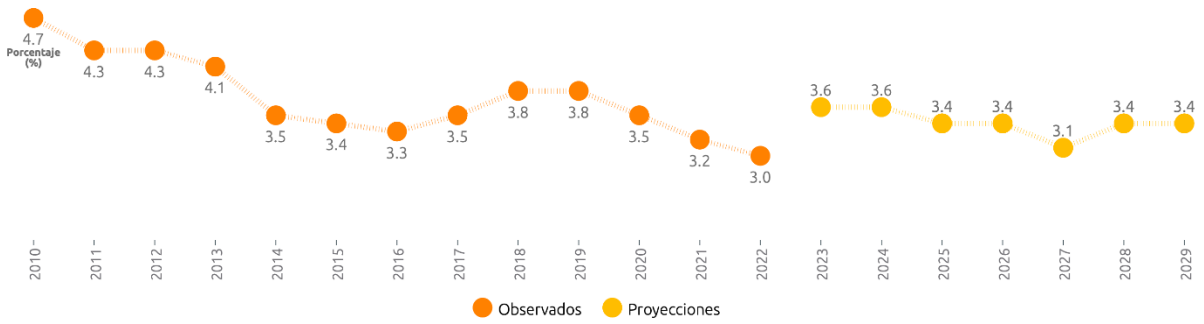
Al comparar estos datos con los del promedio regional de América Latina y el Caribe, el desempeño de México también destaca. Mientras que México tenía 19.3% de su población en inseguridad alimentaria moderada o grave en 2023 (FAO, 2024a), la región reportaba una prevalencia de 25.2%, es decir, una diferencia de seis puntos porcentuales. Esta ventaja relativa no significa que México esté exento de desafíos. A pesar de la mejora nacional, aproximadamente 25 millones de personas siguen enfrentando dificultades estructurales para acceder a alimentos nutritivos y variados, en particular en zonas rurales, comunidades indígenas y periferias urbanas, donde la inflación alimentaria ha tenido impactos más desproporcionados (FAO y cols., 2025).

Es importante mencionar que México también ha enfrentado presiones económicas asociadas a la inflación alimentaria, especialmente entre 2021 y 2023. En ese periodo, el país registró alzas notables en los precios de productos básicos

como cereales, aceites vegetales y legumbres, lo que encareció el costo de una dieta saludable. Sin embargo, a diferencia de otros países latinoamericanos donde estos aumentos se tradujeron en incrementos inmediatos de la inseguridad alimentaria, en México la red de transferencias monetarias y subsidios a productos clave logró contener parte del impacto, lo que en parte explica la caída sostenida del indicador desde 2020 (FAO y cols., 2025).

Por su parte el Banco Mundial reporta que para México el 3% de la población se encuentra en inseguridad alimentaria severa, lo que significa que son personas en hogares que han tenido que reducir la cantidad de comida, saltar comidas, pasar hambre o tener que pasar un día entero sin comer por falta de dinero u otros recursos. Este indicador se ha reducido de 4.7% en 2010 a 3.3% en 2016, cuando aumentó a 3.8% en 2019 y volvió a descender a 3% en 2022. Las proyecciones del Banco Mundial advierten un aumento en la prevalencia a 3.5% promedio entre 2023 y 2029 en parte por la inflación de los alimentos[29].

Figura 7: Prevalencia de inseguridad alimentaria (2022) en México

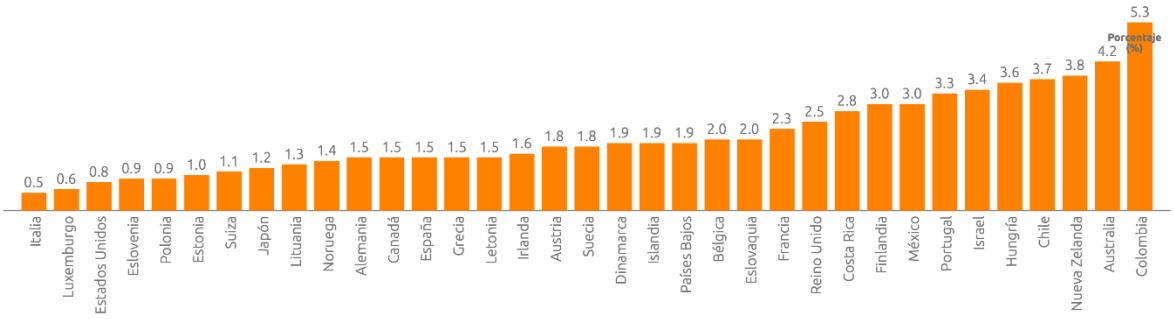


Fuente: Elaboración propia con datos de Banco Mundial (2024b).

México tiene una prevalencia de inseguridad alimentaria severa más alta que algunos países de la OCDE (figura 6) y que Costa Rica, aunque es menor a la que presentan países como Chile y Colombia. Si bien existe una oferta calórica que supera el requerimiento promedio por persona, el acceso efectivo a dietas saludables es desigual. En zonas rurales, más del 50% de las localidades pequeñas carecen de abasto regular de productos básicos como frijol, maíz o carne. La pobreza extrema alimentaria afecta a más del 12% de la población, especialmente en estados del sur como Chiapas, Guerrero y Oaxaca[30].

[29] Las estimaciones se sustentan en el modelo World Food Security Outlook (WFSO), el cual integra análisis de precios de productos agrícolas, inflación alimentaria, crecimiento económico global y riesgos climáticos y geopolíticos. Este modelo se actualiza tres veces al año y es capaz de generar series históricas, datos preliminares y proyecciones plurianuales ajustadas a diferentes escenarios macroeconómicos y de mercado (World Bank, 2023c).
[30] CONEVAL (2024).

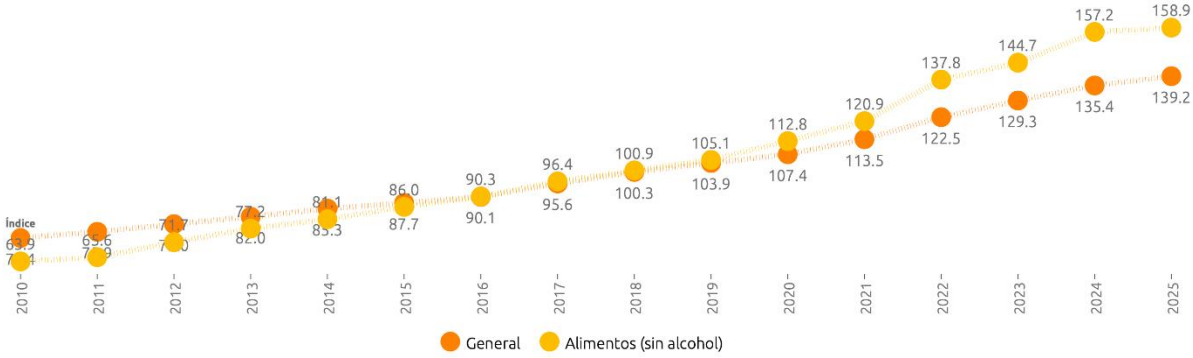
Figura 8: Prevalencia de inseguridad alimentaria (2022) por países



Fuente: Elaboración propia con datos de Banco Mundial (2024b).

Estudios recientes muestran que la inflación de alimentos ha superado la inflación general, lo que ha provocado una caída del poder adquisitivo de las familias y una mayor dependencia de alimentos ultraprocesados, baratos pero poco nutritivos. Esto afecta particularmente a los hogares de bajos ingresos, donde el costo de la canasta básica aumentó un 24.8% para el decil más pobre entre 2018 y 2022, frente a un 19.6% en el decil más alto (CONEVAL, 2024).

Figura 9: Índice de precios al consumidor en México



Fuente: Elaboración propia con datos de BANXICO (2022).

Proyecciones ODS 2.

Para estimar las proyecciones de los dos indicadores del ODS 2 utilizamos los promedios móviles de las tasas de crecimiento de los últimos 6 años de la serie de datos de FAO de estos indicadores (FAO, 2024a). Lo anterior se sustenta en las políticas implementadas durante los últimos seis años, por lo que se espera que México continúe con el avance en el ODS2. Los resultados se muestran en la tabla 8.

Cuadro 8: ODS2 Poner fin al hambre, lograr la seguridad alimentaria y la mejora de la nutrición y promover la agricultura sostenible: Indicadores y proyecciones

Criterio	Indicador	COSOP anterior	Línea base		Medio término	Terminación
Progreso hace los ODS		2018	2024	2025	2028	2031
ODS 2 Poner fin al hambre	2.1.1 Prevalencia de la subalimentación	3.4 %	2.6 %	2.4 %	2.1 %	1.9 %
	2.1.2 Prevalencia de la inseguridad alimentaria moderada o severa	23.8 %	18.2 %	17.2 %	14.7 %	13.3 %

Fuente: Elaboración propia con información de Banco Mundial (2024b), FAO (2024b), Rivera y cols. (2024) y Ayala-Gaytán y Díaz Durán-Hernández (2015).

ODS 5: Lograr la igualdad de género

En las últimas décadas, México ha avanzado en la igualdad de género, especialmente a través de estrategias nacionales alineadas con el ODS 5. El logro más evidente ha sido la mejora sostenida en el nivel educativo de las Mujeres: la matrícula femenina en educación primaria y secundaria casi ha alcanzado la paridad con los hombres. Sin embargo, persisten brechas económicas, políticas y culturales.

México ocupa el lugar 33 de 146 países en el Global Gender Gap Index 2024 del Foro Económico Mundial, con una puntuación general de 0.768, lo que significa que ha cerrado el 76.8% de su brecha de género. Este es su mejor desempeño histórico y lo posiciona por encima del promedio global (68.5%) y regional de América Latina y el Caribe (74.2%). En el subíndice de participación económica, México obtuvo 0.612 (posición 109), con avances en la participación laboral femenina. En logro educativo, alcanzó 0.994 (posición 62), con paridad en educación secundaria y terciaria. En salud y supervivencia, registró 0.962 (posición 124), con equilibrio en el sexo al nacer y esperanza de vida saludable. En empoderamiento político, logró 0.490 (posición 14), destacando por una representación paritaria en el Congreso y un 72.7% de paridad en el gabinete ministerial. Desde 2006, México ha mejorado su puntuación global en 12.2 puntos porcentuales. A nivel regional, se encuentra entre los países con mayores avances, junto con Nicaragua y Ecuador. Su liderazgo en representación política femenina es uno de los principales factores que impulsan su posición. México continúa avanzando hacia una mayor equidad de género, especialmente en los espacios de toma de decisiones.

Según el INEGI, aunque cada vez más mujeres ingresan al mercado laboral y a espacios de toma de decisiones públicas, la tasa de participación laboral femenina sigue siendo baja, con un 46.3% en 2024. Esta cifra es aún menor en comunidades rurales e indígenas, donde las Mujeres enfrentan obstáculos adicionales para acceder a servicios financieros, derechos sobre la tierra y empleos formales. Sin

embargo, los datos del Banco Mundial arrojan que la tasa de participación de las Mujeres en la fuerza laboral[31] es del 52%.

Las mujeres rurales en México desempeñan un papel esencial en la sostenibilidad de las comunidades rurales y el sistema alimentario nacional. Representan el 21.2% de la población femenina del país y han logrado avances significativos en su participación económica. Más de un millón de mujeres mayores de 12 años se emplean en el sector primario, principalmente en agricultura (85.4%) y ganadería (12.4%), además de estar al frente del 16% de los hogares agropecuarios IMCO (2024).

Sin embargo, estas actividades productivas se desarrollan en un contexto de doble y triple jornada, ya que el 97.9% realiza trabajo doméstico no remunerado, el 38.1% se encarga de cuidados, y el 27.8% acarrea agua y leña, lo que limita su tiempo disponible para la educación, el descanso y la participación comunitaria. Esta realidad es consistente con lo señalado por Garay Villegas (2014), quien resalta cómo las Mujeres rurales participan mayoritariamente en actividades no remuneradas en regiones menos desarrolladas del país.

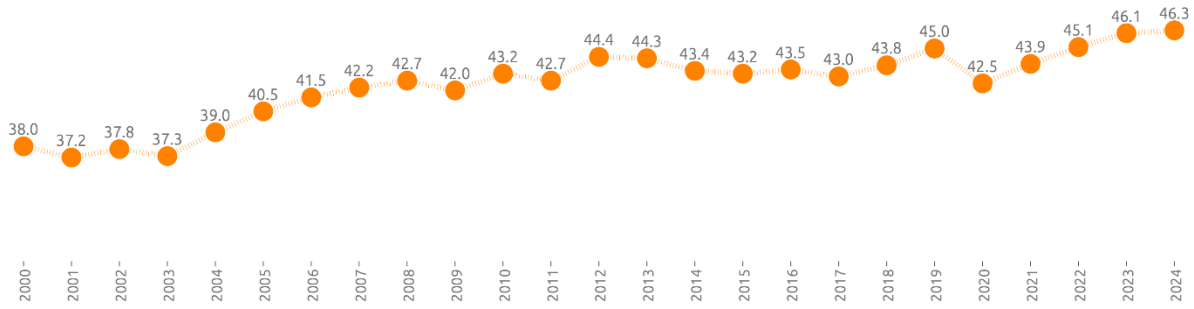
Otro aspecto crucial es el acceso a la propiedad de la tierra. Solo el 27.5% de las Mujeres rurales posee algún derecho agrario certificado, y muchas lo obtienen a edades avanzadas, generalmente tras enviudar o por migración del cónyuge. No obstante, se observa un crecimiento sostenido en su participación en órganos de representación agraria. Esto es relevante si consideramos que el empoderamiento económico y político de las Mujeres en el campo depende, en gran medida, de su autonomía patrimonial (Rodríguez Herrera y Ruiz Rueda, 2018). Informes recientes del FMI alertan que la brecha de participación laboral entre hombres y mujeres sigue siendo 11 puntos mayor en zonas rurales que en urbanas, pese a mejoras en educación y políticas públicas (Fondo Monetario Internacional, 2023).

En cuanto al acceso a la tierra, solo el 15% de las Mujeres rurales son reconocidas como ejidatarias, comuneras o pequeñas propietarias, lo que limita su capacidad para acceder a créditos, apoyos gubernamentales y programas de desarrollo. Además, apenas el 5% de las Mujeres rurales tienen títulos de propiedad individual de tierras agrícolas, lo que las coloca en una situación de desventaja estructural frente a los hombres.

Respecto a la participación económica, el 39% de las Mujeres rurales trabajan en actividades agropecuarias, muchas veces sin remuneración o con ingresos muy bajos. El trabajo no remunerado en los hogares rurales —cuidado de hijos, ancianos, preparación de alimentos, recolección de agua o leña— recae de forma desproporcionada en las Mujeres, lo cual restringe su tiempo y oportunidades para el empleo formal o el liderazgo productivo (Secretaría de Agricultura y Desarrollo Rural (SADER) y Instituto Nacional de las Mujeres (INMUJERES), 2021).

[31] % de la población femenina entre 15-64 años (estimación modelado OIT).

Figura 10: Participación femenina en el mercado laboral



Fuente: Elaboración propia con datos de INEGI (s.f.-c)

Desde una perspectiva demográfica, las Mujeres representan una proporción ligeramente mayor de la población, y su esperanza de vida y nivel educativo promedio han aumentado. Si bien la inscripción escolar básica ha alcanzado la paridad en muchos estados—e incluso ha superado a la masculina en algunos—persisten desigualdades en educación superior y carreras STEM. La transición de la escuela al trabajo revela una brecha alarmante: mientras el 94.5% de los hombres de 30 a 39 años participan en la fuerza laboral, solo lo hace el 61% de las Mujeres en ese mismo grupo de edad (INEGI, 2024c).

A pesar de estos avances, persisten desafíos. Las brechas salariales, la inseguridad laboral y el acceso limitado a posiciones de liderazgo siguen afectando especialmente a mujeres indígenas y rurales. Además, aunque los presupuestos nacionales destinaron más de 30 mil millones de USD a iniciativas de igualdad en 2025, más del 50% de estos recursos se asignaron a transferencias sociales no transformadoras, como pensiones. Alcanzar el ODS 5 requerirá escalar programas exitosos, fortalecer la rendición de cuentas institucional y transformar las normas sociales que continúan desfavoreciendo a mujeres y niñas.

El Plan Nacional de Desarrollo 2025–2030 ubica la igualdad sustantiva y los derechos de las Mujeres como un eje transversal prioritario. Plantea la construcción de una "República de y para las Mujeres" para erradicar desigualdades estructurales, ampliar oportunidades y garantizar que vivan libres de violencia y discriminación. El enfoque es interseccional, al reconocer las necesidades diversas de mujeres indígenas, afromexicanas, con discapacidad, rurales, urbanas en pobreza y de la diversidad sexual.

Entre las prioridades destacan la erradicación de las violencias de género, la autonomía económica de las Mujeres y el reconocimiento del trabajo de cuidados no remunerado mediante un Sistema Nacional de Cuidados. También se busca reducir la brecha salarial, ampliar el acceso a servicios de salud y seguridad social, y garantizar participación plena en la vida política, consolidando los avances en paridad y combatiendo la violencia política de género.

El diagnóstico del plan subraya retos estructurales como la feminización de la pobreza, la desigualdad laboral y salarial, la sobrecarga de cuidados y el rezago en acceso a tierra, financiamiento y servicios básicos. Frente a ello, se proponen estrategias que incluyen la transversalización de la perspectiva de género en

políticas públicas, presupuestos y programas, así como la creación de entornos institucionales y culturales que aseguren el ejercicio pleno de los derechos de todas las Mujeres.

Proyecciones de indicadores ODS 5. Con base en la serie de datos de la participación de mujeres en el mercado laboral del Banco Mundial de 1990 a 2023, se obtuvo un crecimiento anual con base en medias móviles que se sustenta en las políticas anunciadas en esta administración relacionadas con un sistema de cuidados y una implementación más activa de políticas con perspectiva de género. Por tanto, se espera que los indicadores propuestos muestren avances sostenidos. Los resultados se aplicaron a los demás indicadores, ya que se consideran complementarios.

Cuadro 9: ODS5 Lograr la igualdad entre los géneros y empoderar a todas las Mujeres y las niñas: Indicadores y proyecciones

Criterio	Indicador	COSOP anterior	Línea base		Medio término	Terminación
Progreso hacia los ODS		2018	2024	2025	2028	2031
ODS 5 Lograr la igualdad entre los géneros	Tasa de participación de mujeres en la fuerza laboral	47.0	50.5	52.0	54.8	56.7
	Proporción de tiempo dedicado al trabajo doméstico y de cuidado no remunerado (%)	27.8	27.7	27.4	26.5	25.5
	Proporción de mujeres entre los propietarios o los titulares de derechos sobre tierras agrícolas (%)	15.8	15.9	16.0	16.6	17.0

Fuente: Elaboración propia con información de Banco Mundial (2024b), Fluchtmann y cols. (2024) y Gobierno de México (2024)

ODS 10: Reducción de las desigualdades

Las desigualdades estructurales en México siguen siendo significativas, tanto entre regiones como dentro de ellas. Las poblaciones indígenas, rurales y afromexicanas enfrentan niveles desproporcionadamente altos de pobreza, acceso limitado a servicios de salud y educación, y una representación insuficiente en la toma de decisiones. El coeficiente de Gini nacional mejoró de 0.449 en 2018 a 0.391 en 2024 Banco Mundial (s.f.), pero esta cifra aún indica un nivel elevado de desigualdad. En el cuadro 2, se observan coeficientes de gini que van de 0.47 del estado de Chiapas a 0.34 del Estado de Tlaxcala.

Con datos actualizados, el reporte de resultados de la ENIGH 2024, indica que el coeficiente de Gini para la distribución del ingreso con transferencias por deciles de hogares fue de 0.391, una disminución respecto al 0.402 en 2022 y al 0.449

en 2018. Este resultado muestra una tendencia a la baja en la desigualdad de ingresos. Además, el reporte señala que si no se incluyeran las transferencias, el índice habría sido de 0.450, lo que evidencia el papel redistributivo de estas en la reducción de las brechas económicas entre los hogares (INEGI, 2025).

Uno de los aspectos más preocupantes es que el 20% de la población con menores ingresos (primer quintil) experimentó una reducción del 14.7% en su ingreso laboral real per cápita, mientras que el quinto quintil (el más alto) vio un incremento del 9.0%. Este patrón se traduce en un crecimiento desigual que beneficia principalmente a los estratos superiores y erosiona los ingresos reales de los sectores más vulnerables.

Las brechas de género también se hacen evidentes. En el primer trimestre de 2024, el ingreso laboral promedio de los hombres fue de $8,029.47, mientras que el de las Mujeres fue de $6,296.22, lo que significa que las Mujeres ganan aproximadamente 77% de lo que ganan los hombres. A pesar de que ambos sexos tuvieron incrementos similares (7.3% en hombres y 7.4% en mujeres), la brecha salarial persiste sin cambios significativos.

Asimismo, la desigualdad estructural entre trabajadores formales e informales sigue siendo amplia. Los trabajadores formales tienen ingresos mensuales promedio de $10,280.68, más del doble que sus pares informales, quienes perciben $5,051.33. Aunque ambos grupos experimentaron aumentos, el crecimiento fue mayor en la población formal (7.6% frente a 5.4%), lo que acentúa la disparidad entre ambos segmentos laborales (INEGI, 2025a).

El diseño de políticas públicas más inclusivas y con enfoque territorial ha cobrado importancia. Se han implementado iniciativas como transferencias condicionadas, subsidios regionales y fortalecimiento de capacidades locales. Sin embargo, la efectividad de estas políticas depende en gran medida de la continuidad institucional, la participación ciudadana y el acceso equitativo a infraestructura y tecnología.

La desigualdad representa una amenaza profunda tanto para el desarrollo social como económico del planeta: no solo obstaculiza los esfuerzos por erradicar la pobreza, sino que también puede minar el bienestar personal y colectivo de las personas. Aunque en muchos países los ingresos del 40% más pobre han crecido a un ritmo mayor que el promedio nacional, las secuelas de la pandemia de COVID-19 ponen en riesgo esta tendencia, generando igualmente el mayor aumento de desigualdad entre países en más de tres décadas. Dado lo anterior, el indicador 10.1.1 del ODS 10 monitorea la concentración de ingresos del 40% de la población con menos recursos.

Proyecciones de indicadores ODS 10. De acuerdo con Araujo (2022) el aumento en la desigualdad de 1%, incrementa la pobreza en 2.4%. Con base en este resultado se estimaron las proyecciones del índice de Gini y de la participación en el ingreso del 40% más pobre a partir de los cálculos en la reducción de pobreza del cuadro 6.

Cuadro 10: ODS10: Indicadores y proyecciones

Criterio	Indicador	COSOP anterior	Línea Base	Medio término	Terminación
		2018	2024	2028	2031
Avance hacia los ODS	Coeficiente de Gini	0.449	0.391	0.381	0.376
ODS 10 Reducir la desigualdad	10.1.1 Participación en el ingreso del 40% más pobre (en %)	18.0	18.5	18.8	19.2

Fuente: Elaboración propia con información de Banco Mundial (2024b), Campos V. y Monroy G.F. (2016) y CONEVAL (2022)

Cuadro 11: ODS10: Indicadores y proyecciones regionales

Criterio	Indicador	Región	Linea base		Medio término	Terminación
			2024	2025	2028	2031
ODS 10 Reducir la desigualdad	Participación en el ingreso del 40 % más pobre (en %)	Capital	19.1	19.7	20.1	20.4
		Centro	19.4	20.0	20.4	20.7
		Centro-Norte	18.7	19.3	19.7	19.9
		Golfo	18.5	19.1	19.5	19.7
		Nacional	18.0	18.6	18.8	19.2
		Norte	18.7	19.3	19.7	19.9
		Pacífico	19.3	19.9	20.3	20.6
		Sur	17.3	17.9	18.2	18.4

Fuente: Elaboración propia con información de Banco Mundial (2024b), Campos V. y Monroy G.F. (2016) y CONEVAL (2022).

Proyecciones de desigualdad (2025–2031). El crecimiento económico, la pobreza y la desigualdad mantienen una relación estrecha pero no mecánica. La evidencia empírica muestra que el crecimiento tiende a reducir la pobreza al elevar los ingresos de los hogares cercanos a la línea de pobreza, aun cuando la distribución del ingreso no mejore. Al mismo tiempo, la desigualdad presenta una alta inercia y responde débilmente al crecimiento: Ferreira y Ravallion (2008) documenta que la correlación entre la desigualdad inicial y la efectividad del crecimiento para reducir la pobreza es positiva pero moderada (alrededor de 0.26), lo que indica que la desigualdad condiciona, pero no determina de forma unívoca, la reducción de la pobreza. Estudios más recientes confirman esta complejidad: Bergstrom (2022) estima que, aunque la pobreza es altamente elástica tanto al ingreso medio como a la desigualdad —con elasticidades cercanas a 2.8 y 5.2, respectivamente—, en la práctica la mayor parte de la reducción observada de la pobreza proviene del crecimiento, dado que la desigualdad cambia lentamente.

Por ello, aun cuando existen estimaciones empíricas robustas sobre cómo la desigualdad influye en la pobreza, no es posible definir una elasticidad única y estable entre ambas, ya que la pobreza responde simultáneamente al crecimiento y a la distribución, mientras que la desigualdad depende de factores estructurales

y distributivos que no se modifican automáticamente con el crecimiento económico.

Por tanto, para las proyecciones de la desigualdad no se impone una elasticidad directa entre pobreza y desigualdad. En su lugar, se utiliza la información histórica disponible y se asume que la desigualdad presenta una alta persistencia en el tiempo. Con este criterio, las proyecciones del índice de Gini y la participación en ingreso del 40% más pobre se construyen a partir de las variaciones promedio anuales móviles observadas en el periodo 2014–2024, las cuales capturan la dinámica reciente de la desigualdad en México sin atribuir de manera mecánica los cambios observados a la evolución de la pobreza o del crecimiento económico. Estos valores se ubican alrededor el 0.5% de crecimiento anual (CONEVAL, 2022; INEGI, 2025).

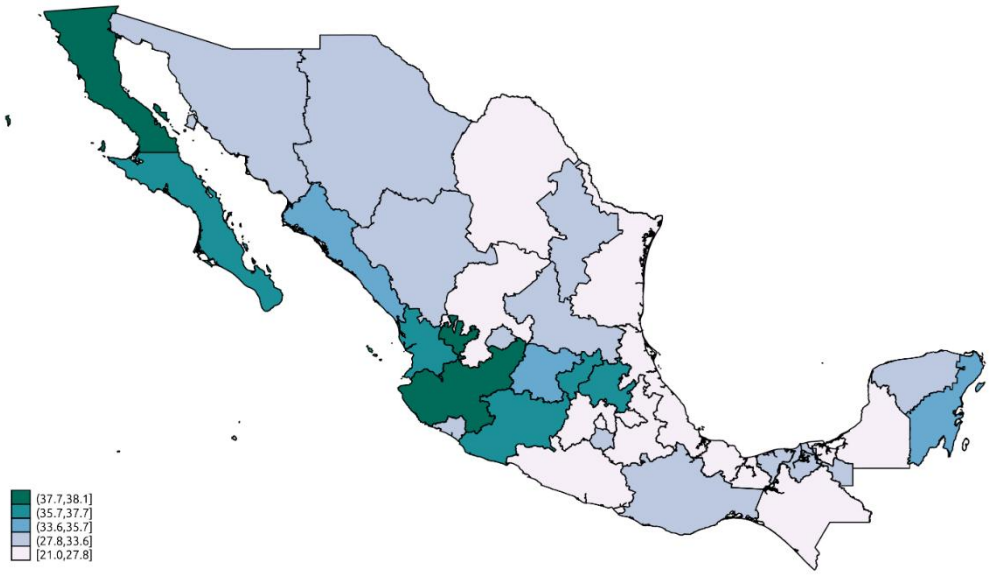
Apéndice: cuadros y gráficas de soporte

1. Indicadores relevantes de la población en México

En México, se registraron más de 128 millones de personas (cuadro 12, con una ligera mayoría de mujeres (65.4 millones) respecto a hombres (62.7 millones). La población urbana ascendió a aproximadamente 99 millones, mientras que la rural representó cerca de 27 millones. Sin embargo, existen importantes contrastes entre entidades: por ejemplo, Chiapas y Oaxaca presentan una población rural superior a los dos millones de habitantes, a diferencia de entidades como Ciudad de México o Baja California Sur, donde la población rural es mínima en comparación con la urbana.

Asimismo, existen alrededor de 6.5 millones de personas ocupadas en el sector agrícola (Cuadro 13). Los estados de Veracruz (732,844), Chiapas (689,602), y Oaxaca (569,594) son los que tienen una mayor población ocupada en este sector. En términos de participación en el PIB agrícola estatal, Jalisco destaca con una aportación del 14.2%, seguido de Michoacán (10.5%) y Veracruz (6.9%). Asimismo, entidades como Ciudad de México (0.1%), Baja California Sur (0.8%) y Tlaxcala (0.9%) tienen una participación baja del sector agrícola en su economía. Si se hace una relación entre estos indicadores del sector agrícola y el coeficiente de Gini, se observa que en estados con alta ocupación en el sector como Chiapas (0.47) o Guerrero (0.45), también persisten altos niveles de desigualdad.

Figura 11: Porcentaje de personas vulnerables por carencias sociales (2022)



Fuente: Elaboración propia, con datos de INEGI (s.f.-b).

2. Medición de la pobreza multidimensional en México

Con el fin de tener indicadores que permitan conocer el fenómeno de la pobreza de manera multidimensional, el extinto CONEVAL estableció 6 carencias sociales: rezago educativo, acceso a servicios de salud, acceso a la seguridad social, calidad y espacios de la vivienda y alimentación nutritiva y de calidad.

La figura 12 muestra a los estados cuya población, en promedio, tienen más carencias sociales. En este caso, se refleja una división clara entre el norte y el sur del país, puesto que los estados localizados en el último tienen una población que, en promedio, son vulnerables por aunque sea 2.4 carencias.

Es importante mencionar que la definición de pobreza extrema utilizada por CONE- VAL y ahora el INEGI toma en cuenta que una persona en dicha situación tiene tres o más carencias posibles. En México, la población de dos estados (Oaxaca y Guerrero) cuenta, en promedio, con 3 carencias sociales.

3. Elasticidad entre crecimiento económico y pobreza en México

El estudio realizado por Raymundo Campos y Luis Monroy en 2016 analiza cómo el crecimiento económico se relaciona con la reducción de la pobreza a nivel estatal en México, enfocándose en el periodo 2000–2014. Los resultados muestran que no existe una relación sistemática y significativa entre crecimiento económico y reducción de la pobreza cuando se analizan promedios anuales entre 2000 y 2012. Sin embargo, al examinar cambios trimestrales durante 2005–2014 mediante el Índice de Tendencia Laboral de la Pobreza (ITLP) del CONEVAL, se encuentra una relación negativa y estadísticamente significativa: en promedio, un incremento del 1% en el crecimiento económico reduce la pobreza laboral en cerca de 1%, lo que sugiere una elasticidad cercana a la unidad a nivel nacional. No obstante, hay fuertes diferencias entre entidades federativas. Sólo nueve estados presentan una elasticidad mayor a 1, lo que indica una reducción de pobreza más que proporcional respecto al crecimiento. Doce entidades muestran una elasticidad igual a 1 (proporcional), mientras que otras diez registran una elasticidad menor a 1. En seis estados (como Chiapas y Colima), no se encontró una relación estadísticamente significativa entre crecimiento y reducción de la pobreza.

Además, el estudio identifica que las condiciones iniciales del estado influyen en esta relación: los estados con menor desigualdad, mayor PIB per cápita, más trabajadores formales y mejor acceso a servicios básicos experimentan una mayor reducción de la pobreza ante un mismo incremento en el crecimiento económico. En contraste, los estados del sur, más desiguales y con menor infraestructura, muestran menor sensibilidad de la pobreza al crecimiento.

En resumen, el crecimiento por sí solo no garantiza una reducción automática de la pobreza, especialmente si se da en contextos de alta desigualdad o informalidad laboral. Se requiere combinar crecimiento económico con políticas de inclusión, desarrollo social y mejoras estructurales en capital humano y servicios.

Cuadro 12: Población en México (2020)

Entidad federativa	Hombres	Mujeres	Población urbana	Población rural
Aguascalientes	714,122	741,928	1,198,711	226,896
Baja California	1,942,589	1,896,030	3,530,240	238,780
Baja California Sur	415,991	399,107	727,500	70,947
Campeche	463,525	475,654	696,587	231,776
Coahuila	1,594,257	1,602,865	2,884,047	262,724
Colima	368,812	376,310	658,699	72,692
Chiapas	2,800,924	2,914,336	2,726,722	2,817,106
Chihuahua	1,895,944	1,916,683	3,274,046	467,823
Ciudad de México	4,477,410	4,855,183	9,145,632	64,312
Durango	920,522	937,633	1,326,380	506,270
Guanajuato	3,053,506	3,212,290	4,444,958	1,721,976
Guerrero	1,735,911	1,864,044	2,112,142	1,428,543
Hidalgo	1,508,655	1,621,511	1,766,494	1,316,347
Jalisco	4,193,609	4,314,053	7,341,829	1,006,322
México	8,395,308	8,841,480	14,853,995	2,138,423
Michoacán	2,354,604	2,475,663	3,376,493	1,372,353
Morelos	969,281	1,033,473	1,613,757	357,763
Nayarit	622,813	629,877	895,054	340,402
Nuevo León	2,963,058	2,942,913	5,546,346	238,096
Oaxaca	2,016,519	2,187,926	2,043,573	2,088,575
Puebla	3,230,785	3,474,432	4,837,695	1,745,583
Querétaro	1,186,637	1,233,182	1,869,860	498,607
Quintana Roo	959,272	938,969	1,677,258	180,727
San Luis Potosí	1,401,063	1,470,634	1,896,806	925,449
Sinaloa	1,526,168	1,553,605	2,292,232	734,711
Sonora	1,506,254	1,496,032	2,585,669	359,171
Tabasco	1,196,142	1,244,307	1,406,511	996,087
Tamaulipas	1,776,863	1,819,108	3,183,836	343,899
Tlaxcala	665,267	704,683	1,119,877	223,100
Veracruz	3,937,813	4,231,474	4,976,597	3,085,982
Yucatán	1,164,908	1,198,215	1,994,851	326,047
Zacatecas	806,185	840,853	1,026,099	596,039
Nacional	62,764,717	65,444,453	99,030,496	26,983,528

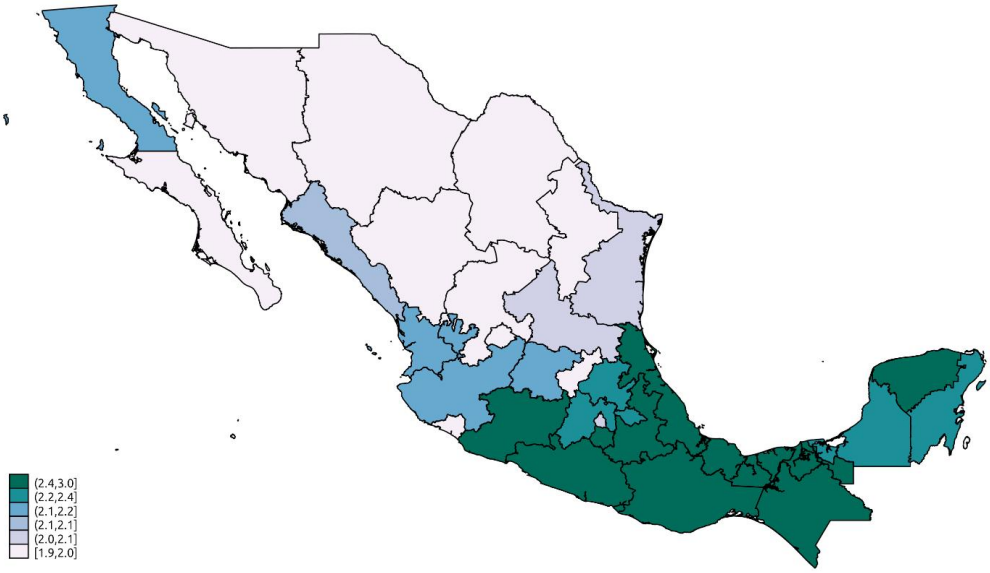
Fuente: Elaboración propia, con datos de SEMARNAT (2021).

Cuadro 13: Indicadores relevantes de la población en México

Entidad federativa	Población ocupada en el sector agrario (2023)	Participación en el PIB agrícola (2023)	Coeficiente de Gini
Aguascalientes	23,905	1.5	0.43
Baja California	62,336	2.8	0.38
Baja California Sur	25,039	0.8	0.41
Campeche	76,382	0.9	0.44
Coahuila	36,762	2.1	0.39
Colima	42,451	1.1	0.38
Chiapas	689,602	2.7	0.47
Chihuahua	138,662	6.9	0.44
Ciudad de México	32,100	0.1	0.46
Durango	109,339	3.1	0.39
Guanajuato	272,411	5.6	0.37
Guerrero	472,609	1.9	0.45
Hidalgo	214,607	1.4	0.39
Jalisco	371,539	14.2	0.37
México	306,442	3.2	0.38
Michoacán	522,420	10.5	0.43
Morelos	83,388	1.0	0.41
Nayarit	100,404	1.4	0.44
Nuevo León	59,915	1.1	0.40
Oaxaca	569,594	2.2	0.45
Puebla	482,847	3.7	0.40
Querétaro	58,888	1.6	0.39
Quintana Roo	48,348	0.4	0.41
San Luis Potosí	158,036	2.8	0.41
Sinaloa	210,637	6.2	0.39
Sonora	137,822	6.5	0.41
Tabasco	150,921	1.0	0.42
Tamaulipas	97,134	2.3	0.39
Tlaxcala	73,518	0.5	0.34
Veracruz	732,844	6.9	0.43
Yucatán	103,779	1.4	0.42
Zacatecas	134,921	2.1	0.41
Nacional	6,599,602		0.43

Fuente: Elaboración propia, con datos de INEGI (s.f.-b), INEGI (2024a) y CONEVAL (2022).

Figura 12: Carencias promedio (2022)



Fuente: Elaboración propia, con datos de INEGI (s.f.-b)

Cuadro 14: Elasticidad del crecimiento económico sobre la pobreza laboral por entidad federativa (2005–2014)

Entidad Federativa	Elasticidad estimada
Elasticidad mayor a 1	
Baja California	-1.84
Baja Ccalifornia Sur	-2.6
Chihuahua	-2.39
Distrito Federal	-1.91
Guanajuato	-1.44
Jalisco	-1.55
Nuevo León	-1.86
Querétaro	-2.01
Tamaulipas	-1.62
Elasticidad igual a 1	
Aguascalientes	-1.03
Coahuila	-0.87
Durango	-1.20
Estado de México	-1.28
Hidalgo	-0.90
Oaxaca	-1.11
Quintana Roo	-1.42
Morelos	-0.74
Sonora	-0.94
Tlaxcala	-0.83
Veracruz	-0.86
Yucatán	-0.91
México (Agregado)	-1.04
Elasticidad menor a 1	
Guerrero	-0.53
Nayarit	-0.54
Puebla	-0.67
San Luis Potosí	-0.62
No significativa estadísticamente	
Chiapas	–
Colima	–
Michoacán	–
Sinaloa	–
Tabasco	–
Zaccatecas	–

4. Indicadores relevantes de la desigualdad en México

A nivel nacional, se observa una disminución en los niveles de desigualdad entre 2020 y 2022, tanto en el coeficiente de Gini como en la razón P80/P20 (cuadro 15). El coeficiente de Gini pasó de 0.45 a 0.43, mientras que la razón P80/P20 bajó de 9.7 a 9.4. Sin embargo, esta mejora no es generalizada en todo el país. Por ejemplo, Baja California logró una reducción en ambos indicadores, bajando su Gini de 0.42 a 0.38 y su razón P80/P20 de 9.0 a 8.7. Por el contrario, en entidades como la Ciudad de México, el coeficiente de Gini aumentó de 0.45 a 0.46, mientras que la razón P80/P20 bajó de 9.3 a 8.6.

En estados con alta concentración de pobreza como Chiapas, Oaxaca y Guerrero, los niveles de desigualdad se mantuvieron elevados. En Chiapas, el Gini permaneció constante en 0.47, arriba del promedio nacional, mientras que su razón P80/P20 aumentó de 8.8 a 9.0. Oaxaca también conservó un coeficiente Gini (0.45 en ambos años) igual al promedio nacional y un aumento en la razón P80/P20 (de 9.9 a 9.8). En contraste, entidades como el Estado de México y Guanajuato reflejan mejoras al reducir ambos indicadores.

Al analizar los mismos indicadores a nivel regional (cuadro 16), se observa que la región Capital redujo su Gini de 0.45 a 0.42 y su razón P80/P20 de 9.1 a 8.3. De igual manera, la región del Golfo experimentó una reducción en el Gini (de 0.45 a 0.42) y en la razón P80/P20 (de 9.6 a 8.8). Asimismo, en el Pacífico, ambos indicadores se mantuvieron sin cambios importantes. El Centro-Norte y el Norte, aunque también redujeron ligeramente su Gini, siguen presentando razones P80/P20 elevadas (8.9 y 9.0 respectivamente).

En contraste, en la región Sur su coeficiente de Gini aumentó de 0.44 a 0.45 y su razón P80/P20 también subió de 9.2 a 9.3. En ese sentido, se tiene que volver a poner especial atención en la región Sur del país, puesto que, además de contar con mayor pobreza, también es más desigual que el resto del país.

En otros indicadores, la participación en el ingreso del 40% más pobre refleja que aumentó de 15.5% en 2016 a 17.7% en 2022, lo que representa un incremento acumulado de 2.2 puntos porcentuales (cuadro 17. Nuevo León y Quintana Roo destacan como las entidades con mayor aumento en este indicador con 13.4% en ambos casos de 2016 a 2022. Por otro lado, Aguascalientes muestra una caída de -5.3% entre 2020 y 2022. También se observa que entidades con altos niveles de pobreza estructural como Oaxaca y Veracruz tienen aumentos marginales o incluso reducciones.

A nivel regional (cuadro 18), los mayores avances se encuentran en el Norte, con un incremento sostenido en ambos periodos de evaluación, y la Capital, que pasó de 17% a 19.1% entre 2020 y 2022. También destacan el Centro-Norte y el Golfo, con mejoras constantes. Asimismo, la región Sur es la única que presenta un retroceso, con una disminución de -2.3 puntos porcentuales entre 2020 y 2022, pasando de 17.7% a 17.3%; lo cual infiere que es necesario focalizar las políticas redistributivas en dicha región.

Cuadro 15: Coeficiente Gini y razón P80/P20 por estado

Entidad	Coeficiente de Gini		Razón P80/P20	
	2020	2022	2020	2022
Aguascalientes	0.40	0.43	9.2	8.8
Baja California	0.42	0.38	9.0	8.7
Baja California Sur	0.43	0.41	9.3	8.9
Campeche	0.47	0.44	9.9	9.1
Coahuila	0.39	0.39	9.2	8.9
Colima	0.40	0.38	9.1	8.6
Chiapas	0.47	0.47	8.8	9.0
Chihuahua	0.44	0.44	9.4	9.4
Ciudad de México	0.45	0.46	9.3	8.6
Durango	0.45	0.39	9.0	9.5
Guanajuato	0.39	0.37	9.0	8.3
Guerrero	0.45	0.45	9.2	9.6
Hidalgo	0.40	0.39	8.9	9.0
Jalisco	0.39	0.37	8.3	8.5
México	0.45	0.38	8.9	8.0
Michoacán	0.40	0.43	8.8	8.8
Morelos	0.42	0.41	9.2	8.5
Nayarit	0.41	0.44	9.3	9.3
Nuevo León	0.45	0.40	9.2	8.8
Oaxaca	0.45	0.45	9.9	9.8
Puebla	0.44	0.40	9.1	8.7
Querétaro	0.42	0.39	9.0	8.9
Quintana Roo	0.46	0.41	10.0	8.7
San Luis Potosí	0.44	0.41	10.7	9.8
Sinaloa	0.40	0.39	8.6	8.7
Sonora	0.44	0.41	9.5	9.0
Tabasco	0.46	0.42	9.3	8.6
Tamaulipas	0.43	0.39	9.2	9.2
Tlaxcala	0.39	0.34	8.6	7.8
Veracruz	0.42	0.43	9.0	8.8
Yucatán	0.47	0.42	9.8	8.9
Zacatecas	0.45	0.41	8.9	8.9
Nacional	0.45	0.43	9.7	9.4

Fuente: Elaboración propia, con datos de CONEVAL (2022) y INEGI (2023a).

Cuadro 16: Coeficiente Gini y razón P80/P20 por región

Región	Coeficiente de Gini		Razón P80/P20	
	2020	2022	2020	2022
Capital	0.45	0.42	9.1	8.3
Centro	0.41	0.39	8.9	8.5
Centro-Norte	0.42	0.40	9.3	9.0
Golfo	0.45	0.42	9.6	8.8
Norte	0.43	0.40	9.3	9.0
Pacífico	0.40	0.40	8.9	8.8
Sur	0.44	0.45	9.2	9.3
Nacional	0.45	0.43	9.7	9.4

Fuente: Elaboración propia, con datos de CONEVAL (2022) y INEGI (2023a).

Cuadro 17: Participación en el ingreso del 40 % más pobre por estado, periodos 2016–2022

Enridad	2016	2018	Diferencia (%)	2020	2022	Diferencia (%)
Aguascalientes	18.6	18.1	-2.7	18.9	17.9	-5.3
Baja California	17.9	19.0	6.1	18.1	20.0	10.5
Baja California Sur	18.6	18.5	-0.5	18.5	19.1	3.2
Campeche	16.8	15.9	-5.4	16.3	17.7	8.6
Chiapas	15.9	16.6	4.4	17.6	17.4	-1.1
Chihuahua	15.9	17.4	9.4	17.1	16.9	-1.2
Ciudad de México	16.9	15.8	-6.5	17.8	18.0	1.1
Coahuila	18.6	18.3	-1.6	18.6	19.2	3.2
Colima	18.2	18.2	0.0	18.9	19.9	5.3
Durango	18.6	18.1	-2.7	17.2	18.8	9.3
Guanajuato	13.3	18.5	39.1	19.2	20.1	4.7
Guerrero	16.8	15.6	-7.1	17.5	17.1	-2.3
Hidalgo	18.1	17.5	-3.3	19.2	18.8	-2.1
Jalisco	18.2	17.8	-2.2	19.9	20.1	1.0
Michoacán	18.4	18.5	0.5	18.9	18.2	-3.7
Morelos	17.6	17.9	1.7	18.3	18.7	2.2
México	18.7	19.6	4.8	17.8	20.1	12.9
Nayarit	16.3	17.2	5.5	18.5	17.8	-3.8
Nuevo León	12.5	17.6	40.8	16.4	18.6	13.4
Oaxaca	15.4	15.0	-2.6	16.6	16.5	-0.6
Puebla	18.5	18.9	2.2	17.7	19.0	7.3
Querétaro	16.6	17.8	7.2	18.7	19.0	1.6
Quintana Roo	18.2	18.7	2.7	17.2	19.5	13.4
San Luis Potosí	16.8	16.1	-4.2	16.5	17.7	7.3
Sinaloa	18.4	17.9	-2.7	19.2	19.4	1.0
Sonora	15.9	17.5	10.1	17.0	18.5	8.8
Tabasco	17.5	16.9	-3.4	17.1	18.5	8.2
Tamaulipas	16.5	16.7	1.2	17.9	18.8	5.0
Tlaxcala	19.9	20.2	1.5	19.0	21.2	11.6
Veracruz	16.1	17.3	7.5	18.4	18.3	-0.5
Yucatán	17.2	16.9	-1.7	16.3	18.3	12.3
Zacatecas	15.6	18.1	16.0	17.0	18.4	8.2
Nacional	15.5	16.5	6.5	17.0	17.7	4.1

Fuente: Elaboración propia, con datos de INEGI (2023a).

Cuadro 18: Participación en el ingreso del 40 % más pobre por región, periodos 2016–2022

Región	2016	2018	Diferencia (%)	2020	2022	Diferencia (%)
Capital[13]	17.8	17.7	-0.6	17.8	19.1	7.3
Centro[14] Centro-	18.5	18.6	0.5	18.6	19.4	4.3
Norte[15] Golfo[16]	16.6	17.8	7.2	17.9	18.7	4.5
Norte[17]	17.1	17.1	0.0	17.1	18.5	8.2
Pacífico[18]	16.2	17.7	9.3	17.5	18.7	6.9
Sur[19]	17.9	17.9	0.0	19.0	19.3	1.6
Nacional	16.6	16.4	-1.2	17.7	17.3	-2.3
	15.5	16.5	6.5	17.0	17.7	4.1

Fuente: Elaboración propia, con datos de INEGI (2023a).

Referencias

CNBV. (2024). *Reporte de resultados de la encuesta nacional de inclusión financiera*. (Disponible en los documentos proporcionados por el usuario)

FAO. (2022). *World food and agriculture statistical yearbook 2022*. Rome: FAO. (Disponible en: https://www.fao.org)

FAO. (2024a). *Faostat: Cost and affordability of a healthy diet (CAHD)*. https://www.fao.org/faostat/en/#data/CAHD. (Accessed: 2025-07-20)

FAO. (2024b). *Indicador 2.1.2: Prevalencia de inseguridad alimentaria moderada o grave en la población, según la escala de experiencia de inseguridad alimentaria (FIES)*. https://www.fao.org/sustainable-development-goals-data-portal/data/indicators/212-prevalence-of-moderate-or-severe-food-insecurity-in-the-population-based-on-the-food-insecurity-experience-scale/es. (Consultado el 20 de julio de 2025)

FAO, IFAD, UNICEF, WFP, y WHO. (2025). *The state of food security and nutrition in the world 2025: Addressing high food price inflation for food security and nutrition*. Rome: Food and Agriculture Organization of the United Nations. Descargado de https://doi.org/10.4060/cd6008en doi: 10.4060/cd6008en

INEGI. (2025, julio). *Encuesta nacional de ingresos y gastos de los hogares (ENIGH) 2024: Reporte de resultados 23/25*. Ciudad de México, México. (Disponible en: https://www.inegi.org.mx/programas/enigh/nc/2024/default.html)

Adil, L., Eckstein, D., Künzel, V., y Schäfer, L. (2025). *Global climate risk index 2025*. Bonn, Germany. Descargado de https://germanwatch.org/en/cri (Published with support from the International Climate Initiative (IKI) and Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ))

Agencia de Transformación Digital y Telecomunicaciones. (s.f.). *¿Qué hacemos?* https://www.gob.mx/atdt/que-hacemos. (Consultado el 29 de agosto de 2025)

Araujo, S. (2022). Pobreza y desigualdad: una relación elástica en América Latina. *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales, 28*(1), 129–155.

Ayala-Gaytán, E. A., y Díaz Durán-Hernández, A. (2015). Infraestructura, ingreso y desnutrición infantil en México. *Salud Pública de México, 57*(1), 22–28. Descargado de https://www.saludpublica.mx/index.php/spm/article/view/7259 (Consultado en julio de 2025)

Banco Mundial. (s.f.). *Datos de libre acceso del Banco Mundial*. Descargado de https://datos.bancomundial.org (Retrieved [Access Date])

Banco Mundial. (2024a). *Mexico economic update April 2024*. Descargado de https://www.worldbank.org/en/country/mexico/publication/economic-update

Banco Mundial. (2024b). *World Bank Open Data*. Descargado de https://data.worldbank.org/ (Retrieved [Access Date])

Banco Mundial. (2025). *Global economic prospects, June 2025*. Washington, DC: World Bank Group. Descargado de https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/41458 doi: 10.1596/978-1-4648-2193-6

Banco Mundial. (s.f.). *Índice de Gini - México*. Descargado de https://datos.bancomundial.org/indicador/SI.POV.GINI?locations=MX (Retrieved [Access Date])

BANXICO. (s.f.). *Sistema de información económica*. Descargado de https://www.banxico.org.mx/SieInternet/ (Retrieved [Access Date])

BANXICO. (2022). *Informe trimestral octubre - diciembre 2021*. Descargado de https://www.banxico.org.mx/publicaciones-y-prensa/informes-trimestrales/%7B9CE4F0BD-2CE1-0A7C-9A88-7FBFC2411A53%7D.pdf (Retrieved [Access Date])

Campos V., R. M., y Monroy G. F., L. A. (2016). La relación entre crecimiento económico y pobreza en México. *Investigación Económica, 75*(298), 77–113.

Capital, T. (2025). ¿Qué son las SOFOMES y por qué son una gran opción para las PYMES mexicanas? Descargado de https://www.trinitas.mx/que-son-las-sofomes-y-por-que-son-una-gran-opcion-para-las-pymes-mexicanas (Consultado en agosto de 2025)

CEFP. (s.f.).

CEFP. (2024). *Crédito y productividad en el sector agropecuario mexicano*. (Disponible en: CreditoagroMex.pdf)

CIEP. (2024). *Paquete económico*. Descargado de https://paqueteeconomico.ciep.mx/ (Retrieved [Access Date])

CIEP. (2025). *Implicaciones fiscales del endeudamiento en México 2025*. (Disponible en: Sostenibilidad-2025wordpress.pdf)

Comisión Nacional Bancaria y de Valores. (2025). *Sociedades financieras de objeto múltiple (SOFOMES)*. Descargado de https://www.gob.mx/cnbv/acciones-y-programas/sociedades-financieras-de-objeto-multiple-sofomes (Consultado en agosto de 2025)

Comisión Nacional para la Protección y Defensa de los Usuarios de Servicios Financieros. (2025). *Sociedades cooperativas de ahorro y préstamo (SOCAP)*. Descargado de

https://www.condusef.gob.mx/index.php?p=info-socap (Consultado en agosto de 2025)

CONAIF. (2020). *Política nacional de inclusión financiera 2020-2024*. https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/633125/PNIF2020-2024.pdf. (Versión preliminar para discusión)

CONEVAL. (2021). *Pobreza rural en México*. Ciudad de México. Descargado de https://www.coneval.org.mx

CONEVAL. (2022). *Medición de la pobreza 2022*. Descargado de https://www.coneval.org.mx/Medicion/MP/Paginas/Pobreza_2022.aspx (Retrieved [Access Date])

CONEVAL. (2024). *Comunicado 06: Información de pobreza laboral al primer trimestre de 2024*. https://www.coneval.org.mx/Medicion/Paginas/Pobreza-Laboral.aspx. (Consultado el 21 de julio de 2025)

CONEVAL. (2024). *Principales retos en el ejercicio del derecho a la alimentación nutritiva y de calidad* (Inf. Téc.). Ciudad de México. Descargado de https://www.coneval.org.mx

Domenénech, R. (2025). *El impacto económico de los aranceles de Trump*. Descargado de https://www.bbvaresearch.com/wp-content/uploads/2025/03/Rafael_Domenech_El_impacto_economico_de_los_aranceles_de_Trump_Actualidad_Economica_El_Mundo_WB.pdf (Retrieved [Access Date])

El País. (2025). *El suelo pegajoso: cómo el color de piel y el origen afectan la pobreza en México*. Descargado de https://elpais.com/mexico/2025-07-15/suelo-pegajoso.html

Financing Facility for Remittances (FFR), PMI. (2025). *Appendix X: Technical note on remittances to Mexico* (Inf. Téc.). Rome: International Fund for Agricultural Development (IFAD). (Remittances Appendix for MEXICO COSOP 2025)

FIRA - Dirección de Investigación y Evaluación Económica y Sectorial. (2025). *Perspectivas 2025*. (Disponible en: https://fira.gob.mx)

Fluchtmann, J., Keese, M., y Adema, W. (2024). *Gender equality and economic growth: Past progress and future potential*. doi: 10.1787/fb0a0a93-en

Fondo Monetario Internacional. (2023). *Mexico. IMF Country Report*. Descargado de https://scispace.com/papers/mexico-4ctdlijo42?utm_source=chatgpt (Fondo Monetario Internacional) doi: 10.5089/9798400258893.002

Gaceta UNAM. (2023, junio). *El nearshoring: ventajas y desventajas para México*. *Gaceta UNAM*. Descargado de https://www.gaceta.unam.mx/el-

nearshoring-ventajas-y-desventajas-para-mexico/#:~:text=%E2%80%9CFue%20dise%C3%B1ada%20por%20el%20presidente,Ilustraci%C3%B3n:%20Andr%C3%A9s%20Otero. (Ilustración: Andrés Otero)

Garay Villegas, S. (2014). *Trabajo agropecuario y no agropecuario de las mujeres rurales en México, 2000-2010*. Descargado de https://scispace.com/papers/trabajo-agropecuario-y-no-agropecuario-de-las-mujeres-cxyblbwquf?utm_source=chatgpt (Disponible en SciSpace)

Garza-Rodríguez, J., Hernández-Trillo, F., y Skidmore, M. (2021). Determinants of poverty in Mexico: A quantile regression analysis. *Applied Economics Letters, 28*(15), 1324–1328.

Gobierno de México. (2024). *Objetivo de desarrollo sostenible 5: Igualdad de género — Plataforma ODS México*. https://agenda2030.mx/ODSGoalSelected.html?ti=T&cveArb=ODS0050&goal=0&lang=es#/ind. (Consultado el 20 de julio de 2025)

Gobierno de México. (2025a). *Cosechando soberanía. Programas para el Bienestar*. Descargado de https://programasparaelbienestar.gob.mx/cosechando-soberania/ (Consultado en agosto de 2025)

Gobierno de México. (2025b). *Plan nacional de desarrollo 2025–2030*. Descargado de https://www.gob.mx/pnd (Versión preliminar v25022614)

IMCO. (2024, marzo). *Las mujeres rurales, autonomía económica y acceso a la tierra. Boletín n° 3*. https://estadistica.inmujeres.gob.mx/. (Boletín Año 10, N° 3)

IMCO. (2025, January). *El impacto de los aranceles en la economía de América del Norte*. Descargado de https://imco.org.mx/aranceles-america-del-norte/ (Ciudad de México, México)

INEGI. (s.f.-a). *Balanza comercial*. Descargado de https://www.inegi.org.mx/temas/balanza/ (Retrieved [Access Date])

INEGI. (s.f.-b). *Banco de indicadores*. Descargado de https://www.inegi.org.mx/app/indicadores/?t=88&ag=00#D88%23D494103_87%23D494783_87%23D494786_87%23D494787_87 (Retrieved [Access Date])

INEGI. (s.f.-c). *Encuesta nacional de ocupación y empleo (ENOE)*. Descargado de https://www.inegi.org.mx/sistemas/infoenoe/Default_15mas.aspx (Retrieved [Access Date])

INEGI. (2023a). *Encuesta nacional de ingresos y gastos de los hogares*. Descargado de https://www.inegi.org.mx/programas/enigh/nc/2022/ (Retrieved [Access Date])

INEGI. (2023b). *Encuesta nacional de la dinámica demográfica (ENADID)*. Descargado de https://www.inegi.org.mx/programas/enadid/2023/#documentacion (Retrieved [Access Date])

INEGI. (2023c). *Producto interno bruto por entidad federativa*. Descargado de https://www.inegi.org.mx/contenidos/saladeprensa/boletines/2024/PIBEF/PIBEF2023.pdf (Retrieved [Access Date])

INEGI. (2024a). *Encuesta nacional de ocupación y empleo (ENOE)*. Descargado de https://www.inegi.org.mx/programas/enoe/15ymas/ (Retrieved [Access Date])

INEGI. (2024b). *Finanzas públicas estatales y municipales (EFIPEM)*. Descargado de https://www.inegi.org.mx/programas/finanzas/ (Retrieved [Access Date])

INEGI. (2024c). *Mujeres y hombres en México*. Descargado de https://www.inegi.org.mx/contenidos/productos/prod_serv/contenidos/espanol/bvinegi/productos/nueva_estruc/889463921318.pdf (Retrieved [Access Date])

INEGI. (2025a). *Pobreza laboral (PL)*. https://www.inegi.org.mx/desarrollosocial/pl/. (Consultado el 22 de septiembre de 2025)

INEGI. (2025b). *Pobreza multidimensional - tabulados*. Descargado de https://inegi.org.mx/desarrollosocial/pm/#tabulados (Consultado el 24 de agosto de 2025)

INEGI. (s.f.). *Banco de indicadores*. Descargado de https://www.inegi.org.mx/app/indicadores/ (Retrieved [Access Date])

International Monetary Fund. (2025, abril). *Perspectivas de la economía mundial, abril de 2025: Un momento crítico en medio de cambios en las políticas*. Washington, DC. Descargado de https://www.imf.org/es/Publications/WEO/Issues/2025/04/22/world-economic-outlook-april-2025 (Publicado el 22 de abril de 2025)

López, A., y Jiménez, L. (2024). *Envejecimiento demográfico en México. Una mirada a su heterogeneidad estatal y municipal a partir de las nuevas proyecciones de la población*. Descargado de https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/952340/LSDM_24_Completo_WEB_smallpdf_Parte5.pdf

Molina, M. J., Isla, A. L. R. L., del Río Castro, E., López, E. F., y de la Mora, E. P. (2025). *¿Derechos o privilegios? Una mirada a la ENIGH 2024 desde las desigualdades*. (Disponible en archivo PDF proporcionado por el usuario)

Mundial, O. M. (2024). *El año 2024 va camino de ser el más cálido jamás registrado*. Descargado de https://wmo.int/es/news/media-centre/el-ano-2024-va-camino-de-ser-el-mas-calido-jamas-registrado-en-un-momento-en-que-el-calentamiento (Comunicado de prensa consultado en junio de 2025)

México, D. (2024). *Inclusión financiera en México: análisis de brechas y oportunidades*. Descargado de https://www.deloitte.com/latam/es/industries/financial-services/analysis/inclusion-financiera-en-mexico.html (Consultado en junio de 2025)

OCDE. (2024). *OECD Economic Surveys: Mexico 2024*. Descargado de https://www.oecd.org/economy/surveys/mexico-economic-snapshot/

Ramírez, M. A. L., y Ng, J. J. L. (2024). *Emisiones y fuentes de los gases de efecto invernadero en México*. (Disponible en: https://www.bbvaresearch.com/publicaciones/mexico-emisiones-y-fuentes-de-los-gases-de-efecto-invernadero/)

Ratings, F. (2025, April). *Fitch affirms Mexico at 'BBB-'; Outlook stable*. Descargado de https://www.fitchratings.com/research/sovereigns/fitch-affirms-mexico-at-bbb-outlook-stable-16-04-2025 (Consultado el 15 de junio de 2025)

Ratings, S. G. (2024, diciembre). *Calificaciones soberanas de largo plazo de México: 'BBB' en moneda extranjera y 'BBB+' en moneda local; perspectiva estable*. Archivointernoproporcionadoporelusuario: SyPcalificcacion.pdf. (Informe publicado el 13 de diciembre de 2024)

Rivera, J. A., Shamah-Levy, T., Campos-Galicia, I., Cuevas-Nasu, L., Gómez-Acosta, L. M., García-Feregrino, R., ... Pérez-Escamilla, R. (2024). Malnutrición en menores de 5 años en México: avances y estancamiento. *Salud Pública de México, 66*(1, enero–febrero), 18–27. Descargado de https://doi.org/10.21149/15162

Rodríguez Herrera, J. A., y Ruiz Rueda, H. (2018). *Nueva multiactividad y diversidad de trabajos de las mujeres rurales del Bajío guanajuatense, México, durante el periodo 1985–2015*. Descargado de https://scispace.com/papers/nueva-multiactividad-y-diversidad-de-trabajos-de-las-mujeres-4irba53w4h?utm_source=chatgpt (Disponible en SciSpace)

SE. (s.f.). *Inversión extranjera directa*. Descargado de https://www.gob.mx/se/acciones-y-programas/competitividad-y-

normatividad-inversion-extranjera-directa?state=published (Retrieved [Access Date])

Secretaría de Agricultura y Desarrollo Rural (SADER), y Instituto Nacional de las Mujeres (INMUJERES). (2021). *La mujer en el campo mexicano: Memoria del encuentro nacional*. https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/690902/memoria-lamujerenelcampomexicano.pdf. Ciudad de México: Gobierno de México. (Consultado el 21 de julio de 2025)

Secretaría de Economía. (2024). *Informe nacional voluntario México 2024 para el desarrollo sostenible*. Descargado de https://www.economia.gob.mx/secna2030/infvol/INVMX2024Espanol.pdf

Secretaría de Hacienda y Crédito Público. (2023). *Taxonomía sostenible de México*. https://www.gob.mx/shcp/documentos/taxonomia-sostenible-de-mexico. (Consultado el 24 de agosto de 2025)

SEMARNAT. (2021). *Población rural y urbana (número de habitantes)*. Descargado de https://apps1.semarnat.gob.mx:8443/dgeia/compendio_2021/dgeiawf.semarnat.gob.mx_8080/ibi_apps/WFServlet69af.html (Retrieved [Access Date])

SEMARNAT. (2025). *Actualización de la estrategia nacional de cambio climático: Visión 10–20–40*. Ciudad de México: Gobierno de México. Descargado de https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5739992&fecha=30/09/2024#gsc.tab=0 (Primera edición, publicada en el Diario Oficial de la Federación el 30 de septiembre de 2024.)

SHCP. (s.f.). *Estadísticas oportunas de finanzas públicas*. Descargado de http://presto.hacienda.gob.mx/EstoporLayout/ (Retrieved [Access Date])

SHCP. (2024a, Septiembre). *Criterios generales de política económica para la iniciativa de Ley de Ingresos y el Proyecto de Presupuesto de Egresos de la Federación correspondiente al ejercicio fiscal 2025*. Descargado de https://www.finanzaspublicas.hacienda.gob.mx/work/models/Finanzas_Publicas/docs/paquete_economico/cgpe/cgpe_2025.pdf (Ciudad de México, México)

SHCP. (2024b). *Informe sobre la deuda pública 2024*. (Disponible en: Deuda 2024shcp.pdf)

SHCP. (2025a, April). *Pre-criterios 2026: Documento relativo al cumplimiento del artículo 42, fracción I, de la Ley Federal de Presupuesto y Responsabilidad Hacendaria*. Descargado de https://www.finanzaspublicas.hacienda.gob.mx/es/Finanzas_Publicas/Pre-Criterios (Ciudad de México, México)

SHCP. (2025b). *Registro público Único de financiamientos y obligaciones de entidades federativas y municipios vigente*. Descargado de https://www.disciplinafinancierahacienda.gob.mx/es/DISCIPLINA_FINANCIERA/Registro_Publico_Unico (Retrieved [Access Date])

SIAP - Servicio de Información Agroalimentaria y Pesquera. (2024). *Expectativas agroalimentarias 2024*. (Gobierno de México. Disponible en: https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/930786/Junio_2024.pdf)

Teruel, G., Gaitán, P., Leyva, G., Martínez, E., y Pérez, V. (2024). *INEGI toma la estafeta: radiografía y debate sobre la medición de la pobreza*. (Disponible en archivo PDF proporcionado por el usuario)

UNCTAD. (2024). *Investment trends monitor 2024*. Descargado de https://unctad.org/publication/global-investment-trends-monitor

Universidad de Monterrey. (2023). *Modelo multinivel de los determinantes de la pobreza en México*. https://repositorio.udem.edu.mx/items/66acf09c-f8dc-4f0d-a5af-5db757319fb9.

Universidad Nacional Autónoma de México. (2022). *Determinantes de la pobreza en México: un análisis de la ENIGH 2018*. https://ru.dgb.unam.mx/handle/20.500.14330/TES01000813495.

World Bank. (2023a). *Mexico country economic memorandum: Productivity for shared prosperity*. https://documents1.worldbank.org/curated/en/099515310132213516/pdf/IDU0dd35ae140fed00432909b9903ddb13ab895a.pdf. (Consultado el 21 de julio de 2025)

World Bank. (2023b). *Mexico: Pathways to reduce poverty and inequality*. Washington, DC. Descargado de https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/d5c89a1f-acf7-4d5d-939f-496988a115db (Consultado el 22 de julio de 2025)

World Bank. (2023c). *World food security outlook: Updated estimates and projections of severe food insecurity*. https://microdata.worldbank.org/index.php/catalog/6103. (Modelo WFSO incorpora datos históricos, escenarios macroeconómicos y riesgos para proyectar inseguridad alimentaria)

World Meteorological Organization. (2024). *Provisional state of the global climate in 2024*. (Disponible en: https://public.wmo.int/en/our-mandate/climate/wmo-statement-state-of-global-climate).

SECAP background study

Introducción

1. El estudio de antecedentes en el marco de los PESAC tiene por objeto proporcionar un análisis exhaustivo de los factores sociales, ambientales y climáticos que influyen en el desarrollo rural en México. Este análisis es la base en la elaboración del Programa de Oportunidades Estratégicas Nacionales del FIDA para México, garantizando que las futuras intervenciones sean sostenibles desde el punto de vista ambiental, socialmente inclusivas y resilientes al clima. El estudio examina la situación socioeconómica, el contexto ambiental y climático, los marcos institucionales y jurídicos, y ofrece recomendaciones estratégicas para abordar las consideraciones relativas al desarrollo sostenible y los patrones climáticos cambiantes en las intervenciones del FIDA en México. El estudio emplea un enfoque de métodos mixtos, que combina la investigación documental de la bibliografía existente, los documentos de políticas, estadísticas nacionales y consultas específicas a las principales partes interesadas.

I. Parte 1: Análisis de la situación y principales desafíos

2. La primera parte del estudio de antecedentes ofrece una descripción objetiva de la situación de México, identifica los principales retos sociales, ambientales y climáticos y también analiza las causas subyacentes que han dado lugar a estas realidades y que obstaculizan la igualdad y la inclusión social.

A. Situación socioeconómica y causas de fondo

3. México es el decimotercer país más extenso del mundo y tercero de América Latina. Con una extensión de casi dos millones de km², limita al norte con los Estados Unidos de América y al sur con Belice y Guatemala. Es un país federal compuesto por 32 entidades federativas, siendo la Ciudad de México la capital del país. Los estados se subdividen en municipios, los cuales gozan de autonomía para su administración.

4. En el 2023, el país contaba con una población total de 129.5 millones de personas, de las cuales el 51.7 % son mujeres, 22.7 % tiene menos de 15 años y 14.7% es mayor de 60 años [1]. La población rural en el país pasó de 22 % en 2010 a 21 % en 2020, según los censos de población y vivienda [2].

5. México está clasificado como un país de ingresos medios altos32. Su estructura económica se encuentra dominada por el sector terciario (62% del Valor Agregado Bruto -VAB- de la economía en 2023), entre los que se destacan el comercio, el transporte y los servicios inmobiliarios y financieros. El sector secundario aporta un tercio del VAB siendo la industria automotriz y la alimenticia pilares fundamentales. El sector primario (agricultura, ganadería y silvicultura) aportó un 3,6 % del VAB. En este contexto

[32] El país cuenta con un PIB per cápita de USD 11,980 medido con el método Atlas (USD 13 790 en dólares corrientes). Según el Banco Mundial, los países de ingreso medio alto son aquellos cuyo PIB per cápita de 2023 (método Atlas) se ubica entre $4,516 y $14,005 dólares.

económico, México es reconocido por ser un país con abundantes recursos naturales, incluyendo petróleo, gas natural y minerales. La dependencia del petróleo para la economía del país fue importante en décadas pasadas, pero ha disminuido de forma marcada.

6. Durante 2016-2024, el PIB de México creció a una tasa media anual de 1.2 %, con caídas a tasa anual de 0.4 % en 2019 y de 8.4 % en 2020. La recuperación de la economía mexicana después de la pandemia fue más lenta que la que se observó en el resto del mundo. En 2021, el PIB aumentó 6 % a tasa anual. No fue sino hasta el segundo trimestre de 2022 que ese indicador regresó al nivel prepandemia.

7. **Pobreza**. Para determinar si las políticas públicas de desarrollo social del país están contribuyendo para reducir la pobreza en la población, el gobierno de México emplea desde el 2008 la metodología de pobreza multidimensional33 y fue implementada en su momento por el Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social (CONEVAL) del 2004-2024 y en el 2025 fue asumida por el Instituto Nacional de Estadística y Geografía (INEGI).

8. De acuerdo con las estimaciones de pobreza multidimensional elaborado por el INEGI en agosto del 2025 [3], entre 2016 y 2024 el porcentaje de la población en condiciones de pobreza multidimensional (moderada y pobreza extrema) pasó de 43.2% al 29.6% (de 52.2 a 38.5 millones de personas), es decir 38 de cada100 personas en México. En el 2022, el valor de la línea de pobreza extrema por ingresos en el ámbito rural fue de MX $1,600.18 y de MX $2,086.21 en el ámbito urbano [4]. Por su parte, la línea de pobreza por ingresos tuvo un valor de MX $2,970.76 en el ámbito rural, mientras que en el ámbito urbano fue de MX $4,158.34.

9. De acuerdo con el INEGI (2025), en el 2016 la población rural y urbana en condición de pobreza extrema fue del 7.2% (8.7 millones de personas); en el 2020 incrementó en 8.5% (10.8 millones de personas) y en el 2024 se redujo al 5.3% (7 millones de personas) (ver tabla 1). De acuerdo a las cifras del 2024, indica que 1 de cada 10 personas en el país está en condiciones de pobreza extrema.

Tabla 1. Indicadores de pobreza multidimensional para el periodo 2016-2024.

Indicadores de pobreza	Porcentaje					Millones de personas					Carencias promedio				
	2016	2018	2020	2022	2024	2016	2018	2020	2022	2024	2016	2018	2020	2022	2024
Población en situación de pobreza	**43.2**	**41.9**	**43.9**	**36.3**	**29.6**	**52.2**	**51.9**	**55.7**	**46.8**	**38.5**	**2.2**	**2.3**	**2.4**	**2.6**	**2.5**
Población en situación de pobreza moderada	36	34.9	35.4	29.3	24.2	43.5	43.2	44.9	37.7	31.5	2	2	2.1	2.3	2.2
Población en situación de pobreza extrema	**7.2**	**7**	**8.5**	**7.1**	**5.3**	**8.7**	**8.7**	**10.8**	**9.1**	**7**	**3.6**	**3.6**	**3.6**	**3.8**	**3.8**
Población vulnerable por carencias sociales	25.3	26.4	23.7	29.4	32.2	30.5	32.7	30	37.9	41.9	1.8	1.8	1.9	2	2

[33] La metodología para determinar la pobreza multidimensional parte de la medición de seis indicadores —rezago educativo, acceso a los servicios de salud, acceso a la seguridad social, calidad y espacios de la vivienda, servicios básicos en la vivienda y acceso a la alimentación nutritiva y de calidad— y si tienen un ingreso inferior a las líneas de pobreza, según ámbito rural y urbano. Dichas líneas de pobreza por ingreso equivalen al valor monetario mensual de la canasta alimentaria más la canasta no alimentaria, por persona. Si una persona presenta la carencia de al menos uno de los seis indicadores anteriormente indicados, se determina que dicha persona se encuentra en condiciones de pobreza. Y para identificar a la población en situación de pobreza extrema se considera a quienes presentan tres carencias o más y tienen un ingreso inferior a las líneas de pobreza extrema por ingresos, según ámbito rural y urbano, equivalentes al valor monetario mensual de la canasta alimentaria, por persona. La información se obtiene a través de la Encuesta Nacional de Ingresos y Gastos de los Hogares (ENIGH), realizada por el INEGI.

Indicadores de pobreza	Porcentaje					Millones de personas					Carencias promedio				
	2016	2018	2020	2022	2024	2016	2018	2020	2022	2024	2016	2018	2020	2022	2024
Población vulnerable por ingresos	7.6	8	8.9	7.2	5.8	9.1	9.9	11.2	9.3	7.6	0	0	0	0	0
Población no pobre y no vulnerable	24	23.7	23.5	27.1	32.5	28.9	29.3	29.8	34.9	42.3	0	0	0	0	0
Privación social															
Población con al menos una carencia social	68.5	68.3	67.6	65.7	61.7	82.7	84.6	85.7	84.7	80.4	2.1	2.1	2.2	2.3	2.2
Población con al menos tres carencias sociales	20	20.2	23	24.9	20.8	24.2	25	29.2	32.1	27	3.5	3.5	3.5	3.6	3.5
Indicadores de carencia social															
Rezago educativo	18.5	19	19.2	19.4	18.6	22.3	23.5	24.4	25.1	24.2	2.7	2.8	2.8	3	2.8
Carencia por acceso a los servicios de salud	15.6	16.2	28.2	39.1	34.2	18.8	20.1	35.7	50.4	44.5	2.7	2.7	2.8	2.9	2.8
Carencia por acceso a la seguridad social	54.1	53.5	52	50.2	48.2	65.4	66.2	66	64.7	62.7	2.3	2.3	2.5	2.6	2.5
Carencia por calidad y espacios de la vivienda	12	11	9.3	9.1	7.9	14.5	13.6	11.8	11.7	10.3	3.1	3.2	3.4	3.6	3.4
Carencia por acceso a los servicios básicos en la vivienda	19.2	19.6	17.9	17.8	14.1	23.1	24.3	22.7	22.9	18.4	3	3	3.1	3.3	3.3
Carencia por acceso a la alimentación nutritiva y de calidad	21.9	22.2	22.5	18.2	14.4	26.5	27.5	28.6	23.4	18.8	2.6	2.6	2.7	2.9	2.9
Bienestar económico															
Población con ingreso inferior a la línea de pobreza extrema por ingresos	14.9	14	17.2	12.1	9.3	18	17.3	21.9	15.5	12.1	2.5	2.5	2.5	2.9	2.8
Población con ingreso inferior a la línea de pobreza por ingresos	50.8	49.9	52.8	43.5	35.4	61.3	61.8	66.9	56.1	46	1.9	1.9	2	2.2	2.1

10. En complemento al análisis de la reducción de pobreza, también se determinaron el grado de carencias sociales de la población al no tener garantizado el acceso y goce de al menos uno de sus derechos sociales: educación, salud, seguridad social, vivienda y/o alimentación.

11. Bajo este contexto, para el periodo 2022-2024 los indicadores de carencia social muestran que se presentó una reducción generalizada [3]: i) carencia por acceso a la seguridad social: en 2024 a nivel nacional, el 48.2% de la población nacional presentó este tipo de carencia, de los cuales 21.2 millones de personas correspondieron al área rural. El indicador disminuyó 2 puntos porcentuales: 50.2% a 48.2% en el periodo 2022-2024; ii) carencia por acceso a los servicios de salud: en el 2024, 44.5 millones de personas presentó este tipo de carencia, de los cuales 13.9 millones de personas correspondieron al área rural. El indicador disminuyó 4.9 puntos porcentuales: 39.1% al 34.2% % en el periodo 2022-2024; iii) rezago educativo: en el 2024, 24.2 millones de personas presentó este tipo de carencia, de los cuales 9.2 millones de personas correspondieron al área rural. El indicador disminuyó 4.9 puntos porcentuales: 39.1% al 34.2% % en el periodo 2022-2024; iv) carencia por acceso a los servicios básicos en la vivienda: en el 2024, 18.4 millones de personas presentó este tipo de carencia, de los cuales 12.5 millones de personas correspondieron al área rural. El indicador disminuyó 3.7 puntos porcentuales: 17.8% al 14.1% % en el periodo 2022-2024; y vi) carencia por acceso a los servicios básicos en la vivienda: en el 2024, 10.3 millones de personas presentó este tipo de carencia, de los cuales 4.5 millones de personas correspondieron al área rural. El indicador disminuyó 1.2 puntos porcentuales: 9.1% al 7.9% % en el periodo 2022-2024.

12. El indicador "carencia por acceso a la alimentación nutritiva y de calidad" muestra que, en el 2024, 18.8 millones de personas presentó este tipo de carencia, de los cuales 6.1 millones de personas correspondieron al área rural. Esta situación refleja cómo la falta de recursos económicos se combina con déficits en servicios básicos e infraestructura, limitando las oportunidades de mejorar la nutrición, generar ingresos y romper ciclos de marginación. Además, la exposición temprana a la malnutrición afecta la salud, el desarrollo cognitivo y el rendimiento escolar de niños y jóvenes, profundizando las desventajas intergeneracionales y evidenciando la dimensión multidimensional de la pobreza en estas comunidades.

13. En el ámbito rural[34], se observa mayor incidencia de población en situación de pobreza. En 2024, el porcentaje de personas en situación de pobreza multidimensional en el ámbito rural fue 45.8 %, equivalente a 13.0 millones de personas. En contraste, en el ámbito urbano, ese porcentaje fue menor (25.0 %). En términos absolutos, la cifra alcanzó 25.5 millones de personas. En 2024, Chiapas, Guerrero y Oaxaca alcanzaron los porcentajes más altos de pobreza multidimensional: 66.0, 58.1 y 51.6 por ciento, respectivamente. Estas mismas tres entidades registraron los porcentajes más elevados de población en situación de pobreza extrema: 27.1, 21.3 y 16.3 por ciento. En 2024, la pobreza extrema afectó al 37 % de las mujeres hablantes de lengua indígena en el ámbito rural, mientras que solo el 2.3 % de los hombres no hablantes de lengua indígena en zonas rurales se encontraba en la misma situación.

14. En el 2024 el porcentaje de personas en situación de pobreza multidimensional en el ámbito rural fue 45.8 %, equivalente a 13.0 millones de personas. En contraste, en el ámbito urbano, ese porcentaje fue menor (25.0 %). En términos absolutos, la cifra alcanzó 25.5 millones de personas. En 2024, Chiapas, Guerrero y Oaxaca alcanzaron los porcentajes más altos de pobreza multidimensional: 66.0, 58.1 y 51.6 por ciento, respectivamente [5]. Estas mismas tres entidades registraron los porcentajes más elevados de población en situación de pobreza extrema: 27.1, 21.3 y 16.3 por ciento.

15. Para el 2020, Chiapas fue la entidad que registró el mayor número de municipios entre los diez con mayor población rural en situación de pobreza, destacó Tapachula donde 73,068 personas presentaban esta condición. Chilón, Ocosingo y Chamula en Chiapas se mantuvieron en los primeros lugares los tres años con más de 70,000 personas en pobreza; todos los anteriores son considerados municipios indígenas.

16. De acuerdo con el informe de medición de la pobreza multidimensional del INEGI 2025 [6], el porcentaje de la población indígena en situación de pobreza pasó de 70.3% en 2018 a 60.8% en 2024, lo que representó una disminución de 9.5 puntos porcentuales. En términos absolutos, esto significó que 500 mil personas indígenas salieran de pobreza. Asimismo, la población indígena en situación de pobreza extrema disminuyó en 4.2 puntos porcentuales. Es decir, 0.3 millones de personas indígenas salieron de esta

[34] De con acuerdo al INEGI, la población rural se define como aquella que reside en localidades con menos de 2,500 habitantes y como "población rural ampliada" menos de 5,000 habitantes. Esta definición se basa en un criterio demográfico, pero existen otras características que complementan la definición: que la localidad no sea cabecera municipal; enfocado a producción primaria (agrícola, ganadera, forestal o similares); y servicios públicos limitados o inexistentes: agua, luz, drenaje, salud, entre otros).

condición, en 2018, la población indígena en situación de pobreza extrema ascendía a 3.2 millones, en 2024, se redujo a 2.9 millones.

17. **Trabajo rural.** En el 2016, el número de Personas Jornaleros Agrícolas (PJA) a nivel nacional fue de 2.3 millones de personas. Para 2018, este número incrementó a 2.5 millones, posteriormente, en los años siguientes se observó una estabilización, ya que en 2020 el número se mantuvo en 2.5 millones de personas y para 2022, se registró nuevamente 2.3 millones de personas jornaleras agrícolas [7].

18. De acuerdo a los datos del 2022, la pirámide poblacional muestra que la mayor parte de la PJA está compuesta en un 89.5% por hombres y el 10.5% restante por mujeres, lo que indica que 9 de 10 personas jornaleras son hombres. La estructura de edades de las PJA muestra que las personas entre 15 y 19 años conforman la mayor proporción de personas jornaleras agrícolas, con 259.4 mil hombres y 30.710 mil mujeres, lo que muestra una alta participación de adolescentes y jóvenes en el trabajo agrícola. Asimismo, hay una notable presencia de personas jóvenes en el rango de 20 a 24 años, con 202.8 mil hombres y 33.3 mil mujeres. Esta tendencia se presenta en casi todos los rangos de edad restantes, aunque con una disminución progresiva en el número de trabajadores a medida que aumenta la edad. Sin embargo, destaca la presencia de personas de 65 años o más, con 149 mil hombres y 8.411 mil mujeres, lo que subraya la participación de adultos mayores en el sector agrícola [7].

19. De los 2.3 millones de personas se desempeñaban como jornaleras agrícolas, el 40.40% (945 mil personas) estaban en condición de pobreza moderada (11.15 puntos porcentuales superior al de la población general) y el 20.09% (470 mil personas) se encontraban en pobreza extrema (13.03 puntos porcentuales superior al de la población general), lo que significa que al menos 6 de cada 10 PJA (60.49% o 1.4 millones de personas) se encontraban en situación de pobreza, 24.18 puntos porcentuales por encima de la pobreza nacional [4].

20. Para el caso de las mujeres jornaleras agrícolas el 33.61% se encontraba en pobreza moderada y el 16.67% en pobreza extrema, es decir, al menos la mitad de las mujeres jornaleras agrícolas (50.28%) se encontraban en situación de pobreza. En relación con la población jornalera agrícola indígena, destaca que la pobreza es superior en este grupo en comparación con la población jornalera agrícola no indígena. Particularmente, la pobreza extrema es superior para las PJA indígenas, con una diferencia de 22.87 puntos porcentuales respecto a las PJA no indígenas. En promedio y en comparación con la población nacional y las PJA no indígenas, las PJA indígenas se encuentran en mayores condiciones de vulnerabilidad [4].

21. De acuerdo con la Secretaría de Economía [8], para el primer trimestre del 2025, la fuerza laboral del sector agrícola fue de 2.78 millones de personas, con un ingreso promedio mensual de 2,750 MX (aproximadamente USD $146) trabajando 36.6 horas a la semana. El 83.3% de los trabajadores en actividades agrícolas están en la informalidad. La distribución de los trabajadores para el sector agrícola muestra que el 36% fueron ocupados para servicios de empleo; el 25.7% para la producción de ganado bovino; el 22.8% fueron ocupados para el comercio al por menor de mobiliario, equipo y accesorios de cómputo, teléfonos y otros aparatos de comunicación; 7.33%

comercio al por menor de muebles para el hogar y otros enseres domésticos; 4.37% comercio al por menor de abarrotes y alimentos; 2.08% se ocuparon en trabajos relacionados a la impartición de justicia, mantenimiento de la seguridad y orden público; y el 1.75% en administración pública general.

22. **Género**. En México, de acuerdo con la Encuesta Nacional de la Dinámica Demográfica (ENADID)[9], en el 2023, residían 67.0 millones de mujeres, que representaron el 51.7 % de la población total y tenían una edad media de 33 años. De ellas, 21.7 % tenía menos de 15 años; 50.4 % tenía de 15 a 49 años; 17.3 %, de 50 a 64 años y 10.6 %, 65 años y más. La desigualdad de género sigue siendo alta (índice de brecha de género de 0,77 en 2025) y el país tiene un nivel particularmente bajo en cuanto al empoderamiento de las mujeres y su acceso a oportunidades económicas (en el puesto 113 de 148 países). Lo que indica que la participación de mujeres económicamente activas y la proporción que ellas ocupan en puestos de alto nivel jerárquico en el sector privado, además de las condiciones laborales que enfrentan las mujeres como la brecha de ingresos por género es bajo.

23. Las mujeres enfrentan brechas significativas en aspectos clave como el acceso a los medios de producción, el empoderamiento económico, la participación en la toma de decisiones en espacios públicos y la distribución equitativa de la carga laboral. El Índice Global de Brecha de Género 2024, elaborado por el Foro Económico Mundial, señala la limitada participación y las escasas oportunidades económicas para las mujeres como uno de los principales desafíos a nivel mundial. En el ámbito rural, esta desigualdad se refleja también en el acceso a la tierra: solo el 27.5 % de las personas reconocidas como sujetos agrarios en el régimen de propiedad social son mujeres.

24. Además, según datos del Registro Agrario Nacional, únicamente el 22 % de quienes integran los órganos de representación de los núcleos agrarios en México son mujeres, frente a un 78 % de hombres, lo que evidencia una profunda disparidad en los espacios de liderazgo y toma de decisiones en el sector agrario.

25. Es importante resaltar la interseccionalidad en aspectos de género en 2023 INMUJERES reportaba que 70.1 % de mujeres hablantes de lengua indígena en zonas rurales es pobre, frente al 34.4 % de mujeres no hablantes de lengua indígena [10]. Las mujeres también sufren niveles más altos de privación en términos de alimentación, salud y educación. En México 8.1 millones de las mujeres rurales (aproximadamente el 8% de las mujeres) viven en situación de pobreza (CONEVAL, 2024).

26. Entre las acciones importantes en favor de la equidad de género en México resaltan: (i) la inclusión de mecanismos en los programas de apoyos para favorecer a las mujeres; (ii) la política de género para el acceso a las instancias de gobierno y el ejercicio del poder, por ejemplo la paridad exigida en candidaturas a puestos de elección popular y en los órganos de gobierno de los poderes federales y estatales; y (iii) las reformas al marco legal para aumentar la protección a las mujeres, sobre todo frente a actos de violencia.

27. Entre las instituciones nacionales que velan por los derechos y la igualdad de género, están la recién creada Secretaría de las Mujeres (en 2025), cuyas funciones recaían anteriormente en el Instituto Nacional de las Mujeres (INMUJERES), también está la Comisión Nacional para Prevenir, Sancionar y

Erradicar la Violencia contra las Mujeres (CONAVIM), el Consejo Nacional para Prevenir y Erradicar la Discriminación (CONAPRED), el Sistema Nacional de Protección de Niñas, Niños y Adolescentes (SIPINNA) y la Comisión Ejecutiva de Atención a Víctimas (CEAV). Además, cada municipio tiene una secretaría de la mujer que atiende particularmente los casos de violencia.

28. A pesar de los avances logrados en materia de género en el país, existen grandes desafíos para cumplir con los requerimientos legales y las necesidades de las mujeres. Aunque se ha registrado un aumento de la participación laboral de las mujeres dentro de la población económicamente activa en las zonas rurales, donde su participación se ha duplicado en los últimos 20 años, ésta se mantiene por debajo de la media nacional. La mayor participación de las mujeres observada en actividades económicas de los núcleos agrarios (NA) en gran medida se debe a la decisión de los esposos de transferir a sus esposas los derechos sobre la tierra por la incertidumbre de que los hijos emigren.

29. **Las niñas, niños, adolescentes (NNA) y las personas jóvenes son especialmente vulnerables.** Según CONEVAL y UNICEF (2022), las niñas, niños y adolescentes (NNA, hasta 17 años) presentan una incidencia de pobreza superior al total de la población (45.8 % vs 36.3 %)[11]. Estas cifras son peores para las NNA rurales (56.3 %), NNA en los estados del sureste (62.5 %) y NNA que hablan una lengua indígena (82.3 % en pobreza y 50.2 % en pobreza extrema). En 2022 el 37.5 % de la población joven (12-29 años) estaba en situación de pobreza26, alcanzando el 60 % en localidades rurales (en comparación al 34 % de los jóvenes urbanos). Un 20 % de jóvenes rurales están en pobreza extrema, contra el 4% en zonas urbanas.

30. **Juventud**. En México, según la Ley del Instituto Mexicano de la Juventud, se considera joven a toda persona con edades entre 12 y 29 años. En el primer trimestre de 2024, en México había 31 millones de personas jóvenes (15 a 29 años). La cifra representó 23.8 % del total de la población (129.7 millones): 51.1 % correspondió a mujeres y 48.9 %, a hombres. Según edad, 35.8 % tenía de 15 a 19 años, 33.9 %, de 20 a 24 años y 30.4 %, de 25 a 29 años. En cuanto a escolaridad, 60 cada 100 personas jóvenes contaban con educación media superior; 37 tenían educación básica; 2, superior y la o el restante carecía de escolaridad [12].

31. De los 31 millones de personas jóvenes, 16.7 millones (54.1 %) formaban parte de la población económicamente activa (PEA) del país. De esta cantidad, 15.9 millones (95.2 %) estaban ocupadas y 810 mil (4.8 %), desocupadas. La población no económicamente activa (PNEA) se conformaba por 14.2 millones. De estos, 86.1 % no estaba disponible para realizar una actividad económica. De cada 100 jóvenes con esta condición, 64 no trabajaba por estudiar (82.1 % de hombres, 53.9 % de mujeres) y 31, por realizar quehaceres domésticos (8.2 % de hombres, 43.3 % de mujeres), principalmente. De los 15.9 millones de personas jóvenes ocupadas, 60.3 % eran hombres y 39.7 %, mujeres. Su edad promedio fue de 23.3 años. Con base en la edad, 19.5 % tenía entre 15 y 19 años; 37.7 %, entre 20 y 24 años y 42.8 %, entre 25 y 29 años. El promedio de escolaridad era de 11.6 años. Por nivel educativo, 62 de cada 100 personas jóvenes ocupadas contaban con educación media superior; 3 35, con educación básica; 2, con superior y la o el restante no tenía escolaridad

32. Con respecto a las principales ocupaciones de las personas jóvenes, 25.3 % realizó actividades elementales o de apoyo, 16.5 % se ocupó en las profesionales o técnicas, 15.6 % tenía una actividad de carácter comercial; 10.7 %, de manejo de maquinaria, ensamblado o conducción de transporte y 10.5 % prestó servicios personales o de vigilancia.

33. Por sector de actividad, 62.5 % de las personas jóvenes ocupadas trabajaron en el sector terciario; 27 %, en el secundario; 9.8 %, en el primario y para 0.7 % no se contó con información suficiente para reportar. En el sector terciario, 34.4 % se desempeñó en actividades de comercio; 16.6 %, en restaurantes y servicios de alojamiento y 15 %, en servicios diversos. En el sector secundario, 69.9 % laboró principalmente en la industria manufacturera y 28.5 %, en la construcción. De las y los jóvenes que trabajaron en el ámbito no agropecuario (13.3 millones), 47.3 % lo hizo en micronegocios; 21.5 %, en pequeños establecimientos; 12.9 %, en grandes establecimientos; 11.7 %, en medianos; 3.1 %, en gobierno y 3.5 %, en otro tamaño de establecimiento.

34. Las personas jóvenes ocupadas trabajaron principalmente en empresas y negocios (61.1 %), en los hogares (30.5 %), en instituciones (7.8 %) y para 0.7 % no se contó con información suficiente para reportar. En el caso de quienes trabajaron en los hogares, 85.7 % lo hizo en el sector informal. Con respecto a la posición en el trabajo, 81.3 % trabajó de forma subordinada y asalariada, 10.3 % lo hizo por su cuenta, 1.6 % fue empleadora o empleador y 6.7 % no percibió ingresos.

35. El ingreso promedio fue de 33.8 pesos por hora trabajada: 33.5 en el caso de los hombres y 34.2 en el de las mujeres. En cuanto a la remuneración mensual de las y los subordinados y remunerados, 46.8 % recibió hasta un salario mínimo; 33.6 %, más de uno y hasta dos; 7.2 %, más de dos salarios mínimos y para 12.4 % no hubo información suficiente [12].

36. La juventud rural en México enfrenta desafíos estructurales que limitan su participación plena y sostenible en la agricultura. Entre los principales se encuentra el acceso restringido a la tierra, debido tanto a la concentración de la propiedad como a la falta de mecanismos efectivos de transmisión intergeneracional y de reconocimiento de derechos sobre parcelas ejidales o comunales. A ello se suman las dificultades para acceder a financiamiento, insumos productivos, tecnología y capacitación técnica, lo que reduce la productividad y la rentabilidad de sus emprendimientos agrícolas. Los mercados inestables refuerzan un entorno poco favorable para que la agricultura sea percibida como una opción viable de desarrollo económico y social.

37. Sin embargo, existen también oportunidades emergentes para la juventud rural mexicana. La creciente demanda de alimentos saludables y producidos de manera sostenible abre espacios para la innovación agroecológica, el emprendimiento en cadenas cortas de valor y el uso de tecnologías digitales para mejorar la comercialización y la gestión de la producción. Los jóvenes aportan creatividad, mayor apertura al cambio y una visión más integrada entre la producción, el medio ambiente y la comunidad.

38. **Pueblos indígenas.** Según la Encuesta Nacional de la Dinámica Demográfica (ENADID) en el 2023, 39.2 millones de personas (el 30% de la población total) se auto identificaba como indígena, mientras que 7.4

millones de personas son hablantes de una de las 68 lenguas indígenas del país (las más habladas son el náhuatl, maya y mixteco) [13]. Hay presencia de Pueblos Indígenas en todas las entidades federativas del país, pero está más concentrada en los estados de Oaxaca, Yucatán y Chiapas, donde un cuarto de la población es hablante de una lengua indígena.

39. Los Pueblos Indígenas de México poseen una rica herencia ancestral que se manifiesta en su cultura, tradiciones, conocimientos y relación con la tierra. Esta herencia se transmite de generación en generación, y es fundamental para la identidad y el desarrollo de estas comunidades. Sin embargo, según datos de CONEVAL (2022), la población indígena muestra peores indicadores de pobreza respecto a la población no indígena (pobreza multidimensional: 65.2 % vs 33.1 %; carencia por acceso a alimentación nutritiva y de calidad: 30.5 % vs 16.8 %). Además, los municipios que en la década de 2010-2020 se mantuvieron con el mayor porcentaje de población en pobreza y pobreza extrema son en su mayoría indígenas (CONEVAL, 2021). Persisten desigualdades entre hombres y mujeres indígenas y/o hablantes de una lengua indígena.

40. En cuanto a los idiomas originarios, el náhuatl continúa siendo el más hablado, con el 22.5% de los hablantes de una lengua indígena, representado por 1.65 millones de personas, siguiendo el maya con 774 mil hablantes (10.6%). Igualmente, el 2.0% de la población nacional indicó pertenecer a un pueblo afrodescendiente, de los cuales el 7.4% confirmó hablar una lengua indígena. Sin embargo, es importante señalar que los problemas de subregistro de población perteneciente a un Pueblo Indígena se agravaron por la temprana suspensión de recolección de datos del censo, debido a la pandemia de COVID-19. De este modo, fuera de los datos censales, el Instituto Nacional de Lenguas Indígenas indica que 25 millones de personas se identificaron como pertenecientes a un pueblo indígena.

41. En febrero de 2020, en Ciudad de México, la UNESCO y el Gobierno de México presentaron la Declaración de Los Pinos, que sienta las bases del Decenio Internacional de las Lenguas Indígenas (2022-2032). Su objetivo es integrar la diversidad lingüística en los marcos globales de desarrollo sostenible, garantizando el reconocimiento de los hablantes indígenas en ámbitos como la educación, justicia, servicios públicos y empleo. No obstante, la pandemia evidenció que estos pueblos siguen siendo de los más excluidos de servicios esenciales [14].

42. A pesar de su importante contribución a la diversidad cultural y biológica del país, persisten brechas profundas en el acceso a servicios básicos, educación intercultural y participación política efectiva por parte de los Pueblos Indígenas. La discriminación estructural y la limitada representación en espacios de decisión restringen su capacidad de incidir en políticas que afectan sus territorios y modos de vida. México es signatario de marcos normativos que reconocen sus derechos colectivos, como el Convenio 169 de la OIT o la Declaración de las Naciones Unidas sobre los Derechos de los Pueblos Indígenas.

43. A nivel territorial, las comunidades indígenas se enfrentan a crecientes presiones sobre sus recursos naturales debido a proyectos extractivos, expansión agroindustrial, deforestación y cambio climático, lo que amenaza su seguridad alimentaria, sus prácticas tradicionales y su autonomía. La pérdida de territorios y de biodiversidad impacta directamente en sus

sistemas culturales y de conocimiento, erosionando la transmisión intergeneracional de saberes y el tejido comunitario. Estas dinámicas, sumadas a la migración forzada y a la falta de reconocimiento de sus propias formas de organización y gobernanza, colocan a los pueblos indígenas en una situación de vulnerabilidad múltiple.

44. En México, el reconocimiento de la gobernanza indígena ha evolucionado de manera significativa en los últimos años, avanzando desde un enfoque meramente declarativo hacia la implementación práctica de derechos colectivos. Se han fortalecido los marcos legales y políticas públicas que respaldan la autonomía de los pueblos originarios, incluyendo la protección de sus sistemas normativos internos, sus formas de organización comunitaria y la participación en la gestión de sus territorios. Además, se observa un mayor énfasis en la consulta y el consentimiento previo, libre e informado en proyectos que afectan a sus comunidades, así como en la promoción de su participación en espacios de decisión regional y nacional, consolidando progresivamente la autodeterminación y el respeto a sus derechos culturales y territoriales.

45. **La población afromexicana** o afrodescendiente se integra por aquellas personas con raíces o antepasados provenientes de África, quienes llegaron a México durante la época colonial para trabajar en condiciones de esclavitud en haciendas, minas, talleres y en servicios del hogar. Actualmente, esta población también incluye a gente de origen africano que llegó a México por cuenta propia. De acuerdo con el Censo de Población y Vivienda 2020, En México, habitan 2,576,213 personas que se autor reconocen como población afrodescendiente. Los estados en los que se encuentra una mayor población afrodescendiente son Guerrero, Estado de México, Veracruz, Oaxaca y Ciudad de México. Esta población fue invisibilizada por siglos, lo que ha derivado en una escasez de información precisa sobre sus condiciones sociales y económicas. Indicadores agregados, como la tasa de analfabetismo a nivel municipal, reflejan desigualdades persistentes: en municipios con una alta concentración de población afromexicana (entre el 40% y 70%), la tasa de analfabetismo alcanza el 13.7%, en comparación con el 4.7% a nivel nacional (MUAFRO, 2022). Asimismo, los niveles de pobreza son marcadamente altos: en municipios con mayoría afromexicana, el 68% de la población vive en situación de pobreza [15].

46. Con respecto a la percepción que tienen las personas afrodescendientes de 12 años o más sobre si son discriminadas las personas afrodescendientes, más de la mitad de la población afrodescendiente en México, declaró que perciben que son discriminadas mucho o algo cuando van a las oficinas o servicios de gobierno (58.7%); buscan trabajo (58.4%) y cuando asiste a los tribunales o juzgados (52.5%); y en menor medida cuando asisten a las escuelas (49.4%), cuando asiste a los servicios de salud (47.3%) y en negocios (46.9%) (Conapred, 2023). La discriminación que experimentan las personas afrodescendientes genera barreras en el acceso a la información. Un ejemplo de ello se observa en los resultados de la ENADIS 2022, donde 15.6% de la población afrodescendiente de 12 años o más declaró que le han negado la información o no le explican adecuadamente cuando ha querido buscar información sobre algún trámite, servicio o programa de gobierno [16].

47. **Nutrición y seguridad alimentaria:** El suministro de energía alimentaria en México, que refiere a la oferta de calorías que brinda la producción de alimentos, superó en 2022 el requerimiento promedio de kilocalorías (kcal) por persona al día con más del 30%.

48. México presenta un desequilibrio en su oferta doméstica de alimentos estratégicos, con bajo crecimiento en frutas y verduras frente a productos cárnicos. Entre 2018 y 2022, también se evidencia un desbalance entre la producción agrícola y pecuaria para el consumo nacional, lo que genera una brecha en los aportes nutricionales.

49. Un reto vigente para la producción de alimentos en México se encuentra en la reducción de daños al medio ambiente, ya que el país encabeza uno de los más altos niveles de emisiones directas de gases de efecto invernadero (GEI) que proceden de la agricultura en el contexto de América Latina y el Caribe.

50. Por otra parte, en 2022, el porcentaje de población en México que presentó inseguridad alimentaria, es decir, que tuvo dificultades para alimentarse "por falta de dinero o recursos" fue de 34.0%, distribuido de la siguiente manera: 17.7% se situó en un nivel de inseguridad leve, 9.9% en un nivel moderado y 6.4% en un nivel severo. La suma de los niveles de inseguridad alimentaria moderada y severa, representan en conjunto 16.2%, porcentaje superado en entidades de la zona sur y centro del país, como Tabasco (34.4%), Guerrero (28.4%), Oaxaca (23.1%), Michoacán (20.9%), Campeche (20%), y Veracruz (19.8%) [18].

51. Las brechas económicas, de género y por pertenencia étnica también amplían los problemas de seguridad alimentaria y nutricional. En 2022, los hogares con jefatura femenina que afrontaban carencia por acceso a la alimentación nutritiva y de calidad y que se encontraban en situación de pobreza eran el 35.9%, superando por 4.2 puntos porcentuales a los hogares que se encontraban en las mismas condiciones, pero con jefatura masculina.

52. En específico, sobre las personas indígenas, 36.2% de ellas presentó en 2020 carencia por acceso a la alimentación nutritiva y de calidad. En 2022, este porcentaje fue de 30.5%. En este último año, el porcentaje de la población no indígena afectada por dicha carencia fue de 16.8%, lo cual permite dimensionar los contrastes entre ambos tipos de población.

53. En 2022, la escasez en la diversidad de la dieta afectó de manera relevante a grupos en situación de vulnerabilidad, como es el caso de la población joven en el ámbito rural (14.8%) en comparación con la urbana (7.2%), así como a los hogares donde habita población indígena (22.5%) en comparación con la población no indígena (8.7%).

54. Se identificó que 84.5% de la población nacional entre 10 a 14 años no reportó actividad física, seguida de la población entre 15 a 18 años, con 51.9%. En el caso de los adultos, este porcentaje es de 35.8%. Por sexo, el porcentaje de mujeres entre 10 y 14 años sin actividad física (86.4%) supera al porcentaje de hombres de la misma edad (82.8%). Esta tendencia también se observa en el porcentaje de mujeres adultas sin actividad física. (42.7%) en comparación con los hombres adultos (28.1%) [19].

55. Los problemas de sobrepeso y obesidad también fungen como factor de riesgo en al menos 90% de casos diagnosticados de diabetes mellitus. En 2022, los porcentajes más altos de casos positivos de esta enfermedad se concentraron en entidades de la zona centro como Estado de México,

Morelos, Guanajuato y Ciudad de México. El consumo de dietas pobres en calidad y cantidad, la preferencia por alimentos ultraprocesados, bebidas azucaradas y comidas preparadas, así como la falta de diversidad alimentaria, contribuyen tanto a la desnutrición como al sobrepeso.

56. En México, la desnutrición y la inseguridad alimentaria responden a causas estructurales estrechamente vinculadas con la pobreza, la desigualdad territorial y la falta de resiliencia de los sistemas alimentarios locales. La concentración de la tierra y el predominio de la agricultura comercial han limitado la producción diversificada de alimentos básicos, reduciendo la disponibilidad de alimentos frescos y nutritivos en comunidades rurales e indígenas. Esta situación se agrava por la creciente dependencia de productos ultraprocesados, cuyo bajo costo y alta disponibilidad han desplazado patrones alimentarios tradicionales, incrementando la malnutrición y las enfermedades crónicas. La falta de infraestructura productiva, de almacenamiento y de acceso a mercados locales agrava la inseguridad alimentaria.

57. Las prácticas de alimentación infantil reflejan de manera crítica las desigualdades estructurales y culturales. Según CONEVAL (2024), el consumo de una dieta inadecuada por parte de los niños puede deberse a una o varias de las siguientes razones: (i) disponibilidad limitada o discontinua de alimentos saludables en la localidad —incluyendo los provenientes del autoconsumo, el intercambio o las transferencias—, sobre todo en contextos con condiciones productivas o geográficas adversas; (ii) falta de medios económicos de los hogares para acceder a alimentos saludables; y (iii) prácticas de alimentación que no favorecen un consumo suficiente y adecuado para los menores. A ello se suman factores culturales y de género que influyen en las decisiones alimentarias y en la distribución de los recursos dentro del hogar. La escasa orientación nutricional y la sobrecarga de trabajo doméstico sobre las mujeres dificultan la adopción de prácticas saludables, lo que contribuye tanto a la persistencia de la desnutrición crónica como al aumento del sobrepeso infantil.

58. En cuanto a la salud ambiental y el acceso a los servicios básicos, el 92% de la población mexicana tiene acceso a agua potable y el 92.4% a servicios de saneamiento básicos. No obstante, CONEVAL (2024) indica que la alta prevalencia de enfermedades diarreicas agudas (EDA) se relaciona con factores como: (i) el uso o consumo de agua contaminada debido a la falta de acceso efectivo a agua potable o saneamiento adecuado; (ii) prácticas de higiene inadecuadas; (iii) malas condiciones de vivienda —por ejemplo, pisos de tierra—; y (iv) atención deficiente de la salud por barreras de acceso o baja calidad de los servicios médicos. Estas condiciones ambientales y sanitarias impactan directamente en la absorción de nutrientes y agravan los cuadros de desnutrición infantil.

B. Contexto, tendencias y repercusiones en materia de medio ambiente y clima

B1. Recursos hídricos

59. México tiene una buena disponibilidad de los recursos hídricos, aunque su gestión es contrastante. Las regiones sur y sureste del país disponen el 68% del volumen de aguas renovables, donde el 23% de la población aporta al 18% del PIB nacional; mientras el centro, norte y noreste del país concentra el 32% de las aguas renovables, pero el 77% de la población aporta al 82% del PIB nacional. El 76% del volumen anual de aguas renovables disponibles se destina a la agricultura; 15% para abastecimiento público; 5% industria y 4% energía eléctrica. De acuerdo con la CONAGUA, el 68.08% del agua renovable está en buena calidad para consumo, mientras el 31.93% está contaminada. Los principales desafíos que presenta los recursos hídricos es la sobreexplotación en el 44% de los acuíferos del país; las sequías recurrentes en el norte del país; las inundaciones generadas por los huracanes en el sur y sureste de México; contaminación de las fuentes de agua; y la necesidad de ampliar la escala en el uso de tecnologías para la conservación y reúso de las aguas, así como obras e infraestructuras de drenaje, derivación y control de avenidas.

60. De acuerdo con la Comisión Nacional del Agua (CONAGUA), para el 2023 México recibió en promedio 1,464 mil millones de metros cúbicos (Mm^3) anuales de agua en forma de precipitación, de los cuales aproximadamente el 72% se pierde en evapotranspiración; el 22% escurre por ríos y arroyos (322.2 mil Mm^3) y el 6% restante se infiltra y recarga los acuíferos (87.8 mil Mm^3) [20]. La suma del volumen de escurrimientos superficiales y de los acuíferos (410.12 mil Mm^3) se conoce como "agua renovable" y se destinó para su uso en cuatro sectores prioritarios del país: el 76% para uso agrícola; 15% abastecimiento público; 5% a la industria; y 4% energía eléctrica [21].

61. Para realizar el aprovechamiento del agua renovable, México cuenta con una amplia infraestructura hidráulica en operación: alrededor de 6,500 presas y bordos de almacenamiento; 6.8 millones de hectáreas (Mha) con riego; 2.8 Mha de temporal tecnificado; 96.1% de la población cuenta con cobertura de agua potable; 93.8% de la población cuenta con cobertura de alcantarillado; 984 plantas potabilizadoras en operación; 2,872 plantas de tratamiento de aguas residuales municipales en operación; 3,745 plantas de tratamiento de aguas residuales industriales en operación; y más de 3,000 km de acueductos [21].

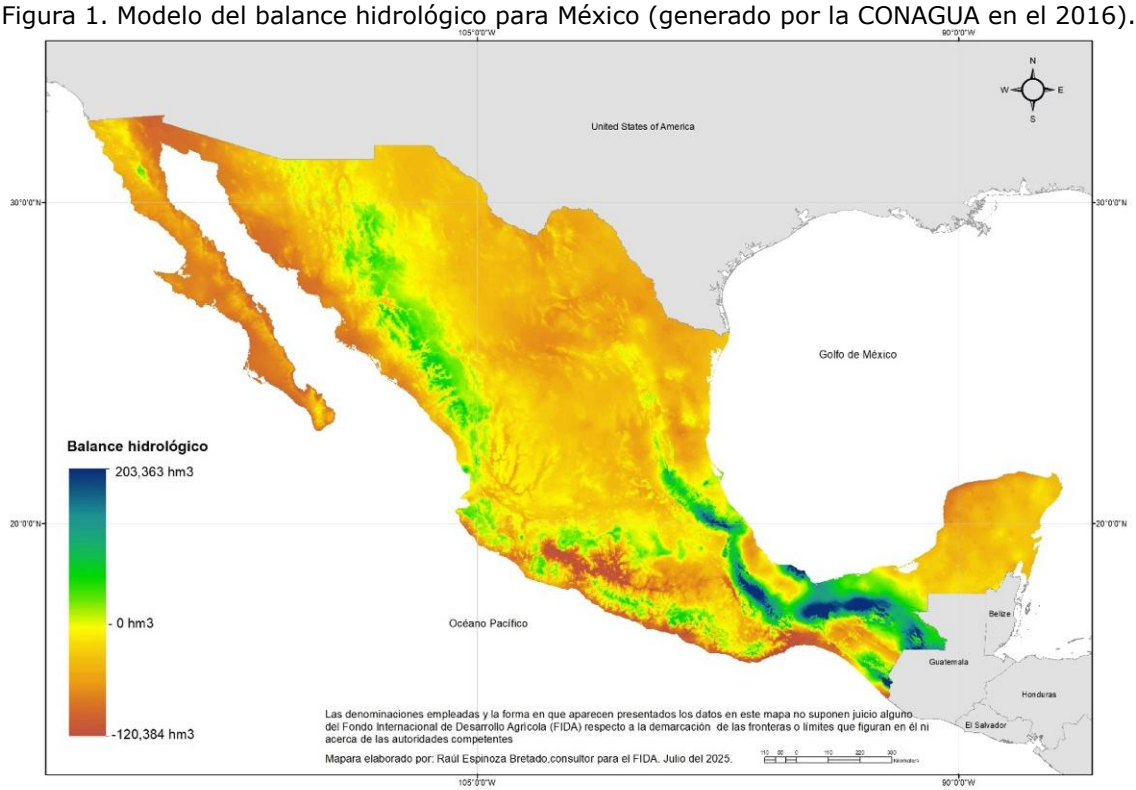
62. Esta infraestructura y los volúmenes de las aguas renovables se gestionan a través de 757 cuencas hidrológicas (unidad mínima de manejo), las cuales están agrupadas en 37 Regiones Hidrológicas (RH) de acuerdo a sus características morfológicas, orográficas e hidrológicas para planificar los usos de los recursos hídricos, los cuales a su vez, las RH están organizadas en 13 regiones hidrológicas-administrativas caracterizadas por límites municipales, para facilita la administración del agua (inversión del gasto público e implementación de políticas públicas).

63. De acuerdo a la CONAGUA, La disponibilidad media anual de las aguas renovables estimadas en el 2023, expresadas en metros cúbicos por habitante por año (m^3/hab/año), donde se observa que en el centro del país es donde menor cantidad de agua por habitante se dispone (Ciudad de México), el cual obedece que es la zona donde se concentra la mayor parte de la población del país (140.54 m^3/hab/año) y le sigue las regiones centro,

norte y noroeste del país, las cuales son las zonas desérticas de México con la menor precipitación anual, por lo que se reduce la disponibilidad de las aguas renovables (de 140.54 a 191.51 m^3/hab/año). Y por el contrario, la zona sur y sureste del país es donde mayor disponibilidad hay, de los 8,919.71 a 25,008 m^3/hab/año.

64. A partir del modelo empírico de Thornthwaite (1948), la CONAGUA empleó los promedios mensuales de precipitación y temperatura del 2016 para calcular la evapotranspiración potencial, donde identifica las zonas con déficit y superávit hídrico asumiendo condiciones de suelo saturadas en la superficie. El modelo de balance hidrológico se puede observar en la figura 1, el cual muestra de manera geoespacial, que la mayor parte del territorio nacional presentan algún nivel de déficit hídrico (de 0 a -120,384 millones de m^3 de agua; y por otro lado, las regiones sin déficit hídrico se ubica en las zonas donde se originan los escurrimientos superficiales, en la franjas montañosas de la Sierra Madre Occidental, Sierra Madre del Sur; Sierra Madre de Chiapas; el Eje Volcánico Transversal y las llanuras de Veracruz, Tabasco y Campeche).

Figura 1. Modelo del balance hidrológico para México (generado por la CONAGUA en el 2016).

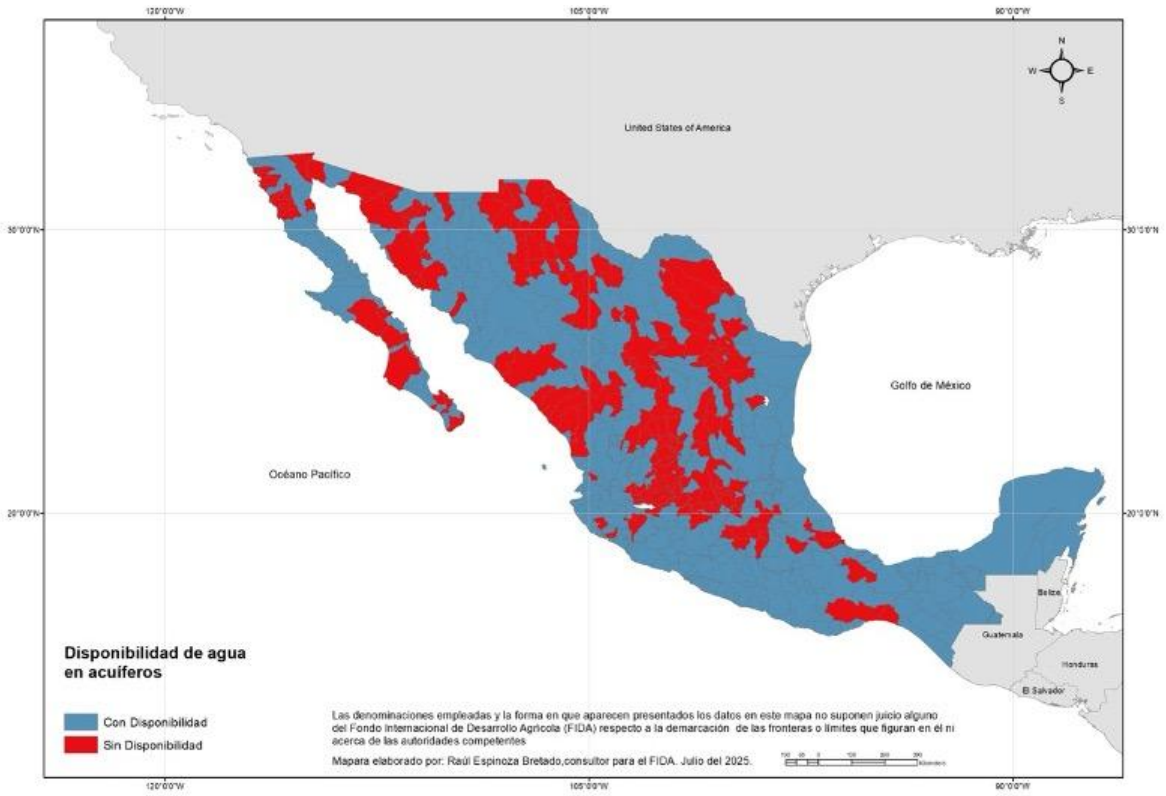


65. Hay un gran contraste en la gestión de las aguas renovables. Las regiones sur y sureste del país disponen el 68% del volumen de aguas renovables, donde concentra el 23% de la población que aporta al 18% del PIB nacional; mientras el centro, norte y noreste del país concentra el 32% de las aguas renovables, pero el 77% de la población aporta al 82% del PIB nacional.

66. De acuerdo con la CONAGUA [21], la relativa baja disponibilidad del agua en las regiones centro, norte y noroeste del país, ha implicado la implementación de acciones para el uso eficiente del agua, pero requiere mejorar las tecnologías, obras y prácticas para la conservación y reúso del agua. Y por lo contrario, en la región sur y sureste, la relativa abundancia del agua se ve agravada por inundaciones ocasionadas por las depresiones tropicales (incluyendo huracanes) a los cuales están expuestos las regiones, la necesidad de contar con obras para el drenaje en centros poblacionales y áreas de cultivo, así como obras e infraestructura para el control de las avenidas. Otro de los factores que ejercen presión a los recursos hídricos es la contaminación de los acuíferos por uso excesivo de agroquímicos en la agricultura, la descarga de aguas residuales sin tratamiento de domicilios e industria; y los eventos de sequía que cada vez son más intensos, se ha ampliado el periodo la temporada seca y su distribución espacial cada vez es más irregular, siendo de mayor ocurrencia en la región centro y norte del país [21].

67. Aunado a esta problemática, en el 2023 el país contaba con 653 acuíferos, y de acuerdo al sistema de monitoreo de la CONAGUA, 286 acuíferos están sobreexplotados (44% del total de los acuíferos), mientras que el resto de los acuíferos tiene disponibilidad, pero sólo del 11% (de los 15,002 mil Mm3 que entraron como recarga, el volumen extraído fue 13,356 mil Mm3). En la figura 2 se muestra la distribución espacial de los acuíferos sin disponibilidad, los cuales se concentran en las regiones centro y norte del país, mientras que en el sur y sureste los acuíferos mantienen volúmenes disponibles para la extracción [22].

Figura 2. Distribución de la disponibilidad de agua en acuíferos en el 2023.



68. La red de monitoreo de la calidad del agua superficiales [20], subterráneas y costeros (5,034 sitios a nivel nacional), muestra que el 68.08% del agua está en buena calidad para consumo, mientras el 31.93% está contaminada. Los parámetros de calidad de agua, en lo particular para la demanda bioquímica de oxígeno (DBO5)[35], indica que el 43.3% de las aguas monitoreadas son de excelente calidad; 11.7% buena calidad, 31.3% aceptable, 9.5% contaminadas y el 4.2% fuertemente contaminadas. En relación con la demanda química de oxígeno (DBO)[36] el 23% de los sitios reporta de excelente calidad; 14.9% buena calidad; 29.3% aceptable; 27.1% contaminada; y 5.3% fuertemente contaminada. En sólidos suspendidos totales (SST)[37], el 50.2% es de excelente calidad; 25.5% buena calidad; 8.2% aceptable; 10.3% contaminada; y 5.8% fuertemente contaminada. Contaminación por coliformes fecales (CF)[38], el 17.5% del agua es de excelente calidad; 3.1% buena calidad; 14.2% aceptable; 31% contaminada; y 34.2% fuertemente contaminada. En sólidos disueltos totales (SDT), 197 de 669 sitios de monitoreo (30%) reportan con son aguas con disueltos totales (salobre y salinas).

[35] Un aumento en la DBO_5 indica una disminución en la cantidad de oxígeno disuelto en el agua, indispensable para mantener la vida en los ecosistemas acuáticos. El origen de la materia orgánica susceptible a biodegradarse es el agua residual doméstica.
[36] Indica el nivel de contaminación del agua al medir la cantidad de oxígeno que se requeriría para limpiar la materia orgánica mediante oxidación química.
[37] El origen de los SST puede ser antropogénico, por medio de aguas residuales o procesos erosivos, principalmente en zonas agrícolas y altamente deforestadas.
[38] El origen principal de los coliformes fecales son las heces humanas y animales incorporadas a las aguas residuales.

69. Po otro lado, en el Plan Nacional de Desarrollo 2025-2030, establece como una necesidad urgente, la protección de fuentes acuíferas ante los crecientes desafíos del cambio climático, la sobreexplotación y la contaminación.

B.2 Agricultura y agrobiodiversidad

70. Agricultura. Para el 2024, México cuenta con una superficie total de 25.70 millones de hectáreas, de los cuales el 74% corresponde a la agricultura de temporal (19.01 Mha) y el 26% restante (6.68 Mha) son de riego [22]. En relación la superficie de riego, 3.30 millones de ha corresponden a 86 Distritos de Riego (DR) y los 3.38 millones restantes en 51 mil unidades de riego (UR). Los DR son proyectos de irrigación desarrollados por el Gobierno Federal, tales como vasos de almacenamiento, derivaciones directas, plantas de bombeo, pozos, canales y caminos, entre otros. Las UR son áreas agrícolas con infraestructura y sistemas de riego distintas de los distritos de riego y por lo general de menor superficie.

71. Para el ciclo agrícola 2022-2023 [23], la producción nacional se alcanzó a través de tres sistemas de producción: i) en distritos de riego se cosecharon en 3.9 millones de hectáreas (Mha), 43.8 millones de toneladas (Mt) de diversos cultivos[39]; ii) en 24 distritos de temporal tecnificado, se cosecharon en 1.8 millones Mha, alcanzó una producción total de 32.57 Mt de diversos cultivos[40]; iii) y en riego de temporal se cosecharon en 8.54 Mha, una producción de 33.26 Mt de cultivos anuales[41].

72. Por otro lado, los fenómenos climáticos en los últimos 10 años han afectado la producción de alimentos, especialmente debido a la intensificación de sequías e inundaciones. En 2023, el 10% de la superficie cosechada de granos básicos registró algún tipo de siniestro, el porcentaje más alto en los últimos 10 años. Además, debido a la sequía, se dejaron de sembrar más de un millón de hectáreas de maíz, frijol, arroz, trigo y sorgo. Estos efectos se ven exacerbados por la baja cobertura de seguros, que cubren menos del 2% de las unidades de producción.

73. **Agrobiodiversidad**. Según la Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la Biodiversidad (CONABIO), para México se han registrado entre 2,168 a 4000 especies de plantas, animales (terrestres y acuáticos), insectos y hongos que son de uso alimenticio, ya sean domesticadas, silvestres o arvenses (crecen dentro de los cultivos agrícolas) [24].

74. México es el centro de origen y diversificación de 200 plantas con importancia para la agricultura. Entre las principales plantas con fines agrícolas destaca

[39] Maíz blanco con 12.7 millones de toneladas (Mt); maíz forrajero (9.4 Mt); sorgo forrajero (3.2 Mt); trigo (3 Mt); maíz amarillo (2.2 Mt); chile (1.9 Mt); sorgo grano (1.7 Mt); avena forrajera (1.7 Mt); papa (1.4 Mt); tomate (1.3 Mt); cebolla (1.2 Mt); y el resto de producción cosechada (3.7 Mt) correspondió algodón, sandía, brócoli, tomatillo, melón, calabaza, frijol, cebada grano, arroz, soya y amaranto.

[40] Pasto para forraje (15.8 Mt); caña de azúcar (10.6 Mt); plátano (1.55 Mt); maíz (1.0 Mt); sorgo con 987 mil toneladas (mton); palma de aceite (906 mton) y el resto de las 1.72 Mt se cosecharon achiote, agave, aguacate, ajonjolí, algodón, arroz, berenjena, betabel, cacahuate, cacao, calabaza, camote, carambola, cártamo, cebolla, chaya, chico zapote, chile, cilantro, ciruela, coco, durazno, ejote, frutales (varios), guanábana, guayaba, hortalizas, jícama, jocote, lechuga, limón, litchi, mango, mandarina, mangostán, marañón, melón, nanche, naranja, nopal, papaya, pepino, pimiento, piña, pitahaya, rábano, rambután, col, sábila, sandía, tamarindo, tomate, toronja, trigo, yaca y zapote.

[41] Maíz forrajero (10.89 Mt); maíz blanco (9.16 Mt); avena forrajera (4.64 Mt); sorgo en grano (2.60 Mt); sorgo forrajero (2.38 Mt); maíz amarillo (1.25 Mt); frijol (653 mton); y el resto de las 1.76 Mt se cosecharon cebada en grano, calabaza, papa, soya, trigo en grano, sandía, tomate, arroz, cebolla, chile, tomatillo, melón, brócoli, amaranto y algodón.

el maíz (con más de 50 razas nativas), frijol, chile, calabaza, amaranto, tomate verde, vainilla, maguey y nopal [25].

75. Las principales amenazas a la agrobiodiversidad de México son las siguientes:

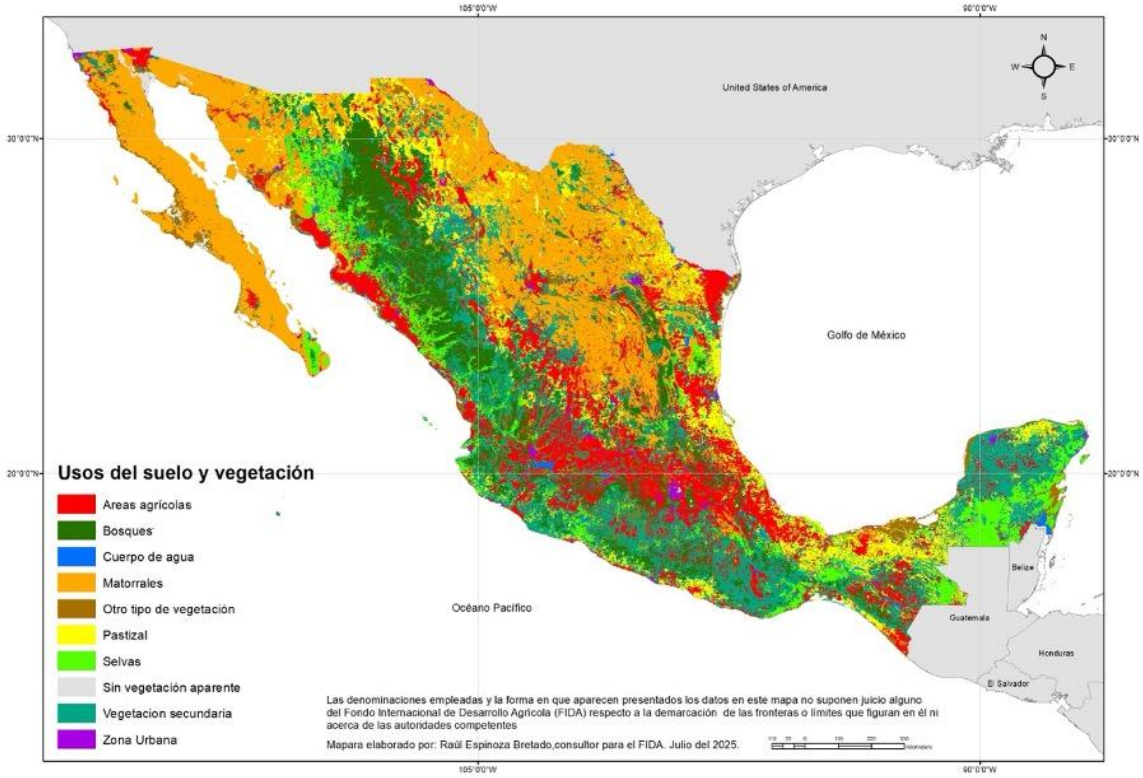
a. Pérdida de las variedades nativas. La expansión de la agricultura a gran escala y monocultivos, donde se ha estimado, por ejemplo, que aproximadamente a 80% de las razas de maíz estén en riesgo [26].
b. Transgénicos en la agricultura industrial. Introducción de semillas transgénicas con capacidad de diseminar los genes ponen en potencial riesgo la pérdida o modificación genética de las especies silvestres [27].
c. Uso de agroquímicos. El exceso uso de fertilizantes con base nitrogenada, plaguicidas y herbicidas pueden acabar con poblaciones de especies nativas, vectores naturales de diseminación del polen y semillas (insectos, aves, herpetofauna y pequeños mamíferos), con la subsecuente consecuencia de contaminación de suelos y fuentes de agua [26].
d. Cambio climático. La alteración de los patrones y eventos climáticos más extremos (sequías, ondas de calor, frentes fríos y huracanes) ocasionan daños en la distribución de las especies de interés alimentario [26].
e. Desertificación y degradación de los suelos. La acelerada velocidad con la cual los suelos en zonas áridas, semiáridas y subhúmedas secas están perdiendo su capacidad productiva y cómo se pierden los suelos por deforestación y lluvias (incluyendo materia orgánica), ejercen una presión constante en las áreas potenciales para el desarrollo de las especies de interés agrícola [26].

B.3 Usos del suelo y vegetación

76. **El 70% de la superficie del territorio nacional tiene un uso forestal, mientras el 17% se destina para la producción agrícola.** De los 196.43 millones de hectáreas que tiene el país, el 26.25% corresponde a matorrales (ecosistemas áridos y semiáridos); el 22.28% vegetación secundaria (áreas regeneradas después de un disturbio); el 17.02% áreas agrícolas; 10.53% bosques; 11.03% otro tipo de vegetación (manglar, bosque de galería, tular, popal, entre otros); 6.44% selvas; 3.94% pastizales; 1.24% zonas urbanas; 0.76% cuerpos de agua y 0.53% sin vegetación (ver figura 3) [28].

77. La dinámica en los cambios del uso del suelo está determinada por el fenómeno de la deforestación (expansión de la frontera agrícola, principalmente). De acuerdo con el reporte de la Evaluación de los Recursos Forestales Mundiales 2020 elaborado por la FAO [29], la superficie forestal en México ha experimentado una reducción en la tasa de deforestación durante el periodo 1990-2020: entre 1990 y 2000 la pérdida neta de bosques fue de 221 mil hectáreas anualmente, mientras que para el siguiente periodo de 2000 a 2010, el ritmo de pérdida se redujo significativamente a 143 mil hectáreas por año. Finalmente, en el periodo 2010 a 2020, la deforestación neta disminuyó aún más alcanzando un valor de 125 mil hectáreas promedio por año.

Figura 3. Distribución de los usos del suelo en México de acuerdo a la Serie VII de INEGI [30].



78. México cuenta con seis diferentes tipos de ecosistemas terrestres[42], donde se distribuyen 59 tipos de vegetación, siendo los más representativos por su extensión: i) matorrales xerófilos con 56.2 Mha, lo que representa el 40.5% de la superficie forestal total, ii) bosques templados con 34.8 Mha representando el 25.1%; y iii) selvas con 30.3 Mha con el 21.9% [31]. El 12.50% de la superficie forestal restante con 17.40 Mha, corresponde a manglares y otras áreas forestales.

79. De acuerdo con las principales estadísticas forestales reportadas por la CONAFOR en su Sistema Nacional de Información Forestal (SNIF), las áreas forestales del país capturan cada año 188.2 millones de toneladas de CO_2 en 138.7 Mha; en estas áreas viven aproximadamente 11.87 millones de personas; 3.6 millones de personas pertenecen a pueblos indígenas; y 19,953 ejidos y comunidades son dueñas aproximadamente del 60% de las áreas forestales del país [28].

80. En el 2022, se estimó que los bienes y servicios que proveen los recursos forestales al país generaron 8.8 millones de m^3 de madera en rollo (sin transformar) con un valor de mercado en 94,965 millones de pesos mexicanos (aproximadamente USD $ 4,877.50 millones), generando 266,336 empleos directos (85,961 personas contratadas en aprovechamientos maderables y 176,643 personas en la industria de transformación). Para el 2022 la CONAFOR reporta que la balanza comercial en el rubro de la madera presentó un déficit de -7,483 millones de dólares [28].

[42] Matorrales, pastizales, selvas secas, selvas húmedas, bosques templados y bosques nublados.

81. Por su parte, el Gobierno de México a través de la CONAFOR, fomenta el desarrollo del sector forestal a través de su principal política pública, el "Programa Desarrollo Forestal Sustentable para el Bienestar". En el 2024 el monto invertido a través de dicho programa fue USD $138.75 millones, de los cuales USD $59.47 millones se destinaron para impulsar el manejo forestal comunitario y cadenas de valor 43; plantaciones forestales comerciales; y USD $79.27 millones en protección forestal44 [28].

82. Finalmente, las principales amenazas que enfrenta los recursos forestales y que reducen sus capacidades para proveer bienes y servicios ecosistémicos son:

a. Cambios del uso de los suelo y deforestación. La expansión de las áreas para desarrollar las actividades agrícolas, ganaderas, urbanización, desertificación y la tala ilegal, son los principales motores o "drivers" que impulsan la deforestación, que involucra la pérdida de cobertura de manera permanente y el cambio de uso del suelo forestal a otras actividades con fines productivos [28]. En el periodo 2001-2024 se han perdido en promedio 203,552 hectáreas. Esta situación también tiene efectos e impactos negativos en la provisión de los servicios ecosistémicos, incluyendo la degradación forestal y pérdida de los suelos forestales.

b. Extracción ilegal de la madera. Aproximadamente el 50% de la madera que se comercializa en el mercado nacional es de procedencia ilegal, abastecido principalmente por la tala ilegal en bosques templados y selvas del país [32]. Escenarios optimistas estiman un 30% de madera ilegal en el mercado y el pesimista proyecta a un 70%.

c. Incendios forestales. En los últimos 10 años la frecuencia e intensidad de los incendios forestales ha aumentado, por una serie de factores: la acumulación de material combustible (hojas, ramas y arbolado seco en pie o derribado) ocasionado por las sequías frecuentes y extensas (atribuido a la variabilidad climática y al cambio climático). Más de la mitad de los incendios forestales se producen por actividades agrícolas junto con las acciones intencionadas y los descuidos de personas que no apagan bien sus cigarros o fogatas. También por presencia de otras prácticas de producción o algunas prácticas de los cazadores furtivos pueden causar un siniestro [28].

d. Plagas y enfermedades forestales. Las sequias recurrentes y prolongadas provocan estrés hídrico en la vegetación, provocando la disminución de la resistencia natural del arbolado y al mismo tiempo, favorece el incremento

[43] En detalle, este componente de inversión contempla subproyectos para: i) elaborar estudios para el aprovechamiento de recursos naturales; ii) gestión forestal sustentable para el desarrollo social e integración de cadenas de valor; iii) fortalecimiento de la gobernanza y desarrollo comunitario; iv) desarrollo de cadenas de valor; v) desarrollo de la industria forestal; vi) proyectos productivos para mujeres y personas jóvenes; vii) proyectos regionales; viii) capacitación, transferencia de tecnología y conocimiento; y ix) plantaciones forestales comerciales, que incluye plantaciones agroforestales.

[44] En detalle, este componente de inversión contempla subproyectos para: i) restauración forestal en regiones estratégicas focalizadas por CONAFOR; ii) pago por servicios ambientales, que incluye modelos de mercado ambiental local; iii) protección forestal enfocado a saneamiento forestal y manejo del fuego; y iv) protección forestal con un enfoque estratégico para la gestión del fuego mediante coordinaciones interinstitucionales, con las entidades federativas, planeación nacional para el manejo del fuego y la operación de los centros nacionales de manejo del fuego.

de las poblaciones de insectos y patógenos, los cuales atacan al arbolado bajo estrés hasta que provocan su muerte. FAO reconoce la relación que existe entre los patrones espaciales y temporales del clima (sequias y ondas de calor) con el aumento de superficie y especies arbóreas afectadas por plagas forestales, los cuales son a escala local y regional, con capacidad de modificar considerablemente la estructura y composición de los ecosistemas [28].

e. Cambio climático. El cambio climático afecta los bosques de México a través del aumento de temperaturas y sequías, lo que provoca estrés hídrico, incrementando la frecuencia de incendios y la incidencia de plagas y enfermedades forestales, forzando el desplazamiento de algunas especies nativas y, en algunos casos, disminuyendo las poblaciones de las especies [33]. Estos impactos debilitan a los bosques, reduciendo su capacidad de almacenar carbono y alteran la composición de sus ecosistemas, favoreciendo especies invasoras ya preexistentes y cambios en la cobertura vegetal.

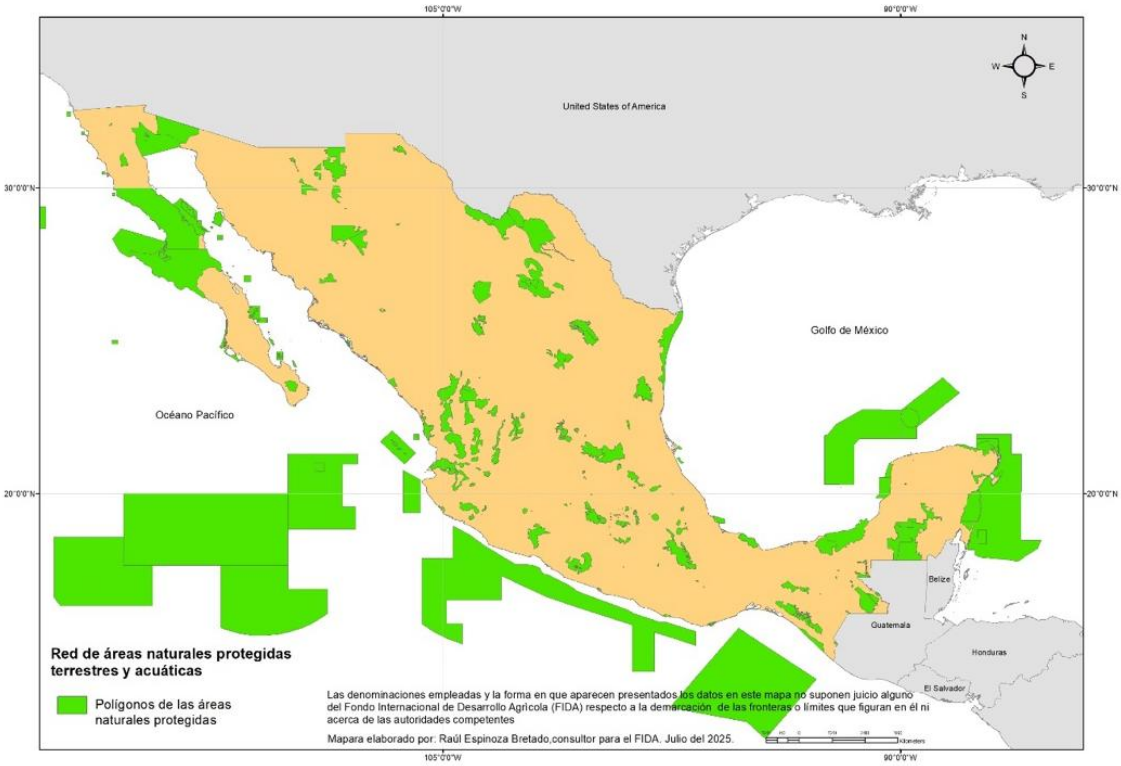
B.4 Biodiversidad

83. México es considerado un país "megadiverso", ya que forma parte del grupo de las 17 naciones que poseen la mayor diversidad de animales y plantas en el Mundo: ocupa el segundo lugar a nivel mundial en reptiles (864 especies); quinto lugar en plantas vasculares (21,989 a 23,424 especies); tercer lugar en mamíferos (564 especies); onceavo en aves (1,123 a 1,150 especies); y quinto lugar en anfibios (376 especies) [34]. A nivel de ecosistemas está confirmado por bosques templados, bosques tropicales húmedos, desiertos y matorrales áridos, pastizales, humedales y costeros-marinos.

84. La última estimación de la CONABIO señala que en México se ha modificado alrededor del 50% de los ecosistemas naturales [35]. Las principales transformaciones se han llevado a cabo en las selvas húmedas y secas, los pastizales, los bosques nublados y los manglares y en menor grado en matorrales y bosques templados. Los ecosistemas más accesibles, productivos, con mejores suelos y en lugares planos han sido los más transformados. Los principales remanentes se encuentran en lugares poco accesibles o productivos.

85. Para mantener una muestra representativa de estos ecosistemas y las especies de flora y fauna presentes en estos con fines de mantener en condicione prístinas, de conservación y/o protección, existen 185 áreas naturales protegidas con una superficie total de 90.8 millones de hectáreas, que representa el 12% de la superficie del país (ver figura 4 [36]). En el resto de la superficie de los ecosistemas (excluyendo las áreas urbanas, localidades, cuerpos de agua e infraestructura), es empleada por la población para el desarrollo de actividades productivas como la agricultura, ganadería y silvicultura.

Figura 4. Distribución de la red nacional de áreas naturales protegidas (terrestres y acuáticas).



86. De acuerdo a la CONABIO [35], existen cinco factores que amenazan e impactan a la biodiversidad en México:

a. Pérdida de hábitats. El cambio de uso del suelo y la deforestación causada por las actividades agrícolas, ganaderas, granjas camaroneras, presas, carreteras y zonas urbanas, ocasionan el deterior o pérdida permanente de los hábitats, impactando las poblaciones de especies que hacen uso de dichos hábitats. En la figura 5 se observa el riesgo que desaparezcan las especies que están sujetas a protección especial, amenazadas, en peligro de extinción y probablemente extintas en el medio silvestre.

b. Especies invasoras. La introducción de especies no nativas (exóticas) que se convierten en invasoras (plagas), es una causa muy importante de pérdida de biodiversidad. Estas especies que provienen de sitios lejanos que han sido introducidas al país de manera accidental o deliberada, depredan a las especies nativas, compiten con ellas, transmiten enfermedades, modifican los hábitats causando problemas ambientales, económicos y sociales.

c. Sobreexplotación. La disminución de individuos de una población (que es mayor a su tasa de reproducción) a causa de actividades ilegales de cacería, tala, pesca y comercio, merman las poblaciones o llegan a desaparecer de sus hábitats e incluso ecosistema. Las especies más vulnerables a la sobreexplotación son aquellas endémicas, con distribución restringida, abundancia baja en sus poblaciones, tasa alta de mortalidad, tasa reproductividad baja, entre otras.

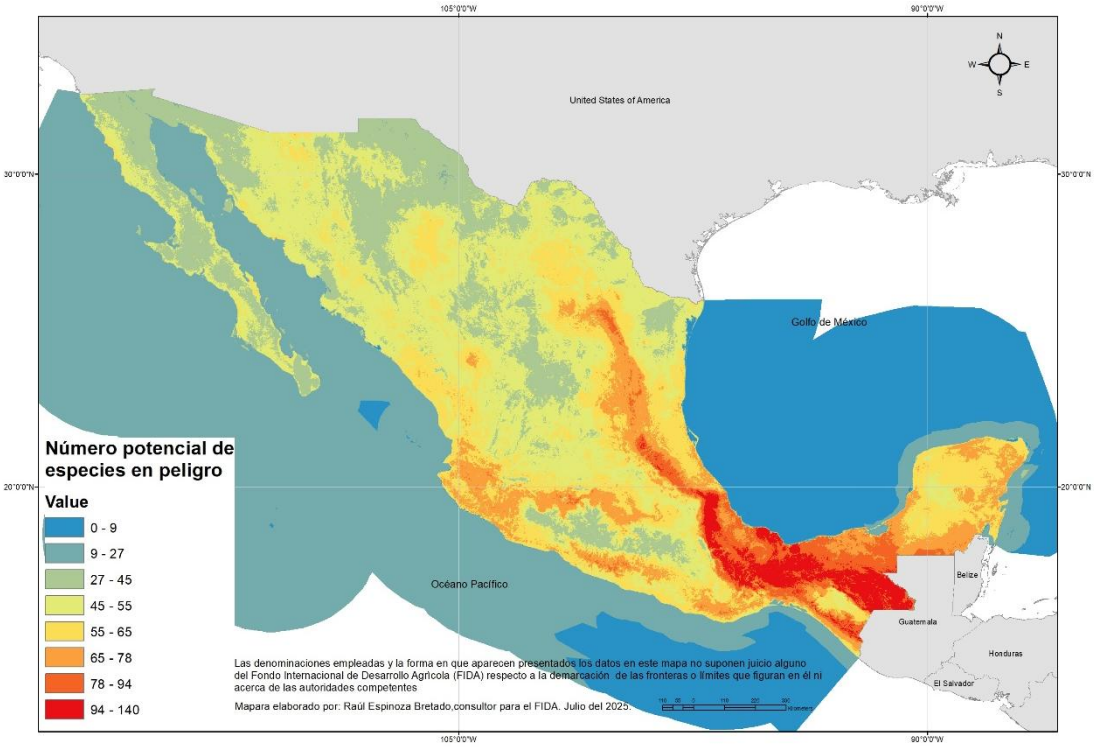
d. Contaminación. El aumento de sustancias químicas provenientes de las

actividades industriales, minería, agrícolas, ganaderas y urbanas generar contaminación en los componentes atmósfera, agua y suelo presentes en los hábitats terrestres y acuáticos, provocando deterioro en las poblaciones de especies y el funcionamiento ecológico de los hábitats.

e. Cambio climático. Eventos climáticos extremos, alta variabilidad e intensidad de los fenómenos hidrometeorológicos, así como mayor ocurrencia y duración de los fenómenos de El Niño y La Niña que ha experimentado el país en los últimos 50 años, tienen un efecto e impacto directo en la disminución o deterioro de las poblaciones de las especies, así como alteración en la composición, estructura y/o funcionamiento de los hábitats de los cuales dependen para su sobrevivencia. Se estima que para 2050, entre 15% y 30% de las especies mexicanas podrían estar en riesgo por este factor.

87. Bajo este contexto de amenazas a la biodiversidad, la CONABIO determinó las áreas que representan un riesgo potencial para las especies de flora y fauna que están con estatus de amenazadas, protección especial, peligro en extinción y probablemente extinta del medio silvestre a nivel nacional [37] (figura 5).

Figura 5. Distribución de las especies con potencial riesgo de desaparecer del medio silvestre (CONABIO, 2025).



88. **Clima y cambio climático.** México presenta una gran diversidad de climas debido a su ubicación geográfica en términos de latitud, altitud, presión atmosférica, sistemas montañosos, corrientes marinas y su proximidad a grandes cuerpos de agua (océanos o golfos). Como resultado, el país presenta siete climas dominantes: cálido subhúmedo; seco y semiseco; muy

seco o seco desértico; cálido húmedo; templado subhúmedo; templado húmedo; y frío [38].

89. En los últimos 30 años, México ha experimentado cambios e impactos significativos en su sistema climático, definidos por:

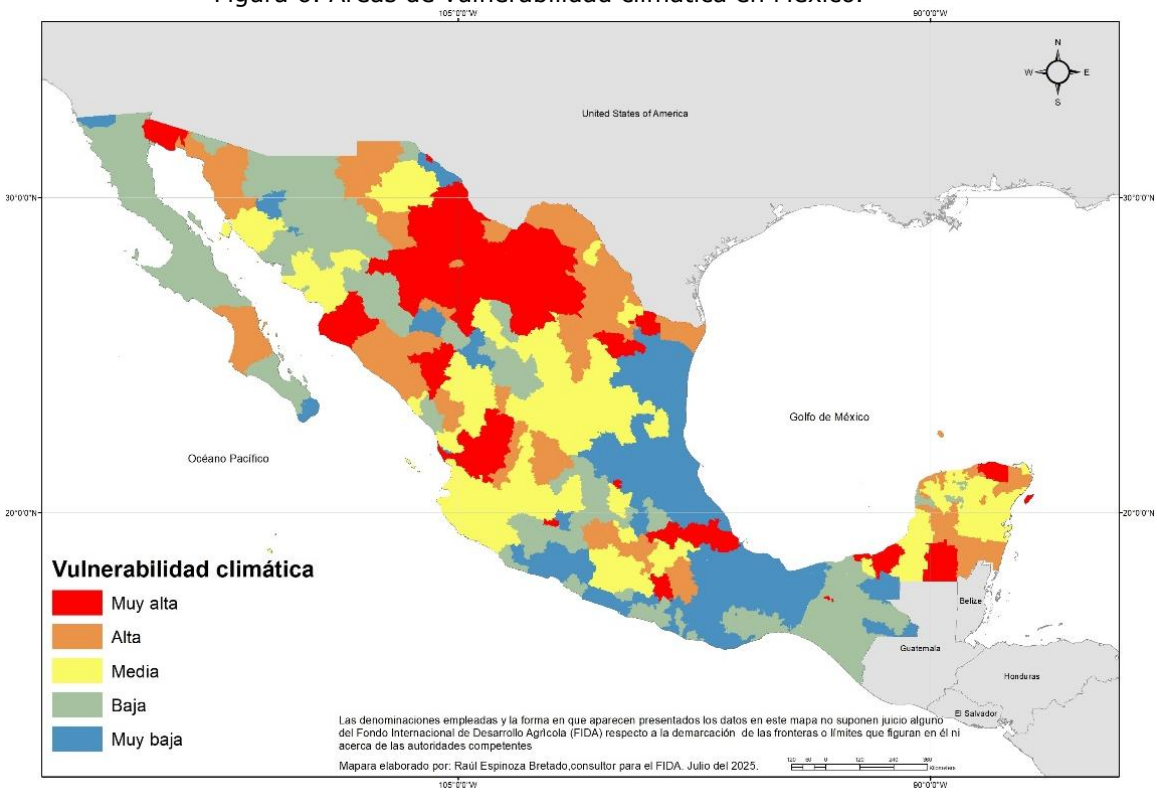
(i) Aumento de temperatura: el Servicio Meteorológico Nacional (SMN) y el Instituto Nacional de Ecología y Cambio Climático (INECC) reportan que la temperatura promedio ha aumentado en 0.85 °C desde las dos últimas décadas, siendo los años más calurosos el 2016 y 2020 (anomalías entre 1.3 °C y 1.4 °C);

(ii) Cambios en los patrones de lluvia: se han observado alteraciones en la distribución de las precipitaciones, con sequías más intensas en el norte del país y lluvias más extremas en el sur y sureste, lo que ha provocado inundaciones recurrentes. Entre los eventos de lluvias intensas más significativas ocurrieron en el 2010 (huracanes y tormentas tropicales) en 2020 fue el año más lluvioso en los últimos 30 años; y las sequías más severas en 2011-2012 (de las más destructivas en los últimos 70 años en el norte de México) y del 2019-2020, que llevaron al mayor estrés hídrico en cultivos agrícolas y recarga en presas;

(iii) Eventos hidrometeorológicos extremos en huracanes y tormentas tropicales; el huracán Patricia (2015) con la mayor intensidad registrada en los últimos 50 años: Otto (2016) y Willa (2018) generaron daños significativos en las zonas urbanas de la región del Pacífico Sur, incomunicación en zonas rurales y daño a la mayor parte de la infraestructura de comunicación y energía eléctrica; y para el periodo 2010-2020 los daños económicos estimados fueron en USD $2,710 millones de dólares.

90. Según el Atlas Nacional de Vulnerabilidad al Cambio Climático [39], el 59.7% de los 2,477 municipios de México presenta alta y muy alta vulnerabilidad al cambio climático, de estos resaltan 83 que esperan un mayor impacto futuro. Con excepción de la región Centro, todas las mesorregiones agroalimentarias (Noroeste, Noreste y Centro-Oeste) proyectan pérdidas debido al aumento de temperaturas y posibles disminuciones en la precipitación (ver figura 6). Esta vulnerabilidad es particularmente grave en las regiones Noroeste y Sureste, donde el impacto económico del cambio climático sería mayor y donde históricamente se concentran comunidades rurales con altos niveles de pobreza. Estos territorios, que ya experimentan climas cálidos por encima del nivel óptimo de producción, sufrirían las mayores pérdidas económicas, poniendo en riesgo los medios de vida de pequeños productores y poblaciones vulnerables.

Figura 6. Áreas de vulnerabilidad climática en México.



91. **Escenarios 2050-2100.** Según proyecciones del INECC y el IPCC [40], para la trayectoria de emisiones RCP 4.5, se espera para el 2050 un aumento de temperaturas un Incremento de 1.5–2.5°C en promedio; y en trayectoria pesimista RCP 8.5 entre 4–5°C al 2100.

92. Las zonas más afectadas del país es el norte y centros urbanos (Ciudad de México, Monterrey). Se espera cambios en precipitación, particularmente la disminución en zonas secas: Norte y centro (20–30% menos lluvia); se espera un aumento de la precipitación en el sureste.

93. También se prevé una mayor intensidad de huracanes y lluvias extremas; los eventos extremos serán más Frecuentes. Las olas de calor serán más intensas y duraderas, especialmente en el norte del país. Las sequías serán prolongadas, afectando la agricultura (ej. zona del bajío y norte del país). También se proyecta ocurrencia de inundaciones en zonas costeras de Veracruz y Tabasco, por aumento del nivel del mar (+0.5–1 m para 2100). Los Impactos en biodiversidad proyecta pérdida de ecosistemas, en particular en bosques templados y selvas secas, los cuales podrían reducirse. En el sector agrícola se prevé un menor rendimiento agrícola: Maíz y frijol en zonas tradicionales del país (ej. Sinaloa, Chiapas).

94. El impacto del cambio climático sobre el recurso hídrico es una extensión de la disponibilidad actual bajo presión. De acuerdo con la Conagua (2018), los impactos del cambio climático en el ciclo del agua no serán uniformes,

revelando una importante vulnerabilidad y exposición al riesgo de ciertos ecosistemas y muchos sistemas humanos dada la variabilidad climática. En cuanto al agua dulce, se espera que durante el siglo XXI se reduzca el agua renovable superficial y subterránea sobre todo en las regiones subtropicales secas, lo que aumentará la competencia entre los usuarios. Además, los efectos del cambio climático se acentuarán en las zonas con rápidos procesos de urbanización, sin olvidar los impactos en las zonas rurales debido a la disponibilidad de agua y a los cambios de temperatura, lo que provocará el desplazamiento de las zonas agrícolas y, en consecuencia, afectará tanto a la población rural como a la seguridad alimentaria en general.

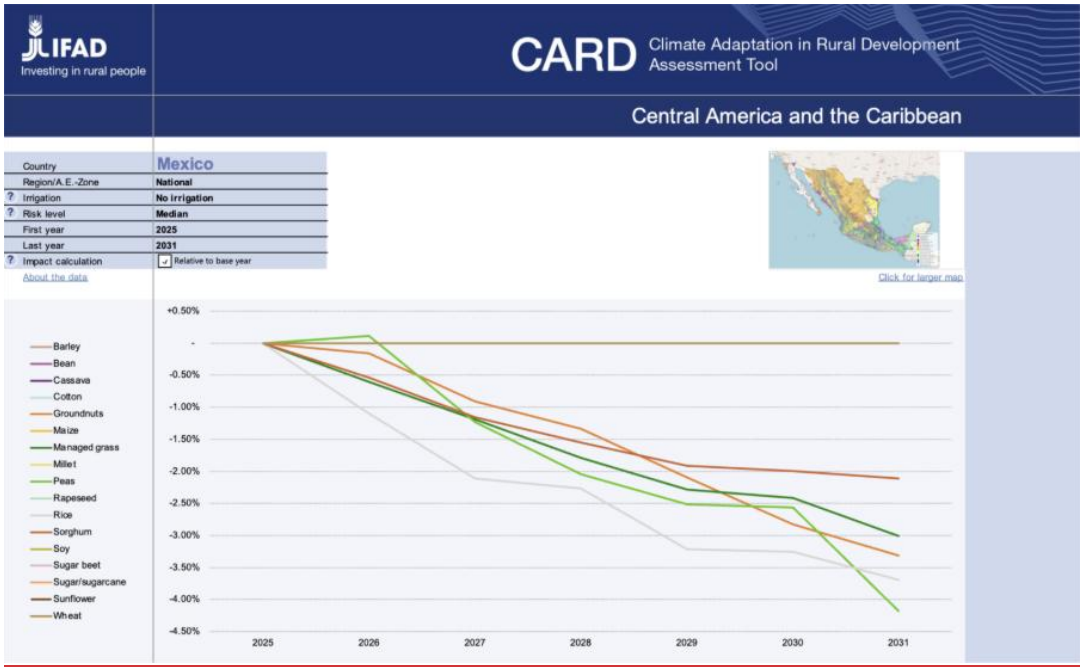
95. De acuerdo con el INECC, los costos de inacción para anticipar, evitar, reducir, mitigar o adaptar al país ante futuros eventos climáticos, tendrá altos costos económicos para México: los costos acumulados al 2030 una pérdida del 22% del PIB nacional (ver figura 7); y bajo el escenario de las políticas actuales del país, para el 2100 las pérdidas económicas podrían exceder el 35% del PIB nacional (con relación al 2024).

Impactos de los riesgos climáticos en la producción agrícola

96. Empleando la Herramienta de Evaluación para Medir la Adaptación al Cambio Climático en el contexto del Desarrollo Rural14 (CARD, por sus siglas en inglés), para el periodo 2025-2031, evalúa los riesgos que se pueden presentar en el rendimiento de la producción en cinco diferentes tipos de cultivos a causa del cambio climático proyectado para México: cacahuate, pasto para forraje, frijol, arroz y sorgo.

97. Los resultados del CARD muestran que en general, hay una tendencia en la reducción de los rendimientos de la producción de los cinco cultivos, que va desde –0.0016% al –0.0417%. Los cultivos de cacahuate, pasto para forraje y frijol son los que experimentarán las mayores disminuciones en los rendimientos (s=-0.0112%) en comparación con arroz y sorgo, el cual puede ser explicado por la ubicación geográfica de estos cultivos, los cuales se desarrollan en zonas del país donde es bajo el nivel de déficit hídrico y las proyecciones en precipitación se presentarán relativamente estable en los próximos 30 años (2050 bajo escenario RCP 8.5).

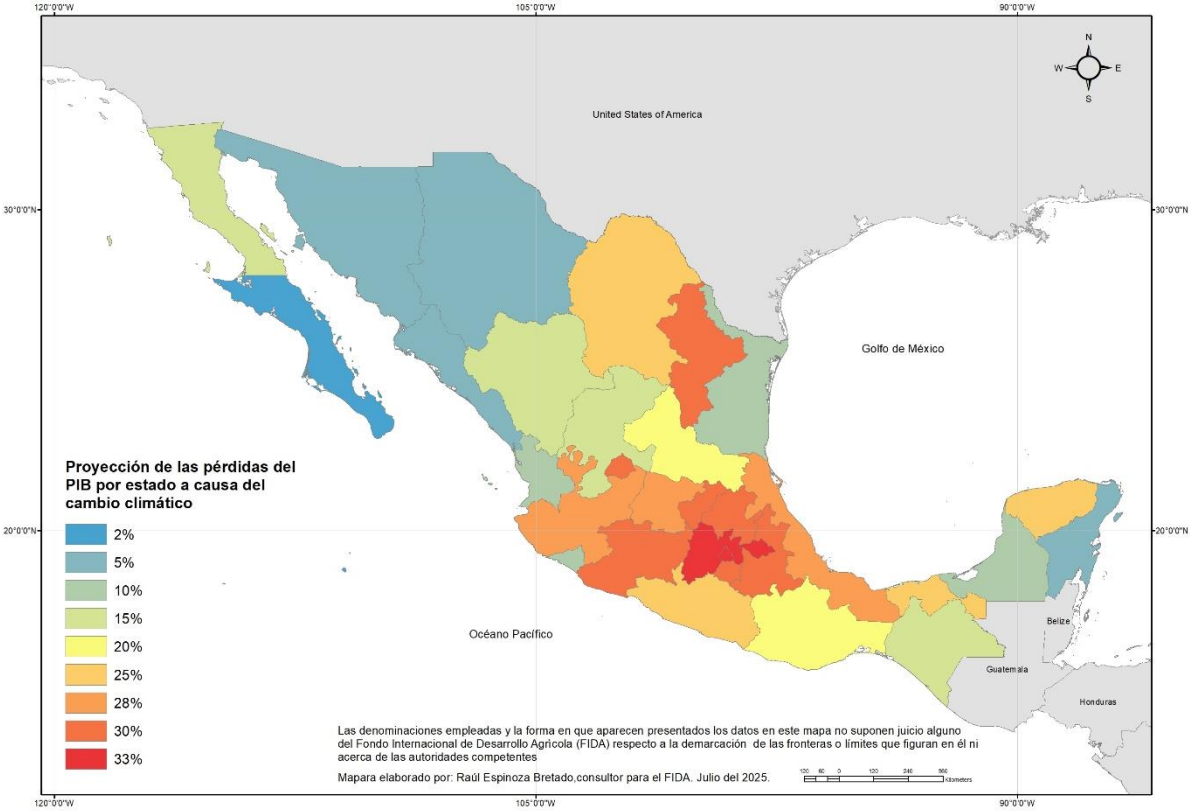
Figura 7: Efectos de la variabilidad climática en el rendimiento de los principales cultivos agrícolas en México (2025-2031)



98. Desde la perspectiva de las proyecciones de las trayectorias más pesimistas al 2050 (RCP 8.5), la población rural pobre de México enfrenta una amenaza existencial a sus medios de vida. La combinación de pérdida de productividad agrícola, escasez de agua, problemas de salud y desplazamiento forzado, no solo profundizará la pobreza y la desigualdad existentes, sino que también pondrá en riesgo la seguridad alimentaria nacional y la rica diversidad cultural asociada a las comunidades campesinas e indígenas. La vulnerabilidad de este sector no es solo un problema climático, sino el resultado de una histórica inversión limitada en desarrollo rural, educación, salud e infraestructura resiliente.

99. Por otro lado, considerando la trayectoria de emisiones más optimista (RCP 1.9), al 20205 se prevé que las alteraciones en el régimen de precipitación son mucho menos severas, con cambios regionales moderados en lugar de reducciones generalizadas drásticas; se proyecta una menor frecuencia e intensidad de sequías prolongadas y olas de calor extremo, los cuales se pueden reflejar en la reducción de las pérdidas de los cultivos agrícolas al favorecer una mejor estabilización y potencial mejora de rendimientos en regiones clave en la agricultura de temporal: reducción del estrés por calor, extensión de áreas cultivables, recarga más estable de acuíferos.

Figura 8. Estimación del valor presente de las pérdidas acumuladas por cambio climático proyectado para el periodo 2024-2030



Nota: mapa elaborado a partir de la publicación de CLIMRISK UK, SSP2 Current Policies; Programa de Investigación en Cambio Climático.

II. Parte 2: Instituciones y marco jurídico

A. Instituciones

100. **Instituciones del sector ambiental.** El Estado mexicano cuenta con una amplia estructura institucional para el sector ambiental del país, siendo la Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales (SEMARNAT), como la entidad designada para desarrollar e implementar las políticas, estrategias, planes sectoriales y el marco normativo ambiental y climático del país para proteger el medio ambiente, preservar los recursos naturales y promover el desarrollo sustentable en el país. Dentro de la SEMARNAT existen seis instituciones que están bajo su administración: la Comisión Nacional del Agua (CONAGUA); Comisión Nacional Forestal (CONAFOR); Instituto Nacional de Ecología y Cambio Climático (INECC); Procuraduría Federal de Protección al Ambiente (PROFEPA); Comisión Nacional de Áreas Naturales Protegidas (CONANP); y el Instituto Mexicano de Tecnología del Agua (IMTA). Respecto a la biodiversidad, el gobierno federal cuenta con la Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la Biodiversidad (CONABIO) como una comisión intersecretarial para coordinar a las diferentes dependencias del gobierno

federal en la política pública para proteger, conservar y realizar el aprovechamiento sostenible de la biodiversidad del país.

101. SEMARNAT, CONAFOR y CONANP son actores clave con la cuales el FIDA debe contemplar para establecer comunicación y coordinación para facilitar la implementación de los proyectos o programas que puedan ser financiados en los periodos de reposición del FIDA.

102. **Instituciones del sector agrario.** La Secretaría de Desarrollo Agrario, Territorial y Urbano (SEDATU), es la principal dependencia del gobierno federal responsable impulsar el desarrollo territorial sostenible e incluyente del país mediante el diseño, coordinación e implementación de políticas de ordenamiento territorial, desarrollo agrario y desarrollo urbano y de vivienda adecuada. Dentro de la SEDATU se ubica dos órganos desconcentrados clave relacionados con los derechos y obligaciones de ejidos y comunidades del país: Registro Agrario Nacional (RAN) y Procuraduría Agraria (PA).

103. **Instituciones para el desarrollo rural.** La Secretaría de Agricultura y Desarrollo Rural (AGRICULTURA) es la principal dependencia del gobierno federal responsable de conducir e implementar las políticas del campo mexicano para producir mejor, aprovechar mejor las ventajas comparativas del sector agropecuario, integrar las actividades del medio rural a las cadenas productivas del resto de la economía, y estimular la colaboración de las organizaciones de productores con programas y proyectos propios. Las principales instancias que están bajo su estructura orgánica son: Comisión Nacional de Zonas Áridas (CONAZA); Servicio Nacional de Sanidad, Inocuidad y Calidad Agroalimentaria (SENASICA); Servicio Nacional de Inspección y Certificación de Semillas (SNICS); Instituto Nacional para el Desarrollo de Capacidades del Sector Rural (INCA Rural); Comisión Nacional para el Desarrollo de la Caña de Azúcar (CONADESUCA); Productora Nacional de Biólogos Veterinarios (PRONABIVE); y Fideicomiso de Riesgo Compartido (FIRCO).

104. **Instituciones para el sector social.** En temas sociales, la Secretaría de Bienestar contribuye a garantizar un conjunto básico de derechos humanos, reduciendo las brechas de desigualdad socioeconómica entre territorios, promueve ingresos suficientes, impulsa la autosuficiencia alimentaria, la reconstrucción del tejido social y la inclusión productiva de los campesinos en localidades rurales para hacer productiva la tierra. También contribuye a reducir las brechas de desigualdad socioeconómica que enfrentan los grupos poblacionales históricamente excluidos.

105. La Secretaría de las Mujeres coordina las acciones y políticas públicas que se implementan a nivel nacional para promover las condiciones para avanzar hacia una vida libre de violencias para niñas, adolescentes y mujeres en México.

106. El Instituto Nacional de los Pueblos Indígenas (INPI) tiene por objeto definir, normar, diseñar, establecer, ejecutar, orientar, coordinar, promover, dar seguimiento y evaluar las políticas, programas, proyectos, estrategias y acciones públicas, para garantizar el ejercicio y la implementación de los derechos de los pueblos indígenas y afromexicano, así como su desarrollo integral y sostenible y el fortalecimiento de sus culturas e identidades, de conformidad con lo dispuesto en la Constitución Política de los Estados Unidos

Mexicanos y en los instrumentos jurídicos internacionales de los que el país es parte.

107. El Instituto Mexicano de la Juventud (IMJUVE) es una entidad del Gobierno Federal mexicano que trabaja para diseñar, coordinar y articular políticas públicas a favor de las y los jóvenes mexicanos. Su objetivo principal es proporcionarles herramientas y oportunidades en áreas como educación, salud, empleo y participación social.

108. En México, la Secretaría de Salud (SSA) es la principal entidad gubernamental responsable de la nutrición y la salud pública en general. Dentro de la Secretaría de Salud, la Subsecretaría de Integración y Desarrollo del Sector Salud juega un papel crucial en la coordinación de acciones y políticas relacionadas con la nutrición. Además, existen otros organismos como el Instituto Nacional de Salud Pública (INSP) y Seguridad Alimentaria Mexicana (SEGALMEX) que es un organismo descentralizado, sectorizado en AGRICULTURA que contribuyen a la política alimentaria y nutricional del país.

B. Marcos reglamentarios y de políticas públicas

109. **Marco regulatorio nacional en ambiente y cambio climático.** El marco regulatorio nacional ambiental y climático que tiene relevancia para las inversiones del FIDA y que se deben de tomar en cuenta para diseños e implementación de proyectos: i) Ley General de Desarrollo Forestal Sustentable (LGDFS) destinada a regular el manejo, conservación, protección y aprovechamiento sustentable de los recursos forestales del país, garantizando su preservación a largo plazo mientras se fomenta el desarrollo económico y social de las comunidades vinculadas a estos ecosistemas; ii) Ley General de Equilibrio Ecológico y Protección al Ambiente (LGEEPA), la cual tiene por objeto establecer las bases jurídicas para garantizar el derecho a un medio ambiente sano, promoviendo el desarrollo sustentable, la preservación de los ecosistemas y la regulación de las actividades humanas que impactan en la naturaleza; iii) la Ley de Aguas Nacionales (LAN), cuyo objetivo es regular la gestión, uso, conservación y distribución del agua en el territorio nacional, garantizando su acceso equitativo y sustentable, bajo el principio de que el agua es propiedad de la Nación y un recurso estratégico para el desarrollo; y iv) la Ley General de Desarrollo Rural (LGDR) busca el fomento de las actividades productivas y de desarrollo social que se realicen en el ámbito de las diversas regiones del medio rural, procurando el uso óptimo, la conservación y el mejoramiento de los recursos naturales y orientándose a la diversificación de la actividad productiva en el campo, incluida la no agrícola, a elevar la productividad, la rentabilidad, la competitividad, el ingreso y el empleo de la población rural.

110. La política climática nacional 2024-2030 está sustentada por Ley General de Cambio Climático (LGCC), misma que fue actualizada en el 2025. Para instrumentar dicha ley, está definido y en funcionamiento el Sistema Nacional de Cambio Climático (SINACC), el cual está conformado Grupos de Trabajo (GT) de política pública de adaptación, mitigación, reducción de emisiones, financiamiento y género/derechos humanos; por la Comisión Intersecretarial de Cambio Climático (CICC); por el Consejo de Cambio Climático (C3) y por el INECC. La LGCC cuenta con dos instrumentos en funcionamiento: la

Estrategia Nacional de Cambio Climático (ENCC) y la Contribución Determinada a nivel Nacional (NDC).

111. Para el 2025 están en proceso de formulación diferentes instrumentos normativos para complementar a las dos existentes en la LGCC: Política Nacional de Adaptación (PNA); Programa Nacional de Compensaciones (PNC); Estrategia de Largo Plazo (ELP); Armonización de Instrumentos de Precio al Carbono; y Sistema de Comercio de Emisiones (SCE). Por otro lado, para este mismo año se actualizarán los siguientes instrumentos para ser incorporados como instrumentos orientadores al Plan Nacional de Desarrollo (PND) 2025-2030: la ENCC; el Programa Especial de Cambio Climático (PECC); Programas Subnacionales de Cambio Climático (PSCC); Registro Nacional de Emisiones (proyectos enfocados a la mitigación); Estrategia Nacional de Movilidad Eléctrica; Inventario Nacional de Emisiones de Gases y Compuestos de Efecto Invernadero; y la NDC.

112. El Plan Nacional de Desarrollo 2025-2030, es el principal instrumento de México para orientar las acciones gubernamentales y políticas públicas del país, donde se identificaron las siguientes estrategias en materia de medio ambiente y clima que son relevantes para el FIDA en el ciclo de inversiones 2026-2030: en el eje estratégico "Desarrollo con bienestar y humanismo", se identificó la estrategia 2.2.3 reducir el impacto de emergencias climáticas en personas y familias, fortaleciendo la gestión de riesgos. En el eje estratégico "Economía moral y trabajo" se identificaron las estrategias: i) 3.6.1 fomentar la transición agroecológica y el uso sostenible de los recursos naturales en la producción agropecuaria, pesquera y acuícola, garantizando la sostenibilidad frente al cambio climático; ii) 3.6.2 promover el uso eficiente del agua en la agricultura, ganadería y acuacultura para garantizar la sostenibilidad hídrica. En el eje estratégico "Desarrollo sustentable" las estrategias: i) 4.2.3 promover la integración de energías limpias y renovables en todas las etapas de las cadenas de valor para garantizar un suministro energético sustentable y competitivo; ii) 4.3.1 reducir las emisiones de gases de efecto invernadero para mitigar el cambio climático y sus impactos en la sociedad, la economía y el medio ambiente; iii) 4.5.2 fortalecer y ampliar la protección de los ecosistemas naturales mediante la consolidación y gestión efectiva de áreas naturales protegidas y otros esquemas de conservación, con especial atención a territorios indígenas; iv) 4.5.3 fomentar actividades productivas sustentables en los ecosistemas naturales para aumentar la productividad forestal, proteger la biodiversidad y mejorar los medios de vida de las comunidades; y v) 4.5.4 restaurar ecosistemas clave para la biodiversidad y los servicios ambientales mediante un enfoque integral, intersectorial y culturalmente pertinente.

113. Acciones Nacionalmente Apropiadas de Mitigación (NAMA). Para el caso mexicano, las NAMAs fueron proyectos piloto y las hojas de ruta sectoriales que sentaron las bases para los compromisos de mitigación que actualmente están integrados en la NDC de México. Según la SEMARNAT, en México existen en total cinco NAMAs: i) sector residencial, comercial e institucional; ii) ganadera; iii) gestión de residuos sólidos urbanos; iv) sector energía (cogeneración eficiente); y v) transporte urbano. La SEMARNAT no tiene un registro de NAMAs exclusivamente para el sector agrícola, ya que este sector

es abordado con programas y políticas públicas específicas para el componente de mitigación del cambio climático en la NDC.

114. Bajo este contexto, las NAMAs que están alineas plenamente con las directrices del COSOP del FIDA es la ganadera, donde establece como objetivo reducir las emisiones de GEI por kilo de carne o leche producida provenientes de sistemas de producción mediante la implementación de prácticas sostenibles: reducir la expansión de la frontera pecuaria sobre los bosques, implementación de sistemas silvopastoriles, mejoramiento de la nutrición animal, manejo de residuos, pastizales regenerativos, generación de energía a partir de la producción de biogás, entre otras acciones.

115. Compromisos internacionales de México en materia de medio ambiente y clima. México se integró a la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre el Cambio Climático (CMNUCC) en 1994. En el 2015 México asume los compromisos establecidos en la 21 Conferencia de las Partes (COP) mediante el Acuerdo de Paris, y en ese mismo año presentó su NDC. En el 2022 México actualizó su NDC [41] y está conformada por los siguientes componentes y compromisos de país:

A) En mitigación establece: i) reducir los gases de efecto invernadero (GEI) en un 35% para el 2030, el cual equivale a 347 $MtCO_2e$; ii) para el sector uso de suelo, cambio de uso de suelo y silvicultura priorizar la implementación de Soluciones basadas en la Naturaleza (SbN) y la Adaptación basada en Ecosistemas (AbE); iii) tasa cero deforestación; iv) implementar Estrategia Nacional de Reducción de Emisiones por Deforestación y Degradación Forestal (ENAREDD+); v) implementar el Programa Sembrando Vida para fomentar la agroforestería, la milpa intercalada con árboles frutales con acciones agroecológicas; vi) desarrollar e implementar la Estrategia Nacional de Carbono Azul; vii) y para el sector de agricultura y ganadería fomentar prácticas agroecológicas, agricultura de conservación, sistemas silvopastoriles y la captura y manejo de biogás.

B) En adaptación establece: i) eje A. prevención y atención de impactos negativos en la población humana y territorio, con siete líneas de acción; ii) eje B. Sistemas productivos resilientes y seguridad alimentaria, con cinco líneas de acción; iii) eje C. Conservación, restauración y aprovechamiento sostenible de la biodiversidad y de los servicios ecosistémicos, con siete líneas de acción; iv) eje D. Gestión integrada de los recursos hídricos con enfoque de cambio climático, con cuatro líneas de acción; v) y eje E. Protección de infraestructura estratégica y del patrimonio cultural tangible, con cuatro líneas de acción.

116. En el 2025 México inició el proceso de la tercera actualización de su NDC, donde fijó como una nueva ruta llegar a cero emisiones netas al 2050 para el componente de mitigación. En adaptación se plantó desarrollar el sistema de métricas e indicadores; actualizar los costos del cambio climático; integrar la valoración de servicios ecosistémicos; y desarrollar un nuevo eje de adaptación "Seguridad nacional y cambio climático: identificación de riesgos y estrategias de atención". Se desarrolló un nuevo componente referido a pérdidas y daños, en el nuevo eje referido anteriormente.

117. Respecto a las aportaciones de México al Convenio sobre Diversidad Biológica (CBD) [42], destaca la conformación de los grupos de países megadiversos (China, India, Brasil, Colombia, México) para la coordinación de posiciones y negociaciones para la conservación de la biodiversidad; sede de la COP 13 del CBD; integración de criterios de biodiversidad en los principales programas públicos para el financiamiento del sector productivo; ratificación del Protocolo de Nagoya; elaboración de la Estrategia Nacional sobre la Biodiversidad de México; desarrollo e implementación del Sistema Nacional de Información sobre Biodiversidad; y la creación y fortalecimiento de la red de Áreas Naturales Protegidas (ANP).

118. **Otros acuerdos y tratados internacionales en ambiente y cambio climático.** En un contexto general, se enlista a continuación los tratados y acuerdos internacionales suscritos y/o ratificados por México en materia ambiental y climática: i) en cambio climático está vigente la firma y ratificación del Convención Marco de las Naciones Unidas sobre el Cambio Climático (CMNUCC); Protocolo de Kioto y el Acuerdo de París; ii) biodiversidad y bioseguridad, con el Convenio sobre la Diversidad Biológica (CDB); Protocolo de Cartagena sobre Seguridad de la Biotecnología; Protocolo de Nagoya; Acuerdo de Escazú; CITES; Convención Ramsar; Comisión Ballenera Internacional; Convención Interamericana para la Protección y Conservación de las Tortugas Marinas; iii) sustancias químicas y desechos: Convenio de Basilea; Convenio de Róterdam; Convenio de Estocolmo (Contaminantes Orgánicos Persistentes); Convenio de Minamata sobre el Mercurio; Convención de Viena y Protocolo de Montreal; iv) mares y océanos: Convención de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar; Tratado de Alta Mar/BBNJ (Biodiversidad en Áreas Fuera de Jurisdicción Nacional); Convenio de Cartagena (Gran Caribe); Convenio y Protocolo de Derrames de Hidrocarburos; SPAW (Áreas y Flora y Fauna Especialmente Protegidas) y LBS (Contaminación de Fuentes Terrestres); MARPOL 73/78 (Prevención de la Contaminación por Buques); Convenio de Londres; Protocolo de 1996 (Vertimiento al mar); Convenio BWM 2004 (Agua de Lastre) y Convenio AFS 2001 (Sistemas antiincrustantes); y v) desertificación y suelos: Convención de las Naciones Unidas de Lucha contra la Desertificación (UNCCD); Cooperación ambiental en América del Norte; y el Acuerdo de Cooperación Ambiental (ECA) bajo el T-MEC/USMCA.

119. **Marco regulatorio nacional para el desarrollo rural.** Desde 2018 se reorientaron las políticas públicas, incluyendo en el ámbito agrícola y de desarrollo rural, y especialmente en lo que concierne al apoyo a pequeños agricultores y campesinos. El marco rector de las políticas de desarrollo

durante el periodo se fundamenta en el Plan Nacional de Desarrollo 2019-2024, que estableció el impulso al agro como una de sus acciones prioritarias y la Economía para el Bienestar como principio rector52. El Programa Sectorial de Agricultura y Desarrollo Rural 2020-2024 constituyó el marco estratégico para transformar la productividad y promover la equidad en el campo. El programa estableció como objetivos la autosuficiencia alimentaria, la inclusión de los productores históricamente excluidos y el incremento de prácticas de producción sostenible frente a riesgos climáticos.

120. Marco regulatorio nacional en inclusión social. México cuenta con un marco jurídico robusto para promover la igualdad de género y eliminar la discriminación contra las mujeres. La Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos establece en su Artículo 1 el principio de no discriminación y en el Artículo 4 la igualdad entre mujeres y hombres. La Ley General para la Igualdad entre Mujeres y Hombres (2006) promueve la igualdad sustantiva en todos los ámbitos de la vida pública y privada, mientras que la Ley General de Acceso de las Mujeres a una Vida Libre de Violencia (2007) establece mecanismos de prevención, atención, sanción y erradicación de la violencia de género. Asimismo, la Ley Federal para Prevenir y Eliminar la Discriminación busca garantizar el derecho a la igualdad y erradicar prácticas discriminatorias en todos los niveles. Estas leyes se complementan con marcos normativos estatales y con la adopción de instrumentos internacionales como la CEDAW, que refuerzan el compromiso del Estado mexicano con los derechos de las mujeres.

121. México ha avanzado en el reconocimiento de los derechos de las juventudes a través de diversos marcos normativos. La Ley del Instituto Mexicano de la Juventud (1999) y la Ley General de los Derechos de Niñas, Niños y Adolescentes (2014) asó como programas como la Estrategia Nacional de Juventudes siguen orientando acciones para garantizar el bienestar y la inclusión de las juventudes mexicanas. Como ejemplos estatales México cuenta con la Ley de los derechos de las personas jóvenes en la ciudad de México (2015) y la Ley de la juventud del Estado de México (2010).

122. El marco jurídico mexicano reconoce y protege los derechos de los Pueblos Indígenas a través de diversos instrumentos legales. La Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos garantiza, en su artículo 2, el derecho de los Pueblos Indígenas a la libre determinación, al acceso a la justicia, a preservar sus lenguas, cultura, tierras y formas de organización. La Ley General de Derechos Lingüísticos de los Pueblos Indígenas (2003) reconoce a las lenguas indígenas como lenguas nacionales con el mismo valor que el español, la Ley de la Comisión Nacional para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas (hoy INPI) establece mecanismos para promover el desarrollo integral y sustentable de los pueblos originarios.

123. El marco normativo y programático en materia de nutrición se basa en principios de derechos humanos y bienestar social. La reforma constitucional de 2011 reconoce el derecho a una alimentación nutritiva, suficiente y de calidad. Este derecho se refleja en el Plan Nacional de Desarrollo 2025–2030, que prioriza el bienestar, la justicia social, la igualdad de género, el desarrollo sustentable y la inclusión de sectores marginados. En 2024 se ratificó la Ley

General de Alimentación Adecuada y Sostenible es una legislación que busca garantizar el derecho a una alimentación nutritiva, suficiente y de calidad para todos los ciudadanos, promoviendo a su vez prácticas agrícolas sostenibles y fortaleciendo la soberanía alimentaria. En línea con este enfoque, el programa federal Cosechando Soberanía (2025–2030) busca fortalecer la soberanía alimentaria y elevar el bienestar de pequeños y medianos productores para garantizar el acceso a alimentos básicos.

124. El marco legal también incluye instrumentos como la Ley Federal de Protección al Consumidor y el Código de Autorregulación Publicitaria (PABI), que regulan la publicidad de alimentos dirigidos al público infantil. Además, el Sistema Nacional para el Desarrollo Integral de la Familia promueve programas de alimentación escolar como estrategia contra el sobrepeso y la obesidad infantil. Las Guías Alimentarias y de Actividad Física ofrecen lineamientos para una dieta saludable y estilos de vida activos. Otras leyes relevantes, como la Ley de Ayuda Alimentaria para los Trabajadores y la Ley de Desarrollo Rural Sustentable, complementan este entramado normativo enfocado en garantizar el derecho a la alimentación y mejorar la salud nutricional de la población mexicana.

125. **Marco regulatorio internacional en inclusión social.** Además, México ha ratificado el Convenio 169 de la OIT sobre Pueblos Indígenas y tribales, y ha adoptado la Declaración de las Naciones Unidas sobre los Derechos de los Pueblos Indígenas, reafirmando su compromiso con los principios de participación, consulta previa, y respeto a los sistemas normativos y culturales propios.

Programas y asociaciones

126. En esta sección se presenta de manera resumida, los programas en curso del Gobierno y otros socios para el desarrollo, incluidos el sector privado y la sociedad civil, haciendo hincapié en las posibles sinergias para programas conjuntos y mecanismos de coordinación (incluidos los multisectoriales) y las asociaciones en favor de los pobres.

Productividad y acceso a mercados

127. El sistema agroalimentario mexicano enfrenta limitaciones estructurales que restringen la productividad y la integración de pequeños y medianos productores en cadenas de valor prioritarias. La colaboración con instituciones como CONAFOR, INIFAP y FIRA permite fortalecer capacidades técnico-productivas y promover la adopción de innovaciones. Entre los resultados esperados estaría mejor la productividad y el acceso a mercados mediante el fortalecimiento de capacidades y la integración en cadenas estratégicas.

Resiliencia climática y gestión territorial

128. La creciente exposición a fenómenos climáticos extremos y la degradación de ecosistemas requieren respuestas integrales. Asociaciones con FAO, el Fondo Verde para el Clima y proyectos como AGRIBIOMEX impulsan prácticas sostenibles, manejo forestal responsable y acceso a financiamiento climático. Entre los resultados esperados estaría fortalecer la resiliencia de productores y ecosistemas mediante prácticas sostenibles y mecanismos financieros climáticos.

Inclusión financiera y económica

129. El acceso limitado a servicios financieros en zonas rurales, especialmente para mujeres y Pueblos Indígenas, restringe el potencial productivo y económico. La articulación con SOCAPs, CONCAMEX y AMEXCID amplía la cobertura y adapta soluciones financieras a las necesidades locales. Entre los resultados esperados estaría incrementar la inclusión financiera y económica mediante redes de intermediarios adaptados a poblaciones rurales.

Innovación y transformación productiva

130. La transformación del sector requiere acelerar la adopción de soluciones tecnológicas que mejoren sostenibilidad y competitividad. Alianzas con FIRA, IFC y el sector privado promueven biotecnología, digitalización y acceso a mercados emergentes como el de bonos de carbono. Entre los resultados esperados estaría impulsar la adopción tecnológica y el acceso a nuevos mercados mediante la vinculación con ecosistemas de innovación.

Generación de conocimiento que informe procesos de política pública

131. La transformación del sector requiere acelerar la adopción de soluciones tecnológicas que mejoren sostenibilidad y competitividad. Alianzas con FIRA, IFC y el sector privado promueven biotecnología, digitalización y acceso a mercados emergentes como el de bonos de carbono. Entre los resultados esperados estaría impulsar la adopción tecnológica y el acceso a nuevos mercados mediante la vinculación con ecosistemas de innovación.

III. Parte 3: Recomendaciones de carácter estratégico

A. Enseñanzas extraídas

132. **Empoderamiento de la mujer.** Para mejorar el empoderamiento de la mujer y la igualdad de género en proyectos rurales, el proyecto Cuenca Balsas por ejemplo incluyó sistemas de puntaje en las reglas de operación para otorgar un mayor peso a la participación de las mujeres en diversas áreas, no solo en la económica. Incluir a mujeres en posiciones de liderazgo debe ir acompañado de un fortalecimiento de habilidades blandas, como el liderazgo y la comunicación, ya que su presencia en cargos de decisión no es suficiente sin un acompañamiento integral que garantice su efectividad y permanencia.

133. Además, la inclusión de acciones afirmativas en el ámbito del cuidado representa una práctica innovadora. Asignar, por ejemplo, un 20% del presupuesto de proyectos productivos liderados por mujeres a acciones de cuidado contribuye a una distribución más equitativa del trabajo doméstico y de cuidados, reconociendo las dinámicas intrafamiliares que afectan la participación plena de las mujeres en los procesos productivos. Esta mirada integral permite avanzar hacia una transformación real en los roles de género y una mayor sostenibilidad de los resultados en igualdad.

134. **Inclusión de los jóvenes.** El uso de puntajes diferenciados para proyectos liderados por jóvenes también es una herramienta valiosa para fomentar su inclusión activa tal y como lo ha hecho el proyecto Cuenca Balsas y

PROECOSOCIAL. Sin embargo, más allá del puntaje, es fundamental priorizar mecanismos de acompañamiento, como la mentoría basada en experiencias exitosas, que sirvan de guía y motivación. La participación de jóvenes en iniciativas diseñadas específicamente para ellos, como programas de capacitaciones, les brinda una base sólida para actuar de forma autónoma y fortalecer su liderazgo.

135. Desde el FIDA, también se ha aprendido que muchos programas dirigidos a la juventud no logran incorporar sus perspectivas y aspiraciones, lo que genera una desalineación entre los objetivos del programa y sus necesidades reales. Establecer órganos consultivos juveniles y mecanismos de planificación participativa con organizaciones de la sociedad civil dirigidas por jóvenes o que los atienden (incluidas las secciones juveniles de organizaciones de agricultores, grupos de productores y redes de pueblos indígenas) puede ayudar a cerrar esta brecha.

136. Asimismo, es clave adoptar una actitud flexible frente a la juventud, permitiendo espacios para la creatividad y el uso de habilidades tecnológicas en las que muchos jóvenes ya tienen ventaja comparativa. Fomentar espacios de retroalimentación genuina también es esencial, para que las y los jóvenes puedan proponer ideas y estrategias propias, y no se limiten únicamente a seguir directrices impuestas por adultos. Esta apertura contribuye a que generen valor real dentro de los proyectos y se sientan parte activa del cambio.

137. La experiencia muestra que las barreras estructurales que enfrentan jóvenes, mujeres, pueblos indígenas y personas con discapacidad para acceder a los recursos no pueden ser abordadas de manera aislada. Se requiere una coordinación interinstitucional sólida que combine enfoques directos y estrategias adaptadas al contexto específico.

138. En el caso del proyecto Cuenca Balsas, donde se trabaja principalmente a través de núcleos agrarios, se identificó un reto sistémico clave: la actualización del padrón de los titulares de los derechos agrarios, que en ocasiones se encuentran dentro de la lista de sucesión a mujeres y jóvenes, pero debido a que no se actualiza periódicamente el padrón, retrasa o en ocasiones impide que estos grupos puedan beneficiarse directamente de los beneficios del proyecto. Esto evidencia la necesidad de llevar a cabo acciones de gestión coordinadas con el RAN y otras autoridades agrarias para garantizar una inclusión efectiva en los procesos de planificación y acceso a recursos, a través de mecanismos que reconozcan y subsanen estas limitaciones estructurales.

139. **Nutrición.** En temas de nutrición, no es suficiente basarse únicamente en el nivel de ingresos para diseñar intervenciones efectivas. En contextos como el de México, donde la medición de la pobreza es multidimensional, el derecho a una alimentación adecuada debe abordarse con medidas específicas e intencionales. Esto implica considerar factores como el acceso físico y cultural a alimentos nutritivos, la educación alimentaria y las dinámicas familiares y comunitarias. Reconocer la nutrición como un derecho requiere políticas y acciones integrales que trasciendan el enfoque económico y respondan a las múltiples dimensiones que afectan la seguridad alimentaria.

140. **Medio ambiente y gestión de los recursos naturales.** De acuerdo con los resultados de la evaluación del COSOP de México para el periodo 2020-2023, muestra que las poblaciones rurales y/o los hogares de pequeños agricultores pasaron del autoconsumo hacia la conservación de los recursos naturales para crear nuevas fuentes de ingresos, el cual es relevante debido a que son vulnerables a la pérdida de biodiversidad, al cambio climático y la contaminación.

141. El desarrollo de capacidades para el manejo de los recursos naturales, el fortalecimiento de la gobernanza territorial y la implementación de medidas para el aprovechamiento sostenible de los recursos forestales maderables y no maderables son apropiadas para la sostenibilidad de los recursos naturales, aunque se generó poca evidencia documental sobre los efectos e impactos de dichas acciones.

142. **Cambio climático (mitigación y adaptación).** De acuerdo con los resultados de la evaluación del COSOP de México 2020-2023, las intervenciones realizadas por los proyectos implementados en ese periodo aplicaron prácticas resilientes, introdujeron nuevas tecnologías y aplicaron estrategias de adaptación al cambio climático en las regiones áridas y semiáridas del país. Los resultados también muestran la pertinencia de continuar con fortalecer las capacidades de adaptación de los pequeños productores al cambio climático.

143. El conjunto de prácticas y acciones que fueron implementados en los últimos proyectos ejecutados por la CONAFOR corresponden a Soluciones basadas en la Naturaleza (SbN), específicamente para sistemas agroforestales, conservación, protección, restauración y gestión forestal sostenible. Con estas prácticas y acciones contribuyen a incrementar la resiliencia de los recursos naturales. Al igual que en ambiente y gestión de los recursos naturales, no se generó evidencia de los efectos e impactos de las prácticas y acciones implementadas.

144. La creciente tendencia de ejidos, comunidades y propietarios privados para desarrollar e implementar proyectos de carbono en mercados voluntarios, abre la oportunidad para impulsar y escalar aquellos que realizan un buen manejo de sus recursos naturales y estén certificados por su buen manejo, explorando acciones estratégicas de comercialización.

145. A través del FIRA se realizó un estudio para identificar oportunidades en el desarrollo de mercados voluntarios de carbono (2025), el cual representa una oportunidad para innovar en el sector forestal y agrícola al abordar aspectos de financiamiento de este tipo de proyectos y sobre todo en comercialización de créditos de carbono dentro del mercado voluntario de carbono.

146. **Focalización de la población objetivo.** Los criterios de focalización social y geográfico (ambiental y climático) empleado en los diseños de los proyectos durante el periodo 2020-2023, mostraron que fueron los correctos, pero están identificadas las siguientes áreas de oportunidad para mejora la focalización: (1) mejorar la focalización geográfica empleando información del grado o nivel de vulnerabilidad económica, climática a nivel territorial y autosuficiencia alimentaria; y (2) autoselección: mejorar la difusión de los requerimientos para acceder a los recursos de los proyectos, para que las Partes Interesadas cuenten con la información necesaria para determinar si

son parte de la población objetivo; y (3) en los casos donde la población objetivo logra acceder a los recursos de los proyectos, se debe mejorar los mecanismos internos para incentivar la participación de mujeres y jóvenes.

147. **Evaluación de efectos.** Algunos de los indicadores de inclusión social, ambiental y climáticos empleados en anteriores proyectos no estaban alineados con las políticas del FIDA, lo que limita la capacidad de documentar y justificar avances reales en empoderamiento y equidad. Sin esta información, se dificulta tanto la toma de decisiones basada en evidencia como la rendición de cuentas. En lo particular en torno a la igualdad de género.

148. En el caso de los indicadores de inclusión social, no estuvieron completamente alineados con los pilares de la Política de Igualdad de Género del FIDA. Es fundamental contar con datos desagregados no solo por sexo, sino también por edad, etnia, ubicación y otros factores relevantes, para reflejar la diversidad de experiencias y desigualdades. Se requiere evaluar los efectos alcanzados por las intervenciones en los diferentes proyectos a financiar, fortaleciendo la generación de evidencia con enfoque de género e interseccionalidad.

B. Orientación estratégica

149. En esta sección se describe cómo los objetivos estratégicos del COSOP (OE) contribuirán a las estrategias nacionales del gobierno de México en materia de género, juventud, nutrición, pueblos indígenas, medio ambiente y clima.

OE1. Mejorar capacidades de producción y acceso a mercados de pequeños y medianos productores rurales[45] en cadenas de valor prioritarias

150. El resultado esperado en este objetivo buscará fortalecer esquemas de asistencia técnica como las escuelas de campo a través de la incorporación de tecnología y soluciones digitales para el aumento de la productividad, sostenibilidad, valor agregado y calidad de los productos con miras a la puesta en valor de la agrobiodiversidad, el mayor acceso a mercado y a financiamiento. También se buscará apoyar inversiones en territorio y a la vinculación con el sector privado para lograr circuitos cortos y contratos de comercialización con grandes compradores asegurando calidad y precio justo. Se promoverán intercambios con países que presenten esquemas exitosos de comercialización.

151. Estas acciones contribuirán directamente con las siguientes prioridades señaladas en el **Plan Nacional de Desarrollo 2025-2030**:

i) Estrategia 3.4.1. Promover el buen funcionamiento de los mercados agrícolas, acuícolas y pesqueros, impulsando la generación de valor

45 El FIDA prioriza a los pequeños y medianos productores en México porque son fundamentales para la seguridad alimentaria y la reducción de la pobreza. Se sigue la definición establecida por la Secretaria de Agricultura en el Programa Alimentación para el Bienestar donde estos agricultores manejan parcelas pequeñas (menos de 5 hectáreas) o medianas sin riego (hasta 20 hectáreas), dependen del trabajo familiar y se enfocan en los mercados locales. El trabajo con ambos grupos (pequeños y medianos productores) está en línea con la política de focalización del FIDA.

agregado y optimizando la comercialización de sus productos para garantizar el abasto de alimentos.

ii) Estrategia 3.4.2. Fortalecer la capacidad e inclusión productiva de los productores, con énfasis en la micro, pequeña y mediana escala, para aumentar la producción nacional sostenible de alimentos bajo un enfoque agroecológico.

iii) Estrategia T2.4.5. Fomentar la creación de redes de colaboración interinstitucionales que lleven a cabo proyectos estratégicos, promuevan la transferencia de conocimiento e innovación, y aborden desafíos locales, nacionales e internacionales.

152. Con relación a la **NDC 2022**, el presente objetivo estratégico del COSOP contribuirá en las siguientes líneas de acción (adaptación):

i) B4. Fortalecer instrumentos de política ambiental e implementar acciones para asegurar la protección ante impactos potenciales del cambio climático de los cultivos nativos, relevantes para la agricultura y la seguridad alimentaria

OE2. Mejorar la resiliencia de productores rurales y de los ecosistemas.

153. El COSOP mejorará la resiliencia climática de los sistemas de producción, así como la base de los recursos naturales que les provee servicios ecosistémicos a través de prácticas agrícolas y agroforestales sostenibles orientadas a la restauración y la conservación de la biodiversidad y a la sostenibilidad de los sistemas alimentarios. Además, se realizarán inversiones productivas con miras a la diversificación de ingresos y a la promoción de bienes públicos globales como la reducción de GEI y la degradación de suelos. La adopción de prácticas, tecnologías y sistemas de información climáticamente inteligentes será punto central del programa de trabajo. De forma conjunta con instituciones rurales públicas y privadas se buscará el fortalecimiento de la gobernanza local para las decisiones de inversión en los territorios, así como el desarrollo de productos de conocimiento, generación de evidencia e intercambio de experiencias.

154. Estas acciones contribuirán directamente con las siguientes prioridades señaladas en el **Plan Nacional de Desarrollo 2025-2030**:

i) Estrategia 3.4.1 Fortalecer la capacidad e inclusión productiva de los productores, con énfasis en la micro, pequeña y mediana escala, para aumentar la producción nacional sostenible de alimentos bajo un enfoque agroecológico.

ii) Estrategia 3.6.1 Fomentar la transición agroecológica y el uso sostenible de los recursos naturales en la producción agropecuaria, pesquera y acuícola, garantizando la sostenibilidad frente al cambio climático.

iii) Estrategia 4.5.3 Fomentar actividades productivas sustentables en los ecosistemas naturales para aumentar la productividad forestal, proteger la biodiversidad y mejorar los medios de vida de las comunidades.

iv) Estrategia 4.5.4 Restaurar ecosistemas clave para la biodiversidad y los servicios ambientales mediante un enfoque integral, intersectorial y culturalmente pertinente.

v) Estrategia 4.5.10 Fomentar la conservación de la propiedad social en ejidos y comunidades agrarias con alto valor ecológico, promoviendo el uso sustentable de los recursos naturales y la protección de la biodiversidad.

155. Con relación a la **NDC 2022**, el presente objetivo estratégico del COSOP contribuirá en los siguientes componentes (mitigación) y líneas de acción (adaptación):

ii) En mitigación, contribuirá a implementar prácticas bajo el enfoque de SbN y AbE para el sector de uso del suelo, cambio de uso del suelo y silvicultura; y en el sector de agricultura y ganadería fomentar prácticas agroecológicas, agricultura de conservación, sistemas silvopastoriles y la captura y manejo de biogás

iii) En adaptación:

- C2. Fortalecer instrumentos de política ambiental e implementar acciones para conservar y restaurar los ecosistemas continentales, incrementar su conectividad ecológica y favorecer su resiliencia.
- D2. Promover los servicios ambientales hidrológicos, mediante la conservación, protección y restauración en las cuencas con especial atención en Soluciones basadas en la Naturaleza.

156. Con relación a la **estrategia de género en la política de desarrollo productivo de México**, las contribuciones del presente objetivo estratégico del COSOP se centrará en:

i) Cerrar las brechas estructurales que limitan la participación plena de las mujeres en la economía rural y productiva. Esta estrategia promueve la igualdad sustantiva mediante acciones afirmativas que reconocen las desigualdades históricas en el acceso a recursos, servicios, financiamiento, capacitación y toma de decisiones. Se impulsa la transversalización del enfoque de género en programas productivos, así como la generación de estadísticas desagregadas y sistemas de monitoreo sensibles al género. Asimismo, se fomenta la autonomía económica de las mujeres rurales e indígenas como eje fundamental para el desarrollo inclusivo y sostenible, reconociendo su papel central en la seguridad alimentaria, la economía familiar y el cuidado del territorio.

157. En **materia de nutrición**, el presente objetivo estratégico del COSOP contribuirá a los objetivos nacionales establecido en el **Plan México**, como se indican a continuación:

i) En el ciclo de inversiones del COSOP se basará en la experiencia ganada con relación a una agricultura sensible a la nutrición, la promoción de la diversidad alimentaria, la integración de la educación nutricional en los programas de desarrollo rural y la valorización de los sistemas alimentarios indígenas. Estas acciones serán implementadas en harmonía con el objetivo de aumentar el valor agregado de productos del campo de pequeños productores impulsando el comercio justo.

OE3. Fortalecer la inclusión social y económica de mujeres y pueblos indígenas así como sus educación financiera.

158. Se reforzará el fortalecimiento de capacidades de mujeres y pueblos indígenas para promover su mayor participación en cadenas agrícolas, silvícolas y agroforestales, así como el desarrollo de emprendimientos sostenibles. Se formarán alianzas con instituciones públicas, privadas y de la sociedad civil para el desarrollo de productos y servicios financieros diferenciados, así como la provisión de educación financiera con el soporte de la tecnología y metodologías basadas en ciencias del comportamiento, en particular para el aprovechamiento productivo de las remesas. Se apoyarán las políticas públicas e intercambios que revaloricen la economía de cuidados en áreas rurales, así como la importancia del consentimiento libre, previo e informado y la valorización de saberes ancestrales.

159. Estas acciones contribuirán directamente con las siguientes prioridades señaladas en el **Plan Nacional de Desarrollo 2025-2030**:

i) Estrategia 2.1.6 Ampliar y fortalecer la oferta de productos y servicios financieros para atender las necesidades de las personas beneficiarias de programas sociales, promoviendo el ahorro y la inversión con un enfoque inclusivo que considere la diversidad étnica, lingüística y cultural.

ii) Estrategia 2.4.2 Impulsar políticas y programas de recapacitación, reinserción y reconversión de habilidades con perspectiva de género para fortalecer el bienestar laboral de toda la población en edad de trabajar.

iii) Estrategia 3.2.8 Apoyar el desarrollo de cooperativas y otros organismos del sector social que generen bienes y servicios, ampliando las opciones de empleo digno y bien remunerado para las familias.

iv) Estrategia T1.1.4 Asegurar el empoderamiento económico de las mujeres mediante la administración autónoma de sus recursos, la gestión equitativa de su tiempo, la inclusión financiera, el acceso a una movilidad segura e incluyente y la mitigación de riesgos para mejorar su bienestar.

v) Estrategia T3.6.2 Fortalecer las actividades económicas de los Pueblos y Comunidades Indígenas y Afromexicanas mediante la inclusión financiera, el acceso a recursos y mercados, y el impulso al valor agregado de sus bienes y servicios, garantizando herramientas de capacitación y desarrollo productivo.

160. Con relación a la **NDC 2022**, el presente objetivo estratégico del COSOP contribuirá en las siguientes líneas de acción (adaptación):

i) B5. Impulsar mecanismos de financiamiento que permitan enfrentar los impactos negativos del cambio climático en el sector primario.

161. Con relación a la **Estrategia Nacional de Género e Inclusión en el Sector Forestal 2025-2030** [43] el presente objetivo estratégico del COSOP contribuirá a la sostenibilidad ambiental y productiva reconociendo y

fortaleciendo el papel de las mujeres en el sector forestal, bajo un enfoque de género, interseccional, intercultural e intergeneracional. Al igual que la Estrategia, el COSOP promueve una gobernanza inclusiva de los recursos naturales, impulsando la participación de mujeres y comunidades en la toma de decisiones, así como en el acceso a financiamiento, mercados y servicios técnicos. Para ello, integra conocimientos tradicionales con innovaciones productivas, fomenta medios de vida diversificados y resilientes frente al cambio climático y fortalece espacios comunitarios de diálogo y organización colectiva.

Alineaciones transversales de los tres objetivos estratégicos del COSOP a las estrategias nacionales en materia de género, pueblos indígenas, grupos vulnerables y juventud

162. El Programa de Oportunidades Estratégicas en el País (COSOP) de FIDA para México demuestra una sólida alineación con las prioridades del gobierno y las estrategias nacionales, en particular con el **Plan Nacional de Desarrollo (2025–2030)** y las áreas prioritarias de FIDA, con un énfasis especial en la inclusión de las mujeres, juventudes, pueblos indígenas y la mejora de la nutrición. En este marco, destaca el compromiso del Estado Mexicano con la igualdad de género, especialmente a través del reconocimiento del 2025 como el Año de la Mujer Indígena, una iniciativa que busca visibilizar y valorar la contribución histórica y presente de las mujeres indígenas en la vida social, económica y cultural del país, así como avanzar hacia su plena inclusión y representación.

163. El COSOP prioriza la igualdad sustantiva y los derechos de las mujeres, en consonancia con el principio rector del **Plan Nacional de Desarrollo** de que no puede haber transformación sin justicia de género. A través de este enfoque, se reconoce que la eliminación de la violencia, el cierre de brechas estructurales —incluidas las salariales y de acceso a recursos— y la promoción de la participación política de las mujeres son elementos centrales para una transformación social profunda. De manera complementaria, el programa también aborda las necesidades y aspiraciones de las juventudes rurales, proponiendo su incorporación activa en sistemas productivos sostenibles mediante acceso a activos, conocimientos y redes.

164. El Plan Nacional de Desarrollo (2025-2030) reconoce plenamente a los Pueblos y Comunidades Indígenas y Afromexicanas como sujetos de derecho público, con personalidad jurídica y patrimonio propio, en el marco de la reforma constitucional en materia de derechos de los pueblos.

165. El COSOP de FIDA para México se alinea con el eje transversal sobre Derechos de los Pueblos y Comunidades Indígenas y Afromexicanas del Plan Nacional de Desarrollo, el cual plantea una transformación estructural del quehacer público. Esta transformación exige que todas las políticas, programas y acciones del Estado incorporen el enfoque de derechos colectivos, bajo principios como la libre determinación, la autonomía, la interculturalidad, la participación efectiva, la igualdad sustantiva y la justicia social. En este marco, las intervenciones de FIDA reconocen y fortalecen las formas propias de organización, gobernanza y desarrollo de los Pueblos Indígenas y afromexicanos, promoviendo su participación y su empoderamiento en el diseño e implementación de iniciativas rurales. El

COSOP también reconoce el actuar en el marco de los Planes de Justicia y Desarrollo Integral para Pueblos Indígenas y las Redes de Tejedoras de la Patria que incorporan medidas afirmativas para garantizar los derechos de las mujeres indígenas dentro de sus comunidades, incluyendo acceso a tierra, participación y salud reproductiva

166. El COSOP se alinea con el Eje 2 del Plan Nacional de Desarrollo que busca promover el bienestar social y el desarrollo integral de las personas, priorizando la atención a grupos vulnerables y la reducción de desigualdades. Este eje impulsa la economía social y solidaria, fomentando el fortalecimiento de cooperativas y emprendimientos colectivos, especialmente entre mujeres y Pueblos Indígenas, buscando fortalecer su autonomía económica y social, para garantizar su inclusión productiva y acceso a servicios financieros. Asimismo, promueve el acceso a créditos, capacitación técnica y la integración de cadenas productivas locales sustentables, que contribuyen a la generación de ingresos dignos y al desarrollo económico equitativo en las comunidades rurales. El COSOP se alinea con el Programa Nacional de Juventud (Projuventud 2021–2024), que busca promover la participación juvenil, reducir la discriminación, garantizar una vida libre de violencia y el acceso a derechos sociales. Aunque su vigencia formal concluye en 2024, sus ejes siguen siendo pertinentes y coinciden con la focalización estratégica de FIDA hacia las juventudes rurales, reconociéndolas como agentes clave del desarrollo sostenible e inclusivo.

C. Medidas estratégicas y focalización

167. El Gobierno de México ha establecido tres prioridades que pueden ser atendidas a través del COSOP: i) mejoramiento de capacidades para la producción y acceso a mercados; ii) mejorar la resiliencia climática de los sistemas de producción y ecosistemas; y iii) fortalecer la inclusión financiera en grupos vulnerables. Bajo este contexto, se describen a continuación las orientaciones estratégicas para integrar las áreas transversales del FIDA en dichas prioridades nacionales:

C1 Medidas estratégicas

C1.1 Mejorar las capacidades para la producción y acceso a mercados

168. **1. Impulsar proyectos de agricultura familiar con enfoque territorial, inclusivo y sostenible.** Se recomienda promover proyectos de agricultura familiar que fortalezcan las economías rurales, mejoren la seguridad alimentaria, contribuyan a la inclusión social y la sostenibilidad ambiental. Promover acciones que potencien la participación de mujeres, jóvenes y Pueblos Indígenas, e integrar prácticas agroecológicas, manejo sostenible de recursos naturales en cadenas cortas de comercialización. Además, es importante valorizar y adaptar las acciones para fortalecer la agricultura familiar conforme00 a las características culturales y productivas de cada territorio, reconociendo el rol clave de las familias campesinas, las mujeres y los Pueblos Indígenas en la conservación de la biodiversidad y la resiliencia climática.

169. **2. Impulsar la transformación de traspatios productivos con liderazgo de mujeres para mejorar la seguridad alimentaria y los**

ingresos familiares. Se recomienda fortalecer e institucionalizar estrategias de diversificación de cultivos y mejora de los sistemas de riego (con sistemas de captación y almacenamiento de agua) en traspatios familiares, priorizando el liderazgo de las mujeres y Pueblos Indígenas en estos procesos. Proporcionar asistencia técnica, insumos y acompañamiento, permitiendo una mayor calidad y diversidad de alimentos tanto para el autoconsumo como para su comercialización. En este proceso es de suma importancia que se valoren y visibilicen los conocimientos tradicionales de los Pueblos Indígenas. Esta medida contribuye a la soberanía alimentaria, al empoderamiento económico de las mujeres rurales y a la resiliencia climática de los hogares.

170. **3. Valorar y fortalecer el patrimonio alimentario de los pueblos indígenas como base para la seguridad alimentaria y la adaptación climática.**
Se recomienda promover el reconocimiento, conservación y uso sostenible de los sistemas alimentarios tradicionales de los Pueblos Indígenas —incluyendo sus cultivos, técnicas agroecológicas y prácticas culinarias— como eje central de estrategias de seguridad alimentaria y resiliencia climática. Esto implica apoyar la recuperación de variedades nativas, la transmisión intergeneracional de saberes, y su articulación con mercados locales bajo criterios de soberanía alimentaria y pertinencia cultural.

C1.2. Mejorar la resiliencia climática de los sistemas de producción y ecosistemas

171. **1. Fortalecer los mecanismos de gobernanza local y la institucionalidad con enfoque de género e inclusión de saberes comunitarios.**
Se recomienda consolidar la participación de las mujeres en plataformas participativas, que den a las mujeres y los hombres la oportunidad de expresarse en condiciones de igualdad e influir en las instituciones y organizaciones rurales. Es fundamental que estos espacios promuevan procesos de toma de decisiones sensibles al género, reconociendo los conocimientos, capacidades y prioridades de las mujeres y los saberes de las mujeres indígenas en la gestión territorial. Asimismo, se sugiere fortalecer y operacionalizar criterios de adaptación al cambio climático e inclusión de mujeres en los procedimientos institucionales, mediante mecanismos de coordinación intersectorial que aumenten las capacidades técnicas y organizativas de las productoras locales y generen sinergias entre los distintos niveles de gobierno y la iniciativa privada.

172. **2. Fortalecer las políticas públicas del sector agrícola para conservar la biodiversidad y el uso sostenible de la tierra en paisajes rurales**.
Se recomienda fortalecer las políticas agrícolas para que incorporen el uso y la gestión sostenibles de la biodiversidad y los servicios ecosistémicos en la producción sostenible en paisajes rurales, incluyendo las zonas de amortiguamiento en áreas naturales protegidas (ANP). En particular, se debe diseñar normas y criterios de biodiversidad y uso sostenible en los programas de AGRICULTURA existentes (fertilizantes y programas de producción para el

Bienestar) asegurando que sean culturalmente pertinentes y accesibles para mujeres, Pueblos Indígenas, juventudes y pequeños productores. Con relación a estos dos programas, se recomienda también fortalecer las capacidades locales y el compromiso de las partes interesadas clave (en particular las entidades públicas y de los propietarios de tierras, organizaciones comunitarias, cooperativas rurales y autoridades tradicionales) para su correcta implementación.

173. **3. Incorporar en los planes de manejo del suelo y programas de extensión, prácticas para la gestión de la biodiversidad y uso sostenible del suelo en paisajes rurales.** A través de los instrumentos operativos de AGRICULTURA (programas e incentivos públicos; desarrollo de PYME; paquetes de extensión; entre otros), integrar buenas prácticas para: i) reducir los impactos negativos de las actividades agrícolas y ganaderas sobre la biodiversidad y los servicios ecosistémicos en los paisajes rurales y zonas de amortiguamiento en ANP; ii) detener la expansión agrícola; iii) mejorar la cobertura del suelo y restaurar suelos degradados; iv) disminuir la fragmentación de los ecosistemas; v) y reducir el uso excesivo de fertilizantes químicos.

174. **4. Fortalecer el capital humano en cambio climático en el sector forestal del país.** Se recomienda realizar acciones para fortalecer las capacidades, conocimientos y/o habilidades en mitigación y adaptación al cambio climático dirigido a: i) la población rural, indígena y afrodescendiente, con énfasis en jóvenes y mujeres; ii) y al personal de servicios técnicos que brindan acompañamiento técnico, asesoría a ejidos y/o comunidades. Se recomienda focalizar estas acciones donde la población resida en áreas forestales y de mayor vulnerabilidad climática.

175. **5. Fortalecer los programas e instrumentos de la política pública del sector forestal para integrar criterios de cambio climático.** Se recomienda en los programas de CONAFOR (Reglas de Operación), incorporar criterios climáticos para incentivar la participación y focalización de los sectores de la población rural que residen en zonas forestales de alta vulnerabilidad al cambio climático. También se recomienda fomentar que los instrumentos que conforman las Reglas de Operación (modalidades de apoyo) se integren dichos criterios climáticos. Dichos criterios permitirán focalizar y acceder mejor a la población objetivo para mejorar la resiliencia climática.

176. **6. Fortalecer la provisión de los servicios ecosistémicos y la resiliencia climática en paisajes forestales.** A través de las modalidades de apoyo que oferta la CONAFOR (subproyectos), priorizar aquellos que estén enfocados en la restauración de microcuencas ubicadas en regiones estratégicas; inversiones en programas de manejo forestal maderables y no maderables; plantaciones forestales comerciales; plantaciones agroforestales; prevención, control y combate contra plagas y enfermedades forestales; conformación y equipamiento de brigadas contra plagas y enfermedades forestales; y conformación y equipamiento de brigadas para el manejo del fuego. Este tipo de subproyectos contempla actividades que están alineados al enfoque de Soluciones basadas en la Naturaleza (SbN), lo que resulta clave para incrementar la resiliencia climática en la base de los recursos forestales.

177. **7. Apoyar el desarrollo y/o fortalecimiento de sistemas de monitoreo para el uso de información climática en el sector forestal.** Se recomienda fortalecer los sistemas de monitoreo ambientales de la CONAFOR como el Sistema de Protección y Prevención de Incendios Forestales o el Sistema Integral de Vigilancia y Control Fitosanitario Forestal, para procesar y/o integrar información climática que permita mejorar la identificación de riesgos y la capacidad de respuesta ante desastres de origen climático y sus efectos.

C1.3 Fortalecer la inclusión financiera en grupos vulnerables

178. **1. Promover estrategias para el financiamiento inclusivo de mujeres y jóvenes Indígenas.** Se recomienda que se integre educación financiera culturalmente adecuada, ante acceso a microfinanzas con condiciones flexibles y el uso de tecnología digital accesible. El desarrollo del liderazgo de las mujeres indígenas es fundamental para garantizar su participación en la toma de decisiones y su representación en las instituciones financieras. Asimismo, es necesario implementar campañas de sensibilización para remover barreras culturales y estigmas, promoviendo así su inclusión efectiva y equitativa en el ámbito económico.

179. **2. Incorporar en los instrumentos de financiación para el sector agrícola, criterios de biodiversidad y uso sostenible de la tierra para priorizar las inversiones en paisajes rurales.** A través de AGRICULTURA, se recomienda fomentar la participación de entidades financieras públicas y privadas a través de instrumentos financieros para invertir en prácticas de agricultura sustentable que incluyan consideraciones de gestión de la biodiversidad y el uso sostenible de la tierra. Es clave establecer asociaciones estratégicas con instituciones financieras para identificar las condiciones habilitantes necesarias para identificar el mecanismo idóneo para diseñar los criterios y mecanismos que facilite a productores agrícolas y ganaderos, acceder a líneas de crédito para transversalizar modelos de negocio sostenibles y consolidar los aspectos de transformación y comercialización.

180. **3. Garantizar el acceso equitativo de las mujeres y Pueblos Indígenas al financiamiento para la restauración de paisajes y el manejo forestal con enfoque climático.** Se recomienda que los mecanismos de transferencia financiera para actividades como la reforestación, el establecimiento de sistemas silvopastoriles y el manejo forestal incorporen criterios explícitos de inclusión de género. Esto implica identificar y registrar a mujeres como beneficiarias directas, asegurar que tengan acceso a recursos económicos y asistencia técnica, y valorar su participación en la gestión y ejecución de proyectos de restauración adaptados al cambio climático.

C1.4 Financiamiento climático

181. La canalización de fondos ambientales o climáticos, como el Fondo Verde para el Clima (GCF, por sus siglas en inglés), Fondo de Adaptación, el Fondo del Medio Ambiente Mundial (GEF, por sus siglas en inglés) así como la participación de México en donaciones regionales, ofrecen oportunidades para fortalecer el vínculo entre el mejoramiento de la provisión de servicios

ecosistémicos, cambio climático y desarrollo rural, incorporando criterios de vulnerabilidad climática y socioeconómica de los territorios. El FIDA tiene un espacio de oportunidad para apoyar al Gobierno de México en la exploración de otros instrumentos financieros y no financieros para expandir el alcance y objetivos de las políticas y proyectos de desarrollo rural. Es necesario promover que los logros y aprendizajes que se generen con la cartera de proyectos del FIDA y el Gobierno, se difundan y aprovechen en otras políticas públicas y territorios. Para ello, se debe desarrollar una estrategia de gestión del conocimiento que aproveche los sistemas de seguimiento y evaluación de los proyectos y su articulación con los programas federales a los cuales están articulados, para que permita contar con evidencia de adicionalidad que permita incidir en políticas públicas del Gobierno a una mayor escala e impacto.

C2. Focalización

182. **C2.1 Grupo objetivo.** Considerando que la política del FIDA es contribuir con los países a reducir la pobreza rural a través de procesos de transformación rural y reducir las desigualdades, para el presente ciclo del COSOP el grupo objetivo al cual se debe atender parte de la siguiente definición [44]:

"*El grupo objetivo está conformado por la población rural de México en condiciones de pobreza y pobreza extrema*[46] *que se dedican a las actividades productivas primarias como la agricultura, ganadería y silvicultura de manera individual u organizados (pequeños o medianos productores). Dentro de este grupo, se priorizará en los más pobres y excluidos en mujeres, jóvenes y pueblos indígenas, ya sea en lo individual o en asociatividad.*"

183. Para el 2024, el universo del grupo objetivo que corresponde a la población rural en condiciones de pobreza son 13.03 millones de personas y 3.9 millones de personas en pobreza extrema [R7]. La siguiente tabla resume las principales características del grupo objetivo, el cual es la base principal para dimensionar los alcances, metas de los indicadores del marco lógico y el COSTAB. La distribución espacial de este grupo objetivo se muestra en los mapas de focalización geográfica, descritos en la siguiente sección.

Indicadores de pobreza rural	**Millones de personas**				
	2016	**2018**	**2020**	**2022**	**2024**
Población rural total	**27,829.3**	**30,207.3**	**29,247.9**	**31,764.8**	**28,464.8**
Población en situación de pobreza	16,834.2	17,432.8	16,607.4	15,517.0	13,030.9
Población en situación de pobreza extrema	4,800.0	4,900.0	4,900.0	4,700.0	3,900.0
Población vulnerable por carencias sociales	8,444.2	9,795.9	9,461.5	12,498.0	11,960.6

[46] De acuerdo con la definición establecida por el INEGI (2025) y el CONEVAL, la cual está determinada por la metodología de pobreza multidimensional.

Indicadores de pobreza rural	Millones de personas				
	2016	2018	2020	2022	2024
Población vulnerable por ingresos	503.3	561.7	620.1	564.4	459.8
Población no pobre y no vulnerable	2,047.6	2,416.9	2,558.9	3,185.3	3,013.4

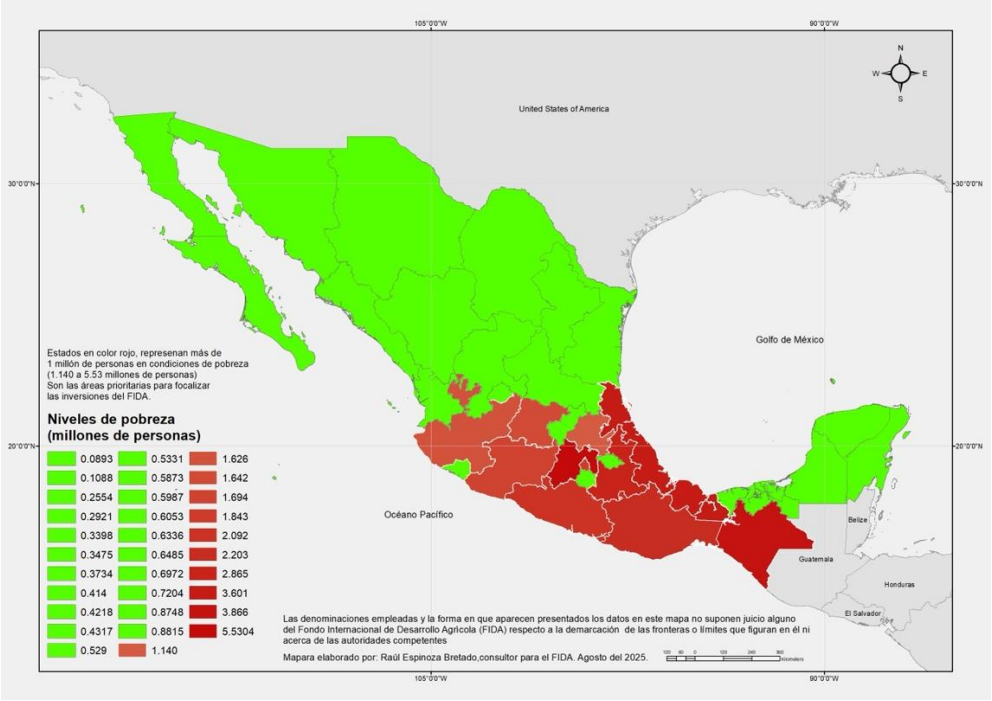
184. **C2.2 Métodos de focalización.** Tomando en cuenta que las personas en condiciones de pobreza y pobreza extrema forman grupos heterogéneos, ya que los factores económicos, sociales, políticos, climáticos y ambientales que impulsan la pobreza difieren entre las distintas regiones del país, es necesario establecer criterios desde el punto de vista operacional para focalizarlos y dirigir las intervenciones de los proyectos, empleando uno o varios de los siguientes métodos de focalización:

185. ***Focalización geográfica***. Identificar y seleccionar los estados de la república mexicana que presente los mayores niveles de pobreza y pobreza extrema; identificar y seleccionar los municipios que presenten los niveles de alta y muy alta vulnerabilidad al cambio climático; identificar y seleccionar los estados que presenten las mayores pérdidas proyectadas del PIB a causa del cambio climático (mayores al 25%); identifica y seleccionar las regiones del país que presentan déficit en el balance hidrológico; identificar y seleccionar las áreas del país que representan los mayores riesgos para perder la biodiversidad que están en estatus de desaparecer en su medio natural; y seleccionar los municipios con presencia de pueblos indígenas. Para el diseño de proyectos, se puede seleccionar uno o más de estos criterios de focalización geográfica, en función a la Teoría de Cambio que sea definido en cada uno de éstos.

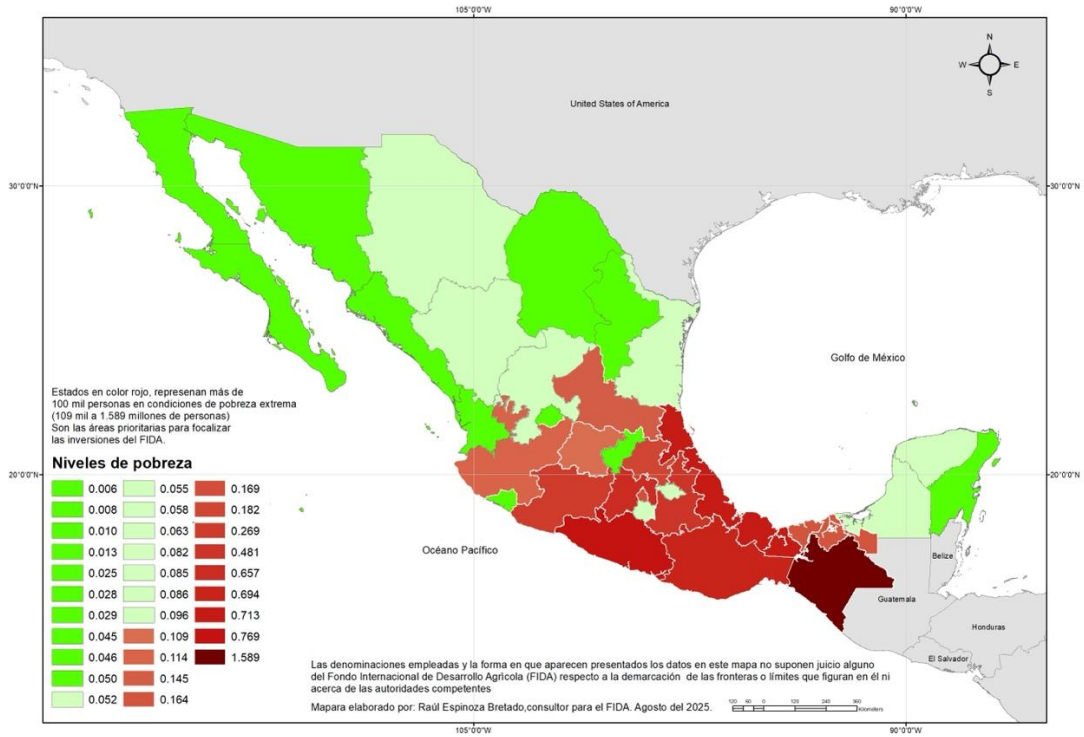
186. En los siguientes mapas se muestran en color rojo, las áreas prioritarias donde se puede focalizar las intervenciones del FIDA considerando únicamente los niveles de pobreza y pobreza extrema, evaluada con la metodología de pobreza multidimensional[47].

[47] La medición de la pobreza multidimensional integra los espacios de bienestar económico, derechos sociales y contexto territorial, a través del análisis del ingreso de los integrantes del hogar, las limitaciones en el acceso al ejercicio de los derechos sociales de educación, salud, seguridad social, vivienda y alimentación, así como la interacción que tienen las personas en el espacio que habitan.

Mapa 1. Focalización geográfica por criterio de pobreza.

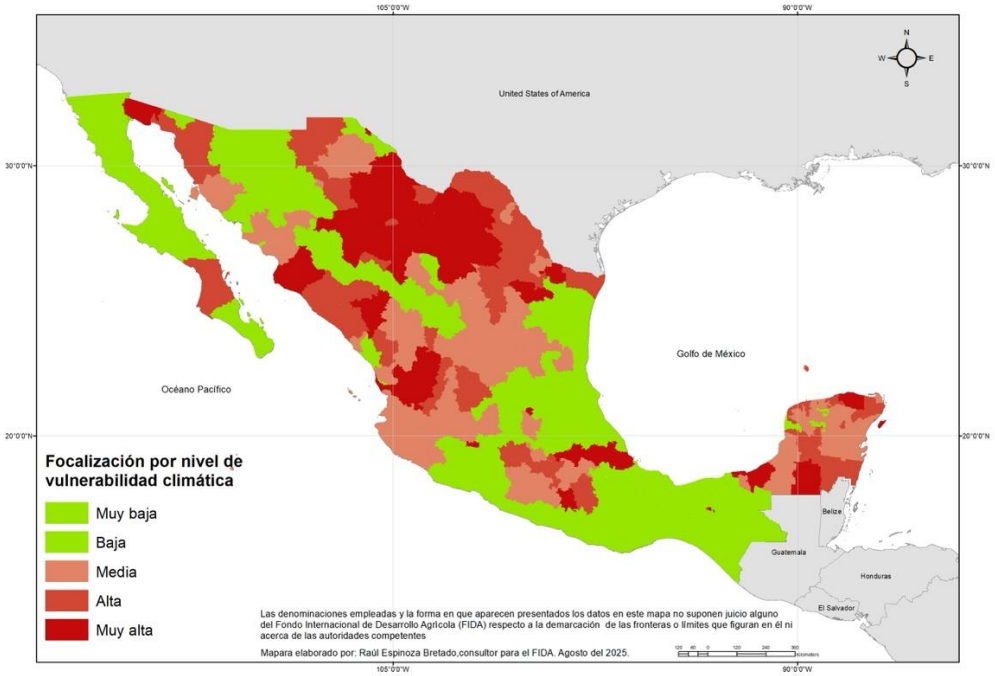


Mapa 2. Focalización geográfica por criterio de pobreza extrema.



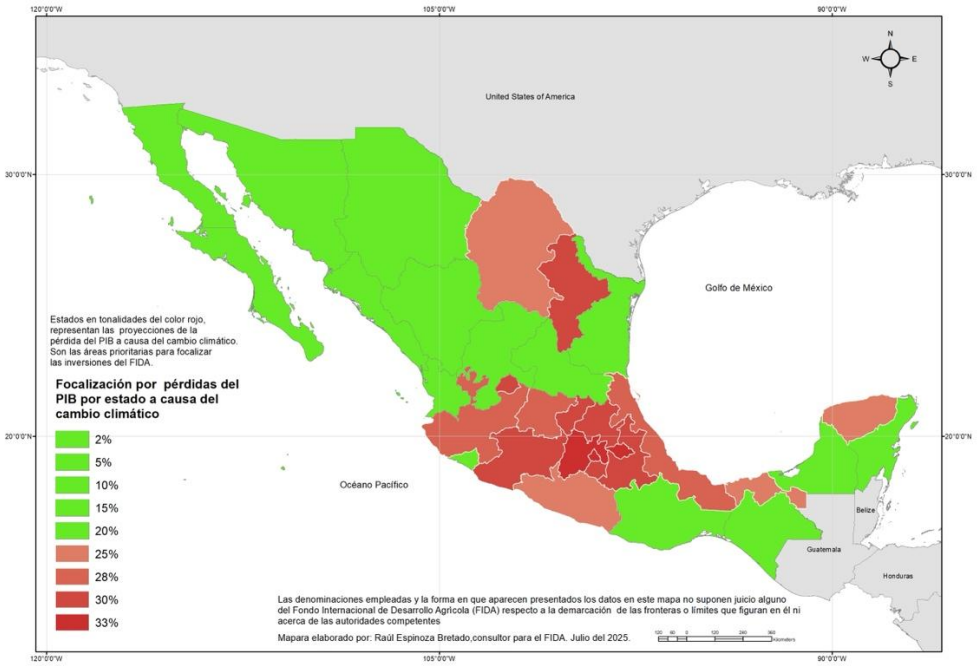
187. En el siguiente mapa se muestran en tonalidades de color rojo, las áreas prioritarias donde se puede focalizar las intervenciones del FIDA considerando únicamente los municipios a nivel nacional que presentan niveles de vulnerabilidad media, alta y muy alta ante el cambio climático.

Mapa 3. Focalización geográfica por criterio vulnerabilidad al cambio climático.



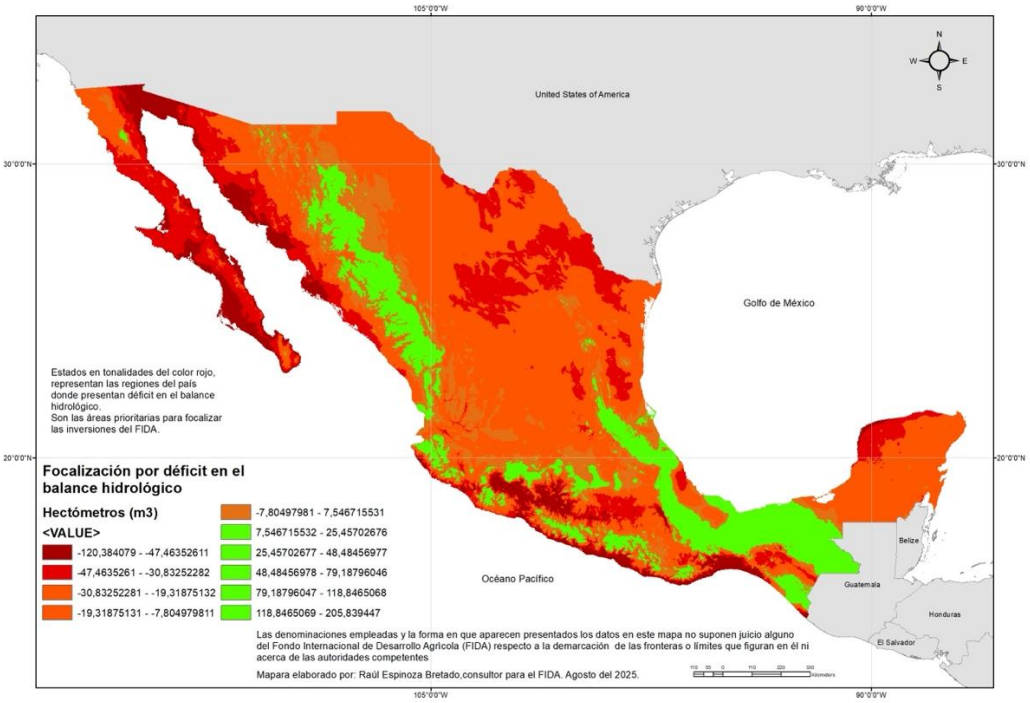
188. En el siguiente mapa se muestran en color rojo, las áreas prioritarias donde se puede focalizar las intervenciones del FIDA considerando únicamente los estados del país donde se proyecta que se presentarán en el corto y mediano plazo, pérdidas económicas superiores al 25% del PIB a causa del cambio climático.

Mapa 4. Focalización geográfica por criterio pérdidas del PIB a causa del cambio climático (proyecciones al corto y mediano plazo).



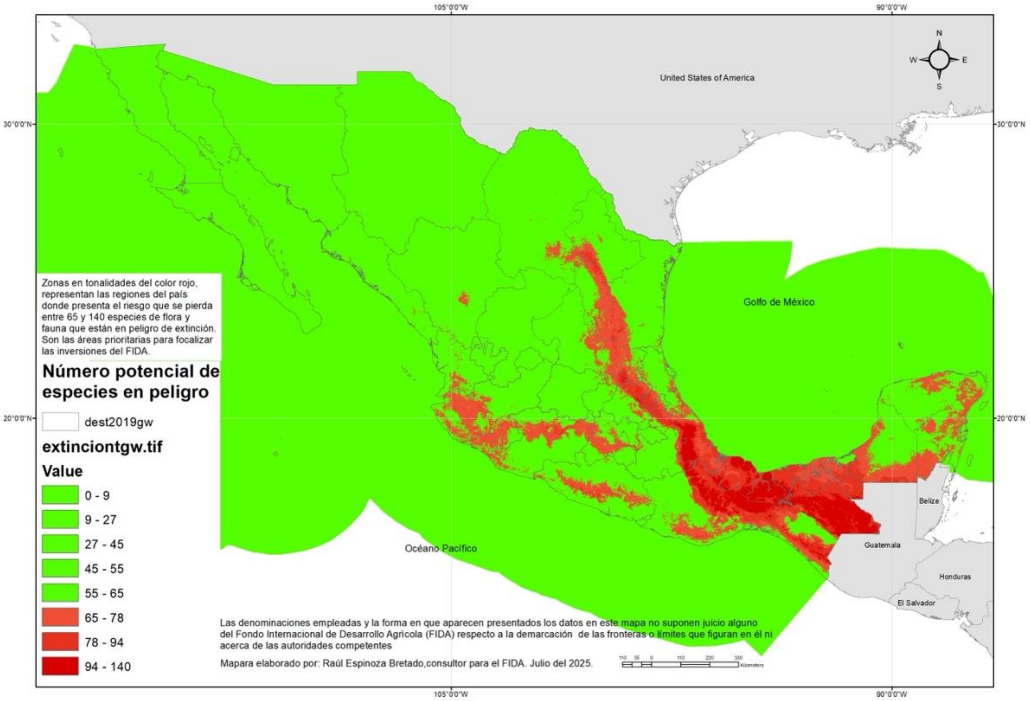
189. En el siguiente mapa se muestran en color rojo, las áreas prioritarias donde se puede focalizar las intervenciones del FIDA considerando únicamente las regiones del país donde presentan problemas de déficit en el balance hidrológico. Este mapa es clave para el desarrollo de las actividades agrícolas y pecuarias.

Mapa 5. Focalización geográfica por criterio de déficit en el balance hidrológico.



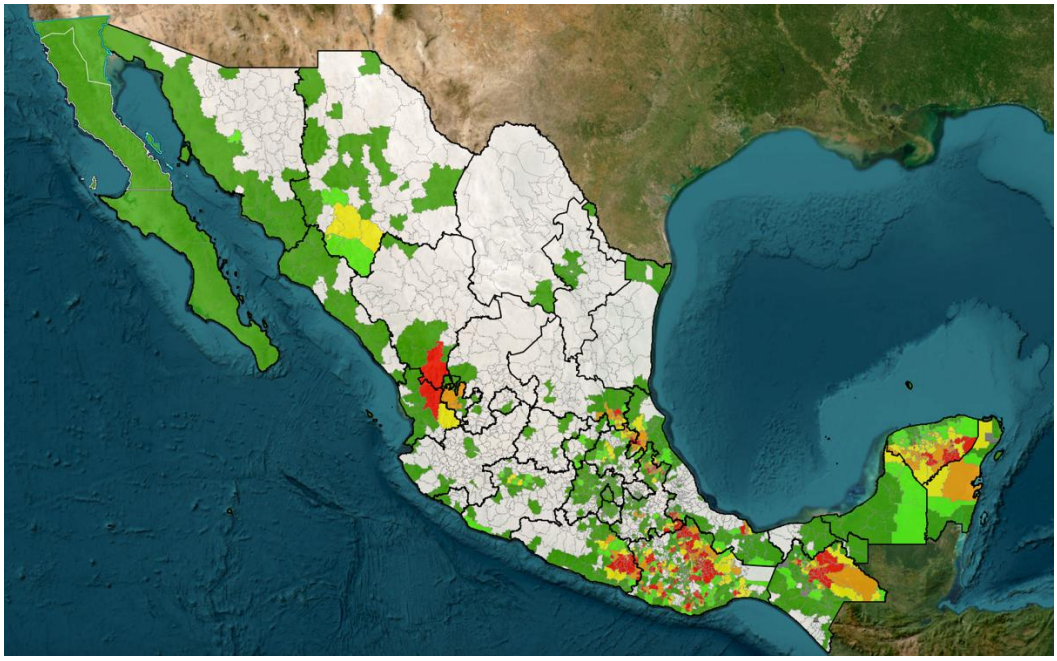
190. En el siguiente mapa se muestran en color rojo, las regiones del país donde existe el riesgo que especies de flora y fauna se puedan extinguir por presión de las actividades humanas y del cambio climático.

Mapa 6. Focalización geográfica por criterio de pérdida de biodiversidad.



191. En el siguiente mapa se muestra los municipios con presencia de pueblos indígenas en México.

Mapa 7. Focalización geográfica por criterio de presencia de pueblos indígenas a nivel de municipios.



192. ***Autofocalización***. Emplear las Reglas de Operación (RO) de la CONAFOR y AGRICULTURA para focalizar en los grupos objetivos conforme a los criterios técnicos-sociales así como áreas prioritarias contenidos en dichas Reglas. Las RO se revisan todos los años para actualizar los criterios y áreas para llegar a los grupos objetivos. Al ser RO de aplicación nacional, se debe explorar que otros criterios se pueden considerar para asegurar que las inversiones no estén dispersas en el territorio y que estén articuladas entre sí las inversiones con un enfoque integrado de cadena de valor y de cuenca hidrográfica.

193. Si durante la implementación del COSOP surgen otras instituciones del gobierno de México pueden ser asociados clave en la ejecución de los proyectos o bien, sean futuros Prestatarios, se debe de empelar sus RO siempre y cuando se alineen a los objetivos estratégicos del COSOP, e integrar a este método de focalización en los Manuales de Operación de los Proyectos (MOP) correspondientes.

194. ***Focalización directa***. Para asegurar que los recursos e inversiones de los proyectos a ser financiados por el FIDA lleguen directamente a las personas y hogares rurales definidos en el grupo objetivo, posterior a la aplicación de la *autofocalización* y de manera complementaria, se seguirán los siguientes criterios: i) identificar los ejidos y comunidades (agrarias e indígenas) que se ubican dentro de las áreas elegibles establecidos en las RO; ii) dentro de los ejidos y comunidades, identificar organizaciones de productores pequeños y medianos así como pequeños productores individuales; iii) dentro de las áreas elegibles establecidos en las RO, identificar organizaciones de

productores pequeños y medianos (que no pertenezcan a ejidos o comunidades) y pequeños productores individuales; iv) dentro de los ejidos y comunidades que se ubican dentro de las áreas elegibles establecidos en las RO, identificar las personas que tiene derechos agrarios; personas denominadas "avecindados"; personas sin derechos agrarios; y los siguientes sub-grupos vulnerables independientemente de su condición legal agraria: mujeres, jóvenes entre los 12 y 29 años de edad; y personas que se auto perciben como indígena o afrodescendiente (afromexicano).

195. **Estrategia de focalización.** Para implementar los métodos de focalización (geográfica, autofocalización y focalización directa), las entidades ejecutoras de los proyectos (Prestatarios), deben considerar un enfoque integrado de criterios sociales y geográficos, priorizando territorios donde se concentran comunidades en situación de pobreza multidimensional, exclusión estructural, inseguridad alimentaria y alta vulnerabilidad climática. La dimensión social será el punto de partida para definir las áreas de intervención, asegurando que las acciones se enfoquen en quienes enfrentan mayores barreras al desarrollo, particularmente mujeres, jóvenes, Pueblos Indígenas y vulnerabilidad climática. Se asegurará que las acciones del programa se enfoquen en quienes enfrentan mayores barreras estructurales al desarrollo, potenciando así su impacto en la reducción de desigualdades y el fortalecimiento de la resiliencia comunitaria.

196. El COSOP reconoce la necesidad de incorporar mecanismos flexibles y adaptativos que facilitan un diálogo entre partes. La participación de las mujeres indígenas será clave para asegurar que estos espacios de planificación colaborativa, intercambio de conocimientos y alineación de inversiones reflejen de manera efectiva tanto las prioridades nacionales como las necesidades de las comunidades desde una perspectiva inclusiva y equitativa.

197. La estrategia adopta el principio de consentimiento libre, previo e informado (CLPI), no solo como un principio de protección, sino como una herramienta fundamental de gobernanza colaborativa, que permite co-diseñar soluciones de inversión ajustadas a las prioridades de los pueblos indígenas. A través de este principio, se busca garantizar procesos de consulta efectivos, culturalmente pertinentes, y con representación activa de mujeres indígenas en todas las etapas del ciclo de proyecto.

198. El COSOP adopta un enfoque holístico que aborda el empoderamiento de mujeres, las comunidades de los Pueblos Indígenas y afromexicanas, la nutrición, el medio ambiente y el clima. El principal grupo objetivo identificado en el COSOP son los pequeños y medianos productores rurales, las mujeres y los Pueblos Indígenas. En el diseño de los proyectos se emplearán métodos participativos y consultas para asegurar que las necesidades y prioridades de los grupos meta se incorporen en las soluciones propuestas.

199. El COSOP adopta un enfoque interseccional, reconociendo que la pobreza y la exclusión rural no afectan a todas las personas de la misma forma. Este enfoque permitirá identificar y abordar las múltiples dimensiones de desigualdad que enfrentan mujeres, mujeres jóvenes, Pueblos Indígenas, personas afrodescendientes, personas con discapacidad y otros grupos

tradicionalmente marginados, considerando factores como género, edad, identidad étnica, ubicación geográfica, acceso a activos, roles sociales y situación nutricional.

200. Un enfoque inclusivo busca construir alianzas sólidas, aprovechar recursos diversos y fomentar la apropiación por parte de los actores involucrados para lograr intervenciones sostenibles y de alto impacto. Para mitigar los riesgos de exclusión social, se continuará generando análisis sobre temas de inclusión social que alimenten el diálogo de políticas e incrementen las inversiones que respalden enfoques socialmente inclusivos.

201. El COSOP priorizará iniciativas que empoderen a los grupos en situación de vulnerabilidad y que fortalezcan su participación en la toma de decisiones a través de los ejes estratégicos: (i) Se apoyará la autosuficiencia y soberanía alimentaria de las comunidades rurales con énfasis en las mujeres indígenas a través de la mejora de la productividad y mayor acceso a mercados locales de cadenas de valor prioritarias culturalmente relevantes y con perspectiva de género; (ii) Se promoverá la resiliencia climática de pequeños y pequeñas productoras rurales mediante la aplicación y generación de evidencia de prácticas agrícolas y agroforestales sostenibles que valoricen los conocimientos ancestrales indígenas; (iii) En el caso de las mujeres y las mujeres indígenas como grupo diferenciado, se dará énfasis a la implementación de programas integrales que combinen educación financiera y el desarrollo de liderazgo. Estas iniciativas irán más allá de la capacitación básica, al ofrecer acompañamiento técnico personalizado, mentoría continua, acceso a financiamiento inclusivo y sostenido.

202. Se fomentará la innovación adaptada a las realidades de los grupos más vulnerables, incluyendo soluciones tecnológicas que potencien su participación económica y social, valorizando al mismo tiempo sus conocimientos ancestrales y prácticas tradicionales. El COSOP promoverá mecanismos que fortalezcan el liderazgo de las mujeres rurales, las mujeres jóvenes y las mujeres indígenas y garanticen su participación plena, activa y efectiva en los espacios de toma de decisiones, tanto a nivel comunitario como institucional.

203. . Para efectos prácticos de focalización, los Estados del Sur de México en los cuales el COSOP implementará su programa de trabajo son : Jalisco, Guerrero, Oaxaca, Chiapas, Puebla, Tlaxcala, Morelos, Campeche, Veracruz, Tabasco y Michoacán.

204. La selección de estos estados prioritarios para el COSOP se fundamenta en la alta incidencia de pobreza multidimensional en las zonas rurales, donde una proporción significativa de la población enfrenta privaciones en acceso a servicios básicos, educación, salud y oportunidades económicas. Al enfocar las acciones en estos territorios, el programa busca generar un mayor impacto en la reducción de desigualdades y mejorar las condiciones de vida de las comunidades más desfavorecida.

205. La focalización geográfica también prioriza los estados con mayor incidencia de vulnerabilidad climática, donde las comunidades rurales enfrentan riesgos elevados por sequías recurrentes, inundaciones y eventos extremos. Estos territorios, identificados a través de mapas y análisis nacionales, requieren intervenciones específicas que fortalezcan la resiliencia y capacidad de adaptación de los medios de vida frente a los impactos del cambio climático.

206. Los estados seleccionados para la intervención presentan altos niveles de inseguridad alimentaria, evidenciados por el acceso insuficiente a alimentos nutritivos y adecuados para la población rural. Al priorizar estas zonas, el COSOP busca contribuir directamente a mejorar la seguridad y soberanía alimentaria, especialmente para los hogares en situación de pobreza multidimensional y grupos vulnerables como mujeres, jóvenes y Pueblos Indígenas.

207. Es importante destacar que estas áreas se definen como prioritarias con base en la experiencia acumulada y el trabajo previo en dichos territorios. No obstante, la estrategia mantiene la flexibilidad necesaria para ampliar la intervención a otros estados que presenten necesidades emergentes o contextos estratégicos durante el periodo de implementación.

D. Seguimiento

208. En esta sección se presentan mecanismos adecuados de seguimiento y retroalimentación y se proponen indicadores clave de rendimiento en materia de género, juventud, pueblos indígenas, nutrición y medio ambiente y clima que el COSOP puede incorporar.

D1. Mecanismo de seguimiento y retroalimentación en materia de ambiente, recursos naturales y cambio climático

209. **Mejorar el seguimiento, la evaluación y la sistematización de evidencia sobre los resultados de los proyectos**. En el marco de las UGP en coordinación con los Prestatarios, se recomienda diseñar e implementar una estrategia integral de monitoreo y evaluación ambiental y climática, que incluya indicadores biofísicos claros, líneas de base ecológicas, sistemas de referencia geoespacial y protocolos estandarizados de seguimiento en campo. Esta estrategia debe generar datos comparables y verificables sobre impactos en biodiversidad, restauración ecológica, servicios ecosistémicos y captura de carbono. Esto permitiría mejorar las estrategias de intervención del FIDA para fomentar esquemas de producción sostenible, conservación de biodiversidad y manejo integral del territorio en regiones vulnerables al cambio climático. También permitiría generar evidencia sobre los beneficios ambientales y climáticos globales de estas intervenciones, para poder movilizar recursos internacionales adicionales.

210. **Financiamiento climático para fortalecer los sistemas de monitoreo ambiental y climático.** A partir del marco de oportunidad que brindan el financiamiento climático en su modalidad de donaciones, explorar si existen las condiciones u oportunidades para que la cartera de proyectos que puedan ser desarrollados, incluya en las Unidades Gerenciales de Proyectos (UGP) especialistas en monitoreo y evaluación; en sistemas de información geográfica; en cambio climático; en bosques y agroforestería; gestión hídrica, entre otros, para realizar la recopilación y evaluación de la información. También se puede optar por incorporar indicadores climáticos y biofísicos en los Marcos Lógicos de los proyectos, así como fuentes de información específicas.

211. Con el apoyo del especialista en monitoreo y evaluación y de los especialistas técnicos de las UGP, los proyectos podrían estar en condiciones de desarrollar un sistema de medición, reporte y verificación (MRV) para monitorear los resultados (incluidos datos georreferenciados) del proyecto y definir protocolos estandarizados de seguimiento en campo, los cuales deberán estar armonizados en los sistemas de evaluación y seguimiento de las instituciones ejecutoras de los proyectos (prestatarios).

212. También se pueden reforzar los sistemas de salvaguardas ambientales y sociales de los prestatarios para permitir que en sus oficinas locales el personal recolecte datos y monitoreen las intervenciones de los proyectos. Este sistema integrado de MRV servirá como base para todos los demás proyectos en la cartera del FIDA en México, generando datos comparables y verificables sobre impactos en biodiversidad, restauración ecológica, resiliencia climática, servicios ecosistémicos y captura de carbono.

213. Las oportunidades que se pueden presentar con los donativos pueden habilitar el desarrollo y pilotaje de materiales de capacitación, la sistematización de experiencias y adopción tecnológica basadas en el sistema de MRV, así como la organización de intercambios de experiencias y cooperación, presenciales o virtuales, que permitirán difundir y comunicar los beneficios ambientales globales de estas intervenciones para movilizar recursos internacionales adicionales.

D2. Mecanismo de seguimiento y retroalimentación en materia de inclusión social (género, juventud, pueblos indígenas, seguridad alimentaria y nutricional)

214. **Visibilizar los grupos vulnerables con dificultades para acceder a los apoyos de los programas federales**. Se requiere mejorar los mecanismos y criterios de focalización territorial y autofocalización a través de: (i) dentro del marco de las Reglas de Operación de los programas federales, incluir criterios adicionales para garantizar que los apoyos con recursos FIDA se focalicen prioritariamente en los grupos menos atendidos por los sub-proyectos de desarrollo rural; (ii) sistematizar el aprendizaje sobre las estrategias diferenciadas para ser atendidos; y (iii) contribuir al diálogo técnico y/o de políticas sobre las estrategias para atender a los grupos vulnerables menos atendidos y visibilizados, como las personas en situación de pobreza en ámbitos rurales que carecen de tierras, los jornaleros, la población afromexicana y la población indígena y sus múltiples interseccionalidades.

215. **Evaluación de efectos e impactos sociales.** Se requiere evaluar los efectos e impactos de las intervenciones a realizar en los diferentes proyectos a financiar, fortaleciendo la generación de evidencia con enfoque de género e interseccionalidad. Los indicadores de inclusión social empleados en anteriores proyectos no estaban alineados con los pilares de la Política de Igualdad de Género del FIDA, lo que limita la capacidad de documentar y justificar avances reales en empoderamiento y equidad. Es fundamental contar con datos desagregados no solo por sexo, sino también por edad, etnia, ubicación y otros factores relevantes, para reflejar la diversidad de experiencias y desigualdades. Sin esta información, se dificulta tanto la toma

de decisiones basada en evidencia como la rendición de cuentas en torno a la igualdad de género.

216. En el caso del proyecto Cuenca Balsas, donde se trabaja principalmente a través de núcleos agrarios, se identificó un reto sistémico clave: el Registro Agrario Nacional (RAN) no actualiza con la frecuencia necesaria las personas con derechos agrarios, lo cual limita la inscripción formal de mujeres y jóvenes, impidiéndoles acceder a beneficios del proyecto. Esto evidencia la necesidad de acciones coordinadas con las autoridades competentes para garantizar una inclusión efectiva en los procesos de planificación y acceso a recursos, a través de mecanismos que reconozcan y subsanen estas limitaciones estructurales.

Indicadores de inclusión social, ambiente, recursos naturales y cambio climático para el COSOP

217. El seguimiento y retroalimentación de los resultados que sean alcanzados por la cartera de proyectos en materia de inclusión social, ambiente, recursos naturales y cambio climático, estarán articulados al Marco de Gestión de los Resultados (RMF, por sus siglas en inglés) del COSOP. El RMF integra también la cadena de resultados derivada de la formulación de la Teoría del Cambio (TdC) a nivel de meta, resultados estratégicos y productos. El seguimiento de los resultados se basará en los indicadores que se han considerado más claros, relevantes y adecuados para este propósito, mismos que se indican a continuación:

Armonización de las estrategias en el país	**Resultados conexos de los ODS y el Marco de Cooperación de las Naciones Unidas para el Desarrollo Sostenible (MCNUDS)**	**Principales resultados del COSOP**	
		Objetivos estratégicos del COSOP	**Indicadores de referencia**
El Plan Nacional de Desarrollo 2025-2030 de México pretende en su objetivo más general "Consolidar la transformación del país bajo un modelo de desarrollo con bienestar, justicia social y sustentabilidad". Los objetivos estratégicos del COSOP 2026-2031 están alineados al PND en los siguientes objetivos	*ODS1, ODS2, ODS5, ODS9, ODS 13, ODS15, ODS16*	Meta del COSOP: Reforzar y consolidar iniciativas para el fortalecimiento de la soberanía alimentaria, resiliencia e inclusión social, económica y financiera de las comunidades rurales más vulnerables.	• Sistemas de información y datos fortalecidos (SyE, MRV y Salvaguardas) para la generación de mejores evidencias sobre resultados ambientales y sociales.

Armonización de las estrategias en el país	Resultados conexos de los ODS y el Marco de Cooperación de las Naciones Unidas para el Desarrollo Sostenible (MCNUDS)	Principales resultados del COSOP	
		Objetivos estratégicos del COSOP	Indicadores de referencia
específicos (OE) y estrategias (E): **1.Gobernanza con justicia y participación** ciudadana OE1.7/ E1.7.8. **2.Desarrollo con bienestar y humanismo** OE2.1 / E2.1.6 OE 2.2 / E2.2.3, 2.10, 2.10.4 **3.Economía moral y trabajo** OE3.2/ E3.2.8 OE3.4 / E3.4.1, 4.2 OE3.6 / E3.6.1 OE3.10 / E3.10.3	**Efecto directo 5.** Al 2031, el Estado mexicano, en los tres órdenes de gobierno habrá reducido la pobreza y las desigualdades en el acceso a oportunidades y a servicios inclusivos y de calidad de educación, salud, alimentación nutritiva, vivienda adecuada y cultura. *Indicadores de los ODS 1 (1.1.2.a) y ODS 2 (2.1.2).* **Efecto directo 8.** Al 2031, el Estado mexicano, en los tres órdenes de gobierno, habrá incrementado el valor agregado de los sistemas de producción nacionales agroalimentarios e industriales de manera sostenible y resiliente, con una mayor inversión y en un entorno empresarial y de servicios inclusivos en todo el territorio. *Indicadores de los ODS 9 (9.3.1 y 9.3.2).*	**SO 1.** Mejorar capacidades de producción y acceso a mercados de pequeños y medianos productores rurales en cadenas de valor prioritarias.	Planes de negocios para organizaciones de productores para apoyar el acceso a diferentes mercados y prácticas comerciales responsables. Organizaciones de productores que mejoran las prácticas comerciales post cosecha de productos agrícolas sostenibles. Organizaciones de productores con cambios positivos en las condiciones del mercado de sus productos agrícolas sostenibles.

Armonización de las estrategias en el país	Resultados conexos de los ODS y el Marco de Cooperación de las Naciones Unidas para el Desarrollo Sostenible (MCNUDS)	Principales resultados del COSOP	
		Objetivos estratégicos del COSOP	Indicadores de referencia
4.Desarrollo sustentable OE4.3 /E 4.3.1 OE4.5 / E4.5.3, 4.5.9, 4.5.10 El COSOP se alinea a dos de los tres ejes transversales del PND 2025-2030: ET1. Igualdad sustantiva y derechos de las mujeres Objetivo T1.1/ Estrategia T1.1.4 Objetivo T1.3 / Estrategia T1.3.2 ET3. Derechos de las comunidades indígenas y afromexicanas. Objetivo T3.5 / Estrategia T3.5.1 Objetivo T3.6 /Estrategia T3.6.2 El COSOP también se alinea con el Plan México, el Programa Sectorial de Medio Ambiente y Recursos Naturales 2025-2030	**Efecto directo 9.** Al 2031, las instituciones, sectores estratégicos, poblaciones y comunidades en México son más resilientes para afrontar efectivamente el cambio climático, la crisis hídrica, y los riesgos ambientales y naturales. *Indicadores de los ODS 1 (1.5.4) y ODS 2 (2.4.1).* **Efecto directo 10.** Al 2031, el Estado mexicano habrá avanzado hacia un modelo de desarrollo que emplea sosteniblemente los recursos, restaura los ecosistemas y sus servicios, al tiempo que gestiona y conserva la biodiversidad, priorizando una transición energética justa e inclusiva, así como un sistema agroalimentario sostenible y resiliente. *Indicadores de los ODS 15 (15.1.1).*	**SO 2.** Promover la resiliencia de pequeños y medianos productores rurales y de los ecosistemas.	Grupos que reciben apoyo para gestionar de manera sostenible los recursos naturales y los riesgos relacionados con el clima (CI 3.1.1) Número de personas incorporadas a brigadas y servicios de extensión que refuerzan la capacidad local para mejorar la adaptación al cambio climático, la resiliencia y la inclusión. Extensionistas rurales/promotores capacitados Comunidades indígenas cuyas tierras se gestionan con criterios/aspectos/enfoques de resiliencia. Sistemas nacionales relacionados con incendios y enfermedades forestales y MRV mejorados para proporcionar información más fiable y oportuna. Planes de uso sostenible de tierras agrícolas y biodiversidad por paisaje diseñado, validado e implementado. Programas de capacitación sobre el uso sostenible del suelo agrícola y la biodiversidad con perspectiva de paisaje rural.

Armonización de las estrategias en el país	Resultados conexos de los ODS y el Marco de Cooperación de las Naciones Unidas para el Desarrollo Sostenible (MCNUDS)	Principales resultados del COSOP	
		Objetivos estratégicos del COSOP	Indicadores de referencia
y el el Programa Sectorial de Agricultura y Desarrollo Rural 2025-2030.	**Efecto directo 5.** Al 2031, el Estado mexicano, en los tres órdenes de gobierno habrá reducido la pobreza y las desigualdades en el acceso a oportunidades y a servicios inclusivos y de calidad de educación, salud, alimentación nutritiva, vivienda adecuada y cultura. Indicadores de los ODS 1 (1.1.2.a) **Efecto directo 6.** Al 2031, las mujeres, las adolescentes y las niñas en su diversidad tienen mayor acceso a oportunidades sociales, económicas y políticas, y a entornos seguros y libres de violencia y discriminación por razones de género. Indicadores de los ODS 5 (5.a.1.1 y 5.a.1b) **Efecto directo 3.** Al 2031, El Estado mexicano, en los tres órdenes de gobierno, habrá ampliado el espacio cívico para el ejercicio efectivo de los derechos individuales y colectivos, la participación ciudadana, la deliberación pública, la defensa de los derechos humanos, la libertad de expresión y el acceso a la información, con transparencia, rendición de cuentas, y mecanismos inclusivos y eficientes. Indicadores de los ODS 16 (16.7.2)	**SO 3.** Fortalecer la inclusión financiera, social y económica de mujeres y población indígena. **Tema transversal 1.** Fortalecimiento de las instituciones rurales, en particular en sus capacidades e instrumentos de coordinación, la continua generación, acceso y uso de evidencia para la toma de decisiones. **Tema transversal 2.** Arquitecturas de financiamiento innovadoras para habilitar de recursos a las entidades ejecutoras y que fortalezcan la	Estrategia para la inclusión financiera de mujeres y población indígena que promueva su educación financiera y acceso físico y digital a servicios financieros. Estrategia integral de empoderamiento económico de las mujeres que revalorice la economía de cuidados en áreas rurales. Tecnologías y prácticas laborales que reducen la carga de trabajo de las mujeres. Mujeres rurales e indígenas capacitadas en prácticas y/o tecnologías de producción (CI 1.1.4) Organizaciones de productores rurales encabezadas por mujeres y organizaciones indígenas apoyadas (CI 2.1.3) % de servidores públicos entrevistados consideran que las actividades de los Proyectos de FIDA contribuyen a mejorar, innovar e incluir enfoques integrales en políticas públicas, estrategias o programas rurales. Productos de conocimiento relevantes para la sistematización del aprendizaje y las buenas prácticas de los proyectos. Esquema de capacitación de funcionarios públicos. Esquema de CSSyT (intercambio, capacitación o visita) para funcionarios públicos o productores. Mecanismo de financiamiento innovador que fortalezcan la colaboración de instituciones

Armonización de las estrategias en el país	Resultados conexos de los ODS y el Marco de Cooperación de las Naciones Unidas para el Desarrollo Sostenible (MCNUDS)	Principales resultados del COSOP	
		Objetivos estratégicos del COSOP	Indicadores de referencia
	LET2. Apoyo al fortalecimiento de capacidades nacionales, estatales y locales para promover la financiación de la los ODS, mediante la mejora de la sostenibilidad fiscal, la inversión y calidad del gasto público social, presupuestos con perspectiva de género, la implementación de una política fiscal distributiva, así como la creación de instrumentos de financiamiento inclusivos, sostenibles, resilientes y verdes.	colaboración con el sector privado y otros actores estratégicos.	ejecutoras o productores con el sector privado. Instrumento financiero adaptado a los ciclos productivos.
* Los indicadores se desagregan por sexo, jóvenes, población indígena y otras categorías cuando se recopila información diferenciada para estas poblaciones. Particularmente los indicadores corporativos se reportarán con base en sus desagregaciones obligatorias. Las metas se establecen para la mayoría de los indicadores, salvo cuando no es posible determinarlas a priori.			

IV. Referencias

[1]. ENADID, 2023a. Encuesta Nacional de la Dinámica Demográfica (ENADID). Consulta realizada el 02 de julio del 2025 en el enlace https://www.inegi.org.mx/programas/enadid/2023/.

[2]. INEGI, 2020. Demografía y sociedad: población. Instituto Nacional de Estadística y Geografía (INEGI). Consulta realizada el 02 de julio del 2025 en el enlace https://www.inegi.org.mx/temas/estructura/.

[3]. INEGI, 2025. Pobreza multidimensional. Comunicado de prensa 118/25. Instituto Nacional de Estadística y Geografía (INEGI). Consulta realizada el 13 de agosto del 2025 en el enlace https://www.inegi.org.mx/contenidos/saladeprensa/boletines/2025/pm/pm2025_08.pdf.

[4]. CONEVAL, 2025. Estudio sobre la población jornalera agrícola en México. Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social (CONEVAL). Consulta realizada el 15 de agosto del 2025 en el enlace https://www.coneval.org.mx/EvaluacionDS/PP/CEIPP/Documents/Informes/Estudio_PJA.pdf

[5]. INEGI, 2025. Análisis de los resultados de la medición de la pobreza multidimensional, 2024. Instituto Nacional de Estadística y Geografía (INEGI). Consulta realizada el 28 de agosto del 2025 en el enlace https://www.inegi.org.mx/contenidos/saladeprensa/boletines/2025/pm/pm2025_RR_08.pdf

[6] INPI, 2025. Gobierno de México trabaja para reducir los niveles de pobreza en Pueblos y Comunidades Indígenas y Afromexicanas. Instituto Nacional de los Pueblos Indígenas (INPI). Consulta realizada el 26 de agosto del 2025 en el enlace https://www.gob.mx/inpi/es/articulos/gobierno-de-mexico-trabaja-para-reducir-los-niveles-de-pobreza-en-pueblos-y-comunidades-indigenas-y-afromexicanas

[7] CONEVAL, 2024a. La población jornalera agrícola en México y su situación de pobreza. Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social (CONEVAL). Consulta realizada el 16 de agosto del 2025 en el enlace https://www.coneval.org.mx/Medicion/MP/Documents/contribucion_estrategias_pobreza/Analisis_pobreza_jornaleros_agricolas_Mexico.pdf

[8] Secretaría de Economía, 2025. Trabajadores en actividades agrícolas. Secretaría de Economía. Consulta realizada el 16 de agosto del 2025 en el enlace https://www.economia.gob.mx/datamexico/es/profile/occupation/trabajadores-en-actividades-agricolas?employSelector1=salaryOption&employSelector4=workforceOption&typeJob1=informalOption#informalidad

[9] ENADID, 2023b. Encuesta Nacional de la Dinámica Demográfica (ENADID). Consulta realizada el 02 de julio del 2025 en el enlace https://www.inegi.org.mx/contenidos/saladeprensa/boletines/2024/ENADID/ENADID2023.pdf

[10] INMUJERES, 2023. Encuesta Nacional De La Dinámica Demográfica. Año 9, Boletín Núm. 9, septiembre 2023. Instituto Nacional de Mujeres (INMUJERES). Consulta realizada el 03 de agosto del 2025 en el enlace http://cedoc.inmujeres.gob.mx/documentos_download/BA9N09.pdf

[11] CONEVAL y UNICEF, 2024. Pobreza infantil y adolescente en México: 2022. Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social (CONEVAL) y Fondo de las Naciones Unidas para la Infancia (UNICEF). Consulta realizada el 26 de julio del 2025 en el enlace https://www.coneval.org.mx/Medicion/Documents/pob_infantil/2022/Pobreza_infantil_y_adolescente_en_Mexico_2022.pdf

[12] INEGI, 2024. Estadísticas a propósito del día Internacional de la Juventud. Comunicado de prensa núm. 481/24 del 9 de agosto del 2024. Instituto Nacional de Estadística y Geografía (INEGI). Consulta realizada el 10 de julio del 2025 en el enlace https://www.inegi.org.mx/contenidos/saladeprensa/aproposito/2024/EAP_JUV24.pdf

[13] ENAID, 2024. Encuesta Nacional de la Dinámica Demográfica (ENADID) 2023. Comunicado de prensa núm. 305/24 del 22 de mayo del 2024. Encuesta Nacional de la Dinámica Demográfica (ENADID). Consulta realizada el 10 de julio del 2025 en el enlace https://www.inegi.org.mx/contenidos/saladeprensa/boletines/2024/ENADID/ENADID2023.pdf

[14] IWGIA, 2021. El Mundo Indígena 2021: México. International Work Group for Indigenous Affairs (IWGIA). Consulta realizada el 13 de julio del 2025 en el enlace https://iwgia.org/es/mexico/4149-mi-2021-mexico.html

[15] INAPAN, 2025. La discriminación hacia la comunidad afrodescendiente los invisibiliza y obstaculiza en el ejercicio de sus derechos humanos. Blog. Instituto Nacional de las Personas Adultas Mayores (INANPAN). Consulta realizada el 13 de julio del 2025 en el enlace https://www.gob.mx/inapam/articulos/la-discriminacion-hacia-la-comunidad-afrodescendiente-los-invisibiliza-y-obstaculiza-en-el-ejercicio-de-sus-derechos-humanos?idiom=es

[16] CONAPRED, 2023. Ficha temática: discriminación de los pueblos y comunidades afrodescendientes. Consejo Nacional Para Prevenir la Discriminación (CONAPRED). Consulta realizada el 18 de julio del 2025 en el enlace https://www.conapred.org.mx/wp-content/uploads/2023/11/FT_Afrodescendientes_Noviembre2023.pdf

[17] AGRICULTURA, 2025a. Balanza Comercial Agroalimentaria de México. Dirección de Análisis Estratégico de la Secretaría de Agricultura y Desarrollo Rural (AGRICULTURA). Consulta realizada el 18 de julio del 2025 en el enlace https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/978190/Balanza_Comercial_Agropecuaria_y_Agroindustrial_diciembre_2024.pdf

[18] CONEVAL, 2024b. Principales retos en el ejercicio del derecho a la alimentación nutritiva y de calidad 2024. Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social (CONEVAL). Consulta realizada el 03 de agosto del 2025 en el enlace https://www.coneval.org.mx/EvaluacionDS/PP/CEIPP/Documents/Informes/Dosssier-DIAGNOSTICO_ALIMENTACION-2024.pdf

[19] SNDIF, 2025. SNDIF: En México, el derecho a una alimentación adecuada y saludable es un compromiso de Estado. Sistema Nacional para el Desarrollo Integral de la Familia (SNDIF). Consulta realizada el 03 de agosto del 2025 en el enlace https://www.coneval.org.mx/EvaluacionDS/PP/CEIPP/Documents/Informes/Dosssier-DIAGNOSTICO_ALIMENTACION-2024.pdf

[20] CONAGUA, 2023a. Atlas Nacional del Agua. Comisión Nacional del Agua (CONAGUA). Consulta realizada el 14 de julio del 2025 en el enlace https://sinav30.conagua.gob.mx:8080/port_publicaciones.html

[21] Proyectos México, 2025. Ciclos de inversión: agua. Proyectos México: oportunidades de inversión. Secretaría de Gobernación. Consulta realizada el 16 de julio del 2025 en el enlace https://www.proyectosmexico.gob.mx/como-invertir-en-infraestructura-en-mexico/ciclo-inversion/ciclos-hidraulico/#:~:text=Consultar-,Situación%20actual,%25%20Energía%20eléctrica%20(excluyendo%20hidroeléctricas)

[22] CONAGUA, 2025. Sistema Nacional de Información del Agua. Comisión Nacional del Agua (CONAGUA). Consulta realizada el 8 de julio del 2025 en el enlace https://sinav30.conagua.gob.mx:8080/SINA/?opcion=base

[23] CONAGUA, 2023b. Estadísticas agrícolas de los distritos de temporal tecnificado, año agrícola 2022-2023. Comisión Nacional del Agua (CONAGUA). Consulta realizada el 8 de julio del 2025 en el enlace https://files.conagua.gob.mx/conagua/publicaciones/Publicaciones/EADTT%202022-2023.pdf

[24] CONABIO, 2025. Sistema de Información sobre Agrobiodiversidad (SIAgroBD). Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la Biodiversidad (CONABIO). Consulta realizada el 8 de julio del 2025 en el enlace https://siagro.conabio.gob.mx

[25] AGRICULTURA, 2025b. Agrobiodiversidad mexicana, única en el mundo. Secretaría de Agricultura y Desarrollo Rural (AGRICULTURA). Consulta realizada el 10 de julio del 2025 en el enlace https://www.gob.mx/agricultura/articulos/agrobiodiversidad-mexicana-unica-en-el-mundo

[26] CONABIO, 2020. Alimentos y bebidas. Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la Biodiversidad (CONABIO). Consulta realizada el 8 de julio del 2025 en el enlace https://www.biodiversidad.gob.mx/diversidad/alimentos/

[27] CONABIO, 2018. Conservación y aprovechamiento sostenible de la diversidad de maíces nativos de México. Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la Biodiversidad (CONABIO). Consulta realizada el 8 de julio del 2025 en el enlace https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/317881/DIAG_MAIZ-DIGITAL.pdf

[28] CONAFOR, 2024. Principales indicadores del sector forestal en México. Comisión Nacional Forestal (CONAFOR). Consulta realizada el 07 de agosto del 2025 en el enlace https://databosques.cnf.gob.mx/inicio/#:~:text=Superficie%20Forestal%20en%20Hectáreas,48.1%25%20de%20la%20superficie%20forestal.

[29] FAO, 2020. Evaluación de los Recursos Forestales Mundiales 2020. Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura (FAO). Consulta realizada el 07 de agosto del 2025 en el enlace https://www.fao.org/interactive/forest-resources-assessment/2020/es/

[30] INEGI, 2025. Uso del suelo y vegetación. Instituto Nacional de Estadística y Geografía (INEGI). Consulta realizada el 10 de julio del 2025 en el enlace https://www.inegi.org.mx/temas/usosuelo/#descargas

[31] CONABIO, 2025. Ecosistemas de México. Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la Biodiversidad (CONABIO). Consulta realizada el 8 de julio del 2025 en el enlace https://www.biodiversidad.gob.mx/ecosistemas/ecosismex

[32] CONAFOR, 2022. Estimación de las pérdidas económicas por la tala ilegal en México. Comisión Nacional Forestal (CONAFOR); Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales (SEMARNAT); e Instituto Nacional de Ecología y Cambio Climático (INECC). Consulta realizada el 07 de agosto del 2025 en el enlace

https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/781684/162_2022_Perdidas_Economicas_por_Tala.pdf

[33] CONAFOR, 2025a. Bosques y cambio climático. Comisión Nacional Forestal (CONAFOR). Consulta realizada el 07 de agosto del 2025 en el enlace https://snif.cnf.gob.mx/bosques-y-cambio-climatico/

[34] CONABIO, 2023. México megadiverso. Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la Biodiversidad (CONABIO). Consulta realizada el 8 de julio del 2025 en el enlace https://www.biodiversidad.gob.mx/pais/quees.html

[35] CONABIO, 2022. ¿Por qué se pierde la biodiversidad?. Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la Biodiversidad (CONABIO). Consulta realizada el 8 de julio del 2025 en el enlace https://www.biodiversidad.gob.mx/biodiversidad/porque.html

[36] CONANP, 2025. Áreas Naturales Protegidas. Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la Biodiversidad (CONABIO). Consulta realizada el 8 de julio del 2025 en el enlace https://www.gob.mx/conanp/documentos/areas-naturales-protegidas-278226#:~:text=La%20Comisión%20Nacional%20de%20Áreas,hectáreas%2C%20en%2029%20entidades%20federativas.

[37] CONABIO, 2025. Geoportal. Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la Biodiversidad (CONABIO). Consulta realizada el 8 de julio del 2025 en el enlace http://geoportal.conabio.gob.mx

[38] SEMARNAT, 2025. Atlas Digital Geográfico. Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales (SEMARNAT). Consulta realizada el 8 de julio del 2025 en el enlace https://gisviewer.semarnat.gob.mx/aplicaciones/Atlas2015/atm_climas.html#:~:text=Destacan%20con%20mayor%20extensión%20los,Frío%20con%20la%20mínima%20superficie.

[39] INECC, 2018a. Atlas Nacional de Vulnerabilidad al Cambio Climático (ANVCC). Instituto Nacional de Ecología y Cambio Climático (INECC). Consulta realizada el 07 de agosto del 2025 en el enlace https://atlasvulnerabilidad.inecc.gob.mx/atlas/mapa

[40] INECC, 2018b. Sexta Comunicación Nacional ante la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre el Cambio Climático. Instituto Nacional de Ecología y Cambio Climático (INECC). Consulta realizada el 07 de agosto del 2025 en el enlace http://140.84.163.2:8080/xmlui/handle/publicaciones/117

[41] INECC, 2022. Contribución Nacional Determinada a nivel Nacional: actualización 2022. Instituto Nacional de Ecología y Cambio Climático (INECC) y Convención Marco de las Naciones Unidas sobre el Cambio Climático (CMNUCC). Consulta realizada el 07 de agosto del 2025 en el enlace https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-11/Mexico_NDC_UNFCCC_update2022_FINAL.pdf

[42] SEMARNAT, 2018. Acciones Nacionalmente Apropiadas de Mitigación (NAMAs). Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales de México (SEMARNAT). Consulta realizada el 05 de agosto del 2025 en el enlace https://www.gob.mx/inecc/acciones-y-programas/acciones-nacionalmente-apropiadas-de-mitigacion-namas.

[43] CONAFOR, 2025. Estrategia Nacional de Género e Inclusión en el Sector Forestal 2025-2030. Comisión Nacional Forestal (CONAFOR). Consulta realizada el 23 de agosto del 2025 en el enlace https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/1010626/Estrategia_de_Genero_e_Inclusion_en_el_Sector_Forestal.pdf

[44] FIDA, 2023. Política del FIDA de focalización en la pobreza (2023). Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (FIDA). Consulta realizada el 18 de agosto del 2025 en el enlace https://www.ifad.org/documents/48415603/49478356/targeting-policy-2023_s.pdf/58d40066-d3b7-aae5-3f51-b2f0fab8b1b0?t=1726605437668

[45] AGRICULTURA, 2025c. México reduce la pobreza rural: 4.4 millones de personas dejaron esta condición. Secretaría de Agricultura y Desarrollo Rural (AGRICULTURA). Consulta realizada el 23 de agosto del 2025 en el enlace https://www.gob.mx/agricultura%7Cdgsiap/articulos/mexico-logra-avances-historicos-en-la-reduccion-de-la-pobreza-rural-4-4-millones-de-personas-salieron-de-la-pobreza?idiom=es

Agreement at completion point

A. Introducción

1. De acuerdo con lo solicitado por los miembros de la Junta de Gobernadores del Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (FIDA), la Oficina de Evaluación Independiente del FIDA (OEI) llevó a cabo una evaluación de la estrategia y el programa en el país (EEPP) en los Estados Unidos Mexicanos durante 2025. Los objetivos centrales de la evaluación fueron (i) evaluar la estrategia y el programa financiados por el FIDA en México y (ii) formular recomendaciones para el trabajo futuro del FIDA en el país que puedan ser recogidas en el nuevo programa sobre oportunidades estratégicas (COSOP 2026-2031, por sus siglas en inglés) y futuras operaciones crediticias y no crediticias.

2. Se trata de la tercera EEPP que se realiza en el país. La EEPP anterior elaborada por la OEI en México se publicó en abril de 2020 y cubrió el periodo 2007-2018. Consecuentemente, la presente evaluación abarca el periodo 2018-2024.

3. La evaluación encontró un avance parcial en cinco de las seis recomendaciones de la EEPP anterior. Esas recomendaciones continúan siendo relevantes, por lo cual la OEI invita al FIDA y al Gobierno de México a continuar trabajando en ellas. A continuación, se detallan las 5 recomendaciones de la presente EEPP, junto con su nivel de aceptación, respuesta, seguimiento propuesto y fecha para su implementación.

B. Recomendaciones

4. **Recomendación 1. Visibilizar los grupos con dificultades para acceder a los apoyos de los programas presupuestales federales.** Los mecanismos de focalización territorial y el uso de criterios de prelación muestran limitaciones respecto a la focalización poblacional esperada a través del partenariado con el FIDA. Para tratar de resolver estas limitaciones, se propone: (i) incluir mecanismos adicionales para garantizar que los apoyos con recursos FIDA se focalicen prioritariamente en los grupos menos atendidos por los programas de desarrollo rural, por ejemplo, utilizando criterios duales de elegibilidad (asignando recursos del préstamo FIDA sólo a beneficiarios ubicados en polígonos geográficos definidos y de determinados grupos prioritarios como mujeres y jóvenes rurales, pueblos indígenas y población afromexicana), o incluyendo ventanillas diferenciadas dentro de los programas presupuestales para facilitar el acceso a estos individuos, (ii) sistematizar el aprendizaje de las agencias ejecutoras sobre las estrategias diferenciadas para atenderles (mecanismos de identificación y selección, acompañamiento técnico y fortalecimiento organizativo/comercial, ajustes operativos para reducir barreras estructurales de acceso), (iii) fomentar y contribuir al conocimiento de las características socioeconómicas y problemáticas específicas de los grupos vulnerables menos atendidos y visibilizados, como las personas en situación de pobreza en ámbitos rurales que carecen de tierras, los jornaleros, la población afromexicana y la población indígena y sus múltiples interseccionalidades, y (iv) contribuir al diálogo técnico y/o de políticas sobre las estrategias más adecuadas para apoyar a dichos grupos. Esto permitiría mejorar los diseños y las estrategias de intervención de futuros proyectos FIDA, e informar tanto las mejoras de las reglas de operación de los programas federales como el diálogo de políticas públicas de desarrollo rural con bienestar.

5. ***Recomendación aceptada:*** Aceptada parcialmente

6. ***Respuesta:*** Los proyectos vigentes dentro del COSOP 2026-2031, incorporan estrategias de autoselección y selección directa, las cuales se construyen sobre un enfoque integrado de criterios sociales, seguridad alimentaria y vulnerabilidad climática, partiendo de las áreas de focalización territorial actual, y alineados a las prioridades planteadas en PND, Plan México y los programas sectoriales. Los proyectos cuentan con estrategias específicas de inclusión social para mujeres, jóvenes y pueblos indígenas. El proyecto Cuenca Balsas, cuenta con métodos participativos a través de asambleas y consejos ejidales para fortalecer y validar los procesos de selección de participantes en las inversiones.

7. Sin embargo, los proyectos del FIDA con recursos reembolsables deben guiarse por el criterio de no adicionalidad estipulado por la Ley Federal de Presupuesto y Responsabilidad Hacendaria y por lo tanto no podrán ser utilizados mediante mecanismos adicionales a las Reglas de Operación o instrumento que cumpla sus veces definido por el Gobierno Federal. Por lo tanto, el trabajo del FIDA se enfocará en fortalecer los instrumentos y mecanismos ya establecidos en la normatividad mexicana para buscar una mayor inclusión de grupos que aun tengan dificultades para acceder a las inversiones. Por ejemplo, el proyecto Cuenca Balsas incorpora criterios de prelación a través de las Reglas de Operación para buscar la atención de mujeres y pueblos indígenas y afromexicanos que se vienen fortaleciendo para lograr una mayor inclusión de estos grupos.

8. El FIDA, acompañará a las entidades ejecutoras en la mejora continua de sus estrategias institucionales de género e inclusión social y dará cercano apoyo a la mejora de las Reglas de Operación de cada institución, específicamente con el equipo técnico propio del FIDA y con el apoyo de los especialistas de salvaguardas e inclusión social de las Unidades Coordinadoras de Proyecto (UCPs) para la implementación y correcto monitoreo de planes de inclusión social presentes en los diseños. En dicho acompañamiento, se tendrá como objetivo generar conocimiento, aprendizaje y fomentar el diálogo de políticas sobre estrategias adecuadas para atender a los grupos objetivos.

9. ***Seguimiento propuesto:*** Informes anuales de seguimiento al COSOP, Informes de Supervisión y Ayudas de Memoria como fuentes de verificación.

10. ***Fecha límite para su implementación:*** Proceso continuo, por lo cual no hay fecha límite para su implementación.

11. **Recomendación 2. Mejorar el seguimiento, la evaluación y la sistematización de evidencia sobre los resultados de los proyectos, con especial énfasis en temas ambientales.** La cartera reciente del FIDA ejecutada a través de la Comisión Nacional Forestal (PRODEZSA y BALSAS) ha mostrado avances en acciones dirigidas la rehabilitación, conservación y aprovechamiento racional de los recursos forestales (maderables y no maderables). Sin embargo, existe muy poca evidencia sobre los resultados e impactos de dichas acciones. El FIDA debería diseñar e implementar una estrategia integral de monitoreo y evaluación ambiental, que incluya indicadores biofísicos claros, líneas de base ecológicas, sistemas de referencia geoespacial y protocolos estandarizados de seguimiento en campo. Esta estrategia debería aplicarse de manera transversal en toda la cartera de proyectos del FIDA en

México, generando datos comparables y verificables sobre impactos en biodiversidad, restauración ecológica, servicios ecosistémicos y captura de carbono. Esto permitiría mejorar las estrategias de intervención del FIDA en colaboración con los programas presupuestales del GdM para fomentar esquemas de producción sostenible, conservación de biodiversidad

y manejo integral del territorio en regiones vulnerables al cambio climático. También permitiría generar evidencia sobre los beneficios ambientales globales de estas intervenciones, para poder movilizar recursos internacionales adicionales.

12. ***Recomendación aceptada:*** Sí

13. ***Respuesta:*** La estrategia de generación de evidencia y gestión de los conocimientos del COSOP 2026-2031, tendrá la finalidad de aprovechar y potencializar las buenas prácticas, así como la información y los datos derivados de la implementación, monitoreo y evaluación de los proyectos para, por una parte, contribuir tanto a la eficiencia como a la eficacia de las acciones que se realicen en el marco de los proyectos financiados por el FIDA. Particularmente en ambos proyectos vigentes (AGRIBIOMEX y Proyecto Cuenca Balsas), existen acciones para mitigar y adaptarse al cambio climático, destinando recursos a la gestión, conservación y restauración de ecosistemas y del suelo. Específicamente para el caso de Balsas, se contará con un equipo de especialistas para el Monitoreo, Reporte y Verificación (MRV) en Cambio Climático, el cual se centrará en generar la contabilidad de carbono y la formulación de inventarios de emisiones de GEI en el Uso del Suelo, Cambio de Uso del Suelo y Silvicultura (USCUSS), que brinden asistencia especializada para la estimación de flujos y modelación de emisiones de GEI, así como el desarrollo de métodos estadísticos. Por su parte, el Proyecto AGRIBIOMEX, generará mecanismos de seguimiento para el monitoreo de hectáreas de suelo restauradas y la mitigación de gases de efecto invernadero realizadas a través de acciones de conservación y restauración de biodiversidad.

14. Para la gestión del conocimiento, el FIDA buscará formar alianzas con centros de investigación y universidades en México con líneas de trabajo relacionadas con los proyectos en ejecución.

15. ***Seguimiento propuesto:*** Informes específicos de las áreas técnicas de las UCPs, Informes de levantamiento de línea de base, Medio Término y de cierre de proyectos, informes anuales de seguimiento al COSOP, Informes de Supervisión y Ayudas de Memoria como fuentes de verificación.

16. ***Fecha límite para su implementación:*** Proceso continuo, por lo cual no hay fecha límite para su implementación.

17. **Recomendación 3.- Fortalecer el rol catalítico del FIDA en el ecosistema financiero rural mediante la promoción de innovaciones financieras dirigidas a pequeños productores rurales, incluyendo mujeres, jóvenes e indígenas.** En base a las conclusiones del reciente estudio sobre financiamiento agrícola y rural en el país financiado por el FIDA, el Fondo podría ofrecer su apoyo como catalizador de iniciativas para articular y focalizar los instrumentos financieros existentes y desarrollar nuevos productos financieros específicos para la población rural históricamente excluida del acceso al crédito, ahorro y seguros. Se recomienda: (i) establecer mecanismos continuos de diálogo técnico con representantes de alto nivel de las instituciones públicas pertinentes, como FIRA, SHCP

y Agricultura, (ii) promover alianzas estratégicas con otras organizaciones internacionales con recursos y avanzada capacidad de apoyo técnico, y (iii) fomentar la participación de intermediarios con presencial territorial, como las SOCAP o plataformas FinTech rurales, y con las organizaciones de pequeños productores forestales y agropecuarios en el territorio. Todo ello debería alinearse con las prioridades programáticas existentes e integrarse en el marco presupuestal vigente para garantizar sostenibilidad, escala e impacto en las regiones más rezagadas del país.

18. ***Recomendación aceptada:*** Sí

19. ***Respuesta:*** El FIDA, en conjunto con el Gobierno de México, buscará aumentar la participación de entidades financieras públicas y privadas a través de instrumentos financieros para favorecer prácticas agrícolas y forestales sostenibles, que incluyan condiciones de sustentabilidad y de gestión de la biodiversidad. Sin embargo, el énfasis del trabajo será en educación financiera en un corto plazo para buscar mayor acceso y uso de soluciones financieras ya existentes en el mercado mexicano. En un mediano plazo se trabajarán las condiciones habilitantes necesarias para determinar la mejor manera de diseñar mecanismos de financiamiento mixto en coordinación con instituciones financieras gubernamentales y las entidades ejecutoras de los proyectos FIDA.

20. Dentro de los proyectos operativos en el ciclo 2026-2031, se trabajará con entidades financieras como FIRA, el Instituto Nacional de Economía Social (INAES), organizaciones sin fines de lucro, y emprendimientos financieros del sector privado – Fintechs - potenciando acciones de educación financiera, así como el acercamiento de los pequeños productores a las Sociedades Cooperativas de Ahorro y Préstamo (SOCAPs). Se potenciará el acceso a líneas de crédito para integrar modelos de negocio sostenibles y consolidar los aspectos de transformación y comercialización. Se generarán acciones para apoyar el proceso de construcción de historial crediticio para ayudar a los productores a evolucionar hacia otros tipos de financiamiento que incorporen criterios de sostenibilidad para las actividades de producción agrícola y forestal.

21. El FIDA se enfocará en la promoción de sistemas de trazabilidad, identidad digital, y estructuración del portafolio de organizaciones productivas de acuerdo con su nivel de desarrollo de negocio. Estos sistemas se consideran fuentes de datos fundamentales para movilizar financiamiento de una manera más estructurada y contribuir a la conexión transparente y horizontal de las organizaciones productivas con los mercados.

22. ***Seguimiento propuesto:*** Asistencias técnicas específicas, informes anuales de seguimiento del COSOP, Informes de Supervisión de Proyectos y Ayudas de Memoria.

23. ***Fecha límite para su implementación:*** Las medidas se irán implementando en la medida de lo posible en los proyectos en ejecución, los futuros y en las opciones que se generen a través de donaciones regionales o presupuesto país.

24. **Recomendación 4. Ayudar al Gobierno de México a vincular las estrategias de política pública en innovación rural, sostenibilidad ambiental y financiamiento incluyente.** La canalización de fondos medioambientales —como el Fondo Verde para el Clima y el Fondo del Medio Ambiente Mundial— así como la participación de México en donaciones regionales con objetivos ambientales ofrecen oportunidades para fortalecer el vínculo entre adaptación al cambio climático y desarrollo rural, incorporando criterios de vulnerabilidad climática y socioeconómica de los territorios. El FIDA podría apoyar al Gobierno de México en la

exploración de otros instrumentos financieros y no financieros para expandir el alcance y objetivos de las políticas y proyectos de desarrollo rural. Es necesario promover que los logros y aprendizajes del partenariado entre el Fondo y el Gobierno se difundan y aprovechen en otras políticas públicas y territorios. Para ello, se debería consolidar una estrategia de gestión del conocimiento que aproveche los sistemas de seguimiento y evaluación de los proyectos y su articulación con los programas presupuestarios, a fin de construir con evidencia un nicho claro de adicionalidad que permita incidir en políticas públicas de mayor escala e impacto.

25. ***Recomendación aceptada:*** Sí

26. ***Respuesta:*** La identificación de posibles co-financiadores es un ejercicio conjunto entre el FIDA y el Gobierno de México, y debe responder a la coyuntura, a la visión estratégica propuesta y a las condiciones financieras aceptadas por el país.

27. Para futuros proyectos, el FIDA propondrá el desarrollo de esquemas e instrumentos de financiamiento innovadores, en particular haciendo uso de ventanas soberanas y privadas de fondos climáticos y medioambientales, así como la participación de México en donaciones regionales. El foco de estos proyectos radica en el vínculo cambio climático, vulnerabilidad ambiental y desarrollo muy bien reconocido en los programas nacionales y sectoriales del gobierno de México.

28. Los proyectos vigentes durante el COSOP 2026-2031, cuentan con financiamiento climático y medioambiental por lo cual se generarán lecciones sobre los mecanismos de implementación y la efectividad de sus arquitecturas financieras. Para este periodo se buscarán colaboraciones y complementariedad con otros Organismos Financieros Internacionales (OFIS), Agencias de Naciones Unidas y cooperación con países donantes interesados en acciones bilaterales.

29. ***Seguimiento propuesto:*** En el COSOP, se propone incluir una identificación preliminar de posibles co-financiadores, mismos que serán confirmados a la hora de diseñar nuevas operaciones.

30. ***Fecha límite para su implementación:*** Informes anuales de seguimiento al COSOP, Informes de Diseño.

31. **Recomendación 5. El FIDA debería fortalecer su estrategia con el sector privado en México, con un enfoque específico para promover una mayor inclusión de pequeños productores rurales en las cadenas de valor.** Tomando en cuenta que, de acuerdo con los lineamientos del Gobierno de México los recursos de crédito soberano no pueden destinarse al financiamiento de actores privados, esta estrategia podría impulsarse a través de operaciones no soberanas, esquemas de coinversión, blended finance y alianzas con otras entidades financieras internacionales. En este marco, el FIDA podría desempeñar un rol catalítico al (i) promover espacios de diálogo de política que integren actores privados rurales desde el diseño programático, (ii) facilitar asistencia técnica a pequeñas y medianas empresas rurales para cumplir con estándares de calidad y trazabilidad, (iii) explorar mecanismos financieros que favorezcan emprendimientos locales con impacto distributivo, en coordinación con empresas ancla que mantengan compromisos sociales y ambientales, contribuyendo así a una integración más justa y sostenible de los pequeños productores en los mercados.

32. ***Recomendación aceptada:*** Sí

33. ***Respuesta:*** El COSOP 2026 - 2031 buscará posicionar a FIDA como articulador de ecosistemas rurales en el corto plazo, impulsando a las MIPYMES, especialmente de mujeres y jóvenes poder generar las capacidades y registros para ser posible objeto de inversión. De esta manera, a partir de cadenas de valor prioritarias como café, cacao, miel y forestales, entre otros, se podrán promover procesos de agregación de valor, certificación, trazabilidad y digitalización que fortalezcan la inserción de pequeños y medianos productores en mercados nacionales e internacionales.

34. A mediano plazo, se trabajará para catalizar inversiones privadas alineadas con objetivos de reducción de emisiones y conservación de la biodiversidad, mediante el uso de instrumentos financieros innovadores y financiamiento combinado que reduzcan la dependencia de recursos públicos y movilicen fondos de impacto y climáticos. La articulación con instituciones financieras rurales, fintech y plataformas digitales permitirá diversificar fuentes de fondeo, facilitar el acceso a crédito y asistencia técnica, y estructurar portafolios de productores según su grado de madurez y conservación. El rol de las ventanas privadas o no soberanas de fondos climáticos y medioambientales serán rutas para explorar durante la implementación del nuevo COSOP.

35. ***Seguimiento propuesto:*** Informes anuales de seguimiento al COSOP, COSOP Results Review (CRR) y COSOP Completion Review (CCR).

36. Fecha límite para su implementación: Al cierre del nuevo COSOP, 2031.

Pablo Gálvez de Yturbe

Director General de Organismos Financieros Internacionales

Secretaría de Hacienda y Crédito Público

Firma: Pablo Gálvez de Yturbe

Norma Salomé Munguía Aldaraca

Directora General para Temas Globales

Secretaría de Relaciones Exteriores

Firma: _____

Donal Brown

Vicepresidente Asociado

Departamento de Operaciones País

Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola

Firma: _____

COSOP preparation process

1. En *general*, el proceso de preparación de COSOP se llevó a cabo en tres etapas.
    a. Durante la primera etapa se hizo una **revisión documental** temas, programas y actores que sirvió de base para la preparación de entrevistas y términos de referencia de los estudios especializados.
    b. En la segunda etapa, se llevaron a cabo **diálogos multi-actor para garantizar un proceso diseño conjunto con el Gobierno de México (GdM)**, respondiendo a los retos identificados para reducir la pobreza rural, y alineándose plenamente con los objetivos estratégicos, territorios y grupos prioritarios del COSOP 2026-2031. Se realizó una misión de diseño del COSOP del 23 al 27 de junio. Los resultados de dicha misión se presentaron ante el GdM el 15 de julio. Asimismo, se promovió la participación directa de representantes y organizaciones de Pueblos Indígenas en el diseño del COSOP realizando un diálogo indígena el 14 y 15 de agosto.
    c. Finalmente, la tercera etapa **articuló la información resultante de la revisión documental, hallazgos de las consultas, recomendaciones de diálogos** y recomendaciones de la Evaluación de la Estrategia y el Programa País (EEPP) en un primer borrador, el cual fue socializado y revisado por diferentes grupos dentro del FIDA y posteriormente validado por el GdM.

2. En *particular*, se encargaron **cuatro estudios especializados** que informaron la preparación de COSOP de graduación las siguientes áreas:
    a. Estudio sobre **previsiones de transición**, elaborado por el TEC de Monterrey, para analizar las proyecciones de los indicadores claves sobre los cuales se debe realizar la discusión sobre la posible graduación de México del financiamiento del FIDA en base a la política aprobada en 2021
    b. Estudio de antecedentes en el marco de los Procedimientos del FIDA para la Evaluación Social, Ambiental y Climática (**PESAC**), preparado por el equipo de ECG de FIDA
    c. **Nota técnica de oportunidades de relacionamiento con sector privado**, preparado por la firma consultora MinkaDev, que identifica oportunidades, retos, actores claves, posibles mecanismos de colaboración y recomendaciones estratégicas
    d. **Nota técnica sobre oportunidades de innovación**, **tecnologías de la información y comunicación para el desarrollo (TICpD)**: Innovación para el Futuro Rural, preparado por el grupo de TICpD de FIDA

3. Los diálogos multi-actor se organizaron con dos metodologías distintas con el mismo objetivo de incorporar lecciones aprendidas, identificar principales desafíos y prioridades nacionales, al igual que alianzas y actores estratégicos en los próximos 6 años:
    a. Entrevistas semi-estructuradas virtuales con actores clave en conjunto con el equipo de la Evaluación de la Estrategia y el Programa País

(EEPP)[48] entre mayo y junio 2025 (ver Apéndice 1 para lista de entrevistados)

b. Entrevistas presenciales con actores clave durante la misión de diseño del 23-27 de junio 2025 con delegación del FIDA dedicada a la preparación del COSOP. Durante la misión, hubo una sesión de trabajo interno para integrar los hallazgos e identificar los ejes estratégicos de trabajo en México (ver Apéndice 2 para la agenda de misión y la lista de actores consultados).

4. El diálogo con representantes y organizaciones de Pueblos Indígenas fue una pieza esencial en el desarrollo de este COSOP, pues elevó el fortalecimiento de la inclusión financiera, económica y social de mujeres y Pueblos Indígenas a nivel de objetivo estratégico. Este taller, se llevó el 14 y 15 de agosto de 2025, con modalidad presencial en Oaxaca. El taller se diseñó como un espacio de diálogo intercultural inclusivo y culturalmente pertinente, donde los participantes pudieron expresar sus prioridades, necesidades y expectativas respecto a los ejes estratégicos del COSOP. Se buscó integrar las perspectivas de quienes son directamente beneficiarios de los proyectos financiados por FIDA, incluyendo el Proyecto Cuenca Balsas, apoyado por FIDA y el Fondo Verde para el Clima, así como de otras iniciativas de Pueblos indígenas en el país[49].

5. Todas las sesiones se realizaron en un ambiente cordial y colaborativo, reflejo de la sólida alianza entre FIDA, el Gobierno de México y otros aliados de desarrollo. FIDA es reconocido como un socio confiable y estratégico, cuyo mandato se alinea con las prioridades establecidas en el Plan Nacional de Desarrollo 2025–2030, el Plan México y el Programa Sectorial de Agricultura y Desarrollo Rural 2025-2030[50].

[48] La preparación del COSOP 2026–2031 comenzó durante la evaluación del COSOP anterior y a lo largo del desarrollo del EEPP. Se participó en la reunión de apertura, y en la devolución de resultados de la misión de EEPP.
[49] Para mayores detalles, consultar el Apéndice XIII.
[50] Un plan sectorial en México es un instrumento de planeación que se desprende del Plan Nacional de Desarrollo (PND) y traduce sus objetivos estratégicos en metas específicas para cada sector de gobierno. Su función es operativizar las prioridades nacionales en programas, acciones y presupuestos sectoriales, asegurando que la política pública se ejecute de manera coordinada y con resultados medibles. De esta forma, los planes sectoriales permiten aterrizar la visión del PND en realidades concretas de planeación y asignación de recursos.

Apéndice 1- Entrevistas semi-estructuradas virtuales con actores clave en conjunto con EEPP

Autoridades nacionales

1. Efraín Maheda, Asuntos Internacionales, CONAFOR
2. Francisco Arrazatte, Asuntos Internacionales, CONAFOR
3. Silvia Llamas, Titular de Asuntos Internacionales, CONAFOR
4. Silvia Murillo, CONAFOR, Coordinadora General de Producción y Productividad
5. Sergio Santiago Galván, Presidencia, Jefe de Asesores para el Presidente
6. Pablo Gálvez de Yturbe, Director de Organismos Financieros Internacionales, SHCP
7. Oscar Ramírez, Organismos Financieros Internacionales, SHCP
8. Verónica Bunge, Directora de Cambio Climático, AGRICULTURA
9. Lourdes Cruz, Titular de Asuntos Internacionales, AGRICULTURA
10. Laura Aguirre, Directora de Financiamiento Verde, AGRICULTURA
11. Ex Embajador Miguel García Winder, Director de INIFAP, AGRICULTURA
12. María José Sarmiento, Ex Coordinadora General de Grupos Vulnerables, INAES
13. Lilia Uribe, Agente de negociación y agente financiero, NAFIN
14. María Carmina Aceves Bermúdez, Agente financiero y fondo sostenible, NAFIN

Organismos internacionales

15. Ramón Padilla, Jefe de la Unidad de Desarrollo Económico, CEPAL
16. Mario Ricardo, Oficial de Gestión de Conocimiento, CEPAL
17. Lina Pohl Alfaro, Representante FAO en México, FAO

Sociedad Civil

18. Ricardo Campos Quezada, Director Ejecutivo, RITA
19. Dali Nolasco, Miembro del consejo de directores y coordinadora de red de AL y Caribe, Slow Food
20. Luis Francisco Prieto, Director de personas basadas en identidad o roles, Slow Food

Apéndice 2- Entrevistas presenciales con actores clave durante la misión de diseño COSOP 2026-2031

Equipo de Misión y equipo FIDA

1. Daniel Anavitarte, Director País para el FIDA México - FIDA
2. Bettina Prato, Directora Regional del FIDA a.i. - FIDA
3. Paula Zuleta, Economista Regional - FIDA
4. Ricardo Fort, Especialista en Desarrollo Rural - FIDA
5. Moira del Ponte, Enlace FIDA México (presencial)
6. Hugo Gámez, Especialista en Desarrollo Rural - FIDA
7. Mariana Aguirre, Líder técnico diseño COSOP - FIDA

Equipo FIDA

8. Amanda Assin, Asistente de Programa para América Latina - FIDA
9. Miriam Ordónez, Especialista en evaluación -FIDA
10. Raul Espinoza Betrado, Especialista en salvaguardas - FIDA
11. Karla Sofía Pita Vidal, Especialista en Pueblos Indígenas - FIDA
12. Jessica Murcia Poulsen, Especialista en TICpD
13. Julio Worman, Especialista en temas de Cooperación Sur Sur y Triangular- FIDA
14. Johanna Harremans, Oficial Superior de Finanzas - FIDA
15. Dhia Ben Halima, Oficial Superior de Adquisiciones - FIDA

Oficina de la Presidencia

1. Lázaro Cárdenas del Río, Jefe de la Oficina de la Presidencia
2. Sergio Santiago, Asesor en la Oficina de la Presidencia

Secretaría de Agricultura

3. Julio Antonio Berdegué Sacristán, Secretario de Agricultura y Desarrollo Rural- AGRICULTURA
4. Santiago Ruy Sánchez, Coordinador General de Asuntos Internacionales- AGRICULTURA
5. Rubén Irvin Rojas Valdez, Coordinador General de Información, Inteligencia y Evaluación- AGRICULTURA
6. Elena Xóchitl Ramírez Reivich, Coordinadora de Desarrollo Sustentable- AGRICULTURA
7. Santiago Ruy Sánchez , Coordinador General de Asuntos Internacionales – AGRICULTURA
8. Laura Elisa Aguirre Téllez, Directora de Finanzas Sustentables- AGRICULTURA
9. Ilse Alejandra Huerta Arredondo, Asesora Secretario - AGRICULTURA
10. Lourdes Cruz, Directora de Relaciones Internacionales - AGRICULTURA
11. Ramón Cárdenas, Coordinación General de Innovación y Transición Agroecológica - AGRICULTURA
12. Lorena Quintana, Coordinación General Asuntos Internacionales - AGRICULTURA
13. Angélica Quintero, Directora de Intercambio de saberes e Innovación - AGRICULTURA

Secretaría de Relaciones Exteriores

14. Enrique Ochoa, Subsecretario de Asuntos Multilaterales y Derechos Humanos- SRE
15. Norma Munguía Aldaraca, Directora General para temas globales – SRE
16. José Luis Delgado Crespo, Consejero Encargado de Negocios a.i, Misión Permanente de México ante las Agencias de las Naciones Unidas con sede en Roma– SRE

17. Paola Ramírez, Consejera Representante Permanente Alterno, Misión Permanente de México en Roma– SRE
18. Dorian Esteban Fernández Elwes, Dirección General para la Organización de las Naciones Unidas- SRE
19. María Esther Flores Velázquez, Subdirectora- SRE
20. Jaime García Chavero, Jefe de Departamento para Organismos Sistema Roma- SRE

AMEXCID

21. Mario Alejandro Mendoza Castañeda, Director General de Ejecución de Proyectos Especiales de Cooperación Internacional, AMEXCID
22. Jazmín Jaimes Albarrán , Directora de Seguridad Alimentaria - AMEXCID

Secretaría de Hacienda y Crédito Público

23. Pablo Galvez de Yturbe, Director General de Organismos Financieros Internacionales - SHCP
24. Regina Rosales Talamanas, Directora de Control y Seguimiento de Asuntos Ambientales, Sociales y de Gobernanza (ASG) en la Unidad de Crédito Público y Asuntos Internacionales- SHCP
25. Gabriela Niño Gómez, Directora de Financiamiento Sostenible y Punto Focal Operativo ante el Fondo para el Medio Ambiente Mundial (GEF) - SHCP
26. Raúl Fuentes, Subdirector de Negociación con Organismos Financieros Internacionales- SHCP
27. Cetia Narvaez, Jefa del Departamento de Asuntos Bilaterales – SHCP

SEMARNAT

28. Iris Adriana Jiménez Castillo, Coordinadora de Cooperación Internacional- SEMARNAT
29. Francisca Acevedo Gasman, Coordinadora de Agrobiodiversidad y Recursos Biológicos, CONABIO
30. Oscar Vázquez, Subsecretaría de Economía Circular
31. Samanta Guadalupe Rosas Nieva, Subdirectora de Crédito Externo- SEMARNAT
32. Érika Hernández, Apoyo en Cooperación Ambiental para Relaciones Bilaterales y Regionales, SEMARNAT
33. Gemma Abisay Ortiz Haro, Instituto Nacional de Cambio Climático- INECC
34. Jorge Iván Sigala Rodríguez, Instituto Nacional de Cambio Climático- INECC
35. Érika B. Villagómez, Subdirección de Apoyo a Proyectos Especiales, Subsecretaría de Biodiversidad y Restauración Ambiental- SEMARNAT

CONAFOR

36. Sergio Graf, Director General
37. Efraín Maheda, Gerente en la Unidad de Fomento Financiero y Asuntos Internacionales –
38. Francisco Arrazattee, Subgerente de Administración de Crédito - CONAFOR

Secretaría de Mujeres

39. Karla Cuéllar, Dirección General de Relaciones Interinstitucionales - Secretaría de Mujeres
40. Montserrat Alicia Arcos Velázquez, Vinculación con Sociedad Civil y Sector Privado - Secretaría de Mujeres
41. Montserrat Carolina Reyes Olvera, Dirección General de Relaciones Interinstitucionales - Secretaría de Mujeres

Instituto Nacional de los Pueblos Indígenas

42. Gabriela Andreina Molina Moreno, Directora de Asuntos Internacionales - INPI
43. María Isabel Reyes Guerrero, Subdirectora de Asuntos Multilaterales -INPI
44. Leonel Andrés Vásquez Solano, Promotor Cultural - INPI

Asociación FINTECH México

45. Rodrigo Salas, Gerente Senior de Políticas Públicas y Vinculación- Asociación FINTECH

Banco Mundial

46. Dean Cira, Líder de Programa en Desarrollo Sustentable- BM
47. Katharina Siegmann Especialista Senior en Medio Ambiente- BM
48. Héctor Peña, Oficial en Agricultura- BM

CONCAMEX

49. Yadira Medina Gil, Directora de la Confederación de Cooperativas de Ahorro y Préstamo de México- CONCAMEX

CNBV

50. Cristóbal Domínguez, Director de la Dirección General de Estudios Económicos- CNBV
51. Javier Flores Duron Lizaola, Director General de Asuntos Internacionales- CNBV
52. Daniela Montes de Oca Hernández, Subdirectora de Asuntos Internacionales- Organismos Financieros Internacionales- CNBV
53. Javier Chávez Minjares, Colaborador en la Dirección General para el Acceso a Servicios Financieros- CNBV

FIRA

54. Jesús Alan Elizondo Flores, Director General- FIRA
55. Fredy Yair Montes Rivera, Director de Desarrollo y Promoción de Productos y Servicios- FIRA
56. Erick Rodríguez Maldonado, Subdirector de Medio Ambiente- FIRA

International Finance Coorporation

57. Juan Gonzalo Flores, Director de país- IFC
58. Guillermo Javier Terol, Oficial de Inversiones Upstream- IFC
59. Julie Veguer, Oficial Asociado en Inversiones- IFC
60. Sophia Harrou, Oficial Asociado en Operaciones- IFC

Nacional Financiera

61. Iván Vicente Cornejo Villalva, Director General- NAFIN
62. Aurora Yolanda Martínez Hernández, Representante de Agente Financiero- NAFIN
63. Jocelyn Alexia Flores González, Responsable de Asuntos Internacionales- NAFIN

CRONOGRAMA DE TRABAJO (23 -27 DE JUNIO)			
Tema	**Responsable**	**Lugar**	**Hora**
22 de junio			
Preparación equipo	Equipo FIDA - Todos		**16:00 - 18:00**
Lunes 23 de junio			
Sesión inicial con Secretaría de Relaciones Exteriores	Equipo FIDA - Todos	SRE Av. Juárez	10:00 - 11:30
Comida equipo	Equipo FIDA - Todos	Plantasia	13:30 - 15:00
Reunión bilateral Secretario Agricultura – Julio Berdegué	Equipo FIDA – Todos. Lideran jefes misión	Municipio Libre 377	16:00 – 17:00
Martes 24 de junio			
Reunión bilateral Oficina de Presidencia – Lázaro Cárdenas Batel	Bettina, Daniel, Moira, Mariana	Constituyentes 161	9:00-10:00
Subrio. Asuntos Multilaterales y Derechos Humanos. Enrique Ochoa	Equipo FIDA – Bettina, Daniel, Ricardo, Paula, Mariana-	SRE	11:00 - 11:40
Salida a SHCP	**13:00 hrs**		
Reunión bilateral – SHCP Titular Crédito Público- María Del Carmen Bonilla	Equipo FIDA – Bettina, Daniel, Ricardo, Paula, Mariana.	Plaza Inn. Insurgentes 1971	14:00 - 15:00
Comida equipo	Equipo FIDA – Bettina, Daniel, Ricardo, Paula, Mariana.		15:15 - 16:20

FIRA – DG Alan Elizondo	Bettina, Paula, Daniel, Ricardo, Mariana, Hugo.	FIRA	17:00 - 18:00
Miércoles 25 de junio			
Reunión IFC	Bettina, Paula, Daniel, Ricardo, Mariana, Hugo, Moira.		10:00 - 11:00
Sesión de trabajo TEC de Monterrey	Equipo FIDA - Todos	Escuela de Gobierno.	12:00 - 14:00
Snacks – entre reuniones	Equipo FIDA - Todos		14:00 - 15:00
Reunión sector ambiental SEMARNAT	Equipo FIDA - Todos	SEMARNAT	15:00 - 16:00
Reunión bilateral Director General CONAFOR Sergio Graff	Equipo FIDA - Todos	SEMARNAT	17:15 - 18:15
Jueves 26 de junio			
Bilaterales Sector Privado: CONCAMEX	Equipo FIDA - TODOS		9:00 - 10:00
Sesión interna de trabajo	Equipo FIDA - TODOS		10:00 - 13:00
Comida en el hotel	Equipo FIDA - TODOS		13:00- 13:30
Banco Mundial	Daniel, Paula, Ricardo, Mariana, Moira.		14:00 – 15:00
Comisión Nacional Bancaria de Valores	Daniel, Paula, Ricardo, Mariana, Moira, Hugo		16:30 - 17:30
Viernes 27 de junio			
Asociación Fintech	Daniel, Paula, Ricardo, Mariana, Moira.		10:00 - 11:00
Regreso del equipo a sus lugares de origen			12:00 – en adelante

Martes 15 de julio			
Sesión cierre COSOP – Virtual	Equipo FIDA - TODOS	SRE - coordina	10:00 - 11:30

South-South and Triangular Cooperation Strategy

Introducción

El presente apéndice tiene como propósito fundamental delinear una hoja de ruta estratégica para la profundización de la Cooperación Sur-Sur y Triangular (CSST) entre el Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (FIDA) y el Gobierno de México (GdM), enmarcado en el nuevo Programa sobre Oportunidades Estratégicas Nacionales (COSOP) para México, que abarcará el periodo 2026-2031. Su relevancia estratégica radica en la capacidad de la CSST para catalizar sinergias, compartir conocimientos y replicar soluciones exitosas en el ámbito del desarrollo rural, la seguridad alimentaria y la adaptación al cambio climático, áreas prioritarias de común interés para el FIDA y el Gobierno Mexicano.

Dada la trayectoria de desarrollo de México, se espera que su nuevo COSOP promueva una mirada hacia la soberanía alimentaria de las comunidades rurales, la resiliencia climática de pequeños productores rurales y la inclusión financiera, social y económica de mujeres y Pueblos Indígenas. En este contexto, la CSST emerge como una herramienta indispensable para el aprovechamiento de las experiencias mexicanas en términos de desarrollo rural y la facilitación del acceso a soluciones globales pertinentes, maximizando el impacto de acciones futuras bajo el marco de cooperación con el FIDA.

El Papel de México en la Cooperación Sur-Sur y Triangular

México es un actor comprometido en cooperación internacional, articulando sus acciones bajo principios de solidaridad y responsabilidad compartida, con enfoques prioritarios en desarrollo sostenible, gestión migratoria, derechos humanos y salud pública, principalmente en América Latina y el Caribe, en estrecha articulación con una amplia red de socios y bajo un sólido marco normativo e institucional.

Análisis Dual de Roles

México ha consolidado su posición como un actor estratégico y dual en el panorama de la CSST. Su vasta experiencia en el desarrollo, su diversidad geográfica y productiva, y su compromiso con la cooperación internacional le permiten desempeñarse eficazmente como proveedor y receptor de Cooperación Internacional para el Desarrollo (CID). Como proveedor, México ha demostrado su capacidad para compartir conocimientos técnicos, lecciones aprendidas y modelos exitosos en diversas áreas relevantes para el mandato del FIDA:

- **Agricultura Sostenible y Resiliente:** México ha exportado con éxito modelos de agricultura de conservación, manejo integrado de plagas, promoción de bioinsumos y sistemas agroforestales, especialmente a países de Centroamérica y el Caribe. Por ejemplo, su experiencia en la adaptación de cultivos a condiciones de estrés hídrico o salinidad ha sido valiosa.
- **Sanidad e inocuidad:** México cuenta con un sistema robusto de vigilancia y control epidemiológico y ha desarrollado un conocimiento especializado que seguramente podría apoyar el fortalecimiento de centros de sanidad en países

centroamericanos. Al promover diálogos Sur-Sur sobre este tema, México no solo contribuirá al desarrollo de sus socios, sino que también fortalecerá su propia capacidad de respuesta y mejorará su competitividad en el sector agroalimentario para el comercio exterior, un ámbito donde las barreras sanitarias son especialmente exigentes.

- **Fortalecimiento Institucional Rural:** Ha ofrecido asistencia técnica en el diseño e implementación de políticas públicas para el desarrollo rural, la creación de cadenas de valor inclusivas, y el fomento de organizaciones de productores.
- **Seguridad Alimentaria y Nutricional:** Programas de apoyo a la pequeña agricultura y la mejora de la nutrición en zonas rurales han sido replicados en otras latitudes, beneficiando a países de Centroamérica y el Caribe. La iniciativa "Mesoamérica sin Hambre", ejecutada por la FAO, busca erradicar el hambre en la región mediante el fortalecimiento de marcos normativos y políticas públicas en favor de la seguridad alimentaria y la agricultura familiar.
- **Desarrollo Regional:** Programas como "Sembrando Vida" y "Jóvenes Construyendo el Futuro" representan ejemplos destacados de cómo las políticas sociales nacionales pueden expandirse exitosamente a nivel internacional a través de la CSST. Su transcendencia a un nivel regional, con el apoyo del PNUD, demuestra el compromiso de México con el desarrollo integral de Centroamérica y el Caribe

Simultáneamente, México se posiciona como un receptor estratégico de CSST, buscando acceder a conocimientos, tecnologías y prácticas de vanguardia que complementen sus propias capacidades y aceleren su desarrollo en áreas específicas. Esto es particularmente relevante en el contexto de su superación del umbral GDI, donde la sofisticación de sus desafíos requiere soluciones innovadoras. En este contexto, México busca:

- **Tecnologías Agrícolas Avanzadas:** Acceso a innovaciones en biotecnología, agricultura de precisión o sistemas de riego inteligentes de países con alta tecnificación agrícola.
- **Modelos de comercialización transformadores:** Prácticas que reduzcan el rol de los intermediarios y permitan a los pequeños productores y agregar más valor a sus productos.
- **Financiamiento Rural Innovador:** Experiencias exitosas en la movilización de capital privado hacia el sector rural o en la implementación de instrumentos financieros adaptados al cambio climático.
- **Políticas de Desarrollo Inclusivo:** Aprendizaje de marcos regulatorios y políticas que han logrado reducir significativamente la desigualdad rural o promover la inclusión de grupos vulnerables.

Compromisos y Prioridades Gubernamentales

Los documentos estratégicos nacionales de México, como el "Plan Nacional de Desarrollo" y "Plan México", reflejan un compromiso con la cooperación internacional como instrumento de desarrollo endógeno y política exterior. El Plan Nacional de Desarrollo (PND) 2025-2030 articula una visión integral que exhibe profundas sinergias con el mandato del FIDA, especialmente con respecto a sus 3 ejes transversales: mujeres, Pueblos Indígenas y afromexicanos, e innovación tecnológica. Las diversas áreas temáticas abordadas en el PND, como la agricultura, el desarrollo rural, la adaptación al cambio climático y la inclusión de

grupos vulnerables no operan de forma aislada, sino que se refuerzan mutuamente para propiciar una transformación nacional coherente y sostenida.

En este sentido, la aspiración a **la soberanía alimentaria** y el **fortalecimiento del campo mexicano** se ven directamente potenciados por la implementación de programas dirigidos a pequeños y medianos productores y que buscan fomentar la **transición agroecológica**, promover **el uso eficiente del agua** y fortalecer la capacidad e **inclusión productiva** de estos actores. Simultáneamente, la priorización de la **igualdad sustantiva** se manifiesta en el reconocimiento de **derechos agrarios para las mujeres** y la creación de un **Sistema Nacional de Cuidados**, mientras que los **Planes de Justicia y Desarrollo Regional** buscan la **reducción de la pobreza** y una mayor **inclusión financiera** en Pueblos Indígenas y afromexicanas, asegurando un **desarrollo sustentable** que eleva la calidad de vida en el ámbito rural.

Por su parte, el "Plan México", lanzado en enero de 2025, es una estrategia integral para acelerar el crecimiento económico, el desarrollo industrial y la competitividad global del país. Este plan busca posicionar a México como un socio confiable y competitivo en las cadenas de valor regionales, promoviendo la innovación, mejorando la infraestructura y fortaleciendo las pequeñas y medianas empresas. El "Plan México" tiene como objetivos clave aumentar la presencia de México en los mercados globales, atraer inversión y forjar alianzas a través de canales diplomáticos, desplegando las capacidades diplomáticas, consulares y de cooperación internacional.

La alineación estratégica del PND y del Plan México con el mandato del FIDA ofrece una base sólida para el impulso de la CSST, especialmente en la búsqueda de soluciones transformadoras para el desarrollo rural inclusivo, resiliente al clima e impulsado por innovaciones tecnológicas.

Marco Institucional Mexicano para la CSST

El marco institucional mexicano para la cooperación internacional está principalmente estructurado y regulado a través de la Secretaría de Relaciones Exteriores (SRE). La institución clave responsable de liderar y ejecutar las iniciativas de CSST es la Agencia Mexicana de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AMEXCID). Establecida en 2011, la AMEXCID es un órgano desconcentrado de la SRE con autonomía técnica y de gestión, facultado para coordinar, programar, promover, ejecutar y evaluar las acciones y programas de cooperación internacional de México, tanto como país oferente como receptor. Su estructura le permite coordinar esfuerzos con diversas secretarías de estado, instituciones académicas, organizaciones de la sociedad civil y el sector privado, consolidando un enfoque multisectorial e integral. La Ley de Cooperación Internacional para el Desarrollo (LCID) de 2011 estableció la arquitectura institucional para la instrumentación de la política mexicana de cooperación internacional, siendo la AMEXCID uno de sus pilares.

Logros Destacados de la Cooperación Internacional de México

La cooperación internacional de México durante los últimos años ha mostrado una marcada tendencia hacia la consolidación de la CSST como un instrumento fundamental de su política exterior. En 2023, la AMEXCID coordinó la ejecución

de 480 proyectos de Cooperación Internacional para el Desarrollo, de los cuales 213 fueron proyectos de Cooperación Sur-Sur (92 de oferta, 106 horizontales y 15 triangulares) [51]. La mayoría de los proyectos ejecutados se enfocaron en el trabajo conjunto con países de América Latina y el Caribe. México ha implementado proyectos de capacitación y transferencia de tecnología agrícola, así como el intercambio de expertos para el fortalecimiento de instituciones rurales. Se observa un aumento en el número de proyectos de CSST que incorporan un enfoque de género y juventud. La capacidad de México para articular alianzas estratégicas con otras naciones del Sur y con socios desarrollados para implementar iniciativas conjuntas ha sido notable, demostrando su rol como facilitador de la cooperación triangular.

En términos de desarrollo Rural, cabe mencionar cuatro iniciativas: i) el programa "**Sembrando Vida**", que busca reducir la migración irregular a través de empleos verdes y desarrollo local sostenible y ha beneficiado más de 41,000 agricultores[52] en Belice, Cuba, El Salvador, Guatemala y Honduras; ii) el programa "**Mesoamérica Sin Hambre**", ejecutado a nivel técnico por la FAO y que tiene como objetivo mejorar la seguridad alimentaria y promover el desarrollo agrícola sostenible a través de la implementación de huertos escolares, sistemas de alimentación saludable y fortalecimiento de cadenas agrícolas locales; iii) la iniciativa "**Caribe Resiliente**", también ejecutada por la FAO y que tenía como objetivo apoyar a los sistemas agroalimentarios del Caribe en resiliencia y adaptación al cambio climático y benefició más de 15,000 personas bajo su componente de Cooperación Sur-Sur; y iv) el reciente acuerdo para la creación del "**Corredor Biocultural de la Gran Selva Maya"**, que busca fortalecer la cooperación ambiental entre México, Guatemala y Belice en materia de conservación e integridad ecológica. Este corredor beneficiará a cerca de dos millones de habitantes y ayudará a combatir amenazas como la deforestación ilegal. Además, el acuerdo refuerza los los lazos regionales y contribuye a la preservación del patrimonio natural y cultural compartido.

Para impulsar y fortalecer sus programas, AMEXCID ha establecido asociaciones con Global Affairs Canada, la Agencia de Cooperación Internacional de Corea (KOICA), la Agencia Turca de Cooperación y Coordinación (TIKA) y la Agencia de los Estados Unidos para el Desarrollo Internacional (USAID). Dichas colaboraciones han permitido, por ejemplo, capacitar los beneficiarios de Sembrando Vida sobre agricultura sostenible y acceso a mercados locales. Con Alemania, México ha implementado 6 proyectos triangulares en áreas como agricultura, medio ambiente y salud en países como Kenia, Colombia, Costa Rica, Chile, Guatemala y Perú. Destaca el proyecto sobre la nixtamalización del maíz en Kenia, primer proyecto triangular entre México y Alemania en beneficio de un país africano.

México también ha establecido fondos conjuntos de cooperación con Chile y Uruguay, los cuales se han consolidado como plataforma de acceso participativo para la cooperación a distintos niveles, fortaleciendo su vocación Sur-Sur y creciente importancia a nivel triangular con otros países en la región. Otros socios

[51] Informe de labores de la AMEXCID 2023
[52] Avance y Resultados del Programa de Cooperación Internacional para el Desarrollo 2021-2024

frecuentes son Brasil, en el ámbito de la prosperidad compartida; Portugal, en colaboración con África; y Japón, en la comercialización de productos de pequeños agricultores.

I. Valor Comparativo del FIDA en el Impulso de la CSST

El mandato y enfoque del FIDA es plenamente coincidente con las apuestas de desarrollo del Gobierno Mexicano, lo que genera importantes oportunidades de trabajo conjunto, de integración de acciones y abre un espacio para compartir con otros países, a través de acciones de CSST, las capacidades nacionales en estos frentes. Desde la misma perspectiva, también es una oportunidad para ampliar el acceso a experiencias y conocimientos de otros socios extranjeros. En suma, se genera un escenario propicio para reforzar el papel de la cooperación internacional, en general, y la CSST, en particular.

Bajo este contexto, el FIDA posee un valor comparativo único y una posición estratégica indispensable para facilitar e impulsar las oportunidades de CST para México.

- **Mandato Especializado y Enfoque en la Pobreza Rural:** A diferencia de otras agencias multilaterales, el FIDA se centra exclusivamente en la inversión y el desarrollo rural, con un profundo conocimiento de las realidades y desafíos de los pequeños agricultores y las poblaciones rurales.
- **Conocimiento y Experiencia Global:** Con décadas de experiencia operando en diversos contextos rurales alrededor del mundo, el FIDA ha acumulado una vasta base de conocimientos, lecciones aprendidas y una red de socios que puede conectar eficazmente a México con las experiencias más pertinentes, tanto para ofrecer como para recibir.
- **Acceso a Redes y Plataformas de Conocimiento:** El FIDA mantiene plataformas de conocimiento y redes de expertos que pueden ser aprovechadas para la identificación de soluciones adaptadas y la difusión de las experiencias mexicanas a una audiencia global. El Fondo actúa como un catalizador para el intercambio de información y la replicación de buenas prácticas.
- **Movilización de Recursos Complementarios:** Más allá de su propia financiación, el FIDA tiene la capacidad de movilizar recursos adicionales de socios para la cooperación triangular, lo que amplifica el alcance y el impacto de las iniciativas de CSST.
- **Innovación y Escalabilidad**: El FIDA se distingue por su compromiso con la innovación, entendida como la adopción y aplicación de enfoques, tecnologías y soluciones novedosas que generan impacto directo y sostenible en las poblaciones rurales. Este enfoque innovador permite identificar y escalar prácticas exitosas, adaptarlas a los contextos locales y enfrentar de manera proactiva los desafíos emergentes del desarrollo rural.

La colaboración triangular con el FIDA permitirá que México: i) identifique oportunidades de CSST de alto impacto, basadas en un análisis de las necesidades y fortalezas; ii) establezca alianzas novedosas con países y organizaciones; y iii) posicione su liderazgo en el Sur Global, proyectando su experiencia y compromiso con la solidaridad internacional.

Las actividades de CSST discutidas y propuestas en el ámbito del nuevo COSOP para México recibirán el apoyo estratégico del Centro de CSST del FIDA ubicado en Brasilia y con responsabilidad para la región de América Latina y el Caribe. Este apoyo se materializará de las siguientes maneras:

- **Asesoramiento Técnico:** El Centro proporcionará orientación en la identificación, diseño e implementación de iniciativas de CSST, asegurando que se alineen con las mejores prácticas globales y con el mandato del FIDA.
- **Facilitación de *Matchmaking*:** El Centro actuará como un puente, conectando a México con otros países del Sur que posean la experiencia o necesidad relevante, facilitando el establecimiento de nuevas alianzas de CSST.
- **Gestión del Conocimiento:** Contribuirá a la documentación y difusión de las experiencias exitosas de CSST de México a través de las plataformas del FIDA, y facilitará el acceso a soluciones innovadoras de otros países del Sur.
- **Promoción y Visibilidad:** Contribuirá a elevar el perfil de México como un actor clave en la CSST global, destacando sus logros y contribuciones en foros internacionales y en tema estratégicos.

II. Hallazgos de última Evaluación de la Estrategia y el Programa en el País

La evaluación de la Estrategia y el Programa en el País (EEPP) del FIDA en México (2018-2024) arroja luz sobre el significativo, aunque en gran medida no realizado, potencial de las iniciativas de CSST. El interés expresado por las contrapartes mexicanas y reflejado en la EEPP resaltan la CSST como un mecanismo clave para el intercambio de conocimientos, el fomento de capacidades y la ampliación de enfoques de desarrollo exitosos. La EEPP enfatiza la CSST como un **objetivo estratégico** y un **tema transversal** dentro del Programa de Oportunidades Estratégicas Nacionales (COSOP) del FIDA para México. Este doble énfasis subraya su importancia para el desarrollo nacional y regional.

El EEPP señala algunas recomendaciones cruciales para para materializar el potencial de la CSST:

- **Superar las Restricciones Presupuestarias:** El impedimento más significativo para las iniciativas de CSST fueron las restricciones presupuestarias. Las estrategias futuras deben encontrar mecanismos de financiación sostenibles, potencialmente aprovechando los fondos internacionales para el clima y el papel del FIDA en la movilización de recursos.
- **Desarrollar una Estrategia Sólida de Gestión del Conocimiento:** Esto es primordial para recopilar, analizar y difundir sistemáticamente las lecciones aprendidas y las buenas prácticas del portafolio FIDA en México. Mejorar el monitoreo, la evaluación y la generación de evidencia (especialmente para los impactos ambientales) para proporcionar datos concretos y verificables sobre la efectividad de las intervenciones. Esta evidencia es crucial para informar el diálogo de políticas y permitir que otros países adopten y adapten estas prácticas. Crear y mantener plataformas de fácil acceso (por ejemplo, sitios web, manuales técnicos, estudios de caso) para difundir información sobre modelos, tecnologías y adaptaciones de políticas exitosos, asegurando que sean fáciles de usar tanto para los actores nacionales como internacionales.
- **Fortalecer las Capacidades Institucionales y Técnicas:** Apoyar el fomento de capacidades de las instituciones mexicanas (por ejemplo, AMEXCID, AGRICULTURA, CONAFOR, FIRA) para que participen y lideren eficazmente las iniciativas de CSST, particularmente en las áreas de diseño estratégico de programas, gestión financiera y experiencia técnica relevante para el desarrollo rural y la resiliencia climática.

- **Fomentar un Diálogo Político Integrado:** Promover activamente diálogos políticos que conecten las estrategias de innovación rural, sostenibilidad ambiental y finanzas inclusivas. Este enfoque permitiría compartir soluciones integradas que aborden múltiples desafíos de desarrollo. Facilitar foros de diálogo que involucren a diversos actores, incluidas agencias gubernamentales, actores del sector privado (especialmente aquellos involucrados en cadenas de valor que incluyen a pequeños productores), instituciones de investigación y organizaciones rurales. Este enfoque colaborativo mejora la relevancia y aplicabilidad del conocimiento compartido.
- **Mejorar la Inclusión Financiera de pequeños productores, mujeres y Pueblos Indígenas y la Participación del Sector Privado:** Promover estrategias para involucrar a los pequeños productores de manera más efectiva en las cadenas de valor, especialmente en el procesamiento, la logística y la comercialización, fomentando asociaciones público-privadas y apoyando a las empresas rurales locales. Este es un desafío común en muchos países en desarrollo, lo que ofrece un terreno fértil para la CSST.
- **Priorizar a los Grupos Vulnerables:** Al compartir experiencias, hay que destacar explícitamente las estrategias para llegar y apoyar a los grupos más marginados, incluidas las personas sin tierra, los jornaleros agrícolas, las poblaciones afromexicanas y las Pueblos Indígenas con múltiples vulnerabilidades. Esto asegura que los esfuerzos de CSST contribuyan a un desarrollo equitativo e inclusivo.

Al abordar estas recomendaciones, México, con el apoyo continuo del FIDA, puede posicionarse de manera más efectiva como un actor clave en la CSST para el desarrollo rural, compartiendo valiosas perspectivas y fomentando una transformación rural sostenible en el Sur Global.

III. Áreas Temáticas Prioritarias para la CS

Las siguientes áreas temáticas han sido identificadas como prioritarias para la CSST durante el periodo del nuevo COSOP, dada la experiencia de México, el mandato del FIDA y la alineación con los desafíos globales de desarrollo rural:

Sistemas Agroalimentarios Resilientes y Sostenibles

Contexto y relevancia: Los sistemas agroalimentarios en México y en muchos países en desarrollo enfrentan desafíos multifacéticos, incluyendo los impactos adversos del cambio climático (sequías, inundaciones, heladas, etc.), la degradación de suelos, la escasez de agua, la pérdida de biodiversidad y la alta vulnerabilidad de los pequeños productores. La dependencia de prácticas agrícolas insostenibles ha exacerbado estos problemas, afectando la seguridad alimentaria, la nutrición y los medios de vida rurales. Fortalecer la resiliencia y la sostenibilidad de estos sistemas es crucial para garantizar la disponibilidad de alimentos a largo plazo, proteger los recursos naturales y asegurar la estabilidad económica de las comunidades rurales. Históricamente, México ha tenido una rica tradición agrícola, pero la intensificación y la monocultura han introducido nuevas vulnerabilidades. Actualmente, hay un creciente reconocimiento de la necesidad de integrar conocimientos tradicionales con ciencia de vanguardia para construir sistemas más robustos.

México como Proveedor: México acumula una vasta experiencia en prácticas agrícolas resilientes al clima, el desarrollo de cultivos adaptados a condiciones adversas y la promoción de cadenas de valor cortas e inclusivas que benefician

directamente a pequeños productores. Esta pericia se manifiesta en ejemplos concretos como la gestión forestal comunitaria, el uso sostenible de productos forestales no maderables, el fomento de soluciones basadas en la naturaleza, la transferencia de tecnología para la producción en condiciones semiáridas, la producción de bioinsumos, la planificación territorial y la implementación de sistemas de riego eficientes. Asimismo, en los cruciales ámbitos de sanidad e inocuidad alimentaria, México posee importantes experiencias en el diagnóstico y tratamiento de enfermedades y plagas, lo que le permite ofrecer cooperación, en especial con los países de Centroamérica.

México como Receptor: México podría beneficiarse de intercambios de conocimientos en las áreas de agricultura de precisión, bioinsumos avanzados, modelos de financiación climática para la agricultura, y la integración de tecnologías emergentes (ej. *blockchain* para trazabilidad) en sus cadenas de valor, provenientes de países con mayor tecnificación agrícola o mercados financieros desarrollados. Para el desarrollo de agricultura de precisión, bioinsumos avanzados y tecnologías emergentes, Ecuador, Brasil, Argentina y Colombia han sido identificados como potenciales socios.

Modalidades Propuestas:

- **Programas de Asistencia Técnica Estructurada:** Misiones de expertos mexicanos a países socios o recepción de técnicos para capacitar en gestión forestal, bioinsumos, pagos por servicios ambientales y agricultura de precisión.
- **Plataformas Digitales de Intercambio de Conocimiento:** Webinars y cursos en línea sobre cadena de bloques o financiamiento verde, facilitando la interacción entre técnicos mexicanos y de países socios.
- **Talleres de Fortalecimiento de Capacidades:** Presenciales o virtuales, enfocados en la implementación de técnicas de resiliencia climática para pequeños agricultores.
- **Iniciativas de Investigación Conjunta:** Proyectos colaborativos entre centros de investigación mexicanos y de otros países del Sur para desarrollar variedades de cultivos más resilientes, producción de bioinsumos y mecanismos de rendición de cuenta para pagos por servicios ambientales.

Enfoque Integral para la Diversificación Económica

Contexto y Relevancia: La mayoría de las poblaciones rurales, y en particular los pequeños agricultores y mujeres, carecen de acceso adecuado a servicios financieros formales, lo que limita su capacidad para invertir en sus actividades productivas, gestionar riesgos y mejorar sus medios de vida. Las instituciones financieras tradicionales a menudo no cubren las necesidades específicas del sector rural, debido a la dispersión geográfica, la informalidad de las actividades económicas y la falta de garantías. Esta brecha de inclusión financiera restringe el desarrollo rural, perpetúa la pobreza y obstaculiza la integración de los productores en mercados más dinámicos. Un **enfoque integral para la diversificación económica** implica la transición hacia una economía más variada en términos de producción y comercio, con el objetivo de aumentar la productividad, generar empleos y sentar las bases para un crecimiento sostenible que reduzca la pobreza.

México como Proveedor: México ha avanzado en modelos de microfinanzas rurales, esquemas de aseguramiento agrícola para pequeños productores, y el fomento de cooperativas de ahorro y crédito en zonas marginadas. Su experiencia

en el diseño de productos financieros adaptados a las necesidades del sector rural es un activo valioso. El modelo de trabajo con Organismos del Sector Social de la Economía (OSSE) centrado en la promoción de capacidades, la inclusión financiera y el acceso a mercados para grupos rurales organizados, proporciona un marco importante.

México como Receptor: La CSST podría proporcionar a México acceso a experiencias en el uso de tecnologías financieras (Fintech) aplicadas al sector rural, a modelos innovadores de gestión de riesgos climáticos, y a estrategias para la integración de pequeños productores en mercados de alto valor. En este contexto, la Plataforma de Bancos Públicos de Desarrollo Agrícola (Plataforma Agri-PMD), una coalición liderada por el FIDA, se erige como un espacio estratégico para que México pueda intercambiar conocimientos especializados sobre prácticas de financiación sostenibles, poniendo especial énfasis en grupos desatendidos como las mujeres y los jóvenes, y, a su vez, obtener asistencia técnica. En el ámbito de Fintechs aplicadas al sector rural y modelos de gestión de riesgos climáticos, se ha mapeado a India, Brasil y Chile como potenciales socios para intercambios sur-sur.

Modalidades Propuestas:

- **Diálogos de Política Facilitados:** Reuniones entre reguladores financieros mexicanos y de países socios para intercambiar mejores prácticas en la supervisión de microfinanzas rurales.
- **Programas de Hermanamiento Institucional:** Fomentar el establecimiento de lazos entre instituciones financieras rurales mexicanas y sus contrapartes de otros países, con el fin de compartir modelos operativos y de gestión de riesgo, aprovechando el espacio establecido por la Plataforma Agri-PMD.
- **Desarrollo Conjunto de Herramientas:** Creación de plataformas digitales o aplicaciones para facilitar el acceso de pequeños productores a servicios financieros o información de mercado.
- **Estudios de Caso y Publicaciones Conjuntas:** Analizando el impacto de diferentes modelos de inclusión financiera rural y su escalabilidad.

Gobernanza y Fortalecimiento Institucional

Contexto y Relevancia: Una gobernanza rural débil y la limitada capacidad institucional a nivel local y subnacional afectan la implementación efectiva de políticas y programas de desarrollo rural. La toma de decisiones centralizada, la falta de coordinación entre diferentes niveles de gobierno y actores, y la limitada participación de las comunidades rurales en la planificación y ejecución de proyectos, son desafíos persistentes. Esto lleva a una asignación ineficiente de recursos y a una menor apropiación de las intervenciones por parte de los beneficiarios. Fortalecer estas capacidades es fundamental para lograr un desarrollo rural más equitativo, eficiente y sostenible.

México como Proveedor: México cuenta con experiencia en la formulación de políticas públicas participativas e intersectoriales, el diseño de programas de desarrollo rural con enfoque territorial, y la promoción de la equidad de género y la participación juvenil en el ámbito rural. Además, la capacidad de México para adaptar e implementar proyectos inversión rural, repechando regulaciones legales para programas federales, es un área crucial para el intercambio técnico y que puede ayudar a otros países a navegar los marcos regulatorios para una implementación efectiva de programas.

México como Receptor: México podría beneficiarse de acciones de CSST con países que han logrado fortalecer mercados locales, implementar reformas agrarias exitosas, incorporar mecanismos de gobernanza territorial, o desarrollar mecanismos innovadores para la rendición de cuentas y la transparencia en la inversión rural. Para fortalecer mercados locales, gobernanza territorial y mecanismos de rendición de cuentas, Brasil, Colombia y Uruguay son considerados socios relevantes.

Modalidades Propuestas:

- **Intercambios de Funcionarios Públicos:** Pasantías o visitas de estudio para aprender sobre la implementación de políticas de desarrollo rural o la gestión de programas sectoriales.
- **Mesas de Diálogo y Aprendizaje:** diálogos para discutir desafíos comunes en la implementación y gobernanza de programas de desarrollo rural, vis a vis normas operativas y marcos regulatorios.
- **Desarrollo de Capacidades para la Planificación Estratégica:** Talleres enfocados en la formulación de planes de desarrollo rural con enfoque de derechos y sostenibilidad.

Maximizar oportunidades para mujeres rurales y Pueblos Indígenas

La inclusión financiera, social y económica de mujeres rurales y Pueblos Indígenas es un imperativo para el desarrollo sostenible y la reducción de la pobreza en México. Estos grupos enfrentan barreras estructurales significativas, como la falta de acceso a servicios financieros adaptados, a la propiedad de la tierra, a mercados justos, a educación y salud, y a espacios de toma de decisiones. A pesar de su rol fundamental en la producción de alimentos, la conservación de la biodiversidad y la transmisión de conocimientos tradicionales, su contribución a menudo es invisibilizada y subvalorada. La CSST puede catalizar el intercambio de soluciones innovadoras y culturalmente sensible para abordar estas brechas, promoviendo la equidad y el empoderamiento.

México como Proveedor: Experiencia en el desarrollo de microcréditos para mujeres rurales, cajas de ahorro comunitarias en territorios indígenas, y modelos de banca móvil ajustados a contextos de baja conectividad. Modelos de certificación de organizaciones indígenas como intermediarios financieros. Modelos exitosos de integración de pequeños productores, con un mayor enfoque en mujeres y Pueblos Indígenas en cadenas de valor específicas (ej. café de altura, artesanías, turismo rural comunitario, herbolaria tradicional), programas de capacitación en gestión empresarial y mercadotecnia de productos originarios con enfoque cultural. Medidas afirmativas, como programas y políticas que buscan promover la igualdad basada en la perspectiva de género que reconoce y visibiliza la parte desproporcionada del trabajo doméstico y cuidados no remunerados que realizan las mujeres (Proyecto Cuenca Balsas).

México como Receptor: México podría buscar experticia de países con modelos avanzados en servicios financieros digitales para poblaciones dispersas, seguros agrícolas específicos para cultivos tradicionales o trabajados por Pueblos Indígenas, y esquemas innovadores de capitalización de emprendimientos de mujeres rurales. Obtener conocimientos sobre estrategias escalables para la certificación de productos con denominación de origen o sellos étnicos, acceso a mercados internacionales de nicho para productos tradicionales, y tecnologías de procesamiento de bajo costo para agregar valor a la producción local de otros

países con alta diversidad cultural y productiva. En temas de servicios financieros digitales para poblaciones dispersas, capitalización de emprendimientos y certificación de productos étnicos, se ha identificado a Perú, India, Kenia y Colombia.

Modalidades Propuestas:

- **Plataformas de Intercambio de Conocimiento:** Foros virtuales, webinars y visitas de estudio para compartir buenas prácticas en alfabetización financiera para mujeres rurales, emprendimiento indígena, y gobernanza comunitaria.
- **Programas de Fortalecimiento de Capacidades:** Capacitaciones presenciales y virtuales adaptadas culturalmente para mujeres líderes y autoridades de Pueblos Indígenas en temas de derechos, gestión de proyectos, habilidades de negociación y advocacy.
- **Proyectos Piloto Conjuntos:** Implementación colaborativa de iniciativas innovadoras para probar y adaptar productos financieros, modelos de acceso a mercados o metodologías de empoderamiento social en comunidades seleccionadas de México y países socios.
- **Diálogos de Política Temáticos:** Mesas de discusión estructuradas entre formuladores de políticas y representantes de mujeres rurales y Pueblos Indígenas para integrar sus perspectivas en el diseño de programas y marcos regulatorios.
- **Asistencia Técnica Recíproca:** Intercambio de expertos (por ejemplo, especialistas mexicanos en desarrollo de cooperativas de mujeres hacia otros países, o expertos de otros países en sistemas de información geográfica para la titularidad de los territorios de Pueblos Indígenas en México).

Mejora del Acceso a Mercados para Pequeños Productores

Contexto y Relevancia: A pesar de la fundamental contribución de los pequeños productores a la seguridad alimentaria y a la economía rural, su capacidad para acceder a mercados competitivos y rentables es limitada. Esta limitación se debe a múltiples factores, incluyendo la fragmentación de la oferta, la baja escala de producción, las barreras de calidad y certificación, y la insuficiente capacidad de negociación frente a intermediarios o grandes compradores. La dificultad para conectar con cadenas de valor formales y dinámicas resulta en bajos ingresos y perpetúa ciclos de pobreza. Superar estas barreras es vital para transformar la agricultura familiar en una actividad económicamente viable, generar empleos dignos en el campo, fomentar la resiliencia económica de las comunidades y garantizar que los beneficios del desarrollo rural lleguen a los más vulnerables. La mejora del acceso a mercados no solo impulsa el crecimiento económico, sino que también fomenta la innovación y la adopción de prácticas más sostenibles al conectar la producción con demandas específicas y de mayor valor.

México como Proveedor: México posee una rica experiencia en la articulación de pequeños productores en esquemas asociativos, como cooperativas y organizaciones de productores, que facilitan la agregación de volumen y el acceso colectivo a mercados. Destacan iniciativas exitosas en la integración a cadenas de valor de productos diferenciados con valor agregado, como el café de especialidad, productos orgánicos, miel, cacao y artesanías, a menudo bajo esquemas de comercio justo o denominaciones de origen. El país ha desarrollado capacidades

en la organización de mercados locales y regionales (tianguis, mercados de productores), la promoción de la venta directa del productor al consumidor, y la implementación de programas de compras gubernamentales a pequeños productores. Asimismo, México ha avanzado en el desarrollo de estándares de calidad e inocuidad para productos agrícolas, y en la certificación de sistemas de producción sostenible que facilitan la entrada a mercados exigentes. La experiencia en la vinculación de productores con el sector turístico y restaurantero en algunas regiones es también un modelo replicable.

México como Receptor: La CSST ofrece a México una valiosa oportunidad para fortalecer sus capacidades en acceso a mercados, aprendiendo de experiencias internacionales en logística de última milla para pequeños volúmenes, desarrollo de plataformas digitales innovadoras que conecten directamente a productores con consumidores o compradores mayoristas (e-commerce rural), y la implementación de modelos avanzados de trazabilidad y gestión de la cadena de suministro basados en tecnologías como blockchain. México podría beneficiarse de la experticia en la negociación de contratos y alianzas estratégicas con grandes actores del sector alimentario y minorista, así como en el diseño de modelos de inversión en infraestructura post-cosecha (centros de acopio, refrigeración, procesamiento primario) que sean accesibles y apropiados para comunidades rurales. También es relevante el intercambio de conocimientos sobre mecanismos de financiamiento innovadores específicos para la comercialización, como el crédito para capital de trabajo o seguros de precios de mercado. En materia de integración vertical, plataformas de comercio electrónico rural y estrategias de reducción de intermediarios, Vietnam y China han sido identificados como potenciales países socios. Mientras que, para el tema de certificación, se ha mapeado a Chile y República Dominicana.

Modalidades Propuestas:

- **Plataformas de Vinculación Comercial Digitales:** Desarrollo y adaptación de herramientas digitales (aplicaciones móviles, plataformas web) para que los pequeños productores puedan ofrecer sus productos, consultar precios de mercado e identificar demandas.
- **Programas de Fortalecimiento Empresarial y Comercial:** Talleres y capacitaciones en temas clave como marketing rural, estrategias de marca, negociación comercial, gestión de la calidad, requisitos de certificación (orgánica, comercio justo, inocuidad), empaque y etiquetado para mercados específicos.
- **Fomento de Alianzas Público-Privadas y Contratos de Abasto Inclusivos:** Creación de marcos y mecanismos para facilitar la celebración de acuerdos de compraventa a largo plazo entre grandes empresas del sector alimentario, hoteles, restaurantes y supermercados con organizaciones de pequeños productores, garantizando precios justos y condiciones equitativas.
- **Estudios de Viabilidad y Casos de Éxito Conjuntos:** Realizar investigaciones colaborativas para identificar nichos de mercado emergentes y desarrollar estudios de caso sobre modelos de acceso a mercados que hayan demostrado ser escalables y sostenibles para pequeños agricultores en diversos contextos.

IV. Mecanismo de Coordinación Propuesto

Para asegurar la eficacia y la sostenibilidad de las iniciativas de CSST entre el FIDA y México, se propone establecer un mecanismo de coordinación robusto y proactivo:

Grupo de Trabajo Conjunto FIDA-México para la CSST:

Composición: Integrado por representantes de alto nivel del FIDA (Director de País, expertos temáticos), AMEXCID, la Secretaría de Agricultura y Desarrollo Rural (AGRICULTURA), y otras entidades relevantes, como la Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales (SEMARNAT) y la Secretaría de Hacienda y Crédito Público (SHCP). Se invitará a un representante del Centro de CSST del FIDA en Brasilia, quien fungirá como Secretaria Técnica.

Frecuencia de Reuniones: Se establecerán reuniones de alto nivel anuales (o según la intensidad de las actividades) para la revisión estratégica, y reuniones técnicas semestrales para la planificación operativa y el seguimiento detallado.

Funcionalidades:

Identificación de Oportunidades: Discusión y mapeo de nuevas oportunidades de CSST, basándose en las prioridades del COSOP y las demandas de otros países del Sur.

Evaluación y Priorización de Solicitudes: Establecimiento de criterios claros para la evaluación y priorización de las solicitudes de CSST recibidas por México o el FIDA. Esto incluirá la pertinencia, viabilidad, potencial de impacto y alineación con el COSOP.

Revisión y Adaptación del Progreso: Seguimiento sistemático del progreso de las iniciativas de CSST en curso, identificando desafíos y proponiendo ajustes. Esto permitirá una gestión adaptativa y una mejora continua.

Intercambio de Información y Lecciones Aprendidas: Fomento de un espacio para el intercambio regular de lecciones aprendidas y mejores prácticas, asegurando que el conocimiento generado se documente y difunda.

Roles y Responsabilidades

AMEXCID: Liderará la identificación de las ofertas y demandas de CSST de México, coordinará la participación de las instituciones mexicanas y asegurará la alineación con la política exterior del país.

FIDA: Facilitará la conexión con su red global, identificará demandas de CSST por parte de sus países miembros, ofrecerá experticia técnica sectorial y apoyará la formulación de proyectos de CSST.

Secretarías de Estado Sectoriales (Ej. AGRICULTURA, SEMARNAT): Proveerán el contenido técnico, identificarán expertos nacionales y facilitarán la implementación de las actividades en el terreno.

V. Potenciales Socios de CSST de México

México, como un actor de cooperación relevante en América Latina y el Caribe, ha mantenido una cartera de socios triangulares que aportan tanto financiamiento como asistencia técnica. El país o ha forjado alianzas estratégicas en CSST con una diversidad de países, asumiendo roles distintos según las capacidades y necesidades de cada socio.

El actual PND (2025-20230) reafirma la importancia de la política exterior y la cooperación, señalando el interés en "fortalecer la relación económica y cultural con los países de América Latina y el Caribe" y de "ampliar la cooperación internacional para impulsar el desarrollo humano sustentable y promover la igualdad sustantiva" (Estrategia 1.7.6). Asimismo, el Programa Sectorial de Agricultura y Desarrollo Rural (2025-2030) establece como líneas de acción impulsar el desarrollo de capacidades en las cadenas productivas con potencial de exportación mediante esquemas de cooperación técnica internacional y promover prácticas sostenibles en la producción de alimentos de origen animal, agostaderos y praderas, mediante esquemas de vinculación, cooperación técnica, redes de innovación tecnológica y acompañamiento técnico (1.6.3 y 3.3.1).Esto sienta las bases para profundizar y diversificar las alianzas existentes y buscar nuevas.

México como Proveedor de CSST

- **Países de Centroamérica** (ej. Guatemala, El Salvador, Honduras): Históricamente, México ha sido un socio clave en esta región, compartiendo experiencia en agricultura de subsistencia, manejo de recursos naturales, seguridad alimentaria, sanidad e inocuidad y desarrollo de pequeñas y medianas empresas rurales. Se han transferido modelos de extensionismo agrícola y fomento de cadenas de valor.
- **Países del Caribe** (ej. Cuba, República Dominicana): Cooperación en temas de resiliencia ante desastres naturales, gestión costera, y desarrollo de pesca artesanal. México ha compartido experiencias en turismo rural sostenible y diversificación económica agrícola.
- **Países Andinos** (ej. Colombia, Ecuador, Perú): Intercambio de conocimientos en producción de café, gestión de cuencas hidrográficas y fortalecimiento de organizaciones campesinas. México ha ofrecido capacitación en temas de trazabilidad y certificación de productos agropecuarios.
- **Brasil:** Aunque también es un gran proveedor, México ha compartido su experiencia en algunas áreas (ej. manejo de plagas específicas o agroecología en ciertos ecosistemas).

México como Receptor de CSST

- **Argentina:** Intercambio en agricultura de conservación (siembra directa), manejo de grandes extensiones agrícolas y ganaderas, y desarrollo de biocombustibles.
- **Brasil:** Recibe conocimiento y tecnología en agroindustria (ej. EMBRAPA en biotecnología agrícola), modelos de desarrollo de agronegocios y políticas de apoyo a la agricultura familiar a gran escala.
- **Chile:** Acceso a la experiencia chilena en acuicultura y pesca sostenible, así como en la integración de pequeños productores en cadenas de exportación de frutas y hortalizas.
- **China:** Cooperación en el desarrollo de infraestructura rural, manejo de riesgos agrícolas y acceso a mercados para productos agrícolas.
- **Colombia y Uruguay:** empoderamiento de mujeres y jóvenes rurales, economía del cuidado, programas de apoyo a emprendimientos femeninos en zonas rurales y agregación de valor.
- **Costa Rica**. Referente global en sostenibilidad, generación de energía renovable, reforestación y pago por servicios ambientales. Su modelo integral de descarbonización es altamente relevante.

Estas relaciones reflejan la naturaleza dinámica de la CSST mexicana, donde las alianzas se construyen sobre la base de complementariedades y beneficios mutuos, ampliando el alcance y la efectividad de las iniciativas.

VI. Oportunidades de CSST Alineados al PND

Considerando las prioridades explícitas en el PND, se han identificado potenciales socios con capacidades y experiencias específicas que complementen la oferta y demanda de cooperación de México:

Fortalecimiento de la Autonomía Económica de Mujeres Rurales

Necesidad PND: "Impulsar la autonomía económica de las mujeres... garantizar condiciones equitativas de acceso al trabajo, ingresos dignos" (Objetivo T1.1). "Ampliación de estancias infantiles, centros de cuidados para personas mayores y la profesionalización de quienes desempeñan estas tareas".

Oferta México: Experiencia en programas de apoyo a cooperativas y programas sociales universales.

Oferta Socio del Sur (Colombia/Uruguay): Metodologías para integrar la perspectiva de género en la gestión cooperativa y la valoración del trabajo de cuidados.

Actividad de CSST: desarrollo de plataformas digitales, capacitación en habilidades empresariales y tecnológicas para mujeres rurales, y la creación de redes de apoyo para el cuidado, facilitando la participación económica femenina.

TIC para el Desarrollo Rural (TICpD)

Necesidad PND: "Garantizar el acceso efectivo a telecomunicaciones e internet" (*Objetivo 3.8*). "Crear una plataforma de datos abiertos que facilite el acceso y el uso de herramientas analíticas basadas en evidencia" (*Estrategia T2.2.3*).

Oferta México: Avances en la digitalización de trámites.

Oferta Socio del Sur (Corea del Sur/Ruanda): Experiencia en despliegue de infraestructura de telecomunicaciones en zonas remotas, desarrollo de aplicaciones para gobierno electrónico y servicios agrarios inteligentes.

Actividad de CSST: capacitación de mediadores digitales y el desarrollo de plataformas de e-agricultura adaptada a las necesidades locales, para ser compartidas con países como Honduras o Guatemala.

Seguridad Alimentaria

Necesidad PND: "Fortalecer la capacidad e inclusión productiva de los productores... bajo un enfoque agroecológico" (Estrategia 3.4.1).

Oferta México: El programa "Sembrando Vida" y su experiencia en el fomento de la agroforestería y el apoyo a pequeños productores.

Oferta Socio del Sur (Brasil/Vietnam/Etiopía): Conocimientos en prácticas agroecológicas adaptadas a diferentes climas, desarrollo de bioinsumos, sistemas de riego eficientes, y gestión postcosecha para reducir pérdidas.

Actividad de CSST: intercambio de expertos y agricultores, creación de centros de demostración de prácticas agroecológicas y formulación de políticas públicas para la promoción de sistemas alimentarios resilientes.

Pueblos Indígenas

Necesidad PND: "Planes de Justicia y Desarrollo Regional" (Eje Transversal 3). "Fortalecimiento de su patrimonio cultural, lingüístico y territorial". Reconocimiento de sistemas normativos y jurisdicción indígena (Estrategia 1.2.6).

Oferta México: Experiencia con asambleas comunitarias para la gestión de recursos federales directos y el INPI.

Oferta Socio del Sur (Bolivia/Ecuador/Perú): Modelos de consulta previa e informada, autonomía de gestión territorial, justicia indígena, y desarrollo de proyectos económicos comunitarios basados en la conservación.

Actividad de CSST: desarrollo de protocolos de consulta, capacitación en gestión territorial para líderes de Pueblos Indígenas, y proyectos productivos que integren el conocimiento tradicional y la conservación de la biodiversidad.

Cambio Climático

Necesidad PND: "Reducir las emisiones de gases de efecto invernadero" (Estrategia 4.3.1). "Preservación del medio ambiente, la protección de los recursos naturales y la lucha contra el cambio climático" (Eje General 4).

Oferta México: Compromisos de mitigación y adaptación, proyectos emblemáticos como "Sembrando Vida" (reforestación) y el plan de economía circular en Tula.

Oferta Socio del Sur (Costa Rica/Marruecos/Filipinas): Experiencia en restauración de ecosistemas (ej. manglares, bosques secos), adaptación de la agricultura a eventos extremos, gestión integrada de cuencas, y modelos de economía circular aplicados al sector agroindustrial.

Actividad de CSST: proyectos de restauración ecológica de cuencas compartidas, implementación de sistemas de alerta temprana regionales para comunidades vulnerables, y transferencia de tecnologías de tratamiento de aguas residuales y valorización de residuos agrícolas.

VII. Conclusión

La CSST representa una avenida estratégica y de alto potencial para México y FIDA en su renovado COSOP para el periodo 2026-2031. La dualidad de México como proveedor y receptor de conocimiento y experiencias, sumada a su robusto marco institucional y su compromiso con la cooperación internacional, ofrece un terreno fértil para expandir y diversificar la CSST. Al aprovechar la experiencia de otros países del Sur Global y el apoyo de socios tradicionales, México puede potenciar sus propios esfuerzos de desarrollo y, al mismo tiempo, consolidar su rol como un actor clave en la cooperación internacional.

Las áreas temáticas identificadas –sistemas agroalimentarios resilientes, inclusión financiera rural, gobernanza institucional y mujeres rurales y Pueblos Indígenas – ofrecen oportunidades concretas para el intercambio de soluciones innovadoras y

adaptadas a contextos locales. El valor comparativo del FIDA, respaldado por su mandato especializado y su capacidad de convocatoria, es un elemento importante para catalizar estas iniciativas. La propuesta de un Grupo de Trabajo Conjunto FIDA-México para la CSST establecerá un mecanismo de coordinación dinámico y transparente.

El camino a seguir implica la pronta activación de este mecanismo de coordinación. Se recomienda que la primera reunión del Grupo de Trabajo sea convocada luego de la aprobación del COSOP, con el objetivo de establecer un plan de trabajo detallado para la identificación y desarrollo de las primeras iniciativas de CSST priorizadas en este COSOP. Este enfoque proactivo y colaborativo asegurará que la CSST se convierta en un motor estratégico para el desarrollo rural inclusivo y sostenible en México y más allá.

Financial management issues summary

FINANCIAL MANAGEMENT ISSUES SUMMARY – COSOP

COUNTRY	*Mexico*	COSOP PERIOD	*2026-2031*

A. COUNTRY FM ANALYSIS

Country Disbursement Ratio (rolling-year)	27.5 %
Unjustified Obligations: • *Outstanding Ineligible Expenditure –* • *Outstanding Advances (Projects in Closed Status)*	0 USD 0 USD
PBAS Available allocation (current cycle) :	Allocated Amount: 0 USD Available Balance: 0 USD
BRAM access	YES
Country income category	UMIC - US$ 12 800 GNI Per Capita 2024 (World Bank Atlas Method) Above GDI Threshold for UMICS for more than 3 consecutive years

Transparency International (TI)

According to the 2024 Transparency International report, Mexico's Corruption Perceptions Index (CPI) score dropped to 26 out of 100, its lowest score to date, ranking 140th out of 180 countries. The decline is attributed to weak enforcement of anti-corruption measures, lack of progress in implementing key reforms—including the National Anti-Corruption System and judicial reform—and persistent impunity in emblematic corruption cases such as Odebrecht and Segalmex. The report also highlights concerning links between public institutions and organized crime, which continue to undermine public trust and institutional integrity. Based on this score, the inherent country risk is considered High.

(Source: Transparency International)

Public Expenditures and Financial Accountability (PEFA)
As of the time of COSOP preparation, there is no publicly accessible PEFA assessment available at the national level for Mexico. While PEFA has published assessments for certain subnational entities—such as municipalities—these do not provide a comprehensive picture of the performance of Mexico's public financial management systems at the federal level.

(Source: PEFA)

Word Bank Country Partnership Framework (CPF)

The CPF (FY2020–2025) affirms that financial management performance during Mexico's prior CPS period was generally satisfactory to moderately satisfactory, with timely financial reporting and audit compliance, and no major audit findings. The report notes as a structural weaknesses recurring delays in budget allocation and inadequate counterpart funding, which under the "no-additionality" financing rule, constrained timely project implementation. A key initiative under the CPF is the Modernization of Public Financial Management Systems Project which targets

improvements in the coverage, timeliness, and usability of fiscal information across shock-resistant systems such as budgeting, accounting, and treasury (Source: World Bank 2020)

Debt sustainability

As per the debts sustainability analysis in the Article IV Consultation carried out in October 2024, the IMF considers Mexico's public debt to be sustainable with high probability but notable risks from further shocks remain, particularly given the global macroeconomic context and the tight fiscal stance underpinning debt dynamics. The overall risk of sovereign stress is judged to be moderate. A procyclical policy stance in 2024 will exert some pressure over the medium-term but planned fiscal consolidation from 2025 onwards should serve to guide debt-to-GDP down and support fiscal sustainability. The unwinding of debt servicing costs, a return to trend growth and a tight fiscal stance will help contain the debt path and drive a reduction in debt over the extended 10-year period. (Source: IMF 2024)

Operational Risk – Economist Intelligence Unit (EIU)

Operating risk in Mexico is assessed as moderate, with elevated vulnerabilities in political governance and security. The government, led by President Claudia Sheinbaum, holds a legislative supermajority following the 2024 general election, which strengthens policy continuity but also diminishes checks and balances from a weak opposition. Government effectiveness risk is considered high, given that emerging scandals—such as allegations linking senior Morena officials to drug cartels—could erode political credibility if perceived as fostering impunity. External relations add further pressure, as ongoing tensions with the United States present a potential challenge to policy stability. Security risk remains high, reflecting persistent drug-related crime and violence in parts of the country, which continue to pose a constraint on operational effectiveness. (Economist Intelligence unit Operational Risk analysis 2025)

Accounting Profession

The main requirement to practice accountancy in Mexico is a bachelor's degree in accounting from a higher education institution. Several universities require students to undertake a final exam when they finish their formal education program. An independent evaluation body manages the exam (CENEVAL), and the exam's content is aligned with the 2019 International Education Standards (IES). The MoE licenses professional accountants to practice public accountancy, and universities set the curriculum for accounting degrees.

(Source: IFAC 2025)

Accounting Standards

The General Law of Governmental Accounting 2008 created the National Council of Accounting Harmonization (CONAC) as the accounting standard-setter for the public sector. Mexico has adopted national standards with reference to IPSAS as the federal public sector accounting standards (IFAC/CIPFA International Public Sector Financial Accountability Index 2020). The national standards are on a partial accrual basis.

(Source: IFAC – 2025)

Supreme Audit Institution Independence

Mexico’s Supreme Audit Institution, the Auditoría Superior de la Federación (ASF), is a constitutionally established body that reports to the Chamber of Deputies and has a broad mandate to audit federal public resources. The ASF’s institutional framework aligns with key principles of the INTOSAI Mexico Declaration on SAI Independence, particularly regarding legal foundation and operational scope. The OECD recognized in a 2017 review. the expanded legal powers of the ASF, including enhanced reporting obligations to Congress and investigative

authority, but also pointed to capacity constraints and coordination challenges with state-level audit bodies. More recently, the OECD's 2022 report noted progress in modernization, particularly the use of data analytics and risk-based auditing approaches to reinforce integrity and accountability in public resource management.

(Source: OECD 2017 Mexico's National Auditing System: Strengthening Accountable Governance; OECD 2022 Strengthening Analytics in Mexico's Supreme Audit Institution)

Audit Standards

Article 5 of the Mexican Constitution grants legal authority to the Instituto Mexicano de Contadores Públicos (IMCP) to issue auditing standards that its members are required to apply in all audits they conduct. The IMCP has fully adopted the International Standards on Auditing (ISA) without modification, effective since January 2012. The Committee on Standards of Auditing and Assurance within the IMCP is responsible for reviewing, translating, and publishing all new and revised ISAs issued by the International Auditing and Assurance Standards Board (IAASB), ensuring they retain the same effective adoption dates. As of the latest assessment, the 2020 ISA version is being applied across all mandatory audits.

(Source: IFAC 2025)

B. PORTFOLIO – LESSONS {Strengths and Weaknesses}

Existing Portfolio:

Project	Project Status	%Disbursed of all financing instruments	Project FM inherent risk rating	Performance Score: Quality of Financial Management	Performance Score: Quality & Timeliness of Audit	Performance Score: Disbursement Rate	Performance Score: Counterpart funds	Completion date
Resilient Balsas Basin	Available for Disbursement	23.02	Moderate	Satisfactory	Satisfactory	Highly Satisfactory	Satisfactory	29/06/2030
GEF Agribio Mex	Available for Disbursement	6.57	Moderately satisfactory	Satisfactory	N/A First audit due on 30th June 2025	Mioderatelly Satisfactory	Satisfactory	29/04/2029

The IFAD portfolio in Mexico presents two distinct financial management arrangements. For the Resilient **Balsas** Basin project, financial management is strong, based on a highly capable team with robust manuals and systems, complemented by the oversight of Nacional Financiera (NAFIN) as financial agent and the Internal Control Office of the National Forestry Commission (Comisión Nacional Forestal – CONAFOR). This combination has ensured sound internal control and budget execution in line with IFAD standards.

In the case of the **AgriBioMex** project, a separate Project Management Unit (PMU) has been established outside the institutional structure of the Ministry of Agriculture and Rural Development (Secretaría de Agricultura y Desarrollo Rural – SADER). As it is not embedded in SADER's financial systems, policies, and procedures, this arrangement represents a higher fiduciary risk. Important to dedicate resources to develop a high-quality MOP in close cooperation to ensure string internal control arrangements and clarity on reporting requirements.

In both projects, **Nacional Financiera (NAFIN**)—and in the case of AgriBioMex, through its Fondo Sostenible Nacional—plays a central role in providing fiduciary assurance and ensuring compliance with IFAD's fiduciary procedures. While the additional NAFIN layer strengthens fiduciary oversight, it is important to remain mindful of potential duplication of efforts between NAFIN and the implementing agencies resulting in inefficiencies and bottlenecks.

In line with the harmonization strategy among international financial institutions, IFAD adopts the Guía General para la Gestión Financiera de los Proyectos Financiados por Organismos Financieros Internacionales, which was jointly agreed with the World Bank and the Inter-American Development Bank (IDB). This framework establishes standardized procedures for the registration, execution, and reporting of financial and budgetary information generated by Project Coordinating Units (Unidades Coordinadoras de Proyectos – UCPs). Through its application, IFAD projects in Mexico are implemented using **national financial management systems**, ensuring consistency with government practices while meeting international fiduciary requirements. This approach strengthens ownership, promotes alignment, and reduces transaction costs by embedding IFAD operations within established public financial management structures.

In Mexico, the **principle of additionality** means that IFAD loan financing contributes to the already approved budgets of government executing agencies, without increasing their overall budget envelope. Loan-funded projects are therefore implemented within existing fiscal ceilings, while still requiring compliance with IFAD's fiduciary, reporting, and audit requirements. This dynamic can act as a disincentive for executing agencies, as the loans involve additional administrative workload but do not generate incremental fiscal space. By contrast, grant resources—channelled through fiduciary funds such as those managed by NAFIN—constitute truly additional financing, expanding available resources and providing tangible incentives for engagement. To ensure attractiveness and ownership, project design in

Mexico should include a grant component alongside loan financing, offering a balanced value proposition for counterpart institutions.

Considering the high and increasing **corruption risk** in Mexico, it is advisable that future IFAD-financed operations be embedded within existing government executing entities rather than operating through parallel structures. This approach allows projects to leverage the internal control systems already built into the executing entity, including established policies and procedures, while also ensuring the application of oversight by the Internal Control Bodies (Órganos Internos de Control – OICs). The OICs are mandated to monitor compliance with regulations, review the management of federal resources, investigate irregularities, and impose administrative sanctions on public officials when necessary. They operate under the authority of the Secretariat of Anticorruption and Good Governance (Secretaría Anticorrupción y Buen Gobierno – SABG) and are governed by the Organic Law of the Federal Public Administration, which provides them with a strong legal basis to enforce accountability. Aligning project financial management within these institutional arrangements strengthens fiduciary assurance, enhances oversight mechanisms, and helps mitigate corruption risks. Clear definition of counterpart funding with details defined during design including procedures for registering, reporting and incorporation of audit reports.

Fiduciary oversight in Mexico may be complicated by **security-related access restrictions** in certain regions. Limited field presence due to ongoing security concerns can constrain the ability of supervision teams to verify project implementation on the ground, particularly when it comes to validating community-level investments and physical assets. This context poses challenges for ensuring adequate monitoring, independent verification, and timely fiduciary assurance. To mitigate these risks, additional reliance may be required on remote supervision modalities, third-party monitoring, and strengthened reporting and internal control mechanisms within executing entities.

Prepared by: Anna Herremans
Date: 31st August 2025

Integrated country risk matrix

Tipo de riesgo	*Matriz integrada de riesgo del país*		
	Riesgo inherente	*Riesgo residual*	*Medidas de mitigación*
Contexto nacional *Riesgos a la consecución de los objetivos estratégicos del COSOP derivados del contexto en que se halla un país.*	Moderado	Moderado	
Compromiso político *- Tras la victoria de la presidenta Claudia Sheinbaum en las elecciones de 2024 y el inicio de su sexenio con supermayorías legislativas, se prevé un entorno político estable y una fuerte capacidad de gobierno para impulsar reformas y programas prioritarios. Este escenario reduce el riesgo general para la implementación del COSOP, aunque la rotación frecuente de autoridades y posibles ajustes en prioridades pueden generar retrasos o desalineaciones temporales, afectando compromisos de cofinanciación estatales y municipales.*	Bajo	Bajo	-El inicio del nuevo COSOP coincide con el sexenio de la administración de la presidenta Claudia Sheinbaum, lo que permitirá una mejor alineación con el horizonte de planeación y las prioridades sectoriales del gobierno. -FIDA y el equipo de país mantendrán un diálogo político continuo con SRE, SHCP, AGRICULTURA, SEMARNAT, CONAFOR y otras secretarías clave, y formalizarán convenios interinstitucionales con compromisos financieros claros y mecanismos de seguimiento. Asimismo, se establecerán mesas de coordinación y mecanismos de seguimiento compartido con gobiernos estatales y municipales para mitigar riesgos de retrasos o desalineaciones en la cofinanciación.
Gobernanza *-En México persisten desafíos de gobernanza local vinculados a la presencia de grupos del crimen organizado en diversas regiones rurales, lo que limita la capacidad de acción de las autoridades locales y puede afectar la confianza comunitaria en las instituciones públicas. Al mismo tiempo, la aplicación desigual de la legislación laboral y ambiental expone a pequeños productores, jornaleros agrícolas y comunidades forestales a situaciones de vulnerabilidad frente a abusos y explotación ilegal de recursos naturales. Estos factores representan riesgos sustanciales que también pueden generar repercusiones reputacionales para la cooperación internacional.*	Moderado	Moderado	-El FIDA canalizará recursos a través de instituciones nacionales sólidas y organizaciones comunitarias de confianza, aplicando principios de *do-no-harm* y mecanismos de control social. -Se incluirán cláusulas laborales y ambientales en convenios de cooperación, se promoverán mecanismos sencillos de quejas y se fortalecerá la coordinación con instituciones responsables de la supervisión y cumplimiento de la normativa. -Se trabajará de forma cercana con comunidades locales organizadas como los *ejidos* para sostener las propuestas de mejora de gobernanza local.
Macroeconómico *-La economía rural de México depende en gran medida de la producción y exportación agroalimentaria, en particular hacia el mercado de Estados Unidos. Esta concentración incrementa la exposición a shocks externos, como aranceles o medidas proteccionistas, que ponen en riesgo cadenas clave de exportación. A nivel interno, la volatilidad de precios agrícolas (maíz, café, hortalizas) junto con el alza sostenida de insumos como fertilizantes y transporte reduce los márgenes de pequeños productores y aumenta su vulnerabilidad frente a choques de mercado. Además, la falta de oportunidades económicas fomenta la migración interna y hacia Estados Unidos, lo que disminuye la*	Moderado	Moderado	-El equipo de país promoverá acuerdos de compra estables y apoyará el acceso a instrumentos de gestión de riesgos (seguros agrícolas, coberturas de precios, fondos de contingencia). - Se fomentará la diversificación de mercados de destino, el fortalecimiento de cadenas locales e institucionales y la capacitación para la adaptación a cambios en los mercados. -Se impulsará el desarrollo económico local mediante capacitación, acceso a mercados y diversificación de ingresos, con especial atención a jóvenes, mujeres y Pueblos Indígenas.

mano de obra agrícola y afecta la cohesión comunitaria. *-Estos factores pueden limitar la rentabilidad y la capacidad de inversión de los pequeños productores apoyados por FIDA, reduciendo su participación efectiva en proyectos y afectando la sostenibilidad de los resultados. Asimismo, shocks externos en el comercio podrían comprometer cadenas de valor estratégicas en las que el COSOP busca integrar a los beneficiarios. La migración de jóvenes y trabajadores rurales, por su parte, puede debilitar la mano de obra disponible y dificultar la implementación de las intervenciones.*			
Fragilidad y seguridad *-De acuerdo con el Fragility Index[53] del Fund for Peace (2024), México se encuentra en estado de Advertencia (69). Este puntaje refleja que el país enfrenta presiones estructurales importantes -como desigualdad, violencia y ciertas debilidades institucionales-, aunque mantiene capacidades de resiliencia que le permiten evitar una crisis sistémica. El índice muestra, además, una ligera mejora en los últimos dos años.* ***Riegos de Fragilidad*** *-A pesar de su clasificación como país de ingreso medio-alto, México presenta profundas desigualdades territoriales y sociales, especialmente en el sur-sureste, donde persisten rezagos en infraestructura, servicios básicos y acceso a mercados. Esto incrementa la vulnerabilidad de la población pobre frente a choques tanto naturales como de origen humano.* *-La violencia y la presencia de grupos criminales en áreas rurales limitan la movilidad, encarecen la logística y reducen la participación comunitaria.* *-Estos factores pueden limitar la inclusión efectiva de la población objetivo del FIDA en las intervenciones del portafolio, encarecer la operación de proyectos en zonas frágiles y afectar la sostenibilidad de los resultados en territorios rurales prioritarios.* ***Riesgos de Seguridad*** *La inseguridad también representa un riesgo concreto para la supervisión de proyectos, al restringir el acceso físico a ciertas comunidades y requerir protocolos adicionales para garantizar la seguridad del personal y de los socios implementadores.*	Substancial	Substancial	-Se priorizarán los territorios más rezagados en la cartera del COSOP, articulando las intervenciones con programas federales como Cosechando Soberanía, Alimentación para el Bienestar, Sembrando Vida y Producción para el Bienestar, y fortaleciendo organizaciones de productores con acceso a crédito y mercados institucionales. -El equipo de país aplicará análisis territoriales de riesgo y actualizará, en cada proyecto, la Matriz Integrada de Riesgos del Proyecto (IPRM), incorporando una evaluación específica del impacto de la inseguridad sobre la accesibilidad a zonas prioritarias, junto con medidas concretas de mitigación. -En coordinación con socios implementadores y UNDSS, se adoptarán modalidades diferenciadas de trabajo de campo, reforzando protocolos de seguridad y contando con el acompañamiento de organizaciones locales y unión de ejidos. Donde el acceso físico resulte limitado, se recurrirá a visitas virtuales para asegurar la cobertura de todas las áreas de implementación. - Se promoverá el uso de herramientas tecnológicas como GIS para supervisión y verificación de inversiones en terreno.
Estrategias y políticas sectoriales *Los riesgos que inciden en la consecución de los objetivos estratégicos del COSOP*	Moderado	Moderado	

[53] El Fragile States Index (FSI), elaborado por el Fund for Peace, es un indicador que evalúa la fragilidad de los Estados a nivel mundial. Se basa en 12 dimensiones (sociales, económicas, políticas y de seguridad), y asigna a cada país un puntaje entre 0 y 120, donde 0 indica la mayor estabilidad y 120 la mayor fragilidad.

derivados de las estrategias y políticas sectoriales de un país.			
Armonización con las políticas *-El COSOP está alineado con el Plan Nacional de Desarrollo 2025–2030, el Plan México y las políticas sectoriales de México, lo que brinda una base sólida para asegurar coherencia y complementariedad con las prioridades nacionales. Las estrategias y políticas del país relacionadas con el sector rural y agrícola han recuperado un marcado enfoque en favor de los pobres y se encuentran bien alineadas con las prioridades del FIDA, lo que implica un bajo riesgo de socavar los objetivos estratégicos del COSOP. El riesgo de cambios drásticos en las principales políticas públicas a nivel federal y estatal es relativamente bajo, y se espera una mayor estabilidad en su implementación con las administraciones federales y estatales relevantes. No obstante, persisten desafíos de articulación: en México coexisten múltiples programas federales orientados al desarrollo rural y social, tales como Cosechando Soberanía, Alimentación para el Bienestar, Sembrando Vida, Producción para el Bienestar y Jóvenes Construyendo el Futuro, sin mecanismos robustos de coordinación territorial, lo que genera duplicidades y vacíos en la atención de las comunidades rurales. Asimismo, algunos programas no han logrado una inclusión efectiva de mujeres y Pueblos Indígenas, lo que limita su impacto en términos de equidad.*	Bajo	Bajo	-Las prioridades actuales del Gobierno de México, reflejadas en el PND 2025-2030 y en el Plan México, crean un marco favorable para un diálogo amplio del FIDA con los gobiernos federal y estatales, enfocado en políticas sociales dirigidas a Pueblos Indígenas, mujeres y jóvenes rurales, así como en sostenibilidad ambiental y resiliencia climática. -Para mitigar riesgos de desalineación, el FIDA mantendrá un relacionamiento político continuo con las principales dependencias gubernamentales, asegurando que los instrumentos financieros y no financieros disponibles contribuyan a estos objetivos y a la participación del sector privado en financiamiento, innovación y acceso a mercados. -Se promoverá la alineación de los proyectos del COSOP con planes nacionales, sectoriales y territoriales, fortaleciendo la articulación con programas sociales prioritarios y garantizando coherencia entre inclusión social, productividad y sostenibilidad. -Se impulsarán mecanismos de coordinación territorial con actores federales, estatales, municipales y comunitarios, y se desarrollarán pilotos demostrativos integrados que sirvan de base para nuevas políticas públicas, reforzando el papel del FIDA como articulador de esfuerzos en desarrollo rural. -Se aplicarán mecanismos diferenciados de inclusión para mujeres y Pueblos Indígenas, fortaleciendo su liderazgo en organizaciones de productores. -Se fomentará el uso de sistemas compartidos de monitoreo y evaluación, junto con salvaguardas sociales y ambientales, para generar evidencia que retroalimente las políticas públicas. -Se brindará asistencia técnica y capacitación diferenciada a equipos estatales y municipales para mejorar la implementación.
Formulación y aplicación de políticas *-En México, las políticas para el desarrollo rural y agrícola están enmarcadas en el Plan Nacional de Desarrollo 2025-2030 y en las políticas sectoriales que lo operativizan, incluyendo la Ley de Desarrollo Rural Sustentable, la Ley General de Desarrollo Forestal Sustentable y la Ley General de Cambio Climático. Estas estrategias han recuperado un enfoque en favor de los pobres y se orientan a la sostenibilidad, la inclusión social y la resiliencia climática. Sin embargo, la diversidad de prioridades sectoriales y territoriales, junto con la limitada capacidad de ejecución en algunos estados y municipios, pueden afectar la coherencia y la continuidad de las políticas públicas. La coordinación intergubernamental aún presenta brechas que dificultan la aplicación uniforme de programas en los distintos territorios. La diversidad de políticas sectoriales y*	Moderado	Moderado	-Se alinearán las intervenciones del COSOP con los planes nacionales y territoriales, asegurando coherencia entre inclusión social, productividad y sostenibilidad.-Se ofrecerá asistencia técnica y formación diferenciada a equipos estatales y municipales para reforzar su capacidad de diseño y ejecución. -Se impulsarán mecanismos de coordinación territorial con actores federales, estatales, municipales y comunitarios, consolidando el rol del FIDA como facilitador de esfuerzos en desarrollo rural. -Se promoverá la generación, sistematización y utilización de evidencia derivada de los programas del FIDA para retroalimentar políticas públicas y garantizar que sean inclusivas y sostenibles. -Se implementarán enfoques diferenciados que aseguren la participación de mujeres, jóvenes y Pueblos Indígenas en los procesos de formulación y aplicación de políticas,

prioridades territoriales puede generar falta de coherencia en la ejecución de programas de desarrollo rural local. *-La falta de coherencia en la ejecución de políticas rurales y agrícolas, sumada a brechas de capacidad institucional en estados y municipios, puede retrasar la implementación de programas vinculados al COSOP y limitar el impacto de sus resultados. Asimismo, la ausencia de mecanismos sistemáticos de participación y de uso de evidencia empírica puede debilitar la sostenibilidad de las políticas y su alineación con las necesidades de mujeres, jóvenes y Pueblos Indígenas.*			contribuyendo a cerrar brechas de inclusión. -El FIDA reforzará su apoyo a las fases iniciales de los proyectos, incluyendo la selección de equipos de la UGP y la provisión de capacitación y acompañamiento intensivo a los socios, con el fin de asegurar eficiencia, alineación y cumplimiento de plazos. Para enfrentar riesgos operativos, el FIDA identificará brechas técnicas, fiduciarias y de gestión que puedan incidir en la ejecución de los proyectos, y las atenderá mediante apoyo cercano a la implementación y fortalecimiento de capacidades desde el arranque, contando además con la participación de instituciones intersectoriales en el acompañamiento a la ejecución.
Contexto ambiental, social y climático *-México enfrenta una elevada vulnerabilidad a fenómenos climáticos extremos como sequías, inundaciones y plagas, que afectan directamente la productividad agrícola y los ingresos de pequeños productores, particularmente mujeres y indígenas, cuyos costos de adaptación son aún mayores. Esta población enfrenta además barreras estructurales como el acceso limitado a tierra, créditos, tecnologías y servicios, así como una baja participación en cadenas de valor, lo que incrementa su exclusión económica y reduce su resiliencia. Más del 60% de los municipios del país presentan alta o muy alta vulnerabilidad al cambio climático, especialmente en el noreste y sureste. La tala clandestina y la explotación ilegal de recursos naturales debilitan la gobernanza territorial y reducen los incentivos para conservar la biodiversidad, mientras que los conflictos socioambientales vinculados al uso de tierra y agua -particularmente en territorios indígenas y forestales- se ven exacerbados por proyectos extractivos y la pérdida de cobertura forestal. Asimismo, el cambio de uso de suelo y los monocultivos provocan una pérdida acelerada de biodiversidad agrícola, reduciendo la base de resiliencia y limitando el potencial de ingresos diferenciados para las comunidades rurales.* *-De acuerdo con su tercera actualización de la NDC, México se ha comprometido a alcanzar la neutralidad de carbono al 2050, integrando procesos para reducir emisiones de gases de efecto invernadero (GEI) y detener la degradación de suelos. Sin embargo, el país sigue dependiendo de sistemas de producción poco resilientes, lo que incrementa los riesgos sociales y ambientales para la población rural.* *-Los impactos del cambio climático y de la degradación ambiental pueden disminuir la productividad agrícola, aumentar la inseguridad alimentaria y afectar la sostenibilidad de los ecosistemas en los territorios de intervención del COSOP. A esto se suma el riesgo de que las actividades destinadas a alcanzar los objetivos estratégicos, si no se gestionan con las salvaguardas adecuadas, generen*	Substancial	Substancial	-El FIDA trabajará con instituciones nacionales y comunitarias para promover prácticas de adaptación climática, agricultura sostenible y agroforestería, facilitando el acceso a financiamiento climático internacional (FVC, GEF), gestión de riesgos climáticos y a planes de contingencia. -Se apoyará el monitoreo comunitario y se fortalecerá la gobernanza territorial en torno a la gestión de recursos naturales y la conservación de la biodiversidad, incorporando el liderazgo de mujeres e indígenas en procesos participativos. Se buscará ampliar la inclusión financiera mediante esquemas diferenciados para mujeres y Pueblos Indígenas, fortaleciendo sus capacidades en estructuración de proyectos, acceso a crédito, seguros y asistencia técnica, incluyendo innovaciones digitales, modelos paramétricos y el fortalecimiento de la banca social. -El equipo país respaldará la creación y el fortalecimiento de comités comunitarios de gestión de riesgos y planes locales de contingencia frente a sequías e inundaciones, asegurando su validación por Asambleas Comunitarias. -Se dará continuidad y expansión a los esquemas de pagos por servicios ambientales (PSA) ya existentes, y se afinará la obtención de éstos y otros apoyos específicamente para poblaciones de mujeres e indígenas y se apoyará la generación de insumos analíticos por parte de instituciones nacionales que alimenten procesos normativos destinados a cerrar vacíos regulatorios que aún permiten la tala ilegal y el cambio de uso de suelo sin criterios de conservación. -El FIDA documentará y promoverá la integración del conocimiento tradicional indígena en políticas públicas y prácticas de adaptación y conservación. -Los proyectos del COSOP se vincularán con los sistemas nacionales de monitoreo, reporte y verificación para fortalecer la evidencia sobre impactos ambientales y climáticos, incluyendo la reducción de emisiones de GEI. -En coordinación con redes nacionales de derechos laborales, se fomentará la agregación y contratación directa mediante

efectos adversos sobre la biodiversidad, los Pueblos Indígenas, las normas laborales, la salud comunitaria o el uso eficiente de los recursos. *-La administración de la presidenta Claudia Sheinbaum ha puesto en marcha iniciativas ambientales y climáticas (incluyendo la Estrategia Nacional de Cambio Climático) que contribuyen a reducir riesgos de largo plazo asociados a desastres naturales y pérdida de biodiversidad. Estas acciones generan un entorno más favorable para las intervenciones del COSOP en territorios rurales, al fortalecer la adaptación climática y la sostenibilidad de los medios de vida de la población objetivo.* *-La alta informalidad de la economía rural y la dependencia de intermediarios restringen la capacidad de los pequeños productores para obtener ingresos justos y estables. Los jornaleros agrícolas enfrentan condiciones laborales precarias y, en algunos casos, la intermediación vinculada a redes criminales incrementa su vulnerabilidad. Asimismo, los jóvenes rurales carecen de oportunidades y están expuestos a la migración riesgosa o al reclutamiento por economías ilícitas.*			organizaciones de productores, con mecanismos de denuncia frente a abusos y vínculos a compradores institucionales y plataformas digitales para reducir la dependencia de intermediarios y mejorar ingresos. -Se desarrollarán programas de empleo rural en cadenas cortas y seguras, con capacitación técnica y apoyo a emprendimientos locales, ampliando oportunidades para jóvenes y reduciendo su vulnerabilidad frente a la migración riesgosa o las economías ilícitas. - Se considerará junto al Gobierno de México la posibilidad de incorporar un componente de respuesta a emergencias y desastres (RED por sus siglas en inglés) en las nuevas operaciones del FIDA durante el periodo del COSOP.
Gestión financiera *El riesgo de que las actividades del COSOP no se realicen de conformidad con lo dispuesto en el Reglamento Financiero del FIDA y de que los fondos no se utilicen para los fines previstos, teniendo debidamente en cuenta los criterios de economía, eficiencia y eficacia.*	Moderado	Moderado	
Organización y dotación de personal *-México cuenta con una profesión contable bien formada, y las entidades gubernamentales en diversos organismos disponen de personal financiero calificado con experiencia comprobada en la implementación de proyectos financiados con recursos internacionales. Esta base de capacidades proporciona un fundamento sólido para la ejecución de proyectos, aunque persisten riesgos asociados a la rotación política y a la distribución desigual de personal entre instituciones.*	Moderado	Moderado	-Incorporar las Unidades de Ejecución de Proyectos (UEPs) dentro de las agencias gubernamentales existentes, estableciendo líneas funcionales de reporte dentro de la entidad ejecutora para aprovechar la experiencia institucional y mitigar el riesgo de vacíos en el apoyo de gestión financiera derivados de la rotación de personal. Siempre que sea posible, asignar personal gubernamental a puestos específicos del proyecto con el fin de capitalizar el conocimiento existente.
Elaboración de presupuestos -El principio de "no adicionalidad", mediante el cual no se asignan fondos incrementales a los proyectos financiados con préstamos, puede generar dificultades para que las agencias ejecutoras cubran los costos incrementales relacionados con la implementación del proyecto y para asegurar el cumplimiento de los compromisos de contrapartida. Esta dinámica podría comprometer la asignación de recursos suficientes para apoyar adecuadamente los costos incrementales asociados a los proyectos financiados por el FIDA.	Substancial	Substancial	-Incluir donaciones en los diseños de proyectos financiados por el FIDA, de manera que complementen los préstamos y ofrezcan incentivos adicionales para las agencias ejecutoras, aportando mayor flexibilidad financiera y asegurando la disponibilidad de recursos para cubrir costos adicionales y compromisos de contrapartida. -Asegurar la definición clara y temprana de compromisos de contrapartida durante el diseño, con planificación plurianual para su cumplimiento.
Flujo de fondos y desembolsos	Bajo	Bajo	-Definir claramente en el Manual de Implementación del Proyecto y en los

-La supervisión de NAFIN en materia de desembolsos, justificación de gastos y reportes financieros brinda una sólida garantía fiduciaria y refuerza el cumplimiento de los Acuerdos de Financiamiento del FIDA. Sin embargo, también puede generar ineficiencias y retrasos debido a la duplicación de esfuerzos con las agencias ejecutoras			acuerdos formales entre NAFIN y las agencias ejecutoras las funciones y responsabilidades respectivas, garantizando procesos ágiles para los desembolsos, la justificación de gastos y la presentación de informes financieros.
Controles internos del país -La alta percepción de corrupción y la débil supervisión del gasto descentralizado incrementan los riesgos fiduciarios. Aunque los Órganos Internos de Control (OICs) de México cuentan con un sólido mandato legal, la capacidad desigual entre instituciones y las restricciones de acceso por motivos de seguridad pueden limitar su efectividad para prevenir irregularidades. El acceso limitado a las zonas afectadas por problemas de seguridad restringe aún más la posibilidad de verificar inversiones a nivel comunitario y activos físicos.	Substancial	Substancial	-Incorporar los proyectos dentro de entidades gubernamentales existentes para aprovechar los sistemas de control interno ya establecidos y la supervisión de los OICs. -Coordinar con los OICs cómo aprovechar los mecanismos de control interno existentes para fortalecer la supervisión a nivel de proyecto. -Asegurar capacitación adecuada al personal del proyecto sobre prácticas prohibidas, impartida en la fase de inicio y repetida anualmente. -Cuando las condiciones de seguridad limiten la supervisión directa, complementar la supervisión con mecanismos de monitoreo de terceros y verificación remota.
Contabilidad y presentación de información financiera -México ha adoptado normas nacionales de contabilidad del sector público con referencia a las IPSAS y cuenta con una profesión contable sólida. La inclusión de NAFIN como agente financiero, con amplia experiencia en los requisitos de reporte financiero del FIDA, asegura la consistencia de la información presentada al FIDA. Sin embargo, los sistemas de NAFIN no están diseñados para generar los IFRs en el formato requerido —particularmente la ejecución por componente— lo que obliga a las agencias ejecutoras a mantener registros adicionales en sus propios sistemas para preparar los IFRs.	Moderado	Moderado	-Aprovechar el rol de NAFIN como agente financiero para estandarizar formatos de reporte y consolidar la información financiera de las agencias ejecutoras. -Asegurar capacitación al personal financiero de los proyectos sobre los requisitos específicos del FIDA, incluyendo la preparación de IFRs, conciliaciones y preparación para auditorías. -Cuando sea posible, alinear los requisitos de los IFR con los formatos disponibles en los sistemas de las agencias ejecutoras. -Promover la adopción progresiva de soluciones digitales de reporte que mejoren la oportunidad, exactitud e integración de los datos financieros.
Auditoría externa -La Auditoría Superior de la Federación (ASF) y el Instituto Mexicano de Contadores Públicos (IMCP) ofrecen una base sólida de independencia y plena adopción de normas internacionales. En línea con la estrategia de armonización entre instituciones financieras internacionales, la Secretaría de Hacienda y Crédito Público (SHCP) de México, a través de la Unidad de Crédito Público, emitió la Guía General para la Gestión Financiera de los Proyectos Financiados por Organismos Financieros Internacionales, acordada con el Banco Mundial y el BID. Esta Guía tiene como objetivo armonizar los procedimientos financieros y presupuestarios de los proyectos con financiamiento internacional en México, introduciendo formatos y procesos estandarizados para el registro, la ejecución y la presentación de información financiera y presupuestaria de las UCPs. El FIDA ya aplica esta Guía en sus operaciones en México, lo que asegura eficiencia, consistencia y transparencia en la ejecución y auditoría de los proyectos que financia.	Bajo	Bajo	-Continuar alineando las auditorías con la Guía General para la Gestión Financiera de los Proyectos Financiados por Organismos Financieros Internacionales, acordada con el Banco Mundial y el BID, y evaluar la posibilidad de que el FIDA sea formalmente incorporado como parte de los organismos que suscriben dicha Guía.

Cuestiones vinculadas con las adquisiciones y contrataciones *El riesgo de incompatibilidad de las operaciones de adquisiciones y contrataciones del proyecto o programa con el Marco del FIDA para la adquisición y contratación en el ámbito de los proyectos y el riesgo de que unos procesos de adquisición y contratación ineficaces o poco transparentes repercutan en la consecución de los objetivos previstos del proyecto o programa (efectos directos y productos).*	Moderado	Moderado	
Pilar I. Marco jurídico, reglamentario y de políticas *-En abril del 2025 se expidió una nueva Ley de adquisiciones, arrendamientos y servicios del sector público abrogándose la anterior LAASSP y se reformó sustancialmente la Ley sobre obras. Los reglamentos y políticas, bases y lineamientos de aplicación actuales siguen en vigencia en forma transitoria hasta que se actualicen los mismos y en tanto no contradigan el nuevo marco legal.* *-Existe riesgo en cuanto a la implementación de procesos mientras se consideran la emisión de estos instrumentos reglamentarios y conforme la vigencia transitoria referida en el párrafo anterior, por lo que se requerirá una supervisión cercana de los responsables de ejecución para garantizar que no se contravenga el régimen legal y se requerirá una nueva valoración de la PRM cuando se tengan los nuevos reglamentos.* *1. Reglamento debe de emitirse en 90 días hábiles después de la vigencia de la Ley por el ejecutivo.* *2. POBALINES estandarizados por la Secretaría anticorrupción y buen gobierno se emitirán en un plazo no mayor de ocho meses.* *3. Otras adecuaciones para incorporación de sujetos de la economía social como proveedores estarán a cargo de la Secretaría de Economía.* *-Se mantienen las fortalezas en cuanto a la estructura del sistema de adquisiciones y contrataciones públicas, y su vinculación con los sistemas de presupuesto, y fiscalización y anticorrupción, manteniendo condiciones para una ejecución de procesos con reglas claras en los roles y responsabilidades del servidor público. -Se mantienen los mecanismos de probidad y control de la función pública de adquisiciones, así como mecanismos que garanticen el debido proceso.*	Moderado	Moderado	-Estas condiciones requieren que los convenios de financiamiento y las condiciones de ejecución asuman el marco normativo de FIDA. En caso de asumir parcialmente la Legislación Nacional se considerarán adecuaciones básicas a las categorías y métodos de contratación para asegurar la compatibilidad conforme los hallazgos enunciados. -El uso del Marco regulatorio del FIDA orientará las adecuaciones y facilitará la identificación de los documentos estándares cuando el marco nacional carezca de ellos, para cerrar las brechas indicadas en el análisis. Se deberá de garantizar una sección de adquisiciones en el Manual operativo del Proyecto, principalmente se identificará procedimientos para contratación de personal de la UGP bajo el mecanismo de contratación de FIDA e identificará mecanismos de publicidad más allá de la plataforma institucional del ejecutor y el registro de actuaciones de asignación y administración de contratos en OPEN. (ver pilar Capacidad en adquisiciones y contrataciones públicas que contiene las precisiones sobre compatibilidad.)
Pilar II. Marco institucional y capacidad de gestión *-La Secretaría de anticorrupción y buen gobierno y Secretaría de Economía es la entidad con competencias para emitir normativas, de carácter técnico y de incorporación de criterios para promover los*	Moderado	Moderado	-Las nuevas operaciones deben de revisar el perfil de especialista de adquisiciones de los proyectos vigentes, con el fin de proponer mejoras en las nuevas intervenciones; garantizar en el MOP lineamientos para desarrollar un plan de capacitación y fortalecimiento de capacidades para los profesionales involucrados en el ciclo de

principios de competencia y transparencia en la gestión de adquisiciones. Las dependencias de compras y contrataciones de las entidades ejecutoras de recursos tienen delimitadas sus funciones conforme el marco legal. *-Se creará una plataforma digital bajo la responsabilidad de la SABG, que incorpore todas las adquisiciones que realice el sector público conforme los procedimientos de contratación en materia de adquisiciones, arrendamientos y servicios previstos en el artículo 35 de la presente Ley. Lo que excluye los métodos del marco regulatorio de financiadores externos.* *-El personal contratado como miembros de UGP se contratan como proveedores de servicios profesionales y se dificulta la continuidad de labores mediante renovaciones simple, y carecen de los derechos y obligaciones de la administración pública. Actualmente, solo se desarrollan capacitaciones sobre una oferta limitada de cursos en temas de adquisiciones y contrataciones, así como evaluaciones al desempeño generales a la administración pública, que no aplica a los miembros de la UGP que se contratan como servicios profesionales o consultorías.* *-En cuanto a la compatibilidad al marco de adquisiciones de FIDA se identifican temas a atender en los procesos:* *a) Los tipos de procedimientos que se utilizan como excepción a la Licitación Pública Nacional, es decir Invitación a cuanto menos tres personas que por ser un mecanismo comparativo se adecua a la Comparación Nacional de Precios; y la Adjudicación Directa, que no sería aplicable para adquisiciones con financiamiento o administradas por el FIDA, por cuanto su uso debe de ser siempre, previamente autorizado por el FIDA o bien establecer adecuaciones sobre principios de competencia.* *b) Deberá observarse las disposiciones reglamentarias y administrativas que se emitan al efecto, de los nuevos métodos de adjudicación directa con estrategia de negociación, dialogo competitivo a cargo de Hacienda y Acuerdo Marco y tienda digital, como mecanismo de negociación entre la Secretaría anticorrupción y Hacienda, o las entidades públicas.* *c) Los plazos para presentación de propuestas en la LPN deben de ajustarse a aquellos que FIDA tiene como plazos mínimos;* *d) Los métodos de contratación para servicios de consultoría deben de diferenciar adecuadamente cuando se convoca a personas naturales y cuando a personas jurídicas; y asumir el marco normativo de FIDA.* *e) Las restricciones de participación de proponentes internacionales a miembros de*			adquisiciones y contrataciones; Así como, una guía de buenas prácticas administrativas para los beneficiarios de apoyos que tienen a su cargo ejecutar recursos del proyecto. -Para efectos de los proyectos FIDA se ha incorporado la certificación de Build Proc ITC/ILO, es recomendable que los beneficiarios de esta capacitación se les asigne una obligación de transferencia de conocimientos, lo cual tendrá un fin de fortalecimiento de capacidades institucionales y se maximizaran los efectos de capacitación. -El Manual de Operaciones considerará: 1. Metodología de evaluación al desempeño para miembros de la UGP que se realizará dentro de un período determinado que contenga criterios objetivos para valorar el rendimiento y desempeño de los consultores y permita identificar brechas y estrategias de formación y desarrollo profesional. 2. La identificación de procesos y en su caso las medidas de adecuaciones pertinentes para garantizar la compatibilidad con el FIDA conforme la PAL correspondiente.

Tratados de Libre Comercio, no es compatible. *f) La Licitación Pública Internacional será abierta.* *-Los criterios de profesionalización podrían considerar una estrategia integrada que desarrolle los seis pilares recomendados por el OCDE. Actualmente, solo se desarrollan capacitaciones sobre una oferta limitada de cursos en temas de adquisiciones y contrataciones, así como evaluaciones al desempeño generales a la administración pública.*			
Pilar III. Operaciones de adquisiciones y contrataciones públicas y prácticas del mercado *-El sistema está desarrollando mecanismos que propenden a la eficiencia operativa de las adquisiciones y contrataciones de bienes, obras y servicios. Se encuentran acciones de promoción del sector privado, en particular apertura para la MIPYMES, tanto en procesos con financiamiento nacional o bajo tratados. En el portal de https://canvas-compranet.buengobierno.gob.mx/contratos_marco/index.html se incluye la organización por tipología de contratos Marcos gestionados por la Secretaría de Función Pública.* *-Las nuevas disposiciones sobre la SABG y la Secretaría de Economía para incorporación del sector social en las actividades de contratación, nuevos métodos de contratación, y los mecanismos de rendición de cuentas observan los principios y buenas prácticas administrativas en la gestión de adquisiciones.*	Bajo	Bajo	-En las actividades del proyecto se deben de utilizar el sistema OPEN para la planificación, gestión de adquisiciones registro y monitoreo de contratos, lo que permite un seguimiento a la información de FIRCO, además de los registros documentales del expediente y trazabilidad de la decisión de adjudicación.
Pilar IV. Rendición de cuentas, integridad y transparencia del sistema de adquisiciones y contrataciones públicas *-La estructura normativa del sistema nacional de fiscalización, y del sistema nacional anticorrupción establecen un marco claro de referencia para evaluar y auditar las adquisiciones y contrataciones del Estado.* *-Se identifica las autoridades, funciones y competencias de las entidades encargadas de emitir normas y directrices de aplicación, así como aquellas que administran el sistema transaccional y aquellos que implementan procesos. Esta delimitación aunada con las responsabilidades y derechos de los proveedores y contratistas, los mecanismos de consulta, queja y de recursos; y el reconocimiento de la participación ciudadana abonan a un sistema basado en los principios y buenas prácticas administrativas.* *-La participación ciudadana, los testigos sociales, y las partes interesadas pueden acceder a los diferentes medios de*	Bajo	Bajo	-El riesgo es bajo, pero es recomendable conocer los hallazgos de auditoría; Dar seguimiento a la mejora de la plataforma de compras donde se resguardará esta información para fines de trazabilidad de condiciones administrativas, cuando se utilice el marco nacional. -Se recomienda adecuar los documentos base y contratos para incorporar Políticas del FIDA en materia de: Prevención del Fraude y la Corrupción en sus Actividades y Operaciones; La Política del FIDA sobre Prevención y Respuesta frente al Acoso Sexual y la Explotación y los Abusos Sexuales, y se aplica a todas las operaciones financiadas por el FIDA. La Política de Lucha contra el Blanqueo de Dinero y la Financiación del Terrorismo; y los Procedimientos del FIDA para la evaluación social, ambiental y climática (PESAC), conforme se define en las Condiciones Generales para la financiación de desarrollo agrícola del 2022, vigentes.

consulta, participación y denuncia, considerando la confidencialidad de su intervención, lo que propende a motivar el ejercicio del derecho de los ciudadanos de opinar en la gestión pública. *-Los servidores públicos tienen un marco normativo de actuación, que identifica los conflictos de intereses y las prohibiciones para contratar con el Estado, siendo importante recalcar el marco de responsabilidades y posibles sanciones por infracciones administrativas.*			

Private sector engagement opportunities

Resumen Ejecutivo

El presente documento analiza las oportunidades de colaboración entre el Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (FIDA) y el sector privado en México, en un contexto de transformación del sistema agroalimentario, creciente demanda de sostenibilidad y reconfiguración del financiamiento rural tras la desaparición de la Financiera Nacional de Desarrollo (FND). La nota identifica los sectores, actores y mecanismos que pueden potenciar la inversión privada inclusiva, la sostenibilidad ambiental y la integración de pequeños productores en cadenas de valor dinámicas, en coherencia con el nuevo marco estratégico del COSOP 2026-2031 y las prioridades del Gobierno de México.

El diagnóstico destaca que, pese a la relevancia del sector agroindustrial, persisten brechas estructurales relacionadas con la degradación ambiental, la baja productividad y el acceso limitado al financiamiento y la tecnología. Estas limitaciones se acentúan en la región Sur-Sureste, donde coinciden la mayor vulnerabilidad social y el mayor potencial para un desarrollo rural sostenible basado en el valor agregado y la conservación de los recursos naturales.

El documento identifica diversas áreas de oportunidad para fortalecer la acción del FIDA en el país. En primer lugar, se subraya la importancia de promover alianzas con empresas privadas y cooperativas ancla, que permitan integrar a pequeños productores en cadenas de valor sostenibles, especialmente en los sectores de café, cacao, miel y madera. En segundo lugar, se destaca el potencial de colaboración con intermediarios financieros rurales, fintechs y fondos de impacto, como vehículos para ampliar el acceso a crédito verde y productos financieros adaptados a las realidades del campo mexicano. Finalmente, se plantea la necesidad de consolidar espacios de articulación territorial e innovación tecnológica, mediante mesas de trabajo intersectoriales y herramientas digitales que fortalezcan la productividad y resiliencia de los sistemas rurales.

A partir de estas oportunidades, la nota propone una hoja de ruta progresiva. En el corto plazo, se recomienda fortalecer la coordinación entre actores públicos y privados y generar mecanismos de colaboración en torno a cadenas prioritarias. En el mediano plazo, avanzar hacia operaciones con financiamiento combinado, asistencia técnica y soluciones digitales para ampliar el alcance de la inclusión financiera y productiva. A largo plazo, movilizar inversión privada y climática mediante instrumentos financieros verdes, fondos de garantía y mecanismos de pago por servicios ambientales.

El documento concluye que el FIDA se encuentra en una posición estratégica para actuar como un facilitador de ecosistemas rurales sostenibles, conectando empresas, productores, instituciones financieras y autoridades públicas en torno a una visión común de desarrollo inclusivo, resiliente y ambientalmente responsable en México.

Contexto

El sector agroindustrial en México es clave para la economía, aportando el 3.6% solo el sector primario (agricultura, ganadería y pesca) y considerando la transformación de productos como alimentos, bebidas o procesados, ese aporte **se duplica ampliamente,** superando el **9 % del PIB.**

En 2023, el valor de las exportaciones agroalimentarias de México superó los 51 mil millones de dólares, lo que representó un récord histórico. Superó a sectores como el petróleo y la industria automotriz en algunos trimestres, consolidándose como uno de los pilares del comercio exterior.

El sector agropecuario emplea a más de 6 millones de personas, representando entre el 12 % y el 13 % de la población ocupada. La mayor parte de esta fuerza laboral se concentra en zonas rurales y semiurbanas. Existen más de 4 millones de unidades de producción agropecuaria, de las cuales el 90 % son de pequeña escala.

No obstante, lo anterior, el 72% de la tierra en México está degradada, dado la implementación de prácticas de producción agrícola no sostenibles, uso intensivo del suelo, monocultivo, uso de agroquímicos, lo cual afecta a productores y el mercado.

El sector agroindustrial puede ser gran motor para la conservación y creación de empleos. México cuenta con **aproximadamente 88 millones de hectáreas** destinadas al uso agropecuario.

En contraste, el sector forestal tiene un peso económico modesto, aporta menos del 1% del PIB nacional y cubre apenas el 25% de la demanda interna de productos forestales, reflejando una limitada capacidad económica, aunque tiene un mayor potencial a través de su industria secundaria, especialmente en papel y cartón.

La significativa extensión de bosques comunales representa tanto una oportunidad de conservación como un desafío para fortalecer cadenas productivas asociadas a prácticas forestales sostenibles. México tiene **55.8 millones de hectáreas de bosques y selvas,** de las cuales el **80 % está bajo régimen comunal,** principalmente en manos de ejidatarios y comunidades indígenas.

Las MIPYMES se diferencian de la agroindustria por su escala y participación en procesos de transformación. Esta diferenciación también determina los clientes a los cuales se dirigen, las MiPYMES tienen como clientes principales los intermediarios, mayoristas y agroindustrias, mientras que la agroindustria se dirige a minoristas, distribuidores y exportadores.

En este contexto, los principales desafíos de las MiPYMES agroindustriales en México son:

1. **Infraestructura productiva y tecnológica limitada**

- **Equipamiento insuficiente o anticuado** para transformación, conservación y empaque.

- **Dificultades para cumplir con estándares de inocuidad**, trazabilidad y etiquetado requeridos para acceder a cadenas formales o exportación.
- Baja adopción de **tecnología digital y automatización**, que afecta eficiencia y calidad.

2. Restricciones financieras

- **Falta de acceso a financiamiento** a tasas razonables, especialmente para capital de trabajo, infraestructura o certificaciones.
- Escasa penetración de esquemas como **garantías, fondos de riesgo o capital semilla**.
- Dificultad para demostrar historial crediticio o presentar garantías suficientes ante bancos o Fintech.
- Pocos instrumentos adaptados a los **ciclos productivos agroindustriales** (créditos, puente, financiamiento de postcosecha, etc.).

3. Escasas capacidades de gestión empresarial

- Planificación financiera y control de costos
- Gestión de inventarios y logística
- Estrategias de marketing, diferenciación y posicionamiento
- Falta de personal capacitado en normas regulatorias, control de calidad o exportación.
- Escasa integración de prácticas de gobernanza, escalabilidad y visión estratégica.

4. Acceso limitado a mercados

- Alta dependencia de **intermediarios o compradores únicos**, lo que reduce márgenes.
- Dificultad para acceder a **grandes cadenas comerciales, supermercados o plataformas digitales** por falta de volumen, consistencia o estándares.
- Baja participación en canales de **comercio electrónico** o estrategias de venta directa.
- **Costos logísticos altos**, especialmente para empresas en zonas rurales o sin acceso a centros de distribución.

5. Regulación y tramitología compleja

- Costos y tiempos elevados para cumplir con:
  Normas sanitarias
  Trámites de exportación
  Certificaciones voluntarias u obligatorias (orgánico, kosher, inocuidad, HACCP[54], etc.)

[54] Análisis de Peligros y Puntos Críticos de Control

- Falta de asesoría técnica o jurídica accesible para acompañar estos procesos.

6. Fragmentación y desarticulación

- Escasa articulación territorial entre productores primarios, transformadores y comercializadores.
- Falta de clústeres, redes o cadenas agroindustriales regionales organizadas.
- Duplicación de esfuerzos entre instituciones públicas o privadas sin visión sistémica.

7. Sostenibilidad y circularidad incipientes

- Bajo aprovechamiento de subproductos o residuos agroindustriales.
- Pocas iniciativas de transición verde (eficiencia energética, reducción de desperdicios, empaques sostenibles).
- Escasa preparación para cumplir con nuevas regulaciones ambientales y de sostenibilidad que exigen mercados internacionales (como la EUDR[55] en Europa para café, cacao y palma).

En contraposición a estos desafíos, las oportunidades para que las MIPYMES agroindustriales y forestales puedan avanzar en un desarrollo de sus negocios de manera inclusiva y sostenible, parten del desarrollo de estrategias basadas en la capacidad y peso que tiene el sector agroindustrial para impulsar el mercado y en la creación de estructuras de mercado más horizontales y transparente. Partiendo de este enfoque de mercado y una demanda cierta, se podrían:

1. Movilizar instrumentos financieros diversificados y con las garantías del mercado
2. Impulsar mejoras en el proceso productivo, basadas en el mercado.
3. Impulsar procesos de transición verde motivados por la demanda.
4. Llevar a cabo fortalecimiento de capacidades y canalización de inversiones de acuerdo con los requerimientos de desarrollo del negocio.

En cuanto a las Instituciones Financieras que financian estas organizaciones productivas agrícolas. En las encuestas realizadas por SVX[56] para analizar la intermediación financiera en México, se identificó que los fondeadores enfrentan varios desafíos para colaborar con intermediarios financieros (IF).

- Lo primero es la **alineación con la tesis de inversión.** Hay dificultad para encontrar IF que se ajusten a sus criterios de tamaño, alineación con la intencionalidad buscada (ejemplo: acceso a créditos dignos, justos o con impacto social/ambiental), buena salud financiera, e interés en el sector en

[55] Reglamento sobre productos libres de deforestación de la UE
[56] https://www.svx.mx/

el que invierten (algunos IF solo financian actividades de consumo y no productivas).

- Se menciona también la **dependencia a fondeadores gubernamentales**, lo cual ha hecho que los IF estén acostumbrados a fondeo muy barato o tasas concesionales dadas por el gobierno mexicano.
- **Colaterales insuficientes**. Muchos beneficiarios carecen de activos para ofrecer como garantías, lo que complica el otorgamiento de créditos.

El gran impacto que tiene la actividad agroforestal en México en la restauración de ecosistemas nos conduce a reconocer el contexto actual del financiamiento para la conservación en México.

De acuerdo con The Climate Policy Initiative, en la década pasada prácticamente se duplicó el financiamiento climático en el mundo. Los compromisos del sector privado por alcanzar las cero emisiones para 2050 incrementaron de manera considerable la demanda de crédito, así como los instrumentos financieros para hacerle frente a esta demanda. Lo cual contrasta con el sector de la conservación de la biodiversidad, donde, de acuerdo con el Fondo Mexicano para la Conservación de la Naturaleza (FMCN), la movilización de recursos no ha tenido el avance deseado. Uno de los obstáculos que se enfrenta al momento de buscar financiamiento para la conservación de la biodiversidad es cómo transformar los recursos financieros en recursos naturales.

En México la necesidad de recursos financieros y mecanismos de financiamiento para la conservación de la biodiversidad es muy grande. En 2018, La Iniciativa de Finanzas para la Biodiversidad (BIOFIN), calculó que se requieren 8,685 millones de pesos adicionales anualmente para cerrar la brecha financiera en este sector, lo que representa un 46.7% más del gasto actual. Lo que hace necesario impulsar los mecanismos financieros que permitan cerrar la brecha de financiamiento, tanto por parte del sector público como del sector privado, especialmente el sector financiero.

Condiciones específicas para el Sur Sureste de México

En el caso concreto del Sur Sureste de México, para las cadenas de valor forestal, café, cacao y miel, las condiciones de intermediación acentúan más la distorsión del mercado para las pequeñas organizaciones de productores y la posibilidad de participar de manera más directa, así como de llevar a cabo mejoras y avances en el desarrollo de su negocio. El mercado es invisible para este tipo de organizaciones. Aquí radica gran parte del problema, pues ante la incapacidad de entender el mercado al cual se dirigen sus productos, las organizaciones productivas se perpetúan en modelos de producción primarios, sin agregación de valor, con ventas oportunistas y no estructuradas en una estrategia de crecimiento y un financiamiento basado en el capital de trabajo, que resuelve sus necesidades más inmediatas, pero no les permite crecer.

El potencial de mercado para los ejidos forestales y apicultores con buenas prácticas es amplio y diferenciado. La madera de legal procedencia y certificada, especialmente maderas preciosas como caoba, cedro, granadillo y ciricote,

mantiene una fuerte demanda en el sector de ebanistería fina, diseño de muebles de exportación y fabricación de instrumentos musicales, con creciente interés de compradores que requieren trazabilidad y cumplimiento de regulaciones como la EUDR. En paralelo, la miel certificada —orgánica, de comercio justo o con trazabilidad climática— encuentra mercados de alto valor en cadenas gourmet, hoteles boutique y exportadores europeos que buscan productos diferenciados y vinculados con la conservación de la biodiversidad.

En cuanto al café de Chiapas y Oaxaca, sus oportunidades se diferencian por las características del modelo de producción de cada paisaje. Uno de los principales elementos diferenciadores del café en el paisaje de Chiapas es la hegemonía del paisaje en la producción del café, la cual robustece el posicionamiento y diferenciación del café con su denominación de origen. Lo anterior, a su vez, permite un mayor acercamiento a nuevos mercados nacionales e internacionales.

Los mayores esfuerzos por la certificación orgánica a su vez contribuyen al posicionamiento en mención, alcanzar unos mejores precios y mercados. La certificación orgánica es también un elemento clave para disminuir los costes de producción generados por los fertilizantes

La trazabilidad se convierte también en un componente clave en el paisaje de Chiapas, para disminuir los costos de producción, mediante un desempeño más eficiente.

Las condiciones de posicionamiento de origen del café de Chiapas, la hegemonía de su paisaje que lo lleva a ser un ecosistema apto para innovar e interactuar con diversos actores, introducción de tecnologías, su mayor contribución a la producción global de café de México y mayor transición a certificación orgánica, se convierten en elementos claves para desarrollar una estrategia principalmente orientada al mercado internacional.

En el caso de Oaxaca, su menor productividad, pero gran calidad, conduce el modelo de producción a tener mayores oportunidades en el mercado nacional.

Vincular el café de Oaxaca con el reconocimiento que tiene el territorio por su oferta gastronómica, permite una mayor conexión del caficultor a dinamizadores de la demanda (Los dinamizadores de la demanda son aquellas organizaciones públicas, privadas, con o sin ánimo de lucro, del sector social o empresarial que tiene la capacidad de atraer y vincular la demanda de productos y servicios sostenibles y que, por lo tanto, pueden agregar la oferta). Los dinamizadores de la demanda, a su vez, se encuentran en centros gravitacionales.

La ciudad de Oaxaca se considera un centro gravitacional de la demanda, ya que es una locación que cuenta con una mayor infraestructura y una localización adecuada en el territorio, alrededor del cual lugares aledaños gravitan comercialmente y, por lo tanto, hace sentido impulsar una estrategia de desarrollo de cadenas de aprovisionamiento sostenible con centros de consumo de la Ciudad de Oaxaca y otros puntos aledaños como la costa Oaxaqueña o incluso la Ciudad de México.

Sin embargo, para hacer viable la conexión de productos como el café, cacao, miel entre otros con los centros de consumo, es necesario impulsar el desarrollo de

estrategias de agregación que permitan procesos de transformación, acopio, empaque y distribución para varias organizaciones de productores.

Si bien se mencionan la miel y el café por estar dentro de las cadenas de valor prioritarias del gobierno mexicano, es importante tener en cuenta, que el marco de una estrategia para impulso del sector agrícola alineada con la conservación, los modelos de producción regenerativos y, por lo tanto, diversificados implicarán estrategias de desarrollo de mercados y financiamiento también diversificadas que sean habilitadores de estos modelos de producción.

Diagnóstico

En el marco de la nueva Estrategia Operativa del FIDA 2026-2031 se hace un especial hincapié en la colaboración del FIDA con el sector privado para los siguientes años. Con la nota técnica a continuación, se analizan las 4 áreas de acción prioritarias de la mencionada COSOP a saber:

a. Apoyar al ecosistema para el desarrollo del sector privado local, con énfasis en MIPYMES rurales, mujeres y jóvenes emprendedores;

b. Promover puntos de encuentro con actores privados, que mejoren el acceso a mercados, empleo, tecnología, financiamiento y servicios;

c. Utilizar instrumentos financieros que incentiven el desarrollo del sector privado, incluidos mecanismos de financiamiento combinado;

d. Movilizar inversión privada alineada al mandato del FIDA, a través del uso estratégico de datos, plataformas temáticas e instrumentos catalíticos.

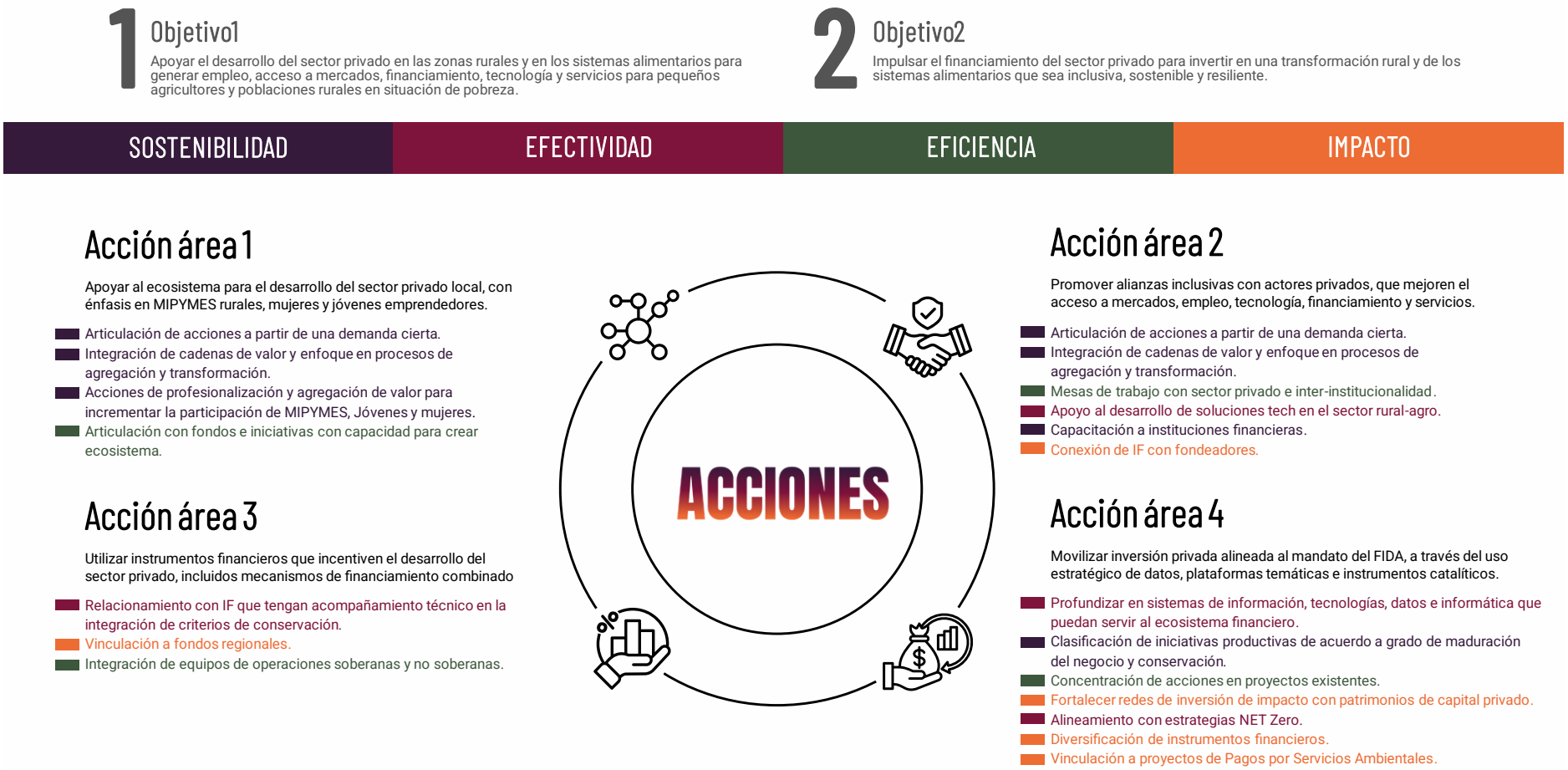
Las recomendaciones aquí planteadas, parten de entrevistas específicas con organizaciones claves para esta estrategia como organizaciones financieras, financiadores, empresas del sector agroalimentario, asociaciones representantes y entidades que actúan como articuladores del ecosistema de innovación y desarrollo del sector agrícola en México.

Las consideraciones expuestas indican la importancia de considerar en la COSOP 2026- 2031 una visión integral de la cadena de valor agroalimentaria para fortalecer a las organizaciones productivas más vulnerables y su relación con los riesgos climáticos y de biodiversidad que afectan a todas las partes.

Esto nos lleva a una visión más sistémica en la cual el objetivo es poner fin al hambre y la pobreza invirtiendo en la población de las zonas rurales y para lograrlo se reconoce las dinámicas de mercado, financiamiento, tecnologías y política pública que permiten incidir en el logro del objetivo y, por lo tanto, a través de estas palancas, generar ecosistemas que faciliten canalizar los instrumentos de financiamiento de FIDA. El propósito es que las acciones del COSOP 2026- 2031 logren ir más allá de la formulación de proyectos específicos para plantear un modelo de intervención en México que permita este fortalecimiento escalonado del sector rural mediante el acercamiento de alianzas, acciones, financiamiento en cada una de estas etapas de desarrollo, desde las propias experiencias de FIDA con el sector privado y nuevas por desarrollar.

Para esto, se plantean estrategias de corto, mediano y largo plazo que se integran todas en el gráfico a continuación y se explican a lo largo de esta nota Técnica.

Ilustración1: Recomendaciones propuestas en relación con las líneas de acción de la COSOP 2026- 2031 y su contribución a la sostenibilidad, efectividad, eficiencia e impacto



Recomendaciones propuestas en relación con las líneas de acción de la COSOP 2026- 2031 y su contribución a la sostenibilidad, efectividad, eficiencia e impacto

En las estrategias de corto plazo se consideran acciones que contribuyan al fortalecimiento del ecosistema del desarrollo rural en México, y la vinculación de diferentes aliados y su alineamiento para contribuir a este propósito.

Para efectos del presente documento, entendemos que para la "construcción de ecosistema", el rol de FIDA será conectar, articular y fortalecer los elementos clave que permiten que el Sur Sureste, y las cadenas de valor priorizadas, prosperen de manera sostenible, inclusiva y competitiva.

Este enfoque va más allá del apoyo individual a productores o empresas: implica diseñar y dinamizar un entorno habilitante que potencie el desarrollo sistémico del sector. Bajo este entendimiento, de una estratégica más sistémica, en el corto plazo el rol de FIDA en México se plantea principalmente como "constructor de ecosistema" para el fortalecimiento de un pipeline de organizaciones productivas sobre el cual puedan trabajar en el mediano y largo plazo para la atracción de financiamiento que complemente los recursos limitados de FIDA, para continuar fortaleciendo el ecosistema y a instituciones financieras de primer piso.

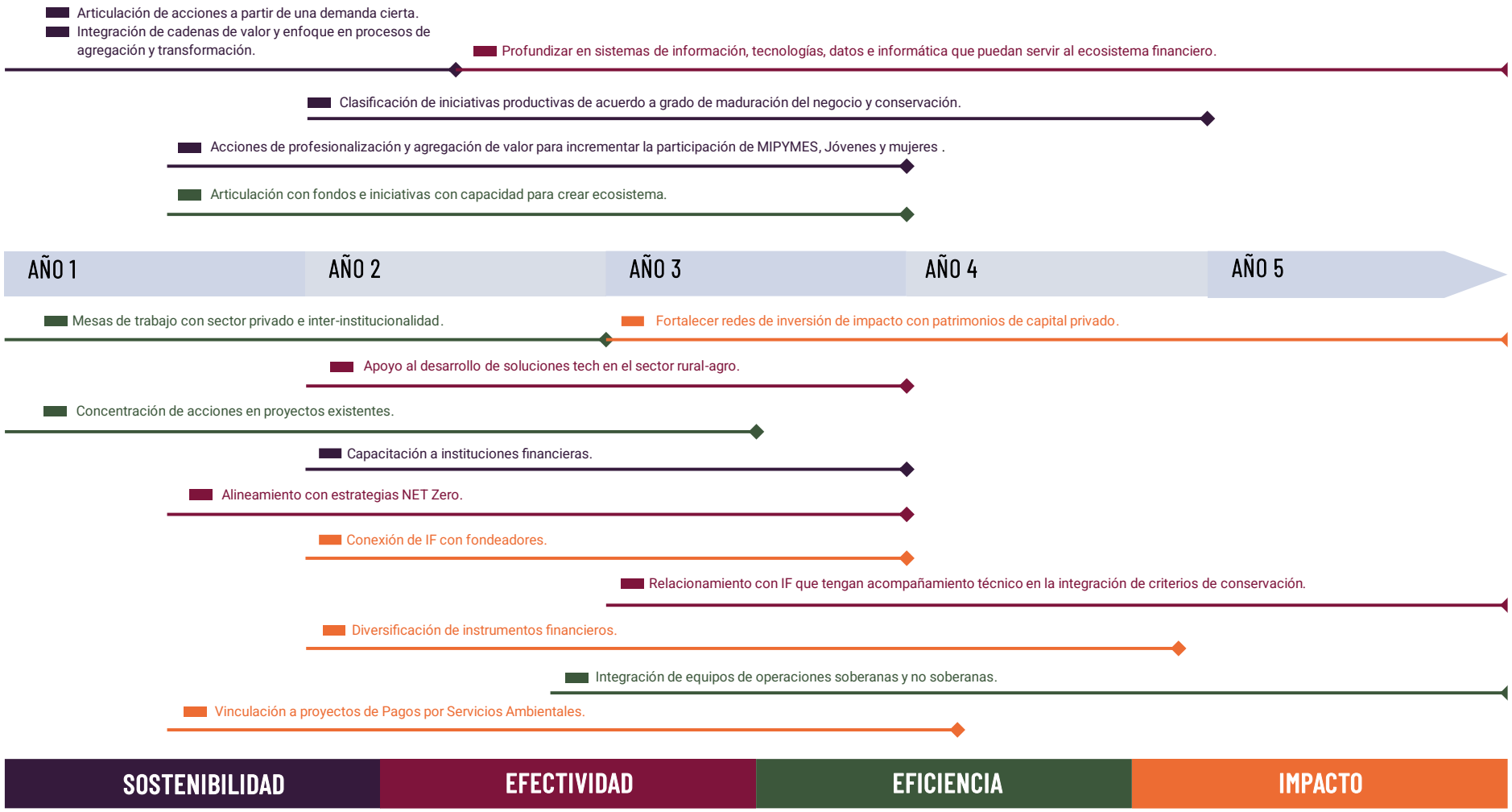
Adicionalmente, se plantean acciones de concentración de esfuerzos para entrar en proyectos y acciones existentes sobre las cuales se puedan apalancar más esfuerzos. Dentro de estos proyectos existentes se consideran los proyectos forestales impulsados por GGGI, ALINVEST, la implementación de la estrategia con enfoque de paisaje para la miel en la Península de Yucatán y las de café para Chiapas y Oaxaca.

En el mediano plazo, se proponen acciones que permitan el diseño de operaciones soberanas que conduzcan a operaciones no soberanas, para construir capas de fortalecimiento e integración de acciones con el sector privado en las operaciones soberanas.

Adicionalmente, una mayor diversificación en el financiamiento para abordar no solo IF (Instituciones Financieras), también Fondos de inversión de Impacto y articularse con otros Mecanismos de Financiamiento Mixto.

Todo lo anterior debe permitir que, en el largo plazo, FIDA pueda robustecer el portafolio de iniciativas productivas que apoya, apoyándolas en el marco de ecosistemas de fortalecimiento con estrategias de corto, mediano y largo plazo, para en un futuro poder llegar a esquemas de participación con capital privado.

Ilustración 2: Recomendaciones propuestas en la línea de tiempo de la COSOP 2026- 2031



Recomendaciones por áreas de actuación

A continuación, se exponen las recomendaciones por área de actuación, segmentando estas según sean con actores de mercado o Instituciones Financieras (IF) y relacionando las recomendaciones en términos de acciones que permiten incrementar la sostenibilidad, efectividad, eficiencia e impacto de cada área de actuación.

a. Apoyar al ecosistema para el desarrollo del sector privado local, con énfasis en MIPYMES rurales, mujeres y jóvenes emprendedores

El apoyo al ecosistema para el desarrollo del sector privado parece ser una de las principales líneas de acción de corto plazo que podría impulsar FIDA en México, dada su limitada capacidad de financiamiento y los tiempos que requiere llevar a cabo créditos soberanos y no soberanos.

- **Acciones con el mercado**

Articulación de acciones a partir de una demanda cierta. El impulso del ecosistema para el desarrollo del sector privado requiere de estrategias de desarrollo de mercados, sobre las cuales se articulen los instrumentos de financiamiento, asistencia técnica y no al revés. Esto, a su vez, requiere contar desde el inicio del diseño de los proyectos con las empresas ancla que permitan contratos de comercialización directa, a precios justos y con el claro entendimiento del mercado que impulsará el proceso.

El desarrollo de acciones de creación de ecosistema desde las empresas ancla, con sus propias cadenas de aprovisionamiento, donde se puedan integrar contratos directos, tecnologías e instrumentos financieros, también permitiría avanzar de una manera más eficiente y desde un mercado cierto que permita impulsar todo el proceso.

Bajo este enfoque de acción de FIDA a través de empresas ancla[57] se sugiere la articulación con algunas empresas por cadena de valor:

[57] Una empresa ancla es una organización —generalmente mediana o grande— que juega un rol estratégico dentro de una cadena de valor, ya que concentra la demanda, articula la oferta de múltiples actores más pequeños, y a menudo impulsa el crecimiento, la innovación o la sostenibilidad de todo el ecosistema productivo que la rodea.

Principales empresas compradoras de maderas preciosas (Península de Yucatán)

Empresa / Sector	Comentarios / Enfoque
Grupo Karisma	Grupo Hotelero con su propia área de construcción, compran palizada, muebles y maderas duras para marinas
Constructora Xdifica de Grupo Xcaret	Empresa constructora del Grupo Xcaret (parques temáticos y hotels) compran palizada, muebles y maderas duras para marinas y palapas
Grupo ITM Desarrolladores	Principal grupo constructor de la Riviera Maya, compra todo tipo de madera
Precious Woods	Exportadora e importadora de maderas preciosas de México y Centro América para EE.UU. y Europa
Maderas y Chapas La Huerta (Jalisco)	Compradores de caoba, cedro y granadillo para ebanistería.
Maderas y Chapas Mendoza (CDMX)	Comercialización de maderas preciosas nacionales e importadas.
Maderas Finas de Veracruz	Distribuidores de caoba, cedro y granadillo para carpintería fina.
Talleres de ebanistería de lujo (CDMX, GDL, MTY)	Alta demanda de caoba y cedro certificados para muebles de exportación.
Fabricantes de instrumentos musicales (Paracho, Michoacán)	Uso de granadillo y ciricote en guitarras y violines.
Exportadores a EE. UU. y Europa	Compradores especializados en Cedrela odorata y otras maderas finas.

Empresas y organizaciones clave para miel (Península de Yucatán y Oaxaca)

Empresa / Organización	Comentarios / Enfoque
Grupo Heribert Bayer	Exportación de miel orgánica y convencional.
Miel Carlota	Miel premium para exportación y mercado nacional.
Apimiel de México	Comercialización nacional e internacional.
Breitsamer (Alemania)	Importador europeo especializado en miel certificada.
Famille Michaud (Francia)	Uno de los mayores importadores de miel en Europa.
EDUCE (Yucatán)	Miel orgánica y de comercio justo, fuerte presencia internacional.
Koolel-Kab (Quintana Roo)	Cooperativa de mujeres apicultoras.
Impulcampo	Red de apicultores Felipe Carrillo Puerto.
Unión de Sociedades Apícolas de Campeche	Red estatal de cooperativas apícolas.
Apinatura (Campeche)	Organización con enfoque en miel certificada y comercio justo.

Organizaciones y empresas clave para el café

Empresa / Organización	Comentarios / Enfoque
Asociación de hoteles y restaurantes de Oaxaca	A través de ellos se podría impulsar una estrategia de penetración de café, mil, cacao entre otros productos en el canal HORECA (Hoteles, restaurantes y cafeterías)
Lavazza	Además de ser compradores de café están interesados en involucrarse en Mecanismos de Financiamiento Mixto que permitan fortalecer su cadena de aprovisionamiento.
Grupo Restaurantero Gigante	Amplia red de restaurantes y cafeterías que permitiría escalar la estrategia en el canal HORECA.
Sumitomo Coorporation de Mexico	Invierten y comercializan en Asia productos mexicanos. Interesados en impulsar cadenas de aprovisionamiento sostenibles para mercados de mayor valor.
Nestle	Además de ser compradores de café están interesados en involucrarse en Mecanismos de para fortalecer su cadena de aprovisionamiento y alinearlos a sus estrategias Net Zero y positivas con la naturaleza.
Supracafé	Empresa mexicana, interesada en incursionar en modelos de fortalecimiento de cadenas de aprovisionamiento para café.

Integración de cadenas de valor y enfoque en procesos de agregación y transformación. Para el desarrollo del sector privado, es fundamental fortalecer la integración de las cadenas de valor, mediante contratos directos para eliminar la intermediación que no genera valor, y canalizar financiamiento que haga hincapié en procesos de agregación de valor, transformación, que acerca las organizaciones de productores a los mercados y a su vez genere mayores incentivos a la conservación. Las mesas de trabajo con el sector privado propuestas en el área de actuación pueden contribuir a este propósito.

La articulación de alianzas para procesos de transformación y estructuras de agregación es fundamental para incrementar la participación del sector agrícola

de México en el PIB nacional. De esta manera, avanzar en una mayor participación de los pequeños productores en el mercado.

Adicionalmente, estas acciones contribuyen como estrategias de resiliencia climática, mientras se logra el financiamiento de SBN (Soluciones Basadas en la Naturaleza) que permitan reducir la vulnerabilidad, adaptabilidad a los riesgos climáticos, mitigar y promover una mayor integración de la biodiversidad en los sistemas productivos.

Acciones de profesionalización y agregación de valor para incrementar la participación de MIPYMES, Jóvenes y mujeres. La promoción del desarrollo del sector privado, con especial énfasis en MIPYMES, mujeres y jóvenes, requiere de estructuras de acompañamiento continuo, hasta su profesionalización, para atenderlas en cada una de sus etapas de crecimiento. La vinculación de FIDA en proyectos que tengan esta visión, le permitiría construir un modelo de acompañamiento, financiamiento escalonado y de largo plazo.

Las estrategias para la puesta en marcha de acciones para el fortalecimiento de estructuras de agregación (acopio, empaque, distribución) y transformación abriría las oportunidades de desarrollo profesional a jóvenes y mujeres, que actualmente tienen un limitado espectro de participación.

Articulación con fondos e iniciativas con capacidad para crear ecosistema. La aproximación a fondos como Cocapital que han iniciado con movilización de fondos filantrópicos para crear ecosistemas, es clave, para incrementar la efectividad del rol de FIDA como constructor de ecosistema.

Mesas de trabajo con sector privado e inter-institucionalidad. FIDA podría contribuir a una mayor inter-institucionalidad de entidades gubernamentales, llevando las necesidades identificadas mediante mesas técnicas con el sector privado a mesas de apoyo interinstitucional donde se puedan alinear los esfuerzos de las diferentes organizaciones gubernamentales.

Si bien, las instituciones financieras, empresas y entidades gubernamentales, tienen interés en implementar prácticas sustentables y financiar la transición hacia el financiamiento verde, esto viene acompañado de un costo adicional al requerir paquetes tecnológicos completos que incluya proveedores, compradores y asistencia técnica, por lo que difícilmente se realiza. Por esta razón, la asistencia técnica a organizaciones de productores es fundamental y se puede articular en la construcción de esta red con IF, empresas, ONG y entidades gubernamentales, así como la creación de métricas y procesos para alinear las acciones de financiamiento a los impactos sociales y ambientales, en el impulso de modelos de producción vinculados a la conservación.

En conclusión, en esta línea acción, las recomendaciones se centran en las acciones que FIDA puede impulsar a partir de los requerimientos, mecanismos de apoyo de las empresas anclas, a sus cadenas de aprovisionamiento, o nuevas que quieran impulsar, a través de las cuales se puede construir el ecosistema de articulación de aliados financieros, apoyo técnico, tecnología y otros actores de mercado.

b. Promover puntos de encuentro con actores privados, que mejoren el acceso a mercados, empleo, tecnología, financiamiento y servicios.

Esta línea de acción considera las recomendaciones dada en la línea de acción anterior y se profundiza en la creación de espacios, eventos, plataformas de vinculación donde puedan darse a conocer opciones de fondeo, específicamente para el sector de intermediación financiera en el sector agro, rural.

Si bien ya existen redes que promueven estos relacionamientos como El Foro Latinoamericano de Inversión de Impacto (FLII), Latimpacto, y la Cumbre de Capital Privado de la Asociación Mexicana de Capital Privado AC; son generales, o sin un enfoque particular en los intermediarios financieros y en el sector rural, agro.

Aunque existe la Asociación de Sociedades Financieras de Objeto Múltiple en México (ASOFOM), que organiza encuentros con IF; se enfoca mayormente en financieras que pertenecen al gremio y más grande, dejando fuera a las más pequeñas y rurales que son el objetivo principal de FIDA.

La misma situación se repite en los eventos de conexión con mercados, para lo cual se plantean actuaciones de fortalecimiento de pequeños productores que partan del mercado, con una demanda cierta. Y en los cuales se conectan con actores de mercados, organizaciones que fortalezcan sus capacidades y tecnologías adaptadas a la realidad de los pequeños productores rurales en México.

- **Acciones con el mercado**

Tal como se menciona en las recomendaciones: ***Articulación de acciones a partir de una demanda cierta e*** **Integración** ***de cadenas de valor y enfoque en procesos de agregación y transformación.*** La promoción de alianzas con y entre el sector privado deben considerar una visión más sistémica, lo cual implica la integración de soluciones financieras, tecnológicas, de mercado y asistencia técnica para que realmente se produzca un cambio sostenido en el tiempo, que a su vez permita catalizar más alianzas y financiamiento.

El desarrollo de redes y estrategias de creación de ecosistema basado en el mercado permitiría articular los diferentes aliados en torno a una demanda cierta. La responsabilidad que el sector agroalimentario tiene en la degradación de ecosistemas, pérdida de biodiversidad y generación de gases de efecto invernadero, afecta la sostenibilidad y buen desempeño del sector y conduce a sugerir que las acciones de articulación del sector privado deben ser en torno a las empresas anclas y los impactos ambientales de sus cadenas de aprovisionamiento. Este enfoque también permitiría apalancarse en la creciente destinación de recursos de grandes corporativos a la agricultura regenerativa.

Mesas de trabajo con el sector privado. Creación de mesas de trabajo, apoyadas por FIDA, con el sector privado por tipos de cadenas de aprovisionamiento (priorizando cadenas claves como café, cacao, miel y forestal)

para identificar necesidades de fortalecimiento en la cadena de aprovisionamiento y diseñar proyectos susceptibles de recibir financiamiento.

El desarrollo de las mesas de trabajo e intersectoriales con enfoque de cadena de valor y paisaje, permitiría alinear en un mismo espacio a los diferentes actores y con la visión ecosistémica anteriormente mencionada. Por ejemplo, la estrategia de miel con enfoque de paisaje para la Península de Yucatán desarrollada por Minkadev, en el marco del proyecto Emprendimientos en Paisajes Sostenibles , o la estrategia con enfoque de paisaje para el Café en Oaxaca o Chiapas, son iniciativas sobre las cuales se puede continuar en el marco de mesas de trabajo, diseño de proyectos y articulación de financiamiento.

Apoyo al desarrollo de soluciones tech en el sector rural-agro. Avanzar en el apoyo a iniciativas como el programa financiado por el FIDA: Innovatech, para que pueda entrar en el mercado mexicano, permitiría acercar un portafolio de soluciones digitales a las necesidades de organizaciones productivas, en condiciones de vulnerabilidad en México, para mejorar su desempeño. Para esto es necesario conectar a Innovatech con fondos que permitan la apertura y escalamiento de sus operaciones en México.

- **Acciones con Instituciones financieras**

Capacitación a instituciones financieras. Crear espacios de capacitación para IF en las siguientes áreas y/o considerar estas asistencias técnicas en las operaciones que sean viables:

- Educación financiera a productores (adicional a los créditos otorgados).
- Recomendaciones estratégicas para mejorar la salud de su cartera y potencialmente disminuir costos.
- Capacitación para lanzar productos financieros sustentables o ASG, dirigidos al agro, cambio climático, equidad de género, entre otros.

Conexión de IF con fondeadores. Apoyar el desarrollo de acciones para la conexión de IF con Fondeadores, mediante eventos, espacios y/o plataformas de articulación.

Promover el acceso a tecnología financiera o sistemas automatizados de gestión para IF rurales y agro incrementaría la eficiencia y la capacidad de los intermediarios financieros para mejorar la experiencia del cliente y atraer nuevos inversionistas, así como el crecimiento de las IF en el sector rural.

En conclusión, para esta línea de acción, las recomendaciones se centran en mecanismos como las mesas técnicas e interinstitucionales que permitan activar la estrategia de "construcción de ecosistema" de FIDA, a partir del relacionamiento con empresas ancla y la atracción de diferentes actores en torno a las necesidades identificadas en sus cadenas de aprovisionamiento. Adicionalmente, potenciar las IF rurales para impulsar una mayor inclusión financiera.

Algunas IF a considerar en las estrategias planteadas y que actualmente operan en el Sur Sureste, son:

IF	Comentarios / Enfoque
Cooperativa Sayula	Operan desde hace 20 años, 10,500 socios. En 2013 obtuvieron permiso por la CNBV. Han trabajado con FIRA, FND, PRONAFIM (FOMUR Y FINAFIN), Caja Solbolica (5M MXN) y han captado recursos de los mismos socios. Quieren crecer en el Sursureste para trabajar con cadenas productivas. Actualmente, sólo tienen un fondeador que es FIRA con Banco del Bajío y Banorte. Se les ha limitado su fondeo con tasas bajas. Están situados en el Sur de Veracruz, con 10 sucursales. Su oficina central está en Sayula de Alemán. Tienen algunos socios de Oaxaca. Las principales actividades que financian: ganadería, maíz, piña, limón orgánico, sorgo.
Avanza Solido	Institución de microfinanciamiento. Llevan 13 años en el mercado. Trabajan principalmente con mujeres emprendedoras. Se enfocan en microcrédito productivo a través de servicios financieros y no financieros. Su población principal son mujeres. Tiene 21 oficinas. Presencia en 5 estados (Campeche. Yucatán, Chiapas, Oaxaca, Veracruz, Tabasco, etc). Tienen créditos colectivos (vivienda y empresarial).
Grupo Conser	Empezaron a financiar activos productivos donde el sistema bancario no llega. Tienen 5,600 clientes (85% mujeres). Pertenecen a 2 redes nacionales (Prodesarrollo y ASOFOM).
Verqor	Operan desde 2019 (con grandes retails), a partir de Nestlé empezaron a trabajar con pequeños productores. No piden garantías líquidas. Su garantía es tipo trade finance, la cobran al comprador (capital + intereses). Tienen una garantía que protege al productor.

	Empezaron a trabajar con Nestlé, en Veracruz y Chiapas Buscan más capital con mejores condiciones para prestarle a los productores. Foco en caficultores Sus tiempos cortos para aprobar un crédito (72 horas) y el hecho de no pedir garantías líquidas (modelo de retención) la diferencia de las demás financieras.
Cresca	26 años en el mercado, nacen de una comercializadora muy enfocada al sector agro. Principalmente financian maquinaria agrícola. Están en: Campeche, Yucatán y Quintana Roo pueden incursionar en miel, cacao y café.

Fuente: informe de consultas para la vinculación de instituciones financieras a fondos nacionales e internacionales. Elaborado por SVX para USAID.

c. Utilizar instrumentos financieros que incentiven el desarrollo del sector privado, incluidos mecanismos de financiamiento combinado.

De acuerdo con los estudios de SVX México, el ecosistema financiero en México ha experimentado cambios significativos tras el cierre de la Financiera Nacional de Desarrollo Agropecuario, Rural, Forestal y Pesquero (FND) en 2023. Este evento ha impactado tanto a intermediarios financieros como a fondeadores, generando incertidumbre y desafíos en la colocación de créditos, en el acceso a financiamiento, y ha dado una mala señal para el mercado internacional.

Este evento ha expuesto la vulnerabilidad del sistema financiero mexicano en su dependencia a instituciones gubernamentales, y ha conducido a una mayor diversificación de fuentes de fondeo. Los IF más pequeños han sido los más afectados al tener una alta dependencia de este fondeo; mientras que los grandes han sobrevivido mejor gracias a su diversificación de fuentes de financiamiento.

Es en este contexto de fortalecimiento del ecosistema del sector privado, es donde FIDA puede jugar un rol fundamental para acercar fuentes de fondos diversificados a las instituciones financieras.

El desarrollo de instrumentos financieros se plantea desde una visión ecosistémica, en la cual FIDA se apalanca en estructuras e iniciativas existentes, donde las soluciones financieras estén integradas a las palancas de mercado, fortalecimiento de las capacidades técnicas, administrativas y de conservación. Las estrategias a continuación permiten crear una inversión catalítica y llegar a nuevas oportunidades, así como nuevos instrumentos financieros.

Estos instrumentos financieros se podrían desarrollar de las siguientes maneras:

1. A través de empresas anclas, apoyar los procesos de restauración y conservación de ecosistemas de sus cadenas de aprovisionamiento, integrando instrumentos financieros y soluciones tecnológicas que permitan fortalecer a las organizaciones productivas en modelos de producción regenerativos. Empresas como Bonafont, Bimbo, Nestlé, ya están haciendo esfuerzos en este sentido, llevando a cabo acciones de transición a modelos de producción vinculados a la conservación, restauración de sus cadenas de aprovisionamiento. Este enfoque tiene sentido dado que la agricultura en México representa una de las principales causas de degradación de ecosistemas. Canalizar instrumentos de financiamiento apalancándose en el propio financiamiento de las empresas ancla, permite movilizar otros capitales catalíticos. Adicionalmente, utilizar la compra del producto como un incentivo al proceso de transición verde y de garantía para el financiamiento.
   Dentro de esta estrategia, organizaciones como AMEBIN - asociación mexicana de empresarios por la biodiversidad y Consejo Nacional Agropecuario podrían ser interesante para escalar el ecosistema de alianzas con el sector privado, para a través de ellos llegar a sus cadenas de aprovisionamiento.

2. A través de financiamiento a organizaciones como el Buen Socio, que ya tienen capacidad para movilizar recursos de asistencia técnica y financiamiento a organizaciones productivas en el sur – sureste de México. Además de contar con una amplia red, relacionamiento, credibilidad y capacidad para vincular instrumentos de financiamiento para pequeños productores agrícolas con indicadores de conservación de biodiversidad.
   Considerar otras organizaciones como WWF, Reforestamos México y en general las organizaciones que integran la AMERE (Alianza Mexicana para la Restauración de Ecosistemas), quienes cada vez más están avanzadas en la creación de Mecanismo de Financiamiento Mixto.
   Adicionalmente, estas organizaciones pueden ser aliados para crear portafolios de organizaciones productivas susceptibles de recibir financiamiento, acercar soluciones Fintech y en el largo plazo invertir en los fondos de inversión de impacto que desde estas organizaciones puedan surgir.

3. A través del financiamiento a fondos de inversión de impacto como los creados por Regenera Ventures, Co Capital, los cuales están claramente alineados a los objetivos de FIDA y actualmente tienen la capacidad de comprometer en la primera ronda de inversión hasta 25 millones de USD, así como otros que se están configurando por organizaciones como CI Ventures.

4. Vinculando los instrumentos de financiamiento de FIDA a acciones de creación de ecosistema dentro de proyectos que ya cuentan con componentes de asistencia técnica, creación de portafolio, articulación con mercados. Los instrumentos de financiamiento al sector privado y de articulación del ecosistema pueden ser parte de proyectos impulsados por otras organizaciones como UK PACT que a su vez canalizan asistencia técnica a organizaciones gubernamentales como CONAFOR.

- **Acciones con el mercado**

La recomendación dada para incidir ***en procesos de agregación y transformación*** es necesaria para impulsar en las organizaciones productivas estrategias de escalamiento, más profesionalizadas, que puedan acceder a instrumentos como la inversión de capital y así ampliar la escala de sus operaciones e impacto. La creación de estas estructuras de agregación se puede llevar a cabo en el marco de los contratos directos de comercialización con las empresas ancla, como se ha mencionado anteriormente.

- **Acciones con Instituciones financieras**

Relacionamiento con IF que tengan acompañamiento técnico en la integración de criterios de conservación Para alcanzar una integración efectiva entre el financiamiento de FIDA y la conservación de la biodiversidad de organizaciones productivas agrícolas, es necesario, canalizar el financiamiento a través de IF que hayan hecho esta integración en sus fondos de inversión de impacto e instrumentos de financiamiento o en aquellas iniciativas que consideran este acompañamiento técnico.

Vinculación a fondos regionales. Considerar la vinculación a fondos regionales[58] como el que está planteando Co Capital con una tesis de inversión entre los 35 y 40 millones de USD, que invierte en toda la cadena de producción agrícola permite avanzar en un enfoque de financiamiento sistémico que considera todas las palancas de mercado y producción.

Integración de equipos de operaciones soberanas y no soberanas. Para incrementar la eficiencia de esta área de acción es necesario una mayor integración de equipos de operaciones soberanas y no soberanas.

La falta de personal de FIDA para realizar un mayor número de operaciones dificulta una visión holística del potencial de financiamiento de FIDA. Para suplir esta debilidad y no perder la oportunidad que FIDA tiene en México, se podrían apalancar en organizaciones que permitan incrementar la capacidad de operación de FIDA.

Un ejemplo de este tipo de organizaciones de apoyo es CrossBoundary. Crossboundary, ha establecido relaciones sólidas y de confianza con Instituciones Financieras de Desarrollo, actuando como un aliado clave en diferentes iniciativas estratégicas y ejecución de actividades de suma relevancia. A través de mandatos

[58] Este fondo busca invertir aproximadamente en 15 empresas de la región de centro américa. Actualmente están comprometidos 20 millones y otros 10 en conversaciones.

puntuales, alianzas de largo plazo, e incluso actuando en ocasiones como una extensión de sus equipos, han apoyado a diferentes organizaciones como IFC, el Banco Mundial, DFC, BII, FMO, y Proparco, entre otras.

Instrumentos financieros y resiliencia climática. El desarrollo de instrumentos financieros para el sector privado también debe considerar acciones para la resiliencia climática, que den acceso a las organizaciones productivas a financiamiento para mitigar, adaptar mediante soluciones basadas en la naturaleza y también acompañamiento en estrategias de desarrollo de mercados (diversificación de mercados, mayores procesos de transformación) y productivas (restauración de ecosistemas, agricultura regenerativa).

En conclusión, las principales recomendaciones de esta línea de acción se centran en la vinculación con fondos existentes, sobre todo aquellos que dentro de su operación ya tienen integrados criterios de conservación y resiliencia climática.

d. Movilizar inversión privada alineada al mandato del FIDA, a través del uso estratégico de datos, plataformas temáticas e instrumentos catalíticos.

La movilización de inversiones alineadas a las estrategias climáticas net zero y de conservación de la biodiversidad, así como la movilización de los patrimonios familiares se consideran dentro de la estrategia de diversificación de esta línea de acción.

- **Acciones con instituciones financieras**

Los inversores privados tendrán más posibilidades de vincularse de manera continua en el tiempo si lo hacen en el marco de una estrategia de articulación constante con el mercado, sector financiero, tecnología y asistencia técnica como se ha mencionado en las anteriores recomendaciones y no solo como proyectos específicos y aislados.

Profundizar en sistemas de información, tecnologías, datos e informática que puedan servir el ecosistema financiero. En la promoción de herramientas e instrumentos para movilizar la inversión privada se considera muy relevante la integración de herramientas de trazabilidad que permitan tener un mayor conocimiento de las cadenas de aprovisionamiento sobre los cuales, posteriormente, se puedan construir sistemas de evaluación de riesgos, reconocer los elementos claves de biodiversidad para el desempeño de cada sistema productivo y así poder poner en valor esta información en los mercados e IF. La contribución de FIDA en estos sistemas de información permitiría robustecer más la información de las Instituciones Financieras, así también reducir su percepción del riesgo, lo cual contribuiría al ecosistema financiero en función de aumentar financiamiento verde.

Las estrategias de financiamiento, apalancando recursos de las empresas ancla, permitirían una mayor movilización de recursos del sector privado, adicionalmente el uso de información ya sistematizada.

Clasificación de iniciativas productivas de acuerdo con grado de maduración del negocio y conservación. La clasificación del portafolio de iniciativas productivas de acuerdo con el estado de desarrollo de la actividad y de su modelo de restauración, conservación, también permitiría a FIDA movilizar inversión de una manera estructurada y catalítica, reconociendo cuál es el tipo de recurso más apropiado para una etapa temprana, de escalamiento o consolidación y que puede permitir la movilización de otros recursos en una siguiente etapa.

Reconocer el estado de desarrollo del negocio de la actividad productiva en relación con el estado del modelo de conservación, es necesario para explorar mecanismos nuevos e innovadores, entre ellos los fondos climáticos, con el fin de aumentar la financiación para apoyar los objetivos en materia de biodiversidad. Este entendimiento es importante porque, por ejemplo, una organización productiva puede estar en una etapa de escalamiento de su negocio, pero con una alta degradación de su ecosistema, lo cual pone en riesgo su crecimiento. En cuanto a su desempeño económico la organización podría ser susceptible de créditos o inversión privada, pero en su modelo de conservación sería más conveniente un crédito climático que permitiera la restauración del ecosistema.

Concentración de acciones en proyectos existentes. Para atraer nuevos fondeadores, será necesario escalar los modelos actuales con capital catalítico y enfocarse en las estructuras con mayor capacidad de tracción, algunas de ellas mencionadas anteriormente y en alianza con otras iniciativas y organizaciones con amplia trayectoria y proyectos relevantes en el Sur sureste de México como GGGI, proyecto forestal ALINVEST, Fundación Kellogg, y alinearse con estrategias de financiamiento similares como las que se proponen para FIDA impulsadas por el BID, CAF, AECID, Fondo Mexicano para la Conservación de la Naturaleza (FMCN).

Fortalecer redes de inversión de impacto con patrimonios de capital privado. Aproximadamente, 350 trillones de dólares están cambiando de mano. Esto son los baby boomers de América Latina, que se espera que incrementen su inversión de impacto en la región. Dada la reducción de financiamiento internacional, es clave que FIDA contribuya a la articulación y ampliación de los patrimonios familiares en las estrategias de inversión en pequeñas organizaciones productivas.

Fortalecer estas redes de inversión de impacto con patrimonios de capital privado permite conectar las grandes fortunas con la región e incrementar la equidad, evitando que estas rentas vayan al extranjero.

Alineamiento con estrategias NET Zero. El alineamiento de la estrategia con el sector privado con sus metas net zero y de biodiversidad, incrementa la posibilidad de vincular a FIDA con fondos climáticos, por ejemplo el actual GEF, en el cual está involucrado PNUD para la reducción de pesticidas y fertilizantes y en el cual FIDA puede entrar con instrumentos financieros y generación de ecosistema.

Diversificación de instrumentos financieros. Vinculación con otros instrumentos como las garantías con organizaciones como NUPP con COA[59] Las garantías tienen un papel crucial en atraer capital privado al cubrir parcial o totalmente las posibles pérdidas que un inversionista pueda enfrentar. Esta herramienta mitigaría el riesgo percibido por los fondeadores, permitiéndoles invertir en intermediarios que operan en mercados con alta incertidumbre o volatilidad. Los fondos pueden ser proporcionados por el sector público, instituciones multilaterales o fundaciones filantrópicas.

Vinculación a proyectos de Pagos por Servicios Ambientales. La vinculación a proyectos de pagos por servicios ambientales en iniciativas productivas que generan incentivos a la conservación también permitiría articular los instrumentos de FIDA a otros mecanismos de financiamiento verde, diversificando las fuentes de financiamiento y generación de adicionalidad en el desarrollo de actividad productivas sostenibles. México cuenta con varios esquemas de PSA tanto a nivel gubernamental como comunitario. Los más relevantes incluyen el programa tradicional de CONAFOR, el especializado PSAH (PSA hidrológicos), modelos híbridos con fondos concurrentes y esquemas innovadores como Scolel Té en Chiapas.

Las estrategias de diversificación con fondos climáticos y otros provenientes de las empresas ancla, entre otros, contribuye a reducir las relaciones de dependencia que tradicionalmente se ha tenido con otros fondos internacionales y/o gubernamentales

Otros fondos para considerar dentro de esta estrategia de diversificación son:

- Adaptation Fund
- Agencia Francesa de Desarrollo
- Agroecology Fund
- Enablig Qapital
- Alianza Mundial contra el Cambio Climático (GCCA)
- Althelia Climate Fund
- Climate and Land Use Alliance
- Climate Change Technical Assistance Facility
- Compromiso Social de Citibank Banamex
- Dalus
- Danone Ecosystem Fund
- DFCD Land Use Facility
- DFCD Originator facility
- Ecobusiness Fund
- EUROCLIMA+
- Alterfin
- Gawa
- Fundación FEMSA
- Fundación Gonzalo Río Arronte
- GEF Small Grants Programme in Mexico

[59] https://nuup.org/coa-reporte-de-avances-y-aprendizajes-2023/

- Green Climate Fund
- International Climate Initiative
- L'Oréal Fund for Nature Regeneration
- Livelihoods Carbon Fund
- Livelihoods Fund for Family Farming
- Mirova Land Degradation Neutrality Fund
- Moringa Partnership
- Mzuri Wildlife Foundation
- Nature+ Accelerator Fund
- Oak Foundation
- Orbia Ventures
- PROPARCO
- Reciprocity Fund
- Right Now Climate Fund
- Special Climate Change Fund - SCCF
- The FCPF Carbon Fund
- The Nature Conservancy
- Van Tiehoven
- Wire Private Markets Fund

Conclusiones

Las recomendaciones sugeridas para la COSOP 2026- 2031 consideran un conjunto de empresas ancla, relacionadas en la línea de acción A. con las cuales se podría impulsar el rol de FIDA como "constructor de ecosistema" para que, a partir de los requerimientos, necesidades de fortalecimiento, transición verde y Net Zero de sus cadenas de aprovisionamiento, se puedan articular los diferentes aliados tecnológicos, mecanismos de financiamiento mixto, empresariales y apoyos gubernamentales. Adicionalmente, se mencionan proyectos y organizaciones con actividades en curso y enfoque de paisaje que se alinean con la estrategia planteada y con los cuales FIDA podría trazar colaboraciones para el desarrollo de estas cadenas de valor y financiamiento. Algunos de ellos son:

1. Programa ALINVEST- madera cero deforestaciones. Proyecto con la Secretaría de Desarrollo Económico de Quintana Roo que tiene como objetivo la implementación de sistemas de trazabilidad, 0 deforestación y desarrollo de mercados para maderas tropicales con ejidos de Quintana Roo y Campeche. Este proyecto está lineado a los intereses de la CONAFOR, para escalar estos sistemas de trazabilidad y desarrollo de mercados para ejidos forestales
2. Estrategia con enfoque de paisaje para el desarrollo de mercados para la miel en la Península de Yucatán. Estrategia desarrollada en el marco del proyecto Emprendimientos en Paisajes Sostenibles, financiada por USAID, para desarrollar cadenas de valor a escala y vinculadas a la conservación para la miel en la Península de Yucatán. En el marco de esta estrategia se desarrollaron diferentes líneas de acción de desarrollo de mercados, integración de la cadena de valor y procesos de transformación, vinculando empresas ancla y apiarios de la Península de Yucatán. Esta estrategia fue desarrollada por Minkadev y a raíz del cierre de USAID, se ha buscado darle continuidad con organizaciones como la Fundación Kellog.
3. Estrategias con enfoque de Paisaje para el Café en el Paisaje de Oaxaca desarrollada en el marco del proyecto Emprendimientos en Paisajes Sostenibles por Minkadev. Esta estrategia buscaba la creación de un centro de acopio, empaque, distribución y transformación en la Ciudad de Oaxaca para agregar la oferta de café, miel y cacao de Oaxaca y poder dar respuesta a la demanda de centros de consumo de la ciudad de Oaxaca y alrededores. Esta estrategia fue validada por la secretaria de Desarrollo Económico de Oaxaca, pero no se pudo implementar, dado el cierre de USAID. El apoyo de FIDA en su implementación mediante financiamiento y articulación de aliados sería muy pertinente.

En cuanto a Instituciones Financieras con un portafolio de organizaciones productivas con las cuales se sugiere trabajar, está el Buen Socio, quien además de dar financiamiento a iniciativas productivas del Sur Sureste, tiene capacidad para movilizar otros recursos para asistencia técnica y acompañamiento a largo plazo.

Adicionalmente, se consideran los fondos de inversión de impacto como Cocapital y Regenera Ventures, que ya han alcanzado una primera ronda de inversión y trabajan con una tesis de inversión alineada a la estrategia de FIDA. Para la creación de ecosistema, es importante considerar las organizaciones del sector medioambiental como WWF, Reforestamos México y otras miembros de la AMERE, con quien es clave articularse para impulsar las recomendaciones planteadas.

Todas las organizaciones e iniciativas mencionadas tienen la capacidad de movilizar recursos de asistencia técnica, que permitan viabilizar estas iniciativas y se verían beneficiadas por FIDA en su rol de "constructor de ecosistema" y estructuración de operaciones no soberanas, en torno a las mismas.

Apoyar la réplica de Innovatech en México y entrar dentro del ecosistema de las Fintech en México, se considera clave para impulsar la adaptación de soluciones tech a la realidad de las organizaciones de pequeños productores en el país.

La promoción de sistemas de trazabilidad, identidad digital, y estructuración del portafolio de organizaciones productivas de acuerdo con su nivel de desarrollo de negocio y conservación, se consideran fuentes de datos fundamentales para movilizar financiamiento de una manera más estructurada y contribuir a la conexión transparente y horizontal de las organizaciones productivas con los mercados.

Las estrategias expuestas complementan las operaciones con el sector público, dado que están alineadas a las políticas de desarrollo del gobierno mexicano e involucran a organizaciones gubernamentales como Secretarías de Desarrollo Económico, CONAFOR, Secretaría de Medio Ambiente, lo cual facilita su escalamiento y el impulso de operaciones soberanas que puedan articularse con futuras operaciones no soberanas.

Opportunities in technology for development

Nota técnica de oportunidades en TICpD: Innovación para el Futuro Rural

Resumen ejecutivo

El apéndice TICpD establece una hoja de ruta estratégica para la transformación digital del campo mexicano en el marco del COSOP 2026–2031, alineada con las prioridades nacionales de soberanía alimentaria, resiliencia y la inclusión económica, social y financiera de mujeres y pueblos indígenas, definidas en El Plan Nacional de Desarrollo (PND) 2025–2030, el Plan México y el Plan Sectorial de Agricultura y Desarrollo Rural 2025-2030. Estos a su vez, identifican la innovación y la transformación digital como motores clave para el desarrollo. Así mismo, la Agenda Nacional de la Inteligencia Artificial para México 2024–2030 busca posicionar al país como líder en el uso ético y responsable de la IA, promoviendo su integración en sectores clave como la educación, la salud, y la economía. De igual manera, el Plan Nacional para la Innovación de la SECIHTI reconoce la importancia de involucrar a las comunidades en el desarrollo y apropiación de tecnologías, incluyendo la IA, para fomentar la innovación y el desarrollo económico en áreas rurales.

El documento estudiará diversos grupos de soluciones que buscarán apoyar las siguientes líneas de trabajo:

- **Acceso universal y alfabetización digital:** Las brechas en conectividad y habilidades digitales limitan la inclusión y la apropiación de tecnología en las comunidades rurales. Para solucionar estos retos se mencionará el aporte de las plataformas multilingües, las tecnologías de conectividad comunitaria y la implementación de escuelas de campo digitales que permitirán que jóvenes y líderes locales impulsen la alfabetización tecnológica, fomentando innovación, inclusión social y apropiación intercultural.
- **Soberanía alimentaria y productividad:** La baja productividad agrícola, la pérdida de conocimiento local y las limitadas oportunidades de aprendizaje adaptadas al contexto rural afectan la resiliencia y autonomía de las comunidades. La integración de metodologías participativas, intercambio de saberes y herramientas digitales accesibles fortalece ecosistemas de aprendizaje que incrementan la productividad, promueven la seguridad alimentaria y potencian la sostenibilidad territorial.
- **Gestión de riesgos climáticos y recursos naturales:** La vulnerabilidad a eventos climáticos extremos, la degradación ambiental y la limitada capacidad de monitoreo local dificultan la gestión de los recursos naturales. Se analizará como el uso de aplicaciones multilingües de información climática, el uso de sistemas de alertas tempranas y dashboards de clima

comunitarios permiten anticipar riesgos, optimizar el manejo de plagas y enfermedades, y fortalecer la resiliencia de productores y ecosistemas.

- **Infraestructura de mercado y trazabilidad:** Las dificultades para acceder a mercados y garantizar transparencia en las cadenas productivas afectan la competitividad de los productores. El documento menciona cómo la digitalización de acopios, el etiquetado inteligente, el uso de blockchain y marketplaces rurales facilitan la trazabilidad y el acceso a mercados, promoviendo transparencia, eficiencia y fortalecimiento de economías locales.
- **Servicios financieros digitales e inclusión económica:** La falta de acceso a servicios financieros adecuados limita la autonomía económica y la capacidad de inversión de los productores rurales. Para reducir estas brechas, se sugieren plataformas de crédito digital, implementación de microfinanzas móviles, la tokenización social e identidades digitales verificadas permiten inclusión financiera, acceso a capital y fortalecimiento de la economía local.
- **Gobernanza de datos:** La dispersión de información, duplicidades y la falta de datos confiables limitan la toma de decisiones a nivel comunitario y territorial. Se enfatiza en la importancia de implementar sistemas digitales interoperables y articulados integran información productiva, social, financiera y climática, permitiendo decisiones más ágiles, basadas en evidencia y con enfoque territorial.

La siguiente tabla resume algunas de las recomendaciones de uso de tecnología identificadas como relevantes para los intereses definidos por el Gobierno de México:

Tabla 1: Grupos de soluciones relevantes y su impacto esperado

Pilar Estratégico	**Grupo de Solución**	**Tecnologías / Innovación Rural**	**Impacto esperado**
Acceso Universal y Alfabetización Digital	Capacitación y Transferencia de Conocimientos	Plataformas de conectividad comunitaria y educación digital multilingüe, asistentes virtuales con IA, aplicaciones educativas con RA/VR, escuelas de campo digitales con dashboards de seguimiento de habilidades	Fortalecimiento de capacidades digitales en comunidades rurales, apropiación tecnológica, inclusión social y económica, mejora de acceso a información y mercados
Fortalecimiento de Capacidades para Productividad y Soberanía Alimentaria	Capacitación en Productividad y Buenas Prácticas	Plataformas de gestión de conocimiento agrícola digital, gemelos digitales de cultivos, modelos predictivos con IA, sensores IoT y drones agrícolas, sistemas de recomendación basados en IA, plataformas de trazabilidad y blockchain, apps	Incremento de productividad agrícola, seguridad alimentaria, resiliencia de cultivos y sostenibilidad

		móviles y dashboards interactivos multilingües	
Gestión de Riesgos Climáticos y Recursos Naturales	Sistemas de Alerta y Monitoreo / Agricultura Climáticamente Inteligente	Redes IoT, sensores remotos, conectividad satelital, estaciones meteorológicas comunitarias, modelos predictivos de IA, dashboards climáticos interactivos, sistemas de riego inteligente	Mejora de la resiliencia de productores y ecosistemas, seguridad alimentaria, manejo sostenible de recursos
Infraestructura de Mercados y Trazabilidad	Mercados Digitales y Trazabilidad	Plataformas de e-commerce multilingües, digitalización de acopios, etiquetado inteligente con IoT/RFID, blockchain para trazabilidad, identidades digitales de productores y productos, integración con apps offline	Incremento de acceso a mercados, transparencia en la cadena productiva, fortalecimiento de economías locales
Servicios Financieros Digitales e Inclusión Económica	Financiamiento y Créditos Digitales	Plataformas de crédito digital, microfinanzas móviles, tokenización social, soluciones de pago blockchain, herramientas de scoring alternativo basadas en IA, identidades digitales de productores	Inclusión económica y financiera, autonomía de productores, acceso a capital para inversión productiva
Gobernanza de Datos	Participación y Gobernanza Digital / Gestión de Información	Plataformas de gobernanza digital con blockchain y Web3, sistemas de votación segura, apps de participación comunitaria, sistemas integrados e interoperables para datos productivos, financieros y climáticos, análisis predictivo y dashboards de soporte a políticas locales	Liderazgo comunitario, transparencia, toma de decisiones inclusiva, fortalecimiento institucional, decisiones basadas en evidencia

Como parte de la estrategia, IFAD busca brindar apoyo en la identificación de oportunidades de innovación, soluciones escalables y aliados estratégicos, fomentar el trabajo conjunto y la colaboración entre +actores del ecosistema rural, alineando esfuerzos con los planes nacionales y los intereses de las comunidades. El trabajo conjunto, permitirá que México avance hacia un ecosistema digital rural que fortalezca la sostenibilidad y promueva un desarrollo equilibrado, resiliente e inclusivo, generando beneficios tangibles para productores, comunidades y territorios.

Introducción

Este documento técnico complementario propone una hoja de ruta para identificar oportunidades estratégicas de innovación digital (TICpD) que fortalezcan la eficiencia, sostenibilidad e impacto de las intervenciones en el ámbito del desarrollo rural en México. A través de la integración de tecnologías emergentes,

herramientas colaborativas y un enfoque respetuoso de los saberes territoriales, se proponen soluciones a explorar que contribuyen a los tres pilares estratégicos del nuevo COSOP: soberanía alimentaria, resiliencia y la inclusión económica, social y financiera de mujeres y pueblos indígenas.

1. Soberanía alimentaria: productividad y acceso justo a mercados

Para lograr una verdadera soberanía alimentaria, se requiere transformar la forma en que los productores planifican, acceden a insumos, reciben asesoría y se conectan con los mercados. Las soluciones propuestas tienen el objetivo de cerrar brechas estructurales mediante el uso estratégico de tecnologías digitales que empoderen a los pequeños y medianos agricultores y promuevan circuitos de comercialización en mercados locales más equitativos.

- **Asistencia técnica digital multicanal con IA y realidad aumentada**: permitiría ampliar y personalizar el acompañamiento técnico, incluso en zonas remotas, optimizando prácticas agrícolas y reduciendo la dependencia de visitas presenciales. Esto fortalecería capacidades locales y aumentaría la productividad desde el conocimiento.
- **Planificación agrícola basada en datos geoespaciales y gemelos digitales**: facilitaría simulaciones sobre rotación de cultivos, uso eficiente del agua y riesgos climáticos, permitiendo a gobiernos y comunidades tomar decisiones informadas que mejoren el rendimiento y reduzcan pérdidas.
- **Plataformas digitales de insumos y verificación por *blockchain***: promoverían el acceso transparente y seguro a insumos de calidad, evitando fraudes y facilitando esquemas de compras comunitarias o subsidios. Esto reduciría costos y mejoraría el rendimiento agronómico.
- **Mercados digitales descentralizados y logística colaborativa inteligente**: generarían nuevos canales para vender sin intermediarios, organizar la demanda de transporte en zonas rurales y obtener mejores precios. Estas herramientas mejorarían la rentabilidad y ampliarían el alcance comercial de pequeños productores.
- **Sistemas domésticos de planificación nutricional con IA y saberes tradicionales**: permitirían producir lo necesario para el hogar de forma sostenible y culturalmente pertinente, reforzando la seguridad alimentaria familiar y conservando la diversidad culinaria local.

2. Resiliencia ante el cambio climático

Frente a la creciente frecuencia de sequías, inundaciones y otros eventos extremos, la propuesta impulsa una resiliencia territorial proactiva, basada en innovación climática, principalmente enfocada a la adaptación productiva y mecanismos de protección con enfoque preventivo.

- **Sistemas de alerta temprana integrados a IoT y redes comunitarias**: conectarían sensores climáticos locales con sistemas de difusión en tiempo

real (radio, SMS, WhatsApp), lo cual permitiría reaccionar ante fenómenos extremos antes de que causen daños mayores, salvando cosechas y bienes.

- **Monitoreo agroclimático mediante drones y algoritmos de predicción**: permitiría mapear amenazas como erosión, estrés hídrico o plagas con alta precisión, facilitando la planificación de prácticas adaptativas como cobertura vegetal, terrazas o microaspersión.
- **Plataformas *blockchain* para seguros climáticos y créditos verdes**: facilitarían el acceso a mecanismos financieros con base en datos reales de clima y producción, mejorando la protección económica ante pérdidas y promoviendo inversiones sostenibles en comunidades vulnerables.
- **Tecnologías para captura y trazabilidad de carbono agrícola**: habilitarían a los pequeños productores para participar en mercados de créditos de carbono, generando ingresos adicionales por prácticas regenerativas y mejorando la salud del suelo.
- **Uso de bioinsumos y sensores para medición de metano y GEI**: fortalecería la transición hacia una agricultura baja en emisiones, reduciendo la dependencia de insumos sintéticos y habilitando sistemas más sostenibles para el ambiente y la salud humana.

3. Inclusión económica, social y financiera de mujeres y pueblos indígenas

En vez de pensar la inclusión como una "integración" a sistemas dominantes, este bloque propone un enfoque de **soberanía tecnológica indígena**, entendida como la capacidad de los pueblos originarios para diseñar, gobernar y usar tecnologías (incluyendo infraestructura digital, redes, datos y plataformas[60] de manera coherente con sus valores culturales y aspiraciones de autodeterminación. La soberanía tecnológica permite recuperar, respetar y proyectar los saberes indígenas como base del desarrollo sostenible en México.

- **Diseño de tecnologías en lenguas indígenas con codiseño participativo**: permitiría que las plataformas digitales reflejen valores, idiomas y lógicas locales, promoviendo el uso activo de las TIC sin imponer modelos externos. Esto facilita la apropiación tecnológica y fortalece la identidad cultural.
- **Sistemas digitales para conservación y transmisión de saberes ancestrales**: permitirían crear repositorios vivos de semillas, recetas, prácticas agrícolas, rituales y medicina tradicional, protegiendo el patrimonio biocultural y fomentando su uso intergeneracional.
- **Plataformas para gobernanza comunitaria de datos con consentimiento libre e informado**: garantizarían que la digitalización no

[60] Este concepto implica ir más allá de la inclusión digital convencional, reconociendo que **"la soberanía tecnológica en las comunidades indígenas significa que pueden moldear y utilizar herramientas digitales de formas que se alineen con sus necesidades culturales, políticas y sociales, en lugar de adaptarse a sistemas dominantes"** (Park, 2023, *traducción propia*). Esta visión se articula con los principios de soberanía de datos indígenas (IDSov), que defienden el derecho de los pueblos indígenas a controlar y custodiar la información que les concierne (Rainie et al., 2019).

implique extracción de conocimiento o datos, sino que fortalezca la autonomía de los pueblos sobre sus territorios, recursos y decisiones.

- **Modelos productivos con enfoque de género e interculturalidad**: mediante aplicaciones adaptadas, redes de distribución solidarias y mecanismos de financiamiento inclusivo, se ampliaría el liderazgo de mujeres indígenas en cadenas de valor y producción sostenible.
- **Certificación digital participativa y *blockchain* comunitario**: servirían para posicionar productos indígenas en mercados diferenciados, respaldando su origen, prácticas sostenibles y beneficios comunitarios. Esto fortalecería el comercio justo con identidad territorial

La transformación digital del campo mexicano representa una oportunidad única para avanzar hacia un desarrollo rural más equitativo, resiliente e inclusivo. Integrar tecnologías emergentes con los saberes territoriales y fortalecer la participación de los actores locales no solo mejora la eficiencia y sostenibilidad de las intervenciones, sino que posiciona al país como referente en innovación económica, social y ambiental para el desarrollo rural. El contexto actual ofrece la oportunidad de capitalizar el liderazgo institucional ya establecido, alineando esfuerzos en torno a soluciones tecnológicas que respondan a los retos presentes y abran camino al futuro del campo mexicano.

I. Alineación Estratégica

El presente apéndice de Tecnologías de la Información y Comunicaciones para el Desarrollo (TICpD) del Programa de Oportunidades Estratégicas País (COSOP) para México (2026–2031) se sustenta en una articulación sólida con los instrumentos nacionales de planificación del desarrollo, así como con las prioridades institucionales del Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (FIDA). En particular, se alinea con el **Plan Nacional de Desarrollo 2025–2030**, el **Plan México** y la **Estrategia TICpD de FIDA 2023–2027**, contribuyendo a los ejes nacionales de desarrollo rural inclusivo, resiliencia climática, seguridad alimentaria, autonomía de los pueblos indígenas y digitalización territorial.

Alineación con el Plan Nacional de Desarrollo 2025–2030

El **Plan Nacional de Desarrollo (PND) 2025–2030** establece como prioridad la reducción de las desigualdades territoriales mediante la integración productiva de comunidades rurales y pueblos indígenas, la transición agroecológica y el fortalecimiento de capacidades locales mediante innovación tecnológica (Gobierno de México, 2025, pp. 68–70).

De manera específica, el Eje 4: **Desarrollo Sustentable**, promueve:

- La **incorporación de tecnologías digitales** que mejoren el acceso a mercados para pequeños productores y comunidades indígenas (p. 72).

- El **fortalecimiento de sistemas agroclimáticos** mediante sensores remotos, plataformas de monitoreo y difusión digital para gestión de riesgos y decisiones agrícolas (p. 75).
- La **inclusión digital con pertinencia cultural**, asegurando contenidos en lenguas originarias y conectividad en zonas remotas (p. 77).

Estas prioridades se encuentran alineadas con la **Estrategia Digital Nacional 2024**, que enfatiza el acceso universal a internet, el uso de datos abiertos para la planificación local y el impulso de economías digitales en el medio rural (Secretaría de Desarrollo Agrario, Territorial y Urbano, 2024, pp. 12–14).

Alineación con el Plan México

El **Plan México: Políticas para el Desarrollo Territorial 2024–2030**, establece como uno de sus pilares la transformación digital del territorio rural mediante soluciones tecnológicas orientadas a mejorar el acceso a servicios públicos, la participación comunitaria y la sostenibilidad ambiental.

Las propuestas de estrategia de TICpD para el COSOP responden a dichas directrices a través de:

- La sugerencia de **soluciones digitales para la autonomía y gobernanza** de los pueblos indígenas, respetando sus formas organizativas y prioridades territoriales.
- Propuestas para el **fortalecimiento de capacidades para la adopción de tecnologías climáticamente inteligentes**, contribuyendo a la resiliencia y la diversificación productiva.
- Recomendaciones de implementación de **sistemas integrados de monitoreo y evaluación** (M&E) con enfoque territorial, basados en tecnologías móviles y datos abiertos.

Alineación con la Estrategia TICpD y la visión institucional de FIDA

FIDA reconoce a las tecnologías digitales como catalizadores esenciales para la inclusión productiva, la equidad territorial y la sostenibilidad rural. En su **Estrategia TICpD 2023–2027**, el Fondo establece como objetivos prioritarios:

- Facilitar el **acceso a mercados inclusivos** mediante plataformas digitales adaptadas a pequeños productores (FIDA, 2023, pp. 6–7).
- Desarrollar e implementar **herramientas digitales para la asistencia agrícola remota**, el monitoreo de clima y suelo, y la gestión de riesgos (pp. 10–11).
- Promover la **inclusión digital de comunidades indígenas**, respetando sus derechos culturales y fomentando su participación informada en procesos de desarrollo (pp. 14–15).

La articulación de estas directrices institucionales con las estrategias nacionales de México ofrece una base programática coherente para potenciar el uso de TICPD como herramienta de transformación rural, fortaleciendo los ejes prioritarios del presente COSOP.

II. Contexto del Sector Rural y oportunidades para la Transformación Digital (TICPD)

En esta sección se abordan algunos de los temas críticos que inciden directamente sobre los tres pilares estratégicos del desarrollo rural mencionados en la introducción. A través de un análisis sintético, se presentan los principales desafíos del contexto actual, se proponen soluciones concretas y se identifican oportunidades de innovación tecnológica que pueden acelerar resultados de alto impacto para el bienestar rural.

Cabe mencionar que las líneas de trabajo propuestas pueden rebasar la capacidad de trabajo de este COSOP por lo que son descritas para apoyar la discusión de políticas para la expansión de acceso y uso de TICpD en las zonas rurales de México.

Desigualdad estructural y brechas digitales persistentes

México es un país con un territorio extenso y amplias zonas rurales, donde la conectividad, la infraestructura digital y la alfabetización tecnológica aún son muy limitadas, particularmente en comunidades indígenas y entre mujeres rurales.

En 2023, el 81.2 % de la población mexicana usaba internet, pero sólo el 66 % en zonas rurales, frente al 85.5 % en zonas urbanas—una brecha de casi 20 puntos porcentuales. En 2024, estas cifras aumentaron a 86.9 % en áreas urbanas y a 68.5 % en zonas rurales, mostrando una mejora sostenida pero aún insuficiente. Los estados de Oaxaca (70.6 %) y Chiapas (59.9 %) presentan los niveles más bajos de conectividad, comparados con más del 90 % en regiones urbanas del norte. A pesar de estos avances, aproximadamente el 30 % de la población nacional aún vive en áreas sin acceso a banda ancha.

Para avanzar en la reducción de estas brechas y brindar un acceso inclusivo a soluciones tecnológicas, tal como se ha planteado en la sección de alineación estratégica, es indispensable implementar medidas como la expansión de redes comunitarias, el acceso a servicios satelitales y el aprovechamiento de innovaciones en conectividad móvil de bajo costo, dando continuidad a esfuerzos exitosos como lo han sido:

- **Gestión local de la Cooperativa Tosepan Titataniske (Puebla)**: gestión local de redes comunitarias para ofrecer conectividad móvil

asequible a comunidades indígenas, fortaleciendo además su autonomía digital.

- **Programa "Internet para el Bienestar" (CFE-TEIT)**: instalación de más de 91 000 puntos de acceso gratuito en comunidades rurales, incluyendo el despliegue de conectividad satelital con Starlink, beneficiando a más de 550 000 personas en zonas remotas.
- **Starlink en Zacatecas**: implementación de tecnología satelital LEO para ofrecer velocidades de hasta 10 Mbps en localidades sin cobertura previa, facilitando el acceso a servicios de salud, educación y comercio digital.

Una vez resuelto el acceso básico, será posible integrar a los entornos rurales soluciones tecnológicas adaptadas a zonas de baja conectividad, incluyendo plataformas digitales con contenidos multilingües y formatos accesibles (voz, video, iconografía). También será clave desarrollar metodologías sostenibles para la formación de **facilitadores digitales rurales**—jóvenes o liderazgos comunitarios capacitados para apoyar la apropiación de tecnologías.

Soluciones prioritarias propuestas

Teniendo en cuenta el escenario de desigualdad estructural y brechas digitales persistentes, se listan debajo algunas recomendaciones:

1. **Priorizar la expansión de infraestructura de conectividad inclusiva**, estableciendo alianzas estratégicas con proveedores de servicios públicos, empresas privadas, organizaciones comunitarias y actores internacionales. Estas colaboraciones permitirán optimizar recursos, ampliar la cobertura en zonas remotas y garantizar la sostenibilidad de las redes digitales, asegurando así el acceso continuo para pequeños productores y comunidades indígenas.
2. **Fomentar el acceso a dispositivos digitales asequibles** y el **desarrollo de servicios tecnológicos adaptados**, a través de alianzas con fabricantes, desarrolladores de software, y plataformas de financiamiento. Estas sinergias facilitarán la creación de soluciones digitales culturalmente pertinentes y económicamente accesibles, diseñadas para responder a las necesidades reales y diversificadas de las comunidades rurales.
3. **Diseñar e implementar un plan estratégico de capacitación digital**, con un enfoque participativo que involucre a instituciones educativas, líderes comunitarios y organizaciones civiles, para formar facilitadores locales que impulsen la adopción y el uso efectivo de tecnologías, con especial atención a la inclusión de mujeres y jóvenes rurales. De igual manera, para maximizar el impacto, las tecnologías seleccionadas deben ser resilientes a condiciones de conectividad limitada o intermitente, garantizando acceso a servicios digitales esenciales en todo momento.

Innovaciones asociadas a las soluciones propuestas

En el contexto de los esfuerzos gubernamentales y de cooperación internacional para ampliar la infraestructura y el acceso a dispositivos en comunidades rurales e indígenas de México, se presentan algunas innovaciones que pueden llevar a impulsar la autonomía comunitaria, la inclusión cultural y la sostenibilidad de los procesos digitales.

1. **Modelos de gobernanza comunitaria de la conectividad**, que permitan a las propias comunidades gestionar y controlar sus redes digitales a través de tecnologías como redes mesh autogestionadas. Este enfoque fortalece la soberanía digital, mejora la apropiación local y garantiza la pertinencia cultural en el acceso a servicios digitales.
2. **Inteligencia artificial y aprendizaje automático integrada** en las plataformas de capacitación para personalizar los contenidos y recomendaciones según las características socioeconómicas, culturales y productivas de cada usuario, optimizando el impacto y facilitando la adopción de nuevas tecnologías.
3. **Dispositivos y servicios digitales innovadores** con esquemas innovadores de microfinanciamiento digital basados en tecnologías blockchain o plataformas FinTech, que promuevan la transparencia, el financiamiento adaptado a las necesidades y capacidades de los pequeños productores, especialmente mujeres y jóvenes rurales, vinculando el acceso al financiamiento con indicadores de impacto social.
4. **Plataformas multilíngües,** inclusivas y con interfaces de voz o realidad aumentada, adaptadas a las lenguas originarias y los niveles de alfabetización, permitirá superar barreras idiomáticas y culturales, ampliando la inclusión digital de los sectores tradicionalmente excluidos.
5. **Sistemas interoperables de datos abiertos** para el monitoreo participativo en tiempo real, que promuevan la colaboración entre comunidades, gobiernos y organizaciones aliadas, fortaleciendo la transparencia y la toma de decisiones basada en evidencia.
6. **Incubadoras digitales rurales y hubs de innovación** tecnológica para fomentar el desarrollo de soluciones locales, generando capacidades digitales y emprendimiento comunitario sostenible.
7. **Internet satelital comunitario** que permita integrar tecnologías de bajo costo como redes satelitales.

Acceso limitado a mercados, información comercial y servicios financieros

Los pequeños productores enfrentan asimetrías de información sobre precios, compradores, certificaciones y logística, exacerbadas por la falta de herramientas tecnológicas. De acuerdo con SADER, más del 50% de los productores venden a intermediarios debido a la falta de canales de contacto directo con los compradores. Esto afecta significativamente los ingresos de los pequeños

productores ya que, en algunas regiones, los *coyotes* cobran entre 15 y 40 % del precio final al productor.

Así mismo, la FAO y el Banco Mundial señalan que los altos costos de transporte e infraestructura rural restringen significativamente la participación en mercados formales. En algunas cadenas como el mango y el tomate, los pequeños productores enfrentan pérdidas de 10 – 30 % por deficiencias en almacenamiento, selección y transporte. La deficiencia en la infraestructura de postcosecha implica grandes pérdidas para los productores.

Con relación al uso de soluciones digitales, se estima que únicamente el 40% de las unidades productivas en zonas rurales tienen acceso a dispositivos digitales. Esto lleva a que hay desconocimiento de los precios reales de mercado, reduciendo la capacidad de negociación. Así mismo, estos retos sumados a la falta de acceso a servicios financieros llevan a que los productores se vean obligados a vender a los *coyotes* por urgencia económica, agravando ya las pérdidas generadas por la falta de infraestructura para la poscosecha.

De igual manera, la falta de visibilidad de los productos y la necesidad de cumplir con regulaciones que se desconocen hacen aún más complejo el acceso a mercados locales, nacionales e internacionales.

Soluciones prioritarias propuestas

Para enfrentar los desafíos que enfrentan los pequeños productores rurales en el acceso a mercados como la dependencia de intermediarios, la falta de información sobre precios y normativas o la baja eficiencia logística, se proponen soluciones apalancadas en tecnologías digitales, agrupadas en tres bloques estratégicos complementarios:

1. **Fortalecer la Infraestructura de Información y Comunicación para el Acceso a Mercados** para reducir las asimetrías de información entre productores, compradores y actores intermedios a través de plataformas digitales inclusivas, diseñadas con interfaces sencillas y adaptadas a lenguas originarias, facilitando su uso mediante iconografía y formatos accesibles. Esto incluye sistemas de información de mercado accesibles desde teléfonos básicos (SMS, USSD) y smartphones (apps, WhatsApp), así como catálogos digitales de oferta productiva que visibilicen a los productores, incluso en lenguas indígenas. Estas soluciones permiten a los productores rurales conocer precios actualizados en diferentes mercados, adaptar su producción a la demanda y vincularse directamente con compradores, reduciendo la dependencia de intermediarios y aumentando su poder de negociación.
2. **Brindar herramientas de Trazabilidad y Cumplimiento Normativo Digital** que faciliten el cumplimiento de regulaciones sanitarias, de calidad e inocuidad, así como para fortalecer la confianza en los productos rurales mediante herramientas digitales de trazabilidad. Tecnologías como *blockchain*, firmas digitales, georreferenciación y fotografía permiten

documentar buenas prácticas agrícolas, registrar el origen del producto y emitir certificaciones de manera más accesible y participativa. Estas herramientas contribuyen a abrir nuevas oportunidades comerciales para los pequeños productores, especialmente en mercados diferenciados o de mayor valor, donde el cumplimiento normativo y la trazabilidad son requisitos clave. Se recomienda el desarrollo de aplicaciones que guíen paso a paso a los productores en aspectos sanitarios, fiscales y comerciales, con listas de verificación adaptadas a diferentes productos y regiones, complementadas con módulos de capacitación digital asincrónica que faciliten la adopción.

3. **Impulsar una Infraestructura rural conectada para aumentar la eficiencia en la Cadena de Valor** y optimizar los flujos físicos de productos mediante tecnologías que mejoren la planificación, el transporte y el almacenamiento. Además de invertir en centros de acopio o transformación, se propone dotar estas infraestructuras de herramientas digitales para mejorar la trazabilidad, el control de inventarios y la calidad del producto. Esto incluye aplicaciones móviles para organizar logística compartida entre productores, mapas interactivos para identificar rutas óptimas o centros de acopio, y sensores para el monitoreo de condiciones de transporte (temperatura, humedad). Estas soluciones permiten reducir costos logísticos, mejorar la calidad del producto en destino, y ampliar el alcance comercial de los productores en zonas rurales aisladas.
4. **Desarrollar sistemas digitales para acceso inclusivo a productos financieros y seguros** basados en necesidades y capacidades socioeconómicos, productivos y crediticios de pequeños productores, comunidades indígenas y jóvenes y mujeres de las áreas rurales. Estas soluciones apoyan la creación de perfiles crediticios alternativos y evaluaciones de riesgo más precisas, fomentando la inclusión financiera rural mediante créditos, seguros agrícolas y subsidios personalizados, todo ello basado en datos confiables y actualizados. Así mismo, posiciona al pequeño productor en los espacios comerciales.

Innovaciones asociadas a las soluciones propuestas

Algunas tecnologías emergentes que contribuyen a las soluciones propuestas son:

1. **Mercados descentralizados basados en blockchain y contratos inteligentes (smart contracts): m**ás allá de solo usar blockchain para trazabilidad, implementar mercados digitales descentralizados donde los contratos inteligentes regulen automáticamente transacciones, pagos y cumplimiento de condiciones, eliminando intermediarios, agilizando pagos y generando confianza sin necesidad de actores centrales. Esto empodera a productores y compradores con autonomía, transparencia y reducción de costos.

2. **Plataformas de economía colaborativa con IA para logística compartida:** el uso de inteligencia artificial para conectar dinámicamente a pequeños productores, transportistas locales y almacenes en modelos colaborativos, optimizando rutas, tiempos y costos en tiempo real. Esto permitiría, por ejemplo, compartir vehículos y espacios de almacenamiento en zonas rurales, reduciendo pérdidas postcosecha y maximizando la eficiencia sin grandes inversiones en infraestructura nueva.
3. **Asistentes digitales conversacionales multilingües basados en IA (chatbots y voicebots):** desarrollar asistentes virtuales que funcionen con voz o texto en lenguas indígenas para guiar a productores en tiempo real sobre precios, regulaciones, mejores prácticas y acceso a servicios financieros. Esto supera barreras de alfabetización digital y lingüística y ofrece atención personalizada 24/7 sin depender de infraestructura presencial.
4. **Realidad aumentada (AR) para capacitación y verificación remota:** el uso de AR en smartphones o dispositivos sencillos para que técnicos o facilitadores rurales puedan capacitar a distancia, mostrar visualmente procesos, o que los mismos productores puedan verificar de forma autónoma cumplimiento de normativas, condiciones fitosanitarias, o manejo poscosecha, mejorando la precisión y reduciendo costos de desplazamiento.
5. **Monedas digitales o tokens sociales para incentivar prácticas sostenibles y comercio justo:** implementar sistemas de tokens basados en *blockchain* que incentiven a productores por prácticas agrícolas sostenibles o participación en programas de certificación, que luego puedan canjear por insumos, capacitación o servicios financieros. Esto genera incentivos económicos adicionales y refuerza el compromiso social y ambiental.
6. **Plataformas de datos abiertos y crowdsourcing para precios y calidad:** crear ecosistemas digitales donde productores, compradores, técnicos y consumidores puedan reportar en tiempo real datos de precios, calidad, disponibilidad y demanda, alimentando modelos predictivos y dashboards públicos, con participación comunitaria para mejorar la transparencia y precisión de la información.
7. **Internet satelital comunitario con nodos IoT para monitoreo y trazabilidad en campo:** integrar tecnologías de bajo costo como redes satelitales (por ejemplo, Starlink comunitario) junto con dispositivos IoT para monitorear condiciones de cultivo, almacenamiento y transporte, enviando datos en tiempo real a plataformas digitales para optimizar la logística y calidad del producto, incluso en zonas sin infraestructura previa.

Eficiencia productiva: servicios de extensión y seguridad alimentaria

A pesar del potencial agrícola de muchas regiones rurales en México, persisten barreras estructurales que limitan la eficiencia productiva de pequeños productores y productoras, afectando tanto su capacidad de generar excedentes como de garantizar el consumo suficiente y adecuado a nivel familiar. En muchos casos, la producción agrícola no logra cubrir de manera constante las necesidades alimentarias del hogar, perpetuando ciclos de inseguridad alimentaria y dependencia de transferencias sociales.

Los principales factores que inciden negativamente en la productividad incluyen:

1. **Asistencia técnica insuficiente o desarticulada:** Muchos productores carecen de acceso a servicios de extensión con enfoque territorial, pertinencia cultural o enfoque de género. Los programas existentes encuentran dificultades para cubrir los territorios y comunidades participantes o una frecuencia limitada para este apoyo.
2. **Falta de acceso a formación práctica y continua:** Aunque se han hecho avances importantes en programas de capacitación agrícola, aún existen oportunidades para ampliar el acceso a formaciones prácticas y continuas que impulsen la adopción de buenas prácticas agrícolas, manejo postcosecha, diversificación productiva y uso eficiente de insumos. Es importante fortalecer estos espacios para que mujeres y jóvenes rurales puedan participar de manera activa y significativa, garantizando así un desarrollo inclusivo y sostenible.
3. **Infraestructura rural limitada:** si bien ha habido grandes esfuerzos por mejorar la infraestructura rural, como caminos, centros de acopio y unidades de transformación, aún existen oportunidades para fortalecer estas áreas. Contar con infraestructura adecuada y almacenamiento eficiente es clave para aumentar la eficiencia de los sistemas productivos, reducir pérdidas y facilitar un mejor manejo de la producción, beneficiando así a las comunidades rurales y su desarrollo sostenible.
4. **Insumos de baja calidad y falta de regulación local:** El acceso a semillas certificadas, fertilizantes de calidad y prácticas de manejo adecuadas representa una oportunidad importante para mejorar los rendimientos agrícolas. Fortalecer la presencia institucional y los canales de distribución en todas las regiones contribuirá a que más productores puedan beneficiarse de insumos confiables y asesoría técnica, promoviendo así una producción más eficiente y sostenible. El Programa Nacional de Semillas buscó abordar esta problemática al identificar que la producción nacional cubre solo el 30% de la demanda de semilla certificada necesaria para el campo.
5. **Manejo ineficiente de los recursos naturales:** existen importantes oportunidades para fortalecer el acompañamiento técnico en prácticas como el uso eficiente del agua, la rotación de cultivos y la conservación del

suelo. Estas acciones son fundamentales para mantener y mejorar la productividad a largo plazo, asegurando la sostenibilidad de los sistemas agrícolas.

6. **Barrera de acceso a financiamiento y recursos productivos:** es prioritario ampliar el acceso de pequeños productores a créditos, subsidios e instrumentos financieros adaptados a sus necesidades y ciclos productivos. Facilitar estos recursos permitirá potenciar inversiones en mejoras técnicas, adquisición de insumos y contratación de asistencia especializada, fortaleciendo así la productividad y competitividad del sector rural.

Soluciones prioritarias propuestas

En el contexto mexicano, fortalecer la eficiencia productiva de los pequeños productores rurales exige una transformación sistémica en el acceso, la gestión y el uso de la información técnica y organizativa. Las tecnologías digitales juegan un papel clave al permitir llegar de forma más eficiente, inclusiva y contextualizada a comunidades diversas. A continuación, se presentan seis bloques de soluciones articuladas con los momentos del ciclo agrícola y centradas en la inclusión, pertinencia cultural y sostenibilidad de las intervenciones.

1. **Fortalecer la asistencia técnica mediante el uso de herramientas digitales:** el fortalecimiento de la asistencia técnica rural requiere nuevos enfoques que garanticen cobertura, continuidad y pertinencia. Incorporar tecnologías digitales permite rediseñar el modelo de extensión agrícola para que sea más eficiente y personalizado. A través de plataformas digitales, aplicaciones móviles y sistemas de alerta agroclimática, es posible planificar mejor las visitas de campo, dar seguimiento remoto y adaptar las recomendaciones técnicas a las necesidades específicas de cada productor. Esto amplía el alcance del acompañamiento incluso en zonas remotas y permite sistematizar información para la toma de decisiones a nivel territorial.
2. **Implementar metodologías de formación práctica e inclusiva a través de entornos digitales multicanal:** la capacitación técnica puede ser más efectiva y equitativa si se adapta a los contextos diversos del medio rural. El uso de canales como WhatsApp, SMS, radio interactiva y cursos virtuales permite ofrecer contenidos en formatos accesibles, considerando niveles de conectividad y educación. Al combinar herramientas digitales con metodologías de microaprendizaje, se fortalece el conocimiento de mujeres y jóvenes en temas como agroecología, poscosecha y diversificación productiva. La tecnología facilita así una educación continua, práctica e inclusiva que complementa la formación presencial.
3. **Fomentar la planificación territorial y productiva basada en datos geoespaciales:** tomar decisiones informadas sobre el uso del suelo, el manejo del agua y las prácticas agrícolas requiere integrar datos de múltiples fuentes. La tecnología geoespacial —como los sistemas de

información geográfica (GIS), imágenes satelitales y sensores remotos— permite visualizar y analizar el territorio para identificar zonas degradadas, priorizar intervenciones de conservación y monitorear variables agroclimáticas. Esta información es clave para planificar de forma sostenible la producción, aumentando la resiliencia al cambio climático y optimizando el uso de recursos naturales.

4. **Brindar acceso seguro y eficiente a insumos agrícolas a través de plataformas digitales:** el acceso a insumos de calidad, en el momento oportuno, es fundamental para una producción eficiente y rentable. Las soluciones digitales permiten conectar la demanda de los productores con proveedores certificados, reducir la circulación de productos falsificados y facilitar compras agrupadas. Plataformas electrónicas con catálogos validados técnicamente, herramientas de verificación participativa y sistemas de registro digital mejoran la trazabilidad y transparencia en la distribución de insumos, y pueden integrarse a programas públicos o esquemas de subsidios.
5. **Optimizar el manejo postcosecha con apoyo de tecnologías digitales:** reducir pérdidas postcosecha y mantener la calidad de los productos requiere innovación en las etapas de almacenamiento, procesamiento y transporte. Las tecnologías digitales ofrecen soluciones como sensores IoT para monitorear condiciones de conservación, plataformas móviles para gestionar inventarios, y aplicaciones de capacitación sobre buenas prácticas. Estas herramientas permiten a los productores tomar decisiones oportunas, responder mejor a las demandas del mercado y agregar valor a su producción.
6. **Facilitar el acceso a servicios financieros mediante soluciones digitales adaptadas:** la inclusión financiera del pequeño productor se ve limitada por la falta de historial crediticio, garantías y conectividad. Las plataformas digitales pueden recopilar información productiva y climática, validar identidades y generar perfiles crediticios alternativos que respalden solicitudes de microcrédito, seguros y pagos móviles. Estas herramientas fortalecen la relación entre productores, instituciones financieras y programas públicos, reduciendo riesgos y aumentando las oportunidades de inversión en el ámbito rural.

Innovaciones asociadas a las soluciones propuestas

Algunas innovaciones que pueden permitir mejorar los resultados en productividad y seguridad alimentaria son:

1. **Gemelos digitales agroecológicos del hogar rural**: la creación de modelos virtuales (digital twins) que representen de forma dinámica la parcela, el hogar y su entorno productivo permite simular distintos escenarios de cultivo, diversificación, inversión y riesgo. Estos gemelos digitales, alimentados con datos climáticos, edáficos, productivos y

socioeconómicos, facilitan la toma de decisiones informada y adaptada a cada contexto. Permiten evaluar el impacto de nuevas prácticas, estimar rendimientos o planificar la seguridad alimentaria familiar, sin necesidad de recurrir a ensayo y error en campo.

2. **Modelos predictivos para estimación de consumo y producción mínima del hogar**: mediante el uso de inteligencia artificial aplicada a variables como número de integrantes del hogar, hábitos alimentarios, condiciones agroecológicas y prácticas productivas, es posible generar estimaciones precisas de la producción mínima requerida para cubrir las necesidades nutricionales del hogar durante todo el año. Esto permite planificar mejor los cultivos, gestionar reservas y anticipar escasez o excedentes, aumentando la autosuficiencia y reduciendo la dependencia externa.
3. **Sistemas inteligentes de rotación y planificación agroecológica**: plataformas digitales que integran principios agroecológicos y datos locales para sugerir planes de rotación de cultivos, asociaciones favorables y manejo regenerativo del suelo en tiempo real. Estas herramientas permiten optimizar el uso del terreno, preservar la fertilidad y diversificar la dieta familiar y la oferta comercial, con recomendaciones adaptadas al calendario agrícola, el clima y los recursos disponibles, todo desde una interfaz sencilla y accesible.
4. **Instrumentos digitales para el balance nutricional y energético del hogar**: el uso de apps y tableros interactivos que cruzan datos de producción alimentaria, composición nutricional y hábitos de consumo permite a los hogares monitorear su balance nutricional y energético. Estas herramientas pueden advertir sobre deficiencias o excesos, y ofrecer recomendaciones para mejorar la dieta con base en lo disponible localmente, contribuyendo a la seguridad alimentaria, la salud preventiva y el bienestar integral del hogar rural.
5. **Agricultura regenerativa con sensores de bajo costo e IoT**: incorporar sensores económicos y dispositivos IoT en prácticas como compostaje, producción de bioinsumos o manejo de suelos permite a los hogares monitorear variables clave como temperatura, humedad, pH o actividad microbiológica, mejorando la calidad y eficacia de sus prácticas agroecológicas. Esto impulsa la innovación desde lo local, democratiza el acceso a tecnologías de monitoreo y fortalece el manejo regenerativo desde la base comunitaria.
6. **Sistemas de apoyo basados en IA para toma de decisiones en el hogar productivo**: el desarrollo de motores de recomendación personalizados que procesan datos del hogar, del entorno productivo y de variables de mercado permite brindar asistencia directa para decisiones cotidianas: qué sembrar, cuándo, con qué prácticas, cómo diversificar, y cómo priorizar inversiones. Al integrar algoritmos de aprendizaje automático y principios de soberanía tecnológica, estas herramientas

empoderan a los hogares rurales como unidades planificadoras activas, resilientes y adaptadas a sus realidades cambiantes.

Resiliencia ante el cambio climático

En la última década, México ha experimentado un aumento significativo en la frecuencia e intensidad de eventos climáticos adversos, tales como sequías prolongadas, inundaciones, tormentas y heladas, que han afectado millones de hectáreas de tierras agrícolas. Según datos de la Comisión Nacional Forestal (CONAFOR) y el Servicio Meteorológico Nacional (SMN), entre 2015 y 2022 se registraron más de 120 eventos naturales que impactaron directamente el sector agropecuario, afectando alrededor de 5.4 millones de hectáreas en todo el país (CONAFOR, 2023; SMN, 2023).

Entre los efectos más críticos se encuentran la erosión del suelo, que afecta aproximadamente al 30% de las tierras agrícolas mexicanas, la pérdida de nutrientes y la reducción en la capacidad productiva (INEGI, 2021). Asimismo, las inundaciones recurrentes provocan daños significativos en cultivos básicos como el maíz, el frijol y el trigo, que son pilares de la seguridad alimentaria nacional. Las sequías, por su parte, han generado pérdidas en la producción agrícola que superan el 15% anual en regiones como el norte y centro del país (FAO, 2022).

Además, la limitada implementación de tecnologías de adaptación, como sistemas de riego eficientes o prácticas de conservación de suelo y agua, junto con la insuficiente integración de la gestión de riesgos climáticos en políticas públicas y programas de extensión rural, restringe la capacidad de respuesta de las comunidades rurales frente a estos desafíos (SEMARNAT, 2023).

Por ello, fortalecer las capacidades técnicas, institucionales y comunitarias es esencial para anticipar, mitigar y recuperarse de los impactos climáticos. La promoción de sistemas productivos diversificados, el acceso a tecnologías climáticamente inteligentes y la implementación de mecanismos de alerta temprana y seguros agrícolas, son elementos clave para potenciar la resiliencia y garantizar el desarrollo sostenible de las comunidades rurales mexicanas (IFAD, 2023).

Soluciones prioritarias propuestas

Frente al creciente impacto del cambio climático en el sector agropecuario mexicano, es fundamental adoptar un enfoque integral que combine innovación tecnológica, fortalecimiento institucional y participación comunitaria. Las tecnologías digitales y herramientas de TICpD ofrecen oportunidades concretas para anticipar, gestionar y mitigar los riesgos climáticos, promoviendo sistemas agroalimentarios más resilientes y sostenibles. A continuación, se presentan los principales bloques de soluciones que integran estos enfoques tecnológicos con acciones estratégicas para aumentar la capacidad de adaptación y respuesta del campo mexicano.

1. **Reforzar y escalar los sistemas de alerta temprana y monitoreo climático comunitario:** para anticipar los impactos de eventos climáticos extremos como sequías, inundaciones o heladas, es esencial contar con sistemas de alerta temprana accesibles y confiables a nivel comunitario. A través del uso de tecnologías digitales es posible establecer redes de monitoreo que provean información local en tiempo real. Estas tecnologías, al conectarse con canales de difusión comunitarios como SMS, WhatsApp, o radios rurales, permiten emitir alertas oportunas y comprensibles. El objetivo es empoderar tanto a productores como a gobiernos locales con la capacidad de tomar decisiones preventivas y de respuesta rápida, lo que puede traducirse en la reducción de pérdidas humanas, productivas y económicas ante fenómenos climáticos extremos.
2. **Fomentar la agricultura climáticamente inteligente y manejo adaptativo de recursos:** el cambio climático exige transformar la forma en que se produce en el campo. Mediante el uso de tecnologías digitales se pueden promover prácticas agrícolas más resilientes y regenerativas, adaptadas a las condiciones específicas de cada territorio. Herramientas basadas en inteligencia artificial, por ejemplo, pueden procesar información climática, edafológica y productiva para recomendar fechas óptimas de siembra, selección de cultivos resistentes, rotación de cultivos o prácticas de conservación de suelo. Estas soluciones, integradas en aplicaciones móviles o plataformas digitales accesibles para técnicos y productores, permiten una toma de decisiones más informada, sostenible y de menor riesgo. A mediano plazo, se espera un aumento de la productividad con menor dependencia de insumos externos, así como la regeneración de suelos y ecosistemas degradados.
3. **Promover el uso inteligente del agua en zonas vulnerables:** La disponibilidad de agua se ha vuelto uno de los principales desafíos para la agricultura en México, especialmente en regiones áridas y semiáridas. Ante este contexto, las tecnologías digitales ofrecen soluciones para optimizar el uso del recurso hídrico mediante sistemas de riego inteligente que combinan sensores de humedad del suelo, datos meteorológicos y algoritmos de predicción para definir cuándo y cuánto regar. Estas soluciones, al ser integradas en plataformas móviles o interfaces de fácil acceso, permiten a los productores reducir el consumo de agua sin comprometer el rendimiento de sus cultivos. El resultado esperado es una mejora significativa en la eficiencia hídrica, una reducción del estrés hídrico en los sistemas productivos, y la prevención de conflictos por el acceso al agua, al mismo tiempo que se contribuye a la sostenibilidad ambiental de las cuencas.
4. **Fomentar mecanismos de gestión comunitaria del riesgo y fortalecimiento institucional:** las herramientas digitales actúan como facilitadoras de la gestión participativa del riesgo, permitiendo a las comunidades mapear sus recursos, amenazas y vulnerabilidades a través

de plataformas de mapeo colaborativo. Estas plataformas, al integrarse con información climática y sociodemográfica, pueden apoyar el diseño y actualización de planes comunitarios de adaptación y contingencia. Asimismo, los tableros digitales de gestión pueden ser usados por gobiernos locales y organizaciones de base para coordinar acciones de preparación, respuesta y recuperación ante desastres climáticos. El resultado esperado es un fortalecimiento de las capacidades locales de organización, monitoreo y planificación frente a riesgos climáticos, con base en evidencia generada desde el territorio.

5. **Promover mecanismos financieros de protección y adaptación:** frente a eventos climáticos extremos, muchas familias rurales quedan sin recursos para recuperarse y continuar su actividad productiva. Las tecnologías digitales permiten el desarrollo de mecanismos financieros más accesibles y oportunos para estos contextos. Un ejemplo de ello son los seguros paramétricos, que utilizan datos climáticos en tiempo real para activar automáticamente pagos en caso de eventos extremos como sequías o lluvias excesivas. Estos mecanismos pueden ser gestionados y distribuidos a través de plataformas digitales o aplicaciones móviles vinculadas a cuentas electrónicas, sin necesidad de trámites complejos. También se pueden integrar con sistemas de microcréditos o fondos rotatorios comunitarios apoyados por tecnología blockchain o aplicaciones de control financiero. Se espera que estas soluciones incrementen la resiliencia económica de los hogares rurales, al proporcionar redes de protección que les permitan continuar produciendo y mantener sus medios de vida tras un desastre climático.
6. **Optimizar el uso de la información climática accesible para la toma de decisiones:** Uno de los grandes desafíos en contextos rurales es transformar la información técnica sobre el clima en conocimiento práctico para quienes más la necesitan. Por ello, este bloque se centra en el uso de herramientas digitales multicanal que traduzcan datos agroclimáticos complejos en recomendaciones claras, contextualizadas y culturalmente pertinentes. Mediante aplicaciones móviles, chatbots, programas de radio, o sistemas de mensajería (como SMS y WhatsApp), se pueden enviar alertas, recomendaciones de manejo, o explicaciones simples sobre pronósticos climáticos en formatos visuales, sonoros y en lenguas indígenas. Estas tecnologías acercan el conocimiento científico a la realidad cotidiana de las y los productores, facilitando una toma de decisiones más informada y oportuna. Como resultado, se espera una mayor capacidad de adaptación en el día a día de las familias rurales, reduciendo la incertidumbre y fortaleciendo su autonomía frente a la variabilidad climática.

Innovaciones asociadas a las soluciones propuestas

1. **Sistemas avanzados de alerta temprana con IoT, IA y conectividad satelital:** Incorporar redes de sensores IoT para monitorear variables climáticas en tiempo real, especialmente en zonas remotas, usando comunicación satelital y redes mesh para garantizar cobertura continua. Los datos se analizan mediante inteligencia artificial que combina modelos climáticos y patrones históricos para prever eventos extremos con anticipación. Las alertas se difunden a través de canales multilingües adaptados a contextos rurales (SMS, apps simplificadas, mensajes de voz), facilitando una respuesta rápida y localmente pertinente. Este sistema integrado aumenta la precisión y oportunidad de las alertas, disminuye pérdidas productivas y fortalece la coordinación entre comunidades y autoridades.
2. **Plataformas digitales de gestión de riesgos climáticos y seguros indexados:** Desarrollar plataformas que integren datos climáticos, productivos y socioeconómicos para evaluar riesgos y diseñar seguros agrícolas indexados basados en parámetros objetivos (precipitación, temperatura, sequías). Estos sistemas automatizan pagos a productores afectados, reduciendo la burocracia y acelerando la recuperación económica. Además, permiten la personalización del seguro según perfil de riesgo y características productivas, aumentando la inclusión financiera y la resiliencia ante eventos climáticos.
3. **Modelos predictivos y planificación agrícola climáticamente inteligente con IA y big data:** Utilizar inteligencia artificial y análisis de grandes volúmenes de datos satelitales, meteorológicos y agrícolas para generar recomendaciones de cultivos, fechas de siembra y manejo agroecológico adaptadas al contexto local y escenarios futuros de cambio climático. Estas plataformas facilitan la toma de decisiones informadas, optimizan el uso de recursos y promueven la diversificación productiva para mitigar riesgos y aumentar la productividad.
4. **Sistemas de monitoreo participativo con drones y sensores remotos:** Implementar tecnologías de monitoreo aéreo con drones y sensores remotos de bajo costo para evaluar el estado de los cultivos, humedad del suelo y daños por eventos climáticos en tiempo real. Combinado con plataformas móviles, esta información facilita la gestión rápida y precisa por parte de productores, técnicos y autoridades, mejorando la respuesta ante emergencias y la planificación territorial.
5. **Plataformas colaborativas de gobernanza y planificación territorial climática:** Desarrollar plataformas digitales que integren actores locales, gobiernos y organizaciones para la co-creación y seguimiento de planes de adaptación y mitigación climática. Estas herramientas promueven la transparencia, el acceso a datos abiertos y la participación inclusiva,

fortaleciendo la capacidad comunitaria para gestionar riesgos climáticos y movilizar recursos con base en evidencia actualizada.

6. **Sensores IoT y drones para cuantificación precisa de emisiones:** Tecnologías avanzadas para detectar metano en criaderos o sistemas de riego, combinadas con IA para modelar y predecir emisiones según prácticas productivas.
7. **Gemelos digitales para simular impacto ambiental:** Modelos digitales que integren variables de producción, clima y emisiones para evaluar escenarios de mitigación, ayudando a los productores a decidir prácticas que reduzcan su huella.
8. **Plataformas de finanzas verdes con tecnología *blockchain*:** Facilitan la transparencia y trazabilidad de fondos para prácticas sostenibles y proyectos de captura de carbono, vinculando a pequeños productores con inversores y programas internacionales.

Limitada participación de mujeres y pueblos indígenas en el desarrollo agrícola y la gobernanza digital

Las mujeres rurales e indígenas en México desempeñan un papel central en la seguridad alimentaria, el manejo sostenible del territorio y la transmisión de conocimientos ancestrales. A pesar de ello, enfrentan múltiples barreras estructurales que limitan su participación plena en el desarrollo rural, así como el aprovechamiento efectivo de sus saberes tradicionales.

En México, se estima que el 23 % de la población que vive en zonas rurales son mujeres, y el 85 % de ellas participa activamente en actividades agropecuarias (FAO, 2022). Sin embargo, cerca del 70 % no cuenta con derechos formales sobre la tierra (SEDATU, 2020), lo que limita su acceso al financiamiento, a programas de asistencia técnica y a la participación en esquemas organizativos agrarios. Esta desigualdad se traduce también en brechas en la toma de decisiones, ya que solo el 19 % de las personas titulares en comisariados ejidales son mujeres (INEGI, 2020). Adicionalmente, el 56 % de las mujeres rurales vive en condiciones de pobreza (CONEVAL, 2023), y muchas de sus contribuciones —como el cuidado del hogar, la transformación de productos o la conservación de semillas— continúan siendo invisibilizadas en los registros oficiales.

México es un país pluricultural y plurilingüe, hogar de una amplia diversidad de pueblos indígenas cuyas prácticas agroecológicas representan una fuente invaluable de conocimiento y sostenibilidad. De acuerdo con el Censo Nacional de Población y Vivienda 2020, alrededor de 23.2 millones de personas se identifican como indígenas, lo que representa el 19.4 % del total nacional (INEGI, 2020). Este porcentaje se incrementa significativamente en estados como Oaxaca (69 %), Yucatán (65 %) y Chiapas (36 %), lo que evidencia la fuerte presencia de comunidades originarias en zonas agrícolas clave del país. Estas comunidades han desarrollado sistemas de cultivo complejos —como la milpa, los sistemas silvopastoriles o de sombra— que conservan entre 142 y más de 200 especies por

unidad de producción, y cumplen funciones esenciales en la preservación de la biodiversidad, la nutrición y la resiliencia climática (Cámara-Leret et al., 2016). Reconocer y fortalecer estas prácticas ancestrales no solo mejora la sostenibilidad productiva, sino que también asegura que los proyectos de desarrollo rural respeten la riqueza cultural que sustenta el campo mexicano Un ejemplo de ello es el sistema *metepantle* en Tlaxcala, que integra cultivos como maíz, frijol y maguey con estructuras vivas que retienen agua y suelo, promoviendo una agricultura sustentable y adaptada al entorno local (CONABIO, 2017). Asimismo, en regiones como la Sierra Juárez de Oaxaca y los Altos de Chiapas, mujeres indígenas lideran iniciativas de conservación de semillas nativas, medicina tradicional y manejo forestal comunitario, consolidando una visión integral del territorio que combina lo productivo con lo espiritual y lo colectivo (CIESAS, 2021).

Pese a su riqueza y profundidad, estos conocimientos ancestrales suelen ser poco reconocidos o incluso desplazados por intervenciones externas que no consideran el contexto sociocultural. Estudios han señalado que la falta de consulta y participación de las comunidades indígenas en el diseño de políticas públicas ha derivado en la pérdida de prácticas sustentables y en el debilitamiento de la autonomía comunitaria (CDI, 2018; UNDP México, 2021).

En el contexto rural mexicano, la creciente digitalización de los servicios agrícolas, financieros y sociales representa una oportunidad clave para cerrar brechas históricas de acceso, especialmente para las mujeres. Sin embargo, persisten retos estructurales. Aunque más del 70% de la población mexicana tiene acceso a internet, en las zonas rurales esta cobertura es significativamente menor (INEGI, 2022), y se estima que solo una de cada tres mujeres rurales cuenta con acceso regular a dispositivos móviles con conexión a internet (FAO, 2021). Esta limitada conectividad restringe su participación en plataformas de capacitación virtual, acceso a información de mercado en tiempo real, o la posibilidad de utilizar servicios financieros digitales. Además, la brecha digital se profundiza por barreras culturales, niveles de escolaridad y la falta de oferta tecnológica adaptada a contextos rurales e interculturales. Reforzar estrategias de conectividad rural, alfabetización digital y diseño participativo de soluciones tecnológicas con enfoque de género e interculturalidad será clave para fortalecer el rol de las mujeres rurales en procesos productivos, financieros y de liderazgo comunitario.

Frente a este panorama, se abre una oportunidad crítica para revalorizar e integrar los conocimientos tradicionales en estrategias de desarrollo rural y de adaptación climática. Organismos como la FAO y el FIDA han resaltado que fortalecer el acceso equitativo de las mujeres a recursos productivos, espacios de liderazgo y formación técnica no solo reduce las brechas de género, sino que mejora los resultados de los proyectos y su sostenibilidad en el tiempo (FAO & IFAD, 2021). Asimismo, incluir los saberes indígenas en programas de agricultura sostenible, conservación de recursos naturales y tecnologías apropiadas permite fortalecer la resiliencia climática de los territorios y preservar la identidad cultural de los pueblos originarios.

Un enfoque territorial que reconozca la diversidad étnica, lingüística y de género en el campo mexicano permitirá avanzar hacia políticas más inclusivas, eficaces y

culturalmente pertinentes. Esto no solo representa una cuestión de justicia social, sino también una estrategia clave para lograr un desarrollo rural verdaderamente sostenible.

Soluciones prioritarias propuestas

Para revertir la histórica exclusión y subrepresentación de mujeres rurales e indígenas en los procesos productivos y de toma de decisiones, es fundamental diseñar soluciones tecnológicas integrales que reconozcan la diversidad cultural, lingüística y de género. En este sentido, las TIC pueden actuar como facilitadoras clave para mejorar el acceso, la inclusión y la autonomía de estos grupos, potenciando sus capacidades y visibilizando sus contribuciones.

1. **Desarrollar y difundir plataformas digitales multilingües e inclusivas** que faciliten el acceso a información, capacitación y servicios adaptados a los contextos socioculturales de las comunidades indígenas y rurales. Estas plataformas deben priorizar interfaces intuitivas, con opciones de voz y materiales en lenguas originarias, para superar barreras de alfabetización y acceso digital, y así empoderar a mujeres y hombres en sus territorios.
2. **Promover la conectividad rural con un enfoque comunitario** para garantizar el acceso sostenido a servicios digitales. Esto implica alianzas estratégicas con actores públicos y privados para desplegar infraestructura asequible y modelos de gobernanza local que permitan a las comunidades gestionar sus propias redes, incrementando la soberanía digital y asegurando la pertinencia cultural en el acceso a la información y servicios.
3. **Fomentar la participación y liderazgo de mujeres indígenas y rurales en espacios de decisión** y cadenas de valor agrícolas mediante Plataformas de gobernanza digital y herramientas colaborativas, redes sociales comunitarias y sistemas de gestión participativa. Esto permitirá visibilizar sus aportes, facilitar la organización comunitaria y garantizar su inclusión en procesos de planificación territorial, financiamiento y desarrollo de políticas.
4. **Preservar y valorizar los saberes ancestrales y prácticas agroecológicas** a través de plataformas colaborativas que permitan la documentación, difusión y transmisión intergeneracional de conocimientos tradicionales. Al integrar estas prácticas en sistemas de innovación agrícola y adaptación climática, se fortalece la identidad cultural, se promueve la biodiversidad y se generan modelos de desarrollo que respetan y potencian la autonomía de los pueblos originarios.
5. **Fomentar la emergencia de mercados digitales inclusivos y accesibles con enfoque intercultural y de género:** uso de plataformas de comercio electrónico y mercados digitales que incorporen interfaces multilingües, elementos visuales intuitivos, y mecanismos de pago adaptados a la realidad rural (por ejemplo, pagos móviles sin cuentas

bancarias), permite que mujeres e indígenas accedan directamente a compradores y comercialicen sus productos con mayor autonomía. Además, integrar espacios para la negociación comunitaria y agrupamiento colectivo facilita mejores precios y condiciones justas, reduciendo intermediarios y fortaleciendo la economía local.

Estos bloques tecnológicos y sociales están diseñados para garantizar no solo la inclusión digital, sino una participación activa y significativa de mujeres e indígenas, fomentando un desarrollo rural equitativo, sostenible y culturalmente pertinente en México.

Innovaciones asociadas a las soluciones propuestas

1. **Plataformas de empoderamiento digital basadas en inteligencia artificial con enfoque cultural y de género:** Desarrollar asistentes virtuales con IA avanzada capaces de entender y responder en lenguas indígenas, dialectos y variantes culturales, que ofrezcan orientación técnica, financiera y comercial personalizada 24/7. Estos sistemas emplean procesamiento de lenguaje natural inclusivo y aprendizaje automático para adaptarse al nivel educativo y cultural de cada usuaria, superando barreras lingüísticas y de alfabetización digital. Además, integran elementos de mentoría virtual para fortalecer habilidades de liderazgo y negociación.
2. **Redes comunitarias descentralizadas y mesh networks para conectividad soberana:** Implementar infraestructuras de internet comunitarias, basadas en redes mesh y nodos autogestionados que garantizan acceso confiable y seguro a internet en territorios indígenas remotos. Estas redes son diseñadas y operadas por las propias comunidades, promoviendo la soberanía digital y facilitando el acceso a plataformas digitales de formación, comercio y gestión productiva sin depender de grandes proveedores externos.
3. **Plataformas de economía circular digital con tokenización social para incentivos inclusivos:** Creación de ecosistemas digitales que integran monedas sociales o tokens basados en *blockchain*, diseñados para recompensar prácticas agrícolas sostenibles, participación comunitaria y transmisión de saberes ancestrales. Estos sistemas permiten a mujeres e indígenas recibir incentivos digitales intercambiables por insumos, servicios, capacitación o apoyo financiero, fomentando su inclusión económica y el reconocimiento de su aporte cultural y ambiental.
4. **Realidad aumentada y virtual para capacitación inmersiva y transferencia intergeneracional de conocimientos:** Uso de tecnologías de realidad aumentada (AR) y realidad virtual (VR) para crear espacios formativos inmersivos que recrean escenarios agrícolas, prácticas tradicionales y manejo postcosecha, facilitando el aprendizaje experiencial y la preservación de saberes ancestrales. Estas herramientas son adaptadas a contextos rurales y pueden ser utilizadas tanto por jóvenes como por

adultos, fortaleciendo el vínculo entre generaciones y el empoderamiento digital.

5. **Plataformas colaborativas de gobernanza digital con participación directa:** Desarrollo de herramientas digitales que facilitan la participación directa de mujeres e indígenas en procesos de toma de decisiones comunitarias y territoriales, utilizando mecanismos de votación segura, deliberación en línea y seguimiento de acuerdos mediante *blockchain*. Esto garantiza transparencia, equidad y empoderamiento, integrando las voces históricamente excluidas en la gobernanza rural y la gestión de recursos naturales.
6. **Inteligencia artificial explicable para toma de decisiones agroecológicas inclusivas:** Aplicación de sistemas de IA diseñados con principios de transparencia y explicabilidad que asisten a mujeres e indígenas en decisiones agrícolas, adaptación climática y gestión postcosecha. Estas plataformas no solo entregan recomendaciones personalizadas, sino que explican sus bases técnicas y culturales, fomentando la confianza, el aprendizaje y la autonomía en el uso de tecnología.

Gestión de la información

La gestión eficiente de la información es un componente clave para el éxito de los proyectos de desarrollo rural en México, pero enfrenta desafíos importantes que limitan su efectividad y el impacto en pequeños productores y comunidades rurales. Algunos de los retos más comunes asociados a la gestión de información son:

1. **Fragmentación y duplicidad de esfuerzos**
   La coexistencia de múltiples programas e instituciones dedicados al desarrollo rural ha generado fragmentación institucional y duplicación de actividades. Un informe de la Secretaría de Agricultura y Desarrollo Rural (SADER, 2021) señala que la falta de plataformas integradas para compartir datos entre agencias federales, estatales y municipales dificulta la coordinación y el seguimiento de las intervenciones, lo que reduce la eficiencia y provoca solapamientos en las zonas de intervención.

2. **Falta de gobernanza y estandarización de datos**
   La ausencia de una política nacional robusta sobre gobernanza de datos dificulta la recolección, almacenamiento y uso armonizado de información. Esto genera bases de datos dispares, con diferentes formatos y calidad variable, lo que limita la posibilidad de realizar evaluaciones de impacto confiables y decisiones basadas en evidencia (INEGI, 2022; CONEVAL, 2022).

3. **Procesos manuales y limitada digitalización**
   En muchas regiones rurales, el monitoreo y reporte de actividades aún se hace con registros en papel o sistemas poco actualizados, lo que ralentiza

la retroalimentación y dificulta el ajuste oportuno de proyectos (FAO, 2021). Además, la escasa infraestructura tecnológica y capacitación limita la adopción de sistemas digitales modernos, incluidos los Sistemas de Información Geográfica (SIG) que pueden mejorar la planificación y el análisis territorial (Banco Mundial, 2020).

4. **Planificación ineficiente y falta de capacitación técnica**
   Según un estudio del Instituto Nacional de Administración Pública (INAP, 2021), la planificación de proyectos rurales adolece de baja integración de datos socioeconómicos, productivos y ambientales debido a la limitada capacitación del personal en herramientas digitales y análisis de datos. Esto afecta la precisión en la identificación de necesidades y la priorización de intervenciones.

5. **Acceso limitado a servicios financieros por falta de datos integrados**
   El acceso a créditos y seguros agrícolas está estrechamente vinculado a la disponibilidad de información confiable sobre los productores y sus actividades. La falta de plataformas integradas y actualizadas dificulta la inclusión financiera de pequeños productores, especialmente en zonas marginadas (CNBV, 2021). Esto limita la capacidad para diseñar productos financieros adecuados y realizar evaluaciones de riesgo efectivas.

Los retos identificados en la gestión de la información —como la fragmentación institucional, la falta de gobernanza y estandarización de datos, la limitada digitalización, la planificación ineficiente y el escaso acceso a capacitación técnica— generan ineficiencias significativas y pérdida de recursos en los proyectos de desarrollo rural en México. Estas deficiencias dificultan la coordinación efectiva entre actores, limitan la capacidad para evaluar y ajustar intervenciones, y restringen el acceso de los pequeños productores a servicios financieros y técnicos cruciales para mejorar su productividad y resiliencia. En consecuencia, el impacto potencial de las iniciativas se ve reducido, afectando la sostenibilidad y el bienestar de las comunidades rurales. Abordar estas brechas es fundamental para optimizar la utilización de recursos, fortalecer la integración de esfuerzos y maximizar los beneficios de los proyectos para el desarrollo rural inclusivo y sostenible.

Soluciones prioritarias propuestas

La gestión de la información constituye un pilar fundamental para el éxito y la sostenibilidad de los proyectos de desarrollo rural en México. Enfrentando retos como la fragmentación institucional, la falta de estandarización, procesos manuales y escasa capacitación técnica, la digitalización y modernización de los sistemas de información pueden transformar la forma en que se planifican, monitorean y evalúan las intervenciones rurales. El uso estratégico de tecnologías digitales facilita la integración y análisis de datos, optimiza la coordinación interinstitucional y fortalece la toma de decisiones basada en evidencia para beneficiar a pequeños productores y comunidades rurales.

Bloques de soluciones para la gestión eficiente de la información:

1. **Desarrollar plataformas integradas interoperables y centralizadas** e implementar sistemas digitales que permitan la consolidación y sincronización de datos provenientes de diferentes instituciones, programas y niveles de gobierno. Estas plataformas deben facilitar el acceso compartido, la actualización en tiempo real y la interoperabilidad entre bases de datos heterogéneas, reduciendo la duplicidad y mejorando la coordinación. La centralización informativa optimiza la gestión de recursos, identifica solapamientos y fortalece el seguimiento de resultados a escala territorial.
2. **Establecer una Gobernanza de datos y estandarización** de políticas claras y marcos normativos para la recolección, almacenamiento, uso y protección de datos en el sector rural. La definición de estándares técnicos y protocolos comunes para formatos, calidad y seguridad garantiza la confianza en la información y promueve la transparencia. Una gobernanza robusta impulsa la colaboración multisectorial y asegura que la información cumpla con criterios éticos y legales, facilitando su uso responsable para la formulación de políticas y evaluación de impacto.
3. **Digitalizar y automatizar procesos operativos** para sustituir procesos manuales, como registros en papel y reportes manuales, por sistemas digitales automatizados. La adopción de dispositivos móviles, aplicaciones para captura de datos en campo, y reportes en línea aceleran la recolección y validación de información, permitiendo ajustes oportunos y mejor seguimiento de actividades. Esto también libera recursos humanos y técnicos, incrementando la eficiencia operativa y mejorando la calidad de la información.
4. **Fortalecer las capacidades digitales** para el personal técnico, administrativo y comunitario, enfocándose en el uso de tecnologías de información, análisis de datos y herramientas digitales. El desarrollo de habilidades digitales aumenta la autonomía y competencia en la gestión de información, fomenta la innovación y garantiza una correcta interpretación y aplicación de los datos para la toma de decisiones.
5. **Desarrollar sistemas digitales para acceso inclusivo a oportunidades** basados en datos socioeconómicos, productivos y crediticios para facilitar el diseño de bienes y servicios, y productos adaptados a las necesidades de pequeños productores.

En conclusión, la modernización y fortalecimiento de la gestión de la información mediante tecnologías digitales es clave para superar las barreras actuales y potenciar el impacto de los proyectos rurales en México. Un sistema integrado, estandarizado y accesible no solo mejora la eficiencia y transparencia institucional, sino que también amplía las oportunidades para que los pequeños productores accedan a servicios técnicos y financieros, incrementando su productividad, resiliencia y bienestar.

Innovaciones asociadas a las soluciones propuestas

1. **Infraestructura Digital Pública (DPI) basada en arquitecturas descentralizadas y de código abierto:** Permite la creación de un ecosistema digital interoperable y transparente donde múltiples actores —gobiernos, ONG, cooperativas, productores— pueden compartir y acceder a datos en tiempo real sin intermediarios. Esto mejora la coordinación multisectorial, evita duplicidades y acelera la ejecución de proyectos, al garantizar que toda la información esté disponible en plataformas comunes con alta seguridad y soberanía de datos.
2. **Identidad digital soberana y verificable para productores rurales:** Empodera a productores con control total sobre su información personal y productiva, facilitando el acceso a servicios financieros, programas sociales y capacitación técnica personalizada. Mejora la inclusión financiera y social, reduce la burocracia y agiliza la entrega de apoyos públicos, al contar con datos confiables y verificables para la toma de decisiones a nivel institucional y territorial.
3. **Redes de datos federadas con protocolos abiertos AgroWeb 3.0 y APIs inteligentes:** Facilitan la integración automatizada y en tiempo real de datos provenientes de múltiples fuentes y sistemas heterogéneos, mejorando la calidad, continuidad y contextualización de la información. Esto permite una planificación más precisa, monitoreo dinámico de avances y ajustes oportunos en proyectos, así como una comunicación fluida entre organizaciones, gobiernos y beneficiarios.
4. **Plataformas colaborativas basadas en tecnología Web 3.0 con gobernanza tokenizada:** Incentivan la participación activa y transparente mediante contratos inteligentes y mecanismos de gobernanza distribuida, lo que fortalece la confianza entre actores y fomenta la toma de decisiones conjunta. Esto contribuye a un uso más eficiente de los recursos, mayor rendición de cuentas y construcción de comunidades digitales autónomas que co-gestionan proyectos y servicios rurales.
5. **Sistemas de gobernanza de datos con verificación descentralizada y trazabilidad blockchain:** Garantizan la integridad y trazabilidad de los datos usados en proyectos, permitiendo auditar el origen y uso de la información con transparencia absoluta. Esto fortalece la confianza entre beneficiarios, instituciones y donantes, previene la manipulación o mal uso de datos y facilita el cumplimiento normativo en el manejo de información sensible.
6. **Análisis predictivo avanzado con IA explicable (Explainable AI) y gemelos digitales dinámicos:** Proveen herramientas inteligentes que anticipan riesgos, optimizan recursos y personalizan intervenciones, explicando las bases de sus recomendaciones para generar confianza. Esto mejora la capacidad de respuesta en tiempo real, facilita la toma de decisiones informadas y aumenta la efectividad y adaptabilidad de las estrategias implementadas en territorios rurales.

7. **Automatización de flujos de datos mediante integración de IoT, drones y sensores ambientales con edge computing:** Reduce la dependencia de infraestructura de red y acelera la generación de alertas y reportes en campo, permitiendo una supervisión continua y precisa de cultivos, recursos hídricos y condiciones ambientales. Esto optimiza la gestión operativa, detecta problemas tempranos y mejora la eficiencia en el monitoreo y evaluación de proyectos, incluso en zonas remotas.
8. **Plataformas de datos abiertos con crowdsourcing y sistemas de reputación comunitaria:** Fomentan la colaboración horizontal y la construcción colectiva del conocimiento rural, mejorando la calidad y actualización de datos. Estos sistemas amplían la participación de productores y comunidades en la gestión pública, fortalecen la transparencia y permiten a los actores locales influir activamente en el diseño y seguimiento de políticas y proyectos.

III. Conclusiones estratégicas para una estrategia TICPD

El contexto rural mexicano enfrenta desafíos estructurales que limitan el bienestar y la autonomía de millones de personas: desigualdad territorial, baja productividad, exclusión de mercados, vulnerabilidad climática y barreras sociales y tecnológicas que afectan de forma desproporcionada a mujeres y pueblos indígenas. Ante este panorama, las tecnologías digitales no son una solución aislada, pero sí un **acelerador estratégico para cerrar brechas históricas** y articular una nueva generación de políticas rurales más inclusivas, sostenibles y resilientes.

Este apéndice propone una estrategia TICpD profundamente alineada con las prioridades nacionales y los lineamientos del FIDA, centrada en el uso de tecnología al servicio de la justicia territorial y la innovación social. De su análisis emergen **cinco bloques prioritarios** que deben colocarse en el centro de la estrategia pública y de cooperación en los próximos años:

1. Plataformas multilingües de capacitación digital inclusiva

Una de las prioridades más transversales y urgentes para avanzar hacia un desarrollo rural verdaderamente inclusivo es el despliegue de **plataformas multilingües de capacitación digital adaptadas a los contextos rurales e indígenas**. Estas herramientas permiten fortalecer de manera efectiva las capacidades productivas, técnicas y financieras de los pequeños productores, democratizando el acceso a formación continua y pertinente, especialmente entre mujeres y jóvenes rurales. En muchos territorios, la tecnología ya está disponible, pero su adopción es limitada debido a barreras de lenguaje, alfabetización o diseño excluyente.

Superar estas brechas requiere generar contenidos en lenguas originarias, con formatos accesibles —como audio, video, imágenes o mensajería básica— que respondan al entorno sociocultural de los usuarios. Solo así es posible garantizar

que las soluciones digitales realmente lleguen y transformen las prácticas cotidianas en el territorio. Más que una herramienta aislada, estas plataformas actúan como **puente entre la innovación tecnológica y el conocimiento local**, permitiendo que las comunidades participen de forma activa y sostenida en los procesos de formación, organización y desarrollo económico. Su implementación es, por tanto, una condición habilitante para el éxito de cualquier estrategia TICpD orientada a la equidad y la sostenibilidad rural.

2. Gobernanza comunitaria de la conectividad y de los datos rurales

El fortalecimiento de **modelos de gobernanza comunitaria para la conectividad y la gestión de datos** es esencial para garantizar que la transformación digital del campo mexicano se construya sobre principios de soberanía tecnológica, equidad y autonomía territorial. Aún en regiones donde la conectividad ha mejorado, muchas comunidades siguen siendo meras usuarias de tecnologías que no controlan, con escasa participación en las decisiones sobre infraestructura, uso de información o acceso a servicios digitales.

Avanzar hacia redes comunitarias autogestionadas, plataformas descentralizadas y protocolos de gobernanza que protejan los derechos digitales de los pueblos rurales no es solo una medida técnica, sino una **acción política y cultural que redistribuye poder**. Permite que las comunidades definan cómo se usan sus datos, para qué fines, y bajo qué condiciones. Esto genera confianza, fomenta el uso activo de las herramientas digitales y previene la exclusión o la explotación tecnológica. La gobernanza local de la conectividad y los datos es, en definitiva, la base sobre la cual debe construirse cualquier proceso de inclusión digital rural.

3. Infraestructura digital para el acceso justo a mercados

Garantizar el **acceso equitativo de los pequeños productores a los mercados** a través de herramientas digitales es una de las palancas más efectivas para mejorar ingresos, reducir la dependencia de intermediarios y fortalecer la economía rural. Actualmente, millones de productores enfrentan condiciones desfavorables para comercializar sus productos, debido a la falta de información sobre precios, canales logísticos limitados y escasa visibilidad de su oferta.

El desarrollo de soluciones como catálogos digitales multilingües, trazabilidad mediante blockchain, contratos inteligentes y plataformas móviles de logística colaborativa permitiría transformar esta situación de exclusión en un entorno más justo, transparente y rentable. Estas herramientas facilitan la conexión directa entre productores y compradores, mejoran la negociación colectiva y reducen las pérdidas postcosecha. Además, fomentan procesos de formalización y acceso a mercados diferenciados, como el comercio justo o los nichos agroecológicos. Invertir en este tipo de infraestructura digital no solo es estratégico desde el punto de vista económico, sino también **socialmente transformador**, especialmente en territorios donde el aislamiento comercial perpetúa la pobreza rural.

4. Sistemas inteligentes para la resiliencia climática y el uso eficiente del agua

La adaptación al cambio climático en el sector agropecuario mexicano requiere soluciones inmediatas, accesibles y escalables que permitan a los pequeños productores anticiparse a eventos extremos, proteger su productividad y hacer un uso más eficiente de los recursos naturales. Por ello, el desarrollo de **sistemas inteligentes de monitoreo climático, manejo adaptativo y riego eficiente** debe convertirse en una prioridad nacional.

Estas herramientas —que combinan sensores de bajo costo, algoritmos predictivos, modelos agroclimáticos y plataformas móviles— permiten tomar decisiones informadas sobre qué sembrar, cuándo regar y cómo responder a las variaciones del clima. Su impacto va más allá de la eficiencia agrícola: ayudan a reducir pérdidas, optimizar el uso del agua, conservar el suelo y garantizar la seguridad alimentaria familiar. En un país con más de 5 millones de hectáreas vulnerables a sequías e inundaciones, **no invertir en tecnologías climáticamente inteligentes es perpetuar la fragilidad del sistema productivo rural**. Su democratización representa un paso crítico hacia una agricultura más resiliente, regenerativa y sostenible.

5. Plataformas interoperables de gestión de la información rural

La efectividad de las políticas y programas rurales en México depende, en gran medida, de la **capacidad de gestionar información de forma integrada, oportuna y basada en evidencia**. Hoy, la fragmentación institucional, la falta de estandarización de datos y los procesos manuales generan ineficiencias que limitan la toma de decisiones, la evaluación de impactos y el acceso equitativo a servicios financieros y técnicos.

Implementar plataformas interoperables, con estándares abiertos, identidad digital soberana y gobernanza descentralizada, permitiría consolidar un ecosistema de información rural robusto, accesible y útil para todos los actores. Esto no solo optimiza la inversión pública, sino que **acerca a los productores a soluciones financieras innovadoras**, como seguros paramétricos, microcréditos personalizados o subsidios digitales basados en datos verificables. Además, mejora la transparencia, la coordinación multiactor y el diseño de intervenciones más contextualizadas y eficaces. En síntesis, contar con una infraestructura de datos moderna y abierta es indispensable para construir una política rural inteligente, inclusiva y orientada al impacto.

La transformación digital del campo mexicano no debe centrarse en dispositivos o conectividad, sino en **justicia tecnológica, pertinencia cultural y empoderamiento territorial**. Estas cinco prioridades representan un punto de partida estratégico para canalizar inversiones, coordinar actores y garantizar que la digitalización sea una herramienta para **redistribuir poder, capacidades y oportunidades** en el México rural, con justicia, equidad y autonomía territorial.

1. Agricultura climáticamente inteligente

Descripción	Seguridad alimentaria	Mercados	Brecha digital	Resiliencia climática	Participación indígena / mujeres	Gestión de información
Modelos predictivos con IA y big data para recomendaciones de cultivos, fechas de siembra y manejo agroecológico.	✓			✓	✓	✓
Gemelos digitales para simular escenarios de mitigación y decisiones de manejo de suelos y cultivos.	✓	✓		✓	✓	✓
Sistemas de riego inteligente con sensores de humedad, algoritmos de predicción y plataformas móviles de control.	✓			✓	✓	✓
Análisis predictivo avanzado con IA explicable y gemelos digitales dinámicos.	✓	✓	✓	✓	✓	✓

2. Sistemas de alerta temprana y monitoreo climático

Descripción	Seguridad alimentaria	Mercados	Brecha digital	Resiliencia climática	Participación indígena / mujeres	Gestión de información
Redes de sensores IoT y conectividad satelital para monitoreo en tiempo real, con IA que anticipa eventos extremos; difusión multicanal (SMS, apps, radio).	✓			✓	✓	✓
Monitoreo participativo con drones y sensores remotos para evaluar cultivos, humedad y daños.	✓			✓	✓	✓
Automatización de flujos de datos con IoT, drones y sensores ambientales con edge computing.	✓	✓	✓	✓	✓	✓

3. Mercados digitales e inclusión económica

Descripción	Seguridad alimentaria	Mercados	Brecha digital	Resiliencia climática	Participación indígena / mujeres	Gestión de información
Plataformas de comercio electrónico con interfaces multilingües, visuales intuitivas y mecanismos de pago móvil.		✓	✓		✓	✓
Plataformas de economía circular digital con tokenización social para incentivos inclusivos.	✓	✓	✓	✓	✓	✓

4. Capacitación y transferencia de conocimiento

Descripción	Seguridad alimentaria	Mercados	Brecha digital	Resiliencia climática	Participación indígena / mujeres	Gestión de información
Plataformas colaborativas para documentación y transmisión de saberes ancestrales y agroecológicos.	✓			✓	✓	✓
Realidad aumentada y virtual para capacitación inmersiva y transferencia intergeneracional.	✓		✓	✓	✓	✓
Plataformas de empoderamiento digital con IA multilingüe y mentoría virtual.			✓		✓	✓

5. Participación y gobernanza digital

Descripción	Seguridad alimentaria	Mercados	Brecha digital	Resiliencia climática	Participación indígena / mujeres	Gestión de información

Plataformas de gobernanza digital, votación segura, deliberación en línea y seguimiento de acuerdos con blockchain.		✓			✓	✓
Plataformas colaborativas Web 3.0 con gobernanza tokenizada y crowdsourcing de datos.	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Sistemas de trazabilidad de datos con blockchain para auditoría y transparencia.	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Identidad digital soberana y verificable para productores rurales.	✓	✓	✓		✓	✓

6. Gestión de información y gobernanza de datos

Descripción	**Seguridad alimentaria**	**Mercados**	**Brecha digital**	**Resiliencia climática**	**Participación indígena / mujeres**	**Gestión de información**
Plataformas integradas e interoperables que consolidan datos de diferentes instituciones y niveles de gobierno.	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Gobernanza de datos y estandarización de políticas para recolección, almacenamiento, uso y protección de datos.	✓	✓	✓	✓	✓	✓

Referencias

- Gobierno de México. *Plan Nacional de Desarrollo 2025–2030* (borrador técnico). Recuperado el 8 de julio de 2025 de: https://www.gob.mx
- La Jornada. (2024, 13 de junio). *Se reduce un tercio la brecha digital entre el México rural y el urbano*. Recuperado de: https://www.jornada.com.mx/noticia/2024/06/13/economia/se-reduce-un-tercio-la-brecha-digital-entre-el-mexico-rural-y-el-urbano-8092
- La Jornada. (2025, 6 de mayo). *Reduce 6.7 puntos la brecha digital entre internautas del sector rural y urbano*. Recuperado de: https://www.jornada.com.mx/noticia/2025/05/06/economia/reduce-67-puntos-porcentuales-la-brecha-entre-internautas-del-sector-rural-y-urbano
- El Economista. (2025, 6 de mayo). *Chiapas, Oaxaca y Guerrero concentran mayor rezago digital del país: INEGI*. Recuperado de: https://www.eleconomista.com.mx/estados/chiapas-oaxaca-guerrero-concentran-mayor-rezago-digital-pais-inegi-20250506-757898.html
- Mexico Industry. (2025, mayo). *El 81.7% de los mexicanos accede a internet desde su celular: INEGI*. Recuperado de: https://mexicoindustry.com/noticia/el-81-7-de-los-mexicanos-accede-a-internet-desde-su-celular-inegi
- Freedom House. (2024). *Freedom on the Net – Mexico Country Report*. Recuperado de: https://freedomhouse.org/country/mexico/freedom-net/2024
- U.S. Department of Commerce – International Trade Administration. (2024). *Mexico – Internet and Digital Economy*. Recuperado de: https://www.trade.gov/country-commercial-guides/mexico-internet-and-digital-economy
- Instituto Nacional de Estadística y Geografía (INEGI). (2017). *Encuesta Nacional Agropecuaria (ENA) 2017*. Recuperado el 8 de julio de 2025, de: https://www.inegi.org.mx/programas/ena/2017/
- FAO. (2021). *The State of Food and Agriculture: Making agrifood systems more resilient to shocks and stresses*. Recuperado el 8 de julio de 2025, de: https://www.fao.org/3/cb4476en/cb4476en.pdf
- FAO. (2006). *Pérdidas post-cosecha en América Latina: situación actual*. En *Gestión de la inocuidad de los alimentos para la agricultura familiar*. Recuperado de: https://www.fao.org/4/j5778s/j5778s.htm
- González-Chang, M. et al. (2023). *Cuantificación y uso de pérdidas de alimentos: caso del melón cantaloupe en el norte-centro de México*. ResearchGate. Recuperado el 8 de julio de 2025, de: https://www.researchgate.net/publication/369439163_Cuantificacion_y_uso_de_perdidas_de_alimentos_caso_del_melon_cantaloupe_en_una_region_del_norte-centro_de_Mexico
- INEGI. (2023). *Encuesta Nacional sobre Disponibilidad y Uso de Tecnologías de la Información en los Hogares (ENDUTIH)*. Recuperado el 8 de julio de 2025, de: https://www.inegi.org.mx/programas/dutih/2023/
- Acción. (2024). *Unlocking the potential of Mexico's agriculture industry with digital solutions*. Recuperado de: https://www.accion.org/unlocking-the-potential-of-mexicos-agriculture-industry-with-digital-solutions/

- Mexico Business News. (2023). *AgroOferta aims to bring market inclusion to Mexican farmers*. Recuperado de: https://mexicobusiness.news/agribusiness/news/agrooferta-aims-bring-market-inclusion-mexican-farmers
- FAO. (2013). *Information and communication technology (ICT) in agriculture: A report to the G20*. Recuperado de: https://www.fao.org/3/i3557e/i3557e.pdf
- **Programa Nacional de Semillas 2020–2024**, Secretaría de Agricultura y Desarrollo Rural, México. Disponible en: https://es.scribd.com/document/690442261/PROGRAMA-Nacional-de-Semillas-2020-2024baja
- **Trabaja México en el incremento de la producción agrícola a partir de semillas certificadas**, CONEME, 2022. Disponible en: https://coneme.com.mx/2022/10/trabaja-mexico-en-el-incremento-de-la-produccion-agricola-a-partir-de-semillas-certificadas
- **INEGI (2022)**: El Censo Agropecuario 2022 muestra que **las mujeres representan aproximadamente el 16.7%** de quienes toman decisiones en las unidades de producción agropecuaria en México. https://www.inegi.org.mx/programas/cagf/2022
- **CONAPO / ONU Mujeres (2020)**: Señala que **el 60% de las mujeres rurales en México** tienen acceso limitado a financiamiento formal. https://mexico.unwomen.org/es/digiteca/publicaciones/2020/11/perspectiva-de-genero-rural
- **FAO (2021)**: Destaca que **la participación activa de mujeres indígenas en proyectos agroecológicos mejora la seguridad alimentaria y la resiliencia climática** en zonas rurales. https://www.fao.org/mexico/noticias/detail-events/es/c/1378229/
- **CDI - Comisión Nacional para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas (2018)**: Estima que **más de 21 millones de personas se identifican como indígenas**, muchas de ellas conservan prácticas tradicionales de cultivo. https://www.gob.mx/cdi/articulos/pueblos-indigenas-de-mexico
- **Telesecundaria SEP (2021)**: Indica que **el 35% de las mujeres indígenas en zonas rurales no tienen acceso a internet o smartphones**, lo que limita su participación en procesos de digitalización. https://educacionbasica.sep.gob.mx/ (Referencia indirecta, se recomienda fortalecer con estudio específico)
- **Instituto Nacional de los Pueblos Indígenas (INPI)**: Documenta iniciativas que integran **conocimientos tradicionales en sistemas de manejo de recursos, como terrazas, rotación de cultivos y policultivos**. https://www.gob.mx/inpi
- Banco Mundial (2020). *Digital technologies and rural development in Mexico*. https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/1234567890
- CNBV (2021). *Informe sobre inclusión financiera rural*. Comisión Nacional Bancaria y de Valores. https://www.gob.mx/cnbv/documentos/informe-inclusion-financiera-rural-2021

- CNBV (2022). *Acceso a servicios financieros en zonas rurales de México*. https://www.gob.mx/cnbv/acciones-y-programas/acceso-a-servicios-financieros-en-zonas-rurales
- CONEVAL (2022). *Evaluación de programas de desarrollo rural*. Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social. https://www.coneval.org.mx/Evaluacion/Documents/Evaluacion_Programas_Desarrollo_Rural.pdf
- FAO (2021). *Digitalización para la agricultura sostenible*. Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura. https://www.fao.org/3/cb5233es/cb5233es.pdf
- FAO (2022). *Herramientas digitales para el seguimiento y monitoreo de proyectos rurales*. https://www.fao.org/3/cc0441es/cc0441es.pdf
- IICA (2021). *Capacitación en tecnologías digitales para el sector rural en América Latina*. Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura. https://repositorio.iica.int/handle/11324/19067
- INEGI (2022). *Estrategia Nacional de Datos Abiertos*. Instituto Nacional de Estadística y Geografía. https://www.inegi.org.mx/app/biblioteca/ficha.html?upc=702825231335
- INAP (2021). *Diagnóstico sobre planificación y gestión de proyectos públicos en México*. Instituto Nacional de Administración Pública. https://www.inap.gob.mx/index.php/diagnosticos-y-estudios
- SADER (2021). *Informe anual de coordinación interinstitucional para el desarrollo rural*. Secretaría de Agricultura y Desarrollo Rural. https://www.gob.mx/sader/documentos/informe-anual-2021
- SIAP (2023). *Sistema Nacional de Información Agropecuaria y Pesquera*. https://www.gob.mx/siap

Casos de éxito

Desigualdad estructural y brechas digitales persistentes

Proyecto / Plataforma	País / Región	Problema atendido	Solución	Resultados clave	Lecciones clave
Gobernanza comunitaria de conectividad – Guifi.net	España	Falta de acceso asequible y resiliente a internet en zonas rurales	Red mesh comunitaria abierta, autogestionada por socios locales	Más de 35,000 nodos y 33,000 socios; reducción del 60% en costos de banda ancha; mejora de resiliencia	Autogestión comunitaria reduce costos y aumenta resiliencia frente a fallas de operadoras comerciales
IA para capacitación y recomendaciones – iCow	Kenia	Falta de asesoría personalizada para ganaderos y agricultores	Plataforma móvil basada en SMS y machine learning	Incremento del 25% en producción de leche; más de 150,000 usuarios con mejores prácticas de alimentación animal	Tecnologías móviles e IA permiten capacitación personalizada y escalable para pequeños productores
Microfinanzas digitales sobre blockchain – BanQu	Global	Exclusión financiera por falta de historial crediticio	Sistema de identidad financiera basado en blockchain	Más de 20,000 microcréditos otorgados con tasa de recuperación >98%; mejor acceso a insumos rurales	Blockchain permite acceso confiable y transparente a servicios financieros para productores excluidos
Plataformas multilíngües e inclusivas (RA) – PlantVillage Nuru	Uganda & Kenia	Dificultad para identificar plagas y enfermedades con recursos limitados	App móvil con realidad aumentada en inglés y swahili	Más de 50,000 agricultores beneficiados; reducción de pérdidas hasta 30%	Realidad aumentada y localización lingüística mejoran diagnóstico y manejo fitosanitario

Datos abiertos y monitoreo participativo – Ushahidi	Kenia (origen)	Falta de información y transparencia para gestión agraria y desastres	Plataforma colaborativa de mapeo para reportes en tiempo real	Más de 1,000 comunidades registradas; uso en respuesta a desastres y monitoreo agrario	Mapeo comunitario mejora transparencia y respuesta local en gestión de riesgos y recursos
Hubs de innovación e incubadoras rurales	India	Falta de acceso a capacitación en agroecología y contenidos locales	Centros de innovación y "video clubs" comunitarios	Más de 500,000 agricultores capacitados; incremento de rendimientos hasta 20%; contenido local generado	Capacitación local y audiovisual promueve adopción de buenas prácticas y fortalecimiento comunitario

Acceso limitado a mercados, servicios financieros y aseguramiento

Proyecto / Plataforma	**País / Región**	**Problema atendido**	**Solución**	**Resultados clave**	**Lecciones clave**
e-Choupal	India	Intermediación excesiva y falta de información de mercado	Terminales digitales en pueblos rurales para acceso directo a precios y demanda	Reducción de hasta 8% en comisiones; aumentos de ingresos para 4 millones de agricultores	Acceso a precios justos y asesoría técnica mejora negociación y ventas estratégicas
Digital Green	India y África Sub-Saharian a	Bajo acceso a asesoría técnica y conocimiento actualizado; falta de registro digital y monitoreo de	Videos comunitarios con agricultores locales enseñando buenas	Más de 1.5 millones de agricultores alcanzados; adopción de prácticas incrementada en 17%; mayor adopción de	Contenido local transmitido por pares es más efectivo; digitalización promueve prácticas sostenibles y verificables

		prácticas agrícolas	prácticas; registro digital y certificación participativa	buenas prácticas agrícolas	
2Kuze	África Oriental	Falta de visibilidad de productos y conexión con compradores	Plataforma móvil para conectar agricultores con bancos, y compradores	Incremento del 30% en ingresos para +2,000 productores	Soluciones digitales inclusivas que facilitan pagos y transporte fortalecen cadenas de valor
Apollo Agriculture	Kenia	Falta de acceso a crédito formal por historial financiero escaso	Plataforma que usa datos alternativos para generar perfiles de riesgo para agricultores	Incremento del 2.5 en la productividad a través de financiamiento. Alianza con +1000 proveedores de insumos	Integración de datos agrícolas y fintech para el escalamiento de servicios financieros, seguroes e insumos
Harvesting Inc	India	Falta de acceso a servicios crediticos y zonas de baja bancarización	Plataforma que usa imágenes satelitales, IA y datos de campo para generar índices de riesgo agrícola personalizados.	Más de 3'000.000 de productores con perfiles de riesgo y acceso a productos	Eficiencia en integración con aliados financieros al a*gricultural intelligence engine* como scoring para bancos, aseguradoras y gobiernos.
Ensibuuko	Uganda	Ineficiencias en la gestión de servicios de ahorro y crédito	Plataforma para el mejoramiento de gestión de datos especializados en	Más de 236.000 miembros en grupos de ahorro rural	Integración con entidades prestadoras de servicios de forma eficiente

			comportamiento grupal		
SatSure	India	Limitaciones de acceso a servicios financieros por ausencia de perfil crediticio	Plataforma para generación de scorings de productividad agrícola proyectada para decisiones de crédito	Más de 2'000.000 créditos a pequeños productores	Eficiencia en los procesos de acceso a crédito
AgUnity	Global	Limitaciones de acceso al mercado por cumplimiento de regulaciones y requerimientos de sostenibilidad	Plataforma que conecta productores y compradores, provee asistencia técnica, apoyo en cumplimiento de requerimientos de mercado	Más de 1'000.000 perfiles digitales de agricultores en 9 países. Reportes de aumento de 30% de los ingresos por reducción de pérdidas y mejoramiento de la producción.	Modelo comercial sostenible con baja comisión por la vinculación entre productores y compradores.
Tulaa	Kenia	Dificultad para ahorrar y acceder a insumos en momento adecuado; dificultad de productores para conectar con compradores	Plataforma móvil para ahorro digital, acceso a crédito y conexión con agro distribuidores; conecta	Mejor adopción de insumos certificados; menor dependencia en prestamistas informales; mejora en negociaciones y acceso a mercados	Ahorro digital vinculado a metas productivas genera autonomía y reduce endeudamiento informal; plataformas móviles facilitan cadenas de valor y reducen intermediación

			productores con compradores		
AgUnity	Papúa Nueva Guinea, Kenia, Etiopía y otras regiones	Falta de confianza y trazabilidad en cooperativas y transacciones entre productores	Plataforma blockchain para registrar transacciones, cosechas, pagos y generar confianza	Mayor eficiencia y reducción de conflictos en cooperativas; mejor gestión y reducción de conflictos	Trazabilidad simple y verificable transforma la gobernanza; blockchain aumenta transparencia y confianza en cadenas de suministro
M-Farm	Kenia	Desconocimiento de precios y acceso restringido a compradores formales	Aplicación móvil que informa precios en tiempo real y facilita ventas colectivas	Reducción del 25% en pérdidas poscosecha; ingresos más estables	Transparencia de precios y organización digital fortalecen poder de negociación
Esoko	Ghana	Falta de acceso a información de precios locales para agricultores	Plataforma SMS que entrega precios de mercado locales a agricultores	Mayor acceso a precios actualizados, mejora en toma de decisiones comerciales	Uso de SMS permite inclusión digital en zonas con baja conectividad
Agromonitor	Bolivia	Pueblos indígenas con barreras lingüísticas para acceder a mercados	App móvil multilingüe para registro de producción y conexión con mercados	Incremento en acceso a mercados para comunidades indígenas	Adaptación lingüística aumenta inclusión y participación en mercados digitales
Bext360	América Latina	Falta de rastreo eficiente en la cadena de valor del café	Uso de blockchain para rastrear café	Incremento en transparencia y trazabilidad del producto	Trazabilidad digital mejora certificaciones y acceso a mercados premium

			desde productor hasta comprador		
Twiga Foods	Kenia	Ineficiencias logísticas en distribución agrícola	Plataforma para optimización de rutas y logística entre productores y tiendas	Reducción de costos y tiempos en distribución	Logística digital mejora eficiencia y reduce pérdidas poscosecha
N-Frnds	Nigeria	Falta de conectividad constante en zonas rurales para logística	Logística digital vía SIM toolkit sin conexión a internet	Más de 15'000.000 de usuarios en África y Asia	Soluciones offline habilitan inclusión digital en zonas con conectividad limitada
AgriGO	Colombia	Necesidad de planificación eficiente en rutas para asociaciones de productores	Sistema digital para planificación de rutas y centros de acopio	Mejora en coordinación y eficiencia en acopio y distribución	Planificación digital fortalece cadenas de suministro rurales

Eficiencia productiva: servicios de extensión y seguridad alimentaria

Proyecto / Plataforma	**País / Región**	**Problema atendido**	**Solución**	**Resultados clave**	**Lecciones clave**
Colab.re PlantVillage Nuru	Brasil África	Riesgos climáticos variables (sequía, lluvia) Detección temprana de	Modelos predictivos con IA para gestión de riesgos y planificación agrícola: uso de modelos	Mejora en la toma de decisiones agrícolas Impacto directo en reducción de pérdidas y riesgos productivos	La predicción descentralizada con IA permite decisiones productivas más oportunas y precisas

		plagas y enfermedades	climáticos e imágenes satelitales para predicción y IA para identificación temprana de plagas y enfermedades		
AgriDigital Twin EU SmartAgriHubs	Finlandia Unión Europea	Falta de simulación de escenarios para planificación climática, hídrica y de mercado	Gemelos digitales agrícolas a nivel territorial: modelos digitales para simular escenarios climáticos, hídricos y de mercado a escala finca/región/país	Uso efectivo para políticas agrícolas basadas en datos y escenarios futuros	Gemelos digitales facilitan planificación estratégica y anticipación de escenarios complejos
AgData Commons Terridata	EE.UU. Colombia	Acceso limitado y disperso a datos agrícolas Gobernanza territorial débil	Laboratorios de datos rurales y gobernanza territorial participativa: repositorios abiertos para actores agrícolas y plataformas para gobernanza con datos abiertos	Facilita decisiones colaborativas y planificación territorial participativa	Datos abiertos y gobernanza colaborativa fortalecen la gestión agrícola y territorial

Provenance IBM Food Trust	Reino Unido Global	Verificación compleja de origen, calidad y sostenibilidad	Certificación inteligente de calidad y sostenibilidad con blockchain y visión computacional: blockchain para trazabilidad y algoritmos visuales para inspección remota	Escalabilidad para certificación sin inspectores presenciales Mayor confianza del consumidor	Blockchain y visión computacional aumentan transparencia y confianza en certificaciones agrícolas
Decidim vTaiwan	España Taiwán	Procesos de toma de decisión pública poco inclusivos y poco transparentes	Modelos de inteligencia colectiva para la planificación multiactor: plataformas de gobernanza abierta con IA y algoritmos de priorización colectiva para decisiones públicas	Mejor participación ciudadana Políticas más inclusivas y basadas en consenso	La inteligencia colectiva mejora la calidad y legitimidad de las decisiones públicas
OpenFn BotCity	Global América Latina	Procesos administrativos lentos y complejos para	Automatización de servicios y trámites para productores rurales mediante	Mayor eficiencia en registros de asistencia técnica, pagos y monitoreo Reducción de errores y tiempos	La automatización simplifica trámites, mejora eficiencia y permite enfoque en actividades estratégicas

		productores y ONGs	algoritmos low-code/no-code: plataformas para automatizar flujos de datos, formularios, alertas y reportes		

Resiliencia ante el cambio climático

Proyecto / Plataforma	**País / Región**	**Problema atendido**	**Solución**	**Resultados clave**	**Lecciones clave**
Proyecto CAIMAN	Costa Rica	Falta de monitoreo climático e hídrico local	Redes comunitarias de sensores IoT para monitoreo de variables ambientales (temperatura, humedad, suelo)	Mejora en la gestión del agua y adaptación local	Sensores comunitarios fomentan monitoreo participativo y mejor toma de decisiones
Index-Based Livestock Insurance	Kenia	Pérdidas económicas por sequías y falta de pagos rápidos	Plataformas digitales para seguros indexados con pagos automáticos basados en datos climáticos	Reducción de pérdidas económicas y mayor rapidez en pagos	Seguros basados en datos objetivos incrementan resiliencia de productores
Climate FieldView	EE.UU.	Optimización insuficiente en	IA y Big Data integrando datos satelitales y	Mejor resiliencia y rendimiento agrícola	Uso de datos masivos permite decisiones agrícolas más

		siembra y manejo agrícola	meteorológicos para recomendaciones climáticas		informadas y adaptativas
DroneSeed	EE.UU.	Evaluación rápida y precisa de daños climáticos y reforestación	Monitoreo con drones y sensores remotos para evaluación y reforestación post-incendios	Mayor eficiencia en reforestación y monitoreo de daños	Drones facilitan acceso rápido y detallado a zonas remotas afectadas
OpenDRI	Global	Falta de participación comunitaria en planificación climática	Plataformas colaborativas digitales para co-creación y seguimiento de planes de adaptación	Fortalecimiento de resiliencia comunitaria y gobernanza climática	Gobernanza climática abierta mejora inclusión y efectividad en adaptación
AgroCarbon	Países Bajos	Falta de medición en tiempo real de metano y gases de efecto invernadero agrícolas	Sensores IoT para monitoreo en tiempo real de emisiones agrícolas	Mejora en la gestión y reducción de emisiones	Sensores IoT son clave para monitoreo ambiental y toma de acciones inmediatas
BioInputs4Africa	África	Difusión limitada y acceso a bioinsumos	Plataformas digitales para promoción, capacitación y distribución de	Incremento en adopción de bioinsumos agrícolas	Capacitación digital y acceso a bioinsumos promueven agricultura sostenible

			biofertilizantes y bioplaguicidas		
Nori	EE.UU.	Falta de trazabilidad y acceso a mercados de créditos de carbono agrícolas	Plataforma blockchain para registro transparente y compra-venta de créditos de carbono	Mayor acceso a mercados y transparencia en créditos de carbono	Blockchain habilita confianza y transparencia en mercados verdes
Digital Twin for Agriculture	Unión Europea	Necesidad de simular impacto climático y optimizar prácticas	Gemelos digitales para simulación de escenarios agrícolas y ambientales	Mejor evaluación de reducción de emisiones y optimización de prácticas	Simulación digital ayuda a planificar y evaluar estrategias climáticas
Climate Ledger Initiative	Global	Dificultad para acceso transparente a financiamiento climático	Plataformas de financiamiento verde basadas en blockchain	Facilita acceso a financiamiento para proyectos sostenibles	Blockchain fortalece transparencia y confianza en finanzas climáticas

Limitada participación de pueblos indígenas en el desarrollo agrícola y la gobernanza digital

Proyecto / Plataforma	**País / Región**	**Problema atendido**	**Solución**	**Resultados clave**	**Lecciones clave**
Awa Digital	Colombia	Barreras lingüísticas y culturales para acceso a información	Plataforma digital multilingüe con interfaces adaptadas a lenguas originarias	Aumento en adopción de buenas prácticas y acceso a mercados para comunidades indígenas	Adaptar apps a contextos culturales y lingüísticos mejora inclusión y adopción tecnológica

		agrícola y mercados			
Kukua	Canadá	Limitado acceso a asistencia técnica y comercial en lenguas indígenas	Chatbots y voicebots basados en IA para atención multilingüe en lenguas nativas	Mejora en inclusión digital y acceso a servicios de extensión agrícola	Asistentes conversacionales aumentan cobertura y accesibilidad en contextos lingüísticos diversos
Guifi.net	España	Baja conectividad en zonas rurales y marginadas	Redes comunitarias de internet mesh para extender conectividad y acceso a plataformas digitales	Ampliación significativa de conectividad y acceso a capacitación y comercio digital	Redes comunitarias son efectivas para reducir brechas digitales en zonas remotas
BanQu	Global	Falta de trazabilidad y comercio justo para pequeños productores indígenas y mujeres rurales	Plataforma blockchain con incentivos digitales para comercio justo y pagos rápidos	Mayor transparencia, pagos rápidos y acceso a mercados globales	Blockchain y recompensas digitales fortalecen comercio justo y empoderan comunidades vulnerables
Traditional Knowledge Digital Library	India	Pérdida y falta de protección de saberes ancestrales	Base de datos digital para registro y protección de conocimientos tradicionales	Protección y uso respetuoso de saberes indígenas en proyectos sostenibles	Digitalización es clave para preservar y valorar conocimientos ancestrales
OneVillage	Nueva Zelanda	Limitado acceso a capacitación agrícola	Plataforma móvil de capacitación y microlearning en	Mayor participación de mujeres y jóvenes en formación agrícola	Capacitación adaptada mejora inclusión y

		adaptada a baja conectividad y diversidad cultural	lenguas indígenas y formatos breves		participación en comunidades rurales
Decidim	España	Baja participación y transparencia en toma de decisiones comunitarias	Plataforma digital de gobernanza participativa para consultas y fortalecimiento de liderazgo femenino	Incremento en inclusión y transparencia en decisiones comunitarias	Sistemas digitales de gobernanza fortalecen liderazgo y participación inclusiva
AgriDigital	Australia	Ineficiencias en trazabilidad y gestión poscosecha	Aplicación móvil para registro, monitoreo y trazabilidad poscosecha, con capacitación para grupos vulnerables	Reducción de pérdidas y mejora en eficiencia poscosecha	Soluciones móviles adaptadas promueven inclusión y eficiencia en gestión agrícola
Tala	Estados Unidos / África	Exclusión financiera de mujeres e indígenas	Plataforma digital de microfinanzas con scoring alternativo basado en big data	Ampliación de acceso a créditos para poblaciones marginadas	Big data y scoring alternativo facilitan inclusión financiera en comunidades vulnerables
SheTrades	Global	Falta de redes de apoyo y empoderamiento para mujeres rurales e indígenas	Plataforma virtual para conexión, formación y networking entre mujeres emprendedoras rurales	Fortalecimiento del liderazgo femenino y acceso a mercados	Redes digitales fomentan empoderamiento y desarrollo de mujeres en sectores rurales

Pavegen AR Training	Reino Unido	Limitada accesibilidad y retención en formación técnica remota	Herramienta de realidad aumentada para capacitación agrícola práctica, adaptada a contextos culturales	Mejora en retención y accesibilidad de formación para usuarios con diversos niveles de alfabetización	AR facilita formación práctica y culturalmente sensible, aumentando efectividad educativa
Open Forest Protocol	Global	Falta de monitoreo efectivo de derechos territoriales indígenas	Plataforma digital abierta para monitoreo forestal y derechos territoriales con satélites y sensores IoT	Apoyo a gestión comunitaria y defensa de territorios indígenas	Datos abiertos y tecnologías IoT fortalecen la defensa y gestión de derechos territoriales indígenas

Gestión de la información

Proyecto / Plataforma	**País / Región**	**Problema atendido**	**Solución**	**Resultados clave**	**Lecciones clave**
Estonia e-Estonia (Infraestructura Digital Pública - DPI)	Estonia	Falta de infraestructura interoperable y segura para compartir datos públicos	Plataforma DPI interoperable y abierta para conexión segura entre múltiples actores con soberanía de datos	Servicios públicos digitales seguros y eficientes	DPI descentralizada facilita la confianza y soberanía en datos
Aadhaar (Identidad	India	Exclusión financiera y acceso limitado	Sistema de identidad digital con control total del	Inclusión financiera y mejor acceso a servicios sociales	Identidad digital empodera a

digital soberana)		a servicios sociales	productor sobre sus datos		productores para acceso a servicios
AgroWeb 3.0 y APIs federadas	Chile	Dificultad para integrar y monitorear datos heterogéneos	Plataforma que integra datos agrícolas en tiempo real con APIs abiertas para toma de decisiones	Mejor planificación y monitoreo de proyectos agrícolas	Integración de datos aumenta eficiencia y coordinación
DAO de agricultura regenerativa (Web 3.0 y gobernanza tokenizada)	EE.UU.	Falta de transparencia y participación en proyectos comunitarios	Contratos inteligentes y gobernanza distribuida mediante tokens para incentivar participación	Gobernanza colectiva y transparente en proyectos comunitarios	Web 3.0 potencia la transparencia y participación en gobernanza
Proyecto Land LayBy (Blockchain y trazabilidad)	Sudáfrica	Falta de integridad y transparencia en manejo de tierras	Blockchain para trazabilidad en uso de tierras y gestión comunitaria	Mayor confianza y control en gestión territorial	Blockchain asegura integridad y transparencia en datos territoriales
Digital Twin Cities (IA explicable y gemelos digitales)	Singapur	Necesidad de anticipar riesgos y personalizar intervenciones	Gemelos digitales con IA explicable para planificación urbana y ambiental	Mejor planificación urbana basada en datos y confianza en IA	IA explicable mejora aceptación y precisión en toma de decisiones
SmartFarm (IoT, drones y edge computing)	Nueva Zelanda	Supervisión limitada en zonas remotas y baja conectividad	Uso de sensores IoT, drones y edge computing para monitoreo ambiental y	Respuesta rápida y monitoreo continuo en campo	Tecnologías edge y IoT mejoran gestión agrícola en zonas remotas

			optimización agrícola		
Open Data Kit y Ushahidi (Datos abiertos y crowdsourcing)	Kenia	Baja participación comunitaria y actualización de datos	Plataformas para reportes ciudadanos y monitoreo comunitario en agricultura	Mayor participación y mejora en gestión pública agrícola	Crowdsourcing y reputación comunitaria fortalecen gestión pública

Dialogue with Indigenous Peoples

Taller de aportes al COSOP en México – diálogo con Pueblos Indígenas

Oaxaca, México

14 y 15 de agosto 2025

I. Contexto:

En el marco del proceso de formulación del Programa de Oportunidades Estratégicas Nacionales (COSOP) de México 2026-2031, se llevó a cabo un taller presencial con la participación de representantes y organizaciones de Pueblos Indígenas, con el objetivo de asegurar su involucramiento directo en el diseño de la estrategia nacional. Este taller se fundamenta en los compromisos del FIDA, establecidos en el FIDA 13 y en la Política de Actuación con Pueblos Indígenas, que buscan garantizar que las voces de las comunidades indígenas, especialmente de mujeres y jóvenes, sean consideradas de manera central en los procesos de planificación y toma de decisiones que afectan sus territorios, medios de vida y desarrollo socioeconómico.

El taller se diseñó como un espacio de diálogo intercultural inclusivo y culturalmente pertinente, donde los participantes pudieron expresar sus prioridades, necesidades y expectativas respecto a los ejes estratégicos del COSOP. Se buscó integrar las perspectivas de quienes son directamente beneficiarios de los proyectos financiados por FIDA, incluyendo el Proyecto Cuenca Balsas, apoyado por FIDA y el Fondo Verde para el Clima, así como de otras iniciativas de Pueblos indígenas en el país. La metodología promovió un intercambio de conocimientos basado en el respeto a los saberes ancestrales y en la valoración de las experiencias locales, asegurando que las recomendaciones recogidas fueran relevantes y adaptadas a las realidades de cada comunidad.

El taller contó con el apoyo de instituciones gubernamentales, entre ellas la CONAFOR, así como de foros y organizaciones aliadas, como el Foro de Pueblos Indígenas del FIDA, el Foro Internacional de Mujeres Indígenas (FIMI) y la Red Indígena de Turismo de México (RITA). Esta articulación permitió enriquecer las discusiones con experiencias previas y buenas prácticas, fortaleciendo la pertinencia de las recomendaciones y garantizando que la participación de los Pueblos Indígenas impacte de manera efectiva la planificación estratégica del COSOP.

Este documento de conclusiones sistematiza las recomendaciones surgidas del diálogo intercultural, sirviendo como insumo para definir los objetivos estratégicos y las líneas de acción del COSOP 2026-2031. Este documento refleja de la manera más fiel posible lo que surgió del diálogo en torno a las necesidades y aspiraciones de los Pueblos Indígenas, promueve la inclusión de mujeres y jóvenes, y fortalece la gobernanza local, asegurando que las intervenciones propuestas sean sostenibles, culturalmente pertinentes y socialmente inclusivas.

En síntesis, el taller constituyó un espacio estratégico y participativo que reafirma el compromiso del FIDA con la participación plena y efectiva de los Pueblos Indígenas, promoviendo la equidad de género, el reconocimiento de los saberes ancestrales y la construcción de un desarrollo rural sostenible e inclusivo. La información recabada y las recomendaciones generadas establecen un precedente importante para futuras iniciativas de planificación participativa en México y la región, asegurando que los procesos de desarrollo se diseñen con base en la

experiencia, las prioridades y las aspiraciones de las comunidades que se busca beneficiar.

II. El diálogo: aprendiendo juntos

El taller se desarrolló a lo largo de dos días en Oaxaca, México, con la participación de representantes de Pueblos Indígenas, priorizando la inclusión de mujeres y jóvenes indígenas. Los encuentros se realizaron bajo la coordinación del punto focal de Pueblos Indígenas en México y del equipo país del FIDA. Previo al evento, se compartió con los participantes una presentación del borrador del texto del COSOP, con el fin de orientar el diálogo y facilitar una participación informada y efectiva.

El primer día comenzó con el registro de participantes, la presentación de la agenda y una dinámica rompe hielo diseñada para fomentar la armonización y la interacción entre los asistentes. La dinámica inicial, se llamó "El Árbol de la Vida" y tuvo como objetivo fomentar la conexión entre los participantes y resaltar la importancia de su territorio y la soberanía alimentaria en sus comunidades, observando sus perspectivas de: presente, pasado y futuro.

"El Árbol de la Vida" se utilizó en dos momentos primero en la presentación, los participantes se identificaron con un árbol o planta representativa de su territorio, a partir de este, describieron sus contextos comunitarios, después se utilizó para el análisis los elementos bioculturales y alimentos tradicionales que consumen en sus comunidades, así como, los conocimientos y las prácticas agrícolas tradicionales que utilizan (milpa, sistema de terrazas, vedas, etc.).

Posteriormente, se hizo la exposición sobre los ejes propuestos en el COSOP por el equipo país del FIDA. Esta introducción sirvió para contextualizar a los participantes y establecer un marco común para las discusiones. A lo largo de la mañana, se generó un espacio de diálogo abierto, en el que los representantes de los Pueblos Indígenas compartieron sus reacciones, experiencias y posicionamientos frente al COSOP. Este momento incluyó la recopilación de ideas organizadas por eje temático, permitiendo identificar acciones diferenciadas, con especial atención al rol de las mujeres indígenas.

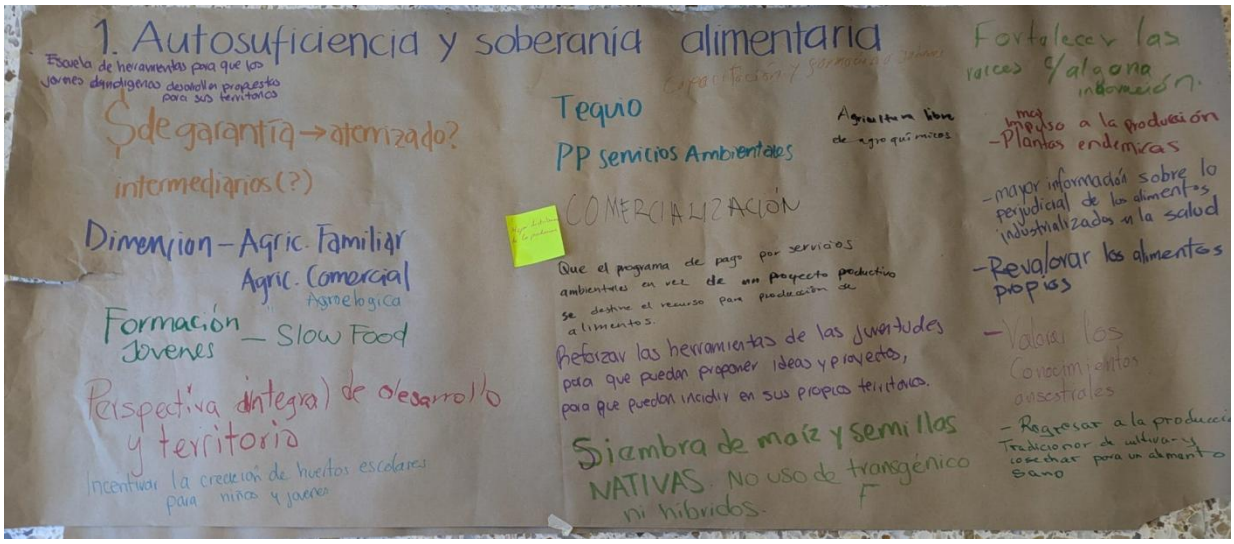
Posteriormente, los participantes reflexionaron sobre el pasado, compartiendo buenas prácticas, fortalezas, debilidades y experiencias previas con FIDA y otros socios, lo que permitió construir un entendimiento colectivo de los aprendizajes y retos existentes en los territorios.

En la sesión de la tarde, los asistentes desarrollaron visiones del actuar conjunto desde la perspectiva de los Pueblos Indígenas. Se organizaron grupos de trabajo que utilizaron elementos bioculturales para expresar de manera práctica cómo se viven los ejes temáticos del COSOP en el día a día. Cada representante presentó su visión a la plenaria, generando un espacio de retroalimentación participativa que enriqueció el diseño del COSOP. El segundo día se dedicó al cierre y la sistematización de aprendizajes.

A través de un balance participativo, se consolidaron los principales aportes, recomendaciones y siguientes pasos para el COSOP, asegurando que los insumos generados se incorporen en la versión final del documento. El taller concluyó enfatizando la importancia de la participación activa de los Pueblos Indígenas, el reconocimiento de sus sistemas de conocimiento y la inclusión de mujeres y jóvenes en el desarrollo rural, sentando las bases para un COSOP más inclusivo, representativo y orientado a las necesidades de las comunidades.

III. Aportes sobre los objetivos estratégicos

1. Apoyar la autosuficiencia y soberanía alimentaria de las comunidades rurales a través de la mejora de la productividad y mayor acceso a mercados locales de cadenas de valor prioritarias.



El COSOP reconoce que la seguridad alimentaria y la soberanía de las comunidades rurales dependen de la capacidad de los productores para fortalecer sus sistemas productivos y acceder de manera efectiva a mercados locales. Este eje busca fomentar la mejora de la productividad de cultivos prioritarios —como maíz, frijol, trigo, arroz, sorgo, tomate, cebolla, chile, café, cacao y miel—, respetando las prácticas tradicionales y los saberes locales. La participación de las comunidades de los Pueblos Indígenas y Afrodescendientes es fundamental para identificar cadenas de valor culturalmente relevantes, adaptadas a los contextos locales, de manera que los productores puedan incrementar sus ingresos, garantizar el autoconsumo y fortalecer la resiliencia de sus medios de vida.

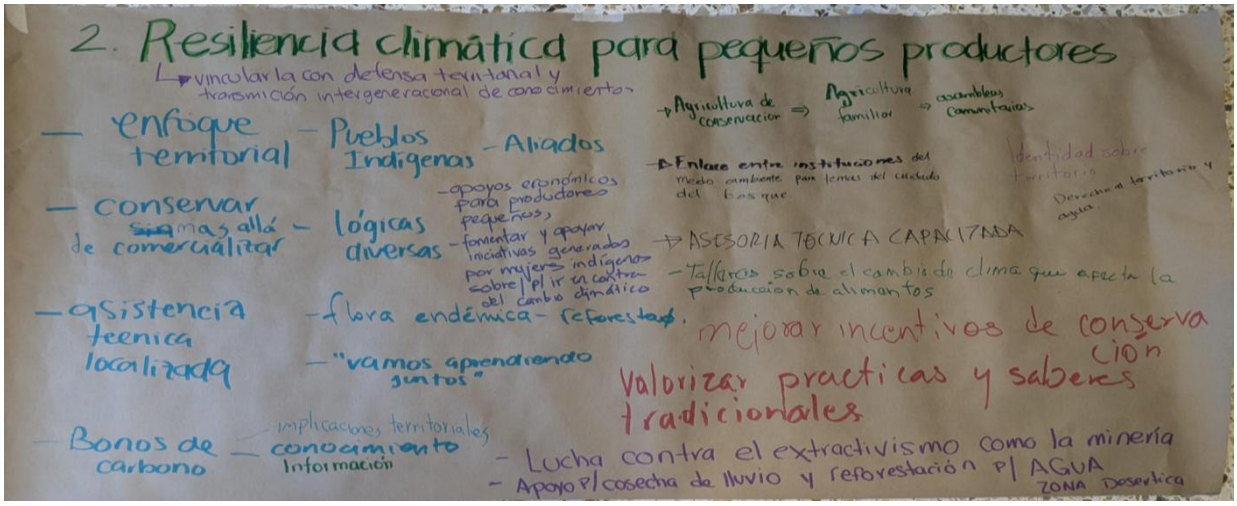
Los principales aportes a este objetivo:

- Reconocer la brecha entre agricultura familiar y comercial; enfocar apoyos en la realidad local y comunitaria.
- Fortalecer conocimientos a través de escuelas de campo y asistencia técnica para hacer productos comerciables y ambientalmente sostenibles.

- Apoyo en financiamiento e infraestructura (almacenamiento) y acceso a mercados locales.
- Rescate y conservación de semillas criollas y conocimiento ancestral para la siembra.
- Recuperación y diversificación de prácticas alimentarias a través del uso de plantas silvestres
- Formación en comercialización ética (slow food) y desarrollo de cadenas cortas de valor.
- Promover innovación adaptada al territorio para diversificación productiva.
- Vinculación interinstitucional para fortalecer capacidades de manejo de agua, suelos y producción sostenible.
- Defensa del territorio y valoración del conocimiento ancestral para transmitirlo a jóvenes.
- Participación de los pueblos Indígenas y su perspectiva en el desarrollo de programas sobre soberanía alimentaria

2. Promover la resiliencia climática de pequeños productores rurales mediante la aplicación y generación de evidencia de prácticas agrícolas y agroforestales sostenibles, que fortalezcan los sistemas productivos, conserven la biodiversidad, los recursos naturales y los ecosistemas, así como el desarrollo de estrategias comunitarias de adaptación.

La resiliencia de los sistemas productivos rurales requiere estrategias que integren la conservación de la biodiversidad, los recursos naturales y los ecosistemas con el conocimiento ancestral de los Pueblos Indígenas. Este eje promueve la aplicación y generación de evidencia sobre prácticas agrícolas y agroforestales sostenibles, al mismo tiempo que fortalece las capacidades comunitarias para enfrentar los efectos del cambio climático. La construcción de estrategias de adaptación se realiza en diálogo con las comunidades, asegurando que las soluciones sean culturalmente pertinentes, prácticas y sostenibles, y que contribuyan al bienestar de los hogares y la protección de los territorios.



Los principales aportes a este objetivo:

- Continuar apoyo técnico de CONAFOR y otros programas, asegurando asistencia efectiva y contextualizada. Es importante reconocer que el diálogo entre Pueblos Indigenas y técnicos agroforestales enriquece el actuar en los territorios.

- Reconocer y visibilizar el trabajo comunitario no remunerado que incide positivamente en la conservación y fortalecimiento de los medios de vida, y buscar mecanismos de incentivos. (ejemplo: otros mecanismos de pago por servicios ambientales)

- Recuperar enfoque territorial de los servicios ecosistémicos y vincularlo con saberes ancestrales (bonos de carbono, captación de agua, protección de plantas tradicionales).

- Reconocimiento de los conocimientos, innovaciones y prácticas de Pueblos indígenas en el mantenimiento de la Biodiversidad y lucha contra el cambio climático.

- Capacitación en técnicas agroecológicas y restauración de suelos degradados.

- Fortalecer capacidades locales frente a incendios, inundaciones y estrés hídrico.

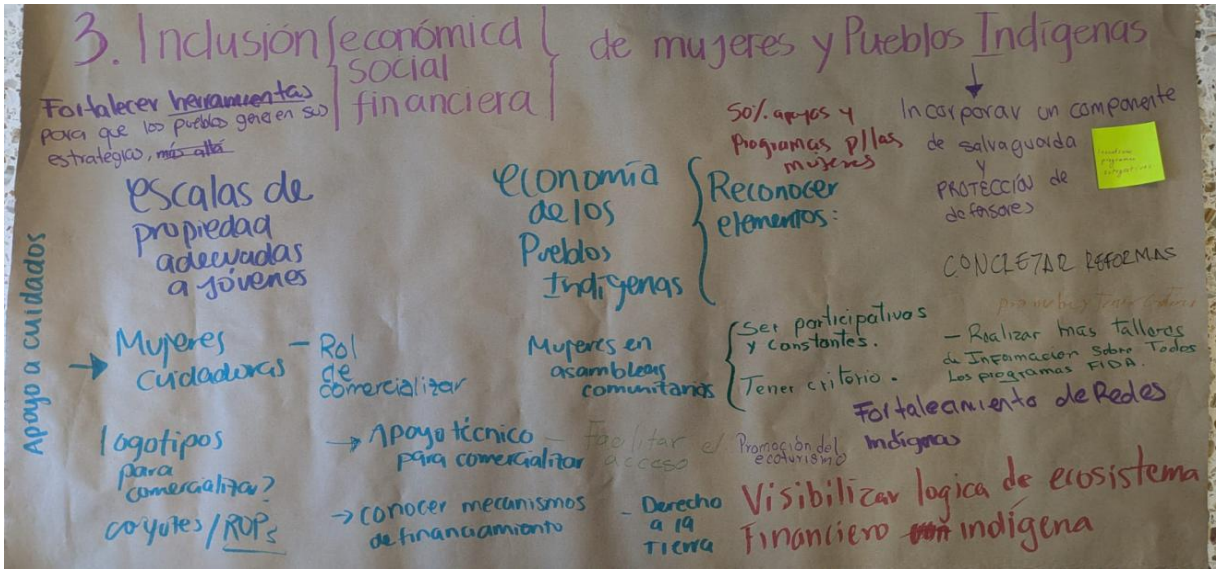
- Integrar prácticas sostenibles en paisajes rurales, conservación de biodiversidad y ecosistemas.

- Promover estrategias de adaptación comunitaria al cambio climático, incluyendo reforestación y gestión del agua.

- Valorar y visibilizar la economía de cuidado y los sistemas de vida tradicionales.

Los **Pueblos Indígenas desempeñan un papel fundamental en la lucha contra el cambio climático**, ya que su estrecha relación con los territorios y ecosistemas les ha permitido desarrollar y mantener conocimientos ancestrales para el manejo sostenible de los bosques, el agua y la biodiversidad. Sus prácticas de conservación —como la protección de semillas nativas, el uso de técnicas agroecológicas y la gestión comunitaria de recursos— contribuyen a la resiliencia climática y a la reducción de emisiones. Este rol ha sido **reconocido por la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre el Cambio Climático (CMNUCC/UNFCCC)**, que destaca la importancia de sus saberes y formas de organización en las estrategias globales de adaptación y mitigación. No obstante, los Pueblos Indígenas siguen estando entre los más afectados por los impactos del cambio climático, que amenazan su seguridad alimentaria, sus modos de vida y su derecho a la autodeterminación.

3. Fortalecer la inclusión financiera, social y económica de mujeres y Pueblos Indígenas para mejorar sus medios de vida y fortalecer su autonomía, reconociendo y valorando sus conocimientos y contribuciones al desarrollo sostenible del país.



Reconociendo la contribución vital de mujeres y Pueblos Indígenas al desarrollo rural, este eje busca fortalecer su autonomía y mejorar sus medios de vida mediante el acceso equitativo a recursos financieros, oportunidades económicas y espacios de participación social y política. Las estrategias se basan en la valoración de sus conocimientos tradicionales, habilidades y prácticas productivas, así como en la promoción de liderazgo y educación financiera. El enfoque asegura que las acciones brinden beneficios económicos y también fortalezcan la capacidad de decisión, la inclusión social y la equidad dentro de las comunidades, fomentando un desarrollo sostenible y culturalmente relevante.

Los principales aportes a este objetivo:

- Abordar barreras estructurales que enfrentan los Pueblos Indígenas para participar de manera efectiva en espacios de toma de decisión.
- Desde un enfoque interseccional, abordar la brecha estructural que enfrentan las mujeres indígenas e impulsar acciones concretas para

garantizar la participación efectiva de las mujeres en espacios de toma de decisión.

- Apoyar formación de liderazgo y educación financiera adaptada culturalmente. Incluyendo reconocimiento de lenguas indígenas, sistemas de gobernanza de los Pueblos Indígenas y prácticas y saberes ancestrales.

- Ampliar acceso a programas económicos, certificaciones e instrumentos financieros (microcréditos, cajas de ahorro).

- Creación de capacidades para el acceso de los Pueblos Indígenas al sistema financiero/ fiscal con pertinencia para Pueblos Indígenas.

- Promover participación en proyectos y foros, especialmente en territorios con discriminación histórica.

- Fortalecer redes de mujeres defensoras de la naturaleza y de emprendedoras locales.

- Impulsar como elemento central la transmisión de conocimientos con enfoque intergeneracional y fortalecer la participación de jóvenes

- Crear condiciones y mecanismos afirmativos para garantizar participación plena en decisiones comunitarias e institucionales.

V. Reflexiones transversales / buenas prácticas

- **Continuar generando espacios de diálogo y participación comunitaria:**
  La creación y sostenimiento de espacios de encuentros abiertos y participativos permite que las comunidades rurales, incluidos Pueblos Indígenas y mujeres, compartan sus experiencias, necesidades y aspiraciones. Estos espacios facilitan la construcción colectiva de soluciones, fortalecen la confianza entre actores locales e institucionales, y aseguran que las decisiones sobre proyectos y programas reflejen las prioridades reales de las comunidades. El diálogo continuo también favorece la resolución de conflictos y la coordinación entre diferentes niveles de gobierno, organizaciones de la sociedad civil y beneficiarios.

- **Construcción de planes y políticas de desarrollo rural con énfasis en soberanía alimentaria con la participación de los pueblos indígenas:**
  Al respecto hay que impulsar estos procesos desde una dimensión de comunidad y territorio, en los procesos de consulta ir más allá de los titulares de la tierra que generalmente son los ejidatarios y con ello se inhibe la participación de otros sectores estratégicos de la comunidad como los son: mujeres y jóvenes.

- **Valorizar los conocimientos ancestrales con innovación y escalamiento productivo:** La combinación de saberes tradicionales con enfoques innovadores permite generar soluciones productivas

culturalmente pertinentes y ambientalmente sostenibles. Valorar los conocimientos ancestrales —sobre siembra, biodiversidad, uso de recursos naturales y prácticas agroecológicas— y combinarlos con tecnologías modernas o nuevas estrategias de mercado fortalece la resiliencia comunitaria, mejora la productividad y facilita la creación de cadenas de valor locales. Esta integración también permite escalar iniciativas exitosas a nuevas comunidades o territorios sin perder la identidad cultural y la sostenibilidad.

- **Programas liderados por mujeres generan mayor durabilidad y transmisión de saberes:** Las mujeres actúan como transmisoras de conocimiento intergeneracional y promotoras de prácticas que benefician a toda la comunidad. Fortalecer su liderazgo y participación garantiza que los programas no solo impacten la economía, sino que también mejoren la cohesión social, la educación y la nutrición en los hogares y comunidades rurales.

- **Fortalecer la organización comunitaria y trabajo colectivo (Tequio) como base para sostenibilidad:** Las estructuras de trabajo comunitario y la cooperación colectiva son fundamentales para mantener proyectos productivos y de conservación a largo plazo. Actividades como el Tequio **consolidan la solidaridad**, permiten compartir recursos y capacidades, y fomentan la responsabilidad compartida sobre la gestión del territorio y los bienes comunes. Este enfoque refuerza la **resiliencia comunitaria** y asegura que los beneficios de los programas sean duraderos y equitativamente distribuidos.

- **Ejemplos de iniciativas exitosas:**

1. Recuperación de unidades productivas mediante la revitalización de prácticas agrícolas tradicionales y restauración de suelos.

2. Exportación de conocimiento agrícola de jornaleros experimentados hacia nuevas generaciones de productores locales.

3. Recetarios y repositorios de la cocina tradicional que preservan la identidad cultural y promueven seguridad y soberanía alimentaria.

4. Mecanismos de salvaguarda y protección de semillas nativas.

5. Cajas de ahorro colectivas que fortalecen la inclusión financiera de mujeres y jóvenes, fomentando autonomía económica y resiliencia frente a crisis locales.

IV. Alianzas estratégicas

Las alianzas estratégicas son fundamentales para fortalecer las capacidades comunitarias y desarrollar sinergias entre los diferentes actores que convergen en el territorio, la cooperación y coordinación de estrategias permite la suma de esfuerzos que potencializan la producción sostenible de alimentos bajo modelos consuetudinarios. Durante el taller identificamos algunos actores y alianzas estratégicas desde donde se pueden sumar esfuerzos para alcanzar los objetivos y metas del COSOP y el Plan Nacional de Desarrollo, en beneficio de la soberanía alimentaria de los pueblos y comunidades indígenas, bajo procesos emanados de las propias comunidades, atendiendo sus perspectivas, necesidades, aportes y prioridades.

Alianza	Estrategia	Acción
Tres órdenes de gobierno **(dependencias nacionales)**	Colaboración con autoridades municipales, estatales y federales.	Implementar actividades a favor de la agricultura local, financiamiento y capacitación, a través de los diferentes programas y proyectos de apoyo para el campo y con base al Plan Nacional de Desarrollo.
FIDA	Participación de Pueblos indígenas en el diseño de programas y acciones para el país	Creación de capacidades, socialización de información. Ampliación de financiamiento de proyectos IPAF
Organizaciones no Gubernamentales (ONG) y asociaciones de la sociedad civil (A.C.).	Asociaciones con ONG y AC que trabajan en desarrollo rural, derechos humanos y derechos de los pueblos indígenas.	Gestión de recursos, capacitación, acompañamiento técnico en prácticas sostenibles y soberanía alimentarios.
Universidades e Instituciones de Investigación	Alianzas con centros académicos para investigación y desarrollo.	Generar conocimiento, transferencia de tecnología, realizar investigaciones comunitarias sobre cultivos locales, procesos de innovación y prácticas sostenibles.
Organización agroforestal	Formación de cooperativas agroforestales, emprendimientos y asociación entre productores locales.	Fortalecer capacidades de gestión, facilitar la comercialización, mejorar el acceso a insumos y fortalecer la economía local.

Mercados Locales y Ferias	Colaboración con mercados y ferias para la venta de productos locales.	Promover el consumo de productos locales y aumentar la visibilidad de la agricultura indígena.
Empresas Sociales	Alianzas con empresas que promueven la sostenibilidad y el comercio justo.	Crear oportunidades de mercado para productos locales y fomentar prácticas comerciales éticas.
Redes de Productores	Conexión con otras comunidades y grupos de productores.	Compartir experiencias, recursos y estrategias para enfrentar desafíos comunes.
Instituciones Financieras	Colaboración con bancos y microfinancieras.	Facilitar el acceso a créditos y financiamiento para proyectos agrícolas.

En esta tabla sintetizamos y esquematizamos las alianzas identificadas, su importancia estratégica y las acciones generales que le dan sentido al desarrollo de actividades conjuntas, cada comunidad deberá decidir sobre las alianzas que les son prioritarias y corresponden a las realidades de sus territorios, sobre todo la forma en que suman en el alcance de sus objetivos trazados, es decir se pretende que cada alianza estratégica sea casuística y responda a las expectativas comunitarias.

VII. Conclusiones del Punto Focal para México del Foro de los Pueblos Indígenas en el FIDA

El taller ha sido una experiencia muy valiosa de intercambio entre el FIDA y los Pueblos indígenas, por ello, se hace un llamado a garantizar la participación de las instancias de gobierno en estas reuniones. Se reconoce el papel fundamental que ha jugado CONAFOR como punto focal con FIDA, pero es necesario fortalecer el enfoque de territorio, la concurrencia y alineación interinstitucional con otras dependencias.

El FIDA puede jugar un rol muy importante como aliado para elevar la voz de Los Pueblos indígenas y sus prioridades, seguir creando capacidades y como puente de interlocución con gobierno mexicano. Si bien el COSOP está centrado en un área geográfica prioritaria, representantes de Pueblos Indígenas solicitaron identificar oportunidades y mecanismos que abran la posibilidad a trabajar en algunas otras regiones que enfrentan desafíos territoriales complejos en ecosistemas clave.

Lista de asistencia

FIDA
Invertir en la población rural

Taller de aportes al COSOP en México – diálogo con Pueblos Indígenas

14-15 de Agosto 2025

RITA
RED INDÍGENA DE TURISMO DE MÉXICO A.C.

NUM	ESTADO	COMUNIDAD	NOMBRE DEL GRUPO	NOMBRE DE LA PERSONA	FIRMA
1	Oaxaca	Santa Magdalena Jicotlan	Alianza de Comunidades Chocho-Mixtecas	Flora Ávila Cruz	
2	Oaxaca	San Cristóbal Suchixtlahuaca	Alianza de Comunidades Chocho-Mixtecas	Álvaro Pérez Montes	
3	Oaxaca	Concepción Buenavista	Gaxi-Su, Mujer Flor, SPR de RL	Margarita Jiménez Jiménez	
4	Oaxaca	Santa Maria Zacatepec	Comunidad Sta Maria Zacatepec	Silviano Velasquez Martínez	
5	Michoacán	Puacuaro	Comunidad de Puacuaro	Mireya Ascensio Bautista	Mireya Ascencio B
6	Michoacán	Nuevo San Juan Parangaricutiro	Presidente de Vigilancia	Primitivo Chávez Cuarao	
7	Guerrero	Zitlala	Pueblo Náhuatl	Yesenia Tomatzin Alejo	

FIDA
Invertir en la población rural

Taller de aportes al COSOP en México – diálogo con Pueblos Indígenas

14-15 de Agosto 2025

RITA
RED INDÍGENA DE TURISMO DE MÉXICO A.C.

8	Guerrero	Copanatoyac	Pueblo Miixteco	Lucila Ciriaco Galvéz	
9	Guerrero	Acapulco	Colectivo Afro Caracolas	Ana Gabriel Chavez Cruz	
10	Edo Mex	Matias Romero	IPAF Ucizoni	Rubicela Toribio	
11	Cdmx	CDMX	FIMI	Cecilia Ramirez	
12	Oaxaca	Asuncion Nochixtlán	Slow Food	Bibiana Bautista Gaytan	
13	CDMX	CDMX	Slow Food	Yolotzin Magdalena bravo Espinosa	
14	Edo Mex	Teotihuacan	RITA	Roberto Ricardo Campos Quezada	

FIDA
Invertir en la población rural

Taller de aportes al COSOP en México – diálogo con Pueblos Indígenas

14-15 de Agosto 2025

RITA
RED INDÍGENA DE TURISMO DE MÉXICO A.C.

15	Oaxaca	Tlahuitontepec	Red de mujeres Indigenas - RITA	Elena Hosanna Perez Gutierrez	
16	Edo Mex	San Juan Teotihuacan	RITA - Red del valle de Teotihuacan	Enrique Orestes Gonzales Garcia	
17	Hidalgo	Puerto Juarez	RITA - Red Hñahñu	Alvaro Alejandro Rendon Melchor	
18	Morelos	Cuernavaca	RITA/ Ollin Quetza	Livi Shandel Gallegos Velázquez	
19	Puebla	Huejotzingo	RITA Puebla	Nicolas Garcia Santamaria	
20	Puebla	Mezontla	RITA Puebla/ Ollin Quetza	Lorenza Luna Gonzales	
21	Oaxaca	Matias Romero	Ucizoni	Bilon edelberto Toribio Toribio	B.E.T.T

Hora	Actividad	Comentarios	¿Quién facilita?
8:30 – 9:00	Registro		
9:00 – 9:30	Dinámica rompehielo	Armonización Actividad interactiva para presentarse e iniciar con energía.	Armonización Ronda de presentaciones
9:30 – 9:45	Presentación de la agenda del taller	A cargo del facilitador y punto focal de Pueblos Indígenas en México.	Ricardo
9:45 – 10:30	Presentación del COSOP	IFAD y Pueblos Indígenas Presentación del equipo país de FIDA en México sobre los ejes propuestos en el nuevo COSOP.	Moira, Mariana, Karla
10:30 – 10:45	Pausa		
10:50 – 12:30	Reacciones de representantes de Pueblos Indígenas *PRESENTE*	Diálogo abierto. Espacio para escuchar las primeras impresiones y posicionamientos frente al COSOP. Cómo se reflejan en mi realidad estas líneas de trabajo? Como se traduce en la comunidad? ¿Cómo puede apoyar el fortalecimiento de mi vida comunitaria? Cómo se enlaza en generación de oportunidades?	Modera Ricardo y Karla Mural: con palabras e idea clave de quien hable Se usarán post-its por eje temático del COSOP. *ideas de acciones diferenciadas * mujeres indígenas
12:30 – 14:00	¿De dónde venimos? *PASADO*	¿Qué está funcionando? ¿Fortalezas? ¿Debilidades? ¿Buenas prácticas? Los participantes compartirán experiencias con FIDA y otros socios.	Mural: con palabras e idea clave de quien hable Se usarán post-its por eje temático del COSOP.
14:00 – 15:30	Almuerzo		
15:30 – 16:00	¿Hacia dónde queremos caminar? *FUTURO*	Visión de la agricultura y economía rural en México desde los Pueblos Indígenas. Reflexión individual y co-construcción colectiva en base a la propuesta de los ejes temáticos del COSOP.	Nos dividimos en grupos que trabajan en un mensaje a través de la elección de un elemento biocultural – desde el vivir diario – como se vive en el día a día (manera práctica) usando arte, círculos de narrativa, narrativas de cosmovisión. *grupo de mujeres
16:00 – 17:00	Presentación por equipos	Cada grupo comparte su visión – a través de arte/círculo de narrativa en retroalimentación al COSOP.	papelote: con palabras e idea clave de quien hable Se usarán post-its por eje temático del COSOP *grupo de mujeres

17.00 - 17.15	Priorización	Espacio en plenaria los ejes estratégicos y condiciones necesarias para una implementación efectiva y culturalmente pertinente del COSOP.

Agenda

Hora	Actividad	Comentarios
8:30 – 9:30	Desayuno	
9:30 – 10:30	Cierre y reflexiones finales	Balance participativo: aprendizajes clave, recomendaciones y siguientes pasos. El equipo organizador sistematiza aportes y explica cómo serán utilizados en el COSOP final.
10:30 – 11:30	Salida	

Technical note on remittances to Mexico

Produced by the Financing Facility for Remittances (FFR), PMI

July 2025

Migration

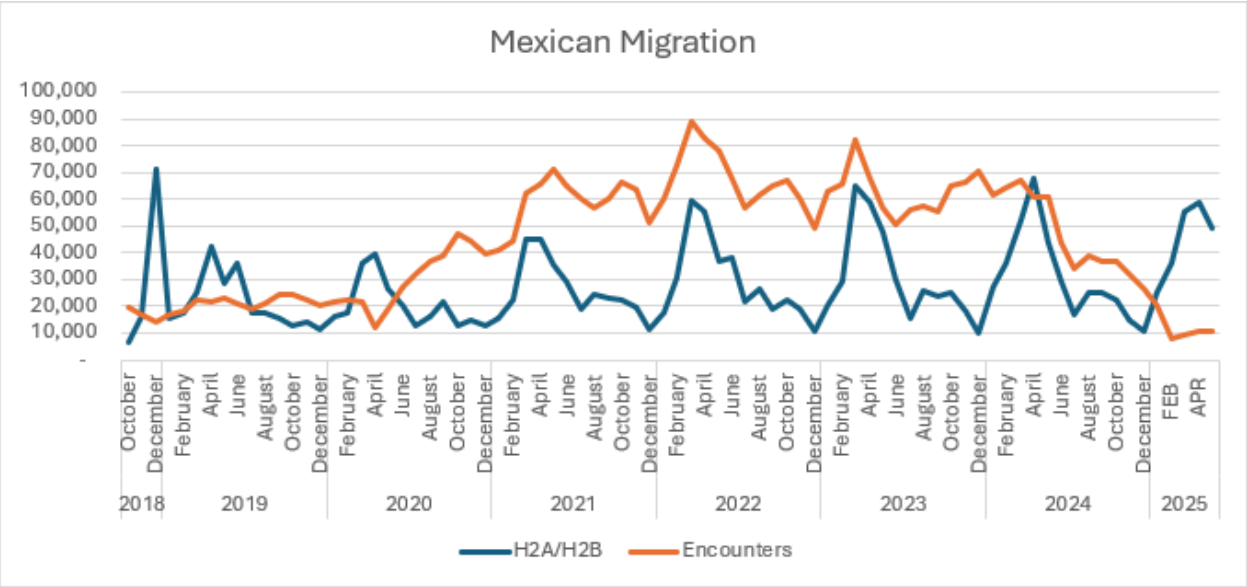
The Institute for Mexicans Abroad (IME) estimates that there are 12 million Mexicans living outside Mexico, 97.79% of whom are in the United States. Other countries that also host Mexican migrants include Canada, Spain and Germany.

Between 2018 and 2022 more than half of the Mexican immigrants in the United States resided in California (36%) or Texas (22%). One-tenth resided in Illinois (just under 6%) and Arizona (just under 5%). Six additional states—Florida, Washington, Georgia, Nevada, North Carolina, and New York—were home to an additional 13% of the Mexican-born population. The top three counties of residence, home to 19% of all Mexican immigrants, were Los Angeles County, California; Harris County, Texas; and Cook County, Illinois.

Recent migration trends

Regarding migration to the USA in 2025:

> There is a huge decline in irregular migration (measured as encounters with police in the Mexico-USA border) while H2A (agricultural) and H2B visas continue the seasonal trend. The following chart shows how irregular migration has almost mirrored the H2 visa migrants, and that is because they follow the labor market. This is a trend to continue observing due to change in USA migratory policies.



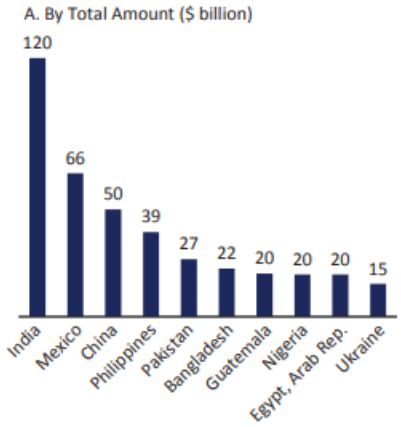
Remittances

Relevance in the Mexican economy

In 2024, remittances received in Mexico amounted to US$65 billion. These flows represent 4% of the country's GDP (World Bank, 2025). Yet, in states where poverty is most acute, such as Michoacán and Guerrero, remittances comprised 15.9 and 14.1 per cent of their GDP, respectively.

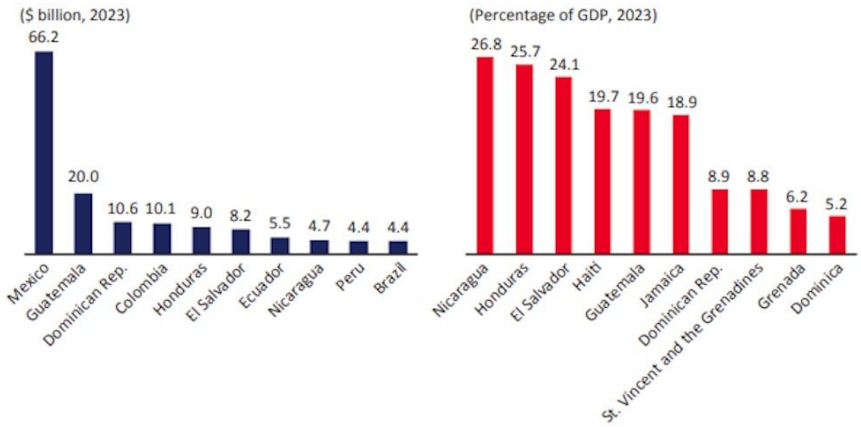
Behind India, Mexico is now the second largest low and middle-income country receiving remittances in the world. Flows to Mexico account for roughly 7.5 per cent of global remittance flows.[61]

Figure 1.2 Top Recipients of Remittances among Low- and Middle-Income Countries, 2023



Sources: World Bank/KNOMAD staff estimates; World Development Indicators; IMF Balance of Payments Statistics.
Note: GDP = gross domestic product.

In 2023 and 2024, México was the largest country receiving remittances in Latin America and the Caribbean.



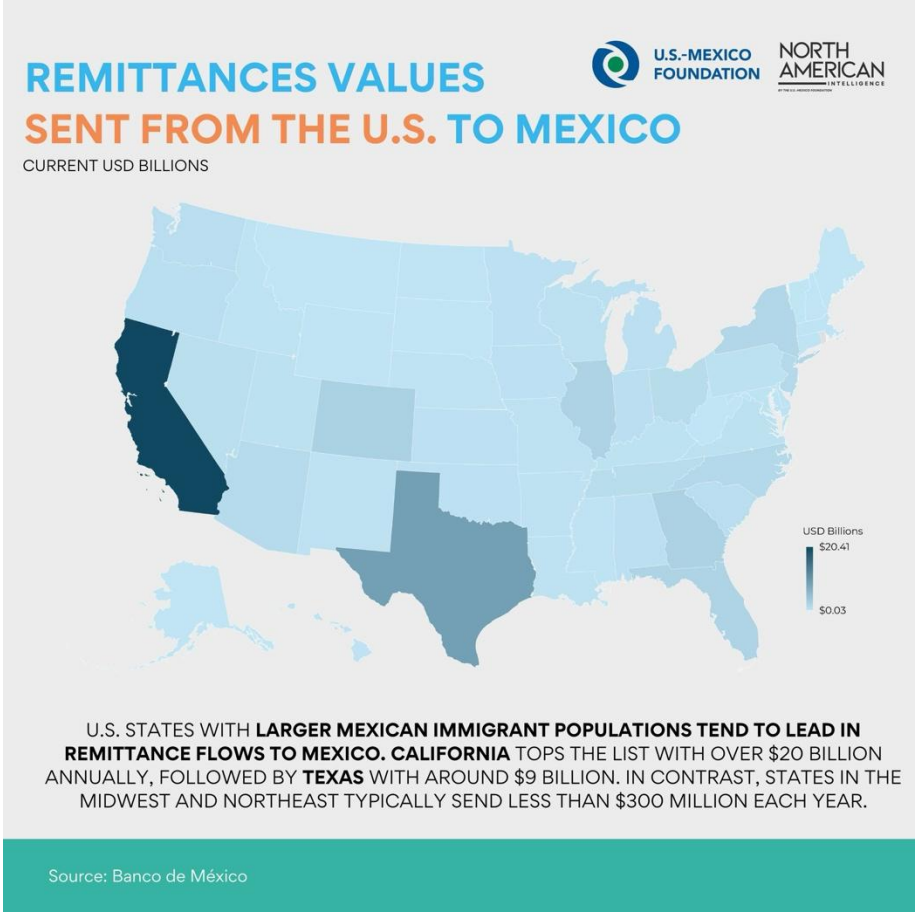
Sources: World Bank/KNOMAD staff; World Development Indicators; IMF Balance of Payments Statistics.
Note: GDP = gross domestic product.

[61] https://www.csis.org/analysis/understanding-impact-remittances-mexicos-economy-and-safeguarding-their-future-impact#:~:text=Remittances%20from%20abroad%20account%20for,tourism%2C%20and%20net%20manufacturing%20exports

Geographical distribution

Sending side

- According to research from the US-Mexico Foundation:
  - Approximately 95% of flows come from the United States. Flows received from California are more than US$20 billion; and in Texas around US$9 billion. In turn flows from Midwest/Northeast states are equivalent or lower than US$300 million.



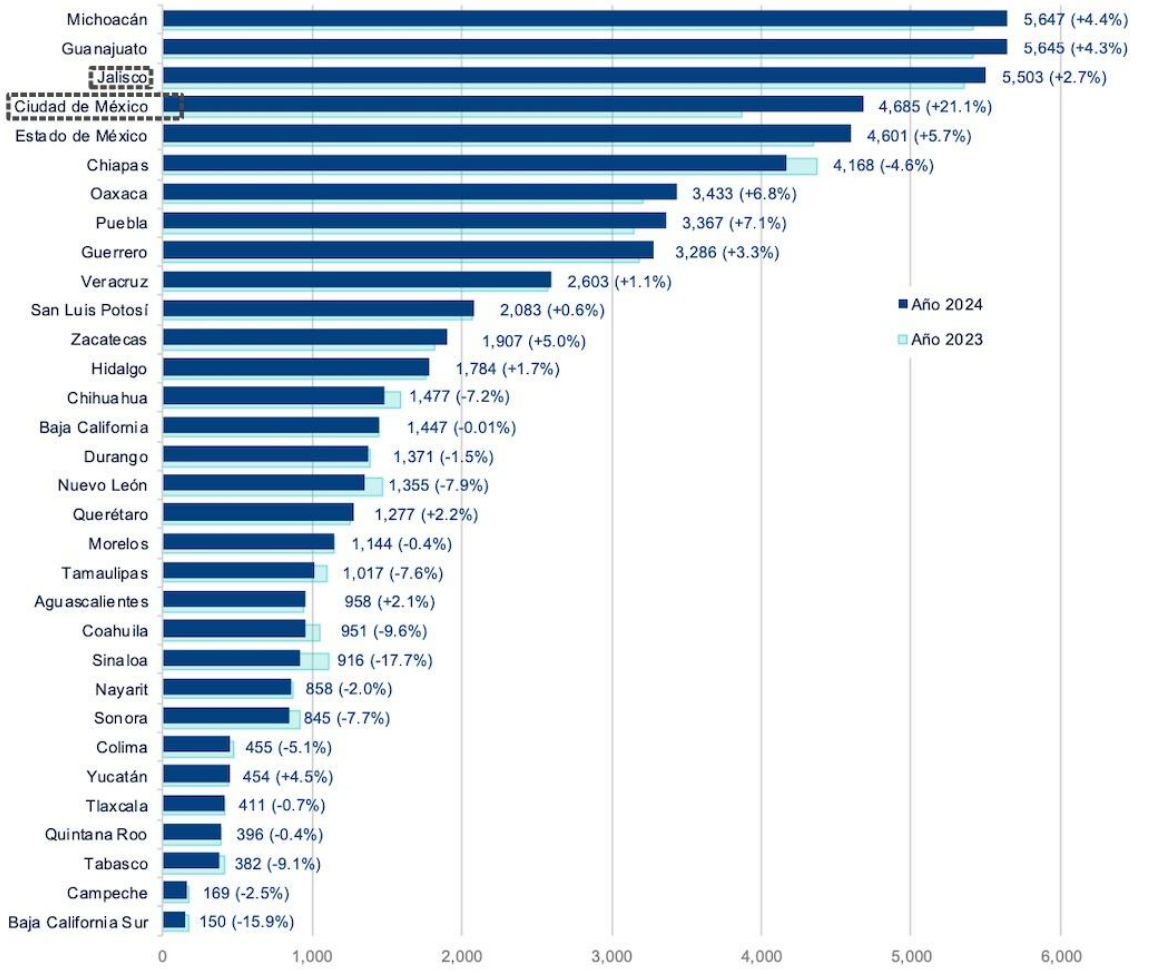
  - In the first 4 months of 2025, Mexico recorded 49.5 million remittance transactions—an average of 12.4 million/month, mostly digital. In 2024, 165 million transfers averaged between US$392 and US$450.

The receiving end

An estimated 4.5 million households in Mexico are supported by remittances, and are a critical economic lifeline, especially in rural regions. **One in every five rural households relies on these inflows** (US-Mexico Foundation).

The top five Mexican states by total value received are: Michoacan: US$5.6 billion; Guanajuato: US$5.6 billion; Jalisco: US$5.5 billion; Ciudad de México: US$4.6 billion; and State of Mexico: US$4.6 billion.

Gráfica 7. **REMESAS FAMILIARES A MÉXICO POR ENTIDAD FEDERATIVA, 2023-2024**
(Millones de US dólares y variación % anual)



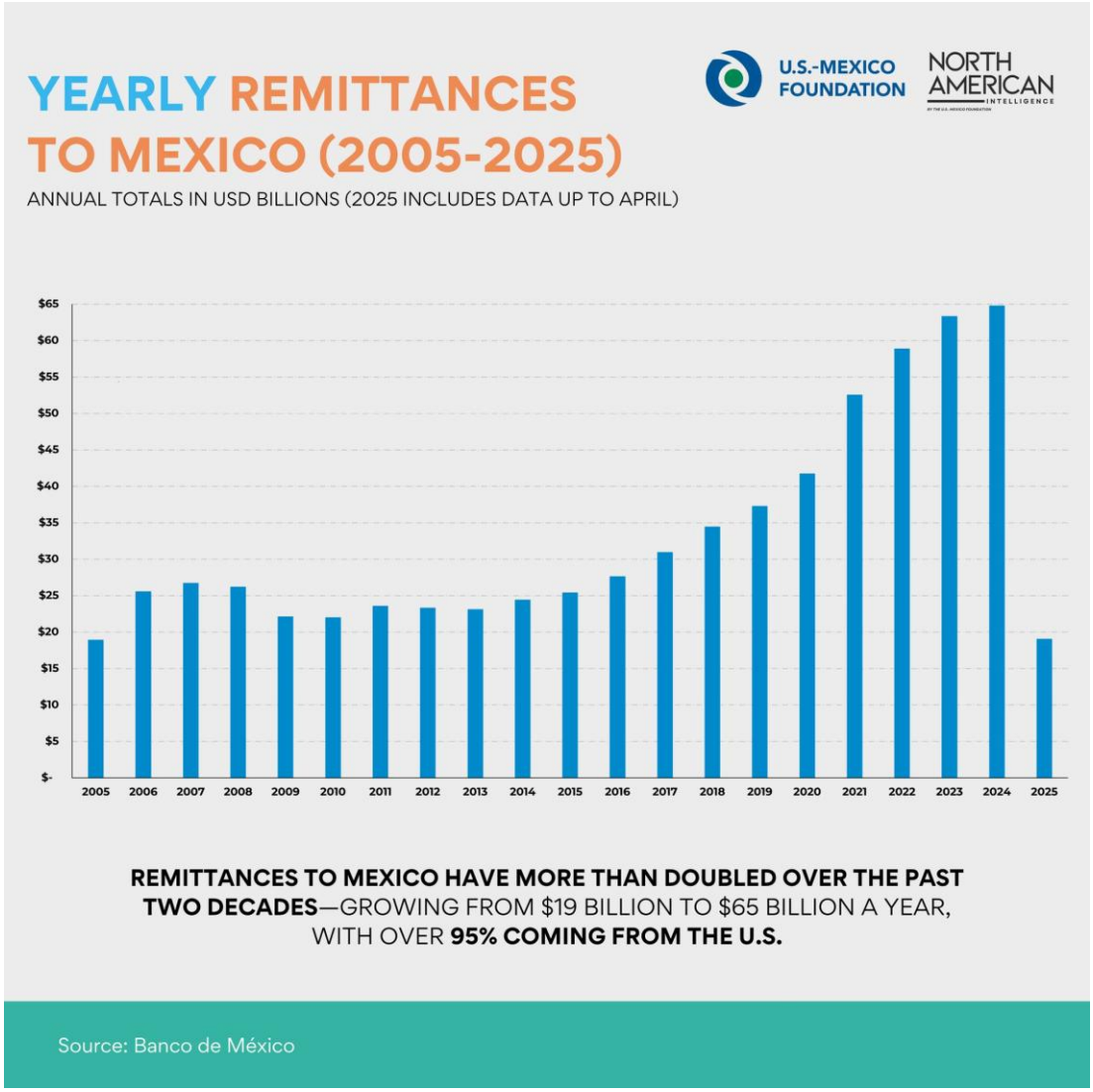
Fuente: BBVA Research a partir de datos del Banco de México.

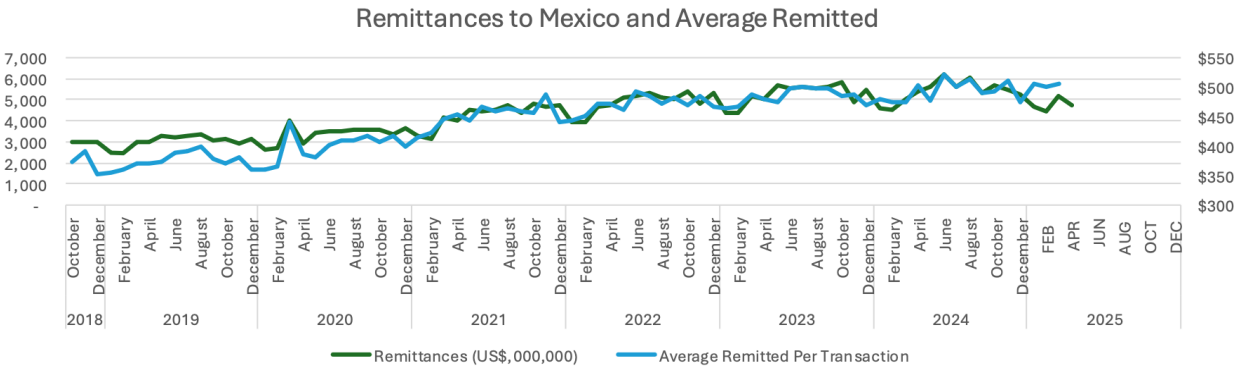
However, per capita remittances indicate the following state: Michoacán: US$1,142; Zacatecas: US$1,139; Guerrero: US$912; Yucatán & Nuevo León: ~US$206. This indicates that states with fewer local job opportunities rely more on remittances.

While most FDI benefits the industrialized northern regions of the country, **most remittances are received in the southern and central regions,** which are not fully benefiting from international capital flows.

Remittance flow trends

Remittance inflows to Mexico have grown steadily for the past twenty years, with inflows more than tripling from US$19 billion in 2005 to US$65 billion in 2024.





According to the Bank of Mexico, the amount of remittances received in April 2025, totaling US$4.7 billion, fell by 12.1% compared to the previous year, one of the most pronounced since the end of 2012.

According to research from The Inter-American Dialogue (IAD)[62] the decline in remittances is tied to different factors:

1) Today 63% of Mexican migrants have been in the US for 25 years and there is a depletion or 'retirement' factor, whereby the number of senders decline. That is, every year that passes, reduces the timeline sending (about 33 years): 6% of Mexicans have been sending between 25-33 years. So, every year that passes will shorten the number of senders by 0.9% or 110,000 migrants less sending.
2) Based on irregular migration statistics for the first part of the year, 2025 will see a considerable decrease from 160,000 in 2024 and 370,000 in 2023. Therefore, the replenishment of new non-seasonal migrants will be negative. Depletion is occurring.
3) The Center for Strategic and International Studies, (CSIS) indicates that "the number of irregular immigrants and asylum seekers in Mexico has been increasing since 2017, and the numbers spiked in 2021, reaching a record 130,863. According to estimates from Human Rights Watch, around 70 per cent of refugee status claims are made in the city of Tapachula, within the state of Chiapas. Mexico's immigration office reported a year-on-year increase of 161.67 per cent in the number of irregular migrants between 2023–2024, with 240,780 of the migrants coming from Venezuela".[63] The remittances these migrants and refugees receive and have stopped receiving imply changes in the flow of remittances to the country.

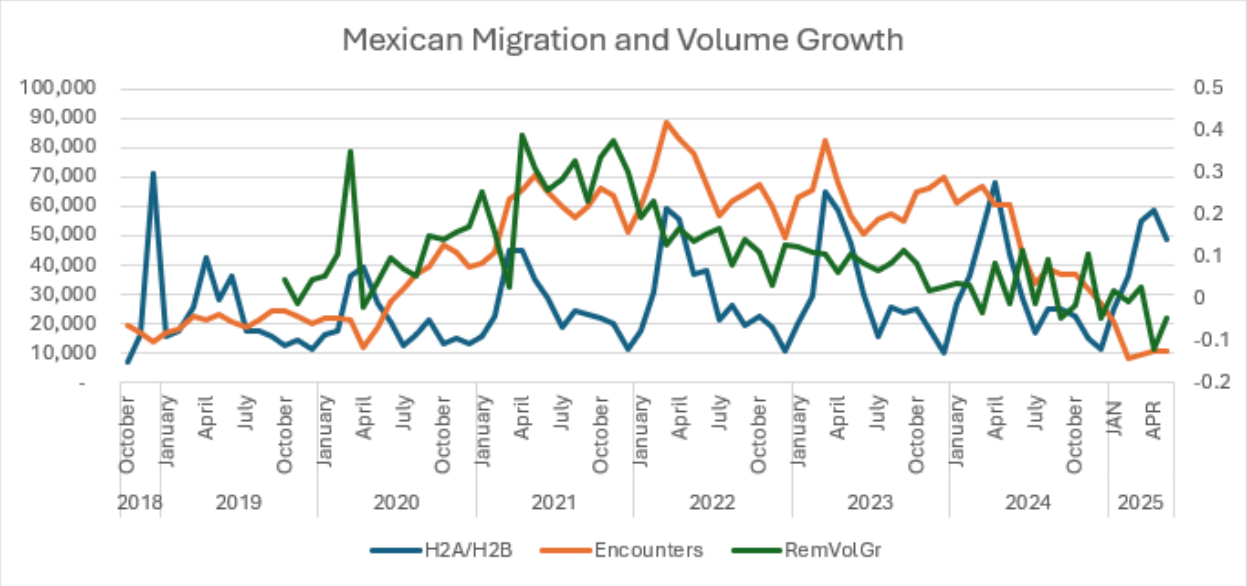
In addition, research from the BBVA[64], highlights two additional hypotheses for this decline, which had not been seen since 2012:

4) uncertainty caused by trade policy in the United States, which translates into consumer mistrust, and
5) the depreciation of the dollar.

Finally, an additional aspect to be taken in consideration was:

6) the proposal to create a special tax in the United States on remittances sent abroad, which materialized in a new law introducing a 1% federal remittance tax on some outbound transfers from U.S. accounts, from January 1, 2026

[62] www.thedialogue.org
[63] https://www.csis.org/analysis/understanding-impact-remittances-mexicos-economy-and-safeguarding-their-future-impact#:~:text=Remittances%20from%20abroad%20account%20for,tourism%2C%20and%20net%20manufacturing%20exports
[64] https://www.bbvaresearch.com/publicaciones/mexico-caen-121-remesas-en-abril-respecto-al-ano-anterior/

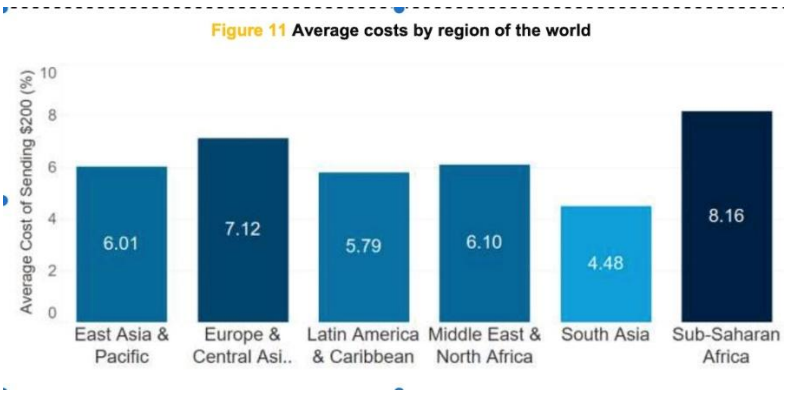


Remittance prices

The costs of international remittance transfers depend on the country of origin and destination, as well as the flows in the processes used for their transfer; these include the money transfer operator, the channels and methods of sending and receiving, and even the systems or networks used in the process.

Due to competition in the Mexican remittance market, the costs of sending remittances are among the lowest in the Latin American and Caribbean region, ranking third among the lowest-cost countries in LAC.

According to data from the World Bank's Remittance Price Worldwide (RPW)[65], in the last quarter of 2024, the cost for remittance services decreased for all regions. South Asia (SA) experienced the largest decrease from 5.01 per cent to 4.48 per cent, followed by Latin America and the Caribbean (LAC), East Asia and Pacific (EAP), Middle East and North Africa (MNA), Europe and Central Asia (ECA), and Sub-Saharan Africa (SSA).



Source: RPW, World Bank

[65] https://remittanceprices.worldbank.org/

The average cost of sending $200 to Mexico was 4.8% of the amount sent, below the LAC average but still above the SDG 10c target of 3%.

The commission charged for remittances is 3.3% of the amount sent, one of the lowest in the region, behind Guatemala only. The exchange rate differential cost is equivalent to 1.5% of the amount sent, also among the lowest in the region, excluding the dollarized economies where there is no exchange rate cost (El Salvador, Panama, and Ecuador).

Remittances ecosystem

Research done by the Center for Latin American Monetary Studies (CEMLA)[66] under an IFAD's FFR project indicated that the Mexican remittance market is highly regulated, as 94.8% of these transfers are paid by financial institutions, mostly banks and Money Transfer Companies (ETD), either through their own offices or through agreements that these institutions have with stores, supermarkets, pharmacies, or similar establishments.

According to the Banxico survey, 41% (43% in rural areas and 40% in urban areas) of remittances are paid by remittance companies (ETDs), and 32% (19.8% in rural areas and 21.3% in urban areas) by banks. However, there is a significant number of transfers representing 33.2% (31.8% in rural areas and 34.1% in urban areas) that are paid in stores, supermarkets, pharmacies, and other similar institutions which, as mentioned above, in many cases are Remittance Service Providers (RSP) payers. Additionally, a small proportion (4.9%) of remittances would be paid by other means such as cards, mobile phone deposits, shipments with family members, friends, and couriers.

The preferred means of payment for recipients is cash, a mechanism that has been widely developed by market operators through the implementation of thousands of payment points, making it easy for recipients to collect their remittances at almost any point in the country, whether urban or rural, and therefore eliminating the need for recipients to demand alternative means of payment.

Stakeholders in the remittance ecosystem

Large wire transfer companies like Western Union and MoneyGram traditionally have dominated[67] the remittance market; however, recently increased competition from lower-cost transfer services has reduced their market share with traditional banks and e-commerce companies developing alternative mechanisms for sending payments.

According to the RECC-TD, as of March 2023, there were 51 money transmitters operating in Mexico, not including financial institutions that, due to their own regulations, are allowed to send and receive remittances. However, this registry does not allow access to the identification of market participants, nor does it

[66] https://www.cemla.org/english.html
[67] Linking International Remittance Flows to Financial Services: Tapping the Latino Immigrant Market | FDIC.gov

provide information on the market shares of each of them, which hinders market transparency and the development of the market in a competitive environment.

ETD	Supermercados	Tiendas	Farmacias	Otros	Bancos	EFNB	EMF
Airpack	Aurrera	7-eleven	Farmacia Santa Maria	Isseg	Afirme	Montepio	Caja Cerano
Corresponsales orderexpress	Chedraui	Calmax	Farmacia del Ahorro	Loteria nacional	Bancoppel	Balsas empeños del sur	Caja Pop. Mex.
Envios Delgado	Comercial mexicana	Casa Ley	Farmacia Guadalajara	Migasolina	Banorte	Vicpronto (centro cambiario)	Caja Popular Jose Ma. Mercado
Instant pay de Mexico-Impamex	Heb	Construrama	Superfarmacias	Telecomm	Bbva		Caja Popular Las Huastecas
Red pagos efectivos	Super Willys	Coppel			Banco Azteca		Caja Solidaria
Orderexpress	Super Aki	El Florido			Santander		Caja Tamazula
Pagos Intermex	Super del norte	Liverpool			Scotiabank		
Money Coop	Superama	Maderas y materiales de Rio Verde			Monex		
Red Uniteller	Soriana	Oxxo			Banbajio		
Transfer directo	Super Q	Suburbia			Inbursa		
Transmoney Mexico		Tiendas del sol			Banregio		
Intermex		Waldos			Citibanamex		
		Eleczion			Bansi		
		Grupo Aguirre			Banco base		
		Woolworth			Cibanco		
		Elektra			Hsbc		
		Oxxo Spin			**Banco de desarrollo:** Bansefi/Banco del bienestar		

Fuente: RemitSCOPE - Consultas con los operadores del mercado 2023.

In rural areas, there is greater use of Remittance Service Providers (RSPs), due to the high availability and accessibility of these companies, which cover areas not served by banks (although this difference is small), thanks to agreements with pharmacies, shops, and supermarkets, which are also designed to expand the number of payment points for both types of payers.

Although there is no information on the market share of remittance payments held by each participant, it is known that one of the most important payers is Elektra (from Banco Azteca), which accounts for about half of remittance payments in Mexico. Other important participants include Banorte, Compartamos Banco, Walmart, and the Oxxo chain.

The Mexican remittance payment market is made up of a wide network of payers from the financial and non-financial system, reaching 75 payment chains (identified), which have more than 45,000 cash payment points, providing broad access for the collection of these funds in the country.

According to consultations with private market operators, it has been established that at least 17 private banks and one development bank participate in the remittance market, as well as nine other non-bank financial institutions and six microfinance institutions.

According to the same sources, at least 12 local ETDs, 11 supermarket chains, 17 retail chains, 4 pharmacy chains, and 4 participants from other sectors make remittance payments for different international operators.

Shift towards digital channels

According to GSMA, in 2024, "Latin America and the Caribbean saw a reduction in the number of registered and active accounts, and – resultantly – in transaction volumes and values.

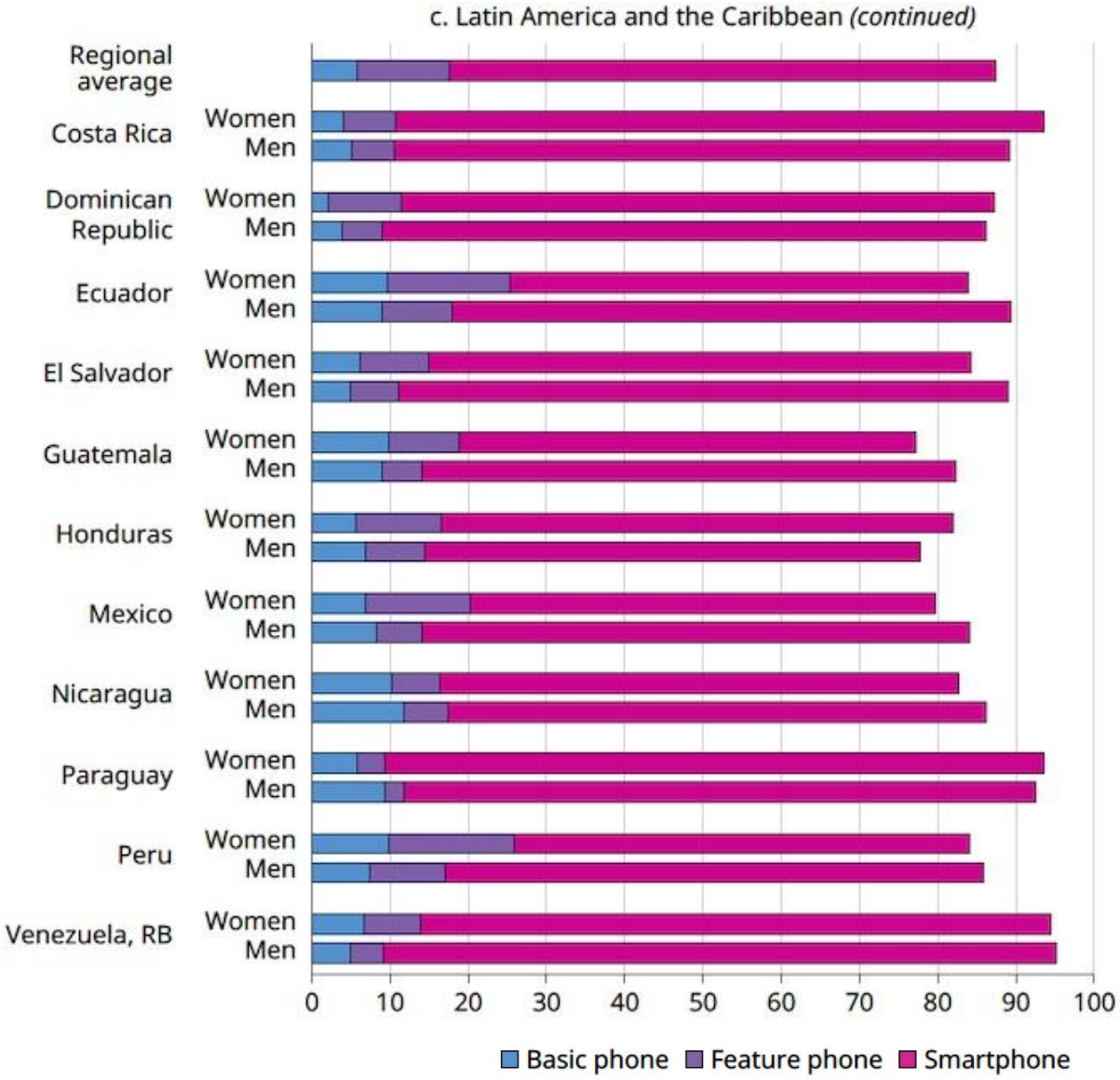
This trend was driven by a decrease in the number of live mobile money services in the region. In 2022, there were 34 mobile money providers (MMPs) in Latin America and the Caribbean. Since then, three services operating in Bolivia, the Dominican Republic and Mexico have closed. Despite this, the region has more than 53 million registered accounts and the highest monthly activity rate worldwide". (GSMA, The State of the Industry Report on Mobile Money 2025).

The percentage of mobile accounts in developing countries for 2024 estimated by FINDEX is 10%, a decrease from 18% in 2021.

Mobile phone ownership is widespread nearly everywhere

According to data from the Global Findex 2025 Digital Connectivity Tracker, 86 per cent of adults worldwide, and 84 per cent of adults in low- and middle-income economies, own personal mobile phones.

Mobile phone ownership is widespread around the world, though women are less likely than men to own a mobile phone in some economies. This is also the case in Mexico where the regional LAC average of mobile phone ownership is higher, particularly among women.



According to research from BBVA, "decentralized and digital currencies, which have seen limited uptake in Mexico, present another alternative for senders to remit with reduced fees and more limited oversight from financial regulatory institutions. Cryptocurrency companies including Coinbase, Belfrics, Tether, and Mexico City–based Bitso have sought to capitalize on the remittance market by offering money transfer services that process quickly with relatively low fees. [68] For example, in 2022, Coinbase launched a remittance pilot program in Mexico that allows recipients to save cryptocurrency in a Coinbase account or cash the currency out at 37,000 retail locations across the country. [69] Bitso reportedly processed $8 billion in remittances in 2023, $4.3 billion of which was between the United States and Mexico.[70] However, given the volatility of crypto assets' value,

[68] Why crypto remittance companies are flocking to Mexico
[69] Coinbase Launches Crypto Remittance Pilot for Mexico - Blockworks
[70] Bitso is one of Fast Company's Most Innovative Companies

it is unclear if significant numbers of remittance senders will consider crypto a viable alternative to more stable forms of currency exchange. Prioritizing access to remittances is of paramount importance given that they can fund education and human capital improvements, as well as entrepreneurship, long-term savings, and the establishment of small businesses".[71]

Financial Inclusion

Account ownership

According to latest Global Findex (2025), only 53% of adults have access to an account, and 52% in a formal financial institution in Mexico.

There is no up-to-date information on account ownership, so it is not possible to know the impact that simplified accounts and remote onboarding and digital financial services processes had on remittance recipients or migrants in general. However, it is known that migrants have more savings accounts in the country where they reside than Mexicans and remittance recipients in Mexico.

The use of credit from financial institutions among remittance recipients and migrants is very low. In comparison, the greater use of direct credit from stores by remittance recipients stands out.

Although most recipients use cash as their sole means of payment, conditions such as debit card ownership and access to cell phones suggest that the use of alternative means of payment has grown in recent years. It is also observed that there is a small group of migrants who make payments for services from abroad.

Other types of financial services such as life and health insurance or contributions to investment funds is being used by migrants, as well as the possibility of demand for services such as retirement contributions or mortgage loans.

Recent remittance market changes

Recent tax on remittances from the United States.

The following key changes are expected to take place after December 31, 2025:

1. Tax is set to 1% of the amount remitted.
2. Tax applies to a sender performing cash, money order or a 'similar physical instrument'.
3. Tax shall not apply to any remittance transfer for which the funds being transferred are (a) withdrawn from an account held in or by a financial institution or '(b) funded with a debit card or a credit card which is issued in the United States.
4. There is no requirement for providing an SSN or claiming tax credit.

The following table compares the historic and projected remittance flows, comparing Mexico, Central American and Caribbean countries, with the proposed

[71] https://www.csis.org/analysis/understanding-impact-remittances-mexicos-economy-and-safeguarding-their-future-impact

remittance tax on outflows, which is now proposed at 1% (not 3.5%) and estimated number of deportations. The estimated decrease in flows for all countries is 6%.

Tendencias en Remesas y Migración en América Latina y el Caribe

	2025*		Crecimiento				Estados Unidos Como porc. del total	Deportaciones 2025 (est.)	Remesas / PIB
	US	Mundo	2025	2026 Después del impuesto de 3.5% (est.)**	2026	Migración 2025***			
El Salvador	$8,307,309,597	$8,988,482,000	6%	-8%	-8%	-64%	92%	15,000	24%
Guatemala	$23,000,655,182	$23,015,899,388	7%	-7%	-3%	-75%	98%	40,000	21%
Haití	$3,138,247,849	$3,867,517,354	3%	-6%	-1%	-88%	81%	2,000	22%
Honduras	$9,839,182,422	$10,424,971,908	7%	-9%	-8%	-75%	94%	40,000	26%
México	$65,087,665,517	$66,040,377,666	2%	-7%	-7%	-20%	99%	100,000	4%
Jamaica	$2,233,440,000	$3,701,097,545	6%	-7%	-2%		60%	1,000	18%
Nicaragua	$4,475,723,368	$5,710,117,000	9%	-7%	-8%	-94%	82%	8,000****	27%
República Dominicana	$8,760,197,557	$10,230,112,620	5%	-7%	-2%		86%		10%
Ocho países	$124,842,421,492	$131,878,575,481	4%	-7%	-6%		95%	215,000	7%

*Proyección apoyada en datos de los Bancos Centrales, Enero-Abril 2025 y empresas de envío.
**Bajo el escenario que la mitad de remesadores manda 20% menos—sin incluir quienes optan informalmente.
***Incluye entrada irregular y autorizada.

Source: The Inter-American Dialogue (IAD), 2025

The math changes significantly

According to IAD, this new tax will have the following consequences:

a. It potentially affects at least 50% of transactions, which are presently originated as cash transfers through a remittance agent location.

b. At least half of those making transactions through agent locations to send money are using their mobile banking applications or debit cards to pay for the transfers.

c. The numbers vary across nationalities. 70% of Mexican migrants who send money own a bank account, however, the remitters most affected are those recently arrived over the past four years (people from Central America, Venezuela, Cuba, Haiti, Colombia and Ecuador).

d. Estimate of remitters without bank accounts is 22% with variations across nationalities.

Bank account ownership in the U.S.:
3% annual growth in opening checking accounts
Newly arrived migrants are opening accounts at a faster rate than their predecessors

	2005	2009	2010	2013	2016	2021
Mexico	29	48	53	54	71	68
Guatemala	31	75	62	78	52	77
El Salvador	53	48	47	56	66	74
Colombia	62	90	97	82	87	94
Dominican Republic	62	67	75	65	76	84
Ecuador	55	57	42	-	72	

Source: Orozco, M., Burgess, e., Ascoli, N. "Is There a Match among Migrants, Remittances, and Technology?," The Inter-American Dialogue. Washington, D.C., 2010. For 2013 data, see, Orozco with Jewers, "Economic Status and Remittance Behavior among Latin American and Caribbean Migrants in the Post-Recession, Period," Inter-American Development Bank, 2014. For 2016 data, Survey of 1227 migrants, Inter-American Dialogue, 2016. For 2021, Survey of 1200 migrants, Inter-American Dialogue, A Commitment to Family remittances, 2021

Owns bank account	Under 5 Years	6 to 15 years	Over 15 Years
2007	10.90%	33.50%	58.10%
2021	56.30%	53.10%	69.80%

Years in US	Under 5 Years	6 to 15 years	Over 15 Years
2007	34%	42%	23%
2021	5.2%	32%	63%

Source: For 2007, Orozco, M., Migrant financial inclusion and health, 2008; For 2021, Survey of 1200 migrants, Inter-American Dialogue, A Commitment to Family remittances, 2021

Financial Access: Ownership of products 2021

Financial Products	Under 5 Years	6 to 15 years	Over 15 Years
No Financial products	37.50%	41.80%	23.40%
One Fin. Prod.	6.30%	4.10%	5.70%
Two Fin. Prod.	50.00%	32.70%	41.70%
Three Fin. Prod.	0.00%	14.30%	14.10%
Four and more Fin. Prod.	6.30%	7.10%	15.00%

Financial products	Under 5 Years	6 to 15 years	Over 15 Years
Bank account	56.30%	53.10%	69.80%
Checking account	53.30%	50.00%	58.90%
Savings account	6.70%	16.30%	35.40%
Credit card	14.30%	16.40%	22.10%
Loan for housing	14.30%	2.70%	8.10%
Car loan	14.30%	2.70%	13.20%
Personal loan	0.00%	1.40%	8.80%
Life insurance	14.30%	4.10%	6.60%
Medical insurance	0.00%	1.40%	11.80%
Housing rent insurance	0.00%	0.00%	3.70%
Other credit product	0.00%	0.00%	2.90%
Other insurance product	0.00%	5.50%	5.10%

Regulatory and institutional framework on remittances

Currently, the Mexican regulatory and institutional framework on remittances present the following aspect:

- Mexico does not have specific regulations for the remittance market.
- Market participants belonging to the financial system are governed by their own rules and regulations, and remittances are considered ancillary financial services.

- Remittance market participants that are not financial institutions are only required to register with the CNBV to report statistics on their operations.
- All operators, regardless of their nature, must comply with the reporting and control requirements for their operations under anti-money laundering and counter-terrorism regulations.
- There is a consumer protection office that provides information to the public on the costs of remittances, but it has no jurisdiction over disputes between providers and consumers of these services.
- There are no exchange restrictions or taxes that may affect the remittance market.
- There is also no regulation prohibiting exclusive relationships between market operators, although in practice these do not exist.
- There is new regulation that allows remote onboarding and the implementation of Fintech entities in the market, which can be leveraged by financial service providers to improve the offering for users of the remittance market.

Key recommendations

- **Facilitating the flow of remittances** is critical to assisting Mexico in addressing developmental disparities, increasing financial inclusion for historically marginalized populations, and driving the economic growth necessary to lessen the gaps between Mexico and its North American trading partners.
- **Improve regulation of the remittance market:** Create specific regulations to improve the supervision and management of the sector.
- **Enhance access to financial services**: Simplify the requirements for remittance recipients to access accounts and credit.
- **Promote digitization of remittances**: Leverage remote onboarding and Fintech to expand access to financial services.
- **Support transparency and consumer protection:** Strengthen transparency in costs and protection for remittance users.
- **Encourage financial inclusion**: Encourage the use of products such as insurance and credit among recipients and their families.
- **Invest in financial literacy programs to promote investment and entrepreneurship**: Remittance recipients often lack the financial capabilities needed to save and invest for long-term returns such as retirement accounts. In Mexico, a 2010 survey showed that the majority of remittance recipients saved for the short term, and not in formal financial institutions. The Mexican government, in collaboration with multilateral organizations and the private sector, could work to strengthen financial inclusion within the country, where nearly half of the population lacks access to formal financial services.[72]

[72] How Mexico is Tackling Financial Inclusion | Baker Institute